

Léon Trotsky

ŒUVRES

Publiées sous la direction de Pierre BROUÉ

septembre 1937

à

décembre 1937

Introduction et notes de Pierre Broué

Publications de l'Institut Léon Trotsky

**L'Institut Léon Trotsky attire l'attention de ses lecteurs
qu'à la suite d'une erreur d'impression
la société Livre Essor a été mentionnée comme éditeur,
ce qui n'est pas le cas.**

SOMMAIRE

AVERTISSEMENT (Institut Léon Trotsky)	15
UNE COLLABORATION INTERNATIONALE	17
LISTE DES SIGLES	21
INTRODUCTION (PIERRE BROUÉ)	23
REPÈRES CHRONOLOGIQUES	27

Nous avons titré tous les textes qui ne l'avaient pas été soit par Trotsky, soit de son vivant. Les titres que nous proposons sont placés entre crochets [...]

[Quelques explications], à Balabanova (17 septembre 1937).....	31
[Il faut un livre sur l'Espagne], à Walker (17 septembre 1937).....	33
[Le Problème du nouveau parti], à Glotzer (18 septembre 1937).....	35
[Tragique Nouvelle], à S. LaFollette (18 septembre 1937).....	39
[La Correspondance personnelle], à Cannon (18 septembre 1937).....	41
[Toujours la Dactylo russe] à Cannon (18 septembre 1937).....	42
[La Dactylo russe], à S. Weber (19 septembre 1937).....	44
* [Le vote des crédits militaires], à Shachtman (20 septembre 1937).....	45
[Un Militant dans la misère], à Solow (20 septembre 1937).....	46
La situation en Extrême-Orient (20 septembre 1937).....	48
Une Leçon tragique (21 septembre 1937).....	50
[Une nouvelle Campagne], à Balabanova (21 septembre 1937).....	55
[Des Problèmes], à Held (21 septembre 1937).....	56

LÉON TROTSKY

[Redoubler de Vigilance], à H. Molinier (21 septembre 1937).....	59
[Attention aux archives], à S. LaFollette (21 septembre 1937).....	61
— [Inquiétude sur les divergences], à Cannon (21 septembre 1937).....	62
[Le Socialisme... système créateur], à Rodman (22 septembre 1937).....	65
[Les Ultra-Gauchistes et la guerre en Chine], à D. Rivera (23 septembre 1937).....	67
[Non coupables !], à Sedov (24 septembre 1937).....	72
[Un amical Souvenir], à Scheflo (25 septembre 1937).....	73
[La lutte contre la guerre], à Devlin (25 septembre 1937).....	75
[La Transition vers un parti plus large] à S. Weber (25 septembre 1937).....	78
[Il faut sauver Erwin Wolf], à Novack & Morrow (25 septembre 1937).....	80
[Questions et Conseils], à Klement (25 septembre 1937).....	84
[Un Résultat satisfaisant], à Goldman (27 septembre 1937).....	88
[Les Risques d'un conflit interne], à Glotzer (27 septembre 1937).....	90
[Difficultés matérielles], à Maule (27 septembre 1937).....	91
[Petites Nouvelles], à R. Ageloff (28 septembre 1937).....	92
[Un Procès nécessaire], à Heisler (28 septembre 1937).....	94
[Projets littéraires], à Walker (28 septembre 1937).....	95
[Une Proposition flatteuse], à G. W. Hartmann (28 septembre 1937).....	96
— Les Ultra-gauches en général et les incurables en particulier. Quelques considérations théoriques (29 septembre 1937).....	97
[Les Provocations du G.P.U.], à LaFollette (29 septembre 1937).....	104
[Un bon Travail], à Rosmer (29 septembre 1937).....	107
[La section belge et la guerre sino-japonaise], au S.I. (29 septembre 1937).....	108
[Les Erreurs commises avec Reiss], au S.I. (30 septembre 1937).....	109

ŒUVRES, SEPTEMBRE-DÉCEMBRE 1937

[Dactylo et avancement du travail], à Walker (30 septembre 1937)	111
[Inquiétudes pour Madame Reiss] (30 septembre 1937)	114
Réponse à des questions (1 ^{er} octobre 1937)	115
[La Récession aux E.U. et la nouvelle orientation] (2 octobre 1937)	129
[Un coup sévère], à H. Knudsen (2 octobre 1937)	134
[Optimisme pour l'avenir], à Abern (2 octobre 1937)	136
[Le Sort de Wolf], à K. Knudsen (2 octobre 1937)	138
◦ [Encore sur les problèmes du parti], à Cannon (3 octobre 1937)	140
[Problèmes de personnes], à S. Weber (4 octobre 1937)	145
[Le sort de Wolf et de Moulin] à H. Milton (4 octobre 1937)	147
[Pour une réunion publique de la commission Dewey], à P. Kluger (6 octobre 1937)	149
[Brèves Informations], à Sedov (6 octobre 1937)	151
[Projets littéraires], à Walker (6 octobre 1937)	152
[La Fin du travail de la commission], à Rosmer (6 octobre 1937)	153
[L'Aide aux victimes de Staline Negrin], à Tresca (6 octobre 1937)	155
◦ Discussion avec Max Sterling sur le congrès et la conférence internationale. (6 octobre 1937)	157
— [La Composition sociale du parti], à Cannon 10 octobre 1937)	162
[Encore sur l'affaire Reiss], à E. Reiss (13 octobre 1937)	166
[Le Tour des questions], à L. Sedov (14 octobre 1937)	171
[La Dissolution du comité de défense], à Cannon (14 octobre 1937)	174
[Précisions], à S. LaFollette (14 octobre 1937)	176
[Condition de collaboration], à Calverton (14 octobre 1937)	178

LÉON TROTSKY

[Le nouveau Journal], à B. Wolfe (15 octobre 1937)	180
[Gaspillage d'énergie], à Solow (15 octobre 1937)	181
[Il faut écrire sur Cronstadt], à Wasserman (15 octobre 1937)	182
[Jack London, artiste révolutionnaire] à Joan London (16 octobre 1937)	183
L'Activité du G.P.U. à l'étranger (19 octobre 1937)	187
Interview sur la disparition de Wolf (19 octobre 1937)	192
[Pour préparer la conférence internationale], à Cannon (20 octobre 1937)	198
→ [Sur le Calendrier révolutionnaire], à Rous (22 octobre 1937)	203
[Un Point rapide], à Sedov (22 octobre 1937)	211
[Dictature et révolution], à M. De Silver (23 octobre 1937)	212
[Le Livre sur la révolution chinoise], à Isaacs (23 octobre 1937)	215
[Des Documents authentiques], à Solow (27 octobre 1937)	217
[La Guerre Sino-japonaise], au S. I. (27 octobre 1937)	219
[Encore les documents], à S. LaFollette (27 octobre 1937)	223
• [Le Procureur et l'Economie], à J. Dewey (29 octobre 1937)	225
→ 90 Années de Manifeste communiste (30 octobre 1937)	229
• [Les Sources de Vychinsky], à J. Dewey (1 ^{er} novembre 1937)	239
• [Objections au livre sur la Chine], à Isaacs (1 ^{er} novembre 1937)	241
[Un Plénum de l'I.C. ?], à Kluger (2 novembre 1937)	245
Il est temps de passer à une contre-offensive internationale contre le stalinisme ! (2 novembre 1937)	246
[L'Importance du verdict], à Frankel (3 novembre 1937)	254
• Une fois de plus : l'U.R.S.S. et sa défense (4 novembre 1937)	255
[Remerciements], à J. McDonald (5 novembre 1937)	268

ŒUVRES, SEPTEMBRE-DÉCEMBRE 1937

[Des Articles qu'on puisse placer ?], à Walker (5 novembre 1937)	269
[Bilan financier pour le fisc norvégien] à Støylen (5 novembre 1937)	270
[Pour un séjour limité], à H. Milton (6 novembre 1937)	272
[L'Editorial du <i>Biulleten</i>], à Sedov (6 novembre 1937)	274
[Un excellent Livre], à J. T. Farrell (8 novembre 1937)	275
[Questions d'argent], à Held (11 novembre 1937)	277
[Une Information bien cachée], à Kluger (11 novembre 1937)	279
[Un troisième Camarade ?], à Cannon (14 novembre 1937)	280
[La Maison d'éditions et Cronstadt], à Wasserman (14 novembre 1937)	283
Les prochains Procès révéleront les plans secrets du G.P.U. (16 novembre 1937)	284
[L'Attitude envers Sneevliet], à Sedov (17 novembre 1937)	287
[Comment lutter contre la guerre], à la rédaction de <i>Challenge of Youth</i> (17 novembre 1937)	289
[La Situation de Sedov], à L. Estrine (18 novembre 1937)	291
[Aucun Conseil possible], à Sedov (18 novembre 1937)	293
[Les Précautions avec la presse], à Hansen (18 novembre 1937)	295
[Les Chinois libérés ?], à F. Glass (18 novembre 1937)	296
* [Il faut écrire sur Cronstadt], à Sedov (19 novembre 1937)	297
Bertram Wolfe sur le chemin des découvertes (25 novembre 1937)	300
— Un Etat non ouvrier et non bourgeois (25 novembre 1937)	304
[Encore des documents] à S. LaFollette (25 novembre 1937)	318
[Il faut interroger Duclos], à G. Rosenthal (27 novembre 1937)	319
[En toute Hâte], à Sedov (27 novembre 1937)	320
[Pour une Section active au Canada], à E. Birney (27 novembre 1937)	321

LÉON TROTSKY

[Nouvelles remarques sur le livre], à Isaacs (29 novembre 1937)	323
Au Secours de Pioneer Publishers, (29 novembre 1937)	325
L'Unité syndicale mondiale (29 novembre 1937)	327
[Le Travail pour la conférence], au S.I. (30 novembre 1937)	329
[Un Article à publier], à Cannon (30 novembre 1937)	331
[Les Ouvriers et la théorie], à Galloy (30 novembre 1937)	332
[Pas de Précipitation], à F. Glass (1 ^{er} décembre 1937)	334
[Une histoire d'agent du F.B.I.], à J. Weber (1 ^{er} décembre 1937)	336
[Il faut choisir], à Sneevliet (2 décembre 1937)	340
[Des Remarques grincheuses], à Rous (2 décembre 1937)	345
[Que faire avec Sneevliet ?], au S.I. (2 décembre 1937)	347
[Tchiang Kai-chek et Staline au secours du Japon], au <i>New York Times</i> (3 décembre 1937)	350
[Défaitisme et défensisme], à Burnham & Carter (6 décembre 1937)	352
[Pour un voyage de Burnham à México], à Cannon (6 décembre 1937)	355
[Remarques sur Cronstadt], à Vanzler (6 décembre 1937)	357
Le Centralisme démocratique. Quelques mots sur le régime du parti (8 décembre 1937)	359
[Deux Défections en une semaine] (9 décembre 1937)	362
[Questions de l'enquête], à S. LaFollette (9 décembre 1937)	364
Brefs Commentaires sur le verdict (13 décembre 1937)	367
Réponses aux journalistes (13 décembre 1937)	373
[La Publication des articles], à E. Hughes (14 décembre 1937)	379
[Comment conduire une Discussion politique], à Burnham (15 décembre 1937)	381

ŒUVRES, SEPTEMBRE-DÉCEMBRE 1937

[Manque de soin], à Shachtman (15 décembre 1937)	384
[Nouvelles Remarques sur Cronstadt], à Vanzler (16 décembre 1937)	385
Leçon d'Espagne : dernier avertissement (17 décembre 1937)	388
[Salut aux camarades de Norvège], à la rédaction d' <i>Oktober</i> (19 décembre 1937)	411
[La Situation financière], à Frankel (19 décembre 1937)	412
[Un Paiement inopportun], à Held (19 décembre 1937)	414
Réponse aux questions de <i>Marianne</i> (20 décembre 1937)	415
[Le Cas Burnham], à Cannon (21 décembre 1937)	
[Le Sort des archives], à Frankel (21 décembre 1937)	424
[Le Bilan de la commission], à Goldman (21 décembre 1937)	426
[Un Choc moral], à S. LaFollette (22 décembre 1937)	427
L'Australie et la guerre sino-japonaise (23 décembre 1937)	430
[Intérêt pour le Canada], à Spector (23 décembre 1937)	432
[Un Article sur l'Espagne], à Cannon (24 décembre 1937)	433
[Pour un Comité de défense permanent], aux dirigeants américains. (30 décembre 1937)	437
[L'Attitude vis-à-vis de Calverton], aux dirigeants américains (31 décembre 1937)	438

ANNEXES

Ouvrages cités ou consultés	443
Erratum	447
Index des noms de personnes	449
Index des organisations, institutions, instances	457
Index des thèmes et sujets	467
Index des journaux et périodiques	471

AVERTISSEMENT

Depuis le volume 8, les *Œuvres* reposent essentiellement sur la documentation des papiers d'exil de Trotsky à la Houghton Library de l'Université de Harvard, ouverts aux chercheurs depuis le 2 janvier 1980. La surabondance des petits textes et des télégrammes nous a conduit à ne plus donner la liste des textes que nous croyons pouvoir ne pas retenir sans altérer le caractère complet du travail.

Les textes de ce volume qui ont été dictés ou écrits en russe ont été traduits ou revus par Isabelle Lombard, les textes en allemand par Maurice Stobnicer et A. Calvié, les textes en anglais par Andrée et Pierre Broué qui a également dactylographié le manuscrit.

L'introduction et les notes sont de Pierre Broué, avec l'aide de la documentation réunie à Harvard par A. Calvié, M. Dreyfus, J.-P. Joubert, Isabelle Lombard, Gilles Vergnon ainsi que Gérard Roche.

Sauf l'index des noms de personnes, préparé par Pierre Broué, tous les autres l'ont été par Dominique Gérardin.

UNE COLLABORATION INTERNATIONALE

Les personnes dont les noms suivent, qui ont toutes été actives de son vivant dans le mouvement suscité par Trotsky ont été interrogées oralement ou par écrit par les chercheurs ou collaborateurs de l'Institut et ne nous a pas ménagé leur aide.

Ce sont Fulvio Abramo (São Paulo), Erwin H. Ackerknecht (Zurich), Manuel Alvarado (New York), John Archer (Londres), Fritz Belleville (Bâle), Yvan Craipeau (Nice), Margaret Dewar (Lindfield), Octavio Fernandez (Mexico), Pierre Frank (Paris), Milton Genecin (Los Angeles), Luciano Galicia (Mexico), Frank Glass, Albert Glotzer (New York), Plinio Gomès de Mello (São Paulo), Oskar Hippe (Berlin), Felix Ibarra (Mexico), Siegfried Kissin (Londres), Pearl Kluger (New York), George Kopp (Lima), Stefan Lamed (Montréal), Katia Landau de Balboa (Cuernavaca), Alfonso Leonetti (Rome), Ernest Mandel (Bruxelles), Loukas Karliaftis (Athènes), Harry Milton (San Francisco), Raymond Molinier (Paris), Felix Morrow (New York), Pierre Naville (Paris), Walter Nelz (Zurich), Georges Novack (New York), Michel Raptis (Athènes-Paris), Gérard Rosenthal (Niort), Jean Rous (Perpignan-Paris), Georges Scheuer (Paris), Art Sharon (San Francisco), Clara Thalmann (Nice), Jean van Heijenoort (Mexico-Cambridge), Oscar Waiss (Frankfurt-Main), Adolfo Zamora, Francisco Zamora (Mexico).

Nous saluons la mémoire de Juan Andrade, Lola Estrine, Sam Gordon, Joseph Hansen, Mário Pedrosa, John Poulos, Herminio Saccheta, Paul Thalmann, Tom Kerry et Georges Vereeken qui nous ont aidés et ont disparu depuis.

Pour la documentation générale, nous avons des dettes vis-à-vis des institutions et personnes suivantes :

LÉON TROTSKY

- la Houghton Library et particulièrement M. Rodney Dennis, curator du département des manuscrits.
- la Bibliothèque d'histoire sociale de New York (archives Cannon).
- la Tamiment Library de New York (archives Shachtman),
- la Hoover Institution de Stanford (Californie),
- l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam,
- la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (B.D.I.C.) de Nanterre (archives de la Ligue communiste et Fonds Lefeuve).
- L'Institut Feltrinelli de Milan,
- la Bibliothèque communale de Follonica,
- les archives de la guerre civile de Salamanca,
- le centre d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale de Bruxelles,
- le Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskystes et révolutionnaire (C.E.R.M.T.R.I.),
- le centre de documentation internationale (C.E.S.E.D.I) de Paris,
- le centre de documentation Benjamin Franklin à Paris,
- la Bibliothèque Medem à Paris,
- les archives du Labour Party,
- le Musée social de Paris,
- l'Arbeiderbevegelsen Arkiv d'Oslo,
- l'Arbetarrörelsens Arkiv de Stockholm,
- l'équipe des Editions ouvrières autour du *Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier*, avec MM. Jean Maitron, J. M. Brabant, Sammy Ketz et Claude Pennetier,
- les archives privées Georges Vereeken à Bruxelles et Albert Glotzer à New York.

Nous avons également des dettes vis-à-vis du regretté Dr Boris Goldenberg, du professeur Hermann Weber, de Mannheim, du professeur Pélai Pagès, de Barcelone, du professeur Luis Vitale, actuellement à Caracas, du professeur Alan Wald, d'Ann Arbor (Mich) et des chercheurs de tous pays qui nous ont aidés bénévolement : Wolfgang Alles, Willy Buschak, Attilio Chitarin, Damien Durand, Olivia Gall, Vilem Kahan, David Keil, Fritz Keller, Karel Kostal, Victor Leonardi, Roland Lewin, Pierre Saccoman, Hans Schafranek, Rudolf Segall, Nikos Syringas, Antoine Thivel, Gilles Vergnon, David Vogelsanger. M. Javier Wimer nous a ouvert au Mexique les portes qui nous étaient

utiles et M. Håkon Meyer nous a permis d'éclairer bien des questions relatives au séjour de Trotsky en Norvège.

Enfin c'est le travail de George Breitman et de son équipe, l'édition des *Writings of Leon Trotsky* (Pathfinder press) qui a été notre base solide de départ.

LISTE DES SIGLES

A.C.L.U.	American Civil Liberties Union.
A.F.L.	American Federation of Labor.
A.R.A.C.	Association Républicaine des Anciens Combattants.
A.W.P.	American Workers Party.
B.L. (b.l.)	Bolcheviks-Léninistes.
B.P.	Bureau Politique.
C.C.	Comité Central.
C.C.F.	Commonwealth Cooperative Federation.
C.G.T.	Confédération Générale du Travail.
C.I.O.	Congress for Industrial Organization.
C.L.A.	Communist League of America.
C.N.	Comité National.
C.N.T.	Confederación Nacional del Trabajo.
Comintern	Internationale Communiste.
C.P.	Communist Party.
C.P.L.A.	Committee for Progressive Labor Action.
C.P. (O)	Communist Party (Opposition).
C.P.U.S.A.	Communist Party of the United States of America
C.T.M.	Confederación de Trabajadores de Mexico.
C.T.V.	Corpo Truppe Volontarie.
D.N.A.	Det Norske Arbeiderparti.
F.A.I.	Federación Anarquista Ibérica.
F.B.I.	Federal Bureau of Investigation.
F.S.I.	Fédération Syndicale Internationale.
G.B.L.	Groupe Bolchevik-Léniniste.
G.P.U.	Gosoudarstvennoíé Polititcheskoié Upravléníé.
I.C.	Internationale Communiste.
I.K.D.	Internationale Kommunisten Deutschlands.
I.L.G.W.U.	International Ladies Garment Workers Union.
I.L.L	Independent Labor League.

LÉON TROTSKY

I.L.P.	Independent Labour Party.
I.S.R.	Internationale syndicale rouge.
I.V.K.O.	Internationale Vereinigung der Kommunistischen Opposition.
I.W.W.	Industrial Workers of the World.
J.C.	Jeunesses Communistes.
J.S.	Jeunesses Socialistes.
K.A.P.D.	Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands.
K.P.D.	Kommunistische Partei Deutschlands.
K.P.O.	Kommunistische Partei (Opposition).
L.C.I.	Liga Comunista Internacionalista.
N.A.S.	Nacionaal Arbeids-Secretariaat.
N.K.V.D.	Narodny Kommissariat Vnoutrennik Del (Commissariat du Peuple aux Affaires Intérieures).
N.P.L.D.	Non Partisan Labor Defense.
O.S.A.R.	Organisation Secrète d'Action Révolutionnaire (Cagoule).
P.C.	Parti Communiste.
P.C.I.	Parti Communiste Internationaliste (Molinier).
P.C.U.S.	Parti Communiste d'Union Soviétique.
P.O.B.	Parti Ouvrier Belge.
P.O.I.	Parti Ouvrier Internationaliste.
P.O.U.M.	Partido Obrero de Unificación Marxista.
P.S.	Parti Socialiste.
P.S.O.E.	Partido Socialista Obrero Español.
P.S.R.	Parti Socialiste Révolutionnaire (Belgique).
P.S.U.C.	Partit Socialista Unificat de Catalunya.
R.S.A.P.	Revolucionair Socialistische Arbeiders Partij.
S.A.P.	Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands.
S.D.N.	Société des Nations.
S.F.I.O.	Section Française de l'Internationale Ouvrière.
S.I.	Secrétariat International.
S.I.P.	<i>Service d'information et de Presse.</i>
S.P.	Socialist Party.
S.W.P.	Socialist Workers Party.
U.G.T.	Union General de Trabajadores.
W.P.	Workers Party (of Australia, Canada).
W.P.U.S.	Workers Party of the United States.
Y.P.S.L.	Young People's Socialist League.

INTRODUCTION

L'annonce que la commission d'enquête sur les procès de Moscou, que préside le Dr John Dewey, a déclaré innocents son fils et lui-même, constitue pour Trotsky un événement très important, le signe qu'il a gagné une bataille à laquelle il a consacré pratiquement toutes ses forces depuis son arrivée au Mexique, au début de l'année 1937, et son installation dans la « maison bleue » que lui ont prêtée ses nouveaux amis mexicains, les peintres Diego Rivera et Frida Kahlo.

La « maisonnée » aussi se renouvelle. Il y a moins de visites qu'à l'époque de la session de la sous-commission. Le jeune Bernie Wolfe est parti, mais surtout Jan Frankel se prépare à s'en aller définitivement. L'un des hommes qui viennent s'installer à Coyocacán et épauler le fidèle Jean van Heijenoort, l'Américain Joseph Hansen, va jouer un rôle important dans les dernières années de la vie de l'exilé. Le travail matériel s'est bien organisé avec la militante américaine Rae Spiegel arrivée en août, mais le mariage soudain de Rita Iakovleva, la dactylo russe, est une véritable catastrophe et la recherche d'une remplaçante va occuper des pages de la correspondance, empêchant tout travail théorique approfondi, que Trotsky ne peut rédiger qu'en langue russe.

Les problèmes ne manquent pas, qui ont été négligés pendant un temps. Et d'abord, c'est, en quelque sorte, la suite des procès de Moscou, il y a l'offensive meurtrière du G.P.U. en Europe dont les cibles se précisent et dont l'étreinte se resserre. Déjà deux anciens camarades d'idées de Trotsky demeurés des ennemis aux yeux des staliniens, Andrés Nin et Kurt Landau, ont été enlevés et assassinés en Espagne. Au début de septembre, il y a deux autres victimes de marque. Ignace Reiss, vieil agent du Comintern puis du G.P.U., a décidé de rompre avec le stalinisme et de rejoindre la IV^e Internationale. Il l'a écrit à Moscou : il est assassiné en Suisse. A la veille de son départ de Barcelone, où il a été envoyé par le

S.I., Erwin Wolf, l'ancien secrétaire de Hønefoss, est arrêté et disparaît pour toujours malgré les efforts de sa compagne, Hjørdis Knudsen, la fille des hôtes norvégiens de Trotsky. Ce dernier ne parvient pas à donner à la disparition de Wolf la publicité qu'il croyait possible après l'annonce du verdict de la commission : tous les efforts seront vains. L'enquête sur l'assassinat de Reiss en revanche révèle les agissements des tueurs du G.P.U. que dirigent leurs responsables à l'ambassade de la rue de Grenelle : de la bande parisienne, on sait qu'avant de tuer Reiss, certains de ses membres ont fait un voyage de reconnaissance au Mexique pendant que les comparses filaient sans relâche Léon Sedov qu'ils surveillaient en outre d'un appartement voisin. L'atmosphère s'envenime d'ailleurs dans l'organisation internationale : beaucoup pensent — et ils n'ont pas tort — qu'un agent est à l'œuvre dans l'entourage de Sedov, mais ceux qui, comme Pierre Naville, vont jusqu'à le désigner dans la personne d'Etienne (Zborowski), bras droit de Sedov, ne peuvent en apporter de preuve.

L'affaire Reiss a, de ce point de vue, une conséquence politique directe : elle accélère la rupture, déjà bien entamée, au sein de l'organisation internationale, avec le R.S.A.P. de Sneevliet, dont Trotsky pense que, par esprit fractionnel, il a laissé commettre à Reiss des erreurs fatales et porte une responsabilité dans sa fin tragique. Trotsky se décide à passer à l'offensive et écrit une lettre personnelle à Sneevliet le sommant de choisir. Les dispositions qu'il prend au même moment indiquent cependant qu'il n'ignore pas le choix qu'a déjà effectué Sneevliet. La crise de la section allemande en exil, sa scission au seul bénéfice de Ruth Fischer et Maslow, désormais adversaires déterminés de la IV^e Internationale, montrent que Sneevliet n'est pas le seul des anciens de l'I.C. à céder maintenant aux fortes pressions qui s'exercent sur eux à l'approche de la guerre et dans l'ambiance politique du Front populaire.

Avant la conférence internationale, déjà plusieurs fois reportée, il y a des étapes importantes. La première est celle de la renaissance de la section américaine, officiellement disparue en 1936 au sein du parti socialiste, lors de l'entrée, et qui va renaître à la fin de 1937 sous la forme d'un nouveau parti qui pourrait jouer dans l'Internationale le rôle moteur que Trotsky en attend et que les Sneevliet et Ruth Fischer ont pensé qu'on avait renoncé à le lui faire jouer. Depuis son installation au Mexique, Trotsky a suivi de très près la section américaine. C'est lui qui a pratiquement imposé à sa direction de sortir du parti socialiste et qui a proposé le calendrier pour la bataille politique de cette sortie. Cette fois, l'« entrisme »

dans la social-démocratie ne se termine pas, comme autrefois en France, par une balance déficitaire en militants. Les effectifs de ceux qui sont en train de sortir sont le double de ceux qui sont entrés. Les trotskystes ont conquis la majorité de l'organisation des jeunesses socialistes, les Y.P.S.L., et gardé sa direction au congrès. A la veille de la naissance du Socialist Workers Party, c'est vers Trotsky que se tournent les éléments divers qu'inquiète la rude poigne de Cannon et c'est de lui que certains attendent, sinon des apaisements, du moins des explications sur le « régime » d'un parti, sur le « centralisme démocratique ». Trotsky s'efforce de rassurer et de rassembler, cherche des moyens concrets d'assimiler vraiment dans le nouveau parti et à sa direction un intellectuel de la qualité de Burnham, dont il sent monter le conflit avec Cannon.

C'est sur le nouveau continent qu'il fait l'expérience des courants politiques qui secouent l'avant-garde mondiale. Un petit groupe mexicain, inspiré par l'allemand Eiffel, incarne un ultragauchisme, proche de l'« oehlérisme », qui s'exprime dans les rangs trotskystes américains à travers les positions du jeune Attilio Salemme, qui rejoint les « bordiguistes » les plus intransigeants en refusant de faire une différence entre les deux camps aux prises en Espagne et préconise le défaitisme en zone républicaine. Les mêmes tendances se manifestent, dans les mêmes milieux, au sujet de l'appréciation à porter sur la guerre sino-japonaise et les « eiffelistes » reprochent à Trotsky, qui condamne sans appel les mots d'ordre « défaitistes » en Chine, d'être passé sur les positions du « social-patriotisme ». Trotsky revient à plusieurs reprises sur cette guerre, expliquant inlassablement que le prolétariat international doit se ranger aux côtés de la Chine opprimée — même si elle est pour l'instant dirigée par le bourreau Tchiang Kai-chek — contre l'agression du Japon impérialiste. Et ces difficultés sont particulièrement aiguës en Chine même où le gros de l'organisation, dans un premier temps, semble vouloir rejeter, précisément comme « social-patriote », le vieux Chen Duxiu, libéré, et qui appelle à la guerre de libération. Ceux qui ont de Trotsky la vision caricaturale d'un homme « tranchant » auront sans doute quelque peine à le reconnaître dans les lettres pleines de conseils de prudence et de précautions qu'il adresse à ses camarades chinois pour que rien ne soit cassé.

Il est vrai cependant que les positions de Chen Duxiu ne sont pas absolument limpides sous cet angle. Il est vrai aussi, en sens inverse, que se manifestent souvent dans le mouvement de fâcheuses tendances à une adaptation que Trotsky qualifierait d'« opportunisme » s'il n'était pas aussi prudent. Ainsi, Max Shacht-

man, qui avait déjà selon lui trop cédé à l'opinion publique du parti socialiste au début de 1937, continue à subir la pression des forces qui constituent le Front populaire quand il affirme qu'un député trotskyste en Espagne devrait voter les crédits militaires au gouvernement Negrín. C'est, aux yeux de Trotsky, un mouvement identique qui conduit les deux dirigeants américains de la jeune génération, James Burnham et Joe Carter, reprenant les arguments du Français Craipeau, à contester l'analyse de l'U.R.S.S. comme « Etat ouvrier dégénéré » — celle de Trotsky dans *La Révolution trahie* — et à en faire un « état ni ouvrier ni bourgeois » : ni l'un ni l'autre ne se prononcent certes pour le « défaitisme en U.R.S.S. », mais Trotsky croit nécessaire de commencer la discussion avec eux quand ils affirment le « droit » pour des « défaitistes » de demeurer au sein du Parti et de l'Internationale révolutionnaires.

Obligé de se tourner vers l'Espagne par les nécessités de la discussion interne et les polémiques sur la politique stalinienne, Trotsky réussit enfin à se consacrer à plein temps pendant quelques semaines à l'étude des matériaux qu'il a fait réunir sur la guerre civile. Il est passionné par cette étude et envisage sérieusement d'écrire un livre sur ce sujet : il presse son agent littéraire, Charles Walker, de convaincre un éditeur que cet ouvrage ne saurait être qu'un best-seller. Mais Walker échoue. Trotsky devra finalement se contenter de réponses dans des bulletins intérieurs de la section américaine, d'un article contre les « ultra-gauches » et surtout d'un long article — une petite brochure — sur les « Leçons d'Espagne » qu'il considère, quant à lui, comme le « dernier avertissement ».

Au centre de ces leçons, il y a la nécessaire construction du parti et de l'Internationale. Par la force des choses, c'est maintenant sur le nouveau continent que Trotsky va s'y consacrer : aucune section du mouvement ne bénéficiera de sa part d'autant de soins que le Socialist Workers Party qui naît au moment même où s'achève ce volume.

QUELQUES REPÈRES CHRONOLOGIQUES

SEPTEMBRE

- 16 — A Paris, le *Bulletin* du comité contre les procès de Moscou donne des informations sur l'assassinat de Reiss.
- 22 — L'Américain J. Hansen quitte les Etats-Unis pour le Mexique.
- 23 — A Barcelone, Kurt Landau est arrêté et ne reparaitra pas.
- 25 — Rencontre à Prague pour la publication de *Der einzige Weg* sous la supervision de R. Klement.
- 28 — Arrivée à Coyoacán de J. Hansen.

OCTOBRE

- 1^{er} — En Espagne, scission de l'U.G.T. : élimination des postes de direction de Largo Caballero et de ses partisans.
- 2 — Publication de la lettre de Sneevliet du 11 septembre révélant l'identité de Reiss et sa rupture avec Moscou.
- 3 — En Suisse, les enquêteurs donnent les premières informations sur l'enquête au sujet du meurtre de Reiss.
- 6 — Arrivée à Moscou d'un couple porteur de papiers au nom de Robinson.
- 16 — Réunion du C.C. du P.S.R. belge qui traduit une crise profonde.
- 18 — A Moscou, la presse annonce la 1000^e exécution capitale depuis le début de l'année.

LÉON TROTSKY

- 30 — A Paris, début du 3^e congrès du P.O.I.
?? — départ de Jan Frankel pour New York.
?? — Au Mexique, confiscation de terres dans la Sonora.

NOVEMBRE

- 1^{er} — Annonce à Moscou d'un procès à Soukhoum avec 47 accusés d'avoir tenté de tuer Staline, sous la direction de Lakoba. 23 condamnations à mort.
2 — A Prague, non-lieu pour Grylewicz,... expulsé de Tchécoslovaquie.
7 — Conférence commune des groupes trotskystes argentins.
9 — Annonce de 19 exécutions capitales à Soukhoum.
— Au Brésil, coup d'Etat de Getulio Vargas.
15 — A Minneapolis, assassinat du syndicaliste Pat Corcoran.
23 — En France, de vastes opérations de police permettent aux autorités d'annoncer le démantèlement de la « Cagoule ».
24 — En Norvège, Trotsky condamné à payer une grosse somme d'honoraires à la famille de son ancien avocat.

DÉCEMBRE

- 4 — La presse annonce que le chargé d'affaires à Athènes, Alexandre Barmine, refuse d'obtempérer à son rappel en U.R.S.S. et part en France.
7 — La presse annonce que l'agent du G.P.U. dit Walter Krivitsky a également décidé de faire défection.
8 — La presse mondiale mentionne la disparition à Moscou de l'Américain « Robinson ».
12 — A New York : verdict de la commission Dewey : *not Guilty* (non coupable).
14 — A Paris la diplomate Grozovskaia, mise en cause dans

ŒUVRES, SEPTEMBRE-DÉCEMBRE 1937

l'affaire du meurtre de Reiss, est remise en liberté (provisoire) et va en profiter pour disparaître.

- 15 — En France, grève de l'usine Goodrich à Colombes et phénomène de « débordement » du P.C. et de la C.G.T.
- 21 — En France, le gouvernement « aménage » les 40 heures.
- 23 — En Norvège, le chargé d'affaire, I.S. Iakoubovitch, annonce qu'il refuse de revenir en U.R.S.S.
- 28 — A New York, on découvre que les passeports des « Robinson », arrêtés à Moscou, sont des faux.
- 31 — Début du congrès qui va fonder le Socialist Workers Party aux Etats-Unis.

[QUELQUES EXPLICATIONS]¹

(17 septembre 1937)

Chère Camarade Angelica²,

Je dois vous écrire en anglais car ma collaboratrice russe m'a déserté pour se marier et écrire à la main est devenu ces dernières années très difficile pour moi.

Mon télégramme a été suscité par une lettre de Suzanne LaFollette³ qui me communique son malaise du fait que plusieurs membres de la commission (Modigliani⁴, par exemple) qui auraient dû être présents aux sessions n'ont pas pu venir et que votre absence dans ces circonstances était doublement regrettable. Elle proposait même que je vous écrive à ce sujet. Mais le temps manquait et j'ai préféré vous télégraphier. Je vois d'après votre lettre maintenant que vous ne pouvez pas aller participer à la commission à New York. Rien à faire...

Maintenant, les questions de Wendelin Thomas⁵ : se servant

1. Lettre à A. Balabanova (7317), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Angelica *Balabanova* (1878-1965), d'origine russe, militante en Italie et en Suisse, ancienne secrétaire du comité socialiste international de Zimmerwald, avait été secrétaire de l'I.C. à ses débuts. Emigrée en France, puis aux Etats-Unis, elle devait participer à la commission d'enquête, mais subissait de vigoureuses pressions qu'elle avait exprimées dans une lettre à Trotsky.

3. Suzanne *LaFollette* (1893-1983), secrétaire de la commission d'enquête, une libérale américaine classique, avait appartenu d'abord au comité de défense de Trotsky. Elle était en correspondance régulière avec lui au sujet du travail de la commission qu'elle « monopolisait » avec ardeur.

4. Giuseppe *Modigliani* (1872-1947), avocat, frère du célèbre peintre, était aussi l'un des chefs de file de l'aile réformiste du P.S. italien. Il avait été l'avocat de Matteotti, assassiné par les fascistes, et avait dû choisir l'exil. Il était l'avocat de la commission parisienne mais n'avait pas réussi à obtenir de son parti, le P.S.I., qu'il l'appuie.

5. Wendelin *Thomas* (1884-19??), marin de profession, socialiste en 1910, avait été en 1918 un des dirigeants du soulèvement des marins de la flotte de guerre. Il avait milité ensuite dans le parti social-démocrate indépendant puis le

de sa qualité de membre de la commission, il m'a posé plusieurs questions politiques importantes au sujet desquelles nous divergeons tant factuellement que d'un point de vue principal. Dans sa réponse, il caractérise mon interprétation comme ne différant pas « de l'histoire officielle habituelle falsifiée (!) » — ce qui avait, ni plus ni moins, le sens d'une accusation de *falsification politique*.

M. Norman Thomas⁶ a envoyé des copies de cette lettre à quelques personnes dont les opinions ont pour moi une grande importance. Il n'existe aucun moyen de savoir si ces copies ont été ou non largement diffusées. J'ai décidé de publier, sans rien y changer, ma réponse, basée sur mes expériences personnelles dans les deux affaires (Cronstadt et Makhno), afin de donner à Wendelin Thomas et autres la possibilité, non seulement de caractériser ma lettre de façon générale et offensive, mais aussi de présenter des *arguments* et de permettre ainsi à l'opinion publique de juger qui a raison et qui a tort. Du point de vue de l'enquête, on ne peut pas supposer qu'une polémique publique avec un des membres de la commission, qui est supposé être proche de moi politiquement (un ancien communiste !), pourrait être avantageuse seulement dans la mesure où elle montrerait à l'opinion publique qu'il n'y a pas trace de solidarité politique entre moi et les membres de la commission. Voilà les raisons de la publication de mon article. Je suis absolument sûr que *Socialist Appeal* et les autres journaux qui ont publié ma lettre publieraient volontiers la réponse de Wendelin Thomas, s'il souhaitait présenter ses arguments en public. En tout cas, toute cette affaire n'a aucun rapport avec la tâche immédiate de la commission.

J'espère que vous êtes en bonne santé et que votre énergie reste intacte en dépit de vos tribulations. Meilleurs souhaits et saluts.

P.C. Il avait été député au Reichstag et avait travaillé plusieurs années pour l'I.C. avant de rompre avec elle avant 1933. Il vivait aux Etats-Unis. Les questions qu'il avait adressées à Trotsky au sujet du « bolchevisme », de l'insurrection de Cronstadt et de l'anarchiste Makhno montraient qu'il subissait une certaine influence anarchiste. Trotsky était très préoccupé des conséquences possibles de cette initiative et redoutait par-dessus tout que la commission, en majorité formée d'adversaires d'idées du « bolchevisme », ne saisisse l'occasion pour le condamner lui, en même temps que les organisateurs des procès de Moscou.

6. Norman Thomas (1884-1969), pasteur méthodiste, pacifiste, était le principal dirigeant du Socialist Party américain ; il avait été favorable en 1936 à l'entrée des trotskystes dans son parti et avait été des fondateurs du comité de défense de Trotsky. Mais sa prise de position avait été déterminante pour l'exclusion des trotskystes à l'été 1937.

[IL FAUT UN LIVRE SUR L'ESPAGNE]¹

(17 septembre 1937)

Cher Camarade Walker²,

J'ai réuni et étudié pendant longtemps des documents sur la révolution espagnole. Je pourrais maintenant facilement écrire un petit livre, mieux, un pamphlet, sur l'Espagne. Outre l'analyse générale du caractère de la révolution, il comprendrait une polémique contre les divers correspondants de journaux, interprètes et falsificateurs de la révolution espagnole, surtout les Américains, comme Louis Fischer³, *The Nation* et *The New Republic*. Je n'aurais pas besoin de travailler plus de six semaines sur un tel livre de 100 à 150 pages. Je pourrais envoyer le manuscrit par parties, ce qui fait que la traduction pourrait être prête presque aussi rapidement que le manuscrit russe.

Il me semble qu'un tel pamphlet est indispensable maintenant pour de larges cercles de l'opinion publique. Même du point de vue commercial, l'entreprise pourrait en valoir la peine. Ce serait excellent que Doubleday Doran accepte un tel manuscrit. Je suis sûr que la société ferait beaucoup d'argent sur une telle publication. L'obstacle c'est seulement que ce pamphlet serait écrit dans un esprit ouvertement révolutionnaire, c'est-à-dire l'esprit de la IV^e Internationale. Doubleday Doran n'auraient-ils pas peur d'un tel livre de « propagande » ? Si oui, il me serait

1. Lettre à C. Walker (10758), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Charles Mumford Walker (1893-1964), écrivain et professeur, auteur notamment d'un livre sur les grèves de Minneapolis intitulé *American City* (1934); avait collaboré avec Trotsky à Mexico au temps de la commission d'enquête et, depuis, s'occupait de placer ses articles et ses livres.

3. Louis Fischer (1896-1970), journaliste, correspondant à Moscou de 1921 à 1936, et de *The Nation* depuis 1923, était un journaliste « officieux », que Trotsky considérait comme un porte-parole de Moscou.

difficile de donner ce pamphlet à un autre éditeur, car ce serait abuser de leur patience dans la si longue attente du livre sur Lénine⁴.

En même temps, je dois avouer que je désire vivement écrire ce pamphlet sur l'Espagne. Faits et documents sont d'une énorme importance. La nouvelle génération de marxistes ne peut trouver meilleure école d'éducation politique que les événements espagnols. Ce serait excellent si Doubleday Doran acceptait la proposition. Mes exigences financières pourraient être réduites au minimum : par exemple, pas d'avance du tout, si c'est nécessaire pour arriver à une conclusion positive des conversations avec Doubleday Doran. Le travail sur l'autobiographie pourrait avancer en même temps, car la plus grande partie de ce travail-là est purement technique (reproduction du journal, copie ; etc.)⁵. J'attendrai avec le plus grand intérêt une réponse à cette proposition.

4. Trotsky avait signé un contrat pour un livre sur Lénine avec l'éditeur Doubleday Doran qui lui avait versé une substantielle avance de droits d'auteur. Or il avait essentiellement travaillé pendant son exil norvégien sur *La Révolution trahie* ; il n'avait pu reprendre Lénine au Mexique comme il le souhaitait et avait été accaparé par la lutte contre les procès. L'éditeur était effectivement très mécontent.

5. Trotsky avait proposé de donner un prolongement à *Ma vie* — qu'il appelle « l'autobiographie » — par des articles, la reproduction de son journal pendant certaines périodes, comme le séjour en France, le voyage au Mexique, etc.

[LES PROBLÈMES DU NOUVEAU PARTI]¹

(18 septembre 1937)

Cher Camarade Glotzer²,

J'ai reçu votre lettre du 17 septembre et une copie de votre lettre au camarade Cannon³. Merci pour les deux. Je suis content que les Despres⁴ aient aimé leur séjour au Mexique. Tous deux ont gagné notre sincère sympathie.

Votre lettre à Cannon souligne l'importance de la discussion qui vient. Il est clair en vérité que la discussion va devenir une très importante introduction à la vie indépendante du parti. Mais d'abord il est très important de présenter très clairement le nouveau milieu et les nouvelles circonstances de la discussion.

Vous aurez, je pense, la plus grosse moitié du parti composée d'éléments nouveaux⁵. Ils sont d'accord avec vous sur les principes mais manquent de l'expérience concrète de leur application. Leur éducation organisationnelle est tout à fait différente de la vôtre. C'est pourquoi vos objections et argu-

1. Lettre à A. M. Glotzer (8277), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Albert Manning *Glotzer* (né en 1908), ancien dirigeant des J.C. à Chicago, vétéran de l'Opposition de gauche, avait rendu visite à Trotsky à Prinkipo en 1932 et était resté en correspondance avec lui. Il avait été en outre le sténographe de la commission Dewey à Coyoacán, ce qui avait consolidé leurs relations.

3. James P. *Cannon* (1870-1974), vétéran du mouvement ouvrier américain, ancien dirigeant du P.C. Américain avait fondé avec Shachtman et Abern l'Opposition de gauche de ce parti en 1928. Il était le dirigeant de la section américaine qui était en train de se faire exclure du Socialist Party et préparait la constitution d'un parti « indépendant ».

4. Léon Mathis *Despres* (né en 1907) était un avocat de Chicago, militant de la section américaine et ami de Glotzer, qui avait visité le Mexique avec sa femme et rencontré Trotsky.

5. Trotsky fait allusion aux éléments gagnés pendant le séjour au Socialist Party, qu'il appelle plus loin « les indigènes ».

ments peuvent revêtir dans leur tête un sens tout à fait différent. Prenons par exemple la question de savoir s'il était ou non raisonnable d'entrer dans le parti socialiste. Pour les « indigènes », la question n'existe pas du tout. Votre entrée dans le S.P. les a aidés à trouver la voie véritable, révolutionnaire, et ils auraient de la peine à même comprendre le heurt d'opinions entre leurs nouveaux dirigeants à ce sujet. Je ne dirai pas que c'est pourquoi la question ne peut pas être posée dans la discussion, mais il est absolument nécessaire de prendre en considération le nouveau milieu et de garder les justes proportions.

Sous cet angle, je vais entrer brièvement dans le vif de la question. Il y a quelques mois, j'ai lu une lettre du camarade Abern⁶ et entendu quelques camarades exprimer la même opinion, à savoir que l'entrée avait été « néanmoins » une erreur et que l'organisation aurait pu rencontrer plus de succès en demeurant indépendante. J'estime que cette opinion est tout à fait fautive. Si nous n'avions que l'expérience aux Etats-Unis, il serait très difficile de faire une comparaison entre deux possibilités au moyen de spéculations abstraites. Mais il y a *d'autres* pays. Le parti hollandais, qui s'est opposé avec vigueur à « l'entrée » américaine et est demeuré lui-même un parti indépendant, a perdu, dans le même temps, des membres et de l'influence. Vous pouvez me dire que le parti hollandais a une mauvaise politique. J'accepte l'argument. Mais nous avons l'exemple des sections française et belge. Elles ont quitté le parti socialiste à peu près au même moment où vous entriez. Pendant la durée de votre séjour sous la tutelle de Norman Thomas, etc., c'est-à-dire pendant la période des procès de Moscou, de la guerre civile espagnole et du gouvernement Blum⁷, etc., nos sections française et belge étaient des partis indépendants. Ils ont certes acquis une influence, mais très modeste, et n'ont pas gagné en membres, ou très peu, en dépit du fait qu'il y a un an ils étaient plus nombreux que la section américaine avant son entrée dans le S.P. Quelle en est la raison ? Les procès de Moscou *ont préparé* le déclin du Comintern, mais, *dans l'immédiat*, ils ont isolé nos sections et imposé à nos sympathisants et demi-sympathisants une attitude d'expecta-

6. Martin Abern (1898-1943), ancien secrétaire de la fédération socialiste du Minnesota, puis secrétaire national des jeunesses communistes, était avec Cannon depuis 1928. Il passait pour un organisateur de grand talent et était souvent accusé d'être à la tête d'une « clique » dans l'organisation.

7. Léon Blum (1872-1950), chef du parti socialiste, avait été président du conseil en France après la victoire du Front populaire.

tive. Aux Etats-Unis, ce fut différent. Du fait des liens étroits à l'intérieur du même parti, les « indigènes » les meilleurs ont acquis l'impression personnelle que les accusations ne pouvaient être vraies et ont été influencées par nos idées politiques. C'est la raison pour laquelle la section américaine est la seule qui puisse montrer, pour l'année écoulée, des gains importants. Je suis certain que cette nouvelle année ouvrira à nos sections une route plus large, à l'exception peut-être de l'U.R.S.S. : la section russe apparaîtra plus tard dans l'arène.

Me permettez-vous une suggestion à propos d'Oehler⁸ ? Compte tenu de leur attitude générale (politiquement tout à fait stupide), il est clair que leur revendication de réintégration ne serait qu'une pâle imitation (format de poche) de notre politique vis-à-vis du S.P. Si le parti indépendant ne consistait que d'anciens B.L., l'expérience se serait terminée au préjudice des oehléristes, pas de vous. Mais les mille nouveaux membres, qui doivent être saisis par les hésitations et les oppositions, pourraient devenir accessibles à leur influence. D'un autre côté, il ne serait pas avisé de repousser simplement leur demande de réintégration. Ne serait-il pas possible d'entrer en contact organisationnel avec les oehléristes et autres groupes semblables, s'ils le veulent, sous la forme d'une commission qui se réunisse à peu près une fois par semaine et analyse les questions politiques courantes sur un ton amical pour la discussion dans la presse ? Cette façon de procéder nous donnera la possibilité de démontrer petit à petit au nouveau milieu le véritable caractère des oehléristes et peut-être de provoquer une différenciation dans leurs rangs à eux. Cette commission de contact pourrait être considérée comme la commission de préparation de la fusion.

Je suis entièrement d'accord avec votre suggestion, dans votre lettre au camarade Cannon, que la « partie la plus importante » de la discussion devrait être consacrée aux questions de l'activité du parti indépendant et à son programme initial. Mais même cette discussion inévitable et créatrice doit être menée en conformité avec le nouveau milieu du parti. La « vieille garde » doit faire tous ses efforts — naturellement pas

8. Trotsky appelle « oehléristes » les membres de la League for a Revolutionary Workers Party qui avaient été exclus de la section américaine en 1935 à cause de leur activité fractionnelle dans leur opposition à toute « entrée » dans le Socialist Party. Leur leader était le vieux-communiste Edward Oler, dit Hugo Oehler (né en 1903). Les oehléristes affirmaient qu'ils étaient prêts à reprendre leur place dans un parti « indépendant » fondé après la sortie du Socialist Party des trotskystes « entrés » (c'est ce qui s'était produit en Belgique).

aux dépens des principes — pour présenter au parti des projets unanimes, ou, au moins, réduire les divergences à des amendements concrets à un texte commun, et ne pas présenter des projets s'opposant l'un à l'autre en obligeant le parti à choisir entre eux. Ces suggestions présument, naturellement, autant que je puisse en juger, qu'il n'existe pas aujourd'hui de divergences insurmontables dans le parti et moins encore dans sa direction.

Si je me suis arrêté ci-dessus sur la question des oehléristes, ce n'est pas en fonction de leur importance — non, notre arène est tout à fait ailleurs — mais en considération du régime interne de notre propre parti. La nouvelle période aura, de ce point de vue, beaucoup d'importance. Nous devons donner un exemple d'authentique démocratie du parti. Mais la démocratie ne signifie pas nonchalance et insouciance. Chaque explosion d'un heurt sévère dans la « vieille garde » au cours de cette période nuirait inévitablement à la démocratie du parti et au parti en tant que tel. Naturellement, il n'est pas question d'interdire la discussion ni d'imposer dans notre parti une « loi du bâillon ». Il s'agit seulement d'un rappel que le caractère de la discussion doit être contrôlé par un sens de la responsabilité.

Compte tenu du fait que cette lettre traite de questions d'un caractère général, j'en envoie copies aux camarades Cannon et Abern. Si je ne l'envoie pas directement au comité national, l'unique raison en est que ce serait trop « prétentieux » : je suis trop isolé de l'organisation pour pouvoir faire des propositions « officielles ».

[DOCUMENTS ET TRAGIQUE NOUVELLE]¹

(18 septembre 1937)

Chère mademoiselle LaFollette,

1. En ce moment, je ne puis vous envoyer que les copies des télégrammes de ma femme à M. Herriot² et de celui d'Herriot à son consul en Allemagne. Mon avocat français, Rosenthal³, qui a reçu ces copies de façon semi-officielle des archives du ministère des Affaires étrangères, m'a dit que les autorités avaient catégoriquement refusé de notariser (de légaliser) les copies. Je vais immédiatement chercher les lettres correspondantes de M. Rosenthal et vous les envoyer.

2. Vous devez être informée de l'assassinat de M. Ludwig, le représentant à l'étranger du Comintern dans le G.P.U.⁴, à Lausanne, après sa déclaration publique que les procès de Moscou étaient des falsifications. La presse du Comintern, surtout en France, a immédiatement commencé une nouvelle

1. Lettre à S. LaFollette (8756), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Edouard Herriot (1872-1957), maire de Lyon et dirigeant radical, plusieurs fois président du Conseil, avait rencontré Trotsky au cours de visites officielles qu'il avait effectuées en U.R.S.S. Natalia Sedova lui avait télégraphié en 1932, alors qu'il était membre du gouvernement, pour obtenir un visa pour Léon Sedov et Trotsky avait fait longtemps rechercher ces documents.

3. Gérard Rosenthal (né en 1903) était avocat de Trotsky et vieux militant, lié à lui depuis 1929, dirigeant du P.O.I.

4. C'était le 4 septembre 1937, près de Chamblandes, en Suisse, qu'on avait retrouvé le cadavre criblé de balles d'un inconnu porteur d'une fausse identité au nom de Hans Eberhardt. Il s'agissait en réalité d'un soviétique d'origine polonaise, Ignacy S. Poretski (1900-1937), haut fonctionnaire du G.P.U., connu sous le nom de Ludwig. Il avait été identifié par sa femme et par Sneevliet qui était informé de sa rupture avec Staline. Sa femme avait donné comme identité Ignace Reiss — un nom improvisé qui devait lui rester.

campagne, délirante, contre moi et mon fils. Je crains que Léon Sedov ne soit marqué comme la prochaine victime du G.P.U.⁵.

P.-S. Je joins deux lettres originales de Gérard Rosenthal, mon avocat parisien, au sujet des télégrammes qu'il a obtenus du ministère des Affaires étrangères en France et une copie de ces deux télégrammes.

5. Léon *Sedov* (1906-1938) était le fils aîné de Trotsky et de Natalia Sedova. Il avait accompagné ses parents en exil et était le principal collaborateur de son père depuis des années. Il vivait à Paris, effectivement épié par les tueurs.

[LA CORRESPONDANCE PERSONNELLE]¹

(18 septembre 1937)

Cher Camarade Cannon,

Merci de votre amicale lettre du 10 septembre. Je suis très heureux du succès prometteur de la conférence de la jeunesse.

Je vous envoie une copie de ma lettre au camarade Glotzer. Il y a quelques semaines, le camarade Carter² a suggéré que j'envoie directement mes lettres au comité national. Je suis prêt à le faire chaque fois que c'est possible. Mais je ne peux éliminer la correspondance personnelle qui me donne une possibilité d'être mieux informé et orienté et ne me fait pas porter de responsabilités comme celles que me feraient porter des lettres officielles au comité national.

Mais naturellement je n'ai aucune objection à ce que mes correspondants communiquent mes lettres, de leur propre initiative, au comité national.

1. Lettre à J. P. Cannon (7506), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Joseph *Friedman* (1910-194 ?), New-yorkais militant des jeunes communistes à 14 ans, avait dirigé l'organisation de jeunesse de l'Opposition de gauche pendant des années sous le nom de *Carter*.

[TOUJOURS LA DACTYLO RUSSE]¹

(18 septembre 1937)

Chère Camarade Sara²,

La situation avec la collaboratrice russe n'est pas réglée. Jan³ nous a téléphoné après son très long et très fatigant voyage que la dactylo proposée n'est absolument pas apte au travail⁴. Que faire ?

J'ai reçu un câble signé Cannon-Weber sur la « sténographe anglaise professionnelle et traductrice russe », avec la remarque « dactylo anglaise pas parfaite ». J'ai des doutes. Quand nous avons discuté de la question ici, j'avais Rita⁴ comme collaboratrice permanente et en même temps, je rêvais d'une collaboratrice anglaise permanente qui saurait plus ou moins l'anglais pour mes besoins quotidiens. En ce moment, ce travail est fait, très bien, par Rae⁵. Mais je manque d'une bonne collaboratrice dactylo de russe. Si elle ne sait pas d'autre langue mais connaît bien le russe et la dactylo, ce sera suffisant, car mon travail au livre sur Lénine l'absorbera à plein temps. Mais la collaboratrice proposée par vous et le camarade Cannon tape le russe « pas

1. Lettre à Sara Weber (10286), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Sara Jacobs, dite Sara *Weber* (1900-1976), militante américaine, avait été secrétaire de Trotsky quelques mois à Prinkipo, puis à Saint-Palais et Barbizon. Elle venait de lui rendre visite au Mexique.

3. Jan désigne Jan *Frankel* (1906-19??), militant des J.C. de Tchécoslovaquie, secrétaire de Trotsky en Turquie d'avril 1930 à janvier 1933, en Norvège d'août à octobre 1935, arrivé à Coyoacán en février 1937, venait de faire un long voyage à Durango pour « tester » une candidate.

4. Rita *Iakovleva* était une dactylo russe que van Heijenoort avait trouvée dans les premiers jours du séjour à Coyoacán — un miracle ! Son mariage avait désorganisé le travail de Trotsky.

5. Rae *Spiegel* (née en 1910), militante de la section américaine, qui était venue au mois d'août à Coyoacán, s'était mis en tête d'apprendre le russe, puis la sténo en russe, pour pouvoir aider Trotsky dans son travail.

parfaitement ». Que faire ? Pouvez-vous l'examiner ? Croyez-vous qu'une bonne dactylo anglaise peut, en peu de temps, parfaire sa dactylo russe ? Rae répond négativement à ces questions. Ce serait pour moi un coup terrible de faire venir ici une collaboratrice de Chicago et qu'on s'aperçoive tout de suite que cette invitation était une erreur. Je ne sais que faire.

J'ai reçu des camarades Shachtman⁶ et Cannon la proposition d'écrire un article pour *New International* à l'occasion du 20^e anniversaire de la révolution d'Octobre. Je le ferais volontiers, mais cela m'est impossible dans la situation actuelle. Je ne peux pas dicter un article aussi important dans une autre langue que le russe. Le russe de Rae est suffisant pour une lettre ou un article court mais pas pour un article de cette dimension. C'est une raison de plus pour me trouver une collaboratrice russe.

P.-S. En tout cas, cela ne signifie *pas* que vous deviez venir vous-même, car la question n'est pas tellement d'avoir votre collaboration pour quelques mois, mais d'avoir une collaboratrice permanente.

6. Max *Shachtman* (1903-1972), émigré tout enfant aux Etats-Unis, avait été membre du P.C. très jeune, puis de la fraction Cannon et avait fondé avec lui l'opposition de gauche aux Etats-Unis en 1928.

[L'AFFAIRE DACTYLO RUSSE]¹

(19 septembre 1937)

PRÉTENDUE DACTYLO RUSSE MEXIQUE NON APTE STOP BESOIN
BONNE DACTYLO RUSSE PAS STÉNO ANGLAISE STOP TROIS QUARTS
MON TRAVAIL DICTER RUSSE STOP DOUTES SUR VOTRE COLLABORA-
TRICE PROPOSÉE AVEC DACTYLO RUSSE IMPARFAITE STOP LETTRE
SUIT

1. Télégramme à J. P. Cannon (7507), traduit de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

[LE VOTE DES CRÉDITS MILITAIRES]¹

(20 septembre 1937)

Cher Camarade Shachtman,

Voter le budget militaire au gouvernement Negrín² signifie lui voter la confiance *politique*. Nous ne pouvons le faire. Le faire serait un crime. Comment pourrions-nous expliquer notre vote aux travailleurs anarchistes ? Très simplement : nous n'avons pas la moindre confiance dans la capacité de ce gouvernement à conduire la guerre et assurer la victoire. Nous accusons ce gouvernement de protéger les riches et d'affamer les pauvres. Il faut écraser ce gouvernement. Tant que nous ne sommes pas assez forts pour le remplacer, nous combattons sous ses ordres. Mais, à chaque occasion, nous exprimons ouvertement que nous n'avons pas confiance en lui : c'est l'unique possibilité de mobiliser *politiquement* les masses contre ce gouvernement et de préparer son renversement. Toute autre politique serait une trahison de la révolution.

1. Lettre à M. Shachtman (10333), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Juan *Negrín* López (1889-1956), professeur de médecine, socialiste de droite marié à une russe, ministre des finances de Largo Caballero, avait été le candidat des Russes à sa succession et était devenu en juin président du conseil des ministres de la République espagnole. Trotsky n'avait pas la position « défaitiste » vis-à-vis de l'Armée républicaine, mais il avait découvert que Shachtman estimait possible un soutien politique allant jusqu'au vote éventuel de crédits demandés par ce gouvernement pour la guerre. Il s'agit évidemment d'une hypothèse d'école, car il n'y avait aucun parlement où un « trotskyste » pouvait être appelé à voter ou ne pas voter pour la confiance à Negrín.

[UN MILITANT DANS LA MISÈRE]¹

(20 septembre 1937)

Cher Camarade Solow²,

Je vous écris aujourd'hui sur une question particulière et, pour moi, très importante. Nous avons à Paris un émigré allemand, Johre³. C'est l'un des plus importants théoriciens marxistes de la jeune génération, et pas un théoricien académique, mais un homme qui pense politique. Dans les deux dernières semaines, j'ai lu les bulletins du secrétariat international et de la section allemande, depuis le début de mon internement en Norvège et pendant le second procès, les audiences, etc. J'ai trouvé plusieurs articles remarquables sur l'Espagne et le plus remarquable était écrit par Johre⁴.

Cet homme est littéralement en train de mourir de faim⁵. C'est un musicien professionnel et, semble-t-il, selon ce qu'on m'a dit, un bon musicien. Mais les musiciens étrangers ne peuvent pas vivre en France. Il a une famille : une femme et deux enfants. Il est terrible de penser qu'un homme de telles capacités est en train de mourir, sans le moindre secours. Les comités

1. Lettre à H. Solow (10481), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Herbert Solow (1903-1964), brillant intellectuel et journaliste, était une sorte de « compagnon de route » des trotskystes. Il avait visité Trotsky à Prinkipo, puis, plus récemment à Coyoacán, où il avait travaillé pour la commission d'enquête.

3. S. L. Johre était le pseudonyme d'un ancien pianiste et chef d'orchestre de Gelsenkirchen, Josef Weber (1901-1957), émigré en 1933, qui était l'un des dirigeants d'une des deux fractions de l'organisation allemande en émigration.

4. Trotsky se trompe, car Johre n'a pas écrit sur l'Espagne : il semble qu'il lui attribue un article écrit par un autre militant allemand, Hans David Freund, dit Moulin.

5. Trotsky avait été alerté de Norvège par une lettre de Held, qui avait découvert la situation de Johre au cours d'un bref séjour à Paris.

officiels d'aide aux émigrés allemands sont, vous le savez, aux mains des staliniens et Johre, qui est un homme d'une honnêteté politique absolue et qui a combattu avec vigueur contre les procès de Moscou, ne peut rien attendre d'eux. Que peut-on faire pour sauver cet homme et lui donner la possibilité de travailler et d'enrichir la pensée révolutionnaire? Johre lui-même n'adresse jamais à personne plaintes ou revendications. Il meurt de faim en silence. J'ai reçu hier sur cette question une lettre d'un bon vieil ami qui a rendu visite à Johre à Paris et me supplie de ne pas le nommer parce que Johre est capable de rompre toute relation avec lui s'il apprend que son ami m'a écrit sur cette question.

Il faut sauver Johre. Mon ami m'écrit que 40 dollars par mois suffiraient pour lui donner la possibilité de vivre et de travailler. Les libéraux et radicaux américains dépensent beaucoup d'argent à diverses fins sociales et politiques. Je suis certain que l'« investissement » dans cette affaire serait le plus valable et que l'historien à venir de la pensée révolutionnaire le notera avec gratitude. Ne pouvez-vous rien faire à cet égard? J'attends votre réponse avec une grande anxiété.

P.-S. Je suis en train de travailler sur la question espagnole. Les matériaux que vous m'avez promis sont pour moi du *plus grand intérêt*.

LA SITUATION EN EXTRÊME-ORIENT¹

(20 septembre 1937)

1. A l'heure actuelle, une victoire décisive du Japon sur la Chine signifierait : la Grande-Bretagne chassée de Chine, la porte hermétiquement close aux Etats-Unis, une menace directe contre l'Extrême-Orient soviétique, puis, à une prochaine étape, contre l'Indochine française et les îles qui appartiennent à la Hollande². Je ne crois pas cependant que ce plan puisse être exécuté. Comme je l'ai écrit maintes fois au cours des dix dernières années, la première guerre importante se terminera pour le Japon par la catastrophe sociale la plus grave.

2. L'Empire du Mikado³ porte en lui-même toutes les contradictions sociales qui, en leur temps, firent exploser l'empire du tsar : des rapports agraires semi-féodaux, une monarchie de « droit divin », l'extrême misère du peuple, pour l'industrie, un marché intérieur des plus restreints, une monstrueuse augmentation du budget militaire, une caste militaire qui reflète toutes les contradictions internes du pays, etc.

3. Les masses de soldats japonais reflètent le profond mécontentement des ouvriers et des paysans japonais. Au début de la guerre, la vague chauvine emportera, comme toujours, l'armée tout entière, mais le choc en retour ne se fera pas longtemps attendre⁴.

4. La Grande-Bretagne n'a pas pu, au xx^e siècle, vaincre

1. *IV^e Internationale*, n° 4, janvier 1938. Réponse aux questions du journaliste J. P. MacKnight de l'Associated Press. Traduit de l'anglais.

2. Ces territoires coloniaux (Java, Sumatra, Bornéo, etc.) qui constituent aujourd'hui l'Indonésie étaient appelés alors Indes néerlandaises.

3. Mikado est le nom donné à l'empereur du Japon qui était alors *Hiro-Hito* (né en 1901), qui régnait depuis 1926.

4. D'une comparaison entre la structure sociale du Japon dans les années trente et celle de la Russie au moment de la révolution, Trotsky a toujours attendu une révolution à court terme au Japon.

l'Inde ; au contraire, elle est sur le point de la perdre. Le Japon n'est pas la Grande-Bretagne. La Chine est plus forte que l'Inde. L'impérialisme japonais paiera de sa tête son aventure en Chine...

5. Staline conduit actuellement une guerre civile contre le peuple. Dans toutes les sphères de la vie publique — dans l'économie, dans l'armée, dans la littérature, etc. — le mécontentement des masses contre la caste bureaucratique démoralisée s'est exprimé par la voix des représentants les plus honnêtes, les plus doués, les plus capables d'une pensée critique. Au moyen du G.P.U., Staline poursuit leur extermination systématique. La bureaucratie est devenue le principal obstacle au développement économique et culturel du pays. Les têtes de l'hydre du mécontentement ne cesseront de se multiplier. Le régime de Staline est condamné. Les multiples informations récemment parvenues de Moscou, censurées ou non, s'efforcent de prouver que la saignée a renforcé la position de Staline. Les auteurs de ces informations, ou ne comprennent rien, ou ne comprennent que trop.

La politique extérieure de Staline est dictée, non pas par les intérêts de l'U.R.S.S., mais par le souci de l'autoconservation de la classe dirigeante. Staline bat en retraite et continuera à battre en retraite. La guerre meta la caste bureaucratique dirigeante. Cependant, je ne doute pas que l'U.R.S.S. sorte victorieuse d'une guerre en Extrême-Orient.

UNE LEÇON TRAGIQUE¹

(21 septembre 1937)

La mort d'Ignace Reiss est un événement particulièrement tragique². En rompant avec l'Internationale communiste et le G.P.U., Reiss agissait en révolutionnaire courageux. Mieux que tout autre, il savait ce que lui vaudrait son passage du camp des bandits thermidoriens à celui de la révolution. Sa conduite ne pouvait lui être dictée que par des convictions idéologiques profondes et cela seul a valu à sa mémoire le respect de tout ouvrier qui réfléchit. Mais il reste pourtant une énigme : comment et pourquoi, au cours de ces dernières années, alors que Thermidor avait déjà triomphé sur toute la ligne, alors que la bureaucratie ne reculait plus devant n'importe quel crime, Reiss est-il resté au service du G.P.U. ?

La corruption, les mensonges et la perfidie de Staline sont connus de tous. Moins que quiconque, les collaborateurs du G.P.U. peuvent se faire à ce sujet des illusions. Ignace Reiss avait derrière lui presque vingt années de travail dans les rangs du parti. Ce n'était donc pas un novice. En même temps, son

1. Article (T 4210), retraduit ici du russe pour ce volume ; avec la permission de la Houghton Library.

2. Ignacy Poretski (cf. n. 4 p. 39), connu à partir de sa mort sous le nom d'Ignace Reiss, vétéran du P.C. polonais, ancien des services de renseignements de l'Armée rouge, était l'un des dirigeants du G.P.U. en Europe occidentale sous le nom de *Ludwig*. Il était depuis longtemps réservé vis-à-vis de la politique stalinienne. Les procès de Moscou, surtout le deuxième, et la terreur déclenchée en Espagne contre les révolutionnaires l'avaient décidé à rompre. Il avait pris contact avec Sneevliet, qu'il connaissait depuis longtemps, et lui avait fait connaître les plans d'extermination de Staline, un avertissement qu'on appela « avertissement Ludwig ». Puis il adressa à Moscou une lettre de rupture. Il n'avait pu prendre contact avec Léon Sedov avant de tomber sous les coups des tueurs en Suisse. Sa femme, elle aussi militante, puis « agent », Elsa *Bernaut* (1898-1978) a fait, sous le nom d'Elisabeth Poretski, le récit de sa vie et de sa mort sous le titre *Les Nôtres. Vie et Mort d'un agent soviétique*.

comportement au cours des derniers mois prouve qu'il n'était pas capable d'être guidé par des considérations de confort personnel. Les carriéristes ne rejoignent pas les rangs de la IV^e Internationale qui représente aujourd'hui la tendance la plus féroce persécutée de l'histoire du monde. La guerre approche. Les internationalistes s'attendent à de nouvelles persécutions. Reiss ne pouvait pas l'ignorer. C'est dire qu'à travers les années de réaction thermidorienne il avait su conserver la fraîcheur d'âme d'un militant révolutionnaire. Mais comment, dans ce cas, a-t-il pu rester si longtemps dans le même camp que les Iagoda, Ejov, Dimitrov et Caïn-Djougachvili³ ?

Il est vrai que Reiss travaillait à l'étranger, face au monde capitaliste. Cette circonstance facilitait, du point de vue psychologique, sa collaboration avec l'oligarchie thermidorienne. Mais l'essentiel n'est pourtant pas là. Reiss ne pouvait pas ne pas savoir ce qui se passait en U.R.S.S. Néanmoins il a fallu les monstrueux procès de Moscou (pas même le premier, mais le second⁴) pour qu'il se décide à rompre. On peut supposer avec assurance qu'il y a dans la bureaucratie pas mal de gens qui ont le même état d'esprit que Reiss. Ils méprisent leur milieu. Ils haïssent Staline. Et en même temps, ils traînent leur boulet.

La cause de cette tendance à l'adaptation réside dans le caractère même de Thermidor, réaction lente, rampante, enveloppante. Le révolutionnaire se voit, peu à peu et imperceptiblement, entraîné dans le complot contre la révolution. Chaque nouvelle année qui passe renforce ses liens avec l'appareil et son isolement vis-à-vis des masses ouvrières.

3. Henrikh I. Iagoda (1891-1938), bolchevik depuis 1907, avait occupé pendant la guerre civile d'importantes responsabilités dans la Tchéka. Il était devenu membre du C.C. en 1934, commissaire à l'intérieur (N.K.V.D.) et avait été mêlé à l'assassinat de Kirov et à la préparation du procès des seize, au lendemain duquel il avait été limogé. Nikolai I. Ejov (1895-1939), bolchevik en 1917, devenu responsable des « cadres » au secrétariat du parti en 1934, avait assuré la préparation de la grande « purge », puis remplacé Iagoda en 1936. Il dirigeait la répression en U.R.S.S. et au-dehors. Georgi Dimitrov (1882-1949), un ancien du mouvement syndicaliste et social-démocrate bulgare, membre de l'appareil de l'I.C., avait été en 1933 le principal accusé du « procès de Leipzig », où il était accusé de l'incendie du Reichstag. Accusé, puis libéré, il était revenu à Moscou et était officiellement, depuis 1935, secrétaire général de l'I.C. Iossif V. Djougachvili était le véritable nom de Staline, lequel, comme Caïn dans l'Ancien Testament, était l'assassin de son frère.

4. Les « carnets » de Reiss retrouvés après sa mort montrent qu'il avait disposé, à travers les confidences de ses collègues du G.P.U., d'importantes informations sur la préparation des procès. Le second procès, avec dix-sept accusés, s'était déroulé à Moscou en janvier 1937.

La bureaucratie, et en particulier celle du G.P.U., vit dans une atmosphère artificielle qu'elle secrète elle-même. Chaque compromis avec la conscience révolutionnaire en prépare pour le lendemain un autre, plus grave, et rend la rupture plus difficile. Il demeure en outre l'illusion du « service de la révolution ». On espère le miracle qui ramènerait demain sur l'ancienne voie la politique de la clique dirigeante — on espère et on continue de traîner son boulet.

Il est impossible de ne pas voir également les énormes difficultés extérieures. Même lorsqu'on a la volonté de rompre avec la bureaucratie, il reste encore la question, insoluble au premier abord : où aller ? A l'intérieur de l'U.R.S.S., l'apparition d'une divergence avec la clique dirigeante entraîne presque inévitablement la perte de celui qui l'exprime. Staline est souillé de tant de crimes effrayants qu'il ne peut pas ne pas tenir pour un mortel ennemi celui qui refuse d'en porter la responsabilité. Entrer dans la clandestinité ? Aucune autre tendance dans l'histoire du monde n'a connu autant de difficultés à mener un travail clandestin que le marxiste en U.R.S.S. aujourd'hui. Le travail clandestin n'est possible que s'il existe une activité des masses. Et, aujourd'hui, cette condition n'est guère réalisée en U.R.S.S. Les travailleurs, certes, haïssent la bureaucratie, mais ils ne discernent pas encore de voie nouvelle. La rupture avec la bureaucratie présente donc des difficultés de caractère politique et pratique absolument exceptionnelles. Telle est la cause principale des repentirs bruyants et des compromis silencieux avec sa conscience.

Pour les fonctionnaires soviétiques à l'étranger, les difficultés sont d'un autre ordre, mais pas moindres. Les agents secrets vivent en règle générale avec de faux passeports fournis par le G.P.U. Rompre avec Moscou ne signifie pas seulement, pour eux, rester dans l'incertitude, mais, dénoncés par le G.P.U., tomber victimes de la police étrangère. Que faire ? Le G.P.U. utilise précisément cette situation sans issue de ses agents pour les obliger toujours à de nouveaux crimes. En outre, le G.P.U. dispose à l'étranger d'une énorme agence de deuxième ou de troisième ordre, composée aux neuf dixièmes de carriéristes de l'I.C., de Russes blancs et, en général, de toute une racaille de gangsters prêts à tuer n'importe qui, au premier signal, particulièrement celui qui, par ses révélations, risque de nuire à leur bien-être. Non, il n'est pas facile d'échapper aux griffes du G.P.U. !

Il serait cependant faux de ramener le tragique événement

du 4 septembre près de Lausanne⁵ aux seules difficultés extérieures. La disparition de Reiss n'est pas seulement une perte, c'est aussi une leçon. Nous manquerions de respect à la mémoire du révolutionnaire si nous ne dénoncions pas *les fautes politiques* qui ont facilité le travail des bourreaux du Kremlin. Il ne s'agit pas des fautes commises par notre regretté camarade assassiné : après s'être arraché de l'atmosphère artificielle du G.P.U., il lui était beaucoup trop difficile de s'orienter immédiatement dans sa nouvelle situation. Il s'agit de nos fautes et de nos faiblesses à nous. Nous n'avons pas établi à temps la liaison avec Reiss ; nous n'avons pas su démolir à temps les minces barrières artificielles qui le séparaient de nous⁶. C'est ainsi qu'au moment critique Reiss n'avait près de lui personne qui fût capable de lui donner un conseil valable.

Dès juin de cette année, le camarade Reiss avait fermement décidé de rompre avec le Kremlin. Il a commencé par écrire une lettre au comité central, qu'il a envoyée à Moscou le 17 juillet. Le camarade Reiss a jugé nécessaire d'attendre encore quelque temps que cette lettre soit arrivée à destination, avant de la rendre publique. Générosité excessive ! La lettre elle-même, principielle dans son contenu et ferme dans le ton, ne contenait que l'annonce de sa rupture, sans faits précis et sans révélations, et n'était en outre signée que du nom de « Ludwig », qui ne dit rien à personne⁷. Anisi le G.P.U. disposait-il d'un délai très suffisant pour préparer son assassinat. Pendant ce temps, l'opinion publique d'Occident restait dans une complète ignorance. Le G.P.U. ne pouvait espérer de conditions plus favorables pour l'accomplissement de son forfait.

La seule protection sérieuse contre les tueurs à gage de Staline, c'est une *publicité* totale. Envoyer une lettre à Moscou ? Point n'en était besoin. On ne peut en rien influencer, au moyen de lettres principielles, les bonapartistes, pourris jusqu'à la moelle. Il aurait fallu donner, le jour même de la rupture, une

5. C'était le 4 septembre 1937, sur la route de Chamblandes, près de Lausanne, qu'on avait trouvé le cadavre criblé de balles d'un inconnu porteur d'un passeport tchèque au nom de Hans Eberhardt. Sa veuve, et Sneevliet aussitôt accouru, avaient donné à la presse et aux autorités le nom de Reiss, qu'il n'avait jamais porté, et qu'il garda après sa mort.

6. Trosky pensait que c'était pour des raisons qui tenaient à la lutte fractionnelle que Sneevliet n'avait pas fait tout son possible pour le mettre en contact avec Reiss.

7. Le pseudonyme de *Ludwig* n'était connu que de quelques agents du G.P.U.

déclaration publique dans la presse mondiale. Cette déclaration aurait dû parler, non pas de son passage de la III^e à la IV^e Internationale (une question qui n'intéresse encore qu'une petite minorité), mais de son travail passé dans le G.P.U., des crimes du G.P.U., des procès fabriqués de Moscou et de sa rupture avec le G.P.U. Une telle déclaration, signée de son véritable nom, aurait immédiatement placé Reiss au centre de l'attention de larges secteurs de l'opinion publique et rendu ainsi plus difficile le travail des tueurs de Staline.

En outre, à mon avis, Reiss aurait dû et aurait pu, dans l'intérêt de sa propre défense, se remettre entre les mains de la police française ou suisse, en exposant toutes les circonstances de son affaire. Son séjour antérieur dans ces pays avec un faux passeport aurait sans doute provoqué son arrestation. Mais ni lui ni ses amis n'auraient eu beaucoup de peine à démontrer qu'il ne s'agissait là que d'une infraction aux règles formelles et que ses activités avaient été exclusivement guidées par des motifs politiques.

Il n'était guère menacé d'une peine sérieuse. En tout cas, sa propre vie eût été sauvegardée. Sa courageuse rupture avec le G.P.U. lui aurait valu la popularité nécessaire. L'objectif politique aurait été atteint et sa sécurité personnelle assurée autant qu'elle pouvait l'être dans les conditions actuelles.

Les fautes commises à cet égard sont malheureusement irréparables. Ignace Reiss a été assassiné au début d'un nouveau chapitre de sa vie politique. Mais Reiss n'est pas seul. Dans l'appareil de Staline, il y a plus d'un hésitant. Les forfaits du maître du Kremlin les poussent et les pousseront à la rupture avec ce régime perdu de mensonge et de corruption. Ignace Reiss leur a donné l'exemple du courage. En même temps, sa fin tragique nous enseigne la nécessité d'interposer à l'avenir nos rangs serrés entre les tueurs et leurs nouvelles victimes, déjà désignées. Nous le pouvons. La coupe des crimes du G.P.U. déborde. De larges couches d'ouvriers d'Occident considèrent avec horreur la besogne de Caïn-Djougachvili. Les sympathies pour nous grandissent. Il nous faut simplement apprendre à les utiliser. Plus de vigilance ! Resserrons les liens entre nous ! Plus de discipline dans l'action ! Telles sont les leçons de la tragique fin d'Ignace Reiss.

[NOUVELLE CAMPAGNE]¹

(21 septembre 1937)

Chère Camarade Angelica,

Je vous ai écrit que j'avais perdu ma dactylo russe et que c'est un coup dur pour moi surtout que je vais travailler maintenant à mon livre sur Lénine. Peut-être auriez-vous par hasard connaissance d'une dactylo russe (pas nécessairement sténographe) digne de confiance. Impossible d'en trouver une autre à Mexico et jusqu'à présent mes amis de New York n'ont pas eu plus de chance.

Une nouvelle terrible campagne vient d'être déclenchée de nouveau dans la presse de l'I.C. contre les « trotskystes fascistes, terroristes », etc. et je suis sûr que cette nouvelle campagne est dictée de Moscou et est en rapport étroit avec les sessions de New York de la commission d'enquête. Il est bien possible que le G.P.U. soit en train de préparer un nouvel amalgame, cette fois en France ou en Tchécoslovaquie, afin d'éclabousser le verdict de la commission d'enquête.

Salutations amicales.

1. Lettre à A. Balabanova (7318), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

[DE GROS PROBLÈMES]¹

(21 septembre 1937)

Cher Ami²,

Je vous écris en français car Jan est très occupé avec les préparatifs de son voyage aux Etats-Unis, où il compte vivre pendant la prochaine période³. J'ai reçu votre lettre du 4 septembre qui m'a apporté des renseignements bien précieux. L'histoire de l'arrestation de Wolf⁴ est déjà publiée dans la presse mexicaine, et, je l'espère, aux Etats-Unis aussi. Je crois qu'il faudrait s'adresser au gouvernement tchécoslovaque. Knudsen⁵, par exemple, pourrait le faire, mais d'autres aussi. Quant à l'affaire Puntervold⁶, je suis entièrement d'accord avec votre proposition. Le manuscrit complet des *Crimes de Staline* a été envoyé à Paris par moi en quatre exemplaires, dont un pour vous. J'espère que vous le possédez dès maintenant. Pour les traductions française et allemande, on a fait (A. Pfemfert et

1. Lettre en français (8519) à W. Held, avec la permission de la Houghton Library.

2. Heinz Epe, dit Walter *Held* (1910-1941), militant allemand qui s'était finalement établi en Norvège, y avait secondé Trotsky et était resté en liaison épistolaire avec lui.

3. Jan Frankel (cf. n. 3, p. 42) avait fait la connaissance, au Mexique, de la romancière américaine Eleanor Clark qu'il allait épouser et rejoindre aux Etats-Unis. De plus il avait eu un heurt avec Trotsky sur les problèmes de la vie personnelle de ce dernier.

4. C'était par Held que Trotsky avait appris l'arrestation à Barcelone d'un de ses anciens secrétaires, Erwin *Wolf* (1902-1937), qui avait été envoyé en Espagne par le S.I. au lendemain des journées de mai. Il avait lui-même été informé par les lettres que la compagne de Wolf, la jeune Norvégienne Hjordis Knudsen, avait été envoyée à sa famille en Norvège.

5. Konrad *Knudsen* (1890-1959) avait été l'hôte de Trotsky à Hønefoss et était le beau-père de Wolf ; il était député au Storting.

6. Michael *Puntervold* (1879-1937) avait été l'avocat de Trotsky en Norvège, un avocat peu utile, porté sur la boisson et qui avait ensuite, sous prétexte d'honoraires dus, fait bloquer le compte en banque, bien maigre, des Trotsky.

Victor Serge⁷) quelques abréviations. J'espère que le traducteur norvégien aura la possibilité de les transférer dans sa traduction de sorte que les différentes éditions soient identiques. Vous savez sans doute que l'article sur l'Armée rouge forme un chapitre du livre.

L'information la plus importante de votre lettre est celle qui concerne la situation matérielle de Johre. J'ai écrit hier là-dessus à quelques amis de New York⁸. Je suis presque sûr qu'on pourra faire quelque chose, mais il faut attendre la réponse. Pour l'envoi, j'ai donné une adresse dont je me sers pour ma propre correspondance. Mais je voudrais bien éviter des transmissions compliquées. Ne pourriez-vous pas me faire parvenir une adresse, de sorte que l'argent aille directement à Johre ?

Il est excellent que vous ayez pu procurer à Trude⁹ la possibilité de se reposer un peu en Norvège. Natalia et moi lui envoyons nos amitiés les plus sincères. J'ai déjà voulu revenir à mon travail sur Lénine. Mais voici un nouveau coup. La dactylo russe s'est mariée inopinément et il est impossible de lui trouver une remplaçante à Mexico. Les camarades des Etats-Unis font des recherches, mais jusqu'à maintenant sans succès. Ne voyez-vous pas quelque chose de votre côté ? Il s'agit de quelqu'un qui connaisse suffisamment bien la langue russe et sache taper à la machine assez vite pour que je puisse lui dicter directement.

Il me semble que le G.P.U. prépare quelque crime sur le terrain européen pour faire éclater un amalgame au moment où la commission de New York proclamera son verdict (on espère que ce sera pour la fin de ce mois). Je me demande parfois même si ces attentats incompréhensibles de Paris¹⁰ ne sont pas l'œuvre du G.P.U. Le ton de certains articles de *L'Humanité* m'impose cette hypothèse. Dans la situation actuelle, où, d'un côté, Staline n'a moralement pas grand-chose à perdre et où, de l'autre, tout le monde est préoccupé du danger de guerre, le G.P.U. donnera

7. Trotsky désigne ici par son nom de femme mariée (A. Pfemfert) Alexandra I. Ramm (1883-1963), Russe mariée à un Allemand, sa traductrice en allemand. Victor Serge était le pseudonyme littéraire de Victor L. Kibaltchich (1890-1947), écrivain et romancier, ancien membre de l'Opposition de gauche, sorti d'U.R.S.S. en 1938 et traducteur de *La Révolution trahie* et des *Crimes de Staline* en français.

8. Cf. pp. 46-47.

9. Trude est le nom familier de Gertrude Schroter (née en 1907) compagne d'Otto Schüssler, qui avait séjourné chez les Trotsky, notamment à Barbizon.

10. Allusion, sur laquelle Trotsky reviendra, aux attentats « de l'Etoile » réalisés par la Cagoule.

toute sa mesure. Tous nos camarades doivent redoubler de vigilance et de prudence.

J'ai relu dans les dernières semaines tous les bulletins du S.I. et des sections allemande, norvégienne, française, catalane, depuis notre internement en Norvège, et j'ai eu la grande satisfaction de constater que la pensée de notre tendance dépasse énormément tout ce que produisent ces Messieurs, Otto Bauer, Hilferding, sans parler de Dimitrov ou de Walcher¹¹. Cette qualité ne peut pas ne pas se transformer en quantité... Aux Etats-Unis, autant qu'il paraisse, les choses marchent bien, mais il faut encore attendre quelques semaines pour tirer le bilan définitif.

11. Otto *Bauer* (1881-1938), ancien dirigeant de la social-démocratie autrichienne, était le principal théoricien de l'austro-marxisme ; Rudolf *Hilferding* (1877-1941), né en Autriche était devenu une sorte d' « expert » en économie de la social-démocratie allemande. Georgi Dimitrov (cf. n. 3, p. 51) était le secrétaire de la III^e Internationale. Jakob *Walcher* (1887-1970), ancien dirigeant du P.C. allemand, puis de son opposition de droite, était le principal dirigeant du S.A.P. lui-même membre du bureau de Londres. On peut mesurer à cette remarque le retard pris par Trotsky dans la connaissance de l'actualité.

[REDOUBLER DE VIGILANCE]¹

(21 septembre 1937)

Cher Ami²,

Je reçois à l'instant votre lettre du 3 septembre que je renvoie immédiatement par avion à la commission de New York. Je vous remercie bien pour votre communication qui est tout à fait suffisante. La commission doit avoir commencé ses travaux il y a trois jours. On s'attend au verdict pour la fin du mois, peut-être même avant le 25. Les documents et les preuves que nous avons accumulés (grâce aussi à votre concours qui ne m'a jamais manqué) sont si écrasants que le verdict de la commission ne laisse aucun doute. Il sera d'une grande importance internationale.

Le rapport des sessions sténographiques de la sous-commission de Coyoacán (avril dernier) est sorti des presses il y a quelques jours. C'est un volume de plus de six cents pages. Ce sera un engin terrible contre le Borgia de Moscou³.

Il me semble que le G.P.U. prépare quelque crime sur le terrain européen pour faire éclater un amalgame au moment où la commission de New York rendra son verdict. Je me demande même parfois si ces attentats incompréhensibles de Paris ne sont pas l'œuvre du G.P.U. Le ton de certains articles de l'*Humanité* m'impose cette hypothèse. Dans la situation actuelle où, d'un

1. Lettre à H. Molinier (9155), en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Henri Molinier (1898-1944), ingénieur, était le frère aîné du dirigeant du P.C.I. Raymond Molinier. Depuis la rupture politique entre ses camarades et Trotsky, il avait préservé des relations personnelles et, à la demande de Trotsky, travaillé notamment à la contre-enquête.

3. César Borgia (1474-1507), fils du pape Alexandre VI Borgia et cardinal à 18 ans, incarnait aux yeux de Trotsky tous les vices et les crimes du pouvoir. Le « Borgia de Moscou » est évidemment Staline...

LÉON TROTSKY

côté, tout le monde est préoccupé par le danger de guerre et où, de l'autre, Staline n'a moralement pas grand-chose à perdre, le G.P.U. donnera toute sa mesure. Tous les gens honnêtes doivent redoubler de vigilance et de prudence.

[ATTENTION AUX ARCHIVES]¹

(21 septembre 1937)

Chère mademoiselle LaFollette,

Une nouvelle terrible campagne a été de nouveau déclenchée par la presse du Comintern contre les « trotskystes-fascistes-terroristes », etc. Je suis certain que cette nouvelle campagne dictée par Moscou a un rapport direct avec les sessions de New York de la commission d'enquête. Il est très possible que le G.P.U. soit en train de préparer un nouvel amalgame, cette fois en France et en Tchécoslovaquie, pour étouffer le verdict de la commission d'enquête. Je juge nécessaire d'informer la commission de cette possibilité. Je n'ai aucune preuve matérielle de mon hypothèse, mais le symptôme journalistique est absolument indiscutable.

Puis-je exprimer un mot supplémentaire de mise en garde ? Je suis certain que la commission et ses membres sont surveillés de près par les agents du G.P.U. qui vont, entre autres, essayer de voler d'importants documents ou de brûler toutes les archives de la commission. La vigilance la plus sérieuse est nécessaire.

Il y a quelques semaines, j'ai trouvé dans mes archives une copie de la lettre que j'ai écrite, le 7 juillet 1933, à l'ingénieur français Henri Molinier, au sujet de mon prochain voyage en France. Cette lettre donne une image très claire de mes plans et dispositions à cette époque. Henri Molinier était l'organisateur pratique de toute l'affaire en France. Je lui ai envoyé la copie au carbone en lui demandant de trouver la lettre originale, ou, si ce n'était pas possible, de confirmer l'authenticité de la copie. Il m'a répondu ; la lettre est datée du 3 septembre. Je joins la lettre d'Henri Molinier et une copie de ma vieille lettre, contresignée par lui.

1. Lettre à S. LaFollette (8757), traduite de l'anglais avec la permission de la Houghton Library.

[INQUIÉTUDE A PROPOS D'UNE DIVERGENCE]¹

(21 septembre 1937)

Cher Camarade Cannon,

La lettre du camarade Shachtman que j'ai reçue hier m'inquiète un peu. La dernière thèse sur l'Espagne adoptée par le comité national ne me paraissait pas satisfaisante. J'en ai discuté avec le camarade Weber² quand il était ici. La question de ce qu'on appelle l'aide « matérielle » au gouvernement Negrín était formulée de façon trop générale et pouvait ainsi donner une certaine base à l'opposition « de gauche » — Salemme³ et autres. J'étais et je reste certain qu'il ne s'agit pas d'un désaccord fondamental, mais seulement d'une formulation non satisfaisante. J'ai donné mes réponses aux questions du camarade Dick Lorre⁴, de Los Angeles, par écrit, afin de rendre plus précise la thèse du comité national et d'opposer de façon plus concrète la position marxiste à celle des Oehléristes, etc. Mais la lettre du camarade Shachtman soulève certains doutes dans mon esprit. J'espère qu'ils ne sont pas justifiés.

Un vote au parlement en faveur du budget militaire n'est pas une aide « matérielle », mais un acte de solidarité politique. Si nous pouvons voter son budget pour Negrín, pourquoi ne pouvons-nous pas déléguer notre représentant dans son gouver-

1. Lettre à J. P. Cannon (7508), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Louis Jacobs, dit Jack *Weber* (né en 1896), mari de Sara et vétéran de l'Opposition de gauche, un des dirigeants de la section américaine, avait séjourné au Mexique à l'été.

3. Le jeune peintre Attilio *Salemme* (1912-1955) animait une fraction qui proposait de renvoyer dos à dos en Espagne les armées de Franco et celles de Negrín.

4. Nous ne savons rien de Dick Lorre ; pour les réponses de Trotsky, cf. pp. 115-128.

nement ? Cela peut être interprété aussi comme une « aide matérielle ».

Les staliniens français donnent leur pleine confiance au gouvernement de Front populaire, mais officiellement, ils n'y participent pas. Nous tenons ce type de non-participation comme la forme la pire, la plus pernicieuse, de participation. Donner à Blum et à Chautemps⁵ tous les moyens nécessaires pour leurs actions signifie la participation politique à un gouvernement de coalition.

La question du camarade Shachtman : « Comment pouvons-nous refuser de consacrer un million de pesetas à acheter des fusils pour le front ? » a été posé cent et mille fois aux marxistes révolutionnaires par les réformistes : « Comment pouvez-vous voter contre les millions et les millions nécessaires pour les écoles, les routes, pour ne pas parler de la défense nationale ? » Nous reconnaissons la nécessité des écoles et des routes, non moins que la nécessité de la lutte contre Franco⁶. Nous utilisons les chemins de fer « capitalistes » ; nos enfants fréquentent les écoles « capitalistes », mais nous refusons de voter le budget pour le gouvernement capitaliste.

Pendant la lutte contre Kornilov⁷, nous n'avons jamais voté au soviet d'une façon qui aurait pu être interprétée comme une solidarisation politique avec Kerensky⁸.

Du point de vue de l'agitation, nous n'aurions pas la moindre difficulté en Espagne pour expliquer notre vote négatif : « Nous voulions deux millions pour les fusils, et ils n'en ont donné qu'un. Nous revendiquions la distribution des fusils sous contrôle ouvrier ; ils ont refusé. Nous demandions que la police soit désarmée et les fusils remis au front ; ils ont refusé. Comment pouvons-nous donner *volontairement* notre argent et notre confiance à ce gouvernement ? » Tout travailleur comprendra et approuvera notre action.

5. Camille Chautemps (1885-1963), radical-socialiste et grand dignitaire de la franc-maçonnerie, ancien ministre et président du Conseil, avait succédé à Blum comme président du Conseil se réclamant du Front populaire.

6. Le général Francisco Franco Bahamonde (1892-1975) était le chef incontesté, *Caudillo*, de l'Espagne nationaliste en même temps que son chef militaire.

7. Lavr G. Kornilov (1870-1918), chef d'état-major, avait dirigé à l'été de 1917 une tentative de putsch militaire contre le gouvernement provisoire de Kerensky.

8. Aleksandr F. Kerensky (1882-1970) était le chef du gouvernement qui avait persécuté les bolcheviks : ces derniers combattirent victorieusement Kornilov sans pour autant se ranger sous le drapeau de Kerensky.

Tout ce que fait le gouvernement Negrín, il le fait sous le signe des nécessités imposées par la guerre. Si nous acceptons la responsabilité politique de *leur* administration de ces nécessités de guerre, nous devrions voter politiquement toute proposition gouvernementale sérieuse. De la même manière, nous devrions les approuver dans notre presse, nos réunions. Nous deviendrons ainsi un parti gouvernemental à la P.O.U.M. Comment, dans de telles conditions, préparer le renversement du gouvernement Negrín ? Tout le sens de mes réponses est : nous combattons Franco militairement en dépit de l'existence du gouvernement Negrín et nous préparons en même temps politiquement le renversement du gouvernement Negrín. Si nous sommes d'accord sur ces principes fondamentaux, nous ne pouvons diverger sur les conséquences pratiques.

Avez-vous reçu ma lettre polémique contre le camarade Ver[eeke]n⁹ sur la question espagnole ? La publierez-vous aussi dans votre *Bulletin* ? Cela me semble doublement nécessaire maintenant 1) pour démasquer la position absolument opportuniste de Ver[eeke]n, 2) pour montrer avec quelle facilité les gens qui sont ultra-gauches sur des questions mineures deviennent opportunistes devant de grands événements.

Dans les deux dernières semaines, j'ai lu tous nos bulletins internationaux (du secrétariat international, de notre organisation de Barcelone, des sections française et allemande) et j'ai été grandement impressionné par le haut niveau d'analyse, en particulier en ce qui concerne les événements espagnols. Je ne sais pas si ce précieux matériel est lu et étudié par nos camarades dirigeants aux Etats-Unis. Il faudra traduire en anglais les meilleurs articles, quelques-uns pour le bulletin intérieur et les autres pour *The New International*.

9. Allusion au texte « L'épreuve », *Œuvres*, 14, pp. 316-330. Georges Vereeken (1896-1978), leader du P.S.R. belge, y animait une minorité très critique à l'égard de la position de Trotsky sur l'Espagne et qui défendait le P.O.U.M.

[LE SOCIALISME, SYSTÈME CRÉATEUR]¹

(22 septembre 1937)

à Selden Rodman²

L'économie socialiste repose sur le principe de la « liaison » nationale et internationale, et exige de ce fait un équilibre rigoureux entre les branches de l'industrie. Ce qui présuppose une centralisation scientifique de toute l'économie. L'anarchisme (forme extrême du libéralisme), qui repousse la centralisation, entre ainsi en conflit avec les exigences fondamentales de l'économie. Seul un degré de centralisation plus élevé peut garantir le plein développement des forces productives. Les possibilités, dans cette voie, sont illimitées. Le revenu national augmentera de 10, 50, 100 fois plus en comparaison avec le revenu national des pays capitalistes les plus riches.

Sur cette nouvelle base technique et économique, la personnalité humaine, libérée du souci humiliant de se « remplir l'estomac », atteindra sa pleine maturité. Chacun aura à sa disposition quantité de matières premières et d'énergie électrique (ou d'autre forme d'énergie d'un niveau plus élevé) pour faire œuvre créatrice dans tous les domaines : technique, science, peinture, sculpture, etc. Nous pouvons prévoir qu'à ce moment le travail manuel se développera dans les sphères élevées d'une société socialiste : non plus toutefois comme une tâche de demi-esclave, mais comme un *art*, à l'aide de la puissance scientifique et technique.

Les réactionnaires rêvent du maintien de l'artisanat actuel. A l'ordinaire, ils masquent leur but par des considérations

1. Lettre à S. Rodman (T 4211), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Selden Rodman (né en 1909) était l'éditeur de la revue libérale de gauche *Common Sense* (Sens commun).

esthétiques. En fait, ils tentent de prolonger la vie de la petite bourgeoisie que le grand capital utilise comme base sociale. Parfois ces messieurs se mettent à couvert derrière des sentences « socialistes ». Comme on le sait, c'est de telles tendances que s'est nourri le fascisme, qui a exalté l'artisanat, flatté la petite bourgeoisie et la paysannerie, les a dressées contre le prolétariat et en a fait ses troupes de choc au service du capital financier.

[LES ULTRA-GAUCHISTES ET LA GUERRE EN CHINE]¹

(23 septembre 1937)

J'ai lu ces derniers jours quelques élucubrations des oehléristes et des eiffélistes³ (Oui, il y a une tendance comme ça !) sur la guerre civile en Espagne et sur la guerre sino-japonaise. Lénine a appelé les idées de ces gens-là des « maladies infantiles ». Un enfant malade provoque la sympathie. Mais, depuis lors, vingt ans se sont passés. Les enfants sont devenus barbus et même chauves. Mais ils n'ont pas renoncé à leur babillage puéril. Au contraire, ils ont redoublé, décuplé toutes les fautes, toutes les bêtises, en y ajoutant des ignominies. Ils me suivent pas à pas. Ils s'emparent de quelques éléments de notre analyse. Ils gonflent sans limite ces éléments et les opposent à tout le reste. Ils nous corrigent. Quand nous dessinons une figure humaine, ils lui ajoutent une bosse. Quand c'est une femme, ils l'ornent d'une épaisse paire de moustaches. Quand nous dessinons un coq, ils mettent en dessous un œuf de poule. Et tout ce travail burlesque, ils l'appellent marxisme et léninisme.

Je veux m'arrêter dans cette lettre seulement à la question de la guerre sino-japonaise.

Dans ma déclaration à la presse bourgeoise, j'ai dit que le devoir de toutes les organisations ouvrières de Chine était de participer activement et en première ligne à la guerre actuelle contre le Japon sans rien abandonner de leur programme et de

1. Lettre en français à D. Rivera (T 4212-b) publiée avec la permission de la Houghton Library, destinée à publication en 1937.

2. Diego Rivera (1886-1937), peintre de renommée mondiale, ancien membre du P.C. mexicain, avait rejoint la Ligue mexicaine en 1936 et offert sa maison à Trotsky pour l'accueillir à Coyoacán.

3. Sur les oehléristes, cf. n. 8 p. 37. Les eiffélistes étaient la branche née d'une scission des oehléristes. Paul Eiffel était le pseudonyme de l'anthropologue allemand Paul Kirchhoff (1900-1972), réfugié en 1933 en Irlande, puis aux Etats-Unis et enfin, en 1937, au Mexique.

leur activité indépendante. Mais c'est du « social-patriotisme » s'écrient les eiffélistes. C'est la capitulation devant Tchiang Kai-chek⁴ ! C'est l'abandon du principe de la lutte de classes ! Le bolchevisme a prêché le défaitisme révolutionnaire pendant la guerre impérialiste. Or la guerre en Espagne comme la guerre sino-japonaise sont des guerres impérialistes. « Notre position envers la guerre en Chine est la même. Le seul salut pour les ouvriers et pour les paysans en Chine, c'est de lutter comme force indépendante contre les deux armées, de la même façon contre l'armée chinoise que contre l'armée japonaise. » Ces quatre lignes, extraites du document eifféliste du 10 septembre 1937, suffisent totalement pour dire : il s'agit ou de véritables traîtres ou d'imbéciles complets. Mais l'imbécillité élevée à ce niveau équivalait à la trahison.

Nous n'avons jamais mis et nous ne mettrons jamais sur le même plan toutes les guerres. Marx et Engels soutenaient la guerre révolutionnaire des Irlandais contre la Grande-Bretagne, des Polonais contre le tsar⁵, quoique, dans ces deux guerres nationales, les chefs étaient pour la plupart des bourgeois, parfois même des féodaux, en tout cas des réactionnaires catholiques. Quand Abd-el-Krim⁶ s'est soulevé contre la France, les démocrates et les social-démocrates ont parlé avec mépris de la lutte d'un « tyran sauvage » contre « la démocratie ». Le parti de Léon Blum soutenait ce point de vue. Mais nous, marxistes et bolcheviks, nous considérons la guerre des Rifains contre la domination impérialiste comme une guerre progressiste. Lénine a écrit des centaines de pages pour démontrer la nécessité capitale de distinguer entre les nations impérialistes et les nations coloniales et semi-coloniales qui forment la grande majorité de l'humanité. Parler de « défaitisme révolutionnaire » en général, sans distinguer entre pays *opresseur* et peuples *opprimés*, c'est faire du bolchevisme une misérable caricature et mettre cette caricature au service de l'impérialisme.

En Extrême-Orient, nous avons un exemple classique. La

4. *Tchiang Kai-chek* (1887-1975), agent de change devenu officier, formé à Moscou, avait écrasé les communistes dans un guet-apens à Shanghai en 1927. Il était le chef du Guomindang et le maître de la Chine.

5. Karl *Marx* (1818-1883), auteur du *Capital*, et son compère Friedrich *Engels* (1820-1895) avaient souligné l'importance, du point de vue de la révolution mondiale, de la question nationale en Irlande et en Pologne.

6. L'émir *Abd-el-Krim* (1882-1963) avait dirigé la révolte des Rifains au Maroc contre l'Espagne en 1921, puis la France et avait été vaincu en 1926. Le P.C. avait appelé les soldats français à « fraterniser » avec ses troupes.

Chine est un pays semi-colonial que le Japon transforme sous nos yeux en pays colonial. La lutte de la part du Japon est impérialiste et réactionnaire. La lutte de la part de la Chine est libératrice et progressiste.

Mais Tchiang Kai-chek ? Nous n'avons nullement besoin de nous faire la moindre illusion sur Tchiang Kai-chek, son parti et toute la classe dirigeante en Chine, de même que Marx et Engels ne se faisaient aucune illusion sur les classes dirigeantes d'Irlande et de Pologne. Tchiang Kai-chek est le bourreau des ouvriers et paysans chinois. Nous n'avons nullement besoin qu'on nous le rappelle. Mais aujourd'hui, il est poussé, malgré toute sa mauvaise volonté, à faire la guerre à l'impérialisme japonais pour les restes de l'indépendance de la Chine. Demain, il peut trahir de nouveau. C'est possible. C'est vraisemblable. C'est même inévitable. Mais aujourd'hui il fait la guerre. Ne pas participer à cette guerre, seuls peuvent le faire des canailles, des poltrons ou des imbéciles.

Pour éclairer la question, prenons le cas d'une grève. Nous ne soutenons pas tous les grévistes. S'il s'agit, par exemple, d'éliminer d'une usine par la grève des ouvriers nègres, chinois ou japonais, nous sommes contre la grève. Mais si la grève a pour objectif d'améliorer si peu que ce soit la situation des ouvriers, nous sommes les premiers à y participer, quelle que soit sa direction. Dans la grande majorité des grèves, les chefs, les leaders, sont des réformistes, des traîtres par profession, des agents du capital. Ils s'opposent à chaque grève. Mais, de temps en temps, ils sont poussés par la pression des masses ou par toute la situation objective dans la voie de la lutte. Imaginons pour un instant un ouvrier qui se dirait : « Je ne veux pas participer à la grève parce que les chefs sont des agents du Capital. » Ce doctrinaire ou cet imbécile ultra-gauchiste serait à flétrir par son nom véritable : *un briseur de grève*. Le cas de la guerre sino-japonaise est à ce point de vue tout à fait analogue. Si le Japon est un pays impérialiste, si la Chine est une victime de l'impérialisme, nous sommes du côté de la Chine. Le patriotisme japonais est le masque hideux du brigandage mondial. Le patriotisme chinois est légitime et progressiste. Mettre les deux sur le même plan et parler de « social-patriotisme », ne peut le faire que celui qui n'a rien lu de Lénine, qui n'a rien compris de l'attitude des bolcheviks pendant la guerre impérialiste et qui ne peut que compromettre et prostituer les enseignements du marxisme.

Les eiffélistes ont entendu que les social-patriotes accusaient les internationalistes d'être des agents de l'ennemi et ils nous

ripostent : « Vous faites la même chose. » Dans la guerre entre deux pays *impérialistes*, il ne s'agit ni de démocratie ni de l'indépendance nationale, mais de l'oppression des peuples arriérés, non *impérialistes*. Dans une telle guerre, les deux pays se trouvent sur le même plan historique. Les révolutionnaires dans les deux armées sont défaitistes. Mais le Japon et la Chine ne se trouvent pas sur le même plan historique. La victoire du Japon signifierait l'esclavage de la Chine, l'arrêt de son développement économique et social et le renforcement terrible de l'impérialisme japonais. La victoire de la Chine signifierait au contraire la révolution sociale au Japon et le développement libre, c'est-à-dire non gêné par l'oppression extérieure, de la lutte des classes en Chine.

Mais est-ce que Tchiang Kai-chek peut assurer la victoire ? Je ne le crois pas. Mais c'est lui qui a commencé la guerre et qui la dirige aujourd'hui. Pour pouvoir le remplacer il faut gagner l'influence décisive dans le prolétariat et dans l'armée et, pour cela, il ne faut pas rester suspendu en l'air, mais se placer sur la base de cette guerre. Il faut gagner de l'influence et du prestige dans la lutte *militaire* contre l'invasion de l'ennemi extérieur et dans la lutte politique contre les faiblesses, les défaillances et les trahisons de l'intérieur. A une certaine étape, que nous ne pouvons fixer d'avance, cette opposition politique, comme la guerre tout court, n'est autre chose que la continuation de la politique, mais il faut savoir quand et comment transformer l'opposition politique en insurrection armée.

Pendant la révolution chinoise de 1925-27, nous avons fustigé le Comintern. Mais pourquoi ? Il faut bien le comprendre. Les eiffélistes affirment que nous avons changé notre attitude dans la question chinoise. C'est que ces pauvres d'esprit n'ont rien compris à notre attitude de 1925-27. Nous n'avons jamais nié le devoir du parti communiste de participer à la guerre des bourgeois et des petits-bourgeois du sud contre les généraux du nord, agents de l'impérialisme étranger. Nous n'avons jamais nié la nécessité d'un bloc militaire entre le parti communiste et le Guomindang. Au contraire, nous avons été les premiers à le prêcher. Mais nous exigeons que le parti communiste garde son indépendance organisationnelle et politique, c'est-à-dire que, pendant la guerre civile contre les agents intérieurs de l'impérialisme, comme pendant la guerre nationale contre l'impérialisme étranger, l'avant-garde ouvrière, tout en restant en première ligne du combat *militaire*, prépare politiquement le renversement de la bourgeoisie. Nous défendons la même politique dans la

guerre actuelle. Nous n'avons pas changé notre attitude d'un iota. Mais les oehléristes et les eiffélistes n'ont pas compris un seul iota de notre politique, de celle de 1925-27 comme de celle d'aujourd'hui.

Dans ma déclaration à la presse bourgeoise au commencement du dernier conflit entre Tokio et Nankin, j'ai souligné surtout le devoir des ouvriers révolutionnaires de participer activement à la guerre contre l'oppressur impérialiste. Pourquoi l'ai-je fait ? Parce que, premièrement, c'est juste du point de vue marxiste, que, secondement, c'était nécessaire du point de vue de la sauvegarde de nos amis en Chine. Demain, le G.P.U. qui est en alliance avec le Guomindang (comme en Espagne avec Negrín) va présenter nos amis chinois comme des « défaitistes » et des agents du Japon. Les meilleurs d'entre eux, Chen Duxiu en tête, peuvent être compromis nationalement et internationalement, et fusillés. Il fallait souligner avec toute l'énergie nécessaire que la IV^e Internationale est aux côtés de la Chine contre le Japon. En même temps, j'ai ajouté *sans abandon de son programme ni de son indépendance*.

Les imbéciles eiffélistes essaient de plaisanter sur cette « réserve ». « Les trotskystes — disent-ils — veulent servir Tchiang Kai-chek en faits et le prolétariat en paroles. » Participer activement et consciemment à la guerre ne signifie pas « servir Tchiang Kai-chek », mais servir l'indépendance d'un pays colonial, *malgré* Tchiang Kai-chek. Et la « parole » dirigée contre le Guomindang est l'instrument de l'éducation des masses pour renverser Tchiang Kai-chek. En participant à la lutte *militaire* sous les ordres de Tchiang Kai-chek — parce que malheureusement c'est lui qui a le pouvoir dans la guerre pour l'indépendance — préparer politiquement le renversement de Tchiang Kai-chek. C'est la seule politique révolutionnaire. Les eiffélistes opposent à cette politique « nationale et social-patriote » la politique « lutte de classes ». Mais, toute sa vie, Lénine a combattu cette opposition abstraite et stérile. L'intérêt du prolétariat mondial lui dicte le devoir d'aider les peuples opprimés dans leur lutte nationale et patriotique contre l'impérialisme. Celui qui ne l'a pas compris jusqu'à maintenant, presque un quart de siècle après la guerre mondiale, vingt ans après la Révolution d'Octobre, celui-là doit être impitoyablement rejeté de l'avant-garde révolutionnaire comme le pire ennemi de l'intérieur. C'est précisément le cas d'Eiffel et de ses semblables.

[NON COUPABLES!]¹

(24 septembre 1937)

COMMISSION TERMINÉE PAR RÉOLUTION UNANIME PROCLAMANT ACCUSÉS INNOCENTS PROCÈS FALSIFICATION STOP CAMPAGNE PRESSE COMMENCERA DANS QUELQUES JOURS CESSER ENVOYER DOCUMENTS.

1. Télégramme à Y. Carillon (L. Sedov) (10228) signé Van, mais dicté par Trotsky à van Heijenoort, avec la permission de la Houghton Library.

[UN AMICAL SOUVENIR]¹

(25 septembre 1937)

Cher Camarade Scheflo²,

Il y a bien longtemps déjà que je voulais vous écrire pour vous témoigner, à vous et à votre famille, mon amical souvenir. Mais j'avais du travail par-dessus la tête avec les falsifications de Moscou. Maintenant, c'est fini. La commission d'enquête internationale a décidé à l'unanimité de déclarer que les « accusés » (Trotsky et Sedov) sont innocents et que le procès de Moscou est une falsification. Dans les semaines qui viennent, une campagne de presse va commencer sur la base de ce verdict qui, me semble-t-il, doit encore être peaufiné sur le plan juridique.

Le compte rendu sténographique des débats de Mexico (un volume de plus de 600 pages en petits caractères) vient de paraître³. Je n'en ai malheureusement qu'un seul exemplaire. Si j'en reçois d'autres, je vous en enverrai un. J'espère également pouvoir vous faire parvenir un exemplaire de mon livre, *The Stalin School of Falsification*. En France va paraître dans les prochains jours un autre livre, *Les Crimes de Staline*. Je considère que mon action contre les falsifications de Moscou est de la sorte, *grosso modo*, terminée, et je vais maintenant pouvoir me consacrer le cœur plus léger à des travaux qui m'amèneront plus de satisfactions.

1. Lettre à O. Scheflo (10032), traduite de l'allemand, avec la permission de la Houghton Library.

2. Olav Scheflo (1883-1959), dirigeant de la gauche du D.N.A. avant la guerre, représentant de ce parti aux congrès de l'I.C. quand il en fut membre (de 1918 à 1923), s'était lié à Trotsky à cette époque. Dirigeant du P.C. norvégien de 1923 à son exclusion en 1929, il était revenu au D.N.A. et était journaliste. Il avait joué un rôle déterminant dans l'obtention du visa norvégien pour Trotsky et participé à la campagne de protestation contre sa persécution par le gouvernement socialiste en 1936.

3. Il s'agit de *The Case of Leon Trotsky*.

Au Mexique, nous vivons sans être le moins du monde inquiétés. Le climat nous réussit fort bien. Le gouvernement ne nous met pas de bâtons dans les roues, au contraire, il fait tout son possible pour nous protéger. Mais ma femme et moi pensons tout de même avec chaleur au temps passé en Norvège. Même M. Trygve Lie⁴ ne réussit pas à porter atteinte à notre sympathie pour le pays et le peuple norvégien.

J'espère que votre santé est bonne, c'est-à-dire que l'amélioration due à votre séjour à l'hôpital est permanente. Natalia et moi-même serions très heureux de recevoir un signe de vie de vous et de votre famille.

4. Trygve Havdian *Lie* (1896-1968), avocat, conseiller juridique du D.N.A. jusqu'en 1935, était ministre de la justice et c'est lui qui avait pris l'initiative de toutes les vexations et persécutions dirigées contre Trotsky en Norvège en 1936.

[LA LUTTE CONTRE LA GUERRE]¹

(25 septembre 1937)

Les organisations dites pacifistes, y compris les organisations ouvrières, ne constituent pas le moins du monde un obstacle à la guerre. Les nombreux congrès pacifistes, essentiellement organisés par l'I.C., ne sont que des entreprises théâtrales, dépourvues de toute efficacité : au moment de la guerre, tous ces leaders pacifistes, tous ces messieurs et dames pieux et humanitaires rejoindront leur gouvernement, comme ils l'ont fait en 1914, pour le soutenir dans la guerre.

Le seul facteur politique qui empêche aujourd'hui le déclenchement de la guerre, c'est la peur des gouvernements devant la révolution sociale. Hitler lui-même l'a maintes fois proclamé. Il faut en tirer la conséquence logique : plus le mouvement ouvrier est révolutionnaire, plus il est opposé aux classes dirigeantes impérialistes, et plus celles-ci sont arrêtées dans leurs desseins d'un nouveau partage du monde par la force des armes.

Il faut cependant bien distinguer entre les pays impérialistes et les pays arriérés, coloniaux et semi-coloniaux. L'attitude des organisations ouvrières des deux camps et vis-à-vis des deux camps ne peut être la même. Un exemple classique est la guerre actuelle entre la Chine et le Japon. Il est absolument hors de question qu'elle constitue, de la part du Japon, une guerre de rapines et, de la part de la Chine, une guerre de défense nationale. Mettre les deux pays sur le même plan, seuls peuvent le faire des agents conscients ou inconscients de l'impérialisme japonais. C'est pourquoi on ne peut éprouver que pitié ou mépris pour les gens qui, devant la guerre sino-japonaise, déclarent

1. Réponse (T 4213) à la question du journaliste Roger Devlin de *Tribune*, de Tulsa, original en français ; avec la permission de la Houghton Library.

qu'ils sont contre toute guerre, contre la guerre tout court. La guerre est déjà un fait. Le mouvement ouvrier ne peut rester neutre devant la lutte entre les esclavagistes et les esclaves. Le mouvement ouvrier en Chine, au Japon et dans le monde entier doit s'opposer de toutes ses forces au brigandage impérialiste japonais en soutenant le peuple chinois et son armée.

Cela ne signifie nullement une confiance aveugle dans le gouvernement chinois et dans Tchiang Kaï-chek. Dans le passé, particulièrement en 1925-1927, le maréchal s'est déjà appuyé sur les organisations ouvrières dans sa lutte militaire contre les généraux chinois du Nord, agents de l'impérialisme étranger. Mais il a fini par écraser en 1927-1928 les organisations ouvrières par la force des armes. Il s'agit donc de tirer toutes les leçons de cette expérience qui ne fut d'ailleurs rendue possible que par la politique néfaste de l'Internationale communiste. En participant à la guerre nationale, légitime et progressiste, contre l'invasion nipponne, les organisations ouvrières doivent conserver toute *leur indépendance politique* vis-à-vis du gouvernement de Tchiang Kaï-chek. Le parti communiste chinois fait de nouveau, comme en 1924-1925, des efforts enragés pour assujettir politiquement le mouvement ouvrier chinois à Tchiang Kaï-chek et au Guomindang. C'est un crime d'autant plus terrible qu'il se répète pour la seconde fois. Le remède ne consiste cependant pas, pour des organisations ouvrières, à se déclarer « contre toute guerre » et à se croiser les bras dans une attitude de passivité traîtresse, mais à participer à la guerre, à aider le peuple chinois matériellement et moralement et en même temps à éduquer les masses ouvrières et paysannes dans un esprit d'indépendance totale vis-à-vis du Guomindang et du gouvernement. Nous n'accusons pas Tchiang Kaï-chek de faire la guerre. Non ! Nous l'accusons de la faire mal, sans l'énergie nécessaire, sans confiance dans le peuple et surtout dans les ouvriers.

Un pacifiste qui a la même attitude à l'égard de la Chine et du Japon dans ce conflit terrible ressemble à celui qui identifierait le lock-out et la grève. Le mouvement ouvrier est contre le lock-out des exploités et pour la grève des exploités. Cependant, les grèves sont souvent dirigées par de mauvais bergers qui sont capables de trahir le mouvement ouvrier pendant la grève. Ce n'est pas une raison pour que les ouvriers renoncent à participer à la grève, mais c'est une raison pour mobiliser la masse ouvrière contre les défaillances et les trahisons de la direction. Il arrive assez souvent que, pendant ou après la grève, la masse syndiquée change sa direction. Le cas peut bien arriver

en Chine. Mais le changement ne peut être favorable aux masses populaires qu'à la condition que les organisations ouvrières chinoises et internationales soutiennent fermement la Chine contre le Japon.

[LA TRANSITION VERS UN PARTI PLUS LARGE]¹

(25 septembre 1937)

Ma chère Sara,

J'ai reçu votre lettre presque en même temps que celle du camarade Cannon sur la dactylo russe. Cannon semble plus optimiste que vous sur la candidate de Chicago. Après les vaines recherches au Mexique, j'ai envoyé un câble en France mais n'ai pas encore reçu de réponse, ce qu'il faut interpréter comme un mauvais signe. Mon unique espoir est dans les Etats-Unis. La question est pour moi d'une énorme importance parce que je ne peux travailler à mon Lénine sans une dactylo russe qui connaisse suffisamment bien la langue russe.

Vous m'écrivez vos appréhensions sur le régime dans le nouveau parti² : la transition de la vie close d'un petit groupe propagandiste à la vie d'un parti plus large n'est pas si facile. Je crois que quelques camarades dirigeants, particulièrement les membres du comité national, devraient consacrer une partie importante de leur activité à cette tâche. Qu'est-ce que je veux dire par là ? La démocratie réelle présuppose un contact permanent des dirigeants avec la base, pas seulement de manière formelle, mais aussi de façon informelle, surtout avant et après toute décision importante, mais aussi en temps « normal » pour avoir inspiration et critique nécessaires venant de la base.

1. Lettre à Sara Weber (10827) avec la permission de la Houghton Library ; traduite de l'anglais.

2. Le compagnon de Sara Weber, Jack, avait fait partie, à différentes reprises et notamment à la veille de la décision d'entrer dans le S.P., de tendances qui s'en prenaient au « mauvais régime » imposé à la section américaine par Cannon, qu'elles jugeaient excessivement centraliste pour ne pas dire « bureaucratique » et Trotsky était parfaitement informé des appréhensions que soulevait la perspective de retrouver ce problème — un peu gommé à l'intérieur du S.P. et de la « fraction » — avec la création d'un nouveau parti.

Quelques dirigeants peuvent être absorbés dans leurs tâches spécifiques. D'autres peuvent ne pas avoir les capacités ou les inclinations nécessaires. Il ne sert à rien de crier dans l'abstrait pour la démocratie ou de répéter la même critique sur le manque de démocratie. Il faut prendre l'initiative pratique de créer l'atmosphère de démocratie, sans bruit, calmement, avec patience. Un bon exemple de la part d'un, deux ou trois camarades dans cette direction serait inévitablement contagieux. Tous ceux du sommet chercheraient nécessairement à trouver la même confiance à la base. Il me semble que ce serait une route moins pénible pour changer les méthodes et rapports dans le parti.

[IL FAUT SAUVER ERWIN WOLF]¹

(25 septembre 1937)

Chers Camarades²,

J'espère que vous êtes suffisamment informés sur le fait que mon ancien collaborateur, Erwin Wolf, a été arrêté le 1^{er} août à Barcelone³. Van⁴ a envoyé un extrait de la lettre de Held⁵ à Shachtman, Isaacs⁶ et La Follette. S'il vous plaît, accordez à cette affaire la plus grande attention. Erwin Wolf a été mon secrétaire en Norvège pendant un an, y compris décembre 1935

1. Lettre à G. Novack et F. Morrow (9431), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Felix *Morrow* (né en 1906), avait été l'un des premiers étudiants de l'université Columbia que la C.L.A. avait gagnés sur le P.C. au début des années 30. Il avait été longtemps secrétaire du N.P.L.D. (Non-Partisan Labor Defence), l'organisation de solidarité mais avait dû laisser la place de secrétaire du comité américain de défense de Trotsky à George *Novack* (né en 1905), lui aussi ancien étudiant de Columbia.

3. Erwin *Wolf* (1902-1937) était le fils d'un commerçant aisé de Reichenberg en pays sudète. Il avait fait une partie de ses études à Berlin où il avait rejoint l'Opposition de gauche. Emigré à Paris après la victoire de Hitler, il avait été coopté au comité à l'étranger des I.K.D., puis était entré au S.I. Il avait été secrétaire de Trotsky en Norvège de novembre 1935 à juillet 1936 et avait ensuite repris ses fonctions au S.I. Il s'était rendu en Espagne, au lendemain des journées de mai 1937, avait été une première fois arrêté, puis remis en liberté, arrêté ensuite la veille de son départ et avait disparu (Voir P. Broué « La Mission de Wolf en Espagne », *Cahiers Léon Trotsky* n° 10, avril 1982).

4. Jean *van Heijenoort* (né en 1912), appelé familièrement *Van*, avait été secrétaire de Trotsky en Turquie, puis en France, et venait d'arriver au Mexique en même temps que les Trotsky, auprès de qui il avait repris ses fonctions de secrétaire.

5. La compagne d'Erwin Wolf, Hjørdis Knudsen — la fille des hôtes norvégiens de Trotsky — était allée avec lui à Barcelone. Elle avait alerté directement ses propres parents qui avaient à leur tour informé Walter Held pour que celui-ci prévienne Trotsky.

6. Harold R. *Isaacs* (né en 1910), journaliste en Chine, y avait rompu avec le P.C. et connu l'Opposition de gauche. Après avoir rendu visite à Trotsky en 1935, il avait rejoint la section américaine.

où Piatakov⁷ était soi-disant venu me voir dans le célèbre avion allemand. Erwin Wolf a mené au cours du dernier procès une campagne énergique, surtout dans la presse britannique (le *Manchester Guardian*, etc.). Ses déclarations ont été souvent citées et des photos de lui avec moi ont souvent été publiées dans de nombreux journaux. Les staliniens connaissent bien et sa personnalité et son rôle. Son arrestation à Barcelone a été sans aucun doute effectuée par le G.P.U. Nos amis ont peur qu'il ait été emmené en Union soviétique. Que ce soit vrai ou non, le G.P.U. fera ou, plus exactement, est en train de faire tout pour créer autour de lui un nouvel amalgame afin de compléter le dernier procès de janvier. Il va certainement lui faire subir les tortures les plus terribles pour lui arracher quelque « aveu ». C'est pour le G.P.U. un des moyens d'atténuer l'impression du verdict de la commission d'enquête. Tout cela exige que nous développons une sérieuse et vigoureuse campagne autour de l'affaire d'Erwin Wolf. Il est citoyen tchécoslovaque. Le comité, ainsi que d'autres organisations, devrait envoyer des délégations à l'ambassade tchécoslovaque comme à l'ambassade d'Espagne, demandant des informations et une intervention dans cette affaire. Il me semble que cette tâche est avant tout une tâche du comité de défense.

Je ne connais pas vos plans concernant cet organisme. Ce serait selon moi un crime de dissoudre le comité ou de le laisser glisser dans l'oubli⁸. L'affaire Erwin Wolf constitue un rappel sévère : nous avons beaucoup de camarades arrêtés en Espagne. Maintenant que les staliniens se sont alliés au Guomindang, la vie de Chen Duxiu⁹ et d'autres est en danger en Chine. L'enlève-

7. Iouri G. Piatakov (1890-1937), membre du parti depuis 1910, organisateur clandestin, puis chef du premier gouvernement des soviets d'Ukraine, avait fait partie de l'Opposition de gauche jusqu'en 1928, puis l'avait reniée. Réintégré au parti et à son comité central, commissaire du peuple, arrêté en 1936, il avait notamment « avoué » devant ses juges en janvier 1937, lors du second « procès de Moscou », avoir rendu visite à Trotsky en Norvège en décembre 1935. Trotsky avait démontré l'impossibilité d'un tel voyage aérien.

8. Le comité de défense avait été fondé pour « défendre » Trotsky et lui trouver une terre d'asile, ce qui avait été fait au Mexique. Il avait, par-dessus le marché, organisé la commission d'enquête qui venait de déclarer que Sedov et lui étaient « non coupables ». Ses membres libéraux estimaient sa mission terminée et réclamaient une dissolution qui fut finalement prononcée. (Le rapport de ce comité sur son activité et sa dissolution a été publié en français dans *Cahiers Léon Trotsky* n° 3, 1979, pp. 33-41.)

9. Chen Duxiu (1879-1942), professeur, animateur de la revue *La Jeunesse* et l'un des inspirateurs du Mouvement du 24 mai, était devenu secrétaire général du P.C. chinois. Staline en avait fait le bouc émissaire de la défaite de 1927, alors

ment à Paris du général blanc Miller¹⁰ n'a pour objectif que de donner quelque satisfaction « morale » au Comintern. Mais leur objectif le plus sérieux est d'enlever Léon Sedov. Je ne sais pas ce qui se cache derrière les récentes tentatives « terroristes » de Paris¹¹. Je crois tout à fait possible que le bras du G.P.U. soit impliqué dans ce jeu sinistre, avec l'objectif d'impliquer les trotskystes français dans quelque complot terroriste.

Peut-être avez-vous vu le rapport de la commission Maxton en Espagne¹² concernant le sort de Nin et des autres dirigeants du P.O.U.M. En dépit du fait que les membres de la commission étaient bien informés, par nos camarades de Paris, de l'affaire d'Erwin Wolf, Maxton n'a pas levé le petit doigt en Espagne pour faire la lumière sur cette affaire. Erwin Wolf était en Espagne en qualité de correspondant du *Daily News*¹³. Nos camarades ont vainement tenté d'intéresser à l'affaire le comité de rédaction de ce journal. Le *Daily News* a de bonnes et même trop bonnes relations avec l'ambassade soviétique. Aussi ne pouvons-nous compter que sur nous-mêmes et les milieux *authentiquement* libéraux et avancés dans les différents pays, particulièrement aux Etats-Unis.

Ne pas oublier les victimes dans les pays fascistes, les stalinien exploitent très largement l'opinion publique et ses proches pour aider les victimes du fascisme. Ce serait excellent s'ils ne canalisent pas exclusivement cette aide vers les victimes *staliniennes* du fascisme. En Allemagne, Autriche, Italie, Chine

qu'il n'avait qu'appliqué la politique dictée par l'I.C. Passé à l'Opposition de gauche en 1929, il avait été arrêté en 1932 et venait d'être libéré au mois d'août précédent.

10. Evgenii K. Miller (1867-1937), général de l'armée blanche pendant la guerre civile, président de la fédération russe des anciens combattants, avait été enlevé à Paris le 2 novembre 1937 et avait disparu sans laisser de trace. Mais son enlèvement avait sans doute l'objectif pratique de laisser les mains libres aux agents du G.P.U. à la tête de cette organisation blanche.

11. Trotsky fait allusion ici aux bombes dites « de l'Etoile » qui avaient été déposées rue de Presbourg et rue Boissière dans les immeubles de la confédération générale du Patronat et de l'union des industries métallurgiques, par des hommes agissant au compte de l'organisation d'extrême-droite surnommée plus tard « la Cagoule », mais on ignorait alors l'identité des terroristes.

12. Le député I.L.P. James Maxton (1885-1946) avait conduit en Espagne une commission d'enquête qui s'était occupée des arrestations et « disparitions » d'antifascistes dans les prisons républicaines.

13. L'imprécision règne parmi les amis de Wolf sur le journal au compte duquel il avait travaillé en Espagne. Ce n'étaient ni le *News Chronicle*, comme l'écrit parfois la presse trotskyste, ni le *Daily News*, comme l'écrit ici Trotsky, mais le *Spanish News*, un petit bulletin irrégulier dont la disparition était précisément l'un des facteurs qui rendaient urgent le départ de Wolf lequel perdait, avec sa disparition, sa « couverture légale ».

et dans les pays balkaniques, partout où ce ne sont pas les staliniens qui sont les prisonniers des dictatures réactionnaires, les prisonniers demeurent privés d'aide juridique, matérielle et morale. Non seulement ils ne sont pas aidés, mais ils sont calomniés de la façon la plus basse. Et personne ne vient à leur secours.

Il y a donc un vaste champ d'activité. Le comité devrait changer son nom conformément à l'élargissement de ses objectifs et inviter tous les autres comités analogues en Europe à faire de même et à en créer de nouveaux. Le premier pas dans cette direction devrait être la campagne pour sauver Erwin Wolf.

Chers Camarades Cannon et Shachtman :

P.-S. Dans le *Socialist Appeal* du 1^{er} novembre 1936, je trouve en première page, dans l'éditorial, la phrase suivante : « Les ouvriers révolutionnaires doivent continuer leur agitation pour des armes pour les ouvriers et paysans espagnols, mais pas pour le gouvernement démocratique bourgeois espagnol. » C'était écrit au temps de Largo Caballero¹⁴, avant les sanglants actes de répression contre les ouvriers révolutionnaires. Mais comment pourrions-nous donc voter pour le budget militaire du gouvernement Negrín ?

14. Francisco *Largo Caballero* (1869-1946), ancien dirigeant réformiste de l'U.G.T. et du P.S.O.E. devenu « socialiste de gauche » en 1933, et même surnommé « le Lénine espagnol », avait présidé le gouvernement espagnol de Front populaire de septembre 1936 à juin 1937 et avait été renversé à l'initiative du P.C. qui avait soutenu son successeur Negrín.

[QUESTIONS ET CONSEILS]¹

(25 septembre 1937)

Cher Camarade Adolphe²,

J'ai reçu votre lettre du 10 septembre. Sur les circonstances de l'arrestation d'Erwin [Wolf], j'ai donné une interview à la presse américaine et mexicaine. Me fondant sur la lettre de Held, j'y ai qualifié Tioli d'agent du G.P.U.³. Votre lettre ne fait pas la clarté sur cette question. Cela m'inquiète beaucoup et j'attends avec impatience des éclaircissements supplémentaires de votre part. J'ai également fait mention de la chose devant la commission d'enquête de New York. Je vais envoyer au comité de défense de New York une lettre détaillée à ce sujet. J'écris aussi immédiatement à Hjørdis⁴.

Maintenant que la lutte contre Sneevliet⁵ se déroule ouvertement, il serait complètement erroné de faire de quelconques concessions sur les principes. Naturellement, il était juste d'inviter son organisation à la conférence. Naturellement, il nous faut

1. Lettre à R. Klement (8671), traduite de l'allemand, avec la permission de la Houghton Library.

2. Rudolf Klement (1910-1938), étudiant à Hambourg était allé en 1933 à Prinkipo où il était devenu secrétaire de Trotsky. Il avait conservé ces fonctions à Barbizon et Saint-Palais, jusqu'à son arrestation en avril 1934 qui avait provoqué l'expulsion de Trotsky de France. Il était secrétaire administratif du secrétariat international dont il assurait presque seul le travail depuis des mois.

3. Georges Tioli était un journaliste italien qui se trouvait avec Wolf dans un café où il lui avait donné rendez-vous : tous deux furent arrêtés. Mais Trotsky se trompe, car Held n'avait pas du tout affirmé que Tioli — qui semble avoir subi le sort de Wolf — était un agent du G.P.U.

4. Hjørdis Knudsen (née en 1914) était la fille des hôtes des Trotsky en Norvège. C'est ainsi qu'elle avait connu Erwin Wolf, dont elle était devenue la compagne et qu'elle avait accompagné en Espagne.

5. Henk Sneevliet (1883-1942), vétéran du mouvement ouvrier en Hollande et en Indonésie, envoyé de l'I.C. en Chine, dirigeant du « syndicat rouge » le N.A.S., Sneevliet était le chef incontesté du R.S.A.P. qui était en train de s'engager dans la voie d'une rupture avec la IV^e Internationale.

poursuivre notre critique de façon aussi concrète et sur un ton aussi calme que possible. Mais renoncer à un « travail fractionnel » serait catastrophique. Nous ne refusons pas à Sneevliet le droit de continuer son travail de fraction de la façon dont il l'a mené jusqu'ici (Muste, Ver[eeke], Gorkin, Maslow-Fischer⁶). Ce qui est juste pour la minorité doit aussi être licite pour la majorité.

Que Sneevliet ait maintenant des pourparlers avec Thalheimer⁷, le philosophe de Vychinsky⁸, est vraiment une chose insensée. Sneevliet cherche visiblement à épuiser tous les moyens de se compromettre. Il serait temps de faire paraître dans notre presse une courte notice sur l'infâme circulaire de Brandler-Thalheimer à propos des procès de Moscou⁹. Comme les lovestonistes ont entre-temps changé de position à l'égard de Staline et de Moscou en général¹⁰, il serait opportun de

6. Abraham Johannes *Muste* (1885-1967), d'abord pasteur protestant, avait eu la révélation du mouvement ouvrier lors de la grève de Lawrence en 1919. Il avait été ensuite l'animateur du Brookwood Labor College, puis le fondateur du Committee for Progressive Labor Action, devenu ensuite American Workers Party. Après la fusion de ce dernier avec la C.L.A., il était devenu l'un des dirigeants du nouveau parti, le W.P.U.S. Il avait rendu visite à Trotsky, puis Sneevliet, en 1936 et pris la défense du second contre le premier, participé à la « conférence de Genève » de la IV^e Internationale en juillet ; mais, quelques semaines plus tard, il avait retrouvé sa foi religieuse et était retourné à son église. Julian Gómez García, dit *Gorkin* (né en 1902), ancien du P.C.E., de la fédération communiste ibérique de Maurín, était secrétaire de P.O.U.M. aux affaires internationales et, à ce titre, en liaison avec Sneevliet. Isaac Tchéréminski, dit *Arkadi Maslow* (1893-1941) et Elfriede Eisler, épouse Pleuchot, dite *Ruth Fischer* (1895-1961), étaient les anciens dirigeants du K.P.D. et de la « gauche allemande ». Longtemps liés à Zinoviev, ils s'étaient rapprochés de Trotsky en 1933. Malgré l'hostilité de la section allemande, Ruth Fischer était entrée au S.I., auquel Maslow collaborait. Ils s'étaient éloignés en 1936, après que Maslow ait collaboré au journal néerlandais du R.S.A.P. et que Ruth Fischer ait manifesté sa solidarité avec les critiques de la direction de ce dernier contre l'entrée des trotskystes américains dans le Socialist Party.

7. August *Thalheimer* (1884-1948) avait été longtemps considéré comme un « théoricien » allemand du communisme. Eminence grise de Brandler jusqu'en 1923, il avait animé avec lui l'opposition de droite, puis la K.P.O. Il avait jugé valides les thèses de l'accusation au premier procès de Moscou.

8. Andréi E. *Vychinsky* (1883-1954), un ancien menchevik, professeur de droit puis procureur général de l'U.R.S.S. avait prononcé les réquisitoires contre les accusés de ces procès de Moscou dont il était un metteur en scène.

9. Heinrich *Brandler* (1881-1967), maçon, avait été le président du K.P.D. de 1921 à 1923 et avait été sacrifié comme bouc émissaire de la défaite allemande. Leader de l'opposition de droite, dirigeant de la K.P.O., il avait toujours refusé de condamner et même de discuter le stalinisme en U.R.S.S. et avait dans une circulaire de 1936 approuvé en gros l'accusation de Moscou.

10. Jakob Liebshtein, devenu Jay *Lovestone* (né en 1898), avait été secrétaire général du P.C. américain en tant que protégé de Boukharine. Il avait appartenu à l'organisation internationale de la droite l'I.V.K.O. Les « lovestonistes »

demander à Brandler-Thalheimer s'ils sont toujours les joyeux et gais compagnons du G.P.U.

J'aurais très bien pu m'occuper du projet de programme ces deux ou trois dernières semaines. Malheureusement j'ai perdu ma collaboratrice russe et me trouve complètement désarmé pour des travaux d'une certaine importance.

Vous devriez, me semble-t-il, exiger du comité central américain des contributions financières régulières pour Théodore¹¹. La semaine dernière, j'ai étudié enfin le *Service de Presse* et les bulletins que je n'avais pas lus depuis mon internement¹². Théodore a fait du très bon travail. Les bulletins nationaux (allemand, français, espagnol) sont aussi très intéressants ; la plupart des articles sur l'Espagne, y compris ceux de Rous¹³ sont très, très bons. Dans le bulletin allemand de Barcelone, j'ai trouvé un article qui m'a paru vraiment excellent. N'est-il pas de la plume de Johre¹⁴ ?

J'ignore complètement les dessous de la scission allemande¹⁵. Sur le terrain des principes, je n'hésite pas le moins du monde évidemment à choisir entre Johre-Fischer-Held d'un côté, et Bur¹⁶-Maslow-Fischer de l'autre. Il nous faut soutenir le premier groupe de toutes nos forces. Je suis sûr que c'est aussi votre opinion.

La discussion doit être remise à février. Non pas seulement à

étaient maintenant regroupés dans l'Independent Labor League. L'un de leurs principaux dirigeants, Bertram D. Wolfe, avait reconnu après le deuxième procès, que leur position initiale — celle de Brandler — devait être révisée.

11. Théodore ou Theodor est le nom de code du S.I.

12. Interné en Norvège de début septembre à fin décembre, Trotsky avait accumulé les retards de lecture notamment celle du S.I.P. (Service d'Information et de Presse) du secrétariat international.

13. Jean Rous (né en 1908), avocat, ancien militant de la S.F.I.O., membre du S.I., avait été son envoyé spécial en Espagne en 1936 et ses articles avaient fait l'objet de vives critiques dans les rangs du P.O.I. même.

14. L'article ne pouvait être de Johre (cf. n. 3 p. 46)

15. Après la démission de Johre et Fischer, un « secrétariat provisoire » avait été constitué autour de Jan Bur (cf. n. 17) au début de mai et avait été, grâce à R. Klement, reconnu par le S.I. Cependant il s'était rapidement décomposé et une partie de ses partisans avaient rejoint Johre et Fischer, restés jusque-là à l'écart. La scission avait été consacrée par la tenue, au mois de juillet à Paris, de deux conférences aboutissant à la constitution de deux organisations rivales, autour de Bur et autour de Johre-Fischer. Le S.I. allait finalement reconnaître la seconde, car Jan Bur préparait en réalité l'unification avec le groupe *Internationale* de Ruth Fischer et Maslow et, surtout, « révisait » l'analyse de la nature de l'U.R.S.S.

16. Le Fischer dont il est question ici n'est pas Ruth Fischer (cf. n. 6), mais Oskar Fischer, pseudonyme d'Otto Schüssler (1905-1982), un ouvrier relieur qui avait été secrétaire de Trotsky à Prinkipo, dirigeant des I.K.D., la section allemande, et membre du S.I., étroitement associé à Johre.

cause de la situation aux Etats-Unis, mais aussi à cause de la crise française qu'il faudra absolument avoir réglé d'ici là. Je crois aussi que nous avons tous intérêt à attendre les résultats du bureau de Londres et de l'I.V.K.O.¹⁷, de façon à avoir le dernier mot.

En Amérique, comme vous le verrez d'ailleurs par la lettre de Cannon, il semble que les choses aillent assez bien. Quand la commission d'enquête aura prononcé son verdict, qui doit être rendu public très prochainement, l'atmosphère politique sera bien plus favorable pour la section américaine.

17. Walter *Nettelbeck*, dit *Jan Bur* (1901-1976), ancien journaliste du K.P.D., avait rejoint l'opposition de gauche dans la clandestinité et l'avait dirigée jusqu'en 1935 où la décision avait été prise de le faire passer à l'étranger. Dès son arrivée, il était entré en conflit avec les deux autres membres du secrétariat, Johre et Fischer, et s'était mis à l'écart. Il venait de réparaître après leur démission en début d'année et faisait partie du « secrétariat provisoire » reconnu par le S.I. en mai.

18. Organisation internationale de l'opposition de droite.

[UN RÉSULTAT SATISFAISANT]¹

(27 septembre 1937)

Cher camarade Goldman²,

Je viens juste de recevoir votre lettre du 23 septembre, dans laquelle vous avez joint un résumé des conclusions. Je trouve ce résumé excellent. Ce ne peut être mieux. Je pense qu'il ne manque qu'un paragraphe, avec approximativement le contenu suivant : « La réfutation de toutes les accusations de crimes contre Trotsky et Sedov engendre le soupçon profond que les accusations contre les autres accusés ou au moins une partie d'entre eux étaient fausses. Ce soupçon est d'autant plus vif que la majorité des accusés ont été fusillés. »

La commission n'a pas enquêté sur les autres accusés, c'est clair. Mais je crois que les résultats de l'enquête rendent non seulement possible, mais obligatoire, que la commission exprime ses doutes pour provoquer la révision des procès. C'est une question d'une grande importance pour la mémoire politique et morale des accusés fusillés et pour le destin de ceux qui vivent. Si vous êtes d'accord avec cette suggestion, ne pouvez-vous pas prendre l'initiative de proposer à la commission un paragraphe de ce genre ? Il vaut mieux que ce soit de vous que de moi que provienne cette suggestion.

Permettez-moi d'exprimer mes remerciements les plus chaleureux pour votre participation aux sessions de New York de la commission plénière. Malheureusement, je ne sais toujours pas

1. Lettre à A. Goldman (8290), en anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Albert *Goldman* (1897-1960), ancien militant du P.C., avocat des causes ouvrières, exclu en 1932, était passé à la C.L.A. après son exclusion, puis au Socialist Party. Il avait été l'avocat de Trotsky à Coyoacán lors des sessions de la sous-commission et il l'était devant la commission plénière.

maintenant qui étaient les membres de cette commission plénière, mais je le demanderai à Pearl Kluger³.

P.-S. Jan Frankel suggère que le paragraphe 17 soit amendé comme suit : la phrase « ou le gouvernement de Staline » ajoutée à la première phrase après les mots « l'Union soviétique ».

3. Pearl *Kluger* (née en 1912) était l'une des chevilles ouvrières de l'enquête.

[LES RISQUES D'UN CONFLIT INTERNE]¹

(27 septembre 1937)

Mon Cher Ami,

Nous avons reçu il y a deux ou trois jours la transcription des audiences et nous avons une fois de plus apprécié l'immense travail effectué par « Albert M. Glotzer, sténographe du tribunal, Chicago, Illinois ». Nos remerciements les meilleurs à vous et à Reva² qui vous a aidé dans votre travail. Ce livre, je l'espère, ne manquera pas de produire l'effet nécessaire.

Il est très possible que mon impression concernant le danger d'un conflit interne ait été fausse. Mais je vous prie de ne pas oublier que je suis un observateur de loin et que je n'ai exprimé cette impression que dans une lettre privée adressée à vous. Votre affirmation : « Une lutte interne dans la période actuelle serait fatale au nouveau mouvement » me donne l'assurance nécessaire. Tout doit être fait pour éliminer les restes psychologiques de la lutte de 36³. Pour ma part, je suis prêt à faire tout ce qui pourrait y contribuer.

Avec mes meilleures salutations pour vous deux et tous les camarades de Chicago.

1. Lettre à A. Glotzer (8278), en anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Reva Crain était la compagne d'Albert Glotzer et avait séjourné à Coyoacán.

3. Trotsky fait ici allusion au conflit à l'intérieur du W.P.U.S. entre les partisans de l'entrée au Socialist Party, avec Cannon et Shachtman, et ses adversaires, dont Glotzer, Muste, Jack Weber.

[DES DIFFICULTÉS MATÉRIELLES]¹

(27 septembre 1937)

Cher M. Maule²,

Je suis revenu depuis deux mois au travail sur mon livre sur Lénine ; j'espère vous en envoyer un important chapitre. Mais il s'est produit une nouvelle mésaventure. Ma dactylo russe s'est mariée tout d'un coup et a abandonné le travail. J'ai télégraphié à tous mes amis à New York et en France. Un de mes secrétaires a traversé tout le pays pour examiner une dactylo candidate. Le résultat a été négatif. Le gros de mon travail est paralysé. J'attends une nouvelle dactylo russe. Voilà les conditions dans lesquelles je vis. Avec la meilleure volonté, je ne peux pas écarter les obstacles. Quelques jours après l'arrivée de la dactylo russe, vous commencerez à recevoir la suite du manuscrit du Lénine, mais quand elle arrivera, je ne peux malheureusement le dire.

1. Lettre à H. E. Maule (9036), en anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Harry Edward *Maule* (1886-1971) dirigeait les éditions Doubleday Doran, grande maison dans laquelle il était entré en 1907.

[PETITES NOUVELLES]¹

(28 septembre 1937)

Cher Camarade Ruth²,

J'étais absolument sûr d'avoir répondu à votre lettre du 25 août depuis longtemps. Encore maintenant, je ne suis pas certain de ne pas l'avoir fait malgré les fermes dénégations de Rae³. En tout cas, je vous ai mentalement répondu souvent et c'est là l'explication de l'erreur, si erreur il y a.

La vie ici ne connaît pas de grands changements. Nous attendons cette nuit ou demain matin l'arrivée de Max Sterling et Joe Hansen⁴. Ainsi, nous aurons une nouvelle période de discussion avec les Nord-Américains.

J'espère que votre santé, améliorée au Mexique, du fait du climat et de l'agréable environnement, demeure satisfaisante également à New York, en dépit des tribulations politiques.

J'ai reçu beaucoup de lettres enthousiastes sur la conférence de la jeunesse et aussi des informations favorables sur le développement dans le parti. Quelles sont vos impressions à

1. Lettre à R. Ageloff (7299), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Ruth *Ageloff* (née en 1914), une militante américaine qui venait de l'American Workers Party, s'était rendue à Mexico au moment de la commission d'enquête et avait travaillé pour elle ; elle avait un peu aidé Trotsky et était restée ensuite en liaisons amicales avec la famille Trotsky, auprès de qui elle introduisit sa sœur Sylvia.

3. Rae Spiegel.

4. Max Shapiro, dit Max *Sterling* (né en 1908), était le mari de Rae Spiegel et déjà « vieux » militant. Joseph *Hansen* (1910-1970) venait d'être désigné comme secrétaire-garde-du-corps-chauffeur et avait pris la route quelques jours auparavant dans une voiture qui venait d'être offerte à Trotsky. Recruté par la C.L.A. en 1934, après des études à l'université de l'Utah à Salt Lake City, il avait depuis milité notamment sur la côte ouest, à San Francisco, travaillant dans la presse des syndicats des travailleurs des ports.

ŒUVRES, SEPTEMBRE-DÉCEMBRE 1937

vous ? J'espère que vous écrirez aussi régulièrement que possible.

Avec les meilleurs souhaits de Natalia et moi-même pour vous et les amis.

Deux autres camarades américains sont déjà au Mexique.

[UN PROCÈS NÉCESSAIRE]¹

(28 septembre 1937)

Cher Camarade Heisler²,

J'ai été heureux d'apprendre que vous étiez prêt à engager les poursuites contre le journal russe *Novoie Russkoe Slovo*, et, si j'ai bien compris votre lettre, contre Hearst également³. Naturellement je suis prêt à remplir toutes les autorisations nécessaires. Vous avez émis quelques doutes sur le bien-fondé de demandes d'indemnités à Hearst. Je crois que si nous déclarions d'avance que ces sommes iraient en totalité à la IV^e Internationale, tout doute serait dissipé. Il y aurait même un certain plaisir sadique à faire payer Hearst pour la propagande des bolcheviks-léninistes.

Pour éviter tout malentendu, il serait bien que vous informiez non seulement moi, mais aussi le camarade Cannon comme secrétaire du comité national et Sara Weber, qui s'occupe beaucoup de mes activités littéraires, de toute initiative importante que vous prendrez dans cette affaire.

1. Lettre à F. Heisler (8473) en anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Francis *Heisler* (né en 1895), d'origine suisse, avocat à Chicago, avait écrit un livre sur les procès de Moscou.

3. Il s'agissait de cyniques « emprunts » faits au *Biulleten Oppositsii* par ces journaux basement anticommunistes. William Randolph *Hearst* (1863-1951) dirigeait une chaîne de puissants journaux de médiocre qualité.

[PROJETS LITTÉRAIRES]¹

(28 septembre 1937)

Cher Camarade Walker,

J'ai reçu l'argent de *Liberty*, ce qui signifie que l'article a été accepté². Merci beaucoup pour votre efficace intervention.

Vous m'avez dit un jour, en passant, que vous pensiez à écrire un livre sur l'orbite du parti communiste américain, avec une dénonciation particulière de tous ses mensonges, calomnies et impostures. Un tel livre aurait une grande valeur éducative et rendrait un vrai service au mouvement ouvrier américain. J'espère que vous n'avez pas abandonné cette excellente idée.

J'étudie les matériaux espagnols. Ils sont du plus grand intérêt. Ce qui est terrible, c'est que les gens refusent absolument d'apprendre quelque chose de l'histoire. Un enfant va se brûler le doigt, une fois, mais pas des dizaines de fois. Je serais très heureux d'écrire un petit livre sur la révolution espagnole.

J'espère que votre famille va bien. Ce fut un vrai plaisir pour moi de lire dans la préface de la commission une reconnaissance des services rendus par M^{me} Robert Latham George³ et vous à la cause de l'enquête.

1. Lettre à C. M. Walker (10759), en anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. *Liberty* était une revue plutôt conservatrice qui avait sollicité Trotsky pour un article de « prospective » pour la prochaine guerre. C'était un des articles « alimentaires » qui pouvaient faciliter la vie de la maison.

3. M^{me} Robert Latham George, belle-mère de Charles Walker, avait à Mexico une maison qui avait été un peu le centre de ralliement des commissaires et de leurs amis en avril pendant la session de Coyoacán.

[UNE PROPOSITION FLATTEUSE]¹

(28 septembre 1937)

Cher M. Hartmann²,

Je suis très flatté de votre proposition. Je serais heureux d'agréer à la demande du professeur John Dewey³, mais le sujet que vous me proposez me place dans une situation très difficile. J'ai promis au gouvernement mexicain non seulement de ne pas intervenir dans les affaires de politique intérieure du Mexique, mais aussi de ne pas nuire aux relations du Mexique avec des puissances étrangères amies. Cela veut dire en premier lieu les Etats-Unis. D'un autre côté, j'espère bien, grâce à ma ferme attitude de non-ingérence dans les affaires américaines, avoir un jour l'occasion de visiter les Etats-Unis pour y suivre un traitement médical. Ce sont là les raisons qui m'empêchent d'écrire sur la marche au « Commonwealth américain ». Mais je suis prêt à écrire sur tout autre sujet pas si « américain » ni si brûlant.

1. Lettre à George W. Hartmann (8467), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. George W. *Hartmann* (1904-1955), ancien élève du Dr Dewey, était professeur d'éducation au Teachers' College de l'université de Columbia à New York. Il avait écrit à Trotsky, de la part de Dewey, pour lui demander un article sur le rôle des intellectuels dans le changement social.

3. John *Dewey* (1859-1952), professeur d'université, philosophe et pédagogue mondialement connu, avait fait partie du comité de défense de Trotsky, puis présidé la commission d'enquête sur les procès de Moscou.

LES ULTRA-GAUCHES EN GÉNÉRAL ET LES INCURABLES EN PARTICULIER QUELQUES CONSIDÉRATIONS THÉORIQUES¹

(29 septembre 1937)

La pensée marxiste est concrète, c'est-à-dire qu'elle envisage tous les facteurs décisifs ou importants pour une question donnée, non seulement dans leurs relations réciproques, mais encore dans leur développement. Elle ne dissout pas la situation du moment présent dans la perspective générale ; mais par la perspective générale, elle rend possible l'analyse de la situation présente dans toute sa particularité. C'est précisément avec cette analyse concrète que commence la politique. La pensée opportuniste comme la pensée sectaire ont ce trait de commun, qu'elles extraient de la complexité des circonstances et des forces un ou deux facteurs qui leur paraissent les plus importants — et qui le sont parfois en fait — les isolent de la réalité complexe et leur attribuent une force sans limite ni restriction.

Pour la longue époque de l'avant-guerre, le réformisme s'est servi, de cette manière, de facteurs très importants mais temporaires : le développement puissant du capitalisme, l'élévation du niveau de vie du prolétariat, la stabilité de la démocratie, etc. C'est le sectarisme qui se sert maintenant des tendances et des facteurs les plus importants : le déclin du capitalisme, la baisse du niveau de vie des masses, la décomposition de la démocratie, etc. Mais, de même que le réformisme de l'époque précédente, le sectarisme transforme des tendances historiques en des facteurs tout-puissants et absolus. Les « ultra-gauches » arrêtent leur analyse là où elle ne fait que commencer. Ils opposent à la réalité un schéma tout fait. Or, les masses vivent dans la réalité. C'est pourquoi le schéma sectaire n'a pas la moindre emprise sur la mentalité des ouvriers. Par son essence même le sectarisme est voué à la stérilité.

1. Article (T 4214 a) traduit du russe avec la permission de la Houghton Library.

Le capitalisme impérialiste n'est plus capable de développer les forces productives de l'humanité, et pour cette raison, il ne peut accorder aux ouvriers ni concessions matérielles ni réformes sociales effectives². Tout cela est juste. Mais tout cela n'est juste que sur l'échelle d'une époque entière. Il y a des branches de l'industrie qui se sont développées depuis la guerre avec une force prodigieuse (automobile, aviation, électricité, radio), malgré le fait que le niveau général de la production ne s'élevait pas ou s'élevait fort peu au-dessus du niveau de l'avant-guerre et de la guerre. Cette économie pourrissante a en outre ses flux et ses reflux. Les ouvriers n'en finissent presque jamais avec la lutte, qui est parfois victorieuse. Il est exact que le capitalisme reprend aux ouvriers de la main droite ce qu'il leur a donné de la main gauche. C'est ainsi que la hausse des prix annihile les grandes acquisitions de l'ère Léon Blum. Mais ce résultat, déterminé par l'intervention de différents facteurs, pousse à son tour les ouvriers dans la voie de la lutte. C'est précisément cette dialectique puissante de notre époque qui ouvre une perspective révolutionnaire³.

Un leader syndical qui se laisserait guider exclusivement par la tendance générale du capitalisme pourrissant pour renoncer à toute lutte économique et partielle serait en fait, malgré ses conceptions « révolutionnaires », un agent de la réaction. Un leader syndical marxiste doit non seulement envisager les tendances générales du capitalisme, mais analyser aussi les traits spécifiques de la situation, la conjoncture, les conditions locales, l'élément psychologique également, pour proposer une attitude de combat, d'expectative ou de recul.

C'est seulement sur la base de cette activité pratique intimement liée à l'expérience de la grande masse que le leader syndical peut mettre à nu les tendances générales du capitalisme pourrissant et éduquer les ouvriers pour la révolution.

C'est une vérité que notre époque se caractérise politiquement par une lutte sans merci entre le socialisme (communisme) et le fascisme. Mais cela ne signifie malheureusement pas que le

2. Cette idée, déjà contenue dans l'analyse de Lénine sur l'impérialisme comme « stade suprême » du capitalisme et époque de son « pourrissement », allait constituer quelques mois plus tard la clé de voûte du *Programme de Transition* de la IV^e Internationale. Trotsky en fait ici un commentaire qui cherche à dépouiller cette affirmation de tout caractère schématisé et abstrait.

3. Pour Trotsky, il s'agit de l'époque ouverte par l'éclatement de la première guerre mondiale, dont aucun élément nouveau n'avait modifié les caractères essentiels à la veille de la seconde.

prolétariat soit déjà et partout conscient de cette alternative, ni qu'il puisse dans un pays donné, à un moment donné, se désintéresser de la lutte partielle pour la sauvegarde des libertés démocratiques. L'alternative fondamentale : communisme ou fascisme⁴, établie par Lénine, est devenue pour beaucoup une formule creuse dont se servent trop souvent les centristes de gauche pour couvrir leurs capitulations, ou les sectaires pour justifier leur inaction.

En entrant dans le gouvernement de la Généralité de Catalogne, le malheureux Andrés Nin⁵ a commencé sa déclaration radiodiffusée par la thèse suivante : « La lutte qui commence n'est pas la lutte entre la démocratie bourgeoise et le fascisme, comme le pensent quelques-uns, mais entre le fascisme et le socialisme. » Cette formule était d'ailleurs la formule courante du P.O.U.M. Tous les articles de *La Batalla* n'en furent que des interprétations et des variations. Nous avons vu quelques sectaires, par exemple en Belgique, s'emparer de cette formule pour y trouver la justification, totale ou partielle, de la politique du P.O.U.M.⁶. Cependant, Nin a transformé pratiquement la formule léniniste en son contraire : il est entré dans un gouvernement bourgeois qui avait pour objectif de spolier et d'étouffer toutes les acquisitions, tous les points d'appui de la révolution socialiste naissante. Le fond de sa pensée était à peu près ceci : puisque cette révolution est une révolution socialiste « par essence », notre entrée dans le gouvernement ne peut que l'aider. Et le sectaire pseudo-révolutionnaire de s'écrier : « La participation de Nin au gouvernement est peut-être une faute, mais ce serait un crime d'exagérer son importance. Nin n'a-t-il donc pas reconnu que la révolution est socialiste « par essence » ? Oui, il l'a proclamé, mais seulement pour justifier une politique qui sapait les bases de la révolution.

4. Avec l'avènement en Italie du fascisme, la vieille alternative posée par Marx, « Socialisme ou Barbarie », avait revêtu la forme concrète de « Socialisme ou Fascisme ». Maurín l'avait placée au centre de sa théorie de la révolution en Espagne dans son livre *Revolución y contrarrevolución en España*, puis dans le programme du P.O.U.M. adopté en septembre 1935.

5. Andrés Nin Pérez (1892-1937), ancien secrétaire national de la C.N.T., puis secrétaire de l'I.S.R. à Moscou, expulsé d'U.R.S.S. en 1930, avait été à partir de 1932 et jusqu'en 1935 le principal dirigeant de la Izquierda comunista d'Espagne, engagé dans une polémique permanente avec Trotsky. Secrétaire du P.O.U.M., lors de la formation de ce parti en septembre 1935, l'arrestation de Maurín en juillet 1936 en avait fait, en tant que secrétaire national, le principal dirigeant de ce parti dans le cours de la guerre civile. Arrêté en juin, il avait été assassiné.

6. L'attaque de Trotsky vise Georges Vereeken.

Le caractère socialiste de la révolution, déterminé par les facteurs sociaux fondamentaux de notre époque, n'est cependant pas servi tout prêt et tout assuré dès le début même du développement révolutionnaire. Non, dès avril 1931, le grand drame espagnol a pris le caractère d'une révolution « républicaine » et « démocratique ». Pendant les années qui suivirent, la bourgeoisie a su imposer son estampille aux événements, bien que l'alternative léniniste : communisme ou fascisme, ait gardé — en dernière analyse — toute sa valeur. Plus les centristes de gauche et les sectaires transforment cette alternative en une loi suprahistorique, et moins ils sont capables d'arracher les masses à l'emprise bourgeoise. Pis encore, ils ne font que renforcer cette emprise. Le P.O.U.M. a chèrement payé cette expérience, sans d'ailleurs, hélas, en tirer les enseignements nécessaires.

Si les centristes de gauche se couvrent de Lénine pour emprisonner la révolution dans son cadre primitif, celui de la démocratie bourgeoise, les ultra-gauches puisent dans la même alternative léniniste le droit d'ignorer et de « boycotter » le développement réel de la révolution.

« La différence », ai-je dit en réponse à un camarade américain, « entre le gouvernement Negrín et celui de Franco, est celle entre la démocratie bourgeoise pourrissante et le fascisme. » C'est par cette constatation élémentaire que commence notre orientation politique. — Comment — de s'écrier les ultra-gauches — on veut nous acculer ainsi au choix entre la démocratie bourgeoise et le fascisme ! Mais c'est de l'opportunisme pur ! La révolution espagnole est au fond la lutte entre le socialisme et le fascisme. La démocratie bourgeoise ne présente pas la moindre issue... Et ainsi de suite.

L'alternative : *socialisme ou fascisme*, signifie seulement, et c'est assez important, que la révolution espagnole ne peut être victorieuse que par la dictature du prolétariat. Mais cela ne signifie nullement que la victoire est assurée par avance. Il s'agit encore, et toute la tâche politique est là, de *transformer cette révolution hybride, confuse, mi-aveugle et mi-sourde, en révolution socialiste*. Il faut non seulement dire ce qui est, mais aussi savoir partir de ce qui est. Les partis dirigeants, même ceux qui parlent du socialisme, le P.O.U.M. y compris, font tout ce qu'ils peuvent pour empêcher la transformation de cette mi-révolution, souillée et défigurée, en révolution consciente et achevée. La classe ouvrière, poussée par son instinct, réussit, certes, dans les moments de culmination révolutionnaire, à poser des jalons importants sur la voie du socialisme. Mais ce ne sont que des

jalons, qui pendant le reflux sont balayés par les partis dirigeants. Il n'est pas difficile de sauter par-dessus cette réalité contradictoire en s'appuyant sur quelque généralisation sociologique. Mais cela n'avance pas les choses d'un pouce. Il faut surmonter les difficultés matérielles par l'action, c'est-à-dire par une tactique appropriée à la réalité.

La lutte militaire en Espagne est actuellement dirigée d'un côté par Franco, de l'autre par Negrín-Staline. Si Franco représente le fascisme, Negrín-Staline ne représentent nullement le socialisme. Au contraire, ils représentent un frein « démocratique » qui empêche le mouvement vers le socialisme. L'alternative *historique* : communisme ou fascisme, n'a pas encore trouvé son expression *politique*. Loin de là. Depuis juillet 1936, la révolution espagnole est rejetée même loin en arrière de l'objectif que formulait Nin sans le comprendre. Mais la guerre civile en Espagne reste malgré tout un fait d'une importance capitale. Il faut prendre ce fait tel qu'il est, c'est-à-dire comme la lutte armée entre deux camps sociaux, subjugués d'un côté par la démocratie bourgeoise, de l'autre par le fascisme avéré. Il s'agit de trouver une attitude juste envers cette lutte hybride, pour la transformer du dedans en lutte pour la dictature du prolétariat.

Le gouvernement Negrín-Staline est un frein quasi démocratique sur la voie du socialisme, mais c'est aussi un frein, certes ni sûr, ni durable, mais néanmoins un frein, sur la voie du fascisme. Demain, après-demain, le prolétariat espagnol pourra peut-être briser ce frein pour s'emparer du pouvoir. Mais s'il aidait, même passivement, à le briser aujourd'hui, il ne servirait que le fascisme. La tâche est non seulement d'apprécier théoriquement les deux camps à leur juste valeur, mais encore d'utiliser pratiquement leur lutte pour faire un bond en avant.

Les centristes de gauche comme les incurables « ultra-gauches » citent souvent l'exemple de la politique bolchevique dans le conflit Kerensky-Kornilov, sans rien y comprendre. Le P.O.U.M. dit : « Mais les bolcheviks luttèrent ensemble avec Kerensky. » Les ultra-gauches répliquent : « Mais les bolcheviks refusaient, même sous la menace de Kornilov, toute confiance à Kerensky. » Tous deux ont raison... à moitié, c'est-à-dire que tous deux ont tort complètement. Les bolcheviks ne restèrent pas neutres entre le camp de Kerensky et celui de Kornilov. Ils acceptèrent le commandement officiel, tant qu'ils ne furent pas suffisamment forts pour le renverser. C'est précisément du mois d'août, avec le soulèvement de Kornilov, que date l'ascension

prodigieuse des bolcheviks. Cette ascension n'est devenue possible que grâce au double aspect de la politique bolchevique. En participant en première ligne à la lutte contre Kornilov, les bolcheviks ne prenaient pas la moindre responsabilité pour la politique de Kerensky : au contraire, ils la dénonçaient comme responsable de l'assaut réactionnaire et comme incapable de le dominer. C'est ainsi qu'ils ont préparé les prémisses politiques de la Révolution d'Octobre dans laquelle l'alternative « bolchevisme ou contre-révolution (communisme ou fascisme) », d'une tendance historique est devenue une réalité vivante et immédiate.

Nous devons enseigner cette leçon à la jeunesse. Nous devons lui inculquer la méthode marxiste. Mais, quant aux gens qui ont passé depuis des dizaines d'années l'âge d'aller à l'école et qui s'obstinent à nous opposer toujours — à nous et à la réalité — les mêmes formules, qu'ils ont d'ailleurs prises chez nous, il faut les reconnaître publiquement comme des incurables qu'il est nécessaire de tenir à plusieurs lieues des états-majors où s'élabore la politique révolutionnaire⁷.

Il apparaît que pendant que nous écrivons ces lignes une nouvelle « épuration » s'effectue en Espagne sur une échelle grandiose⁸. De ce que l'on peut comprendre de télégrammes volontairement confus, le coup est dirigé cette fois-ci surtout contre les anarcho-syndicalistes. Il est fort possible que ce soit la préparation d'une réconciliation entre Negrín-Staline et Franco. Mais il n'est pas exclu que la bureaucratie de Moscou, qui croit que tout peut se régler par le G.P.U., prépare de cette manière une « victoire » qui lui échappe toujours. En réalité elle ne peut que préparer ou le triomphe de Franco, ou quelque dictature

7. Avec ces appréciations sur nombre de ceux qui s'étaient engagés avec lui parmi les premiers, Trotsky commence à dresser un bilan de la première période de lutte pour la construction de la IV^e Internationale.

8. Le gouvernement Negrín venait d'engager une série d'opérations policières destinées à briser les résistances à « gauche », des anarchistes et des socialistes. En août, la division Lister, dont le chef était membre du C.C. du P.C.E., avait occupé l'Aragon, dissous le Conseil d'Aragon, dominé par la C.N.T.-F.A.I. et arrêté les dirigeants anarchistes, dissous les collectivités rurales. Le 21 septembre, à Barcelone, les forces de police gouvernementales avaient donné l'assaut au local barcelonais du comité de défense C.N.T.-F.A.I., *Los Escolapios*, et s'en étaient emparées après plusieurs heures de combat. Negrín s'en prenait désormais, avec l'appui du P.C., aux positions de Largo Caballero dans l'U.G.T.

militaire d'un Miaja⁹ « républicain » qui ressemblera à Franco comme deux gouttes d'eau.

Seuls des imbéciles complets peuvent se faire des illusions sur les objectifs et les méthodes de la clique stalinienne ou de la démocratie négriniste. La lutte entre les deux camps peut très bien cesser d'un seul coup. Cette nouvelle situation dicterait une nouvelle tactique, au service du même but stratégique. Mais en ce moment-ci encore la lutte militaire entre Negrín et Franco continue et la tactique d'aujourd'hui est dictée par la situation d'aujourd'hui.

9. José *Miaja* Menant (1878-1958), officier de carrière, avait été membre de l'organisation des conspirateurs, l'Union Militar Española ; nommé général de brigade par Azaña en 1932, rallié au gouvernement républicain en juillet 1936, il avait été nommé commandant en chef du front de Madrid et président de la Junte de défense. Il avait adhéré au P.C. dont il était une des figures de proue.

[DES PROVOCATIONS DU G.P.U.]¹

(29 septembre 1937)

Chère Mademoiselle LaFollette,

Les récents attentats terroristes en France m'ont semblé très suspects depuis le début. Raser complètement les immeubles de sociétés capitalistes n'a aucun sens, et c'est en même temps dangereux². Un geste désespéré ? D'abord, il y en a trop et, deuxièmement, les bombes, selon les experts de la police, sont d'une qualité exceptionnelle. Mais quel Etat ? L'Allemagne ? L'Italie ? Je ne vois pas bien l'objectif. Peut-être les fascistes français fabriquent-ils des bombes dans les laboratoires militaires français, afin de compromettre la gauche³ ? Possible, mais pas très vraisemblable. Que cherche à prouver de La Rocque⁴ avec semblables bombes ?

Il est plus vraisemblable que ce travail soit fait par le G.P.U., peut-être pas directement, mais par des intermédiaires, agents de deuxième ou troisième catégorie. L'objectif, dans ce cas, pourrait être de compromettre les « trotskystes » français.

1. Lettre à S. LaFollette (8759), traduite de l'anglais avec la permission de la Houghton Library.

2. Cf. n. 11, p. 57.

3. L'intention de l'organisation qui avait commis ces attentats (l'O.S.A.R. dite « La Cagoule ») était d'effrayer les bourgeois en leur faisant croire à un « terrorisme de gauche », afin d'en obtenir des fonds, d'inquiéter l'armée et de mobiliser l'opinion contre la gauche et l'extrême-gauche en leur faisant attribuer ces attentats.

4. François, dit Casimir de *La Rocque* (1886-1946), ancien officier d'active, lieutenant-colonel de réserve, devenu chef de l'organisation d'anciens combattants Les Croix de Feu, avait fait figure de candidat dictateur « fasciste » en France. En fait, depuis le 6 février 1934, il était très décrié parmi les éléments d'extrême-droite qui le soupçonnaient de contacts discrets, mais rémunérateurs avec les autorités; nombre de cagouleurs étaient d'anciens Croix de Feu, qui avaient rompu avec lui pour rejoindre l'organisation clandestine. Mais Trotsky n'était pas du tout au fait des détails des querelles intestines de la droite française.

C'est mon hypothèse. Maintenant, dans le journal russe *Novoie Russkoe Slovo*, de New York, dans le numéro du 22 septembre, on trouve une correspondance de Paris, signée Andréi Sedikh⁵, lequel est également reporter pour le journal de Milioukov⁶ à Paris, *Poslednoie Novosti*. Dans cette correspondance, il analyse de façon très vague diverses hypothèses sur ces attentats terroristes, mais n'en souligne vigoureusement qu'une, celle qui vise les trotskystes. Il écrit :

« Il ne faut pas oublier qu'aujourd'hui l'influence des « trotskystes », dont les méthodes dans la lutte politique sont loin d'être cristallisées, a beaucoup grandi récemment en France. Il est tout à fait indiscutable que les trotskystes, comme des poissons dans l'eau trouble, cherchent de toutes les façons à provoquer des conflits sociaux, tentent de faire éclater des incidents sanglants et compliquent, autant qu'ils le peuvent, le régime intérieur de la France. Qui peut dire ce qu'a été le rôle exact des trotskystes à l'époque des sanglantes émeutes de Clichy⁷ ?

Beaucoup de trotskystes et d'anarchistes, pendant la dernière période, ont renforcé leur travail par des *dinamiteiros* espagnols qui poursuivent leurs propres objectifs. Les ouvriers eux-mêmes doivent maintenant accorder la plus stricte attention aux éléments extrémistes dans leurs rangs et en chasser les provocateurs qui poussent les masses dans le sens de tous les excès possibles. »

Il est difficile de douter que cette correspondance ait été inspirée par le G.P.U., surtout parce qu'Andréi Sedikh, en tant que reporter, est en liaison avec les diverses forces de police et par conséquent prêt à recevoir de telles « inspirations ». Ma supposition initiale a reçu de ce fait une confirmation très

5. Andréi *Sedikh* était le pseudonyme d'un Russe blanc Jacques *Zwibak* (né en 1902) qui était sans aucun doute l'un des plus importants des journalistes de la presse « blanche » en exil.

6. Pavel N. *Milioukov* (1859-1943), professeur d'histoire à l'université de Moscou, leader du parti « cadet » (constitutionnel-démocrate), avait été ministre des affaires étrangères dans le gouvernement provisoire du prince Lvov et provoqué sa chute en insistant pour une « offensive ». Il vivait en exil à Paris.

7. Le 16 mars, à Clichy, les forces de police étaient intervenues très brutalement, faisant cinq morts, contre une contre-manifestation organisée par les partis du Front populaire, de La Rocque ayant essayé de tenir un meeting dans cette localité ouvrière. Thorez avait traité de « sales trotskystes » les contre-manifestants qui demandaient des comptes.

importante. Encore aujourd'hui, je ne suis pas certain qu'elle soit vraie, mais elle devient très probable. En tout cas, il faut suivre cette question avec la plus extrême attention. Le nouvel amalgame peut être dirigé non seulement contre les trotskystes français, mais aussi et même surtout contre Léon Sedov. Car ce serait pour Staline extrêmement précieux que de « trouver » sur le sol français la confirmation de son accusation de « terrorisme » contre les trotskystes.

J'envoie cette lettre à la commission afin que ma supposition puisse être rendue publique si les événements la confirment.

J'ai reçu de nouvelles informations sur l'arrestation de mon ancien secrétaire Erwin Wolf, qui a en qualité de témoin participé à l'enquête. Il était correspondant à Barcelone du journal britannique *News Chronicle*⁸. Il n'a été arrêté la première fois que pour quelques jours. Pendant ses interrogatoires, on dirigeait sur son visage la lumière d'un puissant projecteur : c'est l'une des techniques du G.P.U. pour hypnotiser le détenu et lui arracher les nécessaires « aveux volontaires » (Victor Serge, Ciliga et Tarov⁹ ont mentionné cette méthode dans leurs écrits et leurs dépositions). Puis il a été libéré, afin de lui procurer un sentiment erroné de sécurité et de découvrir ses liaisons et relations. Il a été arrêté une seconde fois le 1^{er} août, la veille de son départ. Il semble qu'il ait totalement disparu. Le consul de Tchécoslovaquie a répondu à M^{me} Wolf¹⁰, qu'il ne pouvait rien, car la police répond : « M. Wolf ? Nous ne savons rien de lui. » C'est tout.

De tels succès en Espagne encouragent naturellement le G.P.U. et permettent l'organisation d'actions terroristes en France et demain aux Etats-Unis.

8. Deuxième erreur de Trotsky sur le nom du journal dont Wolf était le correspondant (cf. n. 13, p. 82). Cette fois, l'erreur peut s'expliquer par le fait que Wolf avait occasionnellement travaillé auparavant pour le *News Chronicle*.

9. Victor Serge (cf. n. 7, p. 57), déporté en 1933, avait été autorisé à quitter l'U.R.S.S. en 1936. Anté Ciliga (né en 1896), Croate, mais de nationalité italienne, membre de la direction du P.C. yougoslave et de l'Opposition de gauche en U.R.S.S., avait été arrêté en 1931, détenu à Verkhnéouralsk, puis déporté, finalement libéré en 1935 après une grève de la faim. Arven A. Davtian, dit A. Tarov (1898-1944), ouvrier mécanicien arménien, ancien officier de l'Armée rouge, emprisonné également à Verkhnéouralsk dans les années 30, avait réussi en 1935 à s'évader en Perse et venait au bout de deux ans d'arriver à Paris.

10. Il s'agit de Hjørdis Knudsen.

[UN BON TRAVAIL !]¹

(29 septembre 1937)

Cher Ami²,

Je vous écris en anglais cette fois car Van est absent en ce moment. Je vous envoie des copies de deux de mes lettres qui peuvent vous intéresser.

Les camarades américains, Sterling et Hansen, viennent d'arriver et Sterling m'a donné quelques informations vous concernant. Il paraît que vous ne quittez pas les Etats le 25 comme prévu initialement, mais que vous resterez deux ou trois semaines de plus. D'après l'explication qu'il donne de la situation, j'ai compris que mon espoir de vous voir ici ne se réalisera sans doute pas.

Le résumé des conclusions que m'a envoyé Goldman me semble excellent. J'ai écrit à Goldman qu'un point supplémentaire me paraît désirable. Je vous envoie une copie de la lettre traitant de cette question.

Malgré le retard, le travail de la commission aura sûrement une énorme importance pour l'avenir. Je suis heureux que vous y participiez, mon ami.

1. Lettre à A. Rosmer (9888), en anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Alfred Griot dit *Rosmer* 1877-1964), correcteur d'imprimerie, ancien collaborateur de *La Vie ouvrière*, puis membre de son « noyau » pendant la guerre, avait été depuis 1915 lié à Trotsky par des liens d'amitié. Il avait été en 1929 l'un des fondateurs de l'Opposition de gauche dont il s'était séparé en 1930. Il avait repris avec Trotsky des relations personnelles en 1936 et lui rendait compte des travaux de la commission de New York où il se trouvait depuis quelques mois.

[LA SECTION BELGE ET LA GUERRE SINO-JAPONAISE]¹

(29 septembre 1937)

Chers Camarades,

Dans *La Lutte ouvrière* belge du 11 septembre 1937, n° 37, je trouve reproduit mon premier interview à la presse bourgeoise, du 30 juillet 1937, sur la question de la guerre sino-japonaise. La rédaction a ajouté à l'interview la remarque suivante : « Cette déclaration n'engage que le camarade Trotsky lui-même. »

Un tel langage est pour chaque lecteur avisé l'expression de divergences fondamentales. Or mon interview ne formule que deux idées : premièrement, les ouvriers révolutionnaires chinois doivent participer avec la plus grande énergie à la guerre contre le Japon ; secondement, pendant cette lutte militaire, les organisations ouvrières doivent rester fidèles à leur programme et garder toute leur indépendance organisationnelle.

A laquelle de ces deux idées se rapporte la réserve si énergique de la rédaction ? Croit-elle que les ouvriers chinois doivent s'opposer à la défense nationale d'un pays colonial contre l'impérialisme envahisseur ? Ou croit-elle au contraire qu'ils doivent, au nom de la défense nationale, abandonner leur activité politique révolutionnaire, à la manière des staliniens ? Il me semble que nous devons exiger de nos camarades dirigeants belges une explication absolument nette sur ce sujet.

1. Lettre au S.I. en français (8051), avec la permission de la Houghton Library.

2. *Œuvres*, 14, pp. 216-217.

[LES ERREURS COMMISES AVEC REISS]¹

(30 septembre 1937)

Chers Camarades,

J'ai envoyé hier à Sneevliet le télégramme suivant :

« ASSASSINAT REISS PAR GPU FACILITÉ PAR FAUSSE POLITI-
QUE SECRET STOP SEULE OUVERTURE IMMÉDIATE CAMPAGNE
PRESSE MONDIALE PEUT SAUVER SA FEMME STOP CONTINUER
TEMPORISER SERAIT FATAL ACTION UNIE NÉCESSAIRE.

LEO »

Quand j'ai reçu la déclaration dactylographiée de Ludwig, contresignée par Sneevliet, j'ai eu l'impression que l'affaire n'avait guère d'importance. La déclaration avait un contenu tout à fait vague, elle était signée d'un nom totalement inconnu et la note de Sneevliet était aussi vague que possible. En d'autres termes, la déclaration était suffisante pour provoquer d'énergiques réactions du G.P.U., mais tout à fait insuffisante pour intéresser l'opinion publique. On ne pouvait lancer l'affaire de façon plus inefficace ni plus dangereuse. Quand Bessedovsky et Agabékov² ont rompu avec la bureaucratie, ils l'ont fait publiquement, de façon ouverte et agressive, et c'est seulement par cette façon de procéder qu'ils ont sauvé leur vie. Reiss avait entre les mains des matériaux sur les procès de Moscou. La première déclaration courageuse de lui : « J'étais jusqu'à aujourd'hui un

1. Lettre au S.I. (8052), traduite de l'anglais avec la permission de la Houghton Library.

2. Grigori Z. *Bessedovsky* (né en 1896) et Iouri *Agabékov* (1895-1937), le premier « diplomate » à Paris, le second « résident » en Perse puis en Turquie, avaient tous deux choisi de faire défection à grand tapage, devant la presse, etc. Bessedovsky avait sauté le mur de l'ambassade de la rue de Grenelle.

agent responsable du G.P.U. Je connais les secrets des procès de Moscou. Je les ferai connaître à l'opinion publique mondiale etc. », aurait fait connaître son nom au monde entier et aurait rendu politiquement impossible son assassinat. Je n'ai absolument pas pu comprendre pourquoi une affaire d'une importance aussi considérable demeurerait une petite affaire privée entre Reiss et Sneevliet, au lieu de devenir tout de suite une affaire de la IV^e Internationale. Si j'avais reçu là-dessus une petite information il y a seulement deux mois, elle aurait été non seulement d'une immense valeur pour l'enquête de New York, mais, j'en suis sûr, elle aurait sauvé la vie de Reiss. Malheureusement, il est impossible de corriger les erreurs qui ont été commises. Il s'agit maintenant de ne pas les répéter avec la veuve de Reiss. Il faut absolument qu'elle fasse une déclaration nette et courageuse pour la presse mondiale, avec publication de sa photo dans les journaux les plus importants. C'est la seule manière de sauver sa vie et de servir la cause. Il faut la convaincre que des considérations secondaires de prudence totalement fallacieuse doivent être balayées. Naturellement, je suis prêt à tout faire pour l'aider à entrer en rapports avec la presse américaine. Je crois qu'elle serait bien payée pour une série d'articles, mais la première chose à faire, c'est de faire connaître ouvertement son identité politique. C'était le sens de mon télégramme à Sneevliet. Je lui envoie copie de cette lettre.

[DACTYLO ET AVANCEMENT DU TRAVAIL]¹

(30 septembre 1937)

Cher Camarade Walker,

Je réponds à votre lettre du 23 septembre. Je ne crois pas que, si Doubleday Doran refuse le livre sur l'Espagne, je pourrais le proposer à d'autres éditeurs, parce que ce serait abuser de la patience, ou mieux, de l'impatience de Doran.

La situation est maintenant compliquée, comme vous le savez peut-être, par le mariage rapide, inattendu de ma dactylo russe. Tout septembre, je suis resté sans dactylo russe. Mon travail sur le livre sur Lénine, c'est-à-dire mon travail fondamental, a été interrompu. Après des recherches désespérées et futiles au Mexique et jusqu'aujourd'hui aux Etats-Unis, j'ai envoyé un câble à Paris et reçu hier de mon fils une réponse négative. Les recherches continuent. Une dactylo américaine, russe de naissance, apprend en ce moment spécialement la dactylographie en russe. Mais que sera le résultat ? Je n'ai jamais cru qu'un mariage pouvait être aussi catastrophique dès le premier jour, ... il est vrai que c'est pour un tiers.

J'ai consacré tout le mois de septembre à l'étude de matériaux sur la révolution espagnole. J'ai sur mon bureau des centaines de journaux, de bulletins, de lettres, de pamphlets, analysés et annotés. Je continue ce travail parce que tout autre est impossible. Quand la dactylo russe arrivera finalement (j'espère en octobre), ce serait une pitié d'abandonner tout ce travail préparatoire. Il me semble que, sur la base de ce matériel,

1. Lettre à C. M. Walker (10171), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

je pourrais dicter en un mois ou six semaines un livre tout à fait à jour, qui contiendrait, non seulement une analyse générale de la révolution espagnole dans son développement, mais aussi une impitoyable accusation contre la direction stalinienne de la révolution comme l'attitude des soi-disant démocraties européennes. Si Doran était enclin à ne choisir qu'un livre dans l'alternative : le livre sur l'Espagne ou l'autobiographie, je préférerais renvoyer à une autre année l'autobiographie et publier tout de suite le livre sur l'Espagne.

On peut me demander pourquoi je n'emploie pas mes vacances involontaires à préparer des matériaux pour mon livre sur Lénine. Ma réponse est que tous les matériaux sont prêts. Ils sont non seulement copiés, mais classés dans des dizaines de dossiers. Deux chapitres importants sont rédigés. Pour continuer ce travail, il me faut absolument une dactylo russe. C'est pourquoi je consacre la pause à étudier l'Espagne. Vous expliquerez naturellement à l'éditeur la situation telle qu'elle est. Dans la mesure où j'ai consacré du temps à la misérable falsification de Moscou, je me suis trouvé sous la pression de la *force majeure*². Le mariage de ma dactylo est aussi une petite *force majeure*². Mais, tant que mon travail dépend de ma propre volonté, je ne puis agir dans cette affaire qu'en plein accord avec Doran. C'est pourquoi le sort du livre espagnol est entre vos mains. Ainsi que je vous l'ai écrit, je suis prêt à remettre le manuscrit à Doran ; même sans avance : j'espère que la vente serait assez bonne pour m'assurer la possibilité de travailler au livre sur Lénine.

Je vous remercie d'avance pour votre précieuse intervention dans cette affaire.

P.-S. Au cours de l'année dernière, j'ai été interrogé de différents côtés sur la possibilité d'une nouvelle édition de mon livre *Littérature et Révolution*. Il a disparu du marché depuis longtemps et naturellement International Publishers³ ne le publiera pas. L'éditeur de *Common Sense* m'a dit, il y a deux ou trois jours, que beaucoup de souscripteurs l'avaient questionné sur ce livre. Les droits ne sont pas entre les mains d'International Publishers, mais entre mes mains. Ils ont publié le livre sans aucun contrat avec moi. Je ne sais qui fut le traducteur, mais, s'il

2. En français dans le texte.

3. Maison d'éditions contrôlée par le P.C. américain.

appartient à l'équipe stalinienne, il n'y aurait aucune difficulté pour une traduction nouvelle, et meilleure. Je serais heureux de concentrer tous mes livres aux mains d'un seul éditeur. Dans ce cas, il faudrait un plan de publication. Pouvez-vous suggérer cette idée à Doubleday Doran ?

[INQUIÉTUDE POUR MADAME REISS]¹

(30 septembre 1937)

J'espère que l'attention qui se concentre sur cette affaire va dissuader le G.P.U. d'assassiner M^{me} Reiss. Cependant, s'ils l'assassinent, ce sera aussi inutile que le meurtre de son mari, puisque leurs documents sont maintenant dans des mains sûres et seront éventuellement publiés.

Reiss était un agent du G.P.U. qui opérait en Grande-Bretagne, Suisse et Hollande. Quand il reçut l'ordre de préparer des accusations le concernant lui-même, Sedov et d'autres, il rompit avec le G.P.U. et le Comintern, renvoya sa décoration de l'Ordre du Drapeau Rouge, et écrivit en même temps à ses vieux amis à l'étranger en les pressant de quitter leur service.

Un agent — une femme — résidant à Rome et que Reiss avait engagée des années auparavant² reçut l'ordre de se rendre à Lausanne et de l'attirer pour un dîner dans un restaurant de la périphérie. Quand ils sortirent, une voiture arrivait. Reiss fut assommé, hissé dans la voiture, plus tard jeté sur la route avec dix balles dans le corps.

Je suis très inquiet sur le sort de M^{me} Reiss, dont l'adresse n'est pas révélée pour des raisons évidentes.

1. Déclaration à la presse, *Socialist Appeal*, 9 octobre 1937, traduite de l'anglais.

2. Il s'agit de Gertrud Schildbach, cf. n. 2, p. 187.

RÉPONSE A DES QUESTIONS ¹

(1^{er} octobre 1937)

1. Qui peut faire front devant le Japon? La Grande-Bretagne? Les Etats-Unis? L'Union soviétique? La Grande-Bretagne n'est pas prête et elle est très concernée par la situation en Europe. Elle évite toute initiative décisive en Europe en considération de la situation en Extrême-Orient, et en Extrême-Orient du fait de la situation en Europe. Tout son empire est tout à fait affaibli par cette contradiction interne dans la situation. Il est tout à fait certain que si le Japon l'emporte, tous les pays européens seront chassés de Chine². C'est précisément pourquoi la Grande-Bretagne ne peut pas avoir une politique d'accord permanent avec le Japon.

Un accord avec les Etats-Unis contre le Japon? Mais cela signifie la guerre. Les Etats-Unis sont un pays très puissant, je dois le reconnaître, mais très faible contre le Japon, parce qu'ils n'ont pas de base sur le continent asiatique. L'unique possibilité pour déclencher une guerre contre le Japon passe par une alliance militaire avec l'Union soviétique. C'est une question qui se posera à l'avenir. Toute la flotte du Pacifique n'est qu'une préparation au conflit à venir. Aujourd'hui Washington ne peut pas faire front contre le Japon.

L'Union soviétique dépend plus que tout autre pays de la situation en Europe. Si la France conclut un accord militaire avec l'Union soviétique contre le Japon, et si elle a le soutien de la Grande-Bretagne, c'est seulement dans ce cas que l'Union

1. Réponse à des questions de militants américains (T 4215), traduites de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Rappelons que dans le cours du XIX^e siècle, les puissances européennes s'étaient en quelque sorte « partagées » la Chine en s'y taillant des concessions qui constituaient autant d'atteintes à sa souveraineté nationale. La Chine dépecée était en quelque sorte une colonie « collective » des puissances européennes.

soviétique pourrait se permettre d'affronter le Japon. Et se poserait la question de la situation internationale. Maintenant, il y a une nouvelle orientation de la politique britannique vers un accord avec l'Italie, et, par l'intermédiaire de l'Italie, avec l'Allemagne, vers une domination des quatre puissances européennes, excluant l'Union soviétique³. Le danger militaire de l'Allemagne et de la Pologne soutenues par l'Italie est considérable, et je ne crois pas que, dans cette situation, l'Union soviétique osera faire front contre le Japon. Au contraire, je crois que le Japon a commencé le nouveau conflit en Chine avec l'accord tacite de l'Union soviétique. C'est-à-dire que l'Union soviétique a dit : « Si vous nous laissez seuls, vous pourrez faire ce que vous voudrez en Chine. » Je crois que Moscou se satisfait de cette situation qui signifie la paralysie des forces militaires japonaises contre l'Union soviétique. Tout ceci n'est pas mathématique, mais un coefficient d'éléments hypothétiques.

Une intervention militaire directe de la part de l'Union soviétique ou des puissances européennes est très improbable, sinon totalement exclue. C'est pourquoi le développement en Extrême-Orient dépendra des forces militaires du Japon et de la Chine et de leur situation intérieure. Nous devons considérer ce développement du point de vue du long terme. Il est absolument exclu que le Japon puisse non seulement conquérir, mais aussi dominer la Chine. Même la conquête de la Corée et celle de la Mandchourie ont affaibli militairement le Japon. La Mandchourie d'aujourd'hui n'est pas celle du début du siècle, avec seulement sept millions d'habitants. Elle en a maintenant trente millions et une paysannerie habituée aux guerres de guérilla. Ils peuvent être armés à tout moment par l'ennemi, Russie ou Chine. La Chine elle-même est un pays de 450 millions d'habitants — une population très dense. Il n'y a aucun endroit pour une émigration japonaise. Voyez les difficultés que la Grande-Bretagne connaît aujourd'hui aux Indes. A l'époque du déclin du capitalisme, des conquêtes aussi gigantesques que celle de la Chine sont impossibles. C'était possible de conquérir l'Éthiopie, pas la Chine. Au moment où la Grande-Bretagne est sur le point de perdre l'Inde, le Japon, qui n'est pas la Grande-Bretagne, ne peut pas conquérir la Chine.

Il faut prendre aussi en considération la situation intérieure du Japon — pays gros d'une révolution sociale. Les diplomates

3. Trotsky définit la politique qui allait se concrétiser moins d'un an plus tard à l'occasion de l'accord de Munich.

du monde, qui ne sont pas armés du marxisme, ignorent à quel point le Japon est en train d'approcher d'une explosion interne. Prenez la situation agraire : la moitié de la population est constituée de paysans et possèdent moins d'un demi-hectare de sol en moyenne. Le soldat — le même paysan et ouvrier — et la caste militaire ont des attitudes différentes. Et puis il y a les vieux militaristes traditionnels et les nouveaux éléments petits bourgeois qui sont des fascistes militarisés et veulent établir un régime antisocialiste « anticapitaliste », et sont pour la conquête de toute la planète. Toutes ces contradictions doivent exploser. La situation en Extrême-Orient provoquera une grande explosion au Japon et la résistance de la Chine opérera encore plus. C'est pourquoi on peut être assurés qu'en même temps que Moscou pousse le Japon contre la Chine, il aide la Chine à résister au Japon. Jusqu'à présent, la Chine a montré une remarquable capacité de résistance au Japon, mais, d'un point de vue militaire, les Japonais sont évidemment supérieurs.

Le Japon atteindra-t-il ses objectifs immédiats ? Cela dépend des limites qu'il se donnera. S'il cherche seulement à obliger la Chine à reconnaître la conquête de la Mandchourie et la domination des cinq provinces du Nord par les agents militaires japonais — il est possible qu'il réussisse. Il est également possible que la Grande-Bretagne conseille à la Chine de céder afin de s'assurer un répit. On peut dire que, politiquement, Nankin⁴ est à 51 % un instrument entre les mains de Londres, et, bien que cette dernière se réjouisse de la résistance de la Chine, elle craint que celle-ci ne soit brisée par le Japon et conseille donc à la Chine de laisser faire. C'est en ce sens qu'un armistice est possible. Il y a deux partis, non seulement au Japon, mais au sein de sa caste militaire dirigeante, et l'un d'eux, celui des jeunes officiers⁵, a pour programme d'aller jusqu'au bout. Le budget militaire du Japon en temps de paix se monte à 50 % du budget total. C'est l'une des raisons du conflit interne.

Si l'on prend 100 comme indice de la production industrielle pour 1929, dernière année de la prospérité, le Japon manifeste une croissance fantastique, de 100 pour 1929 à 151 pour 1936. C'est dû intégralement aux entreprises militaires. Voyez le contraste entre le budget militaire augmentant sans cesse et la

4. C'est à Nankin que s'était installé le gouvernement de Tchiang Kai-chek.

5. Les « sociétés militaires » dont la plus célèbre était la *Sakurakai* fondée en 1930, présentaient un certain caractère fascinant : nationalisme, anticapitalisme verbal, racisme, culte de la violence, etc.

terrible situation des masses laborieuses, surtout la paysannerie. En prenant toujours 100 pour 1929, on voit que les Etats-Unis, en 1936, sont à 88, et aujourd'hui, 95, 97, 99. En même temps, en Allemagne, c'est 105-118, encore à cause de l'industrie militaire, du budget militaire, du réarmement. Je ne peux rien dire de l'Italie, car Mussolini ne dit rien : c'est un secret d'Etat et les statistiques s'arrêtent en 1935. En France, l'indice pour 1936 était de 70 et aujourd'hui — commencement et fin à la fois de la « prospérité » — 73-75.

Il n'y a qu'en Grande-Bretagne qu'il y ait une croissance indiscutable, mais elle n'est rien en comparaison de celle du Japon. Si l'on prend encore 100 pour 1929, l'indice en Grande-Bretagne est de 116 pour 1936 et de 120 à 123 pour 1937. C'est le résultat de l'introduction du protectionnisme, de l'abandon de la liberté du commerce. Mais ce n'est qu'une croissance temporaire parce que les industries protégées vont se développer jusqu'au point où elles répondront aux besoins du marché, et il semble que ce point soit atteint. Si on compare tout cela avec l'Union soviétique en prenant encore 100 pour 1929, l'indice pour 1930 est de presque 200, de presque 300 pour 1935 et pour cette année d'environ 400 et plus. Je n'ai pas excessivement confiance dans les statistiques et il est possible que, si on introduit dans ces chiffres les corrections nécessaires — prix, productivité, etc. —, on arrive à la conclusion que ces résultats ont été doublés par des manipulations statistiques; mais, en tout cas, la croissance est incomparablement plus grande que même au Japon. Il serait intéressant sous cet angle de donner des chiffres qui concernent la France. Prenant l'indice 100 pour 1929 (à peu près identique à celui de 1913, l'année précédent la guerre), on découvre qu'il était de 140 en 1923 (c'était l'époque des réparations allemandes, avec leurs importants paiements). On ne doit pas oublier non plus que les Français ont gagné dans la guerre des provinces très riches. Pour 1924, l'indice était de 184, alors que, pour 1936, il était retombé au chiffre de 1908. En dépit des réparations allemandes et de deux riches provinces industrielles, le niveau industriel de la France est inférieur à celui d'avant la guerre. Cette année il atteindra peut-être le niveau d'avant-guerre. Le fait que cette puissance capitaliste victorieuse ne puisse pas produire au niveau où elle produisait avant la guerre est la preuve que le déclin du capitalisme n'est pas une simple phrase.

C'est du plus grand intérêt pour l'Union soviétique que d'impliquer le Japon dans un conflit avec la Chine, et, pour y parvenir, elle doit aider l'un et l'autre. Bien sûr, le Japon n'a pas

besoin d'une « invitation » de l'Union soviétique. On doit aussi comprendre que la diplomatie officielle de Tokio n'a pas la moindre confiance dans ce que dit Moscou, pas plus que Moscou n'a confiance en ce que dit Tokio. Mais le Japon a tâté le terrain en s'emparant des îles de l'Amour dès avant l'invasion de la Chine. Moscou a protesté, mais a battu en retraite⁶. Ils ont donné l'assurance au Japon qu'ils ne voulaient pas ou qu'ils n'étaient pas prêts à s'engager dans un conflit armé. Litvinov a proféré des menaces contre le Japon, mais, si on analyse son discours, on s'aperçoit que Moscou disait qu'il ne ferait rien pour s'opposer au Japon⁷. La phraséologie de fanfaronnade n'était destinée qu'aux journaux de Moscou : une concession aux sentiments patriotiques des ouvriers soviétiques. Mais en réalité, il disait : « Si vous vous bornez à ces vols mineurs et rien de plus, nous serons tolérants, et, si vous dirigez vos forces contre la Chine, naturellement nous resterons tranquilles. »

Il a ainsi assuré au Japon qu'il n'entendait pas s'allier militairement à la Chine contre lui. Le Japon a également prévu que la Russie aiderait la Chine en sous-main en lui envoyant des avions et du matériel de guerre, mais pas une armée. Le Japon a évalué l'ensemble de la situation et a jugé possible d'envahir la Chine. C'est amusant, mais, en politique, les deux adversaires spéculent sur la même chose : le Japon croit que, dans une perspective à long terme, il se renforcera en Chine et qu'il pourra, dans trois ou quatre ans, s'opposer à une intervention militaire de l'Union soviétique en Chine. Par ailleurs, la Russie pense qu'en s'engageant en Chine le Japon lui donne un répit.

Je ne sais si vous êtes au courant de la grande discussion qui se déroule ici sur la question de la Chine. Eiffel⁸ m'a attaqué à cause d'une interview sur le conflit sino-japonais, dans lequel j'ai parlé de la nécessité pour les révolutionnaires, sans renoncer à leur indépendance politique, de participer à la lutte contre le

6. Les troupes soviétiques avaient occupé le 21 juin deux îlots dans l'Amour, le long de la frontière du Mandchoukouo. Il y avait eu deux jours de combat. Les troupes soviétiques avaient évacué le 4 juillet les îles dont l'une avait été réoccupée le 6 par les forces pro-japonaises du Mandchoukouo. Moscou n'avait pas insisté, bien qu'ayant affirmé le 29 juin que ces îles étaient « territoire soviétique ».

7. Trotsky fait ici allusion au discours prononcé à l'assemblée générale de la S.D.N. le 21 septembre par le commissaire aux affaires étrangères, Maksim M. Wallach, dit *Litvinov* (1876-1951) qui occupait ce poste depuis 1930.

8. Paul Eiffel (cf. n. 3 p. 167) animait un petit groupe de militants qui avaient quitté la Ligue mexicaine sur sa gauche.

Japon⁹. Eiffel s'est opposé à cette idée. Il a dit : « Nous devons être défaitistes en Chine. » Dire qu'en Chine, pays semi-colonial, nous pouvons être défaitistes, est une stupidité politique complète et même une trahison.

C'est comme si nous disions que nous ne pouvons participer à une grève contre Ford¹⁰ parce que c'est Green¹¹ qui la dirige. Pouvons-nous faire totale confiance à Green ? Non, mais nous devons dans cette grève être les meilleurs grévistes. Et évidemment nous nous préparons à renverser Tchiang Kai-chek¹². Si on peut, qu'on le remplace. Mais si on ne peut pas, on doit participer à la lutte contre le Japon tout en le combattant *politiquement*. Au Japon nous attaquons le militarisme japonais parce qu'il fait la guerre, mais en Chine nous attaquons Tchiang, pas parce qu'il fait la guerre, mais parce qu'il la fait flegmatiquement, parce qu'il ne se donne pas les moyens nécessaires pour mener à bien la confiscation des industries japonaises, des banques, des chemins de fer, etc. Autrement, ce serait comme si nous attaquions Green pour avoir commencé la grève et non pas pour la mener avec suffisamment d'esprit militant. Ce qui compte pour nous, c'est la mobilisation des masses révolutionnaires sous notre drapeau, parce qu'elles constituent le seul facteur historique qui puisse nous assurer la victoire. Mais nous nous situons intégralement sur la base de la guerre et y participons activement.

2. On peut commencer en affirmant que la future guerre n'aura pas lieu, en aucun cas, entre les nations « démocratiques » et les nations fascistes. Il peut apparaître aujourd'hui qu'il en sera ainsi : on a d'un côté l'Allemagne, l'Italie, le Japon et la Pologne. (C'est tout à fait faux de qualifier le Japon de fasciste, mais pour l'instant on peut accepter cette caractérisation stalinienne vulgaire.) De l'autre côté il y a l'Angleterre, la France, l'Union soviétique — je ne sais pas si cette dernière est un pays « démocratique » mais, pour simplifier, on peut accepter aussi

9. Cf. *Œuvres*, 14, pp. 216-217.

10. Henry Ford (1863-1947), le célèbre industriel de l'auto symbolise ici le grand capital américain.

11. William Green (1873-1952) avait succédé à Gompers à la présidence de l'A.F.L. Il était connu pour se glorifier de n'avoir jamais appelé à faire grève ni fait grève lui-même.

12. Tchiang Kai-chek (cf. n. 4, p. 68) était le chef du gouvernement de Nankin et aussi l'homme qui avait exterminé les communistes dans les villes à partir de 1927 puis lancé des expéditions meurtrières contre les « zones rouges » des montagnes.

cette caractérisation. Les Etats-Unis coopèrent aux côtés de cette dernière combinaison.

Mais tout cela n'est qu'illusion d'optique. Sont devenus fascistes ceux des pays capitalistes qui avaient les contradictions les plus aiguës. L'Italie, l'Allemagne, le Japon sont caractérisés par l'absence de matières premières et le manque de colonies. En face, se trouvent des pays gavés de colonies et de ressources naturelles — des pays comme l'Union soviétique et les Etats-Unis. Historiquement, les raisons pour lesquelles c'est l'Italie et pas la Grande-Bretagne qui est devenue fasciste, sont très claires. L'Allemagne, l'Italie et le Japon cherchent de nouvelles possessions. Elles veulent faire sauter le *statu quo* tandis que l'Angleterre et la France défendent leurs vols légalisés. Cependant, l'Angleterre et la France ne défendent le *statu quo* qu'en temps de paix. La Grande-Bretagne, comme la France, cherchera un meilleur partage quand la guerre aura éclaté. Cela dépendra du rapport des forces, mais pas de leur forme « démocratique ». Pour l'Italie, l'unique question est la suivante : l'emportera-t-elle avec la Grande-Bretagne contre l'Allemagne, ou avec l'Allemagne contre la Grande-Bretagne ?

A cet instant précis, il est très difficile de prévoir les alignements des puissances dans la prochaine guerre. Nous n'en sommes plus au « bon vieux temps » de l'Alliance germano-austro-hongroise-italienne et de l'Entente de la France et de la Russie tsariste avec l'énigmatique sympathie de la Grande-Bretagne. Avant que la guerre éclate, tout le monde savait que ce serait une guerre entre ces deux camps — que le reste aurait à choisir un axe ou l'autre. Même les Etats-Unis ont été obligés de choisir l'un de ces axes, malgré leur « neutralité désintéressée ». Néanmoins l'Italie a changé de camp. Aucun diplomate aujourd'hui ne sait ce que sera l'alignement : ce n'est pas un paradoxe, mais une réalité.

Une alliance entre Hitler et Mussolini ? Ils n'ont rien à se donner l'un à l'autre. Si la guerre éclate entre la France et l'Allemagne, l'Italie ne peut pas se ranger du côté de l'Allemagne : elle n'est qu'un misérable enjeu exposé à la flotte aérienne et navale. Et quelle aide l'Allemagne peut-elle lui apporter ? Mais pourquoi leur alliance actuelle ? Ce n'est qu'un bluff, un bluff contre la Grande-Bretagne. Le plan original de Hitler, son vieux plan, c'est de gagner contre la France l'amitié de la Grande-Bretagne. Mais la Grande-Bretagne ne se rangera pas avec Hitler contre la France. Elle agit en arbitre. La Grande-Bretagne est une petite île, aussi exposée que l'Italie à l'aviation.

C'est là la raison du fantastique programme de réarmement. Hitler dit à la Grande-Bretagne : « Vous êtes à la portée de mon aviation ; l'Italie est votre adversaire en Afrique. Nous pouvons nous arranger si vous êtes contre l'Union soviétique et la France. » Si Hitler échoue, si la Grande-Bretagne, du fait de la contradiction de ses intérêts en Extrême-Orient, en Méditerranée, ne se range pas avec l'Allemagne, elle peut se tourner vers Staline. Il existe aussi une possibilité que la situation interne de l'Union soviétique, d'un côté, le manque de préparation de la France à une alliance militaire avec l'Union soviétique, de l'autre, puissent pousser Staline à une alliance avec Hitler. C'est une possibilité, et personne, aujourd'hui, ne peut prédire ce que sera le réel alignement des puissances. Cela reflète les terribles contradictions de cette époque impérialiste.

Il est possible que la guerre en Extrême-Orient soit le véritable commencement de la guerre mondiale. L'intervention des Etats-Unis n'est possible qu'en alliance avec l'Union soviétique. La guerre commencera et incorporera de plus en plus de nouvelles puissances. Il est probable que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne seront dans des camps opposés. Mais les Etats-Unis et la Grande-Bretagne peuvent également être dans le même camp, et la Grande-Bretagne peut encore être complètement battue par les Etats-Unis. Cela a été vrai dans une certaine mesure pendant la dernière guerre. Les Etats-Unis étaient dans l'Entente, l'Italie en est sortie comme un pays vaincu. La France et la Grande-Bretagne en sont également sorties dans une certaine mesure comme des pays vaincus et le seul vainqueur a été les Etats-Unis. La nouvelle guerre se terminera par la désintégration totale de l'Empire britannique. La nouvelle guerre aura cette signification, comme la dernière a signifié la désintégration de l'Empire austro-hongrois. Les Etats-Unis domineront alors un monde en ruines, à moins que n'intervienne un autre facteur, le prolétariat.

3. Economiquement, il est parfaitement possible que le marché russe puisse être conquis par les pays capitalistes. La productivité est plus basse en Russie qu'aux Etats-Unis et les prix des marchandises sont supérieurs à ceux des pays capitalistes avancés. C'est pourquoi le capitalisme peut conquérir son marché. Par des méthodes économiques pacifiques, par des produits à bon marché, il ne pourrait pourtant détruire l'économie dite « socialiste ». Mais la question n'est pas seulement économique, mais aussi politique et militaire. Il est impossible sans une guerre d'organiser une invasion du marché soviétique

par les marchandises capitalistes, et c'est pour cela que la question est politique.

Si la nouvelle guerre se terminait par la victoire des pays capitalistes, c'est-à-dire sans victoire de la révolution prolétarienne, il serait non seulement possible, mais inévitable, que le marché russe soit conquis. Non seulement l'Empire britannique se désintégrerait en tant qu'empire, mais l'Union soviétique périrait également en tant que système social. En tant que pays arriéré, elle céderait devant l'invasion des pays capitalistes plus forts et plus développés. J'ai lu dans le *Temps* un article intitulé « Réalités », qui dit : « Voulez-vous la guerre ? Ne comprenez-vous pas que ce sera une guerre sans vainqueurs ni vaincus, mais un prélude à la révolution sociale ? » Et l'on entend dans tous les discours de Hitler : « Me prenez-vous pour un fou ? Je ne veux pas de la guerre, car elle ne servira qu'aux bolcheviks. Nous comprenons parfaitement que la prochaine guerre produira des révolutions plus puissantes que la dernière. »

4. La chute des affaires aux Etats-Unis n'est pas très importante, mais la baisse à la Bourse de New York est bien plus importante en tant que symptôme. Il y a eu deux ou trois baisses terribles à la Bourse et elles signifient que les gens qui dirigent les affaires mondiales prévoient les symptômes d'une grave crise. Les zigzags dans les affaires et les crises ne sont pas des antipodes. Après cette convulsion, la ligne des affaires peut grimper, mais elle ne peut pas être une ligne assurée, seulement une ligne hésitante, et puis une nouvelle crise terrible, plus terrible que la crise de 1929. Et tout cela est lié au programme de réarmement. Aux Etats-Unis, Roosevelt aussi a la possibilité d'essayer par les méthodes du New Deal d'utiliser le programme d'armement pour des objectifs conjoncturels¹³.

En Europe, la « prospérité » est complètement liée au programme de réarmement. Après le gros effondrement de New York, il y a deux ou trois semaines, la presse de Londres, se référant aux réactions des milieux d'affaires des Etats-Unis, disait : « Nous ne pouvons comprendre pourquoi ils sont si nerveux. » Dix jours après, c'était l'effondrement à Londres. Cela prouve que ce n'est pas un accident, qu'il existe une raison organique et cette dernière est évidente. Avec la croissance de la

13. Franklin Delano *Roosevelt* (1882-1945), président des Etats-Unis depuis 1932, avait inauguré la politique du « New Deal » (Nouvelle donne) pour conjurer la crise ; mais, suivant l'expression d'Art Preis, historien du C.I.O., le « New Deal » se transformait alors en « War Deal » (Donne de guerre).

population et de la technique, on a néanmoins un pouvoir d'achat identique des masses — des contradictions plus aiguës qu'avant la guerre. Les programmes de réarmement ne créent qu'une prospérité fictive. Ces programmes seront achevés en Allemagne, en France, en Grande-Bretagne dans les deux ou trois prochaines années — ils ne peuvent dépasser cette durée. Ce n'est pas le budget ordinaire, mais un effort financier extraordinaire. Dans un an, les bourses seront nerveuses, et, comme une jeune fille innocente, se demanderont pourquoi : elle prétend ne pas savoir ce qui lui est arrivé, mais elle le sait bien.

L'approche d'une nouvelle crise créera pour le Comintern une situation impossible et une bonne situation pour nous. Toutes les contradictions s'aggraveront, les Fronts populaires s'effondreront, il ne restera que les réalités, et nous sommes un parti des réalités. Nous sommes les seuls à pouvoir donner aux ouvriers une appréciation de ce qui arrive. Nous sommes les seuls à devoir expliquer la situation aux masses ouvrières — non seulement sur le plan sociologique, mais comme elles la vivent et la ressentent. C'est cela qui nous manque. Nous pouvons donner, en tant que marxistes, une bonne explication, mais pas dans les termes que les masses vivent et ressentent. Mais nous l'apprendrons.

5. J'ai reçu aujourd'hui un tableau statistique intéressant sur les conflits sociaux et les grèves en France en 1936-1937. Je vais citer ce qui concerne l'année 1936, mois par mois à partir de janvier, en chiffres ronds. En janvier, 9 000 ouvriers sont impliqués dans des grèves, puis 12 000, 13 000, 14 000, et en juin 1 830 000. Puis viennent 180 000, 160 000, 135 000, 66 000, 55 000, 43 000. Ce sont les chiffres officiels, qui ne comportent pas ceux de l'agriculture et évaluent probablement en moins le nombre des grévistes. Mais la tendance générale est claire. Blum a promulgué sa législation sociale, qui est basée sur les deux millions de grévistes. Dans la seconde moitié de 1936, on a les grèves sur le tas : en juin, 9 000 usines occupées par les ouvriers, appartenant à pratiquement toutes les industries importantes. Puis on a 600 usines occupées, puis 200, etc. diminuant chaque mois jusqu'en décembre où il n'y avait plus que 79 usines occupées par les ouvriers.

Blum a fait son travail ; il a apaisé les ouvriers en leur donnant quelques réformes que n'importe quel gouvernement aurait accordées dans ces conditions. Mais avec Blum, cela a été réalisé par le compromis et la trahison. Dans le premier mois de 1937, nous voyons qu'il n'y a que 9 000 grévistes, en février 11 000, en mars presque 13 000. Cela montre une augmentation,

pas importante, mais qui indique peut-être une tendance nouvelle. Nous n'avons plus de chiffres pour les mois suivants. Mais ce que nous avons signifié une situation turbulente socialement et psychologiquement — un symptôme infaillible d'une situation prérévolutionnaire. Il y a en outre la croissance du parti socialiste de 100 000 à 200 000 membres, du P.C. de 40 000 à 300 000, des Jeunesses communistes de 15-20 000 à 100 000. Le *Populaire* a vu son tirage passer de 100 000 à 300 000, l'*Humanité* de 150 000 à 400 000.

Après son effort en matière de législation sociale, Blum a proclamé une « pause¹⁴ ». Il était fatigué de cet effort et son besoin de repos s'explique très clairement par l'augmentation des grèves. Il a utilisé la « pause » pour arrêter la machine législative. Cette « pause » continue aujourd'hui. En même temps, il y a la dévaluation officielle, l'inflation non-officielle et une terrible hausse du coût de la vie. Tout ce qui a été gagné à travers les grèves victorieuses et la législation sociale est annulé par la hausse du coût de la vie. Ainsi le niveau de vie est-il inférieur à ce qu'il était avant Blum — les salaires ayant augmenté de 25 % pendant que les prix augmentaient de 35 %. Une nouvelle explosion est absolument inévitable.

La puissante machine du P.S., du P.C. et des syndicats est assez forte pour arrêter le mouvement des masses et produire une pause, mais elle ne peut réduire à néant la logique de la situation et l'activité des masses. Ainsi nous aurons en France une période très agitée, surtout si l'inflation continue, et c'est presque certain. C'est pourquoi j'ai dit il y a deux ans que c'était une situation prérévolutionnaire. On ne peut rien prédire avec précision mais la direction générale est parfaitement claire. Je pense que même une défaite en Espagne peut avoir un effet révolutionnaire sur la France parce que les ouvriers se diront : « Nous ne subirons pas une autre défaite. » Mais la question d'un parti révolutionnaire reste ouverte. Nous avons une organisation qui est capable de lancer des mots d'ordre corrects et sait maintenant apprécier les événements, mais ce n'est pas une organisation de masse.

6. Il est bien difficile de voir ce qui se passe maintenant en coulisses, mais on peut supposer que l'Allemagne ne peut avoir les mêmes intérêts en Espagne que l'Italie. L'intérêt suprême de l'Allemagne, c'est de gagner l'amitié de la Grande-Bretagne :

14. Léon Blum, qui, en tant que socialiste, présidait le gouvernement français de Front populaire, avait lancé le 13 février 1937 un appel à « la pause », c'est-à-dire la fin des revendications et des réformes.

c'est la ligne fondamentale de Hitler — même s'il doit la réaliser au prix de l'Italie. Les intérêts de l'Italie et de l'Allemagne ne sont absolument pas identiques. L'Italie comprend qu'elle ne peut pas avoir l'Espagne comme butin, parce que la Grande-Bretagne ne le lui permettra jamais. C'est pourquoi les deux camps ont compris qu'ils doivent ou bien se faire immédiatement la guerre, ou bien trouver un compromis. Il y a deux jours, il y a eu dans la presse un télégramme très intéressant sur la prochaine session des Cortes à Valence¹⁵. Il y a maintenant à Valence de plus en plus de députés de droite. Maura¹⁶, par exemple, était en France pendant toute la guerre civile, et il revient maintenant en qualité de député. Et Prieto¹⁷ aussi. Je crois que la France et la Grande-Bretagne les ont envoyés pour préparer une réconciliation. La guerre serait arrêtée pour permettre au peuple espagnol de s' « auto-déterminer » — on tiendrait quelque élection-bidon comme prétexte à un armistice. Franco a accepté la proposition et, si l'armistice était conclu, il lui serait difficile de recommencer la guerre. Il s'agirait d'un armistice non seulement pour l'évacuation des troupes italiennes et allemandes, mais afin d'arrêter la guerre par des élections fictives.

7. L'Italie ne peut pas entrer dans une guerre contre la Russie. L'Italie est un animal maritime, la Russie un animal continental. L'Allemagne n'est pas prête ; si elle l'était, elle aurait attaqué pendant les jours où l'Armée rouge était décapitée. L'exécution des généraux a créé de l'incertitude, et l'incertitude n'est pas un élément qui engendre la force. L'Allemagne sera prête dans deux ou trois ans.

8. J'ai eu avec Andrés Nin une correspondance très intéressante : je la publierai¹⁸. Sur toutes les questions, le P.O.U.M. a

15. Convoquées par le gouvernement Négrín, les Cortes se réunissaient précisément le même jour à Valence. Le gouvernement de Front populaire cherchait à démontrer par cette convocation à la fois sa légalité et sa respectabilité. On avait eu beaucoup de peine à décider de nombreux députés modérés ou du centre qui s'étaient réfugiés en France ou plus loin.

16. Miguel Maura y Gamazo (1887-0000), ancien ministre de la monarchie, avait également été ministre de l'intérieur en 1931.

17. Indalecio Prieto y Tuero (1883-1962), animateur du « centre » socialiste et organisateur de la résistance du P.S.O.E. à Largo Caballero ne peut guère être comparé à Miguel Maura : depuis mai 1937, il était ministre de la défense nationale du gouvernement Negrín... Trotsky doit faire une confusion, peut-être avec l'ancien premier ministre M. Portela Valladares, revenu, lui aussi, de France, pour cette session parlementaire.

18. Sur Andrés Nin, cf. n. 5, p. 99. Trotsky avait laissé cette correspondance à Paris : elle devait être volée un peu plus d'un mois plus tard avec d'autres documents qu'il avait confiés à l'Institut d'histoire sociale.

utilisé les conceptions bolcheviques-léninistes pour les faire servir à des fins opportunistes. Mais c'est à ma connaissance la première fois qu'on lui attribue la thèse selon laquelle il ne fallait pas appeler à former les soviets si les ouvriers ne les avaient pas eux-mêmes constitués¹⁹.

En ce qui concerne cette question, voici son histoire. En 1931, au début de la révolution, j'ai écrit que je ne pensais pas judicieux de commencer par lancer le mot d'ordre des soviets²⁰. Au cours de grèves gigantesques, comme en Russie en 1905, on a constitué des comités de grève, mais les travailleurs ne savaient pas qu'ils étaient en train de faire naître les soviets. Aujourd'hui le mot « soviets » signifie le gouvernement soviétique. L'ouvrier engagé dans une grève ne peut saisir le rapport entre ce qu'il fait et un soviets. Les socialistes et les anarchistes s'y opposeraient en disant que c'est la dictature du prolétariat. Mon avis était donc qu'il fallait créer des organismes de masse, mais pas les baptiser « soviets ». Au lieu de cela, les appeler *juntas*, un nom espagnol traditionnel, moins concret toutefois que soviets. Dans la réalité, ils furent surimposés sous forme d'une organisation officielle qui ne représentait pas les grandes masses et était formée de délégués des vieilles organisations ; anarchistes, trois membres, socialistes, trois, et des représentants du P.C. et du P.O.U.M. Cette proposition fut imposée dans toutes les villes²¹.

La révolution est un processus très dynamique, et le sens politique des masses s'y développe vers la gauche, tandis que celui des classes bourgeoises va à droite. En un mois, la situation se modifie rapidement. La révolution, dans son cours, balaie les vieilles organisations, les vieux partis conservateurs, les syndicats. Dans toutes les entreprises, dans toutes les usines, une nouvelle direction apparaît, plus jeune, plus active, plus courageuse, et l'ancienne organisation devient pour la révolution le pire des freins. Il fallait absolument bâtir des juntas — nous voulons dire des soviets, nous savons ce que cela veut dire — car c'est l'unique voie qui puisse donner à la révolution une expression centralisée.

Quant à la nécessité de l'unification, ce n'est pas sur cette

19. Le P.O.U.M. pensait en réalité que la question des soviets ne se posait pas en Espagne, où existait une tradition d'organisation ouvrière qui manquait en Russie.

20. *La Révolution espagnole 1930-1939*, 1^{re} partie, *passim*.

21. En Catalogne, le « modèle » fut le comité central des milices antifascistes de Catalogne. Un partage identique avait été fait en novembre 1918 en Allemagne entre social-démocrates « majoritaires » et « indépendants ».

question que nous avons dû combattre le P.O.U.M.²² mais sur celle de savoir si la politique devait unifier la bourgeoisie ou les nouveaux éléments créateurs du prolétariat²³. Il ne s'agit pas là d'une addition : c'est une question de classe, pas de problème administratif. Comment peut-on prétendre que les ouvriers espagnols n'avaient pas constitué de soviets ? Ils avaient formé partout des comités et ces comités avaient pris en mains l'industrie. Il ne s'agissait que de les unifier, de les développer, et il y aurait eu le soviet de Barcelone.

22. Trotsky s'inscrit ici en faux contre une version très répandue de sa rupture avec Nin et ses camarades et qui en fait la conséquence de la constitution du P.O.U.M. avec Maurín et les siens. Trotsky préférait l'entrée dans le P.S., mais ne considéra pas qu'il s'agissait d'un cas de rupture (bien que l'historien de Nin, Pélagi Pagès, assure qu'il s'agissait bien de cela dans son esprit).

23. Nous nous sommes permis d'indiquer depuis longtemps que la rupture entre Trotsky et ses anciens camarades dirigeants du P.O.U.M. se produisit à l'occasion de la signature par le P.O.U.M. — Andrade — du programme électoral des gauches de janvier 1936 — un Front populaire sans le nom.

[LA RÉCESSION AUX ÉTATS-UNIS ET LA NOUVELLE ORIENTATION]¹

(2 octobre 1937)

Cher Camarade Cannon,

1. J'écrirai peut-être dans un proche avenir un article sur les conséquences probables de la nouvelle crise qui approche. Quant à la crise elle-même, j'ai écrit très brièvement à son sujet dans mon article sur la guerre qui vient. Les symptômes évidents de l'approche d'une nouvelle crise sont donnés par les convulsions des bourses de valeurs, surtout à New York, mais aussi ailleurs. La question est intimement liée à celle des programmes de réarmement. Un effondrement général est inévitable, sinon l'année prochaine, du moins en 1939. Nous n'avons pas suffisamment considéré jusqu'à présent le fait que la floraison des partis staliniens, sur la base du nouveau tournant, est déterminée à 90 % par une prospérité mi-réelle et mi-fictive. Les Fronts populaires des différents pays n'ont été possibles que grâce au fait que la situation des larges masses, même des classes moyennes, s'améliorait, ou, au moins, que le processus de son aggravation était arrêté, et sur la base des illusions nouvelles soulevées par les réformistes, d'un côté, et les partis de la classe moyenne, de l'autre. La nouvelle crise, qui promet d'être plus terrible que la dernière, portera un coup terrible à toutes ces illusions (Front populaire, démocratie contre fascisme, réformes sociales, New Deal, etc.). Même si la crise ne provoque pas une nouvelle guerre (et je soutiens qu'une guerre comme résultat de la fin de la « prospérité » est presque inévitable), l'effondrement des Fronts populaires, des mascarades pacifistes et de la floraison des partis staliniens et de leurs auxiliaires sera aussi terrible que l'effondrement de la prospérité elle-même.

1. Lettre à J. P. Cannon (7509), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

Si le grand effondrement arrive, comme je le suppose, pendant l'administration Roosevelt², il compromettra le parti démocrate autant que celui de 1929 sous Hoover³ a compromis les républicains. Mais si, il y a neuf ans, l'administration républicaine s'est trouvée compromise au bénéfice des démocrates, cette fois, les républicains ne pourront que partiellement tirer profit d'une nouvelle crise. Les masses des ouvriers et peut-être des paysans chercheront, il me semble, sous les coups successifs, une *nouvelle orientation politique*. Je ne crois pas que le fascisme puisse devenir un facteur important aux Etats-Unis avant la création et l'expérience politique d'un troisième ou d'un Farmer-Labor party. La crise renforcera indubitablement toutes les tendances en direction d'un Labor Party indépendant. L'attitude de John Lewis⁴ est tout à fait symptomatique à cet égard. Bien entendu, nous n'avons pas à modifier notre position de principe à propos d'un Labor Party. Mais cette attitude générale, maintes fois exprimée et défendue dans notre presse peut devenir insuffisante⁵. Un courant en faveur d'un Labor Party peut, pendant toute une période, absorber toutes les tendances progressistes et semi-révolutionnaires dans le prolétariat. L'effondrement du parti stalinien peut, dans ces conditions, signifier sa dissolution dans le Labor Party. Nous ne pouvons ni ne voulons naturellement rester à l'écart. Cela ne signifie pas que nous entrerons nécessairement dans un Labor Party ou que nous nous préparerons à une telle possibilité ou que nous commencerons à combattre pour elle : ce serait du pur don-quistisme. Un Labor Party reposerait naturellement sur les syndicats, particulièrement sur le C.I.O. *Notre* préparation à cette perspective peut et doit consister maintenant en efforts systématiques pour

2. Franklin D. Roosevelt était alors président des Etats-Unis depuis 1933, élu successivement en 1932 et en 1936. Il était le porte-drapeau des « démocrates ».

3. Herbert Clark Hoover (1874-1964), leader du parti républicain, président de 1929 à 1933, avait été remarquable par son aveuglement et son impuissance face à la crise économique.

4. John L. Lewis (1880-1969) avait été longtemps, comme président de l'United Mine Workers, un bureaucrate syndical classique. Mais la crise l'avait persuadé de prendre la tête du mouvement pour la syndicalisation de masses, « industrielle », des ouvriers non qualifiés. Il avait pris en 1935 la tête du C.I.O. et manifestait des velléités d'action politique indépendante.

5. Trotsky estimait qu'il n'y avait pas de raisons que les trotskystes prennent eux-mêmes l'initiative de la formation d'un Labor Party qui ne serait pas forcément réactionnaire, ni progressiste et qu'ils devraient peut-être utiliser pendant une période pour la création d'un parti révolutionnaire de masses.

pénétrer à l'intérieur des syndicats et participer au travail de masse.

Il me semble que c'est là notre perspective générale pour la prochaine période. Je serais heureux d'avoir votre opinion et celle des autres camarades sur mes remarques à titre d'hypothèses. On pourrait développer la perspective dans une série d'articles du point de vue économique, politique, national et international dans le *Socialist Appeal* comme dans *New International*. Plus vite nous orienterons nos cadres vers cette nouvelle perspective, plus grand sera notre succès politique.

2. La camarade Rae [Spiegel] vous a envoyé hier une liste d'articles et de lettres sur les discussions internes dans les diverses sections. Je désire seulement savoir quand vous les recevrez. Vous pouvez les utiliser comme vous l'entendrez. J'espère que vous rétablirez un bulletin intérieur auquel la plupart de ces documents sont plus ou moins destinés.

3. Nous avons eu hier une discussion générale avec la participation des camarades Sterling, Hansen et Granger⁶. Le camarade Granger est venu chez nous hier pour la première fois. Il va rester ici plusieurs mois. J'aimerais avoir quelques informations sur lui de gens qui le connaissent bien.

4. Avec le camarade Selander⁷, nous n'avons pas eu de chance. Il a été ici pendant quatre semaines, mais n'a jamais donné son adresse et nous n'avons jamais pu entrer en contact avec lui. Ce n'est que ce matin que j'ai appris par Rae qu'il désirait me voir aujourd'hui parce qu'il s'en va demain matin. Je dois reconnaître que j'ai été un peu étonné de son attitude. Il avait la possibilité de nous écrire au moins une carte postale et de demander un rendez-vous. Mon temps est intégralement pris aujourd'hui et j'avoue que je ne suis pas porté à changer mon programme pour protéger la négligence d'un camarade qui, autant que je le comprends, s'est considéré beaucoup trop comme un touriste et bien trop peu comme un homme de parti. La situation générale est maintenant telle qu'il nous faudrait demander à chaque camarade plus de responsabilité.

5. J'ai écrit à différents camarades sur la question d'Erwin

6. Peter Berlinrut, dit Peter *Granger* était un membre de la fraction trotskyste qui venait de l'A.W.P. de Muste.

7. Ted *Selander* (né en 1903) avait été l'un des dirigeants de la Ligue de chômeurs de Toledo et l'un des dirigeants de la grève de 1934 dans cette ville de l'auto. Il était lui aussi un ancien mustiste. Il devait plaider avec passion contre l'interprétation donnée de son attitude par Trotsky.

Wolf. J'espère qu'on ne négligera pas cette question malgré les nombreuses activités du parti.

6. J'ai reçu de l'éditeur Harcourt, Brace & C^o un livre d'Eugene Lyons⁸, *Assignment in Utopia*. Il me semble que de tous les livres écrits par des démocrates bourgeois et des communistes déçus sur la Russie, c'est le meilleur (bien que je n'en ai lu, il est vrai, qu'une petite partie). Croyez-vous que l'homme soit digne d'attention ? L'éditeur m'a écrit une lettre me demandant d'écrire quelque chose sur ce livre. Je le ferai — avec prudence, naturellement — si les camarades croient que mon approbation conditionnelle ne serait pas compromettante.

7. Suzanne LaFollette m'a écrit que la presse libérale et radicale continue à observer une conspiration du silence sur tous les crimes staliniens, et particulièrement en Espagne. Je crois que le vrai moyen de briser cette conspiration est de publier un *bulletin de correspondance* pour la presse bourgeoise, avec des informations, des articles, etc. Peut-être que Hearst s'en emparera. Je n'y vois aucun inconvénient. Au contraire, si les canailles libérales couvrent de leur silence l'assassinat de Nin, les arrestations de Grylewicz⁹ et Erwin Wolf, etc., nous sommes obligés d'utiliser tous les moyens pour informer l'opinion publique, directement ou indirectement. Il serait absolument naïf, pour ne pas dire stupide, de reculer devant l'accusation des staliniens, qui assassinent nos camarades et nous reprochent de démasquer ces crimes dans la presse réactionnaire.

8. Nous sommes très contents de l'arrivée du camarade Hansen et notre impression générale est que la collaboration ira très bien à tous égards.

9. La voiture qu'il a amenée est excellente et même trop imposante pour le portail de notre cour, qu'il va falloir maintenant adapter à la domination du véhicule¹⁰. Je suis, je l'avoue, un

8. Eugene Lyons (né en 1898), journaliste, compagnon de route du P.C. pendant de longues années, correspondant à Moscou de l'United Press de 1928 à 1934 après avoir été directeur-adjoint de Tass à New York. Son livre était le récit et le bilan de sa désillusion.

9. Anton Grylewicz (1885-1971), dirigeant des ouvriers berlinois pendant la guerre, leader de la gauche du parti social-démocrate indépendant, puis du K.P.D. avait été exclu de ce dernier en 1928 et avait été ensuite l'un des dirigeants de l'Opposition de gauche allemande. Réfugié à Prague en 1933, il avait été arrêté en juillet précédent et inculpé d'espionnage : il allait être libéré quelques semaines plus tard.

10. Il s'agissait d'une auto offerte par un sympathisant américain, un garagiste, dépositaire d'une grande marque, dans le cadre de la campagne pour la sécurité de Trotsky. Elle avait été conduite au Mexique par Joseph Hansen.

peu embarrassé par l'inlassable attention et la générosité de nos amis américains. Je ne puis exprimer à chacun les remerciements de Natalia et les miens, mais peut-être trouverez-vous l'occasion de leur assurer que notre gratitude est très réelle.

[UN COUP SÉVÈRE]¹

(2 octobre 1937)

Chère, chère Hjørdis,

La nouvelle de l'arrestation d'Erwin a été un coup sévère pour notre maisonnée, comme vous pouvez d'ailleurs facilement l'imaginer. Lorsque nous avons appris que vous étiez partie avec Erwin en Espagne, nous nous sommes fort réjouis, en particulier Natalia². Natalia répétait souvent : « Le rêve de Hjørdis, voyager dans le monde entier, s'est finalement réalisé, et en plus, dans des conditions si favorables. » Lorsque, par la suite, la situation en Espagne a évolué, nous étions toujours un peu inquiets, mais j'exprimais souvent l'espoir qu'Erwin saurait trouver le bon moment pour partir. Malheureusement, les choses ont pris un autre cours. Nous avons reçu ici, transmise par Held, la traduction allemande des nouvelles que vous avez adressées à votre famille, de sorte que nous sommes au courant des événements dans le détail. Bien sûr, nous faisons tout ce que nous pouvons. Les amis des Etats-Unis feront eux aussi certainement le nécessaire. Nous leur avons conseillé d'envoyer des délégations aux représentations diplomatiques tchécoslovaque et espagnole, de demander à d'importants libéraux bourgeois d'intervenir, etc. Vouloir « cacher » qu'Erwin était en relation avec moi n'aurait absolument aucun sens, car c'est, bien sûr, connu du G.P.U. depuis longtemps, et c'est même la vraie raison de l'arrestation. D'autre part, les relations entre Erwin et moi peuvent donner un écho à l'affaire, en particulier au moment où

1. Lettre à Hjørdis Knudsen (8691) traduite de l'allemand, avec la permission de la Houghton Library.

2. Natalia I. *Sedova* (1882-1962), seconde femme de Trotsky et mère de ses deux fils, Léon et Sergei, avait vécu avec lui dans la maison des Knudsen et avait beaucoup d'attachement pour Hjørdis.

la commission d'enquête internationale de New York a pris la décision définitive de déclarer que les procès de Moscou sont une falsification. Son nom est bien connu des membres de la commission. Cela nous donne de sérieuses possibilités de mettre en mouvement l'opinion publique aux Etats-Unis. Espérons que nos efforts communs seront couronnés de succès.

Held m'écrit que vous êtes employée comme gouvernante d'enfants. Pensez-vous rester longtemps en France ? Quelle est la situation de la famille pour laquelle vous travaillez ? Comment va la santé ? S'il vous plaît, écrivez-nous le plus de détails possible. Tout ce qui touche à votre vie nous intéresse vivement, en particulier Natalia, qui se souvient toujours de vous avec une grande tendresse. Cette lettre est écrite de notre part à nous deux.

Voilà déjà neuf mois que nous sommes arrivés au Mexique. Du point de vue du gouvernement, les conditions sont incomparablement meilleures qu'en Norvège. Ici il semble bien qu'il n'existe ni Trygve Lie ni Konstad³. Le climat nous réussit très bien. Comme d'habitude, on travaille beaucoup. Mais cela ne nous fait pas oublier la Norvège et surtout pas la chère famille Knudsen. Nous avons reçu une lettre de votre mère et je lui ai immédiatement répondu. Dans les prochains jours, ou même peut-être aujourd'hui, je vais écrire à Tamada⁴. Nous espérons que vous nous répondrez dès que possible.

Natalia me rappelle que, lorsque nous étions internés à Hurum, elle vous avait écrit une longue lettre, à Erwin et vous, après avoir reçu votre télégramme commun. Dans les lettres ultérieures d'Erwin, il ne mentionne jamais cette lettre de Natalia. L'avez-vous reçue ?

Nous vous embrassons tendrement et souhaitons, chère enfant, que tout aille bien pour vous.

3. Leif Ragnvald *Konstad* (1889-1947), connu pour ses sympathies nazies, chef du bureau central des passeports de Norvège, s'était vu confier par le ministre socialiste Trygve Lie la responsabilité de fait d'être le « geôlier » de Trotsky dont il contrôlait en particulier la correspondance.

4. « Tamada » est le chef de table en ukrainien ; c'était le surnom amical que Trotsky employait pour le père de Hjørdis, son hôte de Hønefoss, Konrad *Knudsen* (1890-1959), journaliste et député socialiste.

[OPTIMISME POUR L'AVENIR]¹

(2 octobre 1937)

Cher Camarade Abern,

Sincères remerciements pour votre lettre du 26 septembre. Son contenu me donne une image plus précise de votre position et de votre perspective. Vous ne croyez pas, d'après ce que je vois, qu'une discussion sur le bien-fondé de l'entrée dans le parti socialiste soit nécessaire ou souhaitable. Vous voulez, d'après ce que je comprends, limiter la discussion à celle de certaines initiatives tactiques à l'intérieur du S.P. Je n'arrive pas à concevoir la possibilité de séparer les questions tactiques concrètes consécutives à l'entrée des questions qui portent sur l'entrée elle-même. Par exemple, j'ai également des objections contre différentes initiatives dans l'activité de nos camarades à l'intérieur du S.P. Mais elles auraient un autre poids spécifique que des objections sur les mêmes points émanant de camarades opposés à l'entrée elle-même, même si ce n'était pas « par principe ». La critique de la part de l'ancienne minorité provoquera immédiatement une question des représentants de l'ancienne majorité : « Peut-être que, dans ce cas, l'attitude prise a été une erreur, mais que dire de la vôtre concernant l'entrée dans le S.P. ? » Une discussion présuppose l'existence d'au moins deux protagonistes, et aucun d'eux n'est, d'habitude, disposé à se soumettre à la limitation de la discussion qui sert son adversaire.

Je viens de relire votre lettre et m'aperçois que la mention de la nécessité de discuter quelques initiatives erronées à l'intérieur du S.P. n'émane pas de vous, mais du camarade Glotzer. Pour ma part, je ne m'opposerai jamais à une discussion sur les deux

1. Lettre à M. Abern (7251), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

questions qui me semblent liées de façon inextricable. Il s'agit seulement de l'importance et du caractère de la discussion. Consacrer à cette question une demi-heure ou une heure pour pouvoir exprimer quelques nuances qui sont dans le rapport, cela s'explique parfaitement et peut même être judicieux. Mais je suis entièrement d'accord avec vous que tout, ou virtuellement tout le temps, devrait être consacré aux nouvelles tâches du parti.

Je suis très content de la nouvelle selon laquelle l'administration de *New International* sera placée sous votre responsabilité, comme c'était prévu à l'origine. *New International* était une arme puissante de la Ligue² et produisait la meilleure impression à tous égards. J'avais l'impression que la diffusion, qui n'est pas moins importante que l'édition, était organisée de façon excellente, ce qui, dans les organisations révolutionnaires est plus l'exception que la règle. Pour conclure cette lettre, je répèterai que je suis très optimiste sur l'avenir de notre section américaine.

Natalia et moi-même envoyons nos meilleurs saluts à Lydia³ et vous.

2. Il s'agit de la section américaine de l'Opposition de gauche, avant l'entrée de ses militants dans le parti socialiste : la Communist League of America (Ligue communiste d'Amérique).

3. La compagne de M. Abern.

[LE SORT DE WOLF]¹

(2 octobre 1937)

Mon cher Tamada,²

Nous sommes ici entièrement sous le choc de l'arrestation d'Erwin. Natalia était si heureuse que Hjørdis ait la possibilité de réaliser son vieux rêve : voyager vers les pays et les peuples étrangers. La dernière lettre d'Erwin était très optimiste. Il la terminait par une exclamation qu'il était heureux d'avoir une compagne aussi courageuse. Je leur ai écrit à tous les deux à Barcelone, mais ma lettre, par Paris, pour ne pas les compromettre, est arrivée trop tard et est restée à Paris où ils savaient déjà qu'Erwin avait été arrêté. La première lettre que nous avons eue disait que Hjørdis avait été arrêtée également ; heureusement, cela s'est avéré faux. J'ai reçu il y a deux jours, de Held, une traduction allemande des lettres de Hjørdis à vous et à M^{me} Hilda³. Nous avons ainsi appris l'adresse de Hjørdis et lui avons écrit tout de suite. Il n'est pas nécessaire de dire que nous ferons tout pour intéresser l'opinion publique, surtout aux États-Unis. Je joins une copie de notre lettre à Hjørdis. Elle est écrite en allemand, mais Held ou un autre ami peut la traduire pour vous.

Nous espérons le mieux dans l'affaire d'Erwin, mais devons aussi être prêts au pire. Je vais ici vous entretenir d'une question très prosaïque, mais importante, qui concerne Hjørdis. Je ne sais si elle s'est mariée « légalement » avec Erwin. Comme vous le savez, Erwin a de l'argent, ou, pour mieux dire, une part dans l'affaire de sa famille. S'il est aux mains du G.P.U., nous devons

1. Lettre à Konrad Knudsen (8697), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Sur l'origine de ce surnom de Knudsen, cf. n. 4 p. 135.

3. « Madame Hilda » désigne Hilda Knudsen, la compagne de Konrad.

nous attendre à une fin tragique et je crois que dans ce cas nous agirons conformément à la volonté d'Erwin si nous faisons tout pour assurer la matérielle de Hjørdis. Dans le cas d'un mariage légal, la question est simple. Mais, dans le cas contraire, elle est plus difficile parce que la famille est, à ce que je sais, une famille bourgeoise. Mais j'espère qu'il serait possible d'influencer la famille par quelques amis communs de Tchécoslovaquie. Naturellement je n'écris rien là-dessus à Hjørdis. J'espère moi-même la libération d'Erwin et nous continuerons, bien sûr, notre campagne, de toute notre énergie. Mais je répète que c'est notre devoir à tous également que de prendre les mesures nécessaires en vue d'une fin tragique de toute l'histoire. Held peut écrire à nos amis communs en Tchécoslovaquie à ce sujet, et aussi en mon nom, et trouver l'information nécessaire sur la famille, son caractère, sa disposition en général. Il n'est pas nécessaire de dire qu'il faut prendre ces mesures de précautions avec toute la discrétion nécessaire.

J'espère que M^{me} Hilda et Borgar⁴ vont bien à tous égards. Nous serions très heureux d'avoir des nouvelles directes de vous. Avec mes saluts les plus chaleureux à votre famille, vous-même et nos amis communs.

4. Borgar (né en 1921), était le jeune fils des Knudsen.

[ENCORE SUR LES PROBLÈMES DU PARTI]¹

(3 octobre 1937)

Cher Camarade Cannon,

Je vous ai écrit hier une lettre sur des questions importantes, mais il me faut vous écrire de nouveau aujourd'hui.

1. J'ai lu il y a quelque temps une lettre de Harry Milton² à Rae [Spiegel]. J'avais lu quelques-unes de ses lettres d'Espagne, et Rae m'a dit hier qu'il avait fait une excellente intervention devant un grand meeting et que tout le monde était étonné de son succès, lui plus que les autres. Finalement, il lui disait que le comité national avait décidé de l'envoyer seul en tournée, et pas avec le camarade Goldman, comme c'était prévu. Ce fait me semble très important et très symptomatique. J'ai observé ici un autre ouvrier de notre organisation, le camarade Lankin³. En présence de Weber, de F[rank]⁴ et autres, il demeurait parfaitement silencieux, travaillant tout le temps. Et puis il est resté plus longtemps avec nous. Il a révélé qu'il avait une bonne expérience de la vie et du combat, d'observation psychologique et des considérations politiques de grande valeur. De tels camarades sont nécessaires dans nos comités du parti, au comité central

1. Lettre à J. P. Cannon (7510), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Wolf Kupinsky, dit Harry *Milton* (né en 1903), militant du P.C. puis de l'Opposition de gauche, lié à Martin Abern, avait également occupé des responsabilités dans le syndicat du vêtement I.L.G.W.U. Il avait combattu en Espagne dans la brigade Eugene Debs, avait été arrêté après les journées de mai et libéré en août suivant.

3. L'ouvrier tapissier Sol *Lankin*, ancien du P.C. et membre de l'Opposition de gauche de la première heure, était allé à Coyoacán comme « garde du corps ».

4. C. Frank *Glass* (né en 1901) avait été secrétaire du Trades Union congress d'Afrique du Sud et directeur du journal du P.C. au Cap, et avait été exclu du P.C. en 1930. Il avait rejoint alors l'Opposition de gauche. En 1932, il était journaliste à Shanghai : il avait rendu visite à Trotsky au mois d'août (cf. *Œuvres*, 14, pp. 260-278).

comme dans les comités locaux. J'ai cent fois remarqué que l'ouvrier qu'on ne remarque pas dans les conditions « normales » de vie du parti, révèle des qualités remarquables quand l'orientation change, quand les formules générales et les plumes fécondes ne suffisent plus, quand il faut une connaissance de la vie des ouvriers et des capacités pratiques. Dans de telles conditions, un ouvrier doué révèle une grande sûreté de lui-même, et ses capacités politiques générales.

Pendant la première période de son développement, la prédominance des intellectuels est inévitable dans l'organisation. Mais en même temps elle constitue un considérable handicap pour l'éducation politique des ouvriers les plus doués. Ce sont là des vérités élémentaires que vous connaissez depuis des années. Mais quelle est la question pratique ? J'en ai parlé avec le camarade Weber. Au prochain congrès, il faut absolument faire entrer au comité central et dans les comités locaux le plus possible d'ouvriers. Pour un ouvrier, l'activité dans un organisme dirigeant du parti, c'est en même temps une école supérieure de politique. Quelques-uns des nouveaux membres ouvriers des comités du parti montreront alors qu'ils ne sont pas aptes à occuper ce poste : on pourra les remplacer au prochain congrès. La sélection des éléments les plus capables, les plus dévoués, pour les organismes dirigeants, ne peut se faire que lentement, et, bien entendu, elle n'est jamais finie. Il existe effectivement un certain risque à mettre en place de nouveaux camarades. Si un tiers seulement des nouveaux membres ouvriers des comités locaux et du C.C. se révèlent aptes, ce sera un excellent résultat.

La difficulté provient de ce qu'il existe dans toute organisation des gens qui sont traditionnellement membres des comités et que diverses considérations secondaires, fractionnelles, personnelles, jouent un trop grand rôle dans la composition de la liste des candidats. Il faut briser cette routine qui constitue le début du bureaucratisme, convaincre l'organisation, et particulièrement sa couche dirigeante — ce qui est plus difficile — de la nécessité d'un renouvellement systématique de tous les organismes dirigeants du parti. Naturellement, ce renouvellement ne peut jamais être total ; il faut un noyau sélectionné par toute l'expérience du passé pour préserver la continuité de la politique du parti.

2. Il me paraît également d'une certaine importance de développer ces considérations du point de vue de la *démocratie du parti*. On ne saurait sous-estimer cet aspect. Qu'est-ce que la démocratie du parti ?

a) Le respect le plus strict des statuts du parti par les organismes dirigeants (congrès réguliers, période nécessaire de discussion, droit de la minorité d'exprimer ses opinions dans les réunions du parti et sa presse, etc.)

b) Une attitude patiente, amicale, jusqu'à un certain point pédagogique, de la part du C.C. et de ses membres vis-à-vis de la base, y compris de ceux qui critiquent, et des mécontents, car il n'y a pas grand mérite à être « content de tous ceux qui sont contents de vous » ! Quand Lénine, en 1923, a demandé l'exclusion d'Ordjonikidzé⁵ du parti, il a très justement dit que les membres du parti qui ne sont pas contents ont le droit d'être « turbulents », mais qu'un membre du C.C. n'en a pas le droit. Les méthodes du « terrorisme » psychologique, y compris une façon hautaine ou ironique de répondre ou de traiter toute objection, toute critique ou tout doute — c'est précisément là cette façon journalistique ou « intellectualiste » qui est intolérable pour les ouvriers et les condamne au silence.

c) L'objectif formel des règles de la démocratie comme en a) et des mesures purement négatives comme en b), ne pas terroriser, ne pas tourner en ridicule, ne suffisent pas en eux-mêmes. Le C.C., comme les comités locaux, doivent être en contact permanent, actif et non formel avec la base, surtout quand on est en train de préparer un nouveau mot d'ordre ou une nouvelle campagne, ou quand il faut vérifier les résultats d'une campagne terminée. Tous les membres du C.C. ne sont pas capables d'un tel contact non formel, et tous n'ont pas le temps ou la possibilité de le réaliser, car cela dépend non seulement de la bonne volonté et d'une psychologie particulière, mais aussi de la profession et du milieu concernés. Il faut veiller dans la composition du C.C. à avoir non seulement de bons organisateurs, de bons orateurs, des gens qui écrivent, des administrateurs, mais aussi des gens étroitement liés à la base et qui en soient organiquement représentatifs.

3. J'ai reçu au cours des dernières semaines plusieurs lettres des camarades Glotzer et Abern écrites dans le même sens, à savoir qu'ils ne veulent pas avoir un groupe à part, puisqu'il n'existe pas de divergences de principe, et qu'ils sont disposés à collaborer de la façon la plus loyale et la plus sincère, mais qu'il

5. Grigori K. *Ordjonikidzé* (1886-1937), Géorgien, bolchevik en 1903, lié à Staline, avait, au cours d'un conflit politique avec les communistes géorgiens, frappé l'un d'entre eux en 1922. Lénine avait été bouleversé par ce comportement.

existe dans le régime du parti des résidus du « traité de Versailles » imposé par l'ancienne majorité à l'ancienne minorité (des membres de seconde classe du parti et du comité, etc.). Par ailleurs, le camarade Weber m'a dit que ses efforts personnels pour rétablir des rapports de camaraderie avec l'ancienne minorité n'ont pas abouti. Ne croyez-vous pas que les dirigeants de l'ancienne majorité devraient prendre une initiative quelconque, concrète et sincère, pour éliminer les résidus psychologiques de la vieille lutte ? Quelle pourrait-elle être ? En premier lieu, une discussion ouverte au sein du comité avec les camarades les plus représentatifs de l'ancienne minorité : « Avons-nous des divergences de principe ? Quelles sont vos objections d'ordre administratif, pratique ou personnel ? Maintenant, au commencement d'un nouveau et important chapitre de la vie du parti, nous sommes, pour notre part, prêts à lever tous les obstacles, à collaborer de façon étroite et harmonieuse. Par exemple, nous sommes prêts à éliminer tout ce qui ressemble à un groupe fractionnel dans le C.C. Vous trouvez que le régime du parti n'est pas assez démocratique ? Nous sommes prêts à accepter toute suggestion pratique afin d'éliminer toute tendance bureaucratique, d'amplifier la démocratie dans le parti de façon générale, etc. » Il faudrait mener cette discussion en dehors de toute procédure officielle, c'est-à-dire sans souci des formulations dans les comptes rendus, etc. Si la première discussion de ce type se révèle plus ou moins prometteuse, elle pourra se répéter pendant le congrès, surtout avec l'accord des membres du nouveau comité national. L'initiative doit venir de la « majorité », qui ne peut désarmer la minorité que par sa bonne volonté en général. Imaginons que quelques représentants de la minorité, malgré la meilleure bonne volonté de votre part, continuent sur leur position fractionnelle. La question est de savoir qui sera gagnant et qui sera perdant à une telle marche des événements. Certainement pas les fractionnistes. Ils s'isoleront de leurs plus proches amis. Pour l'éducation interne du C.C. et sa cohésion, une tentative sincère de ce genre, afin de rétablir la pleine confiance mutuelle, ne pourrait avoir que la meilleure influence.

Ma lettre d'hier, comme celle-ci, a été écrite en vue de la discussion du parti à venir, et du congrès. Hier, j'ai essayé, à titre d'expérience, de suggérer une « ligne politique générale » pour la prochaine période d'activité du parti. Cette lettre-ci traite particulièrement du régime interne. Je suis un peu embarrassé par le fait que j'aborde de façon trop abstraite les questions concrètes qui se posent à vous maintenant. Certaines choses dans

mes lettres peuvent ne vous apparaître que comme des généralités vagues loin de toute application. Mais il n'y a rien à faire : malgré les visites et la poste aérienne, je demeure un observateur de loin. Vous-même, ainsi que les autres camarades, vous verrez bien par vous-mêmes lesquelles de mes suggestions peuvent servir, et lesquelles non.

P.-S. Quelques camarades continuent à caractériser le stalinisme comme un « centrisme bureaucratique ». C'est une caractérisation qui est aujourd'hui complètement dépassée. Sur l'arène internationale, le stalinisme n'est plus du centrisme, mais la forme la plus crue de l'opportunisme et du social-patriotisme. Voyez l'Espagne !

[PROBLÈMES DE PERSONNEL]¹

(4 octobre 1937)

Chère Camarade Sara,

Il me faut expliquer avec précision ma situation actuelle en ce qui concerne mes collaborateurs anglais et russes.

Comme je vous l'ai dit et écrit, l'arrivée de Rae [Spiegel] à un moment critique a été pour moi un secours inestimable, non seulement pour ma correspondance en anglais, mais aussi pour ma correspondance en russe. Bien qu'il ne me serait guère possible d'écrire mon livre sur Lénine avec Rae, je peux lui dicter non seulement des lettres en russe, mais de courts articles. Pour ma correspondance anglaise, j'ai maintenant la collaboration du camarade Hansen. Nous avons commencé le travail hier et tout va bien. Mais la question russe n'est pas réglée. Il y a quelques semaines, la camarade Rae m'a dit qu'Abern voudrait bien avoir sa collaboration pour l'administration de *New International*. Vous savez combien *New International* est chère à mon cœur. En même temps je sais par expérience l'importance pour le succès d'un travail en commun de la confiance mutuelle et de l'amitié personnelle. Malgré tout, je me suis opposé au départ de Rae (elle n'a pas insisté du tout : vous connaissez son esprit de dévouement total au travail du parti et vous savez qu'elle est personnellement prête à m'aider chaleureusement à tous égards). Mais je le répète, la question d'une dactylo russe reste ouverte. Rae a fait des miracles dans son étude du russe, et elle est très douée comme sténographe, même en russe. Mais la difficulté provient de ce qu'elle n'a pas été élevée en russe dans son enfance. Elle peut comprendre suffisamment pour traduire du

1. Lettre à S. Weber (10829), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

russe en anglais ; mais elle n'a pas (et je ne crois pas qu'elle puisse l'acquérir en quelques mois) la nécessaire assurance dans les subtilités d'une langue étrangère, qui est nécessaire pour une sténo ou une dactylo. Jusqu'à ce que vienne une dactylo russe, la collaboration de Rae m'est absolument nécessaire.

Mais je me demande s'il serait raisonnable et même admissible de l'avoir en même temps qu'une dactylo pour le russe (quand elle viendra et si elle vient), étant donné le fait que Hansen restera, comme je l'espère, indéfiniment. Vous m'écrivez que la dactylo russe pressentie n'est qu'une sympathisante. Cela signifie que son départ des Etats ne porterait aucun préjudice au travail du parti. Pour Hansen et Rae, la situation est bien différente. Pour des raisons purement personnelles, (et, de mon point de vue, égoïstes), je serais heureux de retenir Rae ici aussi longtemps que possible, mais, du point de vue des intérêts élémentaires du parti, ce serait un luxe inadmissible. Ma conclusion est que Rae devrait rester ici jusqu'à ce que nous trouvions une dactylo pour le russe et jusqu'à ce que nous ayons acquis à l'expérience la certitude qu'elle est apte à ce travail ; alors et alors seulement, Rae pourra revenir à la disposition du parti.

Je n'écris pas officiellement au comité parce qu'une lettre dans de telles circonstances se suffit rarement à elle-même ; mais vous, ma chère Sara, vous connaissez toutes les conditions de mon travail et de ma vie, et vous pouvez non seulement transmettre ma lettre au comité, mais lui donner aussi toutes les explications nécessaires.

[LE SORT DE WOLF ET DE MOULIN]¹

(4 octobre 1937)

Cher Camarade Milton,

Dans votre lettre du 25 septembre à la camarade Rae, vous écrivez : « Plus tard j'appris que Braun et Moulin² avaient été fusillés. C'était environ le 3 août. » Comment faut-il interpréter le mot « appris » ? Aviez-vous une information entièrement sûre ? Ou seulement une rumeur ? Le fait en soi est très probable. Mais cette probabilité peut engendrer semblables rumeurs sans fondement factuel.

La question est très importante pour le caractère de notre ultime campagne. Je vous prie de me répondre avec toute la précision possible. Donnez-moi également toute information en votre possession concernant la personne et l'activité du camarade Moulin en Espagne.

J'ai lu presque toutes vos lettres d'Espagne et sur l'Espagne et me suis beaucoup félicité de votre clarté et de la fermeté de vos positions en même temps que de votre esprit militant. Je suis également informé de vos succès d'orateur sur la question espagnole. Bravo ! Mes salutations les plus cordiales.

P.-S. Qui est Mink³ — le chef du G.P.U. à Barcelone, un Russe ?

1. Lettre à H. Milton (9128), en anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Braun était le pseudonyme d'Erwin Wolf (cf. n. 4 p. 56). *Moulin* était celui de l'Allemand Hans David *Freund* (1912-1937) qui avait vécu en émigration à Genève, Oxford et Paris et s'était rendu en Espagne peu après le début de la guerre civile. Il avait été arrêté le 2 août.

3. George *Mink* (1898 ?-1940 ?), né en Lituanie, chauffeur de taxi aux Etats-Unis était entré, par l'I.S.R., dans l'appareil international du G.P.U., condamné pour espionnage à Copenhague en 1935. En 1936 il avait rallié l'Espagne où il avait servi dans la police de la Généralité et où il était connu sous le nom d'Alfred *Herz*. Il s'était vanté devant des volontaires anglais de l'I.L.P. d'avoir « la peau » de Moulin.

Que Tioli est un agent du G.P.U. m'a été communiqué de façon tout à fait catégorique par le camarade Held (Norvège)⁴. Si ce n'est pas prouvé, alors c'est une grande faute de ma part d'avoir utilisé cette information pour la presse, mais j'étais absolument certain que la communication de Held reposait sur des faits indubitablement établis en Espagne. Nous devons tout faire pour clarifier cette affaire. J'envoie une copie de cette lettre au camarade Held.

4. Trotsky avait mal lu : Held ne lui avait rien écrit d'affirmatif à ce sujet.

[POUR UNE RÉUNION PUBLIQUE DE LA COMMISSION DEWEY]¹

(6 octobre 1937)

Chère Camarade Pearl,

Merci pour votre lettre du 1^{er} octobre qui me donne des informations très importantes. Je m'empresse de vous communiquer mon opinion sur la réunion à venir. Je pense qu'elle ne doit pas être une réunion politique générale, mais une réunion pour un compte rendu public de la commission. C'est infiniment plus important d'un point de vue politique. La session de la commission plénière n'était pas publique. Ce fait constitue un très important inconvénient. Personne ne sait quand la commission a rendu son verdict et ce qui a été fait en session à huis clos. La question se reposera encore et toujours dans votre activité à venir. L'unique possibilité de surmonter cette possibilité est de donner à la commission une occasion de rendre publiquement compte de son activité et de défendre son verdict en public. Tous les membres de la commission, à commencer naturellement par le Dr Dewey, devraient prendre la parole à cette réunion. M. Finerty² et le camarade Goldman devraient parler également. Une telle réunion pourrait être le dernier acte public de la commission en tant que telle.

A mon point de vue, ce serait une erreur de substituer à une réunion officielle de la commission une réunion politique publique, même avec la participation de certains membres de la commission. Sur cette question, le point de vue juridique le plus

1. Lettre à P. Kluger (8664), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. John F. *Finerty* (1885-1967), d'abord spécialiste du droit ferroviaire, avait d'abord plaidé pour le nationaliste irlandais De Valera, puis pour Sacco et Vanzetti, ainsi que pour Tom Mooney. Il était avocat-conseil de la commission Dewey.

formel doit prévaloir. Autrement l'intérêt *politique* en subirait les conséquences. Il ne s'agit pas à cette réunion d'un bon discours de Cannon, Shachtman, ou un autre, mais d'un rapport officiel détaillé, expliquant les parties essentielles de l'enquête, avec énumération des documents, lettres, attestations, etc. afin d'écraser les faussaires du *Herald Tribune* etc. Et cela, seuls les membres de la commission, son conseiller et mon avocat peuvent le faire avec toute l'autorité nécessaire. C'est seulement après cet acte de conclusion que l'agitation politique aura la base nécessaire.

Je suis certain que toute autre procédure qui pourrait être proposée à la commission par nos camarades serait infiniment moins efficace du point de vue du parti lui-même. Si la session de la commission avait été publique, je serais totalement d'accord avec une réunion purement politique. Mais, étant donné ce qu'est la situation, nous *devons* donner à l'opinion publique générale, non informée de la procédure, la possibilité de passer « calmement » à travers la dernière phase du travail de la commission.

Je ne peux pas donner de conseils à la commission, mais je fais appel, au moyen de ces considérations, à nos propres camarades pour qu'ils évitent une grave erreur. Prenez, s'il vous plaît, immédiatement contact avec les camarades responsables de cette réunion.

J'envoie simultanément des copies de cette lettre aux camarades Goldman, Cannon et Rosmer (J'espère que Rosmer aura la possibilité de prendre la parole à cette réunion, qui me semble d'une grande importance surtout pour la France).

[BRÈVES INFORMATIONS]¹

(6 octobre 1937)

Cher Ami,

Bien reçu votre lettre du 21 septembre. Nous faisons ici notre mieux pour populariser le cas d'E. Wolf, d'I. Reiss, etc. Ma première appréciation de la manière dont l'affaire fut menée est donnée dans ma lettre anglaise au S.I., dont vous avez dû recevoir copie².

On n'a pas trouvé jusqu'à maintenant de dactylo russe. Je suis totalement paralysé dans mon travail le plus important, le livre sur Lénine. Une russe dactylo anglaise apprend maintenant la dactylographie russe à New York. Que va-t-il en sortir ? Et surtout quand ? Je n'en sais rien.

Je vous ai télégraphié en son temps que la commission avait rendu son verdict et qu'il n'était plus nécessaire de poursuivre les démarches auprès de Posthumus³, etc. Naturellement, si la déposition de Nikolaïevsky⁴ est déjà faite, il serait bon de l'envoyer à la commission.

Le retard avec le livre est bien regrettable ; mais puisque le verdict de la commission ne sera publié que dans une dizaine de jours, peut-être même deux semaines, la coïncidence des deux faits peut même être utile au lancement du livre.

1. Lettre à L. Sedov (10229), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cf. pp. 109-110.

3. Nicolaus W. *Posthumus* (1880-1960), professeur d'histoire, avait fondé en 1935 l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam, dont il était le directeur. Il avait acheté une partie des archives Trotsky (publiées depuis chez Mouton sous le titre *Trotsky's Papers*).

4. Boris N. *Nikolaïevsky* (1888-1966), historien, militant menchevique actif, en rapports avec L. Sedov depuis Berlin, avait été l'expert dans les négociations Trotsky-Posthumus et avait authentifié les documents sortis d'U.R.S.S. en 1929.

[PROJETS LITTÉRAIRES]¹

(6 octobre 1937)

Cher camarade Walker,

Si Doubleday Doran accepte le livre sur l'Espagne, je vais essayer de l'écrire de façon aussi populaire que possible. Louis Fischer² était épuisé (50 000 exemplaires) avant sa parution. J'espère ne pas faire mon « travail » plus mal que Louis Fischer. En tout cas, le premier chapitre aurait un caractère général et « positif ». La critique et la polémique seraient réservées pour les derniers chapitres afin de ne pas effrayer « l'homme de la rue », mais de le faire entrer petit à petit dans les questions de tactique.

Si, en dépit de tout, le livre sur l'Espagne n'est pas acceptable, il reste l'autobiographie. Mon travail sur le livre sur Lénine est, comme je vous l'ai écrit, handicapé par des raisons seulement techniques.

1. Lettre à C. M. Walker (10762), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cf. n. 3, p. 33.

[LA FIN DU TRAVAIL DE LA COMMISSION]¹

(6 octobre 1937)

Cher Ami,

J'ai reçu votre lettre du 2 octobre et je m'empresse de vous écrire, car je sais pas exactement quand vous quittez New York.

Un ouvrier de New York m'exprime dans une lettre ses regrets du fait que la commission n'ait tenu aucune séance publique. Il écrit que les ouvriers vont se demander : « L'affaire est déjà liquidée ? Comment ? Quand ? Pourquoi en secret ? » Il y a malheureusement quelque chose de vrai là-dedans. La commission devrait s'expliquer là-dessus d'une manière bien convaincante. Seul un grand meeting sous l'égide de la commission ou au moins avec la participation de ses membres pourrait réparer le désavantage d'une procédure en chambre close.

Oui, je me souviens très bien de la visite que m'a rendu en 1917 le professeur Ross². Il sympathisait un peu à cette époque, si je me souviens bien, avec les socialistes révolutionnaires. Il m'avait produit personnellement la meilleure impression, par sa droiture et l'indépendance de son jugement. Je me réjouis sincèrement de sa participation à la commission. Cependant, jusqu'à l'arrivée de votre dernière lettre, je ne pensais pas que M. Ross qui m'avait rendu visite à l'aube du régime soviétique et le sociologue Ross, membre de la commission, étaient une seule et même personne.

Vous n'écrivez cette fois-ci rien sur votre santé, qui continue à nous inquiéter. La mienne ne va pas très bien. La pression du

1. Lettre en français de Rosmer (9889), avec la permission de la Houghton Library.

2. Edward Allsworth Ross (1886-1951), journaliste, sociologue et enseignant, avait déjà rencontré Trotsky en novembre 1917 à Pétrograd. Il avait publié le récit de leur entretien dans « A Talk with Trotsky », dans *The Independent*, du 9 mars 1918.

LÉON TROTSKY

sang est trop élevée et je le ressens dans la tête. Le cœur commence aussi à se faire sentir à n'importe quelle occasion. Rien à faire. Engels aimait à répéter à l'occasion de ces symptômes désagréables le proverbe allemand : « Contre cela, aucune herbe n'est encore poussée. (*sic*) »

J'espère que le banquet en l'honneur de la commission a bien réussi et que nos télégrammes d'ici sont arrivés à temps.

[L'AIDE AUX VICTIMES DE STALINE NEGRÍN]¹

(6 octobre 1937)

Cher Camarade Tresca²,

C'est avec une chaleureuse sympathie que je réponds à votre appel en faveur de votre action pour le soutien des révolutionnaires victimes de Staline-Negrín. Incontestablement, les militants de la C.N.T. tiennent, parmi ces victimes, la première place.

En tant que marxiste, je suis un adversaire de l'anarchisme. C'est de façon plus irréconciliable encore que je suis un adversaire de l'opportunisme actuel des dirigeants de la C.N.T. Mais cela ne m'empêche pas de voir et de reconnaître que c'est dans les rangs de cette organisation qu'est concentrée l'élite du prolétariat espagnol. Une profonde solidarité révolutionnaire me lie aux ouvriers anarchistes, tandis que je ne vois que des ennemis de classe dissimulés dans les cliques pseudo-marxistes de Staline-Negrín.

Je partage totalement votre indignation quant à l'attitude de *The Nation* et *New Republic*. Le bourreau est odieux, mais plus encore le prêtre au service du bourreau. En tant qu'agent de l'impérialisme, le G.P.U. de Staline appelle la haine, mais les prêcheurs démocratiques aux cheveux longs qui servent d'entre-metteurs aux exécuteurs de Staline sont plus écœurants encore.

La lutte pour la libération de l'humanité est impossible sans

1. Lettre à C. Tresca (10558), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Carlo Tresca (1879-1943), Italien émigré aux Etats-Unis après une condamnation pour son activité socialiste, avait joué un rôle important dans le développement et l'activité des I.W.W. (Industrial Workers of the World), jouant un rôle capital dans les grandes grèves d'ouvriers immigrés de Mesaba Range, Lawrence et Paterson notamment. Il dirigeait à New York le journal italien *Il Martello*, avait joué un rôle important dans la lutte contre les agents fascistes et fait connaître au grand public la cause de Sacco et Vanzetti. Il était membre de la commission Dewey.

LÉON TROTSKY

la mobilisation simultanée contre des courtisans, des sycophantes, des laquais, des bigots comme *The Nation* et *New Republic*.

Je vous souhaite le plus grand succès dans votre campagne et je vous serre la main avec mes salutations révolutionnaires.

3. Tresca venait de fonder un comité de défense des militants espagnols. L'affaire la plus retentissante avait été le meurtre de l'anarchiste italien Berneri, adversaire de la collaboration avec le Front populaire, éditeur de la revue *Guerra di Classe*, assassiné entre le 5 et le 6 mai par des policiers dont Tresca devait révéler qu'ils étaient dirigés par Mink.

4. Journaux libéraux et même d'orientation « démocratique », pendant des années, ces deux hebdomadaires s'étaient peu à peu alignés, à travers la politique du Front populaire, sur les positions du stalinisme.

LA DISCUSSION AU CONGRÈS ET A LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE ¹

(6 octobre 1937)

Je crois qu'il serait inacceptable de consacrer une partie importante du congrès à la discussion de cette question². Elle est maintenant résolue par le cours des événements, par le développement même. Par ailleurs, je crois qu'il serait impossible d'éviter totalement l'expression d'opinions à ce sujet — mais alors il ne devrait y avoir que de brèves déclarations. Parce que le comité national, dans son rapport, est obligé de mentionner le fait de l'entrée dans le S.P.

« Nous y sommes restés un an, nous y sommes entrés avec telles et telles forces, et sur une année, nous avons fait le bilan suivant. Nous pouvons considérer l'entrée comme un succès. Personnellement, je croyais le S.P. plus fort qu'il n'était en réalité : je croyais qu'il avait 20000 membres, mais il est bien plus faible. Je crois que nous avons commis quelques erreurs tactiques pendant notre séjour ; nous avons fait des concessions non nécessaires, comme l'abandon du *Socialist Appeal* et la faute pratique de l'abandon de notre presse à imprimer, peut-être en liaison avec une perspective à long terme. Mais, dans l'ensemble, nous avons gagné ceci et cela. » Si j'étais de la majorité, voilà ce que je dirais. « Je recommencerais cette expérience et je crois que nos excellents camarades de la minorité avaient tort et que j'avais raison. » Si on me demandait : « Ne croyez-vous pas qu'un parti indépendant aurait eu plus de succès ? », je répondrais : « Mon cher ami, il était possible de discuter cette question

1. Sténogramme (T 4216) traduit de l'anglais, d'une discussion avec M. (en réalité Max Sterling) avec la permission de la Houghton Library. Une note de la sténographe, Rae Spiegel, signale qu'il n'a pas été corrigé par Trotsky.

2. Il s'agit de la question de l'entrée dans le Socialist Party qui avait provoqué une profonde division dans les rangs du W.P.U.S. Fallait-il la discuter à l'occasion de la « sortie », dans le congrès qui devait se tenir à la fin de l'année ?

avant, mais maintenant nous savons par l'expérience internationale qu'il n'en est pas ainsi. ». Les P.C. se développaient, les Fronts populaires se constituaient, les P.S. s'engageaient plus ou moins dans des scissions. Je ne vois pas pourquoi notre tendance n'aurait eu de succès qu'aux Etats-Unis, tandis qu'en Hollande, en Belgique et en France, où nous avons des sections indépendantes, nous n'avons pas grandi.

M[ax Sterling]. — Et en ce qui concerne l'Indochine ?

Trotsky. — Je ne peux rien en dire ; je ne sais pas grand-chose sur l'Indochine.

M[ax Sterling]. — Notre section française dit que l'Indochine est la meilleure section et qu'elle a grandi³.

Trotsky. — Mais, en Indochine, il n'y a pas de grand parti communiste et pas de parti socialiste : aussi sommes-nous devant la classe ouvrière le seul parti indépendant de la classe ouvrière.

M[ax Sterling]. — Mais cela démontre qu'il existait dans tous ces pays d'autres facteurs pour rendre compte de la croissance ou non de notre section.

Trotsky. — Je connais les raisons de la stagnation de nos sections : la « prospérité » a créé les conditions du Front populaire dans ces divers pays et il y a eu ensuite les procès de Moscou. Même des gens qui avaient des doutes, éprouaient de la répugnance, même des travailleurs nourrissaient des doutes sur notre section. Aux Etats-Unis, le fait que nous étions, dans le S.P., liés à la gauche dans le travail quotidien, les a convaincus que nous ne pouvions pas être en liaison avec les fascistes. Personne n'avait prévu ce facteur, mais il a joué. Le nier ne serait qu'orgueil fractionnel et entêtement. On peut admettre qu'on ne l'avait pas prévu. Mais il est tout à fait clair que la section américaine est la seule qui ait remporté d'importants succès. Elle était couverte par le parapluie du S.P. et Thomas était membre du comité de défense, et nous avons pu avoir Dewey et les autres. Ce fut une très heureuse expérience. Ce que vous avez gagné, ce

3. Le groupe indochinois de l'Opposition de gauche s'était constitué à Paris en 1929 et ses principaux animateurs avaient été expulsés en 1930. C'était en 1935 que les trotskystes et les membres du P.C. avaient conclu le « front unique » qui allait pendant deux ans avoir pour organe le célèbre hebdomadaire *La Lutte*. Au moment où Trotsky avait cette discussion, la scission avait eu lieu, et les trotskystes étaient restés maîtres du journal, mais ils étaient en même temps, en leur qualité de principale force d'opposition à la puissance coloniale, durement frappés par la répression, et leur leader Ta Tu Thau était en prison depuis le 18 mai.

n'est pas à travers le meeting de l'Hippodrome⁴, mais à travers le S.P. et peut-être aussi à travers l'Hippodrome, pour le S.P. et, de là, pour les « trotskystes ».

Vous dites que vous ne pouviez pas gagner des gens parce que vous étiez enfermés dans le S.P. Mais alors, pourquoi les oehléristes ou les autres groupes qui, eux, étaient indépendants, ne les ont-ils pas gagnés ? Ils avaient une mauvaise politique ? Mais le P.O.U.M. aurait une mauvaise politique et comme il était le seul à gauche, il est passé en deux semaines de 8 000 à 40 ou 50 000 membres. Ne croyez pas que ces éléments supposés révolutionnaires soient si bien formés d'avance qu'ils se disent : « Oui, Oehler est indépendant, mais il a tort », ou « Weisbord⁵ n'est pas si bon marxiste que ça. »

Cela veut-il dire que j'entrerais dans un autre parti ? Oui, si je pouvais entrer dans le P.C. en tant que parti de la IV^e Internationale, j'y entrerais aujourd'hui même.

M[ax Sterling]. — Etant donné ce que sont les conditions actuelles, sommes-nous donc voués à stagner ?

Trotsky. — C'est possible. Ce n'est pas exclu. Je crois que pendant quelques mois ou un an, nous n'allons pas doubler nos effectifs, nous pouvons même stagner — comme l'eau avant de bouillir, elle est de plus en plus chaude.

Deuxièmement, les raisons sont diverses mais on peut les ramener à une raison générale : que l'organisation en tant que telle est jeune, qu'elle s'est développée dans des conditions extrêmement difficiles, qu'elle compte trop d'éléments non prolétariens avec leur état d'esprit individualiste ; l'expérience d'un petit groupe ne donne pas aux dirigeants la confiance des militants, parce que seuls les événements, les développements, peuvent confirmer la justesse de la ligne de la direction et affirmer son autorité. Pour ma part, je crois que l'autorité de la direction est plus importante qu'avant. Les militants vont comprendre qu'en dépit d'erreurs secondaires, la direction a manifesté fermeté et capacité d'agir et qu'elle a été infiniment supérieure aux dirigeants du S.P., non seulement en matière de propagande, mais dans les conditions reposant sur l'activité du parti.

Naturellement le parti doit laisser une grande latitude à ses

4. Allusion au meeting organisé à New York, à l'Hippodrome, le 9 février 1937 par le comité de défense de Léon Trotsky.

5. Albert Weisbord (1900-1977) avait été connu pour son rôle d'organisateur de grèves au temps où cet ancien étudiant était cadre du P.C. Exclu en 1930, il avait fondé sa propre organisation, la Communist League of Struggle, toujours à l'écart de la section américaine, mais la suivant pas à pas dans sa critique.

dirigeants. Mais par ailleurs, il est impossible [à une direction] d'avoir du crédit auprès de l'organisation si son autorité n'est pas confirmée par l'expérience politique elle-même, par une politique juste et par le succès. Il faut accumuler ce capital et c'est alors seulement que la direction aura toute la latitude nécessaire dans l'action. Conquérir cette autorité est nécessaire pour avoir une politique juste.

Il serait ahurissant de demander à la direction de ne pas commettre d'erreurs. Ce que nous lui demandons, c'est de les corriger à temps, afin qu'elles ne deviennent pas fatales.

Si la dissolution de la tendance et l'abandon du journal s'étaient prolongées longtemps, cela eût signifié notre disparition. La direction a battu en retraite pour s'assurer un répit⁶ et, quand elle a réalisé qu'il n'y avait rien à gagner et tout à perdre, elle a corrigé son erreur. Je considère cela comme une erreur, mais on ne peut le considérer que comme une épreuve de la vigueur de l'offensive, des plans des dirigeants. Et une direction qui corrige à temps ses erreurs est une bonne direction.

Il faut absolument avoir la confiance de la base. J'ai indiqué la plus importante condition de cette confiance : une politique juste. Il faut préparer cette politique dans des conditions où elle soit comprise de la base. Il arrive souvent que la direction, qui voit très bien la situation et a pris une décision tout à fait juste, impose à l'organisation une décision impérative, dictée par son impatience, parce qu'elle sent que, si elle commence une discussion d'un ou deux mois maintenant, on va perdre un temps précieux. C'est peut-être vrai, mais en gagnant une année ici, on peut en réalité perdre un an, parce que la base considère avec étonnement et le tournant et le rythme ; et si la politique n'est pas couronnée de succès, la base dit : « La direction avait tort ; c'est de sa faute. » Et on perd une année à réparer les conséquences de son impatience.

C'est pourquoi il est important, surtout pour une organisation jeune, de ne pas être impatients et de préparer à toute nouvelle décision. Avant tout, il est important de respecter de façon très stricte les statuts de l'organisation — réunions régulières de la base, discussions avant les congrès, congrès réguliers et

6. Les décisions du congrès de Chicago sur la dissolution des tendances et la suppression de leurs journaux avaient été acceptées par les trotskystes qui ne se sentaient pas alors, dirent-ils, en mesure d'engager l'épreuve de force avec la direction à cette date. Les documents de l'époque suggèrent pourtant également l'existence d'un certain nombre d'illusions dans les possibilités d'un travail à long terme dans le S.P.

droit de la minorité d'exprimer son opinion (il faut une attitude de camaraderie et pas des menaces d'exclusion). Vous savez que jamais, *jamais*, on n'a fait cela dans le vieux parti [russe]. L'exclusion d'un camarade était un événement tragique et on ne la faisait que pour des raisons morales, jamais à cause d'une attitude critique⁷. Après la révolution, il y avait des camarades dans l'opposition. Il y avait des camarades qui se spécialisaient dans la critique, non sur les questions de principe, mais sur des questions mineures. Il y avait Stoukhov, un homme intelligent et courageux, aussi solide que spirituel, et, à chaque réunion du parti, il trouvait quelque chose à dire, en commençant par une plaisanterie, et on l'applaudissait. Imaginez, pendant la guerre civile, il y avait pas mal de choses à objecter à la direction, et il en profitait. Mais personne ne proposait de l'exclure, et, de temps en temps, on expliquait aux militants et il commença à perdre son audience et, au bout d'un certain temps, Stoukhov s'était ridiculisé.

C'était quelqu'un du sommet du parti. Mais dans tous les organismes il y avait des Stoukhov. Il ne s'agissait pas des Stoukhov, mais de l'éducation des membres du parti, une éducation qui rejette la critique malsaine, l'opposition pour l'opposition. Je crois qu'il faut aussi absolument que la direction soit très patiente, qu'elle écoute très attentivement, très responsablement, toute critique. Mais le plus important, c'est de modifier la composition sociale de l'organisation, d'en faire une organisation ouvrière. Un ouvrier vient à notre réunion : il sait que rien n'est parfait, que sa paie n'est pas parfaite, que ses conditions de travail ne sont pas parfaites, que la vie n'est pas parfaite ; il est donc plus patient, plus réaliste. Quand on a une réunion de 100 personnes et parmi eux 60, 70, 80 travailleurs, alors les 20 intellectuels, petits-bourgeois, sont dix fois plus prudents sur la question de la critique. L'auditoire est plus sérieux, plus solide. Mais quand il y a 100 intellectuels, tout le monde a quelque chose à dire. La vie de parti n'est qu'une période de discussion. C'est pourquoi la composition sociale est une chose si importante, mais on ne peut agir par des moyens artificiels. Dans un parti de 20 000 travailleurs, les chômeurs aussi sont des travailleurs, mais, dans un parti de 1 000 membres, les chômeurs ne font qu'aggraver la situation.

7. Si Trotsky insiste sur ce point, c'est parce que le contraste est vif avec la pratique dans les P.C. et même dans les sections de la IV^e Internationale sur ce point.

[LA COMPOSITION SOCIALE DU PARTI]¹

(10 octobre 1937)

Cher Camarade Cannon,

Je crains que le caractère fragmentaire de mes lettres antérieures ne provoque des malentendus. J'insiste sur le fait que la ligne générale du développement de la IV^e Internationale sera liée dans la prochaine période à une nouvelle crise et à l'inévitable désintégration de la politique de Front populaire et de la III^e Internationale. Cette perspective me semble très importante pour l'orientation générale. J'ai entendu dire que certains camarades sont plus ou moins, sinon pessimistes, du moins qu'ils se sont faits à l'idée que la croissance de notre organisation sera très difficile et très lente. La perspective d'un tournant brusque qui peut ouvrir devant nous d'immenses possibilités est ainsi nécessaire, non seulement pour une orientation claire, mais comme encouragement moral.

La perspective indiquée ci-dessus est cependant trop générale. Nous ne savons pas avec précision quand commencera la crise, à quel rythme et à quelle profondeur elle influencera, au cours de sa première phase, le mouvement de la classe ouvrière et de ses organisations politiques. Il est possible et même probable que l'année prochaine sera une période de transition avant l'entrée dans le « grand tournant ». Il faudrait indiquer une telle possibilité dans la thèse fondamentale afin d'empêcher confusion et désillusions.

Mais, que le développement soit plus lent ou plus rapide, une question demeure avec son importance énorme pour nous :

1. Lettre à J. P. Cannon (7511) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

celle de la composition sociale du parti. Il faut l'étudier avec une attention extrême.

Le parti n'a qu'une minorité d'ouvriers d'usine authentiques. C'est un début inévitable pour tout parti ouvrier révolutionnaire, où que ce soit, et particulièrement aux Etats-Unis. Les éléments non prolétariens constituent un levain très nécessaire et je crois que nous pouvons être fiers de la bonne qualité de ces éléments. Mais le danger est que nous puissions recevoir au cours de la période prochaine plus de « levain » que nous n'en avons besoin pour notre parti. La désintégration du parti communiste va très probablement *commencer* non pas parmi les ouvriers mais parmi les intellectuels qui sont plus sensibles aux idées et moins « patriotes » à l'égard de l'organisation. L'afflux de la nouvelle génération d'intellectuels au parti communiste prendra fin avant même la désintégration ouverte de l'organisation stalinienne. De ce fait nous pouvons nous attendre à un afflux vers nous d'éléments intellectuels neufs. Notre parti peut être noyé sous les éléments non-prolétariens et peut même perdre son caractère révolutionnaire. Il ne s'agit naturellement pas d'empêcher l'afflux d'intellectuels par des méthodes artificielles (un tel malthusianisme politique serait pour le moins prématuré), mais d'orienter, dans la pratique, toute l'organisation vers les usines, les grèves, les syndicats. Il semble que ce devrait être l'une des tâches les plus importantes du prochain congrès, sinon en séance publique, du moins en commission à huis clos, ou commission de travail avec possibilité de participation de tous les délégués.

L'orientation de l'ensemble du parti vers le travail d'usine est intimement liée à la question de sa structure d'organisation. Je ne crois pas qu'en considération du tout petit nombre de nos membres et de notre très brève expérience dans le mouvement de masses, nous puissions déterminer maintenant des règles impératives pour l'organisation du parti. Nous devons laisser plus d'initiative aux organisations locales. Quant au comité national lui-même, afin d'improviser, d'adapter, de choisir les méthodes et les formes les plus adéquates pour aborder nos nouvelles tâches, il serait fatal d'imiter un grand parti avec ses formes déterminées d'activité. Le pire de tous les bureaucratismes est le bureaucratisme d'un petit organisme qui sacrifie les tâches pratiques à une apparence extérieure. Il ne nous faut pas renoncer aux méthodes de guerilla, mais les continuer à la condition que le comité national contrôle et dirige cette guerilla. Un exemple concret : nous ne pouvons pas consacrer à toutes les usines suffisamment de forces pour toutes. Notre organisation

locale peut choisir pour son activité dans la prochaine période une, deux ou trois usines dans la région, et concentrer sur elles toutes ses forces. Si nous y avons deux ou trois ouvriers, nous pouvons créer une commission auxiliaire particulière de cinq non-ouvriers avec l'objectif d'élargir notre influence dans ces usines.

On peut agir de même dans les syndicats. Nous ne pouvons pas introduire de militants non ouvriers dans les syndicats ouvriers. Mais nous pouvons avec succès construire des commissions auxiliaires pour l'action écrite et orale en liaison avec nos camarades dans le syndicat. Les conclusions rigoureuses doivent être : ne pas donner d'ordres aux ouvriers, se contenter de les aider, de leur fournir des suggestions, de les armer avec des faits, des idées, des journaux d'usine, des tracts spéciaux, etc.

Une telle collaboration aurait une énorme importance du point de vue de leur éducation, d'un côté pour les camarades ouvriers, de l'autre sur les non-ouvriers qui ont besoin d'une solide éducation.

Vous avez par exemple dans vos rangs un nombre important d'éléments juifs non ouvriers. Ils peuvent constituer un levain très valable si le parti réussit rapidement à les tirer de leur milieu clos et les lie par leur activité quotidienne aux ouvriers d'usine. Je crois qu'une telle orientation assurerait aussi une atmosphère plus saine dans le parti. Il n'est évidemment pas nécessaire de souligner qu'une proportion correspondante adéquate des membres juifs devrait concentrer ses forces sur le travail dans les masses juives.

Il faudra, je le répète, distribuer et aligner nos forces, non pas conformément à quelque schéma *a priori*, mais conformément aux tâches concrètes et concrètement élaborées dans les différentes régions du pays et même d'une ville donnée. Nous ne pouvons établir tout de suite qu'une seule règle générale : un membre du parti qui, pendant trois ou six mois, n'a pas gagné au parti un seul ouvrier, n'est pas un bon membre du parti.

Si nous établissons sérieusement cette orientation générale et si nous en vérifions, semaine après semaine, les résultats pratiques, nous éviterons un grand danger, à savoir que les intellectuels et les travailleurs en faux col suppriment la minorité ouvrière, la réduisent au silence, transforment le parti en un club de discussion très intelligent, mais absolument inhabitable pour des ouvriers.

La sélection des responsables du parti, de bas en haut, devrait être faite selon les mêmes critères. Nous ne pouvons pas

naturellement ne désigner que les ouvriers, ni même une majorité d'ouvriers. Tous les ouvriers ne sont pas capables de ce travail. Mais tout responsable doit faire attention à ce à quoi l'ouvrier se heurte et à ce dont il a besoin. Beaucoup d'intellectuels et de demi-intellectuels terrorisent les ouvriers par des généralités abstraites et paralysent leur volonté d'agir. Un responsable de parti révolutionnaire doit avoir en premier lieu une bonne oreille et seulement en second lieu une bonne langue.

Vous pouvez constater que ma lettre consiste pour les trois quarts en « généralités » abstraites et que nombre d'entre elles ne sont que trop élémentaires. Je m'en rends très bien compte moi-même, mais, pour éviter tout malentendu, je préfère dire même des choses superflues avec l'assurance que vous comprenez très bien les particularités de la position d'un observateur de loin.

P.-S. Les mêmes règles doivent être élaborées sous une forme correspondante au travail et au recrutement de l'organisation de jeunesse, autrement nous courrons le danger d'éduquer de bons éléments jeunes et d'en faire des dilettantes révolutionnaires, non des combattants révolutionnaires.

[ENCORE SUR L'AFFAIRE REISS]¹

(13 octobre 1937)

Chère Camarade,

Je m'empresse de répondre immédiatement à votre lettre du 30 septembre. Cette lettre a été pour moi de la plus grande importance dans la mesure où elle contenait une présentation authentique de l'état de fait des affaires comme de votre situation personnelle. Il m'est douloureux de penser que vous auriez pu prendre mon télégramme au camarade Sneevliet comme un blâme direct ou indirect au camarade Reiss ou à vous-même. Je puis imaginer exactement quelles difficultés énormes vous avez rencontrées, l'un et l'autre, à partir du moment de votre rupture avec Moscou. Coupés des liens anciens, des amitiés, des possibilités techniques, vous n'en aviez encore aucun nouveau à votre disposition et vous n'aviez aucune perspective de possibilités d'action — d'abord et avant tout de possibilités de protection — dans la nouvelle situation ainsi créée. Il serait donc tout à fait impossible de se plaindre plus tard, *ex post facto*, du camarade Reiss. Je ne reviendrais même pas sur cette question si elle ne concernait que le camarade Reiss. Mais il s'agit de votre sort à vous, maintenant. D'autres agents de Moscou peuvent aussi prendre, et prendront — de cela, je suis sûr — le même chemin. Cela veut dire qu'il faut élaborer pour de tels cas une politique juste. Et ce ne peut être fait sans corriger les erreurs commises dans le passé.

Le camarade Reiss a manqué de conseils révolutionnaires-politiques justes. Je n'ai jamais douté et je ne doute pas que le camarade Sneevliet ait complètement rempli son devoir person-

1. Lettre à Elsa Poretski (9783), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

nel vis-à-vis du camarade Ignace et de vous-même. Mais il en va différemment de son appréciation politique de la situation et des méthodes qu'il a employées. Il me les a présentées dans sa lettre du 30 septembre et, sur la base de cette seule présentation, il m'est apparu que l'affaire avait été évaluée et préparée de façon tout à fait erronée. Et je conteste ceci : c'est le 10 juillet que le camarade Reiss s'est tourné vers Sn[eevliet] et ce n'est que le 12 octobre, c'est-à-dire trois mois plus tard, que j'ai reçu les premières informations authentiques sur cette affaire. Que je pouvais beaucoup mieux évaluer l'affaire qu'un Européen d'occident de mon point de vue « purement russe » et sur la base de mon expérience antérieure, le camarade Sn[eevliet] aurait dû en prendre conscience à temps. J'ai aussi des liens avec la presse mondiale que l'on ne peut pas avoir en Europe. Tout le temps, depuis mon arrivée au Mexique, j'ai eu la possibilité de faire passer des informations très importantes dans la presse américaine et, par elle, la presse européenne. Une lettre met de dix à quatorze jours pour arriver au Mexique. Même pendant le mois de juillet, on aurait pu commencer dans la presse mondiale une campagne qui aurait fait du camarade Reiss une figure politique internationalement connue. Et cela aurait constitué pour lui personnellement l'unique protection effective, pour ne pas mentionner le fait que cela aurait constitué une caisse de résonance pour l'affaire elle-même. Le camarade Sn[eevliet] écrit : le camarade Reiss voulait « avant tout » envoyer sa lettre à Moscou, puis attendre qu'elle soit réellement arrivée, et alors seulement apparaître avec une déclaration publique. La déclaration elle-même indique seulement qu'un certain Ludwig, que personne ne connaît, a rompu avec la III^e Internationale et fait allégeance à la IV^e. Une telle déclaration avait un sens pour la IV^e Internationale, mais ne pouvait en aucun cas rencontrer un écho digne d'être mentionné. Plus tard, un inconnu a été trouvé mort à Lausanne. Il y a bien des meurtres dans le monde, surtout de nos jours. Que, par la suite, on s'efforce de démontrer que ce meurtre d'un inconnu était un crime du G.P.U. contre un homme qui avait fait défection n'éclaire que difficilement le public et en aucun cas et d'aucune façon ne peut éveiller l'intérêt de la grande presse bourgeoise.

Quel conseil aurais-je donné au camarade Reiss, si j'avais été informé à temps ? Je lui aurais dit : « Vous savez aussi bien que moi que le G.P.U. va tout faire pour se débarrasser de vous. L'idée de vous tourner d'abord vers vos anciens collègues et vers Moscou, et alors seulement de révéler publiquement votre

identité réelle, est désastreuse. Chaque jour perdu peut être fatal. Cela signifie : assurer d'abord votre existence physique. Naturellement, il n'existe pas de sécurité absolue. Mais on ne peut obtenir une sécurité effective, quoique relative, que par des moyens politiques. Vous devez, selon moi, prendre sans hésiter deux initiatives : d'abord, vous adresser au gouvernement français (en ce moment précis, je crois que c'est le mieux) et faire la déclaration suivante, avec une copie personnelle pour Léon Blum : « Mon véritable nom est tel-et-tel, selon mon passeport, il est tel-et-tel. J'étais jusqu'à maintenant un agent secret de Moscou ; je romps maintenant avec Moscou et je vous révèle ma véritable identité. Je désire seulement, à partir de maintenant, vivre en France comme individu privé. La raison de ma rupture avec Moscou, c'est les crimes du régime de Staline, dont je suis prêt à rendre compte publiquement. » (Dans cette lettre, on aurait dû indiquer le nom et l'adresse d'un intermédiaire²). Il faut en même temps — et c'est la seconde initiative — donner à la presse mondiale une déclaration politique : « Je soussigné, ai été, pendant dix-sept ans, au service du G.P.U., dont tant dans le domaine international. Je travaillais avec une foi sincère dans notre cause. Les récents procès de Moscou m'ont ouvert les yeux. Les procès sont de criminelles impostures. Je suis prêt à témoigner de cela devant une commission internationale compétente. Je sais que le G.P.U. va maintenant mettre toutes ses forces en mouvement pour me réduire au silence. Mais l'affaire est au-dessus de toutes les considérations personnelles. Je me place sous la protection de l'opinion publique du monde entier. »

Tel est le conseil que j'aurais donné au camarade Reiss si j'avais été mis en contact avec lui à temps. Le camarade Sn[eevliet], et d'autres avec lui — moi compris — auraient répondu de la sécurité du camarade Reiss devant l'opinion publique. Ce n'est qu'après cela qu'il aurait pu se tourner vers ses anciens collègues par des lettres personnelles, s'il l'avait jugé absolument nécessaire. Pour ma part, je crois que cet appel à l'opinion publique du monde entier aurait fait une impression bien plus grande sur ses ex-collègues que des lettres purement personnelles.

L'intérêt de l'opinion publique pour Moscou et particulièrement le G.P.U. a énormément grandi après l'affaire Toukhatche-

2. Il est possible — presque certain — que sur une base purement formelle, Reiss aurait été placé sous surveillance. Dans les conditions actuelles, deux mois de prison en France (la suite n'est pas déchiffrable) (*Note de L. Trotsky.*)

vsky³. A cette époque, des informations concrètes venant de Reiss auraient pu être lancées avec un grand succès dans la presse mondiale. Toute déclaration de lui à cette époque aurait été imprimée dans des milliers et des milliers de journaux. Dans ces conditions, il aurait été très difficile — sinon impossible — au G.P.U. de mener à bien son assassinat. Dans ma première lettre, j'ai déjà cité les exemples de Bessedovsky et Agabékov. On peut me répondre que ces messieurs se sont révélés des traîtres, alors que Reiss est un bon révolutionnaire. L'objection n'est pourtant pas valable. Ce qui est décisif, c'est que les affaires Bessedovsky et Agabékov devinrent des sensations mondiales. Par ailleurs il n'y avait, pour eux, aucune nécessité d'embrasser publiquement et dès le début la IV^e Internationale. D'abord il s'agissait de s'assurer pour eux-mêmes une plus grande liberté d'action, et ce n'était possible qu'en sortant de l'anonymat. Prenez aussi l'exemple de Léon Sedov. Le G.P.U. l'aurait liquidé depuis longtemps si son nom n'était pas connu du monde entier. Je le répète, il n'y a pas de sécurité absolue. Mais le cours suivi dans l'affaire Reiss devait conduire avec une absolue certitude à la catastrophe. Par sa lettre au personnel du G.P.U. à l'étranger et à Moscou, Reiss faisait de lui-même une cible pratique pour le G.P.U. En même temps, aucune couverture internationale n'était constituée pour lui. Il restait isolé, sans défense, nu, face aux coups de revolvers des bandits.

Tout cela est aujourd'hui vain. En ce qui concerne votre sécurité à vous, on peut mettre à profit seulement une partie de cette négligence. Mais il faut le faire. J'ai déjà donné des rapports assez longs sur l'affaire à la presse mexicaine et nord-américaine il y a deux semaines, quand j'ai reçu un télégramme de Sn[eevliet] dans lequel — malheureusement après avoir attendu trois mois — il reconnaissait la nécessité d'une action commune. Je joins les coupures de presse dont je dispose, y compris l'une d'un grand journal américain, le *New York Times*. L'information que vous-même et Sneevliet m'avait promise n'est pas encore arrivée. Vous écrivez en même temps qu'il ne faut pas que j'en fasse usage sans information ultérieure et vous invoquez de ce point de vue votre propre sécurité. D'après ce qui précède, vous devez réaliser, ma chère camarade, que je suis de l'opinion

3. Il s'agit de l'annonce, en juin, du procès et de l'exécution des principaux chefs de l'Armée rouge dont Mikhaïl N. *Toukhatchevsky* (1893-1937). L'affaire avait fait l'effet d'une bombe. Tout le monde comprenait parfaitement que Staline venait de décapiter l'Armée rouge.

opposée. Mieux votre nom sera connu, plus vous apparaîtrez décidément et inlassablement en public, et plus vous serez en sécurité. Naturellement, en même temps, vous ne devez abandonner aucune précaution technique. Mais les meilleures mesures pour se cacher resteront inefficaces si vous n'êtes pas bien couverte politiquement. Je vous donne mon opinion ici sous cette forme brutale simplement parce que l'enjeu est trop grand et que toute tergiversation serait un crime.

Je vous prie de croire que ces lignes sont inspirées par mes sentiments de sympathie la plus profonde pour votre sort et celui de votre famille. Je suis entièrement à votre service.

P.-S. Vous pouvez naturellement montrer cette lettre au camarade Sneevliet. Je ne pourrais rien lui dire de plus pour le moment.

[LE TOUR DES QUESTIONS]¹

(14 octobre 1937)

Cher ami,

Bien reçu votre lettre n° 3 du 28 septembre.

La question de la dactylo n'est pas encore résolue. Nous attendons toujours des nouvelles de New York, où l'on fait ce qu'on peut. Etant donné la situation de Lola, nous ne pouvons naturellement pas soutenir notre proposition².

La bibliographie de la *Pravda* garde toujours son importance. Il faut la continuer si cela est possible. Il faut cependant prêter plus d'attention aux matériaux concernant Lénine, car je vais revenir à sa biographie.

En 1925 j'ai publié dans la *Pravda* un article nécrologique sur le poète Essénine³. Je voudrais bien en avoir la copie. Mais ce n'est nullement urgent et on peut le faire en passant.

Il serait bon d'avoir l'expertise de Nikolaïevsky, même sous la condition de la discrétion. Il n'y a aucune raison de faire de cette question un *casus belli*.

Faire un travail sur l'histoire de l'opposition serait vraiment excellent. Mon concours est totalement assuré.

1. Lettre à L. Sedov (10230), en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Lilia Ya. Ginzberg, épouse *Estrine* (1898-1981), avocate, qui appartenait à un milieu de mencheviks et travaillait pour Nikolaïevsky, avait été gagnée par Sedov et militait dans le groupe russe. Mais *Lola* — elle s'appelait parfois également *Paulsen* — avait à sa charge toute une famille et il n'était pas question de la faire venir à Coyoacán à demeure comme Trotsky l'avait pensé.

3. Sergéï A. *Essénine* (1895-1925), poète d'origine paysanne, s.r. de gauche au moment de la révolution, déçu par l'évolution politique, se suicida, le 27 décembre 1925. L'article mentionné ci-dessus parut dans la *Pravda* du 19 janvier 1926, il est publié en traduction française dans *Littérature et Révolution*.

Ma lettre à la femme de Ludwig⁴ vous a été envoyée en copie. J'espère que vous avez reçu ma première lettre en anglais⁵ à ce sujet.

Le dernier numéro du *Biulleten*, 58/59, est arrivé. Faute de dactylo, je ne pourrai rien donner pour le prochain numéro. Vous pourrez vous servir de deux chapitres au moins de mon livre, « Staline sur ses propres faux »⁶ et peut-être comme leader « La Théorie du camouflage »⁷. Il faut que vous donniez des informations de M^{me} L. et la continuation de la correspondance interrompue dans le précédent numéro.

Je crois aussi que Miller⁸ est séquestré par le G.P.U. Le but est clair. Je suis d'accord avec vous. Dans la brigade internationale en Espagne, il y avait plusieurs centaines de Russes blancs (selon une information de la presse mexicaine). A l'assassinat de Reiss, un Russe blanc, Kondratiev⁹, a pris une part directe. On peut être sûr que les assassinats en Espagne ont été accomplis avec la participation de semblables Kondratiev : c'est moins dangereux. De ce point de vue, le G.P.U. a le plus grand intérêt à s'emparer directement de ce qu'il restait de l'organisation militaire blanche. Je crois qu'on devrait toucher ce sujet en passant. Il ne s'agit pas de traiter la question de l'enlèvement de Miller comme une question indépendante, mais en parlant du rôle des Russes blancs dans l'assassinat de Reiss et en Espagne¹⁰, on peut faire une annotation sur Miller. Il doit être clair que l'enlèvement de Miller n'est pas un épisode de la lutte contre les Russes blancs, mais un moyen de s'emparer mieux des Russes blancs pour se servir d'eux contre les révolutionnaires.

De différents côtés, on me demande d'écrire un article détaillé sur l'insurrection de Cronstadt et sur la répression. Je crois aussi qu'un article pareil aurait une grande importance

4. Ludwig était le pseudonyme de Poretski au G.P.U. lors de sa défection. Voir la lettre à sa femme pp. 166-169.

5. Cf. pp. 109-110.

6. Cf. *Œuvres*, 14, pp. 104-116.

7. Nous n'avons pas identifié ce texte.

8. Sur le général Miller et son enlèvement, cf. n. 10, p. 82.

9. Vadim Kondratiev (1896-1940), ancien officier blanc, avait vraisemblablement dirigé l'équipe de réserve dans l'assassinat de Reiss ; la presse du P.C. avait annoncé qu'il était en Allemagne ; en réalité, il était en U.R.S.S. où il allait mourir de tuberculose.

10. Cyrille Henkine (né en 1916) évoque dans *L'Espionnage soviétique* ses souvenirs personnels de plusieurs de ces Blancs, membres des équipes spéciales de tueurs du G.P.U. comme N. Pozniakov, un des assassins de Reiss, ou encore Sergéï Efron, ancien officier blanc réfugié à Paris et mari de la poétesse Tsviétaïeva.

politique. Mais je ne puis pas m'en occuper. Je vous propose de l'écrire aussi tôt que possible. Il faut cependant bien étudier les matériaux respectifs, ceux des anarchistes Emma Goldman, Alexander Berkman¹¹, etc. Il faudrait répondre à tous les arguments, y compris ceux de Victor Serge. L'article pourrait même prendre la forme d'une petite brochure. La question est très importante pour pouvoir approcher les ouvriers anarchistes. Répondez-moi immédiatement si vous pouvez et voulez vous en occuper.

Vous ne dites rien sur vos tentatives de faire publier en français le livre de C. Walker sur Minneapolis¹². Je répète de nouveau que ce serait le plus grand service que vous pourriez me rendre.

11. Alexander *Berkman* (1870-1936), né en Pologne, anarchiste très connu, avait fait quatorze ans de prison pour un attentat sur la personne du capitaliste Henry Clay Frick pendant la grève du Homestead Steel. Il avait été emprisonné de nouveau pour son action pacifiste pendant la guerre, avec Emma *Goldman* (1869-1940). Tous deux s'étaient trouvés en U.R.S.S. lors de la répression de l'insurrection de Cronstadt et leurs réactions furent décisives dans le retournement de l'opinion des anarchistes à l'égard de l'U.R.S.S. Berkman s'était suicidé en France l'année précédente.

12. Il s'agit d'*American City*, publié en 1934.

[LA DISSOLUTION DU COMITÉ DE DÉFENSE]¹

(14 octobre 1937)

Cher Camarade Cannon,

Vous savez évidemment mieux que moi ce qu'il faut faire avec le comité de défense eu égard à sa composition et à l'état d'esprit de ses membres. Mais c'est une pitié de le dissoudre après moins d'un an d'existence. Je considère cela comme un grave échec et une conséquence de la politique fondamentalement erronée de notre organisation à son égard. J'ai discuté cette question des dizaines de fois avec divers camarades ici (Novack, Shachtman, etc.) et aussi par lettres. J'insistais sur la nécessité d'entourer le comité de délégués des groupes ouvriers afin de créer des canaux du comité vers les masses, et, en même temps, comme levier de notre pression sur le comité. Les camarades Novack, Shachtman et autres se déclaraient entièrement d'accord avec moi là-dessous. Nous analysions ensemble les possibilités pratiques de réalisation de ce plan. J'ai répété la même chose à d'autres camarades qui m'ont rendu visite ici, avant, pendant et après les audiences d'avril. Chacun m'a poliment répondu : « Oui, oui. » Mais, plus tard, en dépit de questions réitérées de ma part, je n'ai jamais pu obtenir d'informations à ce sujet et ce n'est que par hasard que j'ai entendu dire que le camarade Shachtman était contre. Pourquoi ? Je ne le sais pas. Mais, ainsi que me l'ont dit le camarade Lankin et bien d'autres, il n'y a pas eu la moindre tentative pour établir un lien régulier entre les ouvriers et le comité. Nos camarades à l'intérieur du comité ont eu, depuis le début, une attitude de soumission à l'égard des libéraux, puis ont ouvert une période de conflits personnels avec

1. Lettre à J. P. Cannon (7512), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

LaFollette et autres, sans disposer le moins du monde des moyens d'organiser une pression sur le comité en tant qu'organisme politique. Je connais très bien le travail énorme réalisé par le comité et surtout par nos camarades dans le comité. C'est là un succès indiscutable, mais un succès politique général, pas un progrès de l'organisation du parti dans ce domaine. Et le fait qu'après un an de travail, vous deviez dissoudre le comité constitue une démonstration frappante de l'absence d'une politique d'organisation juste sur cette question. Nous aurons à l'avenir bien d'autres exemples analogues d'activité et j'ai jugé nécessaire d'exprimer aussi nettement que possible mon opinion à ce sujet.

Je ne suis pas en train de chercher un livre que je connais sur la grève Pullman², mais quelque bon livre contenant des informations sur l'un de ses dirigeants, George Sendern (appelé aujourd'hui George Selders).

La sténo russe de Paris que nous avons en vue est une Russe *précise*, parfaitement qualifiée à tous égards pour ce travail. Malheureusement, il lui est absolument impossible de quitter l'Europe pour venir ici.

Je ne suis pas sûr que le compte rendu de la discussion sur la Chine, au moins mon intervention, soit à publier dans le bulletin. Il faudrait, je crois, que les camarades concernés par la question chinoise, en prennent connaissance. Mais il vous faut décider vous-même, en accord avec le camarade Glass, l'utilisation qu'il faut en faire.

2. La « grève Pullman » en juillet 1894 se heurta immédiatement à une injonction qui l'interdisait en vertu de... la législation contre les trusts. Ses dirigeants, dont Eugene V. Debs, furent condamnés à de lourdes peines de prison.

[PRÉCISIONS]¹

(14 octobre 1937)

Chère mademoiselle LaFollette,

Nous nous réjouissons sincèrement du succès de votre réception. Nous regrettons seulement de ne pouvoir être avec vous cette soirée.

Permettez-moi une remarque sur le paragraphe 5 du « résumé des conclusions ». La troisième phrase de ce paragraphe dit : « que Sedov ne fut jamais à Copenhague ». Cette formule est tout à fait juste, mais la commission ne peut pas la prouver et elle n'a aucune valeur pour les conclusions et le verdict. Sur la base de toutes les pièces, la commission peut seulement établir que Sedov n'était pas à Copenhague lors de notre séjour dans cette ville, c'est-à-dire entre le 23 novembre et le 2 décembre. Il est presque sûr que la formulation trop générale : « Sedov n'a *jamais* été à Copenhague », bien que correspondant totalement aux faits, deviendrait presque immédiatement un point central d'attaque de la part des staliniens. Même le professeur Beard² peut demander : « Quels éléments positifs vous servent à prouver ce fait négatif ? » C'est pourquoi il me semble qu'il faut absolument préciser la troisième phrase du cinquième paragraphe.

Le témoin Laste est Jean Lastérade de Chavigny³, fils d'un

1. Lettre à S. LaFollette (8761) en anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Charles Austin *Beard* (1874-1948), historien et politologue, avait été sollicité de prendre part à la commission Dewey : convaincu de l'innocence de Trotsky, il avait décliné l'offre en expliquant qu'on ne saurait « prouver » le négatif.

3. Jean de *Lastérade de Chavigny* (né en 1910), étudiant en médecine et membre de la section française de l'Opposition de gauche avait fait partie du groupe de militants qui entouraient Trotsky au début de son séjour à Saint-Palais. Il avait quitté peu après la Ligue communiste pour participer à la fondation de l'Union communiste. Il n'avait pu déposer sous son nom car il effectuait alors son service militaire.

très gros industriel et, comme son nom l'indique, de la vieille noblesse française. Il est maintenant au service militaire et les lois françaises interdisent à un militaire sous les drapeaux de témoigner sans l'autorisation formelle de ses supérieurs. C'est la raison pour laquelle Jean Lastérade n'a signé que Laste. Jacob Walcher est un vieux social-démocrate très connu, puis communiste et plus tard oppositionnel de droite et maintenant dirigeant du S.A.P. et du Bureau international de Londres. En tant qu'émigré, il évite de donner son nom pour tout objectif politique. Il signait Schwab (le nom est une allusion à la région d'Allemagne où il est né). Bien que tout le monde sache que Schwab et Walcher sont le même, il serait plus correct de ne le désigner que sous le nom de Schwab dans sa déposition.

P.-S. Jan [Frankel] et Van⁴ sont en train de compiler le *Who's Who* et vous l'enverront bientôt.

4. Van est l'appellation familière pour Jean van Heijenoort.

[CONDITION DE COLLABORATION]¹

(15 octobre 1937)

Mon cher rédacteur en chef²,

Vous me proposez d'écrire pour le *Modern Monthly* un article sur la guerre. Avant de commencer à discuter votre aimable proposition, je dois vous poser une question préalable. Dans la liste de vos collaborateurs figure le nom de M. Carleton Beals³. Après sa « participation » à la commission d'enquête sur les procès de Moscou, il ne peut subsister aucune espèce de doute quant à la physionomie morale de ce monsieur. L'article de Beals sur les sessions de la commission à Coyoacán⁴ n'était qu'une série de mensonges et de faux dictés par l'intérêt du G.P.U. J'ai énuméré les plus importants de ces mensonges et de ces faux dans un article dont, autant que je sache, une copie vous a été adressée. Vous n'avez cependant encore réagi d'aucune façon à l'attitude de M. Beals.

Je peux donner un article à une publication bourgeoise sans me préoccuper des autres collaborateurs, comme je peux voyager en autobus sans me soucier de l'identité des autres passagers. Mais le cas d'une revue qui se réclame du marxisme et de la

1. Lettre à V. F. Calverton (7474), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. George Goetz, dit Victor Francis *Calverton* (1900-1940) dirigeait, depuis 1923, la revue *Modern Monthly* qui avait été un des bastions de la gauche et même du marxisme. Il avait été lié à A. J. Muste au temps du C.P.L.A. et de l'A.W.P.

3. Carleton *Beals* (1893-1979), enseignant et journaliste spécialisé dans l'Amérique latine et ayant longtemps habité au Mexique, avait participé à la sous-commission d'enquête à Coyoacán et posé à Trotsky des questions que la commission avait jugées inacceptables et que Trotsky tenait pour de véritables provocations.

4. Cet article avait paru dans *Futuro*, revue mensuelle de la C.T.M. dirigée par Vicente Lombardo Toledano.

révolution est tout à fait différent. Dans ce cas, chaque collaborateur est lié à tous les autres par un lien mutuel. Je considère qu'il m'est impossible d'assurer la moindre responsabilité, non seulement pour M. Beals lui-même, mais aussi pour une publication qui le tolère dans ses rangs.

Le stalinisme est la syphilis du mouvement ouvrier. Quiconque en vient à véhiculer, directement ou indirectement, une telle infection, devrait être soumis à une impitoyable quarantaine. L'heure a sonné d'une implacable démarcation entre les honnêtes gens et tous les agents, amis, avocats, publicistes et poètes du G.P.U. La collaboration à une revue comme la vôtre est nécessaire à des Beals pour conserver leur masque d'« indépendance ». Une revue indépendante a d'autant moins de raison de donner sa couverture à de tels sires.

Si le nom de M. Beals n'est resté sur votre liste que par inadvertance (et je serais heureux d'apprendre que tel est le cas), vous pourrez alors corriger immédiatement cette erreur. Dans le cas contraire, je me verrai contraint de vous demander de publier cette lettre dans votre revue pour expliquer le retrait de mon nom de la liste de vos collaborateurs.

[LE NOUVEAU JOURNAL]¹

(15 octobre 1937)

Cher camarade Bernie²,

Vous avez été malade ? J'espère que ce n'était pas grave. Dans votre lettre du 6 octobre, vous mentionnez la campagne de calomnies et les appels téléphoniques et pression diplomatique sur les gens de *Partisan Review*. Je crois qu'il faut *absolument* écrire là-dessus un bref article pour *Socialist Appeal* en liaison avec la campagne antérieure contre le comité de défense. La future campagne de calomnie peut être compromise d'avance en démasquant la tactique stalinienne.

Nous avons su pour la première fois par votre lettre que la camarade Viola Robinson³ avait concentré dans ses mains le travail de recherche pour mon travail.

Quel sera le nom du journal du nouveau parti ? Pas *Socialist Appeal*, je crois. Peut-être simplement *Appeal*. Ce ne serait pas mauvais, si le nom n'est pas utilisé par une autre organisation. De cette manière, l'organe central du parti conserverait une certaine continuité avec le *Socialist Appeal*, mais sans le mot compromettant de socialiste. C'est juste une suggestion en passant.

1. Lettre à B. Wolfe (10883), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Bernard Wolfe (né en 1915), ancien étudiant en littérature à Harvard, avait été secrétaire de Trotsky à Coyoacán de février à août 1937.

3. Viola Robinson (née en 1910), enseignante, compagne d'Harold R. Isaacs, avait assumé avec Pearl Kluger une partie des tâches pratiques centrales du comité de défense de Trotsky à New York.

[GASPILLAGE D'ÉNERGIE]¹

(15 octobre 1937)

Cher Camarade Solow,

Peut-être qu'on ne peut pas transformer le comité de défense, tel qu'il est, en un comité permanent avec des buts plus généraux. Mais cela démontre encore l'instabilité de ce genre d'improvisations sans liens avec les ouvriers. La nécessité de dissoudre le comité après une année de travail est cependant une grave défaite et un terrible gaspillage d'énergies. Maintenant, il vous faut recommencer. C'est le destin des célibataires politiques. En tout cas, la création d'un comité de défense générale contre le gangstérisme stalinien est maintenant l'une des tâches les plus urgentes. Ce qui se passe en Espagne n'est qu'un commencement. Il faut créer à temps les cadres de « milices » politiques contre les assassins.

Etes-vous en liaison avec les gens de *Partisan Review* ? Quelle est votre opinion sur leur revue ?

Le travail fait sur l'Espagne par Anita Brenner² est très bon. Je suis seulement un peu étonné que le nom de Carlton Beals reste dans le comité de rédaction de *Modern Monthly*. Je ne crois pas qu'il soit possible d'entrer en contact politique avec cette personne. Beals lui-même a besoin d'un tel « amalgame » de collaborateurs pour donner l'impression de l'indépendance. Il est d'autant plus nécessaire de le priver de cette couverture.

1. Lettre à H. Solow (10482), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Anita Brenner (1905-1974), journaliste et anthropologue, spécialiste de l'art mexicain, avait fait un reportage et une enquête sur l'Espagne.

[IL FAUT ÉCRIRE SUR CRONSTADT]¹

(15 octobre 1937)

Cher Camarade Wasserman²,

Une clarification de l'histoire de Cronstadt est en vérité importante pour avoir la possibilité d'aborder les travailleurs anarchistes. Cependant, pour beaucoup de raisons, je ne puis écrire un article sur cette question. J'ai proposé à Léon Sedov de le faire de façon détaillée et documentée. S'il accepte, j'écrirai une préface à sa brochure. Dans ce cas, vous enverrez naturellement le matériel réuni, non à moi mais à Léon Sedov.

1. Lettre à J. Wasserman (10787), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Jac *Wasserman* (né en 1908) était le responsable de la maison d'éditions Pioneer Publishers.

[JACK LONDON ARTISTE RÉVOLUTIONNAIRE]¹

(16 octobre 1937)

Chère Camarade²,

J'éprouve une certaine confusion à vous avouer que c'est seulement ces derniers jours, c'est-à-dire avec trente ans de retard, que j'ai lu pour la première fois *Le Talon de Fer* de Jack London³. Ce livre m'a produit — je le dis sans exagération — une vive impression. Non pour ses seules qualités artistiques : la forme du roman ne fait ici que servir de cadre à l'analyse et à la prévision sociales. L'auteur est à dessein très économe dans l'utilisation des moyens artistiques. Ce qui l'intéresse, ce n'est pas le destin individuel de ses héros, mais le destin du genre humain. Je ne veux pour autant absolument pas diminuer la valeur artistique de l'œuvre et surtout de ses derniers chapitres, à partir de la Commune de Chicago. Là n'est pas l'essentiel. Ce livre m'a frappé par la hardiesse et l'indépendance de ses prévisions dans le domaine historique.

Le mouvement ouvrier mondial s'est développé à la fin du siècle dernier et au début de ce siècle sous le signe du réformisme. Il semblait qu'était établie une fois pour toutes la perspective du progrès pacifique et continu de l'épanouissement de la démocratie et des réformes sociales. Bien sûr, la révolution russe cingla l'aile radicale de la social-démocratie allemande et donna quelque temps vigueur et dynamisme à l'anarcho-syndicalisme en France. *Le Talon de Fer* porte d'ailleurs incontestablement la marque de l'année 1905. La victoire de la contre-

1. Lettre à Joan London (T 4218-1), traduite de l'anglais.

2. Joan London, fille de Jack London, était mariée à un militant trotskyste de San Francisco, Barney Moss.

3. John Griffith, dit Jack London (1876-1916) avait publié *Le Talon de Fer*, roman d'anticipation sur un régime totalitaire de type fasciste en 1908.

révolution s'affirmait déjà en Russie au moment où paraissait ce livre remarquable. Sur l'arène mondiale, la défaite du prolétariat russe donna au réformisme non seulement la possibilité de reprendre les positions qu'il avait un instant perdues, mais encore les moyens de se subordonner complètement le mouvement ouvrier organisé. Il suffit de rappeler que c'est précisément au cours des sept années suivantes (de 1907 à 1914) que la social-démocratie internationale atteignit enfin la maturité suffisante pour jouer le rôle bas et honteux qui fut le sien pendant la guerre mondiale.

Jack London a su traduire en véritable créateur l'impulsion donnée par la première révolution russe, il a su aussi reposer dans sa totalité le destin de la société capitaliste à la lumière de cette révolution. Il s'est tout particulièrement penché sur les problèmes que le socialisme officiel d'aujourd'hui considère comme définitivement enterrés : la croissance de la richesse et de la puissance à l'un des pôles de la société, de la misère et des souffrances à l'autre. L'accumulation de la haine sociale, la montée irrésistible de sanglants cataclysmes, toutes ces questions, Jack London les a senties avec une intrépidité qui nous oblige à nous interroger sans cesse avec étonnement : quand donc ces lignes ont-elles été écrites ? Était-ce réellement avant la guerre ?

Il faut tout particulièrement souligner le rôle que Jack London attribue dans l'évolution prochaine de l'humanité à la bureaucratie et à l'aristocratie ouvrière. Grâce à leur soutien, la ploutocratie américaine réussira à écraser le soulèvement des travailleurs et à maintenir pour les trois siècles à venir sa dictature de fer. Nous n'allons pas ouvrir la discussion avec le poète sur un délai dont nous estimons qu'il ne peut pas être très long. L'important ici, ce n'est d'ailleurs pas le pessimisme de Jack London, mais sa tendance passionnée à secouer ceux qui se laissent bercer par la routine, à les obliger à ouvrir les yeux, à voir ce qui est et ce qui est en train de devenir. L'artiste utilise habilement les procédés de l'hyperbole. Il pousse jusqu'à l'extrême limite les tendances internes du capitalisme à l'asservissement, à la cruauté, à la férocité et à la trahison. Il manie les siècles pour mieux mesurer la volonté tyrannique des exploités et le rôle traître de la bureaucratie ouvrière. Ses hyperboles les plus romantiques sont en fin de compte infiniment plus justes que les calculs de comptable des politiques prétendument « réalistes ».

Il n'est pas difficile d'imaginer l'incrédulité condescendante

avec laquelle la pensée socialiste officielle de l'époque l'a accueilli. Si l'on prend la peine d'étudier les critiques du *Talon de Fer* qui furent publiées alors dans les journaux autrichiens *Kampf* et *Arbeiterzeitung*, il ne sera pas difficile de se convaincre que le « romantique » de trente ans voyait infiniment plus loin que tous les dirigeants social-démocrates de l'époque tous ensemble. Dans ce domaine d'ailleurs, Jack London ne soutient pas seulement la comparaison avec les réformistes et les centristes. On peut affirmer avec certitude qu'il n'y avait pas, en 1907, un seul marxiste révolutionnaire, y compris Lénine et Rosa Luxemburg, qui se représentât aussi bien la funeste perspective de l'union entre le capital financier et l'aristocratie ouvrière. Cela suffit à définir la valeur spécifique du roman.

Le chapitre « La Bête hurlante de l'Abîme » est incontestablement le centre de l'œuvre. Au moment où le roman a été publié, ce chapitre apocalyptique a dû paraître à la limite de l'hyperbolisme. Ce qui s'est passé depuis l'a dépassé en pratique. Pourtant le dernier mot de la lutte des classes n'a pas encore été dit. « La Bête de l'Abîme », c'est le peuple réduit au degré le plus extrême de l'asservissement, de l'humiliation, de la dégénérescence. Il ne faudrait pas pour autant se permettre de parler du pessimisme de l'artiste ! Non, London est un optimiste, mais un optimiste au regard aigu et perspicace. « Voilà dans quel abîme la bourgeoisie va nous précipiter si vous ne la mettez pas à la raison » — telle est sa pensée, et cette pensée a aujourd'hui une résonance infiniment plus actuelle et plus vive qu'il y a trente ans. Enfin, rien n'est plus frappant dans l'œuvre de Jack London que sa prévision vraiment prophétique des méthodes qu'emploiera le *Talon de Fer* pour maintenir sa domination sur l'humanité écrasée. London s'affirme magnifiquement émancipé des illusions réformistes et pacifistes. Il ne laisse rien subsister, dans son tableau de l'avenir, de la démocratie et du progrès pacifique. Au-dessus de la masse des déshérités s'élèvent les castes de l'aristocratie ouvrière, de l'armée prétorienne, de l'appareil policier omniprésent et, couronnant l'édifice, de l'oligarchie financière. Quand on lit ces lignes, on n'en croit pas ses yeux ; c'est un tableau du fascisme, de son économie, de sa technique gouvernementale et de sa psychologie politique (les pages 299, 300 et la note de la page 301 sont particulièrement remarquables). Le fait est indiscutable : dès 1907, Jack London a prévu et décrit le régime fasciste comme le résultat inéluctable de la défaite de la révolution prolétarienne. Quelles que soient les « fautes » de détail du roman — et il y en a —, nous ne pouvons pas ne pas

nous incliner devant l'intuition puissante de l'artiste révolutionnaire.

J'écris ces lignes à la hâte. Je crains fort que les circonstances ne me permettent pas de compléter mon appréciation de Jack London. Je m'efforcerai de lire plus tard les autres ouvrages que vous m'avez envoyés et de vous dire ce que j'en pense. Vous pouvez faire de mes lettres l'usage que vous-même jugerez nécessaire. Je vous souhaite de réussir dans le travail que vous avez entrepris sur la biographie du grand homme qu'était votre père.

[L'ACTIVITÉ DU G.P.U. A L'ÉTRANGER]¹

(19 octobre 1937)

J'ai déjà décrit l'assassinat d'Ignace Reiss, important agent du G.P.U. et du Comintern à l'étranger, près de Lausanne en Suisse. L'assassinat a été préparé par un autre agent du G.P.U. résidant à Rome, M^{me} Gertrud Schildbach². La raison de cet assassinat ? Ecœuré par les procès de Moscou, Ignace Reiss a écrit le 17 juillet 1937 une lettre au comité central à Moscou annonçant sa rupture définitive avec eux. Au moment où j'ai donné cette information, il aurait pu apparaître à un observateur de hasard qu'elle consistait en assertions gratuites, impossibles à prouver. Maintenant, toute l'affaire est publique. Le 2 octobre, deux des assassins de Reiss ont été arrêtés à Paris. La police suisse, qui n'est pas, elle, liée par des intérêts diplomatiques³, semble avoir fait un bon travail. La police avait établi que la voiture — une Chevrolet — dans laquelle Reiss a été assassiné, avait été louée à une femme suisse, Renata Steiner⁴. Elle a été tout de suite arrêtée et, après plusieurs jours d'interrogatoire, a avoué avoir été agent du G.P.U. pendant plusieurs années⁵. Elle

1. Communiqué de presse (T 4220 a) traduit de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Gertrud *Schildbach*, épouse Neugebauer (1896-193 ?) avait été la femme d'un militant du K.P.D. et vécu à Munich. Abandonnée par son compagnon, elle avait émigré et vivait à Rome. Ignace Reiss l'avait utilisée pour son réseau à de menues besognes. C'était un agent de troisième ordre et elle s'était bornée à donner aux tueurs le moyen de retrouver Reiss.

3. La France, elle, était liée à l'U.R.S.S. par traité depuis 1935. La mise en liberté provisoire à Paris de la « diplomate » soviétique Lydia Grozovskaia devait faire scandale en Suisse.

4. Renata *Steiner* (née en 1908), institutrice en Suisse, femme de ménage à Paris, avait fréquenté l'Union des patriotes pour le rapatriement et effectué des missions de surveillance et filature de Léon Sedov, jusqu'à Antibes, et d'Ignace Reiss.

5. Steiner n'avait pas formellement avoué appartenir au G.P.U. mais les activités qu'elle avait reconnues relevaient évidemment de son service.

a nommé tous les membres de la bande du G.P.U. Sur les deux qui ont été arrêtés à Paris, l'un est un Russe blanc, Dimitri Smirensky et l'autre un photographe français, Pierre Ducomet⁶.

L'identité des autres a été établie. Ce sont : un ancien officier russe blanc, Kondratiev et un autre Russe blanc, Pierre Schwarzenberg, et un personnage énigmatique appelé Rossi⁷. Il est possible qu'au moment où je raconte cela, ils aient déjà été arrêtés. Gertrud Schildbach est également poursuivie par la police. Dans sa chambre d'hôtel a été trouvée une boîte de chocolats aujourd'hui aux mains de la police suisse qui étaient traités à la strychnine. Même la presse française a été obligée de reconnaître que l'assassinat a été commis sur ordre de Moscou.

L'utilisation active d'officiers de Gardes blancs est devenue une méthode généralisée du G.P.U. à l'étranger⁸. L'organisation militaire blanche est presque tout entière aux mains du G.P.U. L'enlèvement du général Miller⁹ a été effectué afin de le remplacer par le général Skobline¹⁰, un vieil agent du G.P.U., et obtenir ainsi la libre disposition de toute l'Union de l'armée blanche.

Les gens arrêtés et pourchassés sont des tueurs professionnels au service du G.P.U. On découvrira une série de crimes. Il n'est pas inintéressant que, dans la Chevrolet ensanglantée abandonnée en route par les assassins, la police ait trouvé un pardessus neuf avec une étiquette de Madrid. Il semble très probable que son propriétaire a participé en Espagne à l'enlèvement et à l'assassinat d'Andrés Nin, Erwin Wolf et autres

6. Dimitri *Smirensky* (né en 1897) était un ancien militaire de l'armée blanche, qui avait rejoint le P.C. et vivait illégalement en France sous le nom de Marcel Rollin. Pierre Louis *Ducomet* (né en 1902) était l'inévitable photographe de la bande. Ces deux hommes avaient élu domicile dans la maison voisine de celle de Sedov.

7. Sur Kondratiev, cf. n. 9, p. 172. Pierre *Schwarzenberg* (1911-19??), l'un des dirigeants de l'Union pour le rapatriement, était parti en Espagne, ainsi que deux autres responsables également compromis dans le meurtre, Sergei *Efron* (1893-1939) et Nikolai Pozniakov. Quant à celui que Trotsky désigne sous le nom de Rossi, il s'agissait de Roland *Abbate* (1905-1941), un tueur professionnel, dont une partie de la famille était à Moscou et qui avait séjourné au Mexique au début de l'année 1937.

8. Le gros des hommes de main et des exécutants du G.P.U. à l'étranger était recruté pendant cette période surtout parmi les éléments déclassés de l'émigration blanche.

9. Cf. n. 10 p. 82.

10. Nikolai V. *Skobline* (1894-193?), officier de l'armée impériale, général à vingt-six ans dans l'armée Wrangel, avait épousé la chanteuse populaire Nadia V. *Vinokova*, dite *la Plévitzaïa* (1884-1940). Il avait disparu dès que les soupçons des enquêteurs s'étaient portés sur lui ; sa femme avait été arrêtée.

révolutionnaires en Espagne, et qu'il ait été, en tant que grand spécialiste de ce travail, appelé de toute urgence en Suisse par Schildbach.

La presse communiste d'Europe, par exemple les journaux français *L'Humanité* et *Ce Soir*, semblent complètement paralysés. Ils semblent avoir perdu l'usage de leurs langues : ce n'est pas si facile pour eux d'écrire au sujet des « terroristes » trotskystes.

Nous aurons donc au cours de la prochaine période en Suisse un procès d'une bande du G.P.U., l'un des procès les plus sensationnels de notre temps. Je suppose que M^{me} Reiss, la veuve de l'homme assassiné, paraîtra en qualité de témoin devant le tribunal. Il n'est pas douteux que les procès de Moscou en recevront un puissant éclairage.

En liaison avec l'assassinat d'Ignace Reiss et la découverte de ses assassins, je donne ici des informations extrêmement importantes qui proviennent en majeure partie des papiers de Reiss lui-même, mais également d'autres sources. Il serait prématuré de les publier tous actuellement, mais je peux vous en communiquer quelques-uns. Je dois avertir le G.P.U. que de nouveaux assassinats ne l'empêcheront pas d'être dénoncé, car les documents sont en des endroits différents et entre des mains sûres.

1. Vous savez qu'une partie de mes archives a été volée en novembre 1936 dans un institut scientifique de Paris. Il n'est pas douteux que le vol a été commis par le G.P.U. en liaison avec les procès de Moscou. Il semble aujourd'hui plus que probable que l'un des organisateurs du vol a été Smirensky, aujourd'hui arrêté. Il apparaît qu'il vivait dans la maison voisine de celle de mon fils Léon Sedov, avec l'objectif de le surveiller étroitement¹¹. Je ne doute pas que Smirensky et compagnie étaient en train de préparer l'assassinat de Léon Sedov, lequel est inscrit à l'encre rouge sur la liste du G.P.U.

2. Le 26 août, un peu moins d'une semaine avant l'assassinat de Reiss, la police française a reçu une dénonciation anonyme venant de Suisse, contre Reiss, l'accusant d'être un escroc international. Tous les noms sous lesquels il a vécu en Europe y étaient indiqués et ces noms n'étaient connus que du G.P.U., qui a fabriqué pour lui ses faux passeports. A l'échelle internationale, la dénonciation de ses adversaires politiques à la

11. Le groupe habitait au 28 et L. Sedov au 26, rue Lacreteille.

police étrangère est devenue une des méthodes préférées du G.P.U.

3. C'est ainsi que le G.P.U. a dénoncé comme agent de la Gestapo un vieux révolutionnaire allemand, Grylewicz, aujourd'hui émigré en Tchécoslovaquie¹². L'opération a été dirigée par Ejov, le nouveau chef du G.P.U.¹³. Sloutsky, le représentant du G.P.U. en France, a souvent exprimé son indignation devant la lenteur de la police tchécoslovaque¹⁴. Finalement, Sloutsky et ses collaborateurs sont arrivés à faire arrêter Grylewicz, mais, après plusieurs mois d'emprisonnement, les autorités ont remis Grylewicz en liberté, parce que la dénonciation s'est avérée fausse¹⁵.

Le même Sloutsky a raconté devant témoins l'interrogatoire de Mratchkovsky¹⁶, célèbre général de la guerre civile et l'un des condamnés exécutés en août 1936, et a dit qu'il avait duré quatre-vingt-dix heures sans interruption. C'était là l'une des méthodes pour arracher des aveux.

La perquisition de la police au domicile de Rakovsky¹⁷ (ancien chef du gouvernement ukrainien, ancien membre du comité central, ambassadeur à Londres et Paris) a duré dix-huit heures sans nourriture ni repos pour cet homme de soixante-sept ans. La femme de Rakovsky a tenté de lui servir du thé. Le G.P.U. s'y est opposé sous le prétexte qu'elle pouvait l'empoisonner. Cette histoire est bien connue de M. Louis Fischer, l'officieux porte-parole soviétique. Je me demande s'il essaiera de démentir.

Le G.P.U. a ordre de Staline d'organiser des procès de trotskystes à l'étranger, à tout prix, afin de confirmer devant l'opinion mondiale au moins une partie des accusations portées dans les procès de Moscou. Les agents les plus importants sont à l'œuvre. Des sommes considérables sont dépensées dans ce but,

12. Cf. n. 9 p. 132.

13. L'information provenait des *Carnets* de Reiss.

14. Information de même provenance. Sloutsky, l'un des principaux responsables du G.P.U., mourut en février 1938.

15. Grylewicz avait été informé au mois de septembre qu'il allait être libéré, mais ne le fut qu'en novembre.

16. Sergei V. *Mratchkovsky* (1883-1936), né en prison, bolchevik en 1905, avait été un des héros de la guerre civile, accusé du procès des seize.

17. Khristian G. *Rakovsky* (1873-1941), le plus éminent socialiste des Balkans avant la guerre, président du gouvernement soviétique d'Ukraine pendant la guerre civile, avait été l'un des dirigeants de l'Opposition de gauche jusqu'en déportation. Il n'avait capitulé qu'en 1934 après des années dans des conditions inhumaines.

particulièrement en Espagne, en France, au Mexique, aux Etats-Unis, mais aussi en Tchécoslovaquie et en Autriche. J'espère pouvoir vous donner des informations plus détaillées à ce sujet dans un proche avenir.

Le G.P.U. a fait et fait encore tous ses efforts pour mettre sur pied, comme un écran, un procès Rykov-Boukharine¹⁸, afin de contre-balancer l'hostilité de l'opinion publique par de nouveaux aveux. En mars, Rykov, l'ancien chef du gouvernement soviétique, et Boukharine, l'ancien chef du Comintern, ont été conduits de leur prison au comité central du parti. Ils ont refusé d'avouer leur prétendue trahison, le terrorisme, etc. Staline a hurlé : « Ramenez-les en prison ! Ils s'y défendront eux-mêmes ! » Une série d'aveux provisoires de prétendus membres de l'opposition de droite (Rykov-Boukharine) sont destinés à briser les deux accusés les plus importants et à les obliger à jouer leur rôle conformément au scénario du G.P.U. dans un nouveau procès.

Un détail caractéristique touchant Gertrud Schildbach, qui a organisé l'assassinat de Reiss¹⁹. Elle demeure citoyenne allemande, née en Alsace. Elle avait demandé au G.P.U. une importante somme d'argent afin de pouvoir devenir citoyenne française. Elle a reçu l'argent mais elle n'a jamais pris les initiatives correspondantes auprès des autorités françaises.

C'est assez pour aujourd'hui. D'autres éléments non moins importants suivront. En dépit du caractère assez troublé de notre époque, je crois que la question des activités du G.P.U. mérite une certaine attention.

18. Aleksei I. *Rykov* (1881-1938), vieux bolchevik comptant des années de bagne, avait succédé à Lénine à la tête du gouvernement et était un des trois chefs de la « droite » ; Nikolai I. *Boukharine* (1888-1936), bolchevik en 1906, « enfant chéri » du parti selon Lénine, dirigeant des « communistes de gauche », puis de la droite, avaient été arrêtés sans doute au début de 1937. Leur procès ne devait pas venir avant 1938.

19. Gertrud Schildbach n'avait rien organisé, faute d'en avoir la capacité !

INTERVIEW SUR LA DISPARITION DE WOLF¹

(19 octobre 1937)

M. Trotsky a donné récemment à la presse l'information selon laquelle son ancien secrétaire, Erwin Wolf, avait été pris par le réseau de Staline en Espagne et traîtreusement assassiné. On se souviendra que Wolf avait été son collaborateur pendant son séjour en Norvège jusqu'à son internement.

Pour étoffer les informations qui ont été publiées sur les événements et liés à la disparition de Wolf, notre correspondant s'est adressé à M. Trotsky qui vit toujours dans la maison du peintre Diego Rivera à Coyoacán.

*
*
*

M. Trotsky, quoique occupé à son activité littéraire, me reçoit dans sa salle de travail — la même dans laquelle, il y a cinq mois, la commission préliminaire d'enquête tenait ses séances sur les accusations lancées contre Trotsky dans les procès de Moscou.

Ma première question porte sur la question de savoir si l'information selon laquelle M. Wolf a été assassiné a été définitivement confirmée.

— Permettez-moi de commencer par une remarque préliminaire. Votre journal, l'*Aftenposten* a été et est très hostile à mes idées, comme à moi personnellement. Pour ma part, je n'éprouve pas la moindre sympathie pour votre journal. Vous n'êtes venu chez moi que pour pouvoir informer vos lecteurs. Je suis également intéressé à donner quelques informations au peuple norvégien, même par l'intermédiaire du journal norvégien le plus conservateur. Mais, dans cette situation, nos relations doivent reposer, comme disent les Américains, sur un

1. Interview accordée à Ole Apenas, d'*Aftenposten*, (T 4219), traduit de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

« gentleman's agreement ». Vous devez veiller à ce que votre journal publie littéralement mes déclarations ou ne les publie pas du tout.

Maintenant sur la question de mon ami Erwin Wolf. Aucune preuve décisive n'a encore été fournie. Mais tout ce qu'on sait de l'affaire tend à indiquer qu'il est mort en Espagne entre les mains des agents du G.P.U. On a essayé d'obtenir des informations des autorités espagnoles, mais personne ne sait ou ne veut rien savoir. On s'adresse à un bureau, il vous renvoie à un autre ou bien on vous répond aimablement qu'on ne connaît personne de ce nom. Dans de nombreux cas, il est peut-être exact que le fonctionnaire interrogé ne sait rien : il y a tellement d'autorités fictives aujourd'hui en Espagne... Des dizaines de personnes disparaissent ainsi en Espagne. On ne peut obtenir aucune information sur leur sort. Cet assassinat a été organisé par les agents de Staline, le G.P.U.

Il y a dans le ton de la voix de M. Trotsky une haine irréconciliable quand il parle du G.P.U. comme quand, au cours des audiences de la commission, il a exposé les méthodes de cette institution.

Le G.P.U. est le véritable gouvernement de la soi-disant Espagne républicaine. L'armée, ainsi que la police du gouvernement de Valence, sont entièrement entre ses mains.

Je lui demande si l'influence du G.P.U. s'exerce à travers une sorte de subdivision espagnole, coopérant avec Moscou.

Non, répond Trotsky avec force, c'est le véritable G.P.U. russe, sous les ordres directs de Staline. C'est le représentant de Moscou, Antonov-Ovseenko², l'ancien consul à Barcelone — je connais cet homme ! — qui a donné l'ordre de tuer André Nin, Erwin Wolf et bien d'autres. Le G.P.U. est actif partout, sans excepter les pays gouvernés par de soi-disant « socialistes ». Il a été par exemple derrière mon expulsion de Norvège. Erwin Wolf, lui aussi, a été expulsé de Norvège sur l'ordre du G.P.U. Le gouvernement « socialiste » de Norvège est d'un bois aussi

2. Vladimir A. Antonov-Ovseenko (1883-1938), jeune officier, s'était mutiné à la tête de ses troupes lors de la révolution de 1905. Plus tard, il avait collaboré avec Trotsky à *Naché Slovo* à Paris, puis dans l'insurrection d'Octobre, où il avait commandé les gardes rouges. Il avait été ensuite chef de l'administration politique de l'armée, écarté de cette responsabilité en 1923 parce que membre de l'Opposition de gauche. Il avait été l'un des premiers à capituler en 1928. En août 1936, il avait réclamé la peine de mort pour les accusés, puis était devenu consul général à Barcelone. On peut douter que cet homme déjà suspect ait été plus qu'un paravent ou un prête-nom pour les vrais « patrons » du G.P.U.

mauvais que celui de l'Espagne. Il n'est pas moins conservateur et même réactionnaire que bien d'autres gouvernements qui ne prétendent pas être socialistes, mais il est moins courageux. MM. Nygårdsvold³, Trygve Lie et autres voulaient montrer au moins une fois leur poigne et renforcer ainsi leur autorité. En réalité, ils n'ont démontré que leur faiblesse organique. Ils tremblent devant tous les cris de la réaction comme devant tous les ordres du G.P.U. « Nous avons commis une stupidité en vous donnant l'autorisation d'entrer en Norvège », m'a dit le ministre de la « justice » (?) au cours de notre dernière entrevue. « M. Trygve Lie, vous essayez maintenant de corriger votre stupidité par un crime », ai-je répondu. Oui, c'était un crime. Moi, mon fils, nombre de nos amis, nous étions accusés des crimes les plus horribles qu'on puisse imaginer. J'avais entre les mains toutes les preuves de la fausseté de ces accusations. Et à ce moment, le gouvernement socialiste sous la direction du vertueux et immaculé Martin Tranmael⁴ nous a internés, ma femme et moi, afin de me priver de la possibilité de défendre la vie de mon fils et de ses amis, et mon honneur politique. Le prétexte n'était pas seulement faux, mais idiot. Comment appelle-t-on un tel acte ? Une tentative d'assassinat moral. Les efforts de M. Tranmael pour dissimuler ce fait dans *Arbeiderbladet* ne pouvaient que le ridiculiser !

Ma question si la pression exercée pour faire céder le gouvernement norvégien était de nature économique ou politique, amène la réponse suivante :

La pression économique a été utilisée. Le gouvernement était l'objet de grosses pressions de la part des armateurs et des intérêts des pêcheries et quand le ministre russe Iakoubovitch⁵ a tapé sur la table, le gouvernement a cédé. La capitulation de Nygårdsvold devant Iakoubovitch n'était pas seulement une trahison des principes démocratiques, mais aussi des intérêts élémentaires de la Norvège en tant qu'Etat indépendant. En utilisant la même arme (le monopole du commerce extérieur),

3. Johann Nygårdsvold (1879-1952) était membre de la direction du D.N.A. et premier ministre.

4. Martin Tranmael (1879-1967) au passé militant de syndicaliste avait conduit son parti, le D.N.A., à Moscou où il avait rejoint l'I.C. jusqu'en 1923. Fragile, il se contentait de collaborer à *Arbeiderbladet* mais était le véritable chef du parti.

5. Le diplomate I. S. Iakoubovitch, ministre d'U.R.S.S. en Norvège, allait disparaître rapidement après avoir été rappelé.

Moscou, après son premier succès, peut faire chanter Oslo en toute occasion.

L'expulsion (de Norvège) d'Erwin Wolf et de mon autre secrétaire, Jean van Heijenoort, était un acte tout à fait illégal. Ils n'avaient rien fait de contraire aux lois du pays : leur unique crime était d'être mes secrétaires.

Trygve Lie m'a dit : « Si vous signez une déclaration disant que vous vous soumettez volontairement à la censure de votre correspondance, vos secrétaires ne seront pas expulsés. J'ai refusé. J'ai déclaré que cette exigence était scandaleuse. Le gouvernement soi-disant « socialiste » et particulièrement M. Tranmael connaissaient parfaitement toutes mes activités littéraires et politiques, et personne n'a élevé contre elles la moindre objection... Immédiatement après l'ordre sévère du G.P.U. en août 1936, j'ai dit à M. Lie que je n'étais pas venu en Norvège pour y obéir aux ordres du G.P.U. : si j'avais été disposé à le faire, je n'aurais pas eu besoin d'aller de Moscou à Oslo. Mon attitude en Norvège a été d'une totale loyauté à l'accord. Je n'ai jamais, même au cours de conversations privées, donné mon opinion sur la politique norvégienne. Je ne pouvais soumettre mon activité littéraire au contrôle de quelque officier de police réactionnaire et ignorant. Pour me punir, le gouvernement « socialiste » nous a internés, ma femme et moi, sans (avoir) contre elle aucune accusation, et, non content de cela, il a expulsé mes collaborateurs, Erwin Wolf et Jean van Heijenoort de la façon la plus brutale. Mes collaborateurs n'étaient pas des exilés. Leurs papiers étaient en règle. Ils n'avaient commis aucun crime. Ils ont été punis parce que j'ai refusé de m'incliner devant les exigences arbitraires de Trygve Lie.

Mais ce n'est pas tout. Après mon internement, l'*Arbeiderbladet* a commencé une campagne de calomnies contre moi et mes collaborateurs. Tranmael a trouvé pour cela des collaborateurs adéquats. Le demi-fonctionnaire du G.P.U. en Norvège est Jakob Friis⁶ — pas pour l'assassinat ni le vol d'archives, M. Friis est trop couard pour de tels exploits. Mais il a suffisamment de courage pour attaquer et calomnier un adversaire qui est enfermé, sous clé. Quand je vivais librement en Norvège, ce paladin, je veux dire M. Friis, ne m'a jamais critiqué, mais, après mon internement, il a rempli la presse socialiste de toutes les

6. Jakob Friis (1883-1956) avait quitté le P.C. pour le D.N.A. et Trotsky estimait qu'il continuait à travailler pour Staline.

calomnies et de tous les mensonges fabriqués à Moscou par le G.P.U. Cette campagne a été hautement préjudiciable non seulement à moi et à tous mes collaborateurs et amis, particulièrement à Erwin Wolf.

Qu'a fait M. Wolf après son départ de Norvège ?

Quand il est arrivé à Copenhague, il a été de nouveau arrêté, une fois de plus sur l'ordre du G.P.U., cette fois au gouvernement danois. La raison invoquée était que, puisqu'il avait été expulsé de Norvège, c'est qu'il avait fait quelque chose de mal. Expulsé du Danemark, il est allé en Angleterre où il est resté quelques mois. Pendant les procès de Moscou, il a mené une campagne contre le type de justice de Staline dans les journaux britanniques, surtout le *Manchester Guardian*. Connaissant les conditions de ma vie en Norvège, il a été capable d'établir la fausseté des affirmations sur mes prétendues contacts avec des personnalités russes, comme Piatakov qui avait « avoué » qu'il était allé en avion en Norvège pour conspirer avec moi. C'est pour cette raison que Wolf était particulièrement haï du G.P.U.

Puis il est allé en Espagne comme correspondant du *News Chronicle*⁷. Là, il a été arrêté une première fois avec pratiquement tous les correspondants étrangers et il a passé plusieurs jours en prison. Cette arrestation était un acte officiel des autorités. Plus tard, le 31 juillet, le jour précédant son départ d'Espagne, il a été de nouveau arrêté, cette fois en dehors de toute forme légale. Il a été traîtreusement enlevé par les agents du G.P.U.

Wolf était un Tchécoslovaque, d'une famille de gros commerçants. C'était un homme d'une intégrité absolue, et généreux. Sa collaboration avec moi était totalement désintéressée. Il est venu m'aider dans mon travail de sa propre initiative. Il a toujours aidé les exilés allemands persécutés par les nazis. Il avait de grands dons pour les langues étrangères et a appris en très peu de temps le norvégien, et il avait la plus chaude sympathie pour le peuple norvégien.

Tous les efforts pour venir à son secours ont été partout reçus avec la réponse qu'on ignorait tout de lui.

Il était marié à une fille de M. Knudsen, éditeur d'un journal et membre du parlement norvégien qui était l'hôte de Trotsky en Norvège. Elle était avec lui en Espagne mais elle a réussi à se sauver en France quand il était arrêté. C'était elle qui, par sa

7. Trotsky persévère dans l'erreur (cf. n. 13 p. 82).

conduite courageuse, avait empêché les six jeunes fascistes de prendre ce qu'ils cherchaient⁸, quand ils tentaient de pénétrer chez moi.

M. Trotsky étend ses bras pour montrer comment elle a bloqué le passage de la porte et il y a de l'admiration dans sa voix quand il dit :

Une courageuse fille norvégienne ! Elle leur a fait peur !

Je demande de quelle source lui sont venues les informations selon lesquelles M. Wolf aurait été assassiné après son arrestation.

Par un Américain, Harry Milton. Il était volontaire dans l'armée loyaliste espagnole. Il a été blessé et, après sa guérison, arrêté. C'est arrivé à beaucoup de volontaires et la raison a toujours été leur opposition au G.P.U. A la suite de l'intervention du consul américain, il a été libéré et a quitté l'Espagne. Le représentant américain était en position d'exiger sa libération. Milton m'a alors écrit que, connaissant les circonstances et le travail du G.P.U., il considérait comme pratiquement certain que Wolf avait été tué.

Comme je l'ai dit, *conclut M. Trotsky*, je n'ai pas encore de preuve décisive, mais le fait même que l'information sur sa mort donnée dans la presse n'ait pas été démentie en Espagne est en lui-même une confirmation. Ce n'est que pour provoquer un éventuel démenti que j'ai fait publier cette information.

M. Trotsky retourne à son travail. Sa table est placée au centre de la grande pièce. Un réflecteur jette sur la scène une lumière dramatique. Au fond, dans l'obscurité, on discerne livres et documents. Les fenêtres sont barricadées. On dirait un quartier-général de campagne.

8. Cf. *Œuvres*, 11, p. 34.

[POUR PRÉPARER LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE]¹

(20 octobre 1937)

Cher Camarade Cannon,

Je suis un peu en souci de n'avoir pas reçu de réponse à mes dernières lettres. Je me l'explique par le fait que vous êtes tous très occupés par la préparation du congrès².

Je voudrais dans cette lettre discuter deux questions différentes : 1) la perspective économique et politique générale, 2) la conférence internationale.

1. Mes lettres antérieures sur la perspective générale n'étaient, je le répète, pas assez concrètes et je crains qu'elles n'aient pu conduire à quelques incompréhensions ou malentendus. Les conséquences politiques de la crise qui vient — et elle vient avec des bottes de sept lieues — seront différentes selon les pays, sinon par la direction générale, du moins par le rythme. En France, le facteur politique dominant est le Front populaire. Il n'a été possible qu'à travers une certaine « prospérité » relative. Les récentes élections cantonales en France montrent que l'inertie politique du Front populaire continue. La crise économique portera inéluctablement un coup mortel au Front populaire. Qu'est-ce qui peut prendre sa place ? Une polarisation politique. C'est-à-dire le renforcement des extrêmes avec la perspective d'un heurt gigantesque entre le fascisme et le prolétariat révolutionnaire.

Aux Etats-Unis, le Front populaire a pris la forme du « rooseveltisme », c'est-à-dire le vote des « radicaux », des socialistes et des communistes pour Roosevelt. Mais la nouvelle crise va porter au rooseveltisme un coup analogue à celui que la

1. Lettre à J. P. Cannon (7513), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Le congrès était prévu à la fin de l'année pour la constitution de la section américaine en parti indépendant.

dernière a porté au hooverisme³. Qu'est-ce qui prendra la place du Front populaire de Roosevelt ? Pas une polarisation immédiate des extrêmes, comme en France, je crois. Le système politique américain a des « réserves » démocratiques qui, en France, sont déjà épuisées. La plus importante est la construction éventuelle d'un Labor Party sous l'égide de La Guardia (Green plus Lewis)⁴ ou, plus vraisemblablement, une nuance plus avancée, celle de Lewis plus Browder⁵. En ce sens, la crise aux Etats-Unis peut signifier non la fin du Front populaire, mais sa réalisation à gauche. On ne peut sous-estimer cette variante. Même dans ce cas, bien sûr, le P.C. traversera une période de conflits internes et de scissions. Le P.C. rooseveltien, avec une importante couche de bureaucrates, d'intellectuels conservateurs, etc. sera forcé de s'adapter à une ligne plus dure de lutte de classes ou bien il perdra ses éléments ouvriers. En tout cas, nous ne pouvons affirmer que la crise créera aux Etats-Unis une situation prérévolutionnaire. Il est donc possible que la croissance de notre section française soit plus rapide que celle de notre section aux Etats-Unis.

2. La question de la *conférence internationale* devra être placée, dans les deux mois qui viennent, au centre de l'attention de toutes les sections. Il est absolument nécessaire de préparer cette conférence avec le plus grand soin, sur les plans idéologique et d'organisation.

Il nous semble à nous ici qu'il devrait y avoir deux préconférences en Amérique, une en Amérique latine et l'autre à New York, la première le 24 décembre et la seconde dans la première moitié de janvier (le 7).

Il nous faut aborder sérieusement pour la première fois les problèmes latino-américains. Cela ne peut se faire que dans une conférence convoquée en Amérique latine même. Les thèses qui seront élaborées ici⁶ et qui analysent pour la première fois les

3. Le parti républicain, au moins dans sa nuance « hooveriste » traditionnelle, ne s'était pas remis du discrédit apporté par la crise.

4. Fiorello *La Guardia* (1882-1947), représentant républicain, maire de New York, voulait se représenter en chef d'une coalition anti-démocrates de Tammany Hall avec les « progressistes » de son parti et le soutien des syndicats et de l'American Labor Party de l'Etat. Rappelons que Green dirigeait l'A.F.L. et Lewis le C.I.O.

5. Earl R. *Browder* (1891-1973), vétéran des I.W.W., avait été désigné comme secrétaire général en 1930 et avait fait opérer au parti communiste américain son tournant vers la politique de soutien à Roosevelt.

6. Diego Rivera préparait notamment une série de thèses sur le problème indien en Amérique latine.

problèmes de l'Amérique latine dans son ensemble et chacune de ses parties en particulier, devront être définitivement adoptées à la conférence de décembre, laquelle enverra un ou deux délégués à la conférence de New York en janvier, si vous en êtes d'accord. Notre opinion est que la préconférence de New York devrait comprendre des représentants des Etats-Unis, du Canada, d'Amérique latine, Cuba comprise, de Chine, du Japon si possible, des Indes, d'Australie et d'Afrique du sud. Nous croyons que les camarades Glass et Isaacs⁷ par exemple, pourraient avoir un mandat formel de notre section chinoise. Glass ne pourrait-il pas avoir aussi un mandat de notre section sud-africaine⁸? Il est possible qu'il y ait à New York des étudiants ou ouvriers chinois ou japonais qui sympathisent avec nous. Même sans mandat, il serait possible de les inviter personnellement à cette conférence, à condition, bien sûr, qu'ils soient sûrs. Il nous semble que vous devriez concentrer les pays énumérés ci-dessus autour d'un sous-secrétariat aux Etats, eu égard non seulement aux distances mais aussi au caractère très incertain de la situation en Europe⁹.

Pour avoir les mandats du Canada, de la Chine, de l'Afrique du Sud, etc. il vous faut envoyer *tout de suite* des lettres et leur demander de répondre télégraphiquement. La conférence de New York pourrait alors envoyer ses délégués en Europe avec une autorité plus grande.

Ne pensez-vous pas qu'il faudrait absolument créer tout de suite une commission spéciale de préparation de la conférence de New York et de la conférence européenne? Elle devrait avoir une composition qui lui confère une grande autorité. *A titre d'hypothèse*, nous avons mentionné ici les camarades suivants : Cannon, Shachtman, Spector, Glass, Isaacs et John Glenn¹⁰ (sur ce dernier, je vais ajouter quelques mots à la fin). La tâche de

7. Frank Glass et Harold R. Isaacs avaient tous deux vécu plusieurs années en Chine.

8. Glass avait vécu d'abord en Afrique du Sud et occupé là-bas d'importantes responsabilités syndicales, puis au P.C. et dans l'Opposition.

9. L'idée de Trotsky est de préparer à travers cette opération un S.I. de rechange.

10. Maurice Spector (1898-1968) avait été le tout jeune président du P.C. canadien avant d'être exclu, comme Cannon, après leur ralliement à l'Opposition de gauche en 1928. Il vivait à New York. John Glenn était le nouveau pseudonyme — au même titre que *Glenner* — de Jan Frankel dont Trotsky avait souhaité le départ de Coyoacán pour des raisons personnelles, mais dont il désirait que lui soient confiées aux Etats-Unis des responsabilités à l'échelle internationale.

ŒUVRES, SEPTEMBRE-DÉCEMBRE 1937

cette commission : a) élaborer thèses et déclarations sur les E.U., le Canada, la Chine, etc. b) étudier d'autres documents destinés à la conférence, particulièrement les thèses sur l'Amérique latine c) assurer le succès de la préconférence de New York d) désigner les délégués pour la conférence internationale.

La préconférence de New York devrait commencer à peu près le 7 janvier, de sorte que les délégués latino-américains puissent y aller *aussitôt après* la conférence latino-américaine.

Nous espérons que les thèses latino-américaines seront prêtes le 18 novembre et elles vous seront envoyées tout de suite. C'est à peu près au même moment que nous vous enverrons également d'autres documents programmatiques et thèses pour la conférence. Nous espérons que vos documents seront élaborés au même moment. C'est tout à fait réalisable puisque vous n'aurez qu'à rédiger de façon plus concise les documents les plus importants de votre conférence à vous. En même temps, vous enverrez naturellement vos documents (nous ferons de même) à toutes nos sections dans le monde, directement ou par l'intermédiaire du S.I.

Il nous semble que la commission préparatoire de New York devrait aussi créer une commission spéciale d'organisation et de finances dont la tâche consisterait à trouver les ressources financières particulières pour la préconférence de New York et l'envoi en Europe des délégués ?

*
* *

Quels devraient être les documents destinés à la conférence ?

1) Un manifeste programmatique, analogue à celui du II^e congrès de l'I.C., lequel, pendant des années, a tenu lieu de programme.

2) E.U.

3) France et expérience Blum.

4) Espagne.

5) Amérique latine.

6) U.R.S.S.

7) La question de la guerre.

8) La politique de Front populaire à l'échelle internationale.

9) La lutte contre le gangstérisme du G.P.U.

10) Les « déviations » (ultra-gauches, centristes, etc).

LÉON TROTSKY

*
* *

Deux mots maintenant sur le camarade John Glenn. Il faut absolument combattre dès le début tout malentendu susceptible de créer des difficultés pour John et une situation désagréable pour nous ici. Du fait qu'il vient d'ici, quelques camarades peuvent le considérer comme un « ambassadeur » ; un « agent spécial », etc. Il n'y a pas là la plus légère ombre de vérité. John va aux Etats pour des raisons personnelles, sans aucune « mission » spéciale. J'espère que vous trouverez l'occasion d'expliquer cela aux camarades qui pourraient avoir des doutes là-dessus. En même temps, je ne peux pas ne pas dire que c'est un camarade hautement qualifié qui est d'une inébranlable fidélité à notre cause. Il connaît l'histoire de notre tendance en général et de presque toutes les sections dans tous leurs détails et suit notre littérature dans une demi-douzaine de langues. Je crois qu'il pourrait être d'une aide hors de prix pour notre section américaine, surtout dans le domaine de son activité internationale, au premier chef dans la préparation de la conférence. C'est pourquoi je me permets de vous le recommander de la façon la plus chaleureuse en général, et pour la participation à la conférence en particulier.

[SUR LE CALENDRIER RÉVOLUTIONNAIRE]¹

(22 octobre 1937)

Cher Ami²,

Dans votre lettre du 5 mai, vous attirez mon attention sur ce que vous pensez être une contradiction dans l'appréciation des journées de mai à Barcelone entre la lettre de Lund (« L'insurrection en Catalogne. Quelques remarques préalables ») datée du 12 mai 1937³ et mon article (« L'épreuve des idées et des individus à travers l'expérience de la révolution espagnole ») daté du 24 août 1937⁴.

Cette contradiction supposée a trait à l'analogie avec les journées de juillet à Pétrograd⁵. Vous annoncez également que les pro-poumistes vont être servis par cette « contradiction ». Je ne le pense pas, car ce serait beaucoup trop... imprudent. J'ai relu le texte des deux articles. Je n'y découvre pas la moindre contradiction. Au contraire, ils se complètent.

L'Analogie historique

Tout événement concret de l'Histoire est déterminé par une multitude de facteurs, fondamentaux et secondaires. La dialecti-

1. Lettre à Jean Rous, en français (T 4221) avec la permission de la Houghton Library. Cette lettre était destinée à être publiée dans les bulletins intérieurs des sections et il semble qu'elle ait été titrée par Trotsky.

2. Jean Rous (cf. n. 13 p. 86), catalan d'origine, avait séjourné en Espagne au début de la guerre civile.

3. Cf. *Œuvres*, 14, pp. 32-36. Lund était un pseudonyme de Trotsky.

4. Cf. *Œuvres*, 14, pp. 316-330.

5. Les « journées de juillet » 1917 avaient commencé par une puissante manifestation armée des ouvriers de Pétrograd contre le gouvernement. Mais la province n'avait pas suivi et les bolcheviks avaient préconisé une retraite difficile pour éviter l'isolement.

que donne à des facteurs de second, troisième ou dixième ordre une importance décisive pour un événement donné. Ainsi l'on peut dire avec assurance que la défaite du prolétariat allemand a été déterminée, non pas par le niveau trop bas des forces productives ni par l'insuffisance du développement de l'antagonisme entre les classes, mais directement et même exclusivement par la carence du parti ouvrier. Et nous savons cependant que le parti occupe dans la hiérarchie des facteurs historiques la n-ième place.

Si on les analyse en profondeur, on découvre dans les journées de juillet en Russie, d'un bout à l'autre, tous les facteurs qui avaient déterminé l'histoire antérieure du pays : le niveau de la production, le poids spécifique de la classe ouvrière, le rôle des paysans, la place de Pétrograd dans la vie nationale, le rôle des différents partis — sans parler de l'influence de la guerre et de l'énorme poids de l'armée. Il est donc parfaitement évident que les journées de juillet ne sauraient se répéter nulle part. A quoi sert donc l'analogie ? Uniquement à éclairer un événement nouveau du point de vue qui nous intéresse pratiquement *le plus*, pour le moment. [C'est ainsi que] j'ai souvent évoqué de cette façon les journées de juillet comme un exemple d'une défaite grave qui ne fut cependant pas décisive et qui peut même être considérée comme une étape inévitable sur la route qui mène à la victoire. Il faut cependant ajouter que cette victoire ne fut nullement « assurée » par cette défaite, et qu'elle ne fut possible qu'à certaines conditions supplémentaires, comprenant une politique révolutionnaire correcte.

« *Ce qu'il faut surtout souligner* »

L'article de Lund, écrit le 12 mai 1937 sur la base de dépêches « non seulement incomplètes, mais en outre délibérément déformées⁶ », déclare :

« L'analogie avec les événements de juillet 1917 est trop évidente pour qu'on y insiste. *Ce qu'il faut surtout souligner, ce sont les différences.* »

L'analogie avec les journées de juillet s'imposait avant tout, dans les conditions données, du point de vue de la propagande immédiate. La préoccupation qui primait toutes les autres était

6. Cf. *Œuvres*, 14, pp. 32-36.

d'encourager les vaincus : « Les Russes aussi ont eu leur défaite en juillet et pourtant ils ont été capables de prendre le pouvoir ». Voilà à quoi l'on peut, dans ce cas, réduire l'analogie. Voilà pourquoi Lund, qui ne s'adressait pas directement aux masses, mais à leurs dirigeants, disait essentiellement dans cette lettre : « Vous vous servez naturellement de l'exemple du juillet russe pour encourager les travailleurs. C'est tellement naturel qu'il est inutile d'insister. Mais n'oubliez pas qu'indépendamment de cette analogie très générale, qui a son importance pour la propagande immédiate, les deux situations sont absolument différentes et que notre analyse comme notre pronostic doivent être basés non pas tellement sur les traits communs que sur les différences ». Lund caractérise le mouvement de mai comme « spontané », c'est-à-dire comme ayant éclaté inopinément pour les chefs, y compris ceux du P.O.U.M. (encore une certaine analogie avec les journées de juillet en Russie). Mais, dans la même lettre, Lund désigne le mouvement de mai par son nom : une *insurrection*. Il est bien loin de considérer cette insurrection comme « prématurée⁷ ». Il s'inquiète des rumeurs sur un « armistice » à Barcelone, tandis qu'à Pétrograd, en juillet 1917, les bolcheviks eux-mêmes recherchaient un armistice. Voici ce que dit Lund sur cette question : « Que signifie l'armistice à Barcelone dont parlent les télégrammes ? La défaite des insurgés déterminée surtout par l'inconsistance de la direction, ou bien la capitulation directe des chefs apeurés par la poussée des masses ? Nous ne le savons pas encore. Pour l'instant, la lutte semble continuer en dehors de Barcelone. Une nouvelle reprise de l'offensive à Barcelone est-elle possible ? » En somme, pour Lund, il s'agit d'un mouvement insurrectionnel qui, indépendamment de son point de départ, est dirigé par l'ensemble de la situation objective, par toute l'histoire antérieure de cette révolution en marche, vers la prise du pouvoir. Le seul point d'interrogation, dans cette situation, concernait l'attitude des organisations de la gauche, le P.O.U.M. et les anarchistes. Telle était l'appréciation « préliminaire » de Lund, donnée en même temps que les événements.

Mon article du 23 août était avant tout dirigé contre le camarade Vereeken⁸. Qu'était sa faute, ou plutôt l'une de ses

7. C'est le fait qu'ils le jugeaient « prématuré » qui avait déterminé l'appréciation du mouvement de juillet 1917 par les bolcheviks.

8. Rappelons que Vereeken, militant belge, était l'un des défenseurs du P.O.U.M.

fautes, qui sont très nombreuses ? Il basait son appréciation des journées de mai sur l'analogie purement formelle avec les journées de juillet. Au lieu d'étudier la situation telle qu'elle se présentait dans ce mois de mai 1937, après plus de six mois de développement de la révolution, Vereeken trouve dans ce calendrier schématique un passe-partout pour ouvrir toutes les énigmes de l'histoire et de la politique. En d'autres termes, Vereeken commet précisément la faute contre laquelle Lund avait essayé de nous mettre en garde quand il écrivait : « Ce qu'il faut surtout souligner, ce sont les différences ».

La Prise du Pouvoir était possible en mai

A quelques milliers de kilomètres de distance, sans les informations qu'on ne peut se procurer que sur place, on pouvait encore, au mois de mai, se demander si la conquête du pouvoir était ou non matériellement possible. Mais depuis lors, des documents, des rapports, d'innombrables articles ont été publiés dans la presse de toutes tendances. Tous les faits, toutes les données, tous les témoignages conduisent à la même conclusion : la conquête du pouvoir était possible, elle était assurée dans la mesure où l'issue d'un combat peut en général être assurée d'avance. La preuve la plus flagrante en vient des anarchistes. Depuis l'insurrection de mai, *Solidaridad Obrera* ne s'arrête pas de répéter la même mélodie plaintive : « On nous accuse d'avoir été les instigateurs de la rébellion de mai. Mais nous étions complètement opposés. La preuve ? Nos adversaires le savent aussi bien que nous : *si nous avions voulu prendre le pouvoir, nous aurions pu le faire en mai, en toute certitude*. Mais nous sommes contre la dictature, etc. » Le malheur est précisément que la C.N.T. ne voulait pas le pouvoir. Le malheur est que la direction du P.O.U.M. s'adaptait passivement à celle de la C.N.T. Le malheur (d'importance moindre) est que Vereeken, Sneevliet et Victor Serge s'adaptent passivement à l'attitude du P.O.U.M. Pire encore, au moment décisif, quand nous avons essayé de secouer la fatale auto-suffisance du P.O.U.M. (« ses » immeubles, « sa » propre station de radio, « ses » propres presses d'imprimerie, « sa » propre milice)⁹, où nous avons essayé de

9. Le P.O.U.M. n'avait fait en cela qu'imiter les autres formations, mais, ce faisant, il acceptait de se couper des masses qui suivaient précisément les grandes organisations.

faire comprendre aux dirigeants du P.O.U.M. que la révolution avait son impitoyable logique, qui ne tolère pas les demi-mesures (et c'est en outre précisément pourquoi les staliniens l'ont emporté sur les social-démocrates et les anarchistes), c'est à ce moment critique que les Vereeken, les Sneevliet, les Victor Serge, ont mis leurs bâtons dans les roues¹⁰. Ils ont jugé bon de soutenir contre nous la direction du P.O.U.M., c'est-à-dire ses hésitations, ses inconsistances, son opportunisme. Les derniers événements ont apporté une impitoyable vérification. Depuis les prétendues « journées de juillet », le P.O.U.M., bien loin de s'être renforcé, a été virtuellement écrasé. La C.N.T., dont le P.O.U.M. est l'ombre, perd maintenant l'une après l'autre ses positions. Nous ne savons pas si la révolution espagnole peut encore être sauvée par une nouvelle explosion d'en bas. Mais la C.N.T. et le P.O.U.M. ont précisément tout fait pour assurer la victoire des staliniens, c'est-à-dire de la contre-révolution, et Vereeken, Sneevliet, Victor Serge, ont tout fait pour soutenir le P.O.U.M. sur cette route catastrophique.

La Question décisive

Toutes nos sections ont suivi avec la plus grande attention le développement de la situation en Espagne. Celui qui examine aujourd'hui notre presse internationale et les bulletins intérieurs peut constater avec satisfaction que notre organisation a su appliquer la méthode léniniste aux événements d'Espagne. Nous avons eu une correspondance de Clart, de Moulin, de Braun¹¹ d'une incontestable valeur marxiste. Notre organisation a de cette façon passé son examen théorique sur cette question d'importance historique. Et, à chaque étape, les camarades Vereeken, Sneevliet, avec l'aide de Victor Serge, se sont opposés à notre position, celle de l'écrasante majorité de la IV^e Internationale, une attitude centriste qui était aussi résolument dirigée contre le S.I. qu'elle était confuse dans ses perspectives et ses mots d'ordre.

Quand le camarade Sneevliet a interrompu toutes les

10. On peut penser que Trotsky reproche à Sneevliet, Vereeken et Serge d'avoir « saboté » les explications qu'il donnait aux dirigeants du P.O.U.M.

11. Voir notamment dans *S.I.P.* les articles de Rous (Clart), Freund (Moulin) et Wolf (Braun) dont un certain nombre ont été reproduits en annexe de *La Révolution espagnole 1930-1939*.

relations normales avec l'organisation internationale, quand il a collaboré avec nos implacables adversaires contre nous, il a toujours utilisé comme prétexte le « mauvais régime », l'« incompétence » du S.I., etc. Le camarade Vereeken a agi de même avec quelques variantes individuelles qui le caractérisent. Sur la question du « régime », nous avons aussi quelques mots à dire à notre camarade Sneevliet afin de démontrer que le bureaucratisme qui étouffe la vie du parti et la bonne volonté du chef qui n'aime ni les programmes, ni les thèses, ni la discussion, ne pouvaient constituer la règle dans un parti mondial pour la révolution sociale¹². Mais aujourd'hui, il ne s'agit plus de « régime ». La question est celle de l'attitude vis-à-vis de la révolution espagnole. Les divergences fondamentales se sont révélées. La politique du P.O.U.M. était et demeure (du moins dans la mesure où elle demeure) la politique du menchevisme. La IV^e Internationale continue et développe la tradition bolchevique. Il faut choisir entre ces deux lignes. C'est la question décisive.

Nos méthodes

La IV^e Internationale n'en est qu'à ses débuts. Elle a à réaliser une immense tâche d'éducation. Il faut avoir de la patience. Si on jette un coup d'œil en arrière sur notre histoire pendant les dix dernières années, on ne peut nous reprocher d'avoir manqué de patience et de longanimité. Les exclusions ont été extrêmement rares et on peut les compter sur les doigts de la main. Notre organisation a toujours employé les méthodes de discussion, de persuasion, laissant au temps et aux événements la vérification des points de vue qui s'opposaient. Le nombre des scissions et des démissions a résulté de ces éléments et groupes qui, en dépit de notre bonne volonté et de notre pédagogie patiente, ont pris conscience eux-mêmes de l'incompatibilité entre leur « tendance » et l'organisation bolchevique. Ceux qui se sont séparés de nous en invoquant le « mauvais régime » de la IV^e Internationale sont tombés l'un après l'autre dans le néant. Chacun d'eux, Landau, Vitte, R. Molinier, Oehler, Weisbord, Field¹³ et autres ont pu vérifier par leur lamentable expérience

12. Allusion au régime autoritaire du R.S.A.P. de Sneevliet.

13. Trotsky énumère ici quelques-uns des chefs de file d'organisations ayant scissionné depuis 1929. Pour Oehler, cf. n. 8, p. 37, et pour Weisbord, n. 5 p. 159.

qu'il n'est pas aussi facile d'improviser une tendance en dehors de la ligne historiquement déterminée par les développements d'une douzaine d'années, une grande tradition historique et un travail collectif ininterrompu de réflexion marxiste.

Le camarade Sneevliet songeait depuis longtemps à séparer son parti de l'organisation internationale. Oh, certainement, il a toujours employé le chiffre « quatre » pour désigner sa propre position. Mais en dehors des principes fondamentaux, c'est-à-dire du programme bolchevik-léniniste, en dehors de notre travail collectif sur cette base, la formule de la IV^e Internationale devient une phrase creuse, qui ne sert à rien. Cette situation, toujours plus équivoque, dure depuis presque trois ans¹⁴. C'est un tout petit peu trop long pour un « calendrier révolutionnaire ». Il n'est pas nécessaire de dire que nous ne voulons pas d'une scission avec notre section hollandaise. Bien au contraire. Ce que nous voulons, c'est qu'elle entre effectivement dans le cadre international qui est le nôtre, qu'elle prenne réellement part à notre vie collective. Aucune organisation internationale ne peut tolérer qu'une de ses sections reste séparée d'elle par une cloison étanche et que nous ayons à essayer des « accusations » de plus en plus sévères, de plus en plus injustifiables, du camarade Sneevliet contre notre « régime », contre nos « manières », à seule fin de dissimuler ainsi ses divergences fondamentales avec les bolcheviks-léninistes. Et naturellement Vereeken ne manque jamais une occasion de soutenir une politique fausse, peu importe qu'elle soit de droite ou de gauche.

Ce que nous devons avoir avec notre parti frère de Hollande, c'est une discussion approfondie. C'est l'unique possibilité d'empêcher une scission dans l'obscurité, bureaucratiquement préparée et bureaucratiquement réalisée. Notre section belge

Kurt Landau (1903-1937), ancien dirigeant du P.C. autrichien, organisateur de l'Opposition de gauche à Berlin, avait fait scission en juin 1931. Mitsos Yotopoulos (1901-1965), dirigeant de l'organisation archéiomarxiste et membre du S.I., avait participé en France à la scission qui avait donné naissance à l'Union communiste et rompu avec le S.I. en 1933 : il était alors connu sous le nom de Vitte. Raymond Molinier (né en 1906), un des fondateurs de *La Vérité*, longtemps dirigeant de la Ligue communiste puis du G.B.L., avait rompu pour publier *La Commune* en 1935 et fondé en 1936 le P.C.I., rival de la section « officielle », le P.O.I. B. J. Field était le pseudonyme de Max Gould (1900-1977) militant de la C.L.A., dirigeant de la grève de l'hôtellerie en 1934, exclu pour indiscipline et qui avait fondé la League for a Revolutionary Workers Party (Ligue pour un parti ouvrier révolutionnaire).

14. Peut-être Trotsky exagère-t-il un peu la durée de ce phénomène, car les premières inquiétudes ne se manifestent guère dans sa correspondance avant la fin de 1935, soit deux ans avant.

devra naturellement participer à cette discussion qui constituera la préparation de la prochaine conférence internationale. Nous apprendrons à savoir comment éviter la scission. Nous devons sortir de cette discussion plus mûrs et plus unis. De grands événements approchent. Nous n'avons pas le droit de répéter deux ou trois fois les mêmes erreurs. La révolution espagnole, quelle que soit son importance, n'est qu'une répétition générale d'événements bien plus grandioses encore. Il faut tirer toutes les leçons de cette expérience vécue par la nouvelle génération. Ce n'est pas au moyen d'interprétations casuistiques de telle ou telle citation qu'on pourra nous détourner de notre route. Les événements ont parlé. La conférence internationale saura interpréter leurs paroles.

[UN POINT RAPIDE]¹

(22 octobre 1937)

Cher Ami,

1. D'abord je t'envoie un article sur Reiss. Il me semble qu'il peut servir d'éditorial². Les traductions française et allemande doivent être faites à Paris.

2. Il faut prendre toutes les mesures pour qu'à l'avenir les informations destinées à la presse bourgeoise me parviennent *sans le moindre retard*. Nous avons ici d'énormes possibilités dans ce domaine.

3. Votre télégramme sur l'assassinat de Reiss a été reçu à temps. Mais, comme dans vos précédentes lettres vous n'avez donné aucune information sur le « non-retour » secret³, le télégramme ne pouvait pas être complètement utilisé.

4. Peut-être peut-on publier maintenant l'information secrète autrichienne sur ce que Reiss a dénoncé ?

5. Où est Grylewicz ? Peut-être a-t-il été libéré en vue d'une provocation⁴ ? Le G.P.U. peut lui envoyer ses agents pour obtenir ainsi une « preuve » qui lui manque. La plus grande prudence est nécessaire.

6. Je n'ai pas de dactylo russe. La candidate de New York n'a pas fait l'affaire. Il n'y a rien d'autre en vue. Pour l'Europe, considérez la possibilité que le gouvernement mexicain lui-même peut délivrer le document pour le passage d'Europe au Mexique.

7. Les carnets de Reiss ont été utilisés pour la presse mexicaine et nord-américaine. Nous en utiliserons une partie dans un proche avenir.

1. Lettre à L. Sedov (10231), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Pour le *Biulleten Oppositsii*.

3. Le sens de cette phrase nous échappe : il s'agit de formules convenues.

4. En fait le juge avait annoncé à Grylewicz qu'il allait être libéré mais il ne l'était pas.

[DICTATURE ET RÉVOLUTION]¹

(23 octobre 1937)

Ma chère camarade Margaret De Silver²,

Je me suis chaudement réjoui de votre lettre, si amicale et si franche en même temps. Inutile de dire combien je trouve réconfortant que vous ayez trouvé à mon livre suffisamment d'intérêt pour que vous ayez consacré autant de temps à le lire. Des lecteurs attentifs sont très rares, presque aussi rares que des auteurs consciencieux, mais ils sont d'autant plus précieux.

Les objections que vous faites sont d'une très grande importance théorique et politique. Dans mon dernier pamphlet³, j'ai essayé de traiter cette question de manière très concise — et, je l'avoue, très insuffisante. Je ne sais s'il a déjà retenu votre attention. En tout cas, je vous en envoie un exemplaire. Et je vais essayer ici de formuler quelques arguments supplémentaires en faveur de ma position.

La dictature révolutionnaire du prolétariat n'est pas pour moi une chose que l'on puisse librement accepter ou rejeter : c'est une nécessité objective qui nous est imposée par les réalités sociales — la lutte de classes, l'hétérogénéité de la classe révolutionnaire, la nécessité d'une avant-garde révolutionnaire sélectionnée pour assurer la victoire. La dictature d'un parti appartient à la préhistoire barbare comme l'Etat lui-même, mais nous ne pouvons pas sauter par-dessus ce chapitre qui peut (mais

1. Lettre à M. De Silver (7672), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Margaret, Burnham, épouse *De Silver* (1890-1962) diplômée de Vassar College en 1912, avait été la femme d'Albert De Silver, fondateur de l'A.C.L.U., (American Civil Liberties Union) et avait participé à toutes les campagnes pour les droits civils. Veuve, elle vivait désormais avec Carlo Tresca et avait rejoint le comité de défense de Trotsky qu'elle avait contribué à financer.

3. « Bolchevisme et Stalinisme », *Œuvres*, 14, pp. 339-358.

pas d'un seul coup) ouvrir une histoire authentiquement humaine.

Les dirigeants de la C.N.T. espagnole rejetaient en tout temps la politique et rejetaient la perspective d'avoir quoi que ce soit de commun avec l'Etat, mais la réalité sociale est bien plus puissante que de tels refus abstraits. Pendant la guerre civile, les dirigeants de la C.N.T. sont devenus des ministres bourgeois, malheureusement des ministres secondaires et sans pouvoir. En mai, les ouvriers anarchistes se sont engagés dans une puissante insurrection. Sous une direction adéquate, ils auraient certainement pu s'emparer du pouvoir en Catalogne, et, par leur exemple, auraient soulevé les masses laborieuses de l'Espagne entière. Mais ils rejetaient toute direction dans la révolution. Ils ont répété des centaines de fois dans *Solidaridad Obrera*⁴ : « L'accusation selon laquelle nous avons provoqué ce mouvement est tout à fait fautive. Si nous l'avions provoquée, ou même seulement guidée, elle aurait certainement remporté la victoire, mais nous ne voulons pas d'une dictature, et c'est pourquoi nous avons refusé la direction de cette insurrection. » Résultat ? Parce que les dirigeants de la C.N.T. refusaient la dictature pour eux-mêmes, ils laissaient la place libre pour la dictature stalinienne : la nature sociale, comme la nature physique, a horreur du vide.

Le parti révolutionnaire — l'avant-garde — qui renonce à sa propre dictature livre les masses à la contre-révolution. C'est là l'enseignement de toute l'histoire moderne. Abstraitemment parlant, ce serait très bien si la dictature de parti pouvait être remplacée par la « dictature » de tout le peuple laborieux, sans aucun parti, mais cela présuppose un niveau élevé de développement politique dans les masses qui ne peut jamais être atteint dans les conditions du capitalisme. La raison de la révolution, c'est que le capitalisme ne permet pas le développement matériel et moral des masses.

La dictature ne peut pas résoudre tous les problèmes, ni même empêcher de nouveaux reculs (réaction, thermidor, contre-révolution). Le développement de l'humanité est très contradictoire, mais nous ne pouvons renoncer à faire un pas en avant pour empêcher un demi-pas en arrière. Malgré la dictature malhonnête de la bureaucratie thermidorienne en Union soviétique, la révolution d'Octobre dans son ensemble signifie un fantastique progrès dans l'histoire de l'humanité. Même aujour-

4. *Solidaridad Obrera* était le quotidien de la C.N.T. à Barcelone.

d'hui, sous le talon de fer de la nouvelle caste privilégiée, l'U.R.S.S. n'est pas la même que la Russie tsariste. Et l'ensemble de l'humanité, grâce à la révolution d'Octobre, est incomparablement plus riche en expérience et en possibilités.

Je serais très heureux de rencontrer un jour le camarade Carlo Tresca. Naturellement, pas avec l'objectif naïf de le convertir — nous autres, vieux révolutionnaires, sommes des gens obstinés — mais pour discuter avec lui la possibilité de mesures communes contre la gangrène stalinienne. Le membre mexicain de la commission, Zamora⁵, est revenu très satisfait de la commission et tout à fait charmé par Tresca.

Ma femme et moi gardons le meilleur souvenir de votre courte visite à Mexico et espérons que ce ne sera pas la dernière.

5. Francisco Zamora Padilla (né en 1891), professeur d'économie politique, fondateur d'*El Universal*, avait participé à la commission d'enquête à New York

[LE LIVRE SUR LA RÉVOLUTION CHINOISE]¹

(23 octobre 1937)

Cher Camarade Isaacs,

J'ai reçu votre manuscrit et lu le premier chapitre (31 pages). J'ai trouvé la nouvelle introduction excellente dans le fond comme la forme. Il est très difficile de donner en trente et une pages une histoire complexe d'un grand pays qui couvre des milliers d'années. Mais vous avez réussi à présenter un tableau très clair et instructif. Votre style est excellent : clair, précis, exempt des fioritures de journalistes.

Par votre bibliographie, on peut voir que vous avez absorbé une grande quantité de livres en différentes langues. Cela donne une base solide à votre travail. Bravo ! Le fait que notre tendance commence à produire non seulement des pamphlets et des articles, mais des ouvrages sérieux, est un symptôme réjouissant de sa confiance intime, qui constitue en elle-même la garantie du succès. Nous avons eu en très peu de temps le livre de James², un livre de Walker, très proche de notre tendance, et, maintenant, vient votre enquête solidement fondée sur la révolution chinoise. La II^e et la III^e Internationale sont incapables maintenant de produire des ouvrages sérieux. La IV^e Internationale commence à tous égards à continuer la grande tradition marxiste !

Une remarque seulement : ce que vous dites au début de la troisième page du premier chapitre sur les anciennes villes chinoises et le « mode de production asiatique » en général, ne

1. Lettre à H. R. Isaacs (8556), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cyril Lionel Robert James (né en 1900), venu de la Trinidad à Londres dans les années trente, leader d'un des groupes britanniques se réclamant de la IV^e Internationale et grand orateur, venait d'écrire un livre sur l'histoire de l'Internationale communiste intitulé *World Revolution* (Révolution mondiale).

me paraît pas assez clair. Mais je crois que l'histoire ultérieure de la Chine permet d'établir le schéma suivant : la ville médiévale européenne était un centre de production ; la ville asiatique était un centre de consommation. Le village européen était suffisamment fort, même au Moyen Age, pour créer la possibilité de la séparation des artisans du paysan et sa concentration dans les villes, le commerce construisant le lien entre la ville des artisans et sa périphérie agricole. En Asie, l'artisanat, dans ses branches les plus importantes, est resté lié à la paysannerie et disséminé dans les villages. La ville était peuplée de nobles, de bureaucrates, d'usuriers et de soldats. Les artisans des villes servaient ces parasites et avaient eux-mêmes un caractère « aristocratique ». Le commerce s'étalait sur un champ très vaste et était lié à l'usure. Ces caractéristiques différentes des villes et de leurs rapports avec le village expliquent que l'histoire médiévale européenne fut un lent mouvement vers le haut et l'histoire médiévale asiatique une répétition cyclique.

[QUESTION DE SOURCES]¹

(27 octobre 1937)

Cher Camarade Solow,

Une partie des documents sur lesquels Markine² a fondé son étude ont été publiés dans l'édition en cinq volumes de mes écrits militaires, ordres du jour et autres documents. Cette édition a été publiée par la Maison d'édition d'Etat de Moscou. Une autre partie des documents cités par Markine sont extraits de mes archives. Les originaux de quelques-uns se trouvent dans les archives du Commissariat du peuple à la guerre, et les autres originaux sont à l'institut Marx-Lénine à Moscou. Mais des copies légalisées de tous les documents, dans l'ordre chronologique, avec toute la correspondance supplémentaire nécessaire, etc. sont en possession de l'Institut international d'Histoire sociale d'Amsterdam. Des photocopies d'une partie importante de ces documents sont également en la possession de l'Institut hollandais. Je possède ici des copies de tous les documents. B. N. Nikolaievsky, autorité très bien connue dans ce domaine, menchevik de droite et mon adversaire politique, représentait l'Institut hollandais quand ce dernier acheta mes documents. Il a récemment écrit son opinion d'expert officiel pour la commission d'enquête, attestant l'authenticité de tous les documents qui vous intéressent.

Je crois que tout cela sera suffisant, même pour les éditeurs du *New York Times* qui répandent des doutes sur des documents

1. Lettre à H. Solow (10483), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Markine était le pseudonyme de Léon Sedov. L'étude à laquelle il est fait allusion ici venait de paraître en anglais dans l'ouvrage de Trotsky, *The Stalin School of Falsification*, en annexe, sous le titre « Stalin and the Red Army » (Staline et l'Armée rouge). (Cf. *Cahiers Léon Trotsky* N° 13, pour une traduction française.)

qui parlent d'eux-mêmes et impriment en même temps les textes de Walter Duranty³, l'un des plus misérables menteurs de la presse moderne.

Je ne peux absolument pas accepter — je ne comprends même pas — votre position sur la question Carleton Beals. Qu'il ne soit pas « important » n'est pas une raison pour collaborer avec lui. Une punaise n'est pas importante non plus, mais cela n'est pas une raison pour la prendre dans son lit.

3. Walter *Duranty* (1884-1957), correspondant du *New York Times* à Moscou de 1913 à 1938, y avait séjourné de 1921 à 1934. Trotsky le tenait pour un porte-parole officiel du Kremlin.

[LA GUERRE SINO-JAPONAISE]¹

(27 octobre 1937)

Chers Camarades,

C'est avec beaucoup de retard que je vais répondre brièvement à votre résolution sur le Japon et la Chine². Ce retard s'explique par le fait que j'ai supposé que mes lettres antérieures sur cette question suffisaient. Je vois maintenant qu'il n'en était rien. Quelques camarades, inspirés par des considérations ultra-gauchistes, qui veulent plus ou moins rester « neutres » entre Tchiang Kai-chek et le Mikado, essaient maintenant de se replier sur une tranchée de deuxième ligne que leur offre, pensent-ils, votre résolution.

Je n'ai rien à redire à aucune partie de votre résolution, ni même à aucune de ses phrases. Tout ce qui y est dit est juste, mais la proportion entre ses différentes parties ne me semble pas suffisamment réaliste. Nous avons une guerre. La première question est : nos camarades chinois et tous les autres avec eux doivent-ils l'accepter comme *leur guerre* ou la repousser comme une guerre imposée par la classe dirigeante ? Les ultra-gauches essaient d'éviter de répondre à cette question fondamentale. Ils commencent par dénoncer Tchiang Kai-chek pour ses crimes passés et à venir. C'est une façon tout à fait doctrinaire d'aborder la question, possible à New York (les oehléristes) ou Bruxelles, mais pas en Chine et surtout pas à Shanghai. Nous connaissons suffisamment bien Tchiang Kai-chek comme le bourreau des ouvriers. Mais ce même Tchiang Kai-chek est obligé aujourd'hui de diriger une guerre qui est *notre guerre*. Dans cette guerre, nos camarades doivent être les meilleurs combattants. Politique-

1. Lettre au S.I. (8053), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Il s'agit d'une résolution du S.I.

ment, ils devront critiquer Tchiang Kai-chek, non parce qu'il fait la guerre, mais parce qu'il ne la fait pas assez efficacement, sans de lourds impôts sur la classe bourgeoise, sans un armement suffisant des ouvriers et des paysans, etc.

Nos camarades des différents pays ignorent pratiquement que le principal mot d'ordre de notre section chinoise dans la période précédente était : « Préparez la guerre contre le Japon. » Et ils avaient raison. Maintenant, nos camarades chinois ont l'énorme avantage d'avoir été les protagonistes les plus vigoureux de la guerre contre le Japon et des préparatifs militaires. Ils doivent poursuivre leur activité politique sur le même plan. Je crois qu'à cet égard, nous ne pouvons faire la moindre concession aux ultra-gauches qui sont..., mais oui, des social-patriotes en puissance. Ils restent internationalistes passivement, dans la mesure où ils sont prêts à rejeter « toute guerre » afin de conserver leur « neutralité » vigilante. Mais quand les événements forceront ces camarades à distinguer entre guerre et guerre, ils pourront facilement glisser au social-patriotisme.

La guerre sino-japonaise constitue un exemple classique qui nous est fourni pour préparer nos cadres à la guerre mondiale qui vient, de même que la révolution espagnole est un exemple précieux pour la préparation de nos cadres à la révolution internationale. Là, les brigands impérialistes sont engagés dans un combat isolé contre un pays semi-colonial pour en faire un pays tout à fait colonisé. L'ouvrier japonais doit dire : « Mes exploiters m'ont imposé cette guerre malhonnête. » L'ouvrier chinois doit dire : « Les brigands japonais ont imposé à mon peuple cette guerre défensive. C'est ma guerre. Malheureusement, la direction de cette guerre est entre de mauvaises mains. Nous devons surveiller sévèrement sa direction et nous préparer à prendre sa place. » C'est le seul plan réel d'agitation et de propagande.

J'ai entendu l'argument suivant : « L'armée chinoise est une armée bourgeoise, mais nous ne pouvons soutenir qu'une armée rouge prolétarienne. » Cet argument est une expression « militarisée » de l'incompréhension de la différence qu'il y a entre un pays colonial bourgeois (semi-bourgeois, semi-féodal) et un pays d'esclavagistes impérialistes. En tant qu'armée bourgeoise, l'armée chinoise peut évidemment réprimer grèves ouvrières et révoltes paysannes, dans l'intérêt des possédants. Dans toutes ces circonstances, nous nous opposerons à elle, par tous les moyens. Mais, dans la guerre contre le Japon, cette armée défend — pas

assez, avec pas assez de conscience, etc. — l'intérêt national progressiste du peuple chinois. Et, dans cette mesure, nous la soutenons. Identifier armée chinoise et armée japonaise, c'est tout simplement mettre un signe « égal » entre oppresseurs et opprimés, entre brigands et ceux qui en sont victimes.

J'ai entendu aussi des arguments du genre de : « En soutenant cette guerre dirigée par Tchiang Kai-chek contre l'impérialisme japonais, nous rendons service à l'impérialisme britannique et américain et pouvons devenir leur instrument. » De nouveau, l'ultra-gauchisme devient un handicap pour l'action révolutionnaire. Un exemple : dans une usine, les gardes de la compagnie attaquent les ouvriers, en blessent et tuent plusieurs. Les ouvriers sont tellement indignés que les fakirs syndicaux eux-mêmes sont obligés d'appeler à la grève. Notre ultra-gauchiste apparaît sur la scène, le doigt levé au-dessus de sa tête en guise d'avertissement : « Nous ne ferons pas grève », dit-il, « non seulement parce que les dirigeants syndicaux sont des fakirs, incapables de nous assurer notre totale émancipation, mais aussi parce que, par notre grève, nous rendrions service à la firme concurrente et nous ferions ainsi l'instrument d'un autre exploitateur. »

Dans le cas d'une grève, les ouvriers ne pourraient accueillir de tels arguments qu'avec indignation. Mais si on la projette à l'échelle grandiose de la guerre, cette même attitude est infiniment plus criminelle et digne de soulever la fureur. Tchiang Kai-chek, c'est clair, ne peut assurer la *libération* de la Chine ; mais il essaie d'empêcher qu'elle soit réduite encore plus en esclavage, et cela constitue un petit pas vers sa libération ultérieure. De toute notre énergie nous participons à ce petit pas.

En dernière analyse, il est faux que nous « aidions » la Grande-Bretagne. Un peuple qui est capable de se défendre les armes à la main contre un brigand sera capable demain d'en repousser un autre. Un parti révolutionnaire qui comprend cela et qui prend consciemment et courageusement sa place à la tête d'un peuple qui défend les restes de son indépendance — un tel parti est seul capable de mobiliser les ouvriers pendant la guerre et, après la guerre, de prendre le pouvoir à la bourgeoisie nationale.

La situation en Extrême-Orient, je le répète, est si classiquement claire qu'il faut encore et de nouveau se demander pourquoi nos camarades dirigeants belges, à un moment critique où une véritable guerre commençait, ont pu juger possible de mettre un point d'interrogation sur ma très simple déclaration à

la presse : « Nous sommes totalement du côté de la Chine sans abandonner notre programme. »³ Tout notre travail antérieur sur la question de la guerre, à commencer par 1914, avait pour but de préparer au moins nos camarades dirigeants à affronter les yeux ouverts toute nouvelle situation de guerre. Pourtant nous voyons, malheureusement, qu'au début du conflit le plus clair et le moins discutable, quelques-uns de nos amis belges n'ont point d'autre instrument de propagande qu'un point d'interrogation.

Dans une de mes lettres antérieures⁴, j'ai expliqué que le caractère de la déclaration mentionnée plus haut (30 juillet 1937), soulignant le devoir des ouvriers chinois de participer activement à la guerre, était également dicté par la prise en considération de la situation spécifique à laquelle sont confrontés nos camarades chinois. Il était clair que les bourreaux staliniens liés à Tchiang Kai-chek allaient essayer de calomnier les bolcheviks chinois en les présentant comme des « agents du Japon ». Et maintenant c'est arrivé. Les agents du G.P.U. en Chine ont envoyé à l'organe new-yorkais du G.P.U., le *Daily Worker*, une dépêche annonçant une nouvelle imposture, en territoire chinois cette fois. L'internationalisme authentique ne consiste pas à répéter des phrases stéréotypées en toute occasion, mais à réfléchir sur les conditions et problèmes de chacune de nos sections afin de faciliter leur tâche. Compte tenu de la situation terriblement difficile à laquelle nos camarades chinois sont confrontés, le point d'interrogation inadmissible de notre journal belge constitue une erreur très grave.

C'est pourquoi nous ne pouvons faire la moindre concession sur cette question aux ultra-gauchistes, aux centristes, à ceux qui doutent et qui ergotent. Il faut mener le combat sur cette question jusqu'au bout.

3. La déclaration du 30 juillet est reproduite dans *Œuvres*, 14, pp. 216-217.

4. Cf. p. 108.

[ENCORE LES DOCUMENTS]¹

(27 octobre 1937)

Chère mademoiselle LaFollette,

Je dois m'excuser pour mon grand retard à répondre à votre lettre du 20 octobre. J'étais presque désarmé cette semaine sur la question des archives : Jan Frankel est parti pour les Etats (il doit être à New York maintenant) et Van a été malade.

Nous n'avons jamais eu ici d'exemplaire du *Petit Marseillais* du 25 juillet 1933. Les extraits dactylographiés ont été faits à Marseille à ma demande.

En désaccord là-dessus avec Van, je doute que vous puissiez trouver un exemplaire du *Petit Marseillais* dans la bibliothèque de New York. En tout cas, vous pouvez télégraphier à Gérard Rosenthal², mon avocat de Paris, pour avoir une confirmation légale de l'authenticité de l'extrait. Pour ma part, je peux seulement vous dire qu'il ne peut y avoir le moindre doute sur son authenticité du fait des conditions dans lesquelles il a été trouvé et envoyé de Paris.

Quant aux extraits de la presse danoise, je suis absolument certain que je les avais en ma possession pendant les audiences de Coyoacán. Je me souviens même que le premier de ces extraits, sur l'hôtel Bristol, étant une reproduction dans la presse norvégienne, d'un journal danois. Malheureusement nous n'arrivons pas à trouver les extraits originaux dans nos dossiers Copenhague. Je suppose qu'ils ont été envoyés à New York. En tout cas, M. Jan Frankel est l'homme le mieux informé sur la question puisque les dossiers Copenhague ont été sous son contrôle tout le temps. J'espère qu'il vous a déjà rendu visite. Au cas où il ne

1. Lettre à S. LaFollette (8762), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cf. n. 3 p. 39.

pourrait pas donner une réponse satisfaisante, la commission peut câbler à Paris ou, mieux, directement à Copenhague pour avoir une confirmation télégraphique d'une personne faisant autorité. Ce serait très, très regrettable d'abandonner ces extraits qui sont absolument authentiques et accessibles à tous.

J'ai reçu de l'éditeur le livre d'Eugene Lyons³. Le livre est très bien et écrit avec sincérité mais — pour ne pas parler des conclusions politiques tout à fait impressionnistes — une circonstance importante doit être prise en compte : M. Lyons n'est pas venu en Russie avant 1926 ou 1927. Il n'a été informé sur la période précédente que par l'appareil ou la presse stalinienne. En dépit du fait qu'il met maintenant un signe « moins » là où les staliniens mettent « plus », ses appréciations et évaluations — je puis dire toute son imagination politique — portent l'empreinte de l'idéologie de Staline. Néanmoins ce livre est un bon livre écrit par un adversaire politique.

Je n'ai pas encore reçu l'exemplaire relié de l'*Affaire*⁴ ; les livres arrivent toujours ici avec un retard important, mais je vous remercie beaucoup d'avance.

3. Sur E. Lyons, cf. n. 8 p. 132. Il s'agit de son livre *Assignment in Utopia*.

4. Le compte rendu de la session de la commission d'enquête préalable tenue à Coyoacán venait d'être publié aux Etats-Unis sous le titre *The Case of Leon Trotsky* — (L'*Affaire* Léon Trotsky).

[LE PROCUREUR ET L'ÉCONOMIE]¹

(29 octobre 1937)

Cher Dr Dewey,

J'inclus les références exactes que vous m'avez demandées aux volumes et pages des citations qui intéressent la commission. Pour réduire le texte le plus possible et pouvoir mettre le livre entre toutes les mains, je n'avais pas donné ces références dans mon histoire. La possibilité de vérifier mes citations, faits, dates, etc. est toujours donnée aux savants. Je vous assure, mon cher Docteur, que je cite toujours avec un très grand scrupule. Mais je regrette beaucoup d'avoir créé des difficultés supplémentaires à la commission.

La prétention de M. Vychinsky² est une combinaison de mensonges et d'ignorance. La proportion de ces ingrédients est difficile à diagnostiquer. La vérité dans cette affaire est la suivante : avec l'inauguration de la Nouvelle Politique économique (Nep), se posa la question de ce que devrait être le rapport entre les entreprises industrielles et les banques dans le domaine des opérations de crédit. Quelqu'un proposa que les entreprises industrielles soient autorisées à hypothéquer auprès des banques leur seul capital variable. « Pourquoi ? » demandai-je au bureau politique. « Parce que », me répondit Roudzoutak³ (aujourd'hui en prison), « le fait d'hypothéquer le capital (bâtiments et

1. Lettre au Dr Dewey (7683), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Andréi I. Vychinsky (1883-1955) ancien avocat et menchevik, rallié aux bolcheviks, devenu procureur général sous Staline, avait requis la peine de mort contre les vieux-bolcheviks qualifiés de « rats visqueux » et de « vipères lubriques ».

3. Jan G. Roudzoutak (1887-1938), letton, fils d'ouvrier agricole, avait passé dix ans au bagne sous le star. Stalinien dévoué, il venait d'être arrêté.

machines) fixe peut signifier le début de la dénationalisation des moyens de production ».

J'ai répondu à peu près ce qui suit, à ce moment oralement et le lendemain par écrit :

a) Les banques comme les industries sont propriété d'Etat. Le capital privé ne joue qu'un rôle secondaire, dont les limites seront déterminées par l'Etat. Aussi le rapport entre les usines et les banques n'est-il pas une question de propriété mais une question de comptabilité de l'Etat.

b) La distinction entre capital fixe et capital variable n'a pas la moindre importance pour la nationalisation en considération du fait que l'ensemble du capital est la propriété de l'Etat de sorte que, disons, dans une usine qui produit des machines, la machine en tant que produit appartient au capital variable, mais la même machine installée dans une usine de clous devient une fraction du capital fixe.

c) Dans les industries les plus importantes et les plus hautement organisées, le capital fixe peut représenter 70, 80, même 90 %, mais dans les industries arriérées (par exemple dans le cuir) le capital fixe ne représente que de 20 à 25 %. « Si nous acceptons cette proposition », argumentai-je « nous donnerions à l'usine arriérée le droit d'hypothéquer son capital jusqu'à 75 ou 80 % et aux usines modernes les plus importantes, seulement jusqu'à 30, 20 ou même 10 %. C'est une absurdité. C'est pourquoi dans cette question il faut abandonner complètement la différence entre capital fixe et capital variable et donner aux industries le droit d'hypothéquer tout leur capital jusqu'à un certain niveau — disons 25 % ».

Lénine était malade, et c'est l'unique raison pour laquelle cette question pouvait provoquer de chaudes discussions. Celle-ci a duré, si ma mémoire est bonne, deux jours. Zinoviev⁴, qui ne comprenait pas grand-chose à l'économie, était très impressionné par le terme de « capital fixe ». Staline hésitait. Toute l'affaire se termina, comme disent les Français, en « queue de poisson ». Les véritables règles de crédit furent élaborées peu à peu par la pratique plus ou moins en conformité avec mon point de vue. La question n'a été ni discutée en public ni évoquée dans la presse. Comment se fait-il que M. Vychinsky puisse en arriver à citer cette divergence ?

4. Grigori E. Radomylsky, dit Zinoviev (1883-1936), vieux-bolchevik, lieutenant de Lénine en émigration, ancien président de l'I.C., avait été condamné à mort et exécuté en août 1936.

Je me représente le processus ainsi : quand Vychinsky était en train d'élaborer son discours d'accusation, toute une troupe de jeunes bureaucrates « chercheurs » furent mobilisés pour fouiller toutes les archives du parti et du secrétariat afin de trouver des « preuves » contre moi. Un jeune chercheur ignorant trouva ma lettre sur le capital fixe et le capital variable dans les archives du bureau politique et communiqua immédiatement cette découverte historique à Vychinsky, lequel introduisit ce nouveau « crime » dans son discours d'accusation avec autant de générosité qu'il avait introduit l'épisode Clemenceau⁵.

L'unique document sur cette question est donc la lettre au politburo mentionnée plus haut. Ai-je une copie de cette lettre dans mes archives? Je n'en suis pas sûr. Si vous l'estimez nécessaire, j'essaierai de trouver la copie dans mes archives ici ou à Paris, mais sans certitude de succès.

Ma femme et moi vous envoyons l'expression la plus sincère de notre estime et de notre reconnaissance.

P.-S. Pour montrer combien ma tendance défendait la concession des entreprises d'Etat aux capitalistes privés, je peux faire référence ici à un autre fait plus ou moins contemporain qui fut public et qui est aisément vérifiable. Avec l'inauguration de la Nep, le conseil suprême de l'économie sélectionna les meilleures usines pour être administrées par l'Etat et prévit que le reste serait loué à des capitalistes privés. Mon point de vue fut que le conseil suprême minimisait les possibilités de l'économie d'Etat et concédait trop d'entreprises au capital privé. Nous eûmes des discussions sur cette question. Je proposai que le conseil militaire révolutionnaire, dont j'étais le président, loue au conseil suprême plusieurs usines et les administre comme un trust privé. Ce fut accepté. Ce fut accepté. Nous avons reçu de la banque d'Etat un prêt (« capital variable ») et au bout de deux ans non seulement nous avons remboursé le prêt des intérêts, mais nous restituons les usines en question à l'Etat dans un état entièrement satisfaisant. Cette expérience influença considérablement le conseil suprême en ce sens qu'il réduisit de façon très importante la liste générale des entreprises destinées au capital

5. Georges Clemenceau (1841-1929), surnommé « le Père la Victoire » avait dirigé le gouvernement français de fin 1917 à l'armistice. L'Opposition ayant dit en 1927 que, comme Clemenceau, elle lutterait contre l'ennemi extérieur tout en posant sa candidature à la conduite de la guerre, Vychinsky cherchait à démontrer que c'était là l'aveu de sa « trahison ».

privé. Vous voyez ainsi que cette nouvelle question abordée par hasard depuis les audiences, se retourne, comme les autres accusations non contre les « accusés » mais contre le procureur.

QUATRE-VINGT-DIX ANNÉES DE MANIFESTE COMMUNISTE¹

(30 octobre 1937)

On a peine à croire que dix années seulement nous séparent du centenaire du *Manifeste du parti communiste* ! Ce manifeste, le plus génial de tous ceux de la littérature mondiale, surprend aujourd'hui encore par sa fraîcheur. Les parties principales semblent avoir été écrites hier. Vraiment, les jeunes auteurs (Marx avait vingt-neuf ans, Engels vingt-sept) ont su regarder vers l'avenir comme personne avant eux et, peut-être bien, après.

Déjà, dans la préface à l'édition de 1872, Marx et Engels ont indiqué que, bien que quelques parties secondaires du *Manifeste* eussent vieilli, ils ne se croyaient pas en droit de modifier le texte primitif, car, au cours des vingt-cinq années écoulées, le *Manifeste* était devenu un document historique. Depuis, soixante-cinq années se sont écoulées. Certaines parties isolées du *Manifeste* ont glissé plus profondément encore dans le passé. Nous nous efforcerons de présenter dans cette préface, sous une forme résumée, à la fois les idées du *Manifeste* qui ont intégralement conservé leur force jusqu'à nos jours, et celles qui ont aujourd'hui besoin de modifications sérieuses ou de compléments.

1. La conception matérialiste de l'histoire, découverte par Marx peu de temps seulement avant la publication du *Manifeste* et qui y est appliquée avec une parfaite maîtrise, a tout à fait résisté à l'épreuve des événements et des coups de la critique hostile : elle constitue aujourd'hui l'un des instruments les plus précieux de la pensée humaine. Toutes les autres interprétations du processus historique ont perdu toute valeur scientifique. On peut dire avec assurance qu'actuellement il est impossible non seulement d'être un militant révolutionnaire, mais tout simple-

1. Préface à l'édition en langue africaine de la première édition en cette langue du *Manifeste du parti communiste* (T 4225), traduction du russe revue et corrigée.

ment d'être un homme politiquement instruit sans s'être approprié la conception matérialiste de l'Histoire.

2. Le premier chapitre du *Manifeste* débute par la phrase suivante : « L'histoire de toute société passée est l'histoire de la lutte de classes. »

Cette thèse, qui constitue la conclusion la plus importante de la conception matérialiste de l'Histoire, n'a pas tardé à devenir elle-même un objet de la lutte des classes. La théorie, qui remplaçait le « bien-être commun », « l'unité nationale » et les « vérités éternelles de la morale » par la lutte des intérêts matériels considérés comme la force motrice, a subi des attaques particulièrement acharnées de la part des hypocrites réactionnaires, des doctrinaires libéraux et des démocrates idéalistes. Vinrent s'ajouter à eux, plus tard, cette fois au sein du mouvement ouvrier lui-même, ceux qu'on appelle les révisionnistes, c'est-à-dire les partisans de la révision du marxisme dans l'esprit de la collaboration et de la réconciliation entre les classes. Enfin, à notre époque, les méprisables épigones de l'Internationale communiste (les « staliniens ») ont pris le même chemin : la politique de ce qu'on appelle les « fronts populaires » découle entièrement de la négation des lois de la lutte de classes. C'est pourtant l'époque de l'impérialisme qui, en poussant à l'extrême toutes les contradictions sociales, constitue le triomphe *théorique* du *Manifeste* communiste.

3. L'anatomie du capitalisme en tant que stade déterminé de l'évolution économique de la société a été expliquée par Marx dans son *Capital* sous une forme achevée (1867). Mais, déjà dans le *Manifeste* communiste, les lignes fondamentales de sa future analyse ont été tracées d'un ciseau ferme : la rétribution du travail dans la mesure indispensable à la production ; l'appropriation de la plus-value ; la concurrence comme loi fondamentale des rapports sociaux ; la ruine des classes moyennes, c'est-à-dire de la petite bourgeoisie des villes et de la paysannerie ; la concentration des richesses entre les mains d'un nombre toujours plus réduit de possédants, à un pôle et l'augmentation numérique du prolétariat à l'autre ; la préparation des conditions matérielles et politiques du régime socialiste.

4. La thèse du *Manifeste* sur la tendance du capitalisme à abaisser le niveau de vie des ouvriers et même à les paupériser, a subi un feu violent. Les prêtres, les professeurs, les ministres, les journalistes, les théoriciens social-démocrates et les chefs syndicaux se sont élevés contre la théorie de la « paupérisation » progressive. Ils ont invariablement découvert le bien-être crois-

sant des travailleurs en faisant passer l'aristocratie ouvrière pour le prolétariat ou en prenant une tendance temporaire pour une tendance générale. En même temps, l'évolution même du capitalisme le plus puissant, celui de l'Amérique du Nord, a transformé des millions d'ouvriers en pauvres, entretenus aux frais de la charité étatique, municipale ou privée.

5. Par opposition au *Manifeste* qui décrivait les crises commerciales-industrielles comme une série de catastrophes croissantes, les révisionnistes affirmaient que le développement national et international des trusts garantit le contrôle du marché et mène graduellement à la domination des crises. Il est vrai que la fin du siècle dernier et le début de ce siècle se sont distingués par un développement tellement impétueux que les crises ne semblaient être que des accalmies « accidentelles ». Mais cette époque est irrémédiablement révolue. En dernière analyse, dans cette question également, la vérité s'est trouvée du côté du *Manifeste*.

6. « Le gouvernement moderne n'est qu'une délégation qui gère les affaires communes de toute la classe bourgeoise. » Dans cette formule concentrée qui paraissait aux chefs social-démocrates un paradoxe journalistique, se trouve en réalité contenue la seule théorie scientifique de l'Etat. La démocratie créée par la bourgeoisie n'est pas une coquille vide que l'on peut, ainsi que le pensaient à la fois Bernstein et Kautsky², remplir paisiblement du contenu de classe que l'on veut. La démocratie bourgeoise ne peut servir que la bourgeoisie. Le gouvernement de « Front populaire », qu'il soit dirigé par Blum ou Chautemps, [Largo] Caballero ou Negrín, n'est « qu'une délégation qui gère les affaires communes de toute la classe bourgeoise ». Quand cette « délégation » se tire mal d'affaire, la bourgeoisie la chasse d'un coup de pied.

7. « Toute lutte de classes est une lutte politique. » « L'organisation des prolétaires en classe et, par suite, en parti politique... » A la compréhension de ces lois historiques, les

2. Eduard Bernstein (1850-1932) avait été rédacteur du *Sozialdemokrat* en exil au temps des lois antisocialistes et exécuteur testamentaire d'Engels. Il pose les fondements théoriques de son « révisionnisme » dès 1899. Pendant la guerre il rejoignit l'U.S.P.D. Karl Kautsky (1854-1938), autrichien d'origine, leader des social-démocrates allemands, émigré au temps des lois antisocialistes, avait été le principal défenseur du marxisme contre le révisionnisme au temps de la « bernsteiniade ». Il fut à la fois le « pape » de la social-démocratie et le théoricien du « centre ». Comme Bernstein il rejoignit l'U.S.P.D. en 1917 mais, très antibolchevik, revint rapidement au parti social-démocrate.

syndicalistes d'un côté, les anarcho-syndicalistes de l'autre, se sont longtemps dérobés — et essaient aujourd'hui encore de se dérober. Le syndicalisme « pur » reçoit aujourd'hui un coup terrible dans son principal refuge, les Etats-Unis. L'anarcho-syndicalisme a subi une défaite irréparable dans son dernier bastion, l'Espagne. Dans cette question également le *Manifeste* a eu raison.

8. Le prolétariat ne peut conquérir le pouvoir dans le cadre des lois édictées par la bourgeoisie. « Les communistes... proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social traditionnel. » Le réformisme a essayé d'expliquer cette thèse du *Manifeste* par la non maturité du mouvement de l'époque et l'insuffisance du développement de la démocratie. Le sort des « démocraties » italienne, allemande et d'une longue série d'autres, démontre que, si quelque chose n'était pas mûr, il s'agissait des idées réformistes elles-mêmes.

9. Pour opérer la transformation socialiste de la société, il faut que la classe ouvrière concentre dans ses mains le pouvoir capable de briser tous les obstacles politiques sur la voie de l'ordre nouveau. Le « prolétariat organisé en classe dominante », c'est la dictature. En même temps, c'est la seule démocratie prolétarienne. Son envergure et sa profondeur dépendent des conditions historiques concrètes. Plus est grand le nombre des états qui s'engagent dans la révolution socialiste, plus les formes de la dictature seront libres et souples, et plus la démocratie ouvrière sera large et profonde.

10. Le développement international du capitalisme implique le caractère international de la révolution prolétarienne. « Son action commune, dans les pays civilisés tout au moins, est une des premières conditions de son émancipation. » Le développement ultérieur du capitalisme a si étroitement lié les uns aux autres toutes les parties de notre planète, « civilisées » et « non civilisées », que le problème de la révolution socialiste a complètement et définitivement pris un caractère mondial. La bureaucratie soviétique a essayé de liquider le *Manifeste* dans cette question fondamentale. La dégénérescence bonapartiste de l'Etat soviétique a été l'illustration meurtrière du mensonge de la théorie du socialisme dans un seul pays.

11. « Une fois que, dans le cours du développement, les différences de classe ont disparu et que toute la production est concentrée aux mains des individus associés, le pouvoir public perd son caractère politique. » Autrement dit, l'Etat dépérit. Il

reste la société, libérée de sa camisole de force. C'est cela le socialisme. Le théorème inverse, la monstrueuse croissance de la contrainte d'Etat en U.R.S.S. démontre que la société s'éloigne du socialisme.

12. « Les ouvriers n'ont pas de patrie. » Cette phrase du *Manifeste* a été souvent jugée par les philistins comme une boutade bonne pour l'agitation. En réalité, elle donnait au prolétariat la seule directive raisonnée sur le problème de la « patrie » socialiste. La suppression de cette directive par la II^e Internationale a entraîné non seulement la destruction de l'Europe pendant quatre années, mais encore la stagnation actuelle de la culture mondiale. Devant l'approche de la nouvelle guerre, le *Manifeste* demeure aujourd'hui encore le conseiller le plus sûr dans la question de la « patrie » capitaliste.

*
* *

Nous voyons ainsi que le petit ouvrage des deux jeunes auteurs continue à fournir des indications irremplaçables dans les questions fondamentales et les plus brûlantes de la lutte de libération. Quel autre livre pourrait se mesurer, même de loin, avec le *Manifeste* communiste ? Cela ne signifie nullement, cependant, qu'après quatre-vingt-dix années de développement sans précédent des forces productives et de grandioses luttes sociales, le *Manifeste* n'ait pas besoin de corrections et de compléments. La pensée révolutionnaire n'a rien de commun avec l'idolâtrie. Les programmes et les pronostics se vérifient et se corrigent à la lumière de l'expérience, qui est pour la pensée humaine l'instance suprême. Des corrections et des compléments, ainsi qu'en témoigne l'expérience historique même, ne peuvent être apportés avec succès qu'en partant de la méthode qui se trouve à la base du *Manifeste*. Nous essaierons de le montrer en nous aidant des exemples les plus importants.

1. Marx enseignait qu'aucun ordre social n'abandonne la scène avant d'avoir épuisé ses possibilités créatrices. Le *Manifeste* flétrit le capitalisme parce qu'il entrave le développement des forces productrices. A son époque cependant, ainsi qu'au cours des décennies suivantes, cette entrave n'était que *relative* : si, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, l'économie avait pu être organisée sur des fondements socialistes, le rythme de sa croissance aurait été incomparablement plus rapide. Cette thèse, théoriquement incontestable, ne change rien au fait que les forces productives ont continué à croître, à l'échelle mondiale,

sans interruption jusqu'à la guerre mondiale. Ce n'est qu'au cours des vingt dernières années qu'en dépit des découvertes les plus modernes de la science et de la technique, s'est ouverte la période de la stagnation directe et même du déclin de l'économie mondiale. L'humanité commence à vivre sur le capital accumulé et la prochaine guerre menace de détruire pour longtemps les bases même de la civilisation. Les auteurs du *Manifeste* escomptaient que le Capital se briserait longtemps avant de se transformer, de régime relativement réactionnaire en un régime absolument réactionnaire. Cette transformation ne s'est précisée qu'aux yeux de la génération actuelle et elle a fait de notre époque celle des guerres, des révolutions et du fascisme.

2. L'erreur de Marx-Engels quant aux délais historiques découlait d'une part de la sous-estimation des possibilités ultérieures inhérentes au capitalisme et d'autre part de la surestimation de la maturité révolutionnaire du prolétariat. La révolution de 1848 ne s'est pas transformée en révolution socialiste, comme le *Manifeste* l'avait escompté, mais ouvrit par la suite à l'Allemagne la possibilité d'un épanouissement formidable. La Commune de Paris démontra que le prolétariat ne peut arracher le pouvoir à la bourgeoisie sans avoir à sa tête un parti révolutionnaire éprouvé. Or la longue période d'essor capitaliste qui suivit entraîna, non l'éducation d'une avant-garde révolutionnaire, mais, au contraire, la dégénérescence bourgeoise de la bureaucratie ouvrière, qui devint à son tour le frein principal de la révolution prolétarienne. Cette « dialectique », les auteurs du *Manifeste* ne pouvaient la prévoir eux-mêmes.

3. Le capitalisme, c'est, pour le *Manifeste*, le règne de la libre concurrence. Parlant de la concentration croissante du Capital, le *Manifeste* n'en tire pas encore la nécessaire conclusion au sujet du monopole qui est devenu la forme dominante du Capital à notre époque et la prémisse la plus importante de l'économie socialiste. Ce n'est que plus tard que Marx constata, dans son *Capital*, la tendance à la transformation en monopole de la libre concurrence. La caractéristique scientifique du capitalisme de monopole a été donnée par Lénine dans son *Impérialisme*.

4. Se référant surtout à l'exemple de la « révolution industrielle » anglaise, les auteurs du *Manifeste* se représentaient de façon trop rectiligne le processus de liquidation des classes intermédiaires sous la forme d'une prolétarianisation totale de l'artisanat, du petit commerce et de la paysannerie. En réalité, les forces élémentaires de la concurrence sont loin d'avoir achevé

cette œuvre à la fois progressiste et barbare. Le Capital a ruiné la petite bourgeoisie beaucoup plus vite qu'il ne l'a prolétarisée. En outre, la politique consciente de l'Etat bourgeois vise depuis longtemps à conserver artificiellement les couches petites bourgeoises. Le développement de la technique et la rationalisation de la grande production, tout en engendrant un chômage organique, freinent, à l'opposé, la prolétarianisation de la petite bourgeoisie. En même temps, le développement du capitalisme a accru de façon extraordinaire l'armée des techniciens, des administrateurs, des employés de commerce, en un mot de tout ce qu'on appelle « la nouvelle classe moyenne ». Le résultat en est que les classes moyennes, dont le Manifeste prévoit de façon si catégorique la disparition, constituent, même dans un pays aussi hautement industrialisé que l'Allemagne, à peu près la moitié de la population. La conservation artificielle des couches petites bourgeoises depuis longtemps périmées n'atténue cependant en rien les contradictions sociales. Au contraire, elle les rend particulièrement morbides. S'ajoutant à l'armée permanente des chômeurs, elle est l'expression la plus malfaisante du *pourrissement* du capitalisme.

5. Le *Manifeste*, conçu pour une époque révolutionnaire, contient (à la fin de son second chapitre) dix revendications qui correspondent à la période de la transition immédiate du capitalisme au socialisme. Dans leur préface de 1872, Marx et Engels indiquèrent que ces revendications étaient en partie vieilles et qu'elles n'avaient plus en tout cas qu'une signification secondaire. Les réformistes se sont emparés de cette appréciation; ils l'ont interprétée dans le sens que les mots d'ordre révolutionnaires transitoires cédaient définitivement la place au « programme minimum » de la social-démocratie qui, lui, comme on sait, ne sortait pas du cadre de la démocratie bourgeoise.

En réalité, les auteurs du *Manifeste* ont indiqué de façon très précise la principale correction à apporter à leur programme de transition, à savoir : « Il ne suffit pas que la classe ouvrière s'empare de la machine de l'Etat pour la faire servir à sa propre fin ». Autrement dit, la correction visait le fétichisme de la démocratie bourgeoise. A l'Etat capitaliste, Marx opposa plus tard l'Etat du type de la Commune. Ce « type » a pris, par la suite, la forme beaucoup plus précise des soviets. Il ne peut y avoir aujourd'hui de programme révolutionnaire sans *soviets* et sans *contrôle ouvrier*. Quant à tout le reste, aux dix revendications du *Manifeste*, qui, à l'époque de la paisible activité parlemen-

taire, apparaissaient « archaïques », elles ont jusqu'à présent revêtu toute leur importance. Ce qui est, en revanche, vieilli sans espoir, c'est le « programme minimum » social-démocrate.

6. Pour justifier l'espoir que « la révolution bourgeoise allemande... ne peut être que le prélude de la révolution prolétarienne », le *Manifeste* invoque les conditions générales beaucoup plus avancées de la civilisation européenne par rapport à l'Angleterre au ^{xvi}^e siècle et à la France au ^{xvii}^e, et le développement bien supérieur du prolétariat. L'erreur de ce pronostic ne consiste pas seulement dans l'erreur sur le délai. Quelques mois plus tard, la révolution de 1848 montra précisément que, dans la situation d'une évolution plus avancée, aucune des classes bourgeoises n'est capable de mener jusqu'au bout la révolution : la grande et moyenne bourgeoisie est trop liée aux propriétaires fonciers et trop soudée par la peur des masses ; la petite bourgeoisie est trop dispersée et trop dépendante, par l'intermédiaire de ses dirigeants, de la grande bourgeoisie. Comme l'a démontré l'évolution ultérieure en Europe et en Asie, la révolution bourgeoise, prise isolément, ne peut plus du tout se réaliser. La purification de la société des détroques féodales n'est possible que si le prolétariat, libéré de l'influence des partis bourgeois, est capable de se placer à la tête de la paysannerie et d'établir sa dictature révolutionnaire. Par là-même, la révolution bourgeoise se noue avec la première étape de la révolution socialiste pour s'y dissoudre ensuite. La révolution nationale devient ainsi un chaînon de la révolution internationale. La transformation des fondements économiques et de tous les rapports de la société prend un caractère permanent.

La claire compréhension du rapport organique entre la révolution démocratique et la dictature du prolétariat et, par conséquent, avec la révolution socialiste internationale, constitue, pour les partis révolutionnaires des pays arriérés d'Asie, d'Amérique latine, d'Afrique, une question de vie ou de mort.

7. En montrant comment le capitalisme entraîne dans son tourbillon les pays arriérés et barbares, le *Manifeste* ne mentionne pas la lutte des peuples coloniaux et semi-coloniaux pour leur indépendance. Dans la mesure où Marx et Engels pensaient que la révolution socialiste, « dans les pays civilisés tout au moins », était l'affaire des années prochaines, la question des colonies était, à leurs yeux, résolue, non comme résultat d'un mouvement autonome des peuples opprimés, mais comme résultat de la victoire du prolétariat dans les métropoles du capita-

lisme. C'est pourquoi les questions de la stratégie révolutionnaire dans les pays coloniaux et semi-coloniaux ne sont même pas effleurées dans le *Manifeste*. Mais ces questions exigent des solutions particulières. Ainsi, par exemple, il est bien évident que si la « patrie nationale » est devenue le pire frein historique dans les pays capitalistes développés, elle reste encore un facteur relativement progressiste dans les pays arriérés qui sont obligés de lutter pour leur existence et leur indépendance. « Les communistes, déclare le *Manifeste*, appuient dans tous les pays tout mouvement révolutionnaire contre l'ordre politique et social existant. » Le mouvement des races de couleur contre les oppresseurs impérialistes est l'un des mouvements les plus puissants et les plus importants contre l'ordre existant et c'est pourquoi il lui faut le soutien complet, sans réticence, du prolétariat de race blanche. Le mérite d'avoir développé la stratégie révolutionnaire des peuples opprimés revient surtout à Lénine.

8. La partie la plus vieillie du *Manifeste* — non quant à la méthode, mais quant à l'objet — est la critique de la littérature « socialiste » de la première moitié du XIX^e siècle, et la définition de la position des communistes vis-à-vis des différents partis d'opposition. Les tendances et partis énumérés dans le *Manifeste* ont été balayés si radicalement par la révolution de 1848 ou par la contre-révolution qui suivit, que l'histoire ne les mentionne même plus. Cependant, dans cette partie également, le *Manifeste* nous est peut-être aujourd'hui plus proche qu'à la génération précédente. A l'époque de la prospérité de la II^e Internationale, lorsque le marxisme semblait régner sans conteste, les idées du socialisme d'avant Marx pouvaient être considérées comme définitivement révolues. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. La décadence de la social-démocratie et de l'Internationale communiste engendre à chaque pas de monstrueuses récidives idéologiques. La pensée sénile retombe pour ainsi dire dans l'enfance. A la recherche des formules de salut, les prophètes de l'époque du déclin redécouvrent les doctrines depuis longtemps enterrées par le socialisme scientifique. En ce qui concerne la question des partis d'opposition, les décennies écoulées y ont apporté les plus profonds changements : non seulement les vieux partis ont été remplacés depuis longtemps par de nouveaux, mais encore le caractère même des partis et de leurs rapports mutuels s'est radicalement modifié dans les conditions de l'époque impérialiste. Le *Manifeste* doit donc être complété par les principaux documents des quatre premiers congrès de l'Internationale

communiste, par la littérature fondamentale du bolchevisme et les décisions des conférences de la IV^e Internationale.

Nous avons rappelé ci-dessus que, pour Marx, aucun ordre social ne quitte la scène avant d'avoir épuisé ses possibilités. Cependant l'ordre social, même périmé, ne cède pas la place à un ordre nouveau sans résistance. La succession des régimes sociaux suppose la lutte de classe la plus âpre, c'est-à-dire la révolution. Si le prolétariat, pour une raison ou pour une autre, s'avère incapable de renverser l'ordre bourgeois qui se survit, il ne reste au capital financier, dans sa lutte pour maintenir sa domination ébranlée, qu'à transformer la petite bourgeoisie, qu'il a conduite au désespoir et à la démoralisation, en une armée de pogrome du fascisme. La dégénérescence bourgeoise de la social-démocratie et la dégénérescence fasciste de la petite bourgeoisie sont entrelacées comme cause et effet.

Aujourd'hui, la III^e Internationale mène dans tous les pays, avec une licence plus effrénée encore, son œuvre de tromperie et de démoralisation des travailleurs. En frappant l'avant-garde du prolétariat espagnol, les mercenaires sans scrupules de Moscou non seulement, fraient la voie au fascisme, mais encore réalisent une bonne partie de sa besogne. La longue crise de la révolution internationale, qui se transforme de plus en plus en crise de la culture humaine, se ramène au fond à la crise de la direction révolutionnaire.

Héritière de la grande tradition dont le *Manifeste du parti communiste* est le chaînon le plus précieux, la IV^e Internationale éduque de nouveaux cadres pour résoudre les tâches anciennes. La théorie est la réalité généralisée. La volonté passionnée de refondre la structure de la réalité sociale s'exprime dans une attitude honnête à l'égard de la théorie révolutionnaire. Le fait qu'au sud du continent noir, nos camarades d'idées aient traduit pour la première fois le *Manifeste* dans la langue des Africains Boers constitue une confirmation éclatante du fait que la pensée marxiste n'est aujourd'hui vivante que sous le drapeau de la IV^e Internationale. L'avenir lui appartient. Au centenaire du *Manifeste* communiste, la IV^e Internationale sera la force révolutionnaire déterminante sur notre planète.

[LES SOURCES DE VYCHINSKY]¹

(1^{er} novembre 1937)

Cher Docteur Dewey,

Je reviens encore à votre dernière lettre concernant les questions relatives à mon attitude à l'égard des capitalistes privés dans l'industrie soviétique. Je vais compléter ma réponse par des éléments accessibles à tous.

En décembre 1922 — deux mois après la discussion sur le capital fixe et le capital variable — j'ai présenté au IV^e congrès de l'Internationale communiste le rapport sur le développement économique de la Russie soviétique et les perspectives de la révolution mondiale. Le fait à lui seul que ce très important rapport m'était confié par le comité central du parti rend difficile de croire que je suis le défenseur des intérêts capitalistes privés.

Mon rapport a été publié dans de nombreuses langues. Le résumé de mon rapport, rédigé le 1^{er} décembre 1922, est publié pp. 346-356 du volume 12 de mes *Œuvres* imprimées par les Editions d'Etat en 1925. J'y indique que l'Etat lui-même administre 4 000 entreprises avec une moyenne de 207 ouvriers dans chaque usine et que les capitalistes privés ont été autorisés à en louer environ 2 000 avec une moyenne de 17 ouvriers. Plus : que 75 % du crédit industriel est utilisé par les entreprises d'Etat, 20 % par les coopératives et pas plus de 5 % par les entreprises privées. v?o

« L'affirmation des social-démocrates sur la " capitulation " de l'Etat soviétique devant le capitalisme représente donc, disais-je, une évidente et brutale déformation de la réalité (§ 14). Il n'existe pas la moindre raison de croire que l'accumulation d'Etat

1. Lettre au Dr Dewey (7684), traduite de l'anglais avec la permission de la Houghton Library.

LÉON TROTSKY

croîtra plus lentement que celle des capitalistes privés et que le capital privé l'emportera ainsi dans cette bataille » (§ 16). Je pourrais citer quantité d'articles, discours, brochures de moi en 1922 et dans les années suivantes concernant la même question et prouvant que les affirmations de M. Vychinsky sont directement contraires à la vérité. Je dois ajouter que pendant les interminables attaques et accusations contre mes idées de 1923 à aujourd'hui, personne, à ma connaissance, n'a mentionné ma trahison du « capital fixe ». Ce fait confirme mon hypothèse que ma lettre au Politburo a été trouvée pendant la préparation hâtive du discours d'accusation de M. Vychinsky.

Je ne suis pas certain de la date. Il me semble que la discussion sur les hypothèques a eu lieu après le IV^e congrès, c'est-à-dire au début de 1923 et pas en 1922 comme Vychinsky l'affirme. Mais ça ne change rien.

[OBJECTIONS AU LIVRE D'ISAACS]¹

(1^{er} novembre 1937)

Cher Ami,

Le troisième chapitre, que je viens juste de lire, m'a donné des informations très intéressantes et importantes sur le « réveil ». Ce chapitre est au niveau des deux précédents et je suis tout à fait certain du caractère général du livre.

Une suggestion ! Les chapitres sont très longs et chacun englobe de nombreux points. Ne croyez-vous pas qu'il serait bon d'introduire dans chaque chapitre quelques sous-titres, immédiatement après le titre général ou dans le texte lui-même ?

Pourtant, dans ce chapitre, je suis en désaccord avec vous sur deux questions, pas principielles, mais importantes.

La première concerne la polémique entre Maring² et Chen Duxiu. Vous êtes certainement trop favorable à Maring et injuste pour Chen Duxiu. Les arguments que Maring vous a donnés *a posteriori* n'ont aucune valeur historique. Il est tout à fait exclu que Maring ait pris une quelconque initiative personnelle sur cette question. Il était en mission officielle et basait son activité non sur son expérience antérieure à Java, mais sur le mandat de Zinoviev, Radek³ et Boukharine, peut-être avec le consente-

1. Lettre à H. R. Isaacs (8558), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Maring avait été le pseudonyme de Sneevliet en Chine. La question controversée entre Chen Duxiu et lui, dont Trotsky parle ici, est celle de l'entrée du parti communiste chinois dans le Guomindang. La proposition émanait de Sneevliet et eut le soutien de l'exécutif de l'I.C. cependant qu'elle était combattue par les dirigeants chinois. Le récit fait par Sneevliet le 19 août 1935 en réponse aux questions d'Isaacs diffère d'ailleurs sensiblement de son rapport à l'I.C. de 1922 (voir les textes dans *Cahiers Léon Trotsky* n° 15, 1983 ; l'original des notes d'Isaacs dans *China Quarterly*, 1971, pp. 101-109).

3. Karl B. Sobelsohn, dit *Radek* (1885-1939), ancien militant de la gauche social-démocrate polonaise, puis allemande, avait rejoint le parti bolchevique en

ment de Staline. Vous ne donnez pas là de date précise, mais tout l'épisode est de 1922 si je m'en souviens bien. Lénine était malade. J'étais tout à fait à l'écart du travail du Comintern et je vis Maring pour la première fois plus tard, après son retour de Chine.

Je considère comme tout à fait vraisemblable, sinon parfaitement certain, que Chen Duxiu et les autres dirigeants communistes en Chine étaient *contre* leur subordination au Guomindang. Un parti communiste jeune devait naturellement tendre plus vers l'intransigeance que vers l'opportunisme. Nous n'avons pas la moindre raison de ne pas faire confiance au rapport de Chen Duxiu. Que Maring n'avait pas de « mandat écrit » sonne de façon ridicule. Son identité en tant qu'émissaire de Moscou ne faisait pas de doute et il invoquait naturellement la discipline du Comintern. Je ne sais pas s'il faut donner cette version plus probable, mais certainement il ne faut pas favoriser Maring seulement parce qu'il est libre et que Chen Duxiu est en prison.

Vous invoquez le fait que, même si les dirigeants chinois s'opposaient à l'entrée, ils ne faisaient pas référence aux principes, mais à leur « croyance que le Guomindang était mort ». Cette affirmation est répétée deux fois et plus. Je trouve incorrect, dans cette affaire, d'opposer les principes aux faits. A l'époque, dans le passé, où les partis bourgeois étaient capables de diriger les masses laborieuses, le devoir d'un révolutionnaire était de les rallier. Marx et Engels, par exemple, ont rejoint le parti démocrate en 1848 (à juste titre ou non, c'est l'affaire d'une analyse concrète). « Le Guomindang n'est pas capable de diriger les masses révolutionnaires. Du point de vue révolutionnaire, c'est un parti *défunt*. C'est pourquoi nous sommes contre l'entrée » — un tel argument pouvait avoir une valeur totalement principielle.

Je peux aller plus loin : l'entrée en elle-même, en 1922, n'était pas un crime, peut-être même pas une erreur, surtout dans le Sud, si on admet que le Guomindang avait, à cette époque, nombre d'ouvriers et que le jeune parti communiste était faible et composé surtout entièrement d'intellectuels (c'est vrai pour 1922). Dans ce cas, l'entrée aurait été une initiative épiso-

1917. Emprisonné en Allemagne en 1919, il avait été secrétaire de l'I.C. puis recteur de l'Université Sun Yatsen. Il avait avoué avec complaisance à son procès à Moscou et avait été condamné à une lourde peine de prison en janvier précédent.

dique vers l'indépendance, analogue, dans une certaine mesure, à notre entrée dans le Socialist Party. La question est : quel était leur objectif en entrant et quelle fut leur politique ultérieure ?

Vous invoquez contre Chen Duxiu ses propres paroles écrites en 1922 : « La coopération avec le bourgeois révolutionnaire, c'est la voie nécessaire... » Cela fut-il écrit ainsi avant ou après l'ordre de Maring ? Et puis « coopération » ne signifie pas entrée. En 1927, nous préconisions aussi la coopération militaire avec le Guomindang. Non... vous êtes trop généreux avec Maring et trop sévère avec Chen Duxiu.

Ma seconde objection concerne votre critique de la politique soviétique à l'égard de la Chine en 1920. Vous écrivez en mentionnant « un exemple frappant de la tendance à donner aux intérêts immédiats apparents de l'Etat la prééminence sur les objectifs révolutionnaires ». Je ne sais rien des épisodes (sans date) que vous mentionnez. Vous citez un article stupide des *Izvestija*, mais cet article était-il caractéristique de notre ligne générale ? En quelle relation cet épisode est-il lié à la ligne générale ? Était-ce réellement « un exemple frappant de la *tendance* » ? Vous reprochez au gouvernement soviétique dans cette affaire d'avoir accordé plus d'attention à Wu Peifu⁴ qu'aux forces révolutionnaires en Chine. Ce reproche n'est pas justifié ici. Le Comintern avait le devoir d'aider les forces révolutionnaires. Mais l'Etat soviétique avait le droit de manœuvrer sur ces frontières d'Extrême-Orient entre les impérialistes opposés l'un à l'autre. Cela plaçait la politique sur deux plans différents, pas seulement en Extrême-Orient, mais aussi, par exemple, en Allemagne.

Page 15, vous mentionnez pour la première fois la venue de Borodine⁵ en Chine à l'automne 1923. C'était à l'époque du règne de la troïka⁶, quand la politique à l'égard du Guomindang reflétait le début du combat contre notre « sous-estimation de la

4. *Wu Peifu* (1878-1939), officier de carrière, général de division en 1916, était devenu le chef du parti Zhili et l'un des seigneurs de la guerre les plus importants, lié aux Britanniques. Il avait été maître de Pékin de 1920 à 1924 et de 1926 à 1927.

5. Mikhaïl M. Grusenbergh, dit *Borodine* (1884-1951), militant du Bund, avait émigré aux Etats-Unis. L'I.C. l'avait envoyé au Mexique, aux Etats-Unis et en Espagne, puis en Grande-Bretagne. En septembre 1923, il était devenu conseiller du gouvernement soviétique auprès du Guomindang et du gouvernement de Canton.

6. La « troïka » (triumvirat) était composée alors de Zinoviev, Kamenev et Staline, et dirigée contre Trotsky.

paysannerie ». Le Guomindang était présenté comme le parti de la paysannerie.

Ces remarques ne m'empêchent pas de trouver ce chapitre III excellent.

[UN PLÉNUM DE L'I.C.]¹

(2 novembre 1937)

Chère camarade Pearl,

Il y a maintenant trois semaines que nous cherchons la date du dernier plénum du comité exécutif du Comintern à Moscou, et tous sans succès. La question a une grande importance. Le plénum a eu lieu, il me semble, au printemps, peut-être en mars, mais je ne l'affirme pas. J'ignore si la presse du Comintern a publié quelque chose à ce sujet. La presse mondiale qui compte ne lui a consacré que quelques lignes : le plénum avait eu lieu et il avait été consacré à la lutte internationale contre le « trotskysme ». Je crois qu'on a mentionné une dépêche disant que Staline avait participé aux délibérations. Il nous faut *à tout prix* la date de ce plénum et la coupure de presse concernant cette lutte. Il est tout à fait certain — surtout compte tenu de l'information donnée par le camarade Ignace Reiss — que ce plénum était formé des agents du G.P.U. les plus importants de l'Internationale communiste et qu'il a été consacré à la conspiration mondiale contre les éléments révolutionnaires. Nos camarades aux Etats devraient aussi établir qui a personnellement représenté le C.P.U.S.A. à ce plénum. Quand j'aurai la date et la coupure, au moins une des coupures, je ferai là-dessus une déclaration à la presse mondiale.

1. Lettre à Pearl Kluger (8695), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

IL EST TEMPS DE PASSER A UNE CONTRE-OFFENSIVE INTERNATIONALE CONTRE LE STALINISME !¹

(2 novembre 1937)

Le mouvement socialiste mondial est rongé par une terrible maladie. Le foyer de cette infection se trouve dans le Comintern, ou, plus exactement, c'est le G.P.U., auquel l'appareil du Comintern ne sert que de couverture légale. Les événements des derniers mois en Espagne ont démontré de quels crimes sont capables la bureaucratie de Moscou, totalement dégénérée et débridée, et la lie de ses mercenaires internationaux. Il ne s'agit pas d'assassinats « accidentels » ou de falsifications « accidentelles », il s'agit d'un complot contre le mouvement ouvrier mondial.

Il est évident que les procès de Moscou n'ont été possibles que grâce au régime totalitaire dans lequel le G.P.U. dicte à la fois l'attitude des accusés, celle du procureur et celle des avocats ; mais ces falsifications juridiques étaient conçues depuis le début comme le point de départ d'une campagne d'extermination contre ceux qui, dans l'arène mondiale, s'opposent à la clique de Moscou. Au plénum du comité central du P.C. de l'U.R.S.S., le 3 mars dernier, Staline a prononcé un discours dans lequel il a affirmé que « la IV^e Internationale est composée aux deux tiers d'espions et de provocateurs »². Cette impudente déclaration, qui porte vraiment la marque de Staline, indiquait déjà clairement les intentions du Caïn du Kremlin. Celles-ci ne se limitaient toutefois nullement aux cadres de la IV^e Internationale.

En Espagne, le P.O.U.M., qui mène contre la IV^e Internationale une lutte implacable, a été rangé parmi les « trotskystes ». Après le P.O.U.M. est venu le tour des anarcho-syndicalistes et même des socialistes de gauche.

1. Lettre ouverte à toutes les organisations ouvrières (T 4227-1), traduction du russe de 1937 revue et corrigée, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cf. *Œuvres*, 13, p. 133.

A l'heure actuelle, on range parmi les « trotskystes » même des gens qui se sont contentés de protester contre la répression qui frappait les anarchistes. Le nombre des faux et des crimes augmente à un rythme effrayant. Bien sûr, certains détails scandaleux peuvent être mis au compte d'un excès de zèle de certains agents, mais, dans l'ensemble, le travail est très étroitement centralisé et mené selon un plan qui a été élaboré au Kremlin. Le 21 avril dernier a eu lieu à Paris un plénum extraordinaire du comité exécutif de l'Internationale communiste auquel participaient les représentants les plus sûrs de dix-sept sections les plus importantes : ces réunions étaient strictement secrètes. Il n'en a transpiré dans la presse mondiale qu'un bref communiqué indiquant que les travaux du plénum avaient été consacrés à la lutte contre le trotskysme³. *Les instructions avaient été envoyées directement de Moscou par Staline.*

Ni les débats ni les décisions n'ont été publiés. Selon les témoignages que nous avons recueillis et d'après les événements postérieurs, il est évident que ce plénum était en réalité *un congrès des plus responsables des agents internationaux du G.P.U. et que sa tâche était de préparer une campagne de dénonciations, d'assassinats, contre les adversaires du stalinisme dans le mouvement ouvrier de toutes les parties du monde.*

Au moment du procès de Zinoviev et de Kamenev en août 1936, il y avait encore pas mal d'hésitations, dans les rangs de l'I.C., qui se faisaient sentir en dépit des efforts des vieux serviteurs du G.P.U. comme Jacques Duclos en France⁴ : les cadres de l'I.C. eux-mêmes, pourtant habitués à pas mal de choses, hésitaient à ramper dans cette boue arrosée de sang encore frais. Mais, au cours des mois suivants, la résistance des indécis a été brisée. Toute la presse de l'I.C., enchaînée à Staline par une chaîne d'or, s'est jetée dans une débauche de calomnies dont la grossièreté et la bassesse sont sans précédent. Le rôle du chef d'orchestre est tenu par des émissaires de Moscou du genre de Mikhaïl Koltsov, Willi Münzenberg et autres canailles⁵.

3. *L'Humanité*, 24 & 25 avril 1937.

4. L'ancien ouvrier pâtissier Jacques *Duclos* (1896-1975) était venu au parti communiste par l'A.R.A.C., organisation d'anciens combattants. Il était membre du bureau politique en 1926 et travailla ensuite pour l'I.C. Trotsky affirmait qu'il était l'agent du G.P.U. dans le parti français.

5. Mikhaïl E. Fridlyand, dit *Koltsov* (1898-1942), journaliste de profession, était entré à la *Pravda* en 1923 ; en 1928, il avait renié son ami l'oppositional Sosnovsky. Envoyé spécial de la *Pravda* en Espagne, il semble y avoir été le représentant personnel de Staline, et s'y était livré à de violentes attaques contre

La *Pravda* a promis avec beaucoup d'assurance que l'épuration serait menée à bien aussi implacablement en Espagne qu'elle l'avait été en U.R.S.S.⁶. Les actes ont suivi de près les paroles : documents falsifiés contre le P.O.U.M., meurtre d'écrivains anarchistes, assassinat d'Andrés Nin, enlèvement d'Erwin Wolf, de Marc Rein⁷, des dizaines d'assassinats plus discrets, dans l'ombre, emprisonnements dans les prisons de Staline en Espagne (où elles jouissent de l'exterritorialité), détentions arbitraires à l'intérieur de prisons spéciales, séquestration dans des cellules spéciales, mauvais traitements et, de façon générale, toutes sortes de tortures physiques et morales, couvertes par une calomnie incessante, grossière et venimeuse qui porte vraiment la marque de Staline.

En Espagne, où le soi-disant gouvernement républicain sert de paravent légal aux bandes criminelles du stalinisme, le G.P.U. a trouvé l'arène la plus propice à l'exécution des directives du plénum. Mais l'affaire ne se borne pas à l'Espagne. Ainsi qu'il résulte de la presse du Comintern, des documents secrets sur une prétendue rencontre entre Trotsky et Rudolf Hess ont été remis aux états-majors français et britannique. A l'état-major tchécoslovaque, on a remis une correspondance falsifiée tendant à démontrer les liens du vieux révolutionnaire allemand Anton Grylewicz avec la Gestapo⁸. Jacques Duclos a essayé d'impliquer les trotskystes dans de mystérieux attentats commis à Paris sur lesquels le G.P.U. pourrait sans doute fournir des renseignements à la police française⁹. Ignace Reiss a été assassiné à Lausanne, le 4 septembre, pour avoir rompu publiquement avec Moscou, épouvanté qu'il était des crimes de Staline. Un certain

les « trotskystes ». Willi Münzenberg (1889-1940), ancien secrétaire en Suisse de l'Internationale des jeunes, puis dirigeant du Secours ouvrier international et enfin du « trust Münzenberg » (presse, cinéma, radio, etc.) était aussi l'organisateur des organisations satellites « de masse » et des « fronts » contrôlés par le parti.

6. C'était la *Pravda* du 17 décembre qui avait proféré cette menace précise contre les « trotskystes ».

7. Marc Rein était le fils du leader menchevique Abramovitch. Il était venu en Espagne comme correspondant d'un journal socialiste suédois et fut enlevé dans la nuit du 10 au 11 avril 1937 ; il ne reparut jamais et Tresca pensait qu'il avait été transféré en U.R.S.S.

8. Les « faux » qui devaient « confondre » Grylewicz avaient été dissimulés dans une valise de documents qu'il avait confiée à un « camarade » tchécoslovaque du nom de Bartanyi. C'est au procès Piatakov-Radek que l'accusation avait fait mention de pourparlers entre Trotsky et le lieutenant de Hitler, le nazi Rudolf Hess (né en 1894).

9. Trotsky, sans pourtant les mentionner, pense aux attentats de l'Etoile.

nombre de ses assassins ont été arrêtés. Ce sont des membres de l'I.C. et des agents du G.P.U. recrutés dans les rangs des gardes blancs russes¹⁰. L'instruction menée par les autorités judiciaires françaises et suisses nous donne toutes raisons de supposer que la même bande a commis toute une série de crimes qui n'ont pu jusqu'à maintenant être élucidés. Les gardes blancs servent Staline comme tueurs à gages comme ils le font en tant qu'accusateurs publics — Vychinsky —, journalistes — Koltsov, Zaslavsky — ou ambassadeurs — Troianovsky et Maisky¹¹.

Les opérations militaires en Extrême-Orient n'avaient pas plus tôt commencé que Staline lançait une offensive d'extermination contre ses adversaires révolutionnaires en Chine. La méthode est la même que celle qu'il a appliquée en Espagne. Staline vend à Tchiang Kai-chek, comme à Negrín, des produits de l'industrie soviétique à des prix élevés et, grâce à ce revenu, obtient de quoi payer ses faussaires, ses journalistes escrocs et ses tueurs à gages. Le 5 octobre, une dépêche de Shanghai paraissait dans le *Daily Worker* de New York, accusant les « trotskystes » chinois dans le Jiangxi d'être alliés à l'état-major japonais. Le *Daily Worker* est l'organe du G.P.U. à New York ; son correspondant à Shanghai est un agent du G.P.U. qui exécute les décisions — du plénum d'avril. Des sources bien informées ont établi qu'il n'y avait pas et qu'il n'y a pas d'organisation trotskyste dans le Jiangxi (*Socialist Appeal*, 16 octobre 1937). Mais cela ne change rien : le télégramme de Shanghai signifie que vient de s'ouvrir en Chine le chapitre des documents truqués, des enlèvements de « trotskystes » et des assassinats dans l'ombre. Les prisons de Tchiang Kai-chek détiennent déjà pas mal de révolutionnaires irréprochables : leur vie est désormais directement menacée par Staline.

Le communiste canadien Henry Scott Beattie, qui a servi pendant quatre mois en Espagne comme volontaire et a ensuite été renvoyé dans son propre pays par les miliciens eux-mêmes

10. Plus de gens en fuite (Efron, Schwarzenberg, Pozniakov, Kondratiev) que de gens arrêtés, relevaient de cette catégorie.

11. David I. Zaslavsky (1880-1965), bundiste puis journaliste professionnel, avait lancé contre les bolcheviks les pires calomnies en 1917. Devenu membre du parti, affecté à la *Pravda*, il s'y était spécialisé dans l'injure contre les vieux-bolcheviks jugés et exécutés dans les procès. Aleksandr A. Troianovsky (1882-1955) bolchevik passé aux mencheviks, social-patriote en 1914, avait dénoncé les bolcheviks comme « agents de l'Allemagne ». Ivan I. Liakhovetsky, dit *Maisky* (1884-1975) avait, lui, été exclu par les mencheviks pour avoir participé, pendant la guerre civile à un gouvernement blanc.

pour y faire de l'agitation, a raconté récemment dans la presse comment le parti stalinien canadien a voulu lui faire dire dans des meetings qu'en Espagne les « trotskystes fusillent les miliciens blessés ». Pendant quelque temps, Beattie, selon ses propres paroles, a exécuté cet ordre monstrueux, « se pliant à la discipline du parti », c'est-à-dire aux décisions du même plénum secret dirigé par Staline¹². Dès que Beattie se fut arraché à l'atmosphère empoisonnée du Comintern pour sortir à l'air libre, il a évidemment été traité d'espion et de provocateur, et il est même possible que sa tête soit mise à prix. Dans de telles entreprises, Staline n'est pas regardant : pour l'assassinat de Reiss, les seules dépenses techniques s'élèvent à 300 000 francs !

Pour couvrir ou justifier ses crimes, le G.P.U. entretient des dizaines de journalistes bourgeois étrangers de l'école de Louis Fischer¹³ et Duranty. Pour qui sait lire entre les lignes, ce n'est plus depuis longtemps un secret que les télégrammes et articles amicaux-critico-équivoques datés de Moscou et signés de noms « indépendants », souvent accompagnés de la mention « non censuré » sont en réalité dictés par le G.P.U. et ont pour objectif de réconcilier l'opinion publique mondiale avec la sinistre figure du Caïn du Kremlin. Cette espèce de journalistes « indépendants » ne se distingue de MM. Duranty et Cie que par leurs tarifs plus élevés !

Enfin, on ne mobilise pas seulement les reporters ; des écrivains au nom prestigieux ou connu comme Romain Rolland, feu Barbusse, Malraux, Heinrich Mann, Lion Feuchtwanger¹⁴ sont en réalité des stipendiés du G.P.U., lequel paie généreusement les services « moraux » de ses amis par l'intermédiaire des Editions d'Etat.

Le mécanisme est différent, mais ne vaut guère mieux

12. Le plénum du 21 avril.

13. Louis Fischer (1896-1970) avait été correspondant du *N. Y. Evening Post* puis de *The Nation* à Moscou et Trotsky le tenait pour un porte-parole officiel.

14. Romain Rolland (1866-1944), écrivain, auteur de *Jean-Christophe* et *Audessus de la Mêlée*, réservé à l'époque de la révolution russe était devenu après 1935 un inconditionnel de Staline. L'écrivain Henri Barbusse (1873-1935), porte-parole des anciens combattants pacifistes avec son roman *Le Feu* (1916) avait fondé l'A.R.A.C., le mouvement *Clarté* et rejoint le P.C. en 1923. André Malraux (1901-1976), jeune romancier, qui avait rendu visite à Trotsky en 1933, s'était engagé sous la houlette de l'I.C. dans l'« antifascisme » et accusait Trotsky de faire du procès de Moscou une question... personnelle. Heinrich Mann (1871-1950) avait approuvé également les procès de Moscou, Lion Feuchtwanger (1884-1958), écrivain allemand également, étant allé jusqu'à donner son propre « témoignage » sur le procès de 1937...

lorsqu'il s'agit des chefs de la II^e Internationale et de la F.S.I. A partir de considérations de politique intérieure ou extérieure, Léon Blum, Léon Jouhaux, Vandervelde et leurs pareils¹⁵ ont organisé la conspiration du silence, au plein sens du mot, autour des crimes de la bureaucratie stalinienne, tant en U.R.S.S. que sur l'arène mondiale. Negrín et Prieto sont les complices directs du G.P.U. Tout cela sous le drapeau de la défense de la « démocratie » !

Nous le savons, l'ennemi est fort ; il a le bras long ; l'or sonne dans ses poches. Il se couvre de l'autorité de la révolution qu'il étrangle et déshonore. Mais nous savons aussi que, si fort soit-il, il n'est pas tout-puissant. Malgré sa caisse bien remplie, malgré l'appareil, malgré la « phalange » des « amis » du Kremlin, la vérité a commencé à se frayer un chemin dans la conscience des masses ouvrières du monde entier. Enivré par son impunité, Staline a franchi les bornes que la prudence impose à tout criminel, même à celui que les circonstances favorisent le plus. Par des méthodes aussi impudentes, on ne peut tromper que ceux qui veulent bien l'être : pas mal de demi-célébrités douteuses relèvent de cette catégorie. Mais les masses, elles, ne veulent pas être trompées. La vérité leur est nécessaire ; elles veulent l'obtenir, elles l'obtiendront.

N'étant plus lié par aucun principe, Staline a franchi les dernières limites. Mais c'est précisément là sa faiblesse. Il peut encore assassiner, il ne peut plus arrêter la vérité. L'inquiétude s'empare de plus en plus des ouvriers communistes, socialistes, anarchistes. Déjà, même les alliés de Staline dans la II^e Internationale commencent à regarder avec inquiétude du côté du Kremlin. Déjà, sous prétexte de « neutralité », nombre d'« amis » littéraires s'éloignent prudemment. Ce n'est cependant qu'un début.

Ignace Reiss ne sera pas le dernier à nous apporter ses révélations. Ses assassins arrêtés en France et en Suisse diront beaucoup de choses¹⁶. Des milliers de volontaires révolutionnaires d'Espagne répandront dans toutes les parties du monde la vérité sur les bourreaux. Les prolétaires conscients s'interrogent : « A

15. Léon Jouhaux (1879-1954), ancien syndicaliste révolutionnaire, « commissaire » de la Nation pendant la guerre, était toujours secrétaire général de la C.G.T. française. Emile Vandervelde (1866-1938), ministre pendant la guerre, était président de la II^e Internationale et leader incontesté du P.O.B.

16. En fait ils ont peu dit, dans la mesure où, vraisemblablement, ils savaient peu de choses. Les rescapés qui sont parvenus en U.R.S.S. y ont, en majorité, été exécutés.

quoi sert cette interminable chaîne de méfaits ? ». Et la réponse s'enfonce dans les crânes : Staline prépare son « couronnement » sur les ruines de la révolution et les cadavres des révolutionnaires.

Le « couronnement » bonapartiste de Staline doit coïncider avec sa mort politique dans le mouvement ouvrier. Il faut combiner les efforts de tous les révolutionnaires, de tous les ouvriers sincères, de tous les amis véritables du prolétariat pour débarrasser les rangs du mouvement d'émancipation de l'effroyable gangrène du stalinisme. Pour y aboutir, il n'existe qu'une voie : dire la vérité aux ouvriers, sans exagération, mais aussi sans faiblesse. Ainsi, le programme d'action découle de la situation même.

Il faut établir avec exactitude et publier les noms de tous délégués nationaux du dernier plénum de Paris comme ceux d'individus directement responsables de l'organisation de falsifications, d'enlèvements, d'assassinats dans les différents pays.

Il faut établir avec exactitude et de publier les noms de tous les staliniens étrangers qui occupaient ou qui occupent en Espagne quelque poste militaire, politique ou administratif que ce soit : tous ces individus, en tant qu'agents du G.P.U., sont impliqués dans les crimes qui ont été commis en Espagne.

Il faut observer avec soin la presse stalinienne internationale et l'activité « littéraire » des amis, ouverts ou cachés, du G.P.U., la nature du poison qu'ils répandent, ce qui permettra souvent de prévoir le nouveau crime en préparation.

Il faut instaurer, dans toutes les organisations ouvrières, un régime de méfiance rigoureuse à l'égard de quiconque est, directement ou indirectement, lié à l'appareil stalinien. De la part des instruments de l'I.C. comme de la part des instruments dociles du G.P.U., on peut s'attendre à toutes les perfidies contre les révolutionnaires.

Il faut inlassablement rassembler les matériaux de presse, les documents, les dépositions de témoins sur le travail criminel des agents du G.P.U. et de l'I.C. Il faut publier périodiquement dans la presse des conclusions solidement étayées sur ces matériaux.

Il faut ouvrir les yeux de l'opinion publique sur le fait que la propagande lénifiante et mensongère de nombreux philosophes, moralistes, esthètes, artistes, pacifistes et « chefs » ouvriers en faveur du Kremlin, sous couvert de la « défense de l'U.R.S.S. », est généreusement payée par l'or de Moscou.

Jamais encore le mouvement ouvrier n'a connu dans ses propres rangs un ennemi aussi vil, aussi dangereux, aussi puissant

et aussi perfide que la clique stalinienne et son agence internationale. La négligence dans la lutte contre cet ennemi équivaudrait à la trahison. L'indignation pathétique peut suffire aux bavards et aux dilettantes, mais pas aux révolutionnaires sérieux. Il faut un plan et il faut une organisation. Il faut créer des commissions spéciales afin de suivre les manœuvres, les intrigues et les crimes staliniens, afin d'avertir les organisations ouvrières contre le danger et d'élaborer les meilleures méthodes pour s'opposer et pour résister aux gangsters de Moscou.

Il faut publier une littérature appropriée et en réunir les moyens. Il faut éditer dans tous les pays un livre qui démasque la section nationale de l'I.C.

Nous n'avons ni appareil gouvernemental ni amis payés et néanmoins nous défions avec assurance la meute stalinienne devant l'humanité tout entière. Nous ne baisserons pas les bras. Certains parmi nous peuvent encore tomber dans cette lutte. Mais l'issue générale en est fixée d'avance : le stalinisme sera écrasé, anéanti et couvert de honte pour toujours. Et, devant la classe ouvrière mondiale, s'ouvrira de nouveau une voie large et droite.

[L'IMPORTANCE DU VERDICT]¹

(3 novembre 1937)

Mon cher John²,

Nous commençons à être inquiets de ce manque de signes de vie de votre part. J'espère néanmoins que vous êtes en bonne santé.

Le but de cette lettre est de souligner l'énorme importance du texte du verdict de la commission. Même un petit malentendu, une erreur secondaire, peuvent faire le plus grand mal, parce que la presse stalinienne et prostalinienne ne parlera que de cette erreur à la façon des vrais « diversionnistes ». J'espère que vous trouverez quelques jours pour collaborer étroitement avec M^{lle} LaFollette afin d'éliminer toute émission, erreur ou faute possible. Je répète que la correction absolue du texte a une énorme valeur.

Je vous écrirai plus longuement quand nous recevrons un mot de vous.

1. Lettre à J. Frankel (8153), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Jan Frankel avait pris aux Etats-Unis l'identité de John Frank; son pseudonyme de parti était John Glenner.

UNE FOIS DE PLUS : L'U.R.S.S. ET SA DÉFENSE¹

(4 novembre 1937)

Craipeau² oublie les principaux enseignements du marxisme

Le camarade Craipeau veut une fois de plus nous persuader que la bureaucratie soviétique en tant que telle est une classe. Toutefois, pour lui, la question n'est pas d'ordre purement « sociologique ». Non. Tout ce qu'il veut, nous le verrons, c'est tracer une fois pour toutes une voie libre et directe pour le genre d'internationalisme qui est le sien, un internationalisme qui n'est pas, hélas, sûr de lui. Si la bureaucratie n'est pas une classe, si on peut encore caractériser l'Union soviétique comme un Etat ouvrier, il sera nécessaire de la soutenir en cas de guerre. Comment, dès lors, rester irrémédiablement opposé à son propre gouvernement si celui-ci est allié aux soviets? La tentation est terrible de tomber dans le social-patriotisme. Non, il vaut mieux, infiniment mieux, balayer le terrain radicalement : la bureaucratie stalinienne est une classe exploiteuse, et, en cas de guerre, il est à peine besoin de faire une distinction entre les Soviétiques et le Japon.

Malheureusement, ce radicalisme en matière de terminologie n'avance guère les choses. Admettons pour un temps que la bureaucratie soit réellement une *classe*, au sens que donne à ce terme la sociologie marxiste. Nous avons affaire, dans ce cas, à une nouvelle forme de société de classe, qui n'est identique ni à la

1. Texte de discussion (T 4230), en version française faite à Coyoacán en 1937, avec la permission de la Houghton Library. Il n'existe pas d'autre original.

2. Yvan *Craipeau* (né en 1911) avait rejoint l'Opposition de gauche en 1929. Il avait été l'un des dirigeants des Jeunesses léninistes, puis du G.B.L. et du P.O.I. Pour le 3^e congrès de ce dernier, qui devait se tenir en novembre, il avait présenté un contre-rapport intitulé « La IV^e Internationale et la contre-révolution russe » auquel Trotsky entreprenait de répondre : les deux hommes avaient cohabité plusieurs semaines à Saint-Palais en 1933.

société féodale ni à la société capitaliste et qui n'a jamais été prévue par les théoriciens marxistes. Une telle découverte est digne d'une analyse un peu plus attentive.

Pourquoi la société capitaliste s'est-elle d'elle-même engagée dans l'impasse ? Parce qu'elle n'est plus capable de développer les forces productives, que ce soit dans les pays avancés ou dans les pays arriérés. La chaîne du monde impérialiste a été rompue à son maillon le plus faible, la Russie. Et voici que nous apprenons qu'à la place de la société bourgeoise a été établie une nouvelle société de classe. Craipeau ne lui a pas encore donné de nom, pas plus qu'il n'en a analysé les lois internes. Mais cela ne nous empêche pas de constater que cette nouvelle société est progressiste par rapport au capitalisme, car, sur la base de la propriété nationalisée, la nouvelle « classe » possédante a assuré un développement des forces productives sans égal dans l'histoire du monde. Le marxisme nous enseigne, n'est-ce pas, que les forces productives constituent le facteur fondamental du progrès historique. Une société qui n'est pas capable d'assurer la croissance de la puissance économique est moins capable encore d'assurer le bien-être des masses laborieuses, quel que soit son mode de distribution. L'antagonisme entre le féodalisme et le capitalisme, ainsi que le déclin du premier, ont été déterminés par le fait même que le second ouvrait des perspectives nouvelles et grandioses aux forces productives qui stagnaient. La même remarque vaut pour l'U.R.S.S. Quel que soit le mode d'exploitation qui la caractérise, cette société nouvelle est supérieure, par ses caractéristiques même, à la société capitaliste. C'est là que réside le point de départ d'une analyse marxiste.

Ce facteur fondamental que constituent les forces productives se reflète également dans le domaine idéologique. Alors que la vie économique des pays capitalistes ne nous montre plus que les formes les plus diverses de la stagnation et du déclin, l'économie nationalisée et planifiée de l'U.R.S.S. est la plus grande des écoles pour l'humanité qui aspire à un avenir meilleur. Il faut être aveugle pour ne pas voir la différence !

En cas de guerre entre le Japon et l'Allemagne, d'une part, l'U.R.S.S. de l'autre, ne seraient pas en cause les problèmes de l'égalité dans la distribution, de la démocratie prolétarienne, ou de la justice de Vychinsky, mais bien le destin de *la propriété nationalisée et de l'économie planifiée*. La victoire des Etats impérialistes ne signifierait pas seulement l'effondrement de la nouvelle « classe » exploiteuse soviétique, mais aussi celui des nouvelles formes de production — et donc l'abaissement de toute

l'économie soviétique au niveau d'un capitalisme arriéré et semi-colonial. Je demande donc à Craipeau : lorsque nous sommes confrontés à la lutte entre deux Etats qui sont tous les deux — admettons-le — des Etats de classe, mais dont l'un représente la stagnation impérialiste et l'autre un formidable progrès économique, ne devons-nous pas soutenir l'Etat progressiste contre l'Etat réactionnaire ? Oui ou non ?

Dans toute sa thèse, Craipeau parle des choses les plus diverses, et même des plus éloignées du sujet, mais il ne mentionne pas une seule fois le facteur que la sociologie marxiste estime décisif : le développement des forces productives. C'est bien pour cette raison que tout son édifice demeure suspendu en l'air. Il jongle avec les ombres terminologiques (« classe », « non-classe ») au lieu de chercher à appréhender la réalité. Il croit qu'il suffit d'attribuer le qualificatif de classe à la bureaucratie pour éviter d'avoir à analyser la place que la nouvelle société occupe dans l'essor historique de l'humanité. Voulant nous obliger à ne faire aucune distinction entre une société qui est absolument réactionnaire, puisqu'elle entrave et même détruit les forces productives, et une société qui est relativement progressiste puisqu'elle a permis un grand bond en avant de l'économie, Craipeau veut nous imposer la politique de la « neutralité » réactionnaire. Oui, camarade Craipeau, réactionnaire !

La bureaucratie est-elle bien une classe ?

On peut voir, d'après ce qui précède, que nous pourrions fort bien nous dispenser d'analyser ce problème théorique, autrement dit, la question qui préoccupe Craipeau et qui, en elle-même, est loin d'être décisive pour notre politique en cas de guerre. Mais le problème de la nature sociale de la bureaucratie est, malgré tout, très important d'un point de vue plus général et nous ne voyons aucune raison de faire sur ce plan la moindre concession à Craipeau. Notre critique change d'arguments sans en éprouver la moindre gêne. Cette fois, il tire son effet frappant d'une affirmation de *La Révolution trahie* selon laquelle « les moyens de production appartiennent à l'Etat, et l'Etat « appartient » en quelque sorte à la bureaucratie »³ (C'est moi qui

3. *La Révolution trahie*, éd. 1963, p. 166.

souligne). Craipeau jubile. Si les moyens de production appartiennent à l'Etat et l'Etat à la bureaucratie, celle-ci devient le propriétaire collectif des moyens de production, et, de ce fait, une classe possédante et exploiteuse. Le reste de l'argumentation de Craipeau n'a qu'un caractère purement littéraire. Il nous dit, une fois de plus, en se donnant l'air de polémiquer contre moi, que la bureaucratie thermidorienne est mauvaise, rapace, réactionnaire, assoiffée de sang, etc. Quelle révélation ! Nous n'avons pourtant jamais dit que la bureaucratie stalinienne était une incarnation de la vertu. Nous lui avons seulement refusé la qualification de classe au sens que le marxisme donne à ce terme, c'est-à-dire par rapport à la propriété des moyens de production. Mais voici que Craipeau m'oblige à me désavouer moi-même, puisque j'ai reconnu que la bureaucratie traite l'Etat comme sa propriété personnelle. « Là réside la clé de l'énigme ». Au moyen de cette argumentation ultra-simpliste, Craipeau manifeste un déplorable manque de sens dialectique. Je n'ai jamais affirmé que la bureaucratie soviétique équivalait à la bureaucratie de la monarchie absolue ou à celle du capitalisme libéral. La nationalisation de l'économie crée pour la bureaucratie une situation entièrement nouvelle, avec des possibilités nouvelles — de progrès comme de dégénérescence. Nous le savions plus ou moins même avant la révolution. L'analogie entre la bureaucratie soviétique et la bureaucratie de l'Etat fasciste est plus pertinente, surtout du point de vue qui nous intéresse. La bureaucratie fasciste, elle aussi, traite l'Etat comme sa propriété. Elle impose de sérieuses restrictions au capital privé, au sein duquel elle provoque souvent des convulsions. Nous pouvons dire par voie d'argumentation logique : si la bureaucratie fasciste parvenait à imposer de plus en plus au capitalisme sa discipline et les restrictions qui en découlent, sans rencontrer de résistance réelle, elle se transformerait graduellement en une nouvelle « classe » dominante, absolument analogue à la bureaucratie soviétique. Mais l'Etat fasciste n'appartient à la bureaucratie que « dans une certaine mesure » (Voir la citation ci-dessus). Ce sont là quatre petits mots que Craipeau ignore délibérément. Ils ont pourtant leur importance. Ils sont même décisifs. Ils sont partie intégrante de la loi dialectique de la transformation de la quantité en qualité. Si Hitler essaie de se rendre propriétaire de l'Etat, et, par là, de se rendre propriétaire de la propriété privée, complètement et non plus seulement « dans une certaine mesure », il se heurtera à l'opposition violente des capitalistes ; de grandes possibilités révolutionnaires s'en trouveraient offertes aux tra-

vailleurs. Il se trouve toutefois des ultra-gauches qui appliquent à la bureaucratie fasciste le raisonnement de Craipeau sur la bureaucratie soviétique et qui tracent un signe *égal* entre les régimes fasciste et stalinien (certains spartakistes allemands⁴, Hugo Urbahns⁵, certains anarchistes, etc.) Nous avons dit d'eux ce que nous disons de Craipeau : leur erreur est de croire que les fondations de la société peuvent être changées sans révolution ou contre-révolution : ils déroulent à l'envers le film du réformisme.

C'est alors que Craipeau, plus jubilant que jamais, cite une autre affirmation de *La Révolution trahie* à propos de la bureaucratie soviétique : « Si ces rapports se stabilisaient, se légalisaient, devenaient normaux sans résistance ou contre la résistance des travailleurs, ils finiraient par la liquidation complète des conquêtes de la révolution prolétarienne »⁶. Et Craipeau de conclure : « Ainsi donc, le camarade Trotsky envisage (pour l'avenir) la possibilité du passage sans intervention militaire(?) de l'Etat ouvrier à l'Etat capitaliste ». En 1933, nous avions coutume d'appeler cela : « dérouler à l'envers le film du réformisme ». En 1937, cela s'appelle de la même façon. Ce qui, à mes yeux, n'était qu'un argument purement logique, devient pour Craipeau un pronostic historique. Très élégant, j'en conviens, cette série de formules descriptives et prudentes. Mais il s'agit d'une tentative de se montrer honnête vis-à-vis de la réalité. Ce qui est toujours un avantage. Craipeau ne mentionne même pas cette définition. Il ne lui en oppose aucune autre. Il ne dit pas si la nouvelle société d'exploitation est supérieure ou inférieure à l'ancienne, et il ne se demande pas si cette nouvelle société constitue une étape inévitable entre le capitalisme et le socialisme ou s'il s'agit d'un simple « accident » historique. Pourtant, du point de vue de nos perspectives historiques générales, telles qu'elles sont formulées dans le *Manifeste communiste* de Marx et Engels, la définition sociologique de la bureaucratie revêt une importance capitale.

La bourgeoisie est venue au monde en tant qu'élément issu de nouvelles formes de production ; elle a continué à représenter une nécessité historique aussi longtemps que les nouvelles formes

4. Ne pas confondre le groupe Spartacus, issu d'une scission du K.A.P.D. avec la Ligue Spartacus de Liebknecht et Luxemburg.

5. Hugo *Urbahns* (1890-1946), instituteur, ancien dirigeant du K.P.D. à Hambourg et leader de la Gauche Fischer-Maslow, avait pris en 1929 la direction du Leninbund. Il estimait que l'U.R.S.S. était un « capitalisme d'Etat ».

6. *La Révolution trahie*, p. 166.

de production n'ont pas épuisé toutes leurs possibilités. On peut affirmer la même chose de toutes les classes sociales antérieures, propriétaires d'esclaves, seigneurs féodaux, maîtres-artisans médiévaux. En leur temps, ils ont été les représentants et les dirigeants d'un système de production qui a été un moment de la progression de l'humanité. Mais comment Craipeau apprécie-t-il la place historique de la « classe bureaucratique » ? Il ne dit rien de cette question décisive. Pourtant, nous avons maintes fois répété, avec l'aide de Craipeau lui-même, que la dégénérescence de l'Etat soviétique est le produit du retard de la révolution mondiale, c'est-à-dire la conséquence de causes politiques et « conjoncturelles », pour ainsi dire. Peut-on parler d'une nouvelle classe... « conjoncturelle » ? J'en doute vraiment beaucoup. Si Craipeau consent à vérifier sa conception très hâtive en prenant en considération la succession historique des régimes sociaux, il reconnaîtra sûrement de lui-même que donner à la bureaucratie le nom de classe possédante n'est pas seulement un abus dans les termes, mais, plus encore, constitue un danger politique grave, qui risque de nous faire complètement dérailler de nos perspectives historiques. Craipeau voit-il des raisons suffisantes de réviser la conception marxiste dans ce domaine capital ? Pour ma part, je n'en vois aucune. C'est pourquoi je refuse de suivre Craipeau.

Nous pouvons et devons toutefois dire que la bureaucratie soviétique a tous les vices d'une classe possédante sans avoir aucune de ses « vertus » (stabilité organique, normes morales diverses, etc.). L'expérience nous a enseigné que l'Etat ouvrier est encore un Etat, autrement dit le produit du passé barbare, qu'il est doublement barbare dans un pays arriéré et isolé, que, dans des conditions défavorables, il peut dégénérer jusqu'à devenir méconnaissable, qu'une révolution supplémentaire peut être nécessaire à sa régénération ! Mais l'Etat ouvrier n'en reste pas moins une étape qu'il nous faut obligatoirement franchir. On ne peut dépasser cette étape que par la révolution permanente du prolétariat international.

Mais où est la dialectique ?

Je ne peux suivre point par point l'argumentation de Craipeau ; il faudrait, pour cela, récapituler l'ensemble de la conception marxiste. L'ennui est que Craipeau n'analyse pas les faits tels qu'ils sont, mais rassemble plutôt des arguments

logiques en faveur d'une thèse préconçue. Dans son essence, il s'agit d'une méthode anti-dialectique, et donc anti-marxiste. Je vais en donner quelques exemples :

a) « Le prolétariat russe a perdu, depuis bien des années déjà, tout espoir de pouvoir politique... » Craipeau prend bien soin de ne pas dire précisément *depuis quand*. Il veut simplement donner l'impression que notre tendance a entretenu des illusions depuis « bien des années ». Il oublie de dire qu'en 1923 la bureaucratie était ébranlée jusqu'à ses fondations, et que seuls la défaite allemande et le découragement qu'elle a fait naître dans le prolétariat russe ont donné une nouvelle stabilité à sa position. Au cours de la révolution chinoise de 1925-27, la crise s'est répétée, avec les mêmes phases. Le premier Plan quinquennal et les grands bouillonnements qui ont précédé en Allemagne l'ascension de Hitler ont à leur tour menacé la domination bureaucratique. Pouvons-nous enfin douter un instant que le prolétariat russe aurait pu, si la révolution espagnole avait été victorieuse et si les travailleurs français avaient été capables de mener à son terme leur offensive de mai-juin 1936, recouvrer son courage et sa combativité et renverser la bureaucratie thermidorienne avec un minimum d'efforts ? C'est seulement la succession des défaites les plus terribles et les plus démoralisantes qui a stabilisé le régime de Staline. Craipeau oppose le résultat, à vrai dire parfaitement contradictoire, au processus qui l'a engendré et à notre politique qui a reflété ce processus.

b) Afin de réfuter l'argument selon lequel la bureaucratie ne manipule les ressources nationales que comme le ferait une guilde corporative — et encore une guilde particulièrement vacillante — et selon lequel les bureaucrates, à titre individuel, n'ont pas le droit de disposer de la propriété d'Etat, Craipeau réplique : « Les bourgeois eux-mêmes (?) ont dû attendre longtemps avant de pouvoir transmettre à leurs descendants le droit de propriété sur les moyens de production. Au tout début des guildes, le patron était élu par ses pairs... » Mais Craipeau oublie une toute petite chose : au « tout début des guildes », celles-ci n'étaient pas divisées en classes et le patron n'était pas un « bourgeois » au sens moderne du terme. La transformation de la quantité en qualité n'existe pas pour Craipeau.

c) « La propriété privée est en cours de restauration, l'héritage en cours de rétablissement ». Mais Craipeau s'abstient de dire qu'il s'agit de la propriété des objets d'utilité personnelle et non des moyens de production. Il oublie pareillement de mentionner le fait que ce que les bureaucrates, y compris ceux de

haut rang, possèdent à titre privé, n'est rien à côté des ressources matérielles que leur procurent leurs fonctions ; il oublie encore que la récente « purge », qui a, d'un seul trait de plume, réduit à la pauvreté des milliers et des milliers de familles de bureaucrates, montre précisément l'extrême fragilité des liens qui existent entre les bureaucrates eux-mêmes — et *a fortiori* leur famille — et la propriété d'Etat.

d) La guerre civile préventive que mène actuellement la clique dirigeante démontre à nouveau que cette dernière ne pourra être renversée que par la violence révolutionnaire. Mais, puisque cette nouvelle révolution doit prendre naissance sur les bases de la propriété d'Etat et de l'économie planifiée, nous avons qualifié le renversement de la bureaucratie de révolution politique, par opposition à la révolution sociale de 1917. Craipeau trouve que cette distinction « relève du domaine de la casuistique ». Et pourquoi une telle sévérité ? Parce que, voyez-vous, la reconquête du pouvoir par le prolétariat aura des conséquences sociales. Mais les révolutions politiques bourgeoises de 1830, 1848 et septembre 1870 ont eu aussi des conséquences sociales, dans la mesure où elles ont sérieusement modifié la répartition du revenu national. Mais, mon cher Craipeau, tout est relatif en ce monde qui n'est pas la création de formalistes ultra-gauches. Les changements sociaux provoqués par lesdites révolutions politiques, aussi sérieux qu'ils aient pu être, apparaissent comme tout à fait secondaires quand on les compare à la grande Révolution française qui fut la révolution bourgeoise *sociale* par excellence. Ce qui manque au camarade Craipeau, c'est le sens des proportions et le concept de relativité. Notre jeune ami n'a aucun intérêt pour la loi de la transformation de la quantité en qualité. C'est pourtant la plus importante des lois de la dialectique. Il est vrai que les autorités du monde académique de la bourgeoisie estiment que la dialectique elle-même « relève du domaine de la casuistique ».

e) Ce n'est pas par hasard que Craipeau s'inspire de la sociologie de M. Yvon⁷. Les observations d'Yvon sont honnêtes et très importantes. Mais ce n'est pas un accident qui l'a mené

7. Robert Guiheneuf, dit M. Yvon (né en 1899), dessinateur industriel et membre du P.C., avait occupé de hautes responsabilités dans l'industrie soviétique du bois, puis avait demandé en 1933 à être rapatrié. Très déçu, il avait écrit un livre désenchanté intitulé *Ce qu'est devenue la Révolution russe*, publié d'abord dans la revue *La Révolution prolétarienne*.

dans le môle étroit de la *Révolution prolétarienne*⁸. Yvon s'intéresse à « l'économie », à « l'atelier », pour employer les termes de Proudhon⁹, mais pas à la « politique », c'est-à-dire à *l'économie généralisée*. Il appartient formellement à l'école proudhonienne, ce qui lui a précisément permis de rester neutre au cours de la lutte entre l'Opposition de gauche et la bureaucratie : il n'avait pas compris que le sort de « l'atelier » en dépendait. Ce qu'il a à dire sur la « lutte pour l'héritage de Lénine », sans distinguer entre les tendances sociales — même aujourd'hui en 1937 ! — révèle clairement sa conception tout à la fois petite-bourgeoise, totalement contemplative, absolument pas révolutionnaire. Pour Yvon, la notion de classe est une abstraction qu'il place en surimpression sur l'abstraction de l'« atelier ». Il est vraiment triste que Craipeau ne trouve pas d'autre source d'inspiration théorique.

Défense de l'U.R.S.S. et social-patriotisme

Tout cet échafaudage sociologique, malheureusement très fragile, ne sert à Craipeau, nous l'avons dit, qu'à esquisser la nécessité de distinguer en cas de guerre entre l'U.R.S.S. et les états impérialistes. Très révélateurs sont les derniers paragraphes de son traité, dans lequel il aborde ce problème. Craipeau nous dit : « De nos jours, toute guerre européenne ou mondiale se résoud à un conflit impérialiste, et seuls les imbéciles staliniens ou réformistes peuvent croire, par exemple, que l'enjeu de la guerre future sera le fascisme ou la démocratie ». Notez bien cette thèse magistrale : bien qu'un peu simplifiée, elle est exacte mais empruntée cette fois à l'arsenal du marxisme. Tout de suite après, pour caractériser l'U.R.S.S. et la fustiger en tant que « champion de la guerre impérialiste », Craipeau nous dit : « Dans le camp de Versailles, sa diplomatie (celle de l'U.R.S.S.) joue maintenant le même rôle d'animation que la diplomatie hitlérienne dans l'autre camp. » Admettons. Mais le caractère impérialiste de la guerre est-il déterminé par le rôle provocateur de la diplomatie fasciste ? Pas du tout. « Seuls les imbéciles

8. Ancienne revue « syndicaliste communiste », *La Révolution prolétarienne*, dirigée par Monatte et Louzon, était devenue « syndicaliste révolutionnaire ».

9. Pierre Joseph Proudhon (1809-1865) est à la fois le père d'un certain libéralisme, du coopératisme et de l'anarchisme.

staliniens et réformistes peuvent le croire. » Et j'espère que, pour notre part, nous n'allons pas appliquer le même critère à l'Etat soviétique. On est défaitiste dans les pays impérialistes — n'est-ce pas? — parce que l'on veut abattre le régime de la propriété privée et non parce que l'on veut châtier un quelconque « agresseur ». Dans la guerre entre l'Allemagne et l'U.R.S.S., il s'agira de changer les bases économiques de cette dernière, et pas de punir Staline ou Litvinov. Et alors? Craipeau n'a posé sa thèse fondamentale que pour emprunter aussitôt une voie opposée. Le danger, le vrai danger selon lui, c'est que les social-patriotes de tout poil prennent la défense de l'U.R.S.S. comme prétexte pour de nouvelles trahisons. « Dans de telles conditions, toute équivoque dans notre attitude deviendrait fatale. » Et de conclure : « Aujourd'hui, il est nécessaire de choisir : soit la " défense inconditionnelle " de l'U.R.S.S., c'est-à-dire (!!!) le sabotage de la révolution dans notre pays aussi bien qu'en Union soviétique, soit le sabotage et la révolution. »

Nous y voilà. Le problème n'est pas du tout le caractère social de l'U.R.S.S. — et ce qu'il implique — puisqu'aussi bien, selon Craipeau, la défense d'un Etat ouvrier, même lorsqu'il est tout à fait authentique, implique que le prolétariat des pays impérialistes, alliés à cet Etat, conclue l'union sacrée avec sa propre bourgeoisie. « Ici réside la clé de l'énigme » comme on dit. Craipeau croit qu'en cas de guerre — avec un grand G — le prolétariat n'a aucun intérêt à savoir s'il s'agit d'une guerre contre l'Allemagne, l'U.R.S.S. ou le Maroc insurgé, puisque, dans tous les cas, il est indispensable de proclamer le « défaitisme sans phrases », comme l'unique possibilité d'échapper à l'emprise du social-patriotisme. Une fois de plus, nous voyons — et avec quelle clarté — que l'ultra-gauchisme est toujours un opportunisme qui a peur de lui-même et demande en conséquence des garanties absolues — c'est-à-dire des garanties inexistantes — qu'il restera fidèle à son drapeau. Ce genre d'intransigeance rappelle le cas de ces faibles et timides qui, devenant furieux, crient à leurs amis : « Retenez-moi ou je fais un malheur. » Donnez-moi des thèses hermétiquement scellées, mettez-moi un bandeau totalement opaque, sinon... je vais faire quelque chose de terrible. Nous avons vraiment trouvé la clé de l'énigme.

Mais, en tout état de cause, Craipeau doute-t-il par exemple du caractère prolétarien de l'Etat soviétique entre 1918 et 1923, ou, au moins, pour faire une concession aux ultra-gauches, entre 1918 et 1921? Au cours de cette période, l'Etat soviétique

manœuvrait dans le domaine international et cherchait des alliés temporaires. Mais c'est précisément au cours de cette période que le défaitisme fut érigé en devoir pour les ouvriers de tous les pays impérialistes, « ennemis » aussi bien que « alliés ». Le devoir de défendre l'U.R.S.S. n'a jamais signifié que le prolétariat révolutionnaire devait émettre un vote de confiance en sa propre bourgeoisie. L'attitude du prolétariat au cours de la guerre est la continuation de son attitude en temps de paix. Le prolétariat défend l'U.R.S.S. grâce à sa politique révolutionnaire, qui n'est jamais subordonnée à la bourgeoisie, mais toujours adaptée aux conditions concrètes. Tel est l'enseignement des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste. Craipeau veut-il que nous révisions rétrospectivement cet enseignement ?

Si Blum, au lieu de proclamer la perfide « non-intervention »¹⁰, avait, tout en continuant à obéir aux ordres du capital financier, soutenu [Largo] Caballero, Negrín et leur démocratie capitaliste, Craipeau aurait-il renoncé à son opposition irréductible au gouvernement de « Front populaire » ? Aurait-il failli à son devoir qui est de distinguer entre les deux camps qui luttent en Espagne et d'adapter sa politique à cette distinction ?

La même remarque vaut pour l'Extrême-Orient. Si Tchiang [Kaï-chek], emboîtant le pas à l'Angleterre, déclarait la guerre au Japon, Craipeau participerait-il à l'Union sacrée pour aider la Chine ? Ou bien proclamerait-il, au contraire, qu'il n'y a, pour lui, entre la Chine et le Japon, aucune différence qui puisse influencer sa politique ? L'alternative de Craipeau : soit la défense de l'U.R.S.S., de l'Ethiopie, de l'Espagne républicaine, de la Chine coloniale, par la réalisation de l'Union sacrée, soit un défaitisme systématique, hermétiquement scellé et d'ampleur cosmique — cette alternative fondamentalement erronée s'effondrera en poussière à la première épreuve des faits et ouvrira largement la porte aux formes les plus grossières du social-patriotisme.

« Nos propres thèses sur la guerre,¹¹ demande Craipeau, sont-elles exemptes de toute équivoque sur la question ? » Malheureusement non. Analysant la nécessité du défaitisme,

10. C'est le 1^{er} août 1936 que le gouvernement de Léon Blum avait proposé aux puissances un accord de « non-intervention » en Espagne, qui fut signé ensuite par les principales, y compris l'U.R.S.S.

11. Il s'agit des thèses de juin 1934, « La IV^e Internationale et la Guerre », *Œuvres*, 4, pp. 48-90.

elles soulignent que « dans la nature des actions pratiques, des différences considérables peuvent être provoquées par la situation concrète au cours de la guerre ». Nos thèses indiquent par exemple qu'en cas de guerre entre l'U.R.S.S. et le Japon, « nous ne devons pas saboter l'envoi d'armes à l'U.R.S.S. », et, par conséquent, éviter de susciter des grèves qui saboteraient ces manufactures d'armes, etc. On peut à peine en croire ses yeux. Les événements ont confirmé notre position dans ce domaine avec une force remarquable et indiscutable, particulièrement en France. Pendant des mois, les meetings ouvriers ont vibré du cri de « Des avions pour l'Espagne ! ». Imaginons un instant que Blum ait décidé d'en envoyer quelques-uns. Imaginons qu'à ce moment bien déterminé une grève de dockers ou de marins ait été en cours. Qu'aurait fait Craipeau ? Se serait-il opposé au cri de « Des avions pour l'Espagne ! » ? Aurait-il conseillé aux travailleurs en grève de faire exception pour le cargo chargé d'avions ? Mais il se trouve que l'U.R.S.S. a effectivement envoyé des avions — à un prix très élevé et à titre de soutien au régime capitaliste, je le sais parfaitement. Les bolcheviks-léninistes auraient-ils dû appeler les ouvriers soviétiques à saboter ces envois ? Oui ou non ? Si, demain, les travailleurs français apprennent que deux cargaisons de munitions sont préparées à être expédiées, l'une au Japon, l'autre à la Chine, quelle sera l'attitude de Craipeau ? Je considère qu'il est assez révolutionnaire pour appeler les travailleurs à boycotter le bateau destiné à Tokio et laisser partir celui pour la Chine, sans pourtant cacher son opinion sur Tchiang Kaï-chek ni exprimer la moindre confiance en Chautemps. C'est là exactement ce que préconisent nos thèses : « Dans la nature des actions pratiques, il peut apparaître, en fonction des conditions concrètes de la guerre, des différences considérables ». Des doutes à propos de cette formule pouvaient être émis à l'époque où ces thèses ont été publiées sous forme d'avant-projet. Mais aujourd'hui, après l'expérience de l'Ethiopie, de l'Espagne et de la guerre sino-japonaise, parler d'équivoque dans nos thèses me semble relever de l'attitude d'un Bourbon ultra-gauche qui ne veut rien apprendre ni rien oublier.

Camarade Craipeau, l'équivoque est entièrement de votre côté. Votre article est plein de semblables équivoques. Il est vraiment temps de vous en débarrasser. Je sais pertinemment

12. *Ibidem*, § 44, p. 68.

que, jusque dans vos erreurs, vous êtes guidé par votre haine de l'oppression qu'incarne la bureaucratie thermidorienne. Mais à lui seul, le sentiment, aussi légitime soit-il, ne peut remplacer une politique correcte, basée sur les faits objectifs. Le prolétariat a des raisons suffisantes de renverser et de chasser la bureaucratie stalinienne, corrompue jusqu'à la moelle. Mais, pour cette raison même, il ne peut, ni directement, ni indirectement, en laisser le soin à Hitler ou au Mikado. Staline renversé par les travailleurs : c'est un grand pas en avant vers le socialisme. Staline éliminé par les impérialistes : c'est la contre-révolution qui triomphe. Tel est le sens précis de notre défense de l'U.R.S.S. à l'échelle mondiale. Il s'agit là d'une orientation analogue à notre défense de la démocratie à l'échelle nationale.

REMERCIEMENTS¹

(5 novembre 1937)

Mes Chers Amis²,

Nous avons reçu les photos avec une chaude reconnaissance et les appréciations beaucoup. Je veux transmettre à Dorothy l'appréciation de Diego, parce que son opinion a naturellement le plus grand intérêt pour elle. Il a trouvé que le portrait, le second, était « très bon ». « Il a du caractère » a-t-il répété, « très bon ». Il a trouvé la scène à l'audience « très intéressante ». Il a fait quelques critiques secondaires : le caractère général de cette peinture était l'exagération artistique, qui donne au tableau un élément de caricature, mais tous les aspects n'ont pas le même coefficient d'exagération. Je ne dis rien du premier portrait parce que Diego, comme nous tous, avait vu l'original à Coyoacán. Encore une fois, meilleurs remerciements. J'ai une lettre de M^{me} DeSilver dans laquelle elle exprime sa grande satisfaction du cadeau que lui a remis la commission.

J'espère que vous êtes arrivés à arranger votre existence matérielle après votre voyage « prodigue » au Mexique.

J'ai reçu quelques documents des oehléristes et de leurs alliés ou demi-alliés. Ces gens n'apprennent rien. Ils sont perdus politiquement. Ils remplacent la fermeté par l'entêtement puéril, l'intransigeance révolutionnaire par l'hystérie permanente.

Je vous prie d'excuser la brièveté de cette lettre. D'une part je suis très occupé et de l'autre, physiquement, je ne vais pas tout à fait bien. Toute la maison vous envoie ses meilleures salutations.

1. Lettre à J. McDonald et D. Eisner (8962), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. John *McDonald* (né en 1906) et sa compagne, Dorothy Eisner, avaient séjourné à Mexico où ils avaient collaboré à la commission d'enquête. Dorothy Eisner, qui était peintre, avait fait dessins et croquis pendant les sessions et même un portrait de Trotsky. John McDonald avait suivi le même itinéraire que Solow, à qui il était lié ; en outre, il avait milité quelque temps dans le W.P.U.S.

[DES ARTICLES QU'ON PUISSE PLACER ?]¹

(5 novembre 1937)

Cher Camarade Walker,

Je suis très confus. Mais je ne peux rien envoyer à l'éditeur, parce que tous mes espoirs de trouver une collaboratrice russe se sont avérés sans fondement. J'ai entre les mains des matières premières, à moitié « usinées », mais rien d'achevé. La question de la dactylo russe est devenue, de façon inattendue, la question décisive de toute mon activité littéraire.

Comme je m'en rends compte à l'expérience, il est très difficile de placer mes articles². Peut-être sont-ils écrits d'une façon trop IV^e Internationale, pas assez explicatifs, pas assez « humains », pas assez objectifs, pas assez adaptés à l'homme ordinaire de la rue de New York. Je pourrais écrire maintenant un article sur la décapitation de vingt-cinq républiques soviétiques en liaison avec la question nationale en U.R.S.S. et la prochaine guerre qui vient. J'ai peur que l'agent ait des difficultés avec cet article. Ou dois-je essayer de l'écrire dans le style « homme-de-la-rue » ?

1. Lettre à Charles M. Walker (10763), traduite de l'anglais avec la permission de la Houghton Library.

2. Walker avait écrit à Trotsky pour lui indiquer combien il essayait de refus quand il essayait de placer ses articles, dont la conception ne répondait évidemment ni aux préoccupations politiques, ni à la conception même du journalisme prévalant aux Etats-Unis.

[BILAN FINANCIER POUR LE FISC NORVÉGIEN]¹

(5 novembre 1937)

Il me semble qu'il a déjà été répondu aux cinq questions de votre lettre du 23 octobre dans mes lettres antérieures, particulièrement celle du 27 mai et dans celle de Frankel du 26 mai. Je suis inquiet et me demande si ces lettres vous sont parvenues². Je donne ici un résumé de mes lettres dans l'ordre de vos questions.

1. Je n'ai reçu en 1935 de la Maison d'édition norvégienne, pour mon autobiographie, que 500 couronnes de droits.

2. Je me souviens que j'ai reçu, de l'éditeur américain Simon & Schuster, 1000 dollars d'avance sur une nouvelle édition de mon histoire, mais, maintenant, je ne sais pas si cet argent m'est parvenu en 1935 ou 1936 — plutôt en 1936. En tout cas, ces 1000 dollars ont été dépensés en 1936.

3. Les dépenses pour ma femme et moi en 1935 ont été d'environ 6000 couronnes. Le paiement à mon fils Léon Sedov, qui travaillait pour moi sur le plan littéraire, a été de 2040 couronnes. J'ai payé 1620 couronnes à la dactylo norvégienne. Au total cela fait 9660 couronnes. Les emprunts qui couvraient ces dépenses étaient d'environ 9000 couronnes.

4. Il est répondu à cette question au § 2.

5. Je répète que j'ai reçu pour la première fois l'exigence de payer des impôts en septembre ou octobre 1936, pendant mon internement à Hårum.

Mon séjour en Norvège n'était un secret pour personne. L'administration fiscale du pays aurait pu être informée de mon

1. Lettre à A. Støylen (10537), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Støylen avait été engagé par Held pour représenter Trotsky dans les « affaires » norvégiennes. D'une part son ancien avocat Puntervold lui réclamait des honoraires exorbitants, de l'autre, le gouvernement norvégien prétendait lui faire payer des impôts très élevés. C'est à cet aspect des choses que cette lettre est consacrée.

séjour et de mon adresse, cependant personne n'a pris contact avec moi à ce sujet.

Pour ma part, j'ai demandé à des personnes compétentes si, en tant qu'étranger sans revenu en Norvège et avec des dépenses très modestes, je devais payer un impôt personnel. La réponse a toujours été négative. Les responsables du fisc semblent avoir attendu mon internement pour se souvenir de leur devoir. S'il s'agit d'un devoir et non d'un abus.

J'estime nécessaire de faire quelques remarques supplémentaires :

a) Mes dépenses pouvaient être établies sans aucune difficulté avec le témoignage de M. Konrad Knudsen, ou mieux, de sa femme, qui était notre hôtesse. Le montant indiqué de 500 couronnes par mois est sûrement plus élevé que les dépenses réelles, mais, n'ayant pas de livre de comptes, j'indique un montant délibérément exagéré.

b) L'exigence si tardive du bureau du fisc a été — je le dis avec une totale assurance — non une action *fiscale*, mais une action *politique*, une partie de l'attaque que la presse gouvernementale a déclenchée contre moi après mon arrestation arbitraire.

c) Le gouvernement norvégien m'a tenu presque cinq mois sous clé (quatre mois à Hørum et plus de vingt jours en mer), me privant sans aucune raison, non seulement de ma liberté, mais arrêtant mes activités littéraires et ainsi mes gains. L'officier de police Jonas Lie³, qui nous accompagnait sur le bateau, sait que j'ai dû emprunter de l'argent, dans le port mexicain, pour laisser quelque chose pour l'équipage du pétrolier. Que, dans ces conditions, les autorités norvégiennes confisquent mon argent de presque une année, c'est une chicane supplémentaire, dictée par des considérations purement politiques et tout à fait déloyales.

Je sais, Monsieur l'avocat, que vous êtes concerné non par le problème politique, mais par le problème financier, mais je me réserve le droit d'informer le public norvégien de cette affaire.

3. Jonas Lie (1899-1945), commissaire de police, adjoint du chef de la Sûreté nationale et chef des geôliers de Trotsky était également un nazi norvégien.

[POUR UN SÉJOUR LIMITÉ]¹

(6 novembre 1937)

Cher Camarade Milton,

Je viens juste de recevoir une lettre du camarade Glotzer, écrite, dans une certaine mesure, en votre nom aussi, sur le fait que vous êtes prêt à venir ici et participer à notre travail commun². Glotzer m'a proposé de vous informer directement de vos « obligations ». Je crois qu'elles coïncident totalement avec vos propositions telles qu'elles ont été transmises par Glotzer. La question la plus aiguë pour la prochaine période est celle de la « sécurité ». Je suis sûr que la décision de la commission et l'enquête à Paris sur l'affaire Reiss et d'autres questions paralyseront pour un certain temps l'activité de gangsters des agents de Staline à l'étranger. Mais *seulement* pour un certain temps. Aujourd'hui, l'inertie du gangstérisme après ses premiers succès — Nin, Reiss, Erwin Wolf, etc. — demeure puissante et le dernier mot n'a pas été dit là-dessus. C'est pourquoi votre présence ici pendant cette période serait très appréciée. Votre « qualification » comme employé de bureau et même comme chauffeur sont d'une importance secondaire voire sans intérêt. Nous avons ici maintenant Rae et Joe. C'est tout à fait suffisant pour notre « secteur » anglais.

Je propose, si le comité national est en principe d'accord, que vous ne preniez pas la responsabilité de passer plus de deux mois. Pendant ce temps (qui, soit dit en passant, sera le plus critique) vous verrez et nous verrons s'il vaut mieux que vous restiez ici pour une période plus longue et nous le déciderons

1. Lettre à H. Milton (9129) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Milton avait précisé qu'il pouvait remplir auprès de Trotsky des tâches diverses allant de la « garde » au secrétariat, sans compter la conduite auto.

ensemble et naturellement en accord avec le comité national.

Je ne crois pas que vous deviez interrompre ou abrégé votre tournée de propagande. Mais c'est à vous et au C.N. d'en décider. Si la question est tranchée affirmativement, vous nous informerez par poste aérienne ou télégramme de votre arrivée pour qu'on puisse vous attendre à la gare.

[L'ÉDITORIAL DU BULLETIN]¹

(6 novembre 1937)

Cher Ami,

Je vous envoie l'appel qui peut servir d'éditorial au *Biulleten*². Nous vous avons envoyé, il y a peu de temps, deux articles « Les 90 années de Manifeste communiste » et « Une Leçon tragique ». Si vous n'avez pas de textes nouveaux, l'article sur le *Manifeste* conviendra tout à fait pour ce numéro. Voyez vous-même sur place.

La traduction française de cet article sera envoyée dans deux jours et un peu après les traductions anglaise et espagnole. Il faudra faire la traduction allemande à Paris.

Je n'ai pas beaucoup de temps. Ici, tout va à peu près bien.

1. Lettre à L. Sedov (10233), traduite du russe avec la permission de la Houghton Library.

2. L'article « Il est temps de passer à la contre-offensive internationale contre le stalinisme... » (pp. 246-253) allait être publié comme éditorial du *Biulleten Opositsii* n° 59/60 de novembre/décembre 1937.

[UN EXCELLENT LIVRE]¹

(8 novembre 1937)

J'ai reçu votre lettre et, un peu plus tard, le livre de Lundberg². Cordialement merci pour l'une et l'autre. Je n'ai encore que partiellement lu le livre, mais en ai vu assez pour dire que c'est un travail remarquable à tous égards : sérieux, honnête et courageux. Le fait que l'auteur ne soit pas marxiste, mais vienne d'un milieu bourgeois littéraire rend ce livre deux ou trois fois plus précieux pour tout marxiste. La question de savoir si les antagonismes sociaux s'aggravent ou s'atténuent a joué un grand rôle dans la littérature socialiste des dernières décennies. Les réformistes attaquaient la « théorie de la paupérisation » de Marx comme complètement dépassée. Et maintenant, Lundberg démontre que cette théorie est tout à fait juste, appliquée au pays le plus riche de nos jours. La mécanique politique du réformisme, c'est la *démocratie*. Lundberg montre ce qu'elle est. Les conclusions de ses descriptions et analyses coïncident entièrement avec les assertions du *Manifeste communiste* (vieux de 90 ans) et avec les décisions les plus importantes des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste... Si les antagonismes de classes s'aggravent, si la démocratie n'est que le camouflage de la dictature de soixante familles, alors on ne peut éviter la perspective révolutionnaire. Je ne trouve rien là-dessus chez Lundberg. Il s'abstient de toute conclusion politique. C'est son droit en tant qu'auteur. Mais, en liaison avec la crise

1. Lettre à James T. Farrell (7750), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library. James Thomas Farrell (1904-1979), d'origine irlandaise, avait exercé à peu près tous les métiers à Chicago avant de se faire connaître comme un grand écrivain avec le début de sa trilogie *Studs Lonigan*. Il avait séjourné à Coyoacán au temps de la commission Dewey et était resté en contact avec Trotsky.

2. Ferdinand Lundberg (né en 1904) venait d'écrire un livre sur les grandes familles du *big business* des Etats-Unis, *Sixty Families* (Soixante Familles).

économique, Lundberg parle de la probable catastrophe de la société capitaliste. Cette question de *catastrophe ou évolution graduelle* a été le sujet de discussions entre marxistes réformistes et révolutionnaires à partir de 1897 ! Je ne suis pas certain que Lundberg connaisse la littérature sur ce sujet, mais peu importe, il donne sa réponse à lui et elle est juste.

Je crois qu'une seule tendance politique est aujourd'hui capable d'apprécier le livre de Lundberg — sa véritable valeur — et c'est notre tendance. Et si Lundberg se mettait à chercher des conclusions politiques, il trouverait la voie vers la IV^e Internationale.

Je lis toujours vos articles dans le *Socialist Call*³ avec un grand plaisir. Je me demande si, aujourd'hui, après la scission, ils vont vous permettre d'attaquer les staliniens avec autant de vigueur ? En tout cas, ils ne vous permettront pas de prendre la défense des « trotskystes ».

J'attends maintenant avec un grand intérêt le premier numéro de *The Partisan Review*. Avez-vous des liens avec cette revue ?

3. *Socialist Call* était l'hebdomadaire officiel du Socialist Party. James T. Farrell y tenait une rubrique hebdomadaire intitulée « The Cultural Front » (Le Front culturel) dans laquelle il avait rendu compte de bien des ouvrages antistaliniens.

[QUESTIONS D'ARGENT]¹

(11 novembre 1937)

Cher Ami,

J'ai signé le pouvoir pour l'avocat et je vous l'envoie ci-joint. Mais je dois dire que je suis absolument stupéfait de la somme que M. Støylen est prêt à payer². Ils disent que ce paiement ne concerne que l'année 1935. Mais je n'ai passé cette année-là que six mois en Norvège. Le plus que j'ai dépensé dans cette période était 3000 couronnes. Et pour cette dépense, je devrais payer 1700 couronnes d'impôts ? C'est absolument incroyable.

Pour mon séjour là-bas, n'incluent-ils pas, contrairement à leurs affirmations initiales, l'année 1936 ? Mais pendant presque cinq mois j'ai été enfermé sous clé. Je ne pouvais travailler pour gagner ma vie, mais, en même temps, je payais le gouvernement pour ma prison. Le prix que j'ai payé était énorme en comparaison de mes dépenses régulières et il semble maintenant que je devrais payer des impôts en plus de cet emprisonnement. C'est absolument incroyable.

Comprennent-ils dans mes dépenses la modeste somme que j'envoyais mensuellement à notre fils ? Même en ce cas l'impôt ne saurait se justifier. Mais l'argent envoyé à mon fils ne peut être considéré comme une dépense. Mon fils est mon collaborateur littéraire permanent. Vous le connaissez très bien personnellement. C'était son modeste « salaire ». On pouvait l'envoyer directement de New York à Paris. Oslo n'était qu'un lieu de transit, pour le courrier. Toute cette histoire d'impôts est une invention de la communauté « socialiste » pour soutenir « mora-

1. Lettre à W. Held (8520), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Les discussions entre le fisc norvégien et l'avocat Støylen avaient abouti à un accord sur un montant d'impôts que Trotsky jugeait exorbitant.

lement » l'action du gouvernement contre moi... Mais si M. Støylen pense qu'il serait peu avisé pour lui de combattre l'attitude malhonnête de la communauté « socialiste », je dois effectuer ce paiement.

Vous avez raison, cher ami. Mon affirmation concernant votre communication tout à fait « catégorique » au sujet de Tioli était une faute³. Je n'avais sous la main que vos arguments et votre expression « regelrechten G.P.U.-Agenten », mais pas vos mots « es scheint⁴ » et en écrivant à Milton⁵ je n'ai pas regardé de nouveau votre lettre. Je regrette profondément cette erreur regrettable.

Le délai dans la publication du verdict de la commission est dû à son scrupule. Son verdict apparaîtra sous forme de livre : toutes les questions analysées, les témoignages cités, etc. Autant que je sache, ce livre portera un coup terrible aux gangsters. Il sera absolument indispensable de le publier dans une ou l'autre langue scandinave.

P.-S. Toute somme qui m'est envoyée doit être versée sur le compte Sr León Trotsky Sedoff, Banco Nacional de Mexico.

3. Cf. p. 148. Trotsky avait affirmé tenir de Held la certitude que Georges Tioli, qui était avec Wolf au moment de son arrestation, était un agent du G.P.U. Or Held n'avait pas écrit cela.

4. « Il semble », écrivait Held, « que Tioli soit agent du G.P.U. »

5. Cf. p. 148.

**[UNE INFORMATION
BIEN CACHÉE]¹**

(11 novembre 1937)

Ma chère Pearl,

Merci beaucoup pour votre information sur le plénum secret du Comintern². Vos éléments suffisent. Vous pouvez arrêter l'enquête.

Je n'ai pas le moindre doute que la cause du retard n'était pas dans un manque d' « attention », mais dans les difficultés objectives. Je connais trop bien votre amicale disposition à rendre service pour tout, efficacement et rapidement.

1. Lettre à P. Kluger (8686), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cf. n. 2, p. 145.

[UN TROISIÈME CAMARADE ?]¹

(14 novembre 1937)

Cher camarade Cannon,

J'ai reçu votre lettre du 10 novembre.

Si vous avez besoin de m'écrire une lettre entièrement personnelle, vous pouvez l'envoyer de la même façon que la dernière. Vous pouvez être certain que la lettre arrivera directement dans mes mains.

Concernant la question d'un troisième camarade, je laisse l'affaire entièrement au comité national. L'« avantage » de Milton est qu'il n'est pas marié et connaît un peu l'espagnol. Je ne sais pas ce qu'il en est de ces choses avec le camarade Stone², ni l'une ni l'autre. D'un autre côté, les caractéristiques de Stone que vous donnez sont très attirantes. Je pense aussi que Milton, du fait de son activité en Espagne, est pour la prochaine période plus important pour le travail politique aux Etats-Unis. Personnellement, je ne connais ni l'un ni l'autre. Le comité national les connaît tous les deux. Vous pouvez juger mieux que nous. C'est-à-dire, je le répète, que nous laissons entièrement cette question à votre décision.

Si vous vous décidez pour Stone, il y aura quelque inconvénient du fait que je me suis déjà adressé à Milton. Mais je lui ai écrit que la décision reste aux mains du comité national et vous pouvez donner l'argument très important que la question espagnole jouera dans la période prochaine un rôle très important

1. J. P. Cannon (7514), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Hank Stone était le pseudonyme de Henry Malter (né en 1909), ancien ingénieur militaire, officier de la Garde nationale, le « spécialiste militaire » de la section américaine (qui l'avait primitivement désigné pour diriger ses volontaires en Espagne). Cannon souhaitait l'envoyer à Coyoacán.

dans votre activité et que vous avez besoin de Milton aux Etats.

Votre lettre personnelle, je vais y répondre avec l'aide de Joe [Hansen] et son « serment solennel » de ne communiquer à aucune tierce personne le contenu de mes lettres³. Je comprends très bien qu'une indiscretion, même sans la moindre malveillance, pourrait, dans certains cas, créer au comité national des difficultés supplémentaires. Je suis naturellement prêt à faire tout ce qui est en mon pouvoir pour éviter que cela se produise. Vous comprenez, bien sûr, de votre côté, que la présence ou l'absence d'un ou d'un autre camarade dans notre maison ne peut pas avoir la moindre influence sur la façon dont j'aborde les questions qui nous intéressent.

Je ne peux pas vous dissimuler un certain étonnement qu'une longue série de lettres et autres communications de moi à vous restent sans réponse. Quelle est la raison ? Votre appréhension de quelque indiscretion ? Si oui, j'espère que cette raison est maintenant éliminée par le nouvel arrangement concernant notre correspondance. Vous comprenez qu'il me serait difficile de donner mon opinion sur une question qui se poserait de façon inattendue pour moi. Je dois être familier de tout ce qui se produit dans le parti.

Vous n'avez pas répondu à mes suggestions concernant la conférence. Les préparatifs pour la conférence latino-américaine avancent énergiquement ici. Les thèses les plus importantes sont élaborées et en train d'être traduites. Nous vous enverrons les premières la semaine prochaine. Je suis entièrement d'accord avec Diego Rivera quand il dit que New York et la Californie⁴ devraient accorder infiniment plus d'attention à l'Amérique latine qu'ils ne l'ont fait jusqu'à maintenant. La classe ouvrière des Etats est appelée par sa situation à jouer le rôle d'un guide pour les peuples semi-coloniaux d'Amérique latine. Il est très important d'avoir des articles dans le journal de temps en temps sur l'Amérique latine. Ceux-ci pourraient être utilement traduits

3. Cannon était très préoccupé que sa correspondance avec Trotsky reste bien entre eux. Il n'est cependant pas totalement exclu qu'à cette date le G.P.U. ait réussi à placer une de ses agentes auprès de lui en qualité de secrétaire. Sylvia Callen, épouse Franklin, a été mise en cause dans un procès au moment de la « chasse aux sorcières » et dénoncée devant la justice. L'organisation de Cannon a vu dans cet épisode une provocation, tandis que ses adversaires « shachtmaniens », à partir des années 1940, assurent qu'ils avaient eux-mêmes découvert le rôle joué par la secrétaire en liaison avec le G.P.U. Aujourd'hui encore, chacun reste sur ses positions.

4. « New York » désigne la direction régulière, Shachtman et les autres, et « la Californie » Cannon, qui y était installé depuis un certain temps.

ici en langue espagnole. J'écrirai plus longuement dans un proche avenir sur cette très importante question.

J'ai appris par des camarades que l'état d'esprit dans vos rangs est un peu « pessimiste » et que seule une minorité est réellement active. Peut-être s'agit-il seulement d'un phénomène transitoire correspondant au passage d'une forme d'activité à une autre. Mais il est également possible qu'un certain nombre de bons camarades qui ont été avec nous pendant presque dix ans soient un peu las de la lenteur du développement de l'organisation. J'ai observé souvent des phénomènes semblables. Dans ce cas, il suffit d'introduire du sang frais dans tous les organismes dirigeants du parti et de sélectionner en général systématiquement de jeunes éléments pour les cadres du parti.

Je suis très intéressé par la position des camarades sur la question de l'U.R.S.S. La réaction sentimentale contre les crimes indescriptibles de la bureaucratie en U.R.S.S., en Espagne et ailleurs et son rôle contre-révolutionnaire dans le mouvement ouvrier international, en général, doivent inévitablement influencer l'appréciation sociologique et psychologique de l'U.R.S.S. Je crois que nous devons rester fermes sur cette question, mais aussi pédagogiquement tolérants à l'égard de toutes les exagérations inévitables dans nos rangs. Nous avons la possibilité de manier le bâton contre les oehléristes et des gens de leur espèce en dehors du parti. Je suis prêt à écrire un article sur cette question pour le *Socialist Appeal* si vous m'envoyez les matériaux oehléristes, anarchistes ou autres nécessaires.

[LA MAISON D'ÉDITIONS ET CRONSTADT]¹

(14 novembre 1937)

Cher Camarade Wasserman,

1. Il n'est pas nécessaire pour moi de vous dire combien j'apprécie l'activité de Pioneer Publishers. Il ne serait pas exagéré de dire qu'elle est maintenant l'unique maison d'édition de littérature marxiste révolutionnaire dans le monde entier. Pioneer Publishers a une importance internationale. Il faut développer l'entreprise à tout prix si nous voulons éduquer de nouveaux cadres marxistes et bâtir une nouvelle Internationale. Il n'est pas de trop grands sacrifices pour soutenir et développer Pioneer Publishers.

2. Je comprends très bien votre insistance sur la question de Cronstadt², mais, si je revenais pour la seconde fois à cette question, ce devrait être fait de façon absolument exhaustive. Je n'ai, en ce moment, ni les matériels nécessaires ni le temps d'un tel article. J'ai conseillé à mon fils de préparer une brochure sur cette question comportant les faits et documents nécessaires³, etc. Sur la base de ce matériel, j'écrirai volontiers un article pour *Socialist Appeal* ou *New International*.

1. Lettre à J. Wasserman (10788), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. La campagne menée contre le « bolchevisme » à la suite des procès de Moscou, orchestrée souvent par des éléments anarchisants, et présentant Trotsky comme le bourreau — avec Lénine — de Cronstadt et du soulèvement paysan de Makhno, contribuait à isoler les trotskystes, dont beaucoup demandaient à Trotsky une réponse qui balaierait tous les arguments hostiles. Wolf avait écrit d'Espagne dans le même sens que Wasserman.

3. Cf. pp. 297-299.

LES PROCHAINS PROCÈS RÉVÉLERONT LES PLANS SECRETS DU G.P.U.¹

(16 novembre 1937)

En France et en Suisse, des procès sensationnels sont imminents sur les activités criminelles du G.P.U. à l'échelle mondiale. L'enquête semble être menée avec énergie. Une série de faits ont été établis de façon indiscutable. L'un de ces faits nouveaux est la préparation soignée d'une tentative de meurtre contre Léon Sedov, mon fils, qui vit à Paris. La Suissesse Renata Steiner a fait sur cette affaire une déposition complète, intégralement confirmée par les preuves. En tant qu'agent du G.P.U., Steiner, on le sait, a participé à l'assassinat d'Ignace Reiss près de Lausanne. Mais, depuis plus d'un an avant cet assassinat, Renata Steiner et un Garde blanc russe complice, Smirensky, étaient occupés à filer Léon Sedov² : ils ont préparé le vol de mes archives et tenté d'enlever Sedov lui-même. Smirensky et Renata Steiner avaient loué un appartement la porte après celle de Sedov (28 rue Lacretable), dont le balcon n'était qu'à un peu plus d'un mètre du sien.

Le 7 novembre de l'année dernière, Smirensky, avec d'autres agents, dont les noms seront donnés en temps voulu, a volé 85 kilos de mes archives entreposées par Sedov à l'Institut d'Histoire sociale. L'affaire n'a pas été résolue, bien que la police française n'ait eu aucun doute quant au fait que tous les fils mènent à Moscou.

En janvier de cette année, les terroristes du G.P.U. ont

1. Article (T 4231-1) traduit de l'anglais avec la permission de la Houghton Library.

2. Renata Steiner et Smirensky avaient reconnu les faits à l'enquête. Relevons cependant que Sedov, en 1936, avait fait arrêter un individu qui le filait, le Russe blanc Anatole *Tchistoganoff* (né en 1910), également membre de l'union pour le rapatriement. L'homme avait nié et avait été remis en liberté par les policiers français. Renata Steiner confirmait que Tchistoganoff était bel et bien chargé de la filature de Sedov dans le « service » où il était appelé *Lunettes*.

essayé de tendre un piège à Léon Sedov à Mulhouse, comme celui qu'ils ont tendu à Ignace Reiss à Lausanne. En utilisant le nom de mon avocat suisse, qui est chargé d'une affaire de poursuites contre des calomnies de l'I.C., les conspirateurs ont insisté à plusieurs reprises, par télégramme et par téléphone, auprès de Sedov, pour qu'il vienne à une entrevue à Mulhouse. Seules des circonstances accidentelles ont empêché Sedov d'aller à Mulhouse où il était attendu à la gare par Renata Steiner et Smirensky³. Les aveux de Steiner démontrent à quel danger Sedov a échappé en janvier. C'était précisément le moment où Moscou préparait le second grand procès (celui de Piatakov-Radek).

La filature de Sedov s'est poursuivie sans interruption jusqu'en août dernier, où Steiner, Smirensky et autres ont reçu l'ordre inattendu, venu d'en haut, de rechercher et de tuer Ignace Reiss. Le Kremlin considérait cet assassinat comme le plus urgent, du fait de la menace de révélations de cet ancien agent de confiance. On sait que cette nouvelle entreprise a été menée à bien. Reiss a été assassiné le 4 septembre. Mais l'arrestation consécutive de Steiner a abouti à la découverte de l'organisation terroriste du G.P.U. en France.

Il est hors de doute que les autorités judiciaires trouveront la solution d'un certain nombre de crimes non résolus jusqu'à présent (l'assassinat de l'économiste Navachine⁴ au Bois de

3. Cet épisode est particulièrement obscur et ce que dit ici Trotsky ne contribue pas à la clarté. Les aveux de Renata Steiner permettent d'apprendre qu'un guet-apens avait été tendu à Mulhouse par le G.P.U. au fils de Trotsky. Ce dernier indique ici que le « rendez-vous » avait été donné à Sedov non par son avocat suisse, M^e Strobel, mais par des agents du G.P.U. se faisant passer pour lui ou signant de son nom. C'est la seule mention d'un tel épisode. On sait que le collaborateur du G.P.U. qui jouissait de la confiance de Léon Sedov, Mordka Zborowski, dit Etienne, devait plus tard affirmer que Sedov, malade, l'avait chargé de lui lire son courrier et qu'il n'avait pas lu le passage de l'unique lettre reçue de l'avocat Strobel fixant précisément un rendez-vous à Sedov à Mulhouse puisque son passeport ne lui permettait pas de se rendre en Suisse. Il est probable que c'était également lui qui avait informé le G.P.U. du rendez-vous de Mulhouse. On peut se reporter sur ce point à Michel Lequenne, « Les demi-aveux de Zborowski », *Cahiers Léon Trotsky* n° 13, 1983. Notons que les papiers d'exil à Harvard comportent une importante correspondance des trotskystes suisses qui ne mettent pas en question l'existence d'un rendez-vous fixé par l'avocat Strobel, mais s'inquiètent de fuites éventuelles dans leurs propres rangs ou dans l'entourage de l'avocat.

4. Dimitri Navachine (1889-1937) économiste, avait été nommé par Kerensky vice-président de la Croix-rouge en 1917. Il s'était rallié au régime soviétique qui avait fait de lui en 1927 le directeur de la Banque commerciale de l'Europe du Nord à Paris. On le disait franc-maçon et il comptait beaucoup d'amis dans les milieux politiques « de gauche », notamment le ministre socialiste

Boulogne, à Paris, l'enlèvement du général Miller, etc.). Ces crimes ont été commis par la même organisation qui a volé mes archives, assassiné Reiss et tenté de s'emparer de Léon Sedov. C'est en rapport avec tous ces crimes que j'ai recommandé par câble aux autorités françaises de soumettre à un interrogatoire, au moins en qualité de témoin, Jacques Duclos, membre du bureau politique du parti communiste français, vice-président de la Chambre des députés, agent du G.P.U. depuis de nombreuses années.

Permettez-moi d'ajouter que des « Amis de l'U.R.S.S. » de cette espèce, qui sont en réalité des amis du G.P.U., devraient se préparer dans les mois qui viennent à des révélations très désagréables.

Charles Spinasse. On le disait également personnellement lié à Piatakov et le bruit avait couru qu'il préparait une conférence de presse pour dénoncer la fausseté des aveux au procès des 18. On sait que Navachine fut assassiné par les tueurs de la Cagoule. Aucune explication plausible de la raison de cet assassinat n'a jamais été donnée.

[L'ATTITUDE AVEC SNEEVLIET]¹

(17 novembre 1937)

Cher ami,

1. Je crois qu'il faut laisser complètement la dame aux soins de Sn[eevliet] et à sa totale responsabilité². Elle ne présente, autant que je sache, aucun intérêt politique et ne serait qu'un fardeau à tout point de vue. Puisqu'elle ne répond pas aux lettres, il faut se servir de cette circonstance et se laver définitivement les mains. Toute autre attitude serait fausse.

2. Je ne crois pas non plus que l'Amérique puisse subventionner le procès. Les difficultés financières y sont très grandes. C'est avec peine que j'ai réussi à faire envoyer 50 dollars à un camarade allemand très important et très nécessaire³. Il faut que Sn[eevliet] s'occupe aussi du financement du procès⁴.

3. Il faut publier aussi tôt que possible, en différentes langues, la leçon tragique du cas Reiss, pour encourager les « non-rentristes »⁵ et obliger Sn[eevliet] et les autres à changer leur attitude.

4. Je vous ai envoyé pour le *Biulleten* deux articles, sans compter « 90 ans de Manifeste communiste » et une ou deux notes.

1. Lettre à L. Sedov (10235) en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Sedov s'inquiétait du fait que Sneevliet « chambrât » Elsa Reiss comme il avait chambré son compagnon et avait consulté Trotsky sur les moyens à employer pour l'arracher à cette influence.

3. Il s'agissait de Johre, pour lequel Trotsky s'était adressé à Herbert Solow, cf. p. 46.

4. Il s'agissait du procès intenté par Sneevliet à la presse du P.C. aux Pays-Bas.

5. Trotsky vise ici le clan Sneevliet-Vereecken, c'est-à-dire les militants les plus en vue de ceux qui, en 1934, s'étaient opposés à l'« entrisme » dans les partis socialistes et en particulier à l'entrée en France.

5. Est-ce que Hjørdis a reçu ma lettre envoyée à l'adresse où elle travaillait, dans le midi de la France ?

6. *La Vie de Lénine* est vendue à Doubleday Doran pour les Etats-Unis et l'Angleterre. Il ne peut être actuellement question du livre sur la guerre civile. Mon travail sur Lénine est arrêté, faute de dactylo russe.

7. Je n'ai aucune proposition à faire concernant V[ictor] S[erge]. Politiquement, il faut le critiquer, mais sans le forcer à rompre ouvertement avec nous. Il faut seulement que tout le monde sache que nous ne portons aucune responsabilité pour ses extravagances politiques.

Cette présente lettre est la réponse à la vôtre n° 7, du 1^{er} novembre.

[LA LUTTE CONTRE LA GUERRE]¹

(17 novembre 1937)

Chers Amis²,

Vous me suggérez de participer à votre campagne contre la guerre. Permettez-moi de me borner à quelques mots.

Pour lutter contre la guerre, il faut comprendre clairement les facteurs qui en sont les causes. Il faut connaître les lois du développement de la société contemporaine, c'est-à-dire la société impérialiste. L'analyse marxiste de la guerre et des moyens de la combattre a été exposée dans *La IV^e Internationale et la Guerre*. Vos cercles de jeunes devraient l'étudier avec soin et sérieux.

La lutte contre la guerre est inséparable de la lutte de classes du prolétariat. Une conscience de classe irréconciliable est la première condition d'une lutte victorieuse contre la guerre. Les pires saboteurs de la conscience de classe et de la lutte révolutionnaire aujourd'hui sont les prétendus « communistes ». Ces gens-là ne « luttent » contre la guerre qu'en Allemagne, en Italie et au Japon, c'est-à-dire dans les pays où ils sont insignifiants, tandis que, dans les pays dits « démocratiques », c'est-à-dire ceux dans lesquels la bourgeoisie leur permet d'exister, les « communistes » sont aujourd'hui les agitateurs les plus en vue en faveur de la guerre impérialiste.

Ces messieurs tiennent des conférences pacifistes, des banquets, et font des parades pour dissimuler leur travail de trahison. Main dans la main avec les carriéristes parlementaires,

1. Lettre à la rédaction de *Challenge of Youth* (T 4232), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. *Challenge of Youth* était l'organe de la Young People Socialist League (Y.P.S.L.), l'organisation de jeunesse du S.P., qui était passée et qui restait sous le contrôle des trotskystes et de leurs sympathisants.

des prêtres d'églises diverses et des dames libérales oisives, ils adressent de temps en temps au ciel des prières pour la paix. Ce pacifisme de salon et ce bazar d'église ne peuvent provoquer que le dégoût chez tout ouvrier qui pense. C'est pourquoi la lutte contre la guerre doit commencer et finir en démasquant le rôle traître de l'I.C. qui est finalement devenue un agent de la bourgeoisie impérialiste. La II^e Internationale, bien entendu, ne vaut pas mieux. Mais elle est plus compromise et donc moins dangereuse. Elle laisse maintenant à l'I.C. le travail le plus cynique et le plus honteux et cette dernière apparaît déjà en Espagne comme le boucher direct — et qui s'affiche — de la révolution.

Lutter contre la guerre, c'est avant tout construire la nouvelle Internationale, renforcer ses rangs, tremper ses cadres.

Je vous souhaite chaleureusement de réussir dans ce travail.

[LA SITUATION DE SEDOV]¹

(18 novembre 1937)

Chers Amis²,

Nous avons reçu les deux lettres en allemand, ainsi que les deux lettres en russe. Il n'est pas nécessaire de vous dire que nous avons ici maintes fois discuté entre nous ces problèmes. Nous nous rendons bien compte de la situation extrêmement précaire de S[edov] à Paris. Mais serait-il mieux ici ? Voilà la question. Le régime politique, là-bas, bien instable, est en tout cas plus solide que le régime d'ici. En dehors de la maison bien close, on est exposé ici, beaucoup plus que là-bas, au danger. S[edov] devrait ainsi partager totalement ma vie, c'est-à-dire la vie d'un demi-prisonnier. Il se plaint cependant déjà de la nécessité d'être accompagné d'un policier³.

Tout cela ne signifie cependant pas que nous repoussons totalement votre suggestion. Si la situation là-bas menace de devenir intolérable, ce pays, au moins pour l'avenir immédiat, reste toujours un refuge possible. Il faudrait nous télégraphier pour que nous mettions tous les leviers en mouvement. Mais ce serait vraiment le *dernier* refuge.

1. Lettre à Lola Estrine (7710) en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Qui sont les destinataires — de toute évidence plusieurs — de cette lettre dont le catalogue indique qu'elle fut envoyée à Lola Estrine ? Ce sont les auteurs de « deux lettres en russe » et « deux lettres en allemand ». Il est probable que les « deux lettres en russe » émanaient des Russes de Paris qui étaient aussi les proches collaborateurs de Sedov, Lola Estrine et M. Zborowski. Dans un autre document, Trotsky mentionne un de ses correspondants par l'initiale A. Il s'agit vraisemblablement du Polonais Pinchus Minc, dit Alex, qui, dans des mémoires parus en Argentine, raconte avoir écrit à Trotsky au sujet de la sécurité de Ljova.

3. Le gouvernement français, estimant Sedov menacé depuis la révélation que des entreprises criminelles s'étaient tramées contre lui, avait décidé d'assurer sa protection, mais Sedov estimait que ce n'était qu'un prétexte pour contrôler son activité politique.

Il reste encore la possibilité théorique des Etats-Unis. Mais il est presque exclu qu'on laisse entrer S[edov] dans ce pays qui est devenu un des moins hospitaliers du monde. Du point de vue sécurité, la différence entre les Etats-Unis et la France ne doit pas être très grande. Je crois même qu'actuellement, après l'effondrement de l'organisation du G.P.U. à Paris, vous aurez là-bas une certaine pause. Naturellement, les mesures les plus strictes doivent être observées sans défaillance.

[AUCUN CONSEIL POSSIBLE]¹

(18 novembre 1937)

Cher Ami,

Je réponds à A[lex] et aux autres². Tu peux leur remettre ma réponse et leur communiquer seulement le contenu. Je t'envoie ce soir le télégramme : « Difficile donner conseil précis lettre suit ».

Il me semble que pour les semaines à venir il faudrait bien s'accommoder de la police³ : le gouvernement se sent au moins responsable et ce n'est pas sans importance. Il n'est pas croyable que le G.P.U. veuille entrer en lutte armée contre la police. Un plan d'*incognito* est acceptable, à condition *a*) qu'il ne soit pas mal interprété par la police, *b*) qu'il soit techniquement bien réalisé. Je ne m'oppose naturellement pas aux pourparlers avec la police concernant l'*incognito* mais il me semble que ce serait une faute d'agir de façon précipitée ! Il faut trouver des raisons bien compréhensibles pour la police. Le meilleur procédé serait l'intervention d'un avocat.

Je ne crois pas que le Front populaire se décide à t'expulser. Mais, si le cas se présente, le Mexique reste toujours une possibilité.

On est en train de faire des démarches préalables aux Etats-

1. Lettre à L. Sedov (10237) en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cf. n. 2, p. 291. Pinchus *Minc* (1895-1962) était un vieux communiste polonais.

3. Allusion à la « protection » policière, Sedov trouvant pesante la présence permanente d'un policier chargé de le « surveiller ».

4. Un plan d'*incognito* aurait consisté à changer de domicile, d'apparence et éventuellement de couverture d'identité, comme Trotsky l'avait fait en 1934 avec l'aide de la police qui lui avait même fourni de faux papiers ! Sedov était partisan d'un tel plan.

Unis, mais cette possibilité est bien incertaine du point de vue visa comme de celui de la sécurité.

Voilà, mon petit, ce que je puis te dire. Ce n'est pas beaucoup. Mais... c'est tout. Naturellement, tu dois garder chez toi tout ce que tu peux encaisser maintenant des éditeurs. Tu en auras besoin.

[LES PRÉCAUTIONS AVEC LA PRESSE]¹

(18 novembre 1937)

Cher Camarade Hansen,

J'ai reçu du camarade Glass une lettre concernant la personnalité de M. Wilbur Burton². La lettre est très favorable et montre M. Burton sous le meilleur jour. Mais mon attitude dans cette affaire n'a pas été déterminée le moins du monde par la personnalité de M. Burton et son bilan de journaliste. Je ne doute pas le moins du monde qu'il rapporterait exactement mes paroles. Mais leur publication ne dépend pas de lui. Au cours des derniers mois, j'ai eu quelques expériences très mauvaises. Le correspondant fait honnêtement son travail, mais la rédaction modifie mes déclarations ou, si les conditions posées par moi étaient de ne rien changer, elles refusent de publier en entier. J'ai de cette façon perdu du temps que j'aurais dû consacrer à un autre travail plus sérieux.

C'est pourquoi j'ai décidé de ne donner aucune déclaration sans l'accord préalable du journal de la publier intégralement. Pour la même raison, j'ai refusé il y a deux jours une déclaration au correspondant du *Manchester Guardian*³ en dépit du fait que ce journal a eu une attitude honnête à l'égard des impostures de Moscou. Il ne s'agit pas d'une question personnelle mais d'une attitude générale à l'égard de la presse.

1. Lettre à J. Hansen (8433), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Wilbur *Burton* était un journaliste *free-lance*.

3. Trotsky avait pris cette décision et ne voulait donc pas recevoir W. Burton. Pour lui faciliter les choses, il l'avait écrit dans une lettre à Hansen qui pouvait la présenter au visiteur. Burton en conçut beaucoup d'irritation.

[LES CHINOIS LIBÉRÉS ?]¹

(18 novembre 1937)

Cher Camarade Glass

Je vous envoie une copie de ma déclaration que le camarade Hansen remettra demain à M. Burton.

J'ai appris que tous nos camarades chinois ont été libérés sans [déclaration de] repentir de leur part². Vous ne faites cependant dans votre lettre aucune mention de ce fait important ? Ne s'agit-il pas d'une fausse rumeur ?

Chaleureuses salutations de Natalia et moi à vous deux.

1. Lettre à C. F. Glass (8249), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. La totalité des militants trotskystes qui avaient été arrêtés en 1932 et condamnés à de lourdes peines de prison allaient être libérés, quand ils ne l'étaient pas déjà, avec les autres prisonniers politiques au moment des grands bombardements japonais. Parmi eux les anciens cadres du P.C. chinois Chen Duxiu, Peng Shutzi, Wang Fanxi, mais aussi les jeunes comme Liu Jialiang, et aussi Liu Renjing — dont on ne devrait apprendre que plus tard qu'il avait capitulé pendant son emprisonnement. Voir à ce sujet l'article de Pierre Broué, « Chen Duxiu et la IV^e Internationale », *Cahiers Léon Trotsky* N° 15, 1983.

[IL FAUT ÉCRIRE SUR CRONSTADT]¹

(19 novembre 1937)

Cher Ami,

Il est absolument nécessaire d'écrire une petite brochure sur Cronstadt². J'espère que la documentation anarchiste vous est envoyée. Je me renseignerai d'ailleurs là-dessus. Voici quels peuvent être les points essentiels :

1. Cronstadt avait été complètement vidée des éléments prolétariens. Tous les matelots qui appartenaient aux « machinnyia kommandy » étaient devenus commissaires, commandants, présidents de soviets locaux. Quand je télégraphiais, à la fin de 1919 ou dans l'année 1920 : « Envoyez un groupe de marins de Cronstadt pour tel ou tel point », on me répondait « Plus rien à envoyer », et même les différentes armées commençaient à refuser les nouveaux envois de Cronstadt (en partie aussi ceux de Pétrograd). Je ne sais pas s'il y a beaucoup de documents là-dessus, mais ce point doit être fortement mis en lumière.

2. Autant que je comprenne, Victor Serge³ dit : « Mais Cronstadt voulait le commerce libre, et les bolcheviks ont dû

1. Lettre à L. Sedov en français (10238), avec la permission de la Houghton Library.

2. La question de Cronstadt avait été soulevée par des questions d'un des membres de la commission Dewey, Wendelin Thomas. Trotsky avait répondu à Thomas (cf. *Œuvres*, 14, pp. 175-178) une lettre datée du 6 juillet 1937 que Michel Dreyfus dans le livre *La Lutte contre le stalinisme*, présente à tort comme « une interview ». La discussion avait gagné aussitôt les milieux parisiens. Dans *La Révolution prolétarienne* du 25 août, la libertaire Ida Mett écrivait « Trotsky parle de Kronstadt et de Makhno. » Puis Victor Serge entra en lice. Il fallait répondre.

3. Victor Serge publia avant la date où Trotsky rédigea cette lettre au moins deux textes, dans *La Révolution prolétarienne*, à la chronique « Les Idées et les Faits », dans les numéros du 10 septembre et du 25 octobre. C'est de toute évidence au premier que Trotsky répond ici, sans apparemment l'avoir lu.

introduire la Nep pendant l'insurrection même. Donc, c'est Cronstadt qui avait raison. Pourquoi donc l'avoir écrasé ? »⁴ Cette argumentation est doublement et même triplement fautive : a) Cronstadt représentait les tendances du paysan propriétaire, du petit spéculateur, du koulak. Nous fûmes obligés de faire quelques concessions à ces tendances bourgeoises. Cela ne signifiait nullement que notre programme, dans lequel l'ouvrier faisait des concessions aux tendances petites bourgeoises était identique au programme petit-bourgeois. Il y a un abîme entre les deux. b) Faisant des concessions économiques, le prolétariat devait précisément, à cause de cela, garder entre ses mains avec une énergie redoublée le pouvoir politique. C'est pourquoi il n'avait pas le moindre droit de céder la forteresse aux petits bourgeois en rébellion. c) Les matelots paysans, guidés par les éléments les plus anti-prolétariens, n'auraient rien pu faire du pouvoir, même si on le leur avait abandonné. Leur pouvoir n'aurait été qu'un pont, et un pont bien court, vers le pouvoir bourgeois.

3. Victor Serge dit, paraît-il, que, si le parti avait accepté ma proposition⁵ un an plus tôt, l'insurrection de Cronstadt n'aurait peut-être pas eu lieu. Admettons-le. Mais on ne pouvait tout de même pas abandonner la forteresse aux matelots pour punir une faute commise par le parti dirigeant.

4. L'insurrection fut précédée de discussions, de pourparlers, etc. On n'a pas commencé par les coups de feu. Mais le mécontentement était très grand. Les éléments anarchistes et mencheviques, les contre-révolutionnaires camouflés (il y en avait pas mal) faisaient tout pour mener à l'insurrection. Ils y ont réussi. Il ne restait donc que la lutte armée.

5. Les ouvriers qui marchaient sur la glace contre la forteresse représentaient, malgré toutes les fautes commises par le parti, la révolution prolétarienne. Les matelots en rébellion représentaient le Thermidor paysan.

4. Serge avait écrit : « Les revendications économiques de Kronstadt étaient tellement légitimes, si peu contre-révolutionnaires en réalité, si faciles à satisfaire, qu'aux heures même où l'on fusillait les derniers mutins, Lénine satisfaisait ces revendications en faisant adopter la " nouvelle politique économique ". »

5. Serge écrivait : « ... Le communisme de guerre était devenu une impasse où l'on ne pouvait point vivre. Trotsky s'en était rendu compte un an auparavant. Dès février 1920, il proposait au comité central un ensemble de mesures supprimant les réquisitions de blé et établissant une nouvelle politique économique. Lénine les fit repousser. Il s'enferma. »

6. Nous avons discuté, pendant le congrès même du parti, ce qu'il fallait faire avec la forteresse. Staline proposait (sans d'ailleurs y insister beaucoup) d'abandonner les rebelles à leur propre sort : dans deux ou trois semaines, affamés, ils se rendraient. Je m'étais opposé à cette proposition. Déjà quelques traîneaux, avec des approvisionnements, étaient venus de Finlande. Quelques semaines plus tard, la glace aurait fondu et les bateaux auraient bien pu venir d'Europe⁶. Nous aurions eu, dans ce cas, une nouvelle intervention, extrêmement dangereuse à cause de la forteresse et des bateaux de guerre. On décida d'attaquer immédiatement la forteresse.

7. Dan⁷ prend lui aussi la défense de la forteresse, comme d'ailleurs la vieille commère Kouskova⁸. C'est très instructif. Il faut seulement rappeler l'attitude des mencheviks vis-à-vis de Cronstadt en 1917, quand Cronstadt, dirigé par les masses ouvrières, était vraiment à la tête de la révolution⁹.

Voilà les remarques que je peux faire de mémoire. Mais ce qui est important surtout, c'est de mobiliser les faits pour qu'ils parlent d'eux-mêmes.

Je serais bien heureux si vous pouviez m'envoyer le manuscrit et même les citations les plus importantes, au fur et à mesure de votre travail. Je pourrais peut-être faire un court article pour notre presse, et il servirait de préface à votre brochure.

6. La fonte de la glace aurait relié Cronstadt au monde extérieur et privé la Russie soviétique, non seulement des moyens de reprendre la forteresse, mais de sa propre flotte militaire.

7. Fedor I. Gourvitch, dit *Dan* (1871-1947), vieux menchevik qui s'était rangé à la droite de ce parti au moment de la révolution russe, collaborait au *Sotsialisticheski Vestnik* et soutenait dans l'ensemble la même thèse que les anarchistes.

8. Ekaterina D. *Kouskova* (1869-1958) avait milité dans le groupe de L'Emancipation du Travail, puis, sous l'influence de Bernstein et du « révisionnisme » allemand, avait rédigé le programme connu sous le nom de « Credo » et qui fut le manifeste des « économistes » au début du siècle ; elle avait collaboré ensuite avec les cadets et s'était exilé en 1922.

9. Les marins de Cronstadt, en octobre 1917, étaient, en tant que fer de lance des bolcheviks, la cible favorite des mencheviks comme de tous les antibolcheviks d'ailleurs.

BERTRAM WOLFE SUR LE CHEMIN DES DÉCOUVERTES¹

(25 novembre 1937)

A propos du compte rendu sténographique des audiences de Coyoacán², Bertram Wolfe³ écrit ce qui suit (*The New Republic* 24 novembre 1937) :

« L'auteur reconnaît que sa position antérieure était d'accorder crédit à Staline plutôt qu'à Trotsky, mais une relecture des aveux de Moscou, en même temps que celle de cet ouvrage (*The Case of Leon Trotsky*) ou plutôt de son intervention finale, lui ont apporté la conviction écrasante que Trotsky ne pouvait pas avoir fait ce dont il a été accusé dans les procès Zinoviev-Kamenev et Radek-Piatakov⁴. »

Le fait qu'il le reconnaisse démontre que Bertram Wolfe a quelque conscience. S'il n'était qu'un juriste bourgeois ou un simple psychologue, on pourrait se contenter de cette reconnaissance. Mais Wolfe se considère comme un marxiste, un membre d'un groupe politique⁵. Un marxiste devrait d'abord se demander : comment a-t-il pu, pendant tant d'années, se tromper aussi lourdement sur des questions d'une telle importance, puisqu'il ne

1. Article (T 4234-1), traduit de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Le compte rendu de la session venait d'être publié sous le titre *The Case of Leon Trotsky* (L'Affaire Léon Trotsky).

3. Bertram D. Wolfe (1896-1977) avait été l'un des premiers partisans du communisme sur le continent américain, puis un des dirigeants du P.C. Il avait participé à l'exclusion des trotskystes en 1928 avant d'être exclu à son tour en 1929 en même temps que les membres de la fraction de Lovestone qu'il avait accompagné dans la Communist Party (Opposition). Il avait d'abord défendu, comme le groupe Lovestone, la validité des procès de Moscou...

4. Un retournement de cette importance constituait pour Trotsky une immense satisfaction et aussi un résultat spectaculaire.

5. L'Independent Labor League regroupait les partisans de Lovestone.

s'agit pas du tout des accusations personnelles de Staline contre Trotsky, mais de la lutte entre deux tendances historique, la tendance bureaucratique et la tendance prolétarienne. Les procès de Moscou n'ont constitué une surprise que pour les philistins bourgeois et petits bourgeois. En réalité, ils ont été préparés ouvertement, sous les yeux du monde entier, pendant pas moins de treize années. Les documents que j'ai réunis dans *The Stalin School of Falsification* en témoignent partiellement. On ne peut pas non plus passer sous silence le fait que le groupe Brandler-Lovestone⁶, auquel Wolfe appartient, a été formé à cette école de la falsification et que Lovestone lui-même, qui n'est nullement un modèle de conscience, a apporté sa pierre à la préparation des procès de Moscou.

Cette imposture judiciaire, sans précédent dans l'histoire de l'humanité, est le résultat de la réaction historique sans précédent contre la première révolution prolétarienne. L'imposture — philosophique, historique biographique, politique, littéraire, judiciaire — est la superstructure idéologique inévitable sur une base matérielle qui est l'usurpation du pouvoir d'Etat et l'exploitation des conquêtes de la révolution par une nouvelle aristocratie. Un marxiste qui reconnaît franchement que les procès de Moscou étaient pour lui une énigme jusqu'à la publication des sessions de Coyoacán, admet du même coup qu'il n'a pas compris les plus importants des événements et processus de l'histoire contemporaine.

Nous ne voudrions pas commencer à reprocher *a posteriori* à Wolfe de n'avoir pas compris, s'il avait tiré les conclusions *politiques* nécessaires de sa tardive découverte, c'est-à-dire s'il avait examiné la position qui a été la sienne pendant ces treize années. Mais Bertram Wolfe se comporte de façon exactement inverse. Etant arrivé à la conclusion que les procès de Moscou constituaient une imposture et qu'ils confirmaient ainsi le pronostic de l'Opposition de gauche sur la dégénérescence et le déclin de la bureaucratie thermidorienne, Wolfe exige que... nous réexaminions notre optique. Aussi incroyable que cela semble, c'est pourtant bien ce qu'il exige. Le procès de Moscou et ses suites, m'ont, voyez-vous, placé devant « un nouveau dilemme ». J'ai souligné pour la commission et la presse que Staline avait délibérément brisé plusieurs dizaines d'anciens révolutionnaires, les réduisant à un état de prostration morale et

6. Sur Brandler et Lovestone, cf. n. 9 et 10 p. 85.

de délabrement physique dans l'unique objectif de pouvoir, au moyen de leurs cadavres, porter un coup à la IV^e Internationale et à moi en particulier. « Maintenant, il est en train de devenir clair qu'on a fait de lui (Trotsky) un démon, pour s'en servir contre *d'autres* — dirigeants d'une nouvelle opposition qui a grandi contre Staline et ses méthodes, parmi ses partisans les plus proches. » C'est tout à fait juste. Bien avant aujourd'hui, nous connaissions déjà cette dialectique de l'imposture. Staline devait sacrifier des dizaines de ses anciens camarades pour construire la fantastique image de l'archi-conspirateur-contre-révolutionnaire Trotsky. Puis il a utilisé cette image pour détruire tous ses adversaires. Ils étaient plus nombreux qu'il ne l'avait pensé. Leur nombre ne cesse d'augmenter. C'est très précisément cette sanglante liquidation, froidement préparée, d'hommes innocents, les bâtisseurs du parti bolchevique, qui ne peut pas ne pas ébranler les rangs de la bureaucratie elle-même. Rien d'inattendu dans tout cela. Depuis 1931, nous, l'Opposition de gauche, avons prédit plus d'une fois que la bureaucratie thermidorienne entrerait en conflit toujours plus grave avec le développement du pays et que cette contradiction mènerait à la décomposition de ses propres rangs. Un contrôle organisé des masses, comme la discipline démocratique du parti, ont depuis longtemps disparu. Seule la réalisation d'un régime bonapartiste peut surmonter les tendances centrifuges à l'intérieur de la bureaucratie. La nouvelle Constitution la prépare. *Après les élections, sous une forme ou sous une autre, il y aura le « couronnement » de Staline.* Les philistins réduiront tout cela à son amour personnel du pouvoir. En réalité, le régime thermidorien n'a d'autre perspective que le couronnement bonapartiste. Mais c'est précisément maintenant, au moment où notre pronostic reçoit une confirmation indiscutable, que Wolfe présente cette revendication tout à fait inattendue... que nous réexaminions nos vues.

« Ce qui arrive, écrit-il, à la théorie centrale de Trotsky, selon laquelle l'ensemble de l'appareil de l'armée, de la police, du parti et de l'Etat étaient à ce point dégénérés qu'aucune opposition (?) ne pouvait désormais apparaître dans le parti et qu'une nouvelle révolution était nécessaire en tant qu'unique voie de la rénovation. »

Nous n'avons jamais dit qu' « aucune opposition » ne se développerait jamais « dans le parti ». Au contraire, nous avons affirmé que le soi-disant « parti », c'est-à-dire l'organisation

politique de la bureaucratie, allait toujours plus se décomposer sous le poids des forces centrifuges. La droite — pas Rykov-Boukharine, mais les tendances vraiment restaurationnistes — est infiniment plus forte que la gauche. Sous l'étiquette de « trotskyste », Staline est en train de liquider non seulement les restes de la génération révolutionnaire, mais aussi les partisans très impatients du régime bourgeois. Les traditions de la révolution d'Octobre sont incontestablement vivaces dans les masses. L'hostilité à la bureaucratie grandit. Mais les ouvriers et les paysans, même ceux qui appartiennent formellement au so-disant parti, n'ont ni canaux ni leviers pour influencer la politique du pays. Les procès actuels, les arrestations, exils, exécutions, judiciaires ou sans jugement, constituent une forme de *guerre civile préventive* menée par la bureaucratie dans son ensemble contre les masses laborieuses et par l'aile bonapartiste la plus consistante de la bureaucratie contre les autres éléments moins fermes et moins sûrs. Si la clique dirigeante approche manifestement du bonapartisme le plus achevé, alors il est clair qu'aucun mouvement sérieux d'opposition de gauche ne peut éviter de s'engager dans la voie d'une nouvelle révolution. Mais Wolfe, lui, conclut que, dans la mesure où Staline fusille autant de gens, c'est que cela démontre la possibilité d'une réorganisation pacifique du régime.

Bertram Wolfe a aperçu un petit bout de la réalité, mais, comme on vient de le dire, il ne l'a aperçu que d'un point de vue juridique formel et psychologique individuel. Cela démontre qu'il appartient à une génération de marxistes habile en manœuvres d'organisation et au jeu d'échecs, mais complètement ignorante de la méthode marxiste pour aborder les grands problèmes. Nous apprécions à sa juste valeur la sincérité de la prise de conscience de Wolfe, et nous disons cela sans la moindre ironie. Mais c'est exactement pour cela que nous lui conseillons de se débarrasser des pitoyables considérations de clan, afin d'aborder ce problème sans le cynisme qui caractérise Brandler-Lovestone, afin d'étudier de nouveau le problème de la révolution soviétique et de réexaminer sa propre position du début à la fin.

Faute de cela, Wolfe serait amené, dans quelques années, à faire de nouvelles découvertes. Et, pendant ce temps, le temps n'attend pas. Les problèmes sont immenses. On peut faire un travail important.

UN ÉTAT NON OUVRIER ET NON BOURGEOIS ?¹

(25 novembre 1937)

La forme politique et le contenu social

Les camarades Burnham et Carter² viennent de reposer la question de la nature de classe de l'Etat soviétique. La réponse qu'ils donnent est, à mon avis, complètement fausse. Mais, étant donné qu'à la différence de certains ultra-gauches, ces camarades ne tentent pas de substituer les cris stridents à l'analyse scientifique, on peut et on doit discuter de nouveau cette question exceptionnellement importante.

Burnham et Carter n'oublient pas que la différence essentielle entre l'U.R.S.S. et un Etat bourgeois contemporain s'exprime par le puissant développement des forces productives, résultat de la transformation des formes de propriété. Ils reconnaissent en outre que « la structure économique telle que l'a établie la révolution d'Octobre reste en son fond inchangée ». Ils en déduisent que le prolétariat soviétique et mondial ont le devoir de défendre l'U.R.S.S. contre l'impérialisme. En cela, nous sommes pleinement d'accord avec Burnham et Carter. Mais, pour importants que soient les points d'accord, ils n'épuisent pas le problème.

1. Article de discussion interne (T 4236 & 4236-1), traduction en français de 1937 revue avec l'original russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. James *Burnham* (né en 1906), ancien élève de Dewey, professeur à l'université Columbia, avait été l'un des dirigeants de l'A. W. P. de Muste les plus décidés à la fusion avec les trotskystes. Il avait été élu au comité national du W. P. U. S. Au cours de l'année 1937 il avait eu un conflit très vif avec Cannon sur la façon dont avait été décidée et appliquée la rupture avec le parti socialiste. Sur Joe Friedman, dit Carter, cf. n. 2 p. 411. Lui aussi avait, malgré sa jeunesse, la réputation d'un adversaire acharné du « régime » de Cannon. Burnham et Carter venaient de signer ensemble un texte dans lequel ils contestaient la définition de l'U.R.S.S. comme « Etat ouvrier dégénéré » et concluaient qu'il s'agissait d'un « Etat non ouvrier et non bourgeois » qu'il fallait cependant défendre.

Sans se solidariser avec les ultra-gauches, Burnham et Carter considèrent cependant que l'U.R.S.S. a cessé d'être un Etat ouvrier « au sens traditionnel (?) donné à ce terme par le marxisme ». Mais la « structure économique reste encore fondamentalement inchangée », et l'U.R.S.S. n'est pas non plus devenue un Etat bourgeois. Burnham et Carter se refusent en même temps — et on ne peut que les en féliciter — à considérer la bureaucratie comme une classe indépendante. Ces postulats, incompatibles entre eux, aboutissent [chez eux] à ce que, comme chez les staliniens, l'Etat soviétique ne soit plus l'organe de domination d'une classe. Qu'est-il donc ?

Ainsi, nous avons sous les yeux une nouvelle tentative de réviser la théorie de classe de l'Etat. Bien entendu, nous ne sommes pas fétichistes. Si des faits historiques nouveaux exigent une révision de la théorie, nous ne nous arrêterons pas devant cette nécessité. Mais l'expérience lamentable des révisions antérieures doit, en tout état de cause, nous inspirer une salutaire prudence. Nous pèserons dix fois la vieille théorie et les faits nouveaux avant d'élaborer une doctrine nouvelle.

Burnham et Carter le remarquent eux-mêmes en passant : l'Etat du prolétariat peut, en fonction de conditions objectives et subjectives, « trouver son expression dans un nombre considérable de formes gouvernementales diverses ». Ajoutons, pour la clarté des choses : et par la libre compétition de différents partis à l'intérieur des soviets et par le monopole d'un seul parti et même par la concentration de fait du pouvoir entre les mains d'un seul individu. La dictature personnelle constitue, bien entendu, le symptôme d'un extrême danger pour le régime. Mais, en même temps, elle apparaît parfois comme l'unique moyen de sauver ce régime. La nature de classe de l'Etat se définit, en conséquence, non par ses formes politiques, mais par son contenu social, c'est-à-dire par le caractère des formes de propriété et des rapports de production que l'Etat en question protège et défend.

Burnham et Carter ne nient pas cela en principe. Ils se refusent néanmoins à voir dans l'Union soviétique un Etat ouvrier, et ce pour deux raisons, l'une de caractère économique, l'autre de caractère politique : « Au cours de l'année passée, écrivent-ils, la bureaucratie s'est définitivement engagée dans la voie de la destruction de l'économie planifiée et nationalisée » (elle n'a fait que « s'engager dans la voie de »?). Nous apprenons plus loin que le cours du développement « amène la bureaucratie à se heurter sans cesse et de plus en plus profondé-

ment aux besoins et aux intérêts de l'économie nationale » (Il ne fait encore que « l'amener » ?).

La contradiction entre la bureaucratie et l'économie s'observait déjà auparavant, mais au cours de l'année passée, « les actes de la bureaucratie sabotent activement le plan et ruinent le monopole d'Etat » (« ruinent » seulement : ils ne l'ont pas encore détruit ?).

Le deuxième argument a, nous l'avons dit, un caractère politique : « Le concept de dictature du prolétariat ne constitue pas une catégorie essentiellement économique, mais d'abord politique (...) Toutes les formes, tous les organismes, toutes les institutions de l'Etat de classe du prolétariat sont aujourd'hui détruits et cela signifie que l'Etat de classe du prolétariat est détruit. » Ce deuxième argument considéré isolément paraît inattendu après les développements sur les « formes diverses » du régime prolétarien. Bien entendu la dictature du prolétariat est non seulement « essentiellement », mais totalement et entièrement une « catégorie politique ». Cependant la politique elle-même n'est que de l'économie concentrée. La domination de la social-démocratie dans l'Etat et dans les soviets (Allemagne, 1918-1919)³ n'avait rien de commun avec la dictature du prolétariat dans la mesure où elle laissait intacte la propriété bourgeoise. En revanche un régime qui protège contre l'impérialisme la propriété expropriée et nationalisée, c'est, indépendamment de ses formes politiques, la dictature du prolétariat.

Burnham et Carter le reconnaissent « en général ». C'est pourquoi ils réunissent un argument économique et un argument politique. La bureaucratie, affirment-ils, a non seulement définitivement enlevé au prolétariat le pouvoir politique, mais elle a aussi engagé l'économie dans une impasse. Si, dans la période précédente, la bureaucratie, malgré ses traits réactionnaires, a joué un rôle relativement progressiste, en revanche, au cours de la dernière période, elle s'est définitivement transformée en un facteur réactionnaire. Ce jugement comporte un noyau sain qui correspond pleinement à toutes les appréciations et à tous les pronostics de la IV^e Internationale. Nous avons plus d'une fois rappelé que « le despotisme éclairé » avait joué un rôle progres-

3. Les social-démocrates allemands avaient la majorité dans la plupart des conseils ouvriers en 1918 et, au congrès pan-allemand des conseils d'ouvriers et de soldats, ils eurent même assez d'influence pour faire repousser l'idée du « pouvoir des conseils » et amener les délégués à voter une motion demandant l'élection d'une assemblée constituante.

siste dans le développement de la bourgeoisie, pour devenir ensuite un frein de ce développement. C'est, on le sait, une révolution qui a tranché le conflit. Le « despotisme éclairé », avons-nous écrit, peut jouer un rôle progressiste dans la formation de l'économie socialiste pendant une période de temps infiniment plus courte. Ce pronostic est manifestement en train de se confirmer sous nos yeux. Trompée par ses propres succès, la bureaucratie escomptait atteindre un coefficient sans cesse croissant de développement économique... Elle s'est heurtée cependant à une profonde crise de l'économie qui constitue l'une des sources de sa panique actuelle et de la répression forcenée. Cela signifie-t-il que les forces productives en U.R.S.S. aient déjà cessé de croître ? Nous ne pouvons avancer pareille affirmation. Les possibilités créatrices de l'économie nationalisée sont si grandes que les forces productives, malgré le frein bureaucratique, sont encore capables de se développer pendant de nombreuses années, mais à un rythme de production beaucoup plus modéré que jusqu'à présent. Il n'est guère possible d'avancer aujourd'hui un pronostic précis sur ce point. En tout cas la crise *politique* qui déchire la bureaucratie est pour le moment beaucoup plus dangereuse pour elle que la perspective d'un arrêt du développement des forces productives.

Pour simplifier la question, nous pouvons cependant admettre que la bureaucratie soit devenue aujourd'hui un frein absolu au développement économique. Ce fait en lui-même signifie-t-il pour autant que la nature de classe de l'U.R.S.S. a changé, ou que l'U.R.S.S. est privée de toute nature de classe ? Là réside, à mon sens, l'erreur principale de nos camarades...

La société bourgeoise a développé les forces productives jusqu'à la dernière guerre mondiale. Ce n'est qu'au cours du dernier quart de siècle que la bourgeoisie est devenue un frein absolu à leur développement. Cela signifie-t-il cependant que la société bourgeoise ait cessé d'être bourgeoise ? Non, cela signifie seulement qu'elle est devenue une société bourgeoise *en décomposition*. Dans plusieurs pays, la préservation de la propriété bourgeoise ne s'est avérée possible que par l'instauration du fascisme. En d'autres termes, la bourgeoisie a été privée de toutes les formes et de tous les moyens de sa domination politique directe. Cela signifie-t-il cependant que l'Etat bourgeois ait cessé d'être bourgeois ? Non, dans la mesure où le fascisme protège, avec ses méthodes barbares, la propriété privée des moyens de production : dans cette mesure, l'Etat, sous le fascisme, reste bourgeois.

Nous n'avons nullement l'intention de donner à notre analogie une signification exhaustive. Elle montre cependant que la concentration du pouvoir entre les mains de la bureaucratie et l'arrêt imposé au développement des forces productives ne changent pas eux-mêmes la nature de classe de la société et de son Etat. Seule l'intervention de la violence révolutionnaire ou contre-révolutionnaire dans les rapports de propriété peut modifier cette nature⁴.

Mais l'histoire ne connaît-elle pas de cas d'opposition entre l'Etat et l'économie? Si : lorsque le Tiers-Etat s'empara de l'Etat, la société demeura féodale encore quelques années. Pendant les premiers mois du régime soviétique, le prolétariat dirigeait une économie bourgeoise. Dans le domaine de l'agriculture, la dictature du prolétariat s'est appuyée, pendant plusieurs années, elle s'appuie encore, dans une certaine mesure, sur une économie petite-bourgeoise. En cas de victoire de la contre-révolution bourgeoise en U.R.S.S., le gouvernement devrait s'appuyer assez longtemps sur l'économie nationalisée. Mais que signifie une contradiction temporaire de cette nature entre l'Etat et l'économie? Elle signifie la *révolution* ou la *contre-révolution*.

La victoire qu'une classe remporte sur une autre vise précisément à reconstruire l'économie dans le sens des intérêts de celle qui a gagné. Mais une telle situation-carrefour, qui constitue un moment nécessaire de toute révolution sociale, n'a rien de commun avec la théorie de l'Etat sans classes qui, en l'absence du véritable patron, est géré par le commis, c'est-à-dire la bureaucratie.

La norme et le fait

Ce qui empêche de nombreux camarades de porter sur l'U.R.S.S. une appréciation sociologique correcte, c'est qu'ils substituent une approche subjective et normative de cette question à une approche objective et dialectique. C'est ainsi que Burnham et Carter disent — et ce n'est pas un hasard — qu'on ne peut considérer l'Union soviétique comme un Etat ouvrier, « dans le sens traditionnel donné à ce terme par le marxisme ».

4. Le *New Leader* de Londres, dirigé par Fenner Brockway, écrit dans un éditorial daté du 12 novembre de cette année : « L'Independent Labour Party n'accepte pas l'idée trotskyste que les fondements du socialisme en Russie soviétique ont été détruits. Que dire de ces gens-là? Ils ne comprennent pas ce que pensent les autres, car ils n'ont aucune pensée qui leur soit propre. Ils ne peuvent que semer la confusion dans l'esprit des ouvriers » (Note de L. Trotsky).

Cela signifie tout simplement que l'U.R.S.S. ne répond pas aux normes de l'Etat ouvrier telles que notre programme les établit. Là-dessus, pas de discussion. Notre programme escomptait un développement progressiste de l'Etat ouvrier, et, par là même, son dépérissement graduel. L'histoire qui n'agit pas toujours « conformément au programme », nous a confrontés à un processus de dégénérescence de l'Etat ouvrier. Cela signifie-t-il cependant que l'Etat ouvrier entré en contradiction avec les exigences de notre programme a cessé par là même d'être un Etat ouvrier ? Un foie empoisonné par la malaria ne correspond pas au type normal d'un foie. Mais il ne cesse pas pour autant d'être un foie. L'anatomie et la physiologie ne suffisent pas pour comprendre sa nature : il faut y ajouter la pathologie. Il est évidemment plus facile de dire à la vue d'un foie malade : « cet objet ne me plaît pas », et de lui tourner le dos. Cependant le médecin ne peut se permettre pareil luxe. Il doit découvrir dans les conditions de la maladie elle-même et dans la déformation de l'organe provoquée par cette maladie les moyens thérapeutiques de la guérison (la « réforme ») ou de l'intervention chirurgicale (la « révolution »). Pour cela, il doit avant tout clairement comprendre que l'organe atteint est un foie malade et non quelque chose d'autre.

Prenons cependant une comparaison plus proche : comparons l'Etat ouvrier et le syndicat. Du point de vue de notre programme, le syndicat devrait être une organisation de classe. Quelle attitude adopter alors envers l'American Federation of Labor (A.F.L.)⁵ ? Ses dirigeants sont des agents notoires de la bourgeoisie. Sur toutes les questions fondamentales, MM. Green, Woll⁶ et Cie mènent une politique directement opposée aux intérêts du prolétariat. On peut pousser l'analogie plus loin et dire que si, avant la formation du C.I.O.⁷, l'A.F.L.

5. L'A.F.L. reposait sur une organisation rigoureuse en *unions* de métier. Les liens de ses dirigeants avec le *Big Business* étaient tout à fait publics et pas dissimulés. Les premiers communistes avaient rejeté avec indignation l'idée de militer à l'intérieur d'un syndicat aussi réactionnaire, et l'I.C. avait de nouveau préconisé ce cours ultra-gauchiste au cours de la 3^e période. En revanche les grèves de Minneapolis avaient été menées à bien par un petit groupe de militants trotskystes membres de l'A.F.L.

6. Sur Green, cf. n. 11 p. 120. Matthew Woll (1880-1956), photographe devenu avocat, catholique militant, était vice-président de l'A.F.L. et l'inspirateur de l'aile la plus anticommuniste de son appareil.

7. Le Congress for Industrial Organization, formellement fondé en 1935 dans le cadre de l'A.F.L., était devenu à partir de 1936 et surtout en 1937 un syndicat de masse sur la base des syndicats d'industrie.

effectuait encore jusqu'à un certain point un travail progressiste, aujourd'hui que son activité essentielle consiste à lutter contre les tendances progressistes (ou moins réactionnaires) du C.I.O., l'appareil de Green est définitivement devenu un facteur réactionnaire. Ce sera tout à fait juste. Mais il ne s'en suit nullement que l'A.F.L. ait pour autant cessé d'être une organisation syndicale.

Le caractère de classe de l'Etat est déterminé par son rapport avec les formes de propriété des moyens de production. Ce qui définit une organisation ouvrière comme syndicat, c'est son rapport avec la répartition du revenu national. Le fait que Green et Cie défendent la propriété privée des moyens de production les définit comme des bourgeois. Si, en plus, ces messieurs défendaient les bénéfices de la bourgeoisie contre toute atteinte de la part des travailleurs, c'est-à-dire s'ils luttaienent contre les grèves, contre les augmentations de salaires ou contre l'aide aux chômeurs, on aurait alors affaire à une organisation de *scabs*⁸ pas à un syndicat. D'ailleurs, pour ne pas rompre avec leur base, Green et Cie sont obligés, dans certaines limites, de diriger le combat des travailleurs pour l'augmentation des salaires ou, au moins, contre la diminution de la part qui leur est réservée dans le revenu national. Ce symptôme objectif suffit pour nous permettre de tracer dans tous les cas importants une ligne de démarcation entre les syndicats les plus réactionnaires et des organisations de *scabs*. C'est ainsi que nous sommes obligés non seulement de nous battre à l'intérieur de l'A.F.L.⁹, mais encore de la défendre contre les *scabs*, le Ku Klux Klan¹⁰, etc.

La fonction de Staline, comme celle de Green, a un double caractère. Staline sert la bureaucratie et, par là, la bourgeoisie mondiale. Mais il ne peut servir la bureaucratie sans préserver la base sociale que la bureaucratie exploite dans ses intérêts propres. Dans cette mesure, Staline défend la propriété nationalisée contre l'impérialisme et contre les couches trop impatientes et trop avides de la bureaucratie. Il effectue cependant cette défense en employant des moyens qui préparent l'effondrement général de la société soviétique. C'est précisément pourquoi il faut renverser la clique stalinienne. Mais c'est le prolétariat

8. En anglais dans le texte russe. Le scab est un « jaune », un briseur de grèves.

9. Dans de nombreuses entreprises, les militants trotskystes militaient sans réticence de leur part dans l'unique syndicat offert, affilié à l'A.F.L.

10. Le Ku Klux Klan est une organisation secrète xénophobe, raciste et anti-ouvrière.

révolutionnaire qui doit la renverser. Il ne peut sous-louer ce travail aux impérialistes. Le prolétariat défend l'U.R.S.S. contre l'impérialisme, malgré Staline.

Le développement historique nous a habitués aux types de syndicats les plus divers : combattifs, réformistes, révolutionnaires, réactionnaires libéraux et catholiques. Il en va autrement avec l'Etat ouvrier. C'est la première fois que nous voyons un tel phénomène. D'où la tendance à envisager l'U.R.S.S. exclusivement sous l'angle des *normes* du programme révolutionnaire. Alors que l'Etat ouvrier est un *fait* objectif, historique, qui est soumis à l'action de différentes forces historiques et peut, comme on le voit, entrer en totale contradiction avec les normes « traditionnelles ».

Les camarades Burnham et Carter ont tout à fait raison de dire que Staline et Cie servent la bourgeoisie internationale par leur politique. Mais il faut replacer cette idée juste dans les conditions déterminés de temps et de lieu. Hitler sert lui aussi la bourgeoisie. Il y a cependant une différence entre les fonctions de Staline et celles de Hitler : ce dernier défend les formes bourgeoises de la propriété, Staline adapte les intérêts de la bureaucratie aux formes prolétariennes de la propriété. Le même Staline, en Espagne, c'est-à-dire sur le terrain d'un régime bourgeois, remplit la fonction de Hitler (dans le domaine des méthodes politiques, ils se différencient peu l'un de l'autre de façon générale). La comparaison des rôles sociaux différents du seul et même Staline en U.R.S.S. et en Espagne montre également bien à la fois que la bureaucratie n'est pas une classe indépendante, mais un instrument de classes, et qu'il est impossible de définir la nature sociale d'un Etat par la vertu ou par le vice de la bureaucratie.

Bureaucratie bourgeoise d'un Etat ouvrier ?

L'affirmation selon laquelle la bureaucratie d'un Etat ouvrier a un caractère bourgeois doit apparaître non seulement incompréhensible, mais tout simplement absurde aux gens à l'esprit formaliste.

Il n'a cependant jamais existé et il n'existe pas en général d'Etat chimiquement pur. La monarchie prussienne semi-féodale a rempli les tâches politiques les plus importantes de la bourgeoisie, mais elle les a remplies à sa manière, c'est-à-dire dans un style féodal et non pas jacobin. Nous observons aujourd'hui au

Japon un rapport analogue entre le caractère bourgeois de l'Etat et le caractère semi-féodal de la caste dirigeante. Tout cela ne nous empêche pas d'établir une distinction assez nette entre la société féodale et la société bourgeoise. On peut, il est vrai, objecter que la collaboration des forces féodales et bourgeoises est infiniment plus facile à réaliser que la collaboration des forces bourgeoises et prolétariennes, puisque, dans le premier cas, nous avons affaire à deux formes d'exploitation de classe. C'est tout à fait juste. Mais un Etat ouvrier ne crée pas une société nouvelle en un seul jour.

Marx écrivait que, dans la première période de son existence, les normes *bourgeoises* de répartition subsistent au sein de l'Etat ouvrier. Il faut bien méditer cette idée et jusqu'au fond. L'Etat ouvrier lui-même en tant qu'*Etat* est nécessaire, précisément parce que les normes bourgeoises de répartition restent en vigueur. La bureaucratie représente l'organe de cette répartition. Cela signifie que même la bureaucratie la plus révolutionnaire représente jusqu'à un certain point un *organe bourgeois* dans l'Etat ouvrier.

Bien entendu, ce qui est décisif, c'est le *degré* de ce caractère bourgeois et la tendance générale du développement. Si l'Etat ouvrier se débureaucratise et se réduit progressivement à rien, c'est que le développement va dans le sens du socialisme. Au contraire, si la bureaucratie devient de plus en plus puissante, autoritaire, privilégiée et conservatrice, c'est que les tendances bourgeoises dans l'Etat ouvrier se développent au détriment des tendances socialistes ; en d'autres termes, alors, la contradiction interne qui existe *jusqu'à un certain degré* dans l'Etat ouvrier, dès les premiers jours de sa constitution, ne diminue pas, comme l'exige la « norme », mais croît. Jusqu'au moment, cependant, où cette contradiction n'a pas dépassé le domaine de la répartition pour entrer dans celui de la production et n'a pas fait exploser la propriété nationalisée et l'économie planifiée, l'Etat reste un Etat ouvrier.

Lénine avait déjà dit, il y a quinze ans : « Nous avons un Etat ouvrier, mais avec des déformations bureaucratiques. » Les déformations bureaucratiques constituaient alors l'héritage direct du régime bourgeois et, en ce sens, apparaissaient comme une simple survivance du passé. Sous l'influence de conditions historiques défavorables, la « survivance » bureaucratique a été cependant alimentée par des sources nouvelles et est devenue un facteur historique d'une énorme importance. C'est précisément pourquoi nous parlons aujourd'hui de la *dégénérescence* de l'Etat

ouvrier. Cette dégénérescence, ainsi que le montre la bacchanale de terreur bonapartiste actuelle, approche d'un point critique. Ce qui n'était qu'une déformation bureaucratique se prépare aujourd'hui à dévorer l'Etat ouvrier sans en laisser une miette et à dégager sur les ruines de la propriété nationalisée une nouvelle classe dirigeante. Une telle possibilité s'est considérablement rapprochée, mais elle n'est encore qu'une possibilité et nous ne sommes pas prêts à nous incliner d'avance devant elle.

Pour la dialectique

L'U.R.S.S., en tant qu'Etat ouvrier, ne répond pas à la norme « traditionnelle ». Cela ne signifie pas encore qu'elle ne soit pas un Etat ouvrier. Mais cela ne signifie pas non plus que la norme se soit révélée fautive. La « norme » était définie en fonction de la victoire totale du prolétariat international. Or l'U.R.S.S. n'est qu'une expression partielle et défigurée d'un Etat ouvrier arriéré et isolé.

Un mode de pensée « purement » normatif, idéaliste et ultimatisé, veut construire le monde à son image et tourne simplement le dos aux phénomènes qui ne sont pas à son goût. Seuls les sectaires, c'est-à-dire les gens qui ne sont révolutionnaires que dans leur propre imagination, se laissent guider par des normes idéales et pures. Ils disent : « Ces syndicats ne nous plaisent pas, nous n'y adhérons pas. Cet Etat ouvrier ne nous plaît pas, nous ne le défendons pas. » Chaque fois, ils promettent de recommencer l'histoire à zéro. Ils construiront, voyez-vous, un Etat ouvrier quand le Bon Dieu leur mettra entre les mains un parti idéal et des syndicats idéaux. En attendant cet heureux moment, ils font le plus possible la moue devant la réalité. Faire une grosse moue, telle est l'expression la plus haute du « révolutionnarisme » sectaire.

Un mode de pensée purement « historique », réformiste, menchevique, passif, conservateur, s'acharne, suivant l'expression de Marx à justifier l'ordure d'aujourd'hui par l'ordure d'hier. Les représentants de ce type de pensée entrent dans les organisations de masse pour s'y dissoudre. Les méprisables « amis » de l'U.R.S.S. s'adaptent aux bassesses de la bureaucratie en invoquant les conditions historiques.

En opposition à ces deux formes de pensée, le mode de pensée dialectique — marxiste, bolchevique — appréhende les phénomènes dans leur développement objectif et en même temps

trouve, dans les contradictions internes de ce développement, le soutien qui permet de réaliser ses « normes ». Il ne fait évidemment pas oublier, ce faisant, que nous n'espérons voir les normes programmatiques se réaliser que si elles représentent l'expression généralisée des tendances progressistes du *processus historique objectif lui-même*.

On peut donner d'un syndicat à peu près la définition programmatique suivante : organisation des travailleurs d'un métier ou d'une industrie qui se donne pour objectif, *a)* de lutter contre le capital pour améliorer la situation des travailleurs, *b)* de participer à la lutte révolutionnaire pour renverser la bourgeoisie, *c)* de participer à l'organisation de l'économie sur une base socialiste. Si nous comparons cette définition « normative » et la réalité effective, nous sommes obligés de dire qu'il n'existe pas aujourd'hui au monde un seul syndicat. Mais semblable façon d'opposer les normes et le fait, c'est-à-dire l'expression *généralisée* du développement et une manifestation *particulière* de ce même développement, semblable opposition formelle, ultimatisante et non dialectique entre le programme et la réalité est totalement privée de vie et n'ouvre aucune voie à l'intervention du parti révolutionnaire. Alors que les actuels syndicats opportunistes *peuvent*, sous l'impact de la décadence du capitalisme, et *doivent*, si nous menons dans les syndicats une politique correcte, se rapprocher de nos normes programmatiques et jouer un rôle historique progressiste. Cela suppose bien entendu un changement complet de direction. Il faut que les travailleurs des États-Unis, de France, d'Angleterre, réussissent à chasser Green, Citrine, Jouhau¹¹ et Cie. Il faut que les travailleurs d'U.R.S.S. réussissent à chasser Staline et Cie. Si le prolétariat réussit à *temps* à chasser la bureaucratie soviétique, il trouvera au lendemain de sa victoire les moyens de production nationalisés et les éléments essentiels de l'économie planifiée. Cela signifie qu'il n'aura pas à tout recommencer à zéro. Enorme avantage ! Seuls des dandys « révolutionnaires » habitués à sauter avec insouciance d'une branche à une autre peuvent considérer avec mépris dans leur légèreté une possibilité semblable. La révolution socialiste est une tâche trop grandiose et trop difficile pour qu'on puisse d'un cœur léger balayer d'un revers de main ses inestima-

11. Walter McLellan *Citrine* (1887-1982), électricien, présidait depuis 1923 le conseil central des trade-unions britanniques et incarnait le conservatisme de la bureaucratie syndicale aux yeux de Trotsky. Green était le dirigeant de l'A.F.L. et Jouhau toujours le secrétaire général de la C.G.T.

bles conquêtes matérielles — et tout recommencer à zéro.

C'est une excellente chose que les camarades Burnham et Carter, à la différence de notre camarade français Craipeau¹² et de bien d'autres, n'oublie pas le facteur que constituent les forces productives et ne refusent pas de défendre l'Union soviétique. Mais c'est tout à fait insuffisant. Et si la direction criminelle de la bureaucratie arrête le développement économique ? Burnham et Carter laisseront-ils dans ce cas l'impérialisme détruire les bases sociales de l'U.R.S.S. ? Nous sommes certains que non. Cependant la définition non-marxiste qu'ils donnent de l'U.R.S.S., caractérisée par eux comme un Etat non ouvrier et non bourgeois, laisse la porte ouverte à *toutes sortes* de conclusions. C'est pourquoi il faut rejeter catégoriquement cette définition.

Classe dirigeante et en même temps opprimée

« Comment notre conscience politique pourrait-elle ne pas s'indigner, nous disent les ultra-gauches, quand on veut nous faire croire qu'en U.R.S.S., sous le régime de Staline, le prolétariat est la classe « dirigeante » ?... » Sous une forme aussi abstraite, pareille affirmation est effectivement susceptible de provoquer l'indignation. Mais le problème est que les catégories abstraites, nécessaires dans le procès de l'analyse, ne conviennent pas du tout pour la synthèse qui exige le caractère concret le plus grand possible. Le prolétariat soviétique constitue la classe dirigeante dans un pays *arriéré* où manquent encore les biens matériels de première nécessité. Le prolétariat de l'U.R.S.S. domine dans un pays qui ne représente que le douzième de l'humanité ; l'impérialisme domine les onze autres. La domination du prolétariat, déjà déformée par l'arriération et la pauvreté du pays, est encore deux ou trois fois plus déformée par la pression de l'impérialisme mondial. L'organe de domination du prolétariat — l'Etat — devient ainsi l'organe de la pression de l'impérialisme (la diplomatie, l'armée, le commerce extérieur, les idées et les mœurs). A l'échelle de l'histoire, la lutte pour la domination ne se déroule pas entre le prolétariat et la bureaucratie, mais entre le prolétariat et la bourgeoisie mondiale. Dans cette lutte, la bureaucratie n'est qu'un mécanisme de transmis-

12. Cf. pp. 255-266.

sion. La lutte n'est pas terminée. Malgré tous les efforts que la clique de Moscou déploie pour démontrer qu'elle représente une force conservatrice sûre (cf. la politique de Staline en Espagne), l'impérialisme mondial ne fait pas confiance à Staline ; il ne lui épargne pas les camouflets humiliants, et il est prêt à le renverser à la première circonstance favorable. Hitler — c'est là sa force — ne fait qu'exprimer de la façon la plus conséquente et la plus franche le rapport entre la bourgeoisie mondiale et la bureaucratie soviétique. La bourgeoisie, qu'elle soit fasciste ou démocratique, ne peut se satisfaire des exploits contre-révolutionnaires isolés de Staline ; elle a besoin d'une contre-révolution complète dans les rapports de propriété et de l'ouverture du marché russe. Tant qu'elle ne les obtient pas, elle considère l'Etat soviétique comme un adversaire. Et elle a raison.

Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, le régime intérieur a un caractère principalement bourgeois. Mais la pression de l'impérialisme étranger change et altère tellement la structure économique et politique de ces pays que la bourgeoisie nationale — même dans les pays politiquement indépendants d'Amérique du Sud — n'arrive que partiellement à la hauteur de classe dirigeante. La pression de l'impérialisme sur les pays arriérés ne change pas, en vérité, leur caractère social *fondamental*, car le sujet et l'objet de la pression ne représentent que des niveaux différents du développement d'une seule et même société bourgeoise. Néanmoins la différence entre l'Angleterre et l'Inde, le Japon et la Chine, les Etats-Unis et le Mexique est si grande que nous établissons une distinction rigoureuse entre pays bourgeois oppresseurs et opprimés, et que nous considérons de notre devoir de soutenir les seconds contre les premiers. La bourgeoisie des pays coloniaux et semi-coloniaux constitue une classe à demi dirigeante à demi opprimée.

La pression de l'impérialisme sur l'Union soviétique vise à altérer la nature même de la société soviétique. Cette lutte — aujourd'hui pacifique, demain militaire — concerne les formes de propriété. En tant que mécanisme de transmission de cette lutte, la bureaucratie s'appuie tantôt sur le prolétariat contre l'impérialisme, tantôt sur l'impérialisme contre le prolétariat, afin d'accroître sa propre puissance. En même temps, elle exploite impitoyablement son propre rôle de distributeur des maigres biens matériels pour garantir sa propre prospérité et sa puissance. Par là même, la domination du prolétariat se trouve réduite, faussée, dénaturée. On est pleinement fondé à dire que le prolétariat dirigeant dans un seul pays arriéré et isolé reste

cependant une classe *opprimée*. L'impérialisme mondial représente la source de l'oppression, la bureaucratie fonctionnant comme courroie de transmission de cette oppression. S'il y a une contradiction dans les mots « classe dirigeante et en même temps opprimée », elle ne découle pas d'erreurs de pensée, mais d'une contradiction dans la situation même de l'U.R.S.S. C'est précisément pourquoi nous rejetons la théorie du socialisme dans un seul pays.

Reconnaître l'U.R.S.S. comme un Etat ouvrier — non pas le type de cet Etat, mais une déformation de ce type — ne signifie absolument pas accorder à la bureaucratie soviétique une amnistie théorique ou politique ; au contraire, son caractère réactionnaire apparaît pleinement à la lumière de la contradiction entre sa politique antiprolétarienne et les besoins de l'Etat ouvrier. Seule cette façon de poser le problème donne toute sa force de motivation à notre activité de dénonciation des crimes de la clique stalinienne. Défendre l'U.R.S.S., c'est non seulement lutter sans réserve contre l'impérialisme, mais préparer le renversement de la bureaucratie bonapartiste.

L'expérience de l'U.R.S.S. souligne l'ampleur des possibilités que l'Etat ouvrier recèle en lui, et la vigueur de sa capacité de résistance. Mais cette expérience démontre aussi la puissance de la pression exercée par le capital et par son agence bureaucratique, la difficulté qu'éprouve le prolétariat à parvenir à son émancipation totale et l'importance que revêt la tâche d'éduquer et de tremper la nouvelle Internationale dans l'esprit d'une lutte révolutionnaire implacable.

[ENCORE DES DOCUMENTS]¹

(25 novembre 1937)

Chère mademoiselle LaFollette,

Vous allez bientôt recevoir de mon fils l'original d'une carte postale envoyé par N. Sedova, sa mère, à Léon Sedov, d'Ejsberg, Danemark. Cette nouvelle preuve peut être considérée comme superflue après toutes les précédentes, mais elle a une très grande importance par rapport à tout ce qui la précédait.

1. Comme c'est une carte postale, elle a un authentique timbre-poste danois avec la date.

2. Le destinataire est Frau Pfemfert. C'est là une authentique confirmation de la déposition de Franz Pfemfert² et de sa femme, à savoir que Léon Sedov recevait son courrier à leur adresse et que ce fait leur donnait l'occasion de voir Léon tous les jours et de parler avec lui au téléphone pendant notre séjour à Copenhague.

3. Le texte de la carte postale parle par lui-même : la mère est désespérée de n'avoir pas pu rencontrer son fils.

Je suis certain que vous apprécierez vous-même la valeur du document, mais il ne me semble pas superflu de souligner cette confirmation irréfutable de la déposition de Pfemfert.

1. Lettre à S. LaFollette (8763), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Franz Pfemfert (1874-1954), écrivain expressionniste, longtemps directeur de l'hebdomadaire *Die Aktion*, avait été l'un des fondateurs du K.A.P.D., le parti « gauchiste » fondé en 1920. Il avait toujours été lié personnellement à Trotsky au-delà de leurs divergences politiques. Avec sa femme, il avait servi de boîte à lettres à Sedov pendant ses années à Berlin.

[IL FAUT INTERROGER DUCLOS]¹

(27 novembre 1937)

DANS AFFAIRES ASSASSINAT IGNACE REISS VOL DE MES ARCHIVES ET CRIMES ANALOGUES ME PERMETS D'INSISTER SUR NÉCESSITÉ SOUMETTRE A INTERROGATOIRE AU MOINS COMME TÉMOIN JACQUES DUCLOS VICE-PRÉSIDENT CHAMBRE DES DÉPUTÉS VIEIL AGENT G.P.U.

1. Télégramme à G. Rosenthal, archives Rosenthal. En français.

[EN TOUTE HATE]¹

(27 novembre 1937)

Cher Ami,

Je vous ai envoyé hier l'article « Un Etat ni ouvrier ni bourgeois »². On peut l'imprimer dans le *Biulleten* à condition de remplacer les noms de Burnham, Carter et Craipeau par des initiales.

J'ai reçu votre lettre n° 9 du 9 novembre.

C'est bien que Grylewicz soit enfin libéré³. Transmettez-lui mes sincères salutations.

Pas plus qu'avant, je ne comprends pourquoi vous cherchez à obtenir — l'avez-vous obtenu? — le transfert d'E[pe]⁴ à Paris. Cela amènera de graves difficultés matérielles, qui peuvent devenir politiques.

Le 18 décembre, dans un meeting à New York, la commission proclamera son verdict; celui-ci — une brochure — sera ensuite publié.

Pourquoi un tel retard à sortir le *Biulleten*? P.-S. Je joins a) Un correctif pour la première page de l'article sur l'Etat soviétique, b) Le dernier chapitre pour ce même article. Maintenant l'article est complètement terminé. Je pense qu'il faut le faire paraître dans le *Biulleten* en remplaçant les noms de famille par des initiales.

1. Lettre à L. Sedov (10239), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cf. pp. 304-317.

3. Grylewicz avait fini par être « libéré » en principe le 2 novembre, mais il n'avait retrouvé une véritable liberté qu'après son expulsion de Tchécoslovaquie, le 9. Il s'était rendu à Paris.

4. Notre hypothèse est qu'il s'agit d'Epe, c'est-à-dire Walter Held qui vivait alors en Norvège.

[POUR UNE SECTION ACTIVE AU CANADA]¹

(27 novembre 1937)

Cher camarade Robertson²,

J'ai lu avec le plus grand intérêt votre lettre à Joe [Hansen] and je suis heureux de rétablir le lien commencé en Norvège³.

Vous me demandez d'écrire un article pour le *Canadian Forum*. Je le ferais naturellement si cela pouvait être utile au mouvement. Mais toute votre lettre me montre que cela lui serait seulement préjudiciable. La disparition de notre section au Canada est un fait lamentable. Le succès des Fieldistes⁴ montre que la cause de cette disparition n'est pas objective, mais subjective. Au cours de l'année dernière, et ce fut une année très importante, la section canadienne en tant que telle n'a donné aucun signe de vie politique. Votre critique explique suffisamment la raison de ce silence : nos camarades se sont « retranchés » dans l'organisation réformiste et, je le crains, dans le réformisme lui-même, parce que la passivité dans une période

1. Lettre à E. Birney (9793) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. E. Robertson était le pseudonyme du Canadien Earle Alfred Birney (né en 1904) qui, après avoir exercé divers métiers dans l'ouest, avait entrepris des études de lettres, enseigné à l'Université de Salt Lake City, rejoint la C.I.A., puis achevé en Grande-Bretagne une thèse sur Chaucer tout en militant dans le Marxist Group de l'I.L.P. puis dans le Militant Group du L.P. Il était professeur à Toronto.

3. Earle Birney et son ami Kenneth Johnstone avaient rendu visite à Trotsky à Hønefoss en août 1935, afin de discuter avec lui, notamment, de la question de l'entrée des militants du Marxist Group dans le Labour Party, dont ils étaient partisans.

4. Sur Max Gould, dit B. J. Field, cf. n. 13 p. 209. Le développement de la scission « fieldiste » avait été très limité aux Etats-Unis. En revanche, la majorité des trotskystes canadiens s'y étaient ralliés et leur chef de file était désormais William Krehm (né en 1913), originaire de Toronto, un ancien oehlériste qui était l'animateur de la League for a Revolutionary Party.

extrêmement aiguë est un signe infaillible d'un esprit réformiste et non révolutionnaire.

Dans ces conditions, quel sens pourrait avoir mon article dans le *Forum*, quand le *Forum* refuse vos articles politiques⁵ ? La publication d'un seul article de moi ne changerait rien dans la direction de la revue, mais donnerait seulement l'impression d'une revue accueillant tout le monde et pourrait être interprétée comme un signe de ma solidarité avec la théorie et la pratique du retranchement, avec lesquelles je ne suis pas du tout solidaire.

Que les camarades canadiens renoncent même à l'obligation de soutenir en pratique le *Socialist Appeal* et *New International* qui ont maintenant la plus grande importance internationale, est à mes yeux un symptôme que certains camarades canadiens désertent pratiquement la IV^e Internationale⁶. Ne croyez-vous pas qu'il vaudrait mieux chercher un rapprochement avec les fieldistes *canadiens* que de perdre son temps avec une section complètement fictive ?

Je vous écris tout cela de la façon la plus privée et la plus discrète et serais heureux d'avoir votre opinion sur la question.

Commencez-vous au Canada à ressentir la nouvelle dépression économique ? Elle doit dans les prochaines années produire d'importantes conséquences dans la classe ouvrière mondiale et surtout en Amérique. Pour être prêts à utiliser ces conditions, il faut avoir au Canada une section révolutionnaire active. Perdre encore du temps serait criminel.

5. Earle Birney avait demandé à Trotsky de donner un article à la revue *Forum* à laquelle il collaborait.

6. Les trotskystes canadiens étaient entrés, dans la ligne du « tournant français » dans la Cooperative Commonwealth Federation (C.C.F.), organisation ouvrière social-démocrate et semblent y avoir abandonné toute activité fractionnelle, s'adaptant au milieu jusqu'à s'y intégrer. Il semble qu'ils n'avaient même pas été alertés par la profonde crise qui secouait à cette époque les organisations ukrainiennes du pays contrôlées jusque-là par le P.C.

[NOUVELLES REMARQUES SUR LE LIVRE D'ISAACS]¹

(29 novembre 1937)

Cher Camarade Isaacs,

J'ai eu beaucoup de choses à faire et c'est ce qui explique pourquoi je n'ai que maintenant terminé les chapitres 4 et 5. Ils sont très bons, surtout le 5 avec les caractéristiques de Tchiang Kai-chek. Un chapitre excellent. Je trouve que l'exposé devient plus vivant et plus passionnant quand vous passez des considérations historiques générales au récit d'événements spécifiques. Je n'ai presque pas de remarques à faire.

Chapitre 5, vous mentionnez pour la première fois l'attitude de l'Opposition de gauche dans la question chinoise. Pour votre propre information, il faut dire ceci : en 24 et 25, la question chinoise a été traitée par les canaux du Comintern sur la base d'un accord personnel entre Zinoviev et Staline. Le politburo² n'a jamais été consulté. La politique de Borodine n'a même jamais été mentionnée au politburo. Elle était la prérogative du Comintern, en réalité de Staline-Zinoviev. Ce n'est qu'épisodiquement que j'ai pu intervenir dans cette question, par exemple, quand j'ai voté au politburo contre l'admission du Guomindang dans le Comintern comme parti sympathisant. Ce n'est qu'en 1926, après la rupture entre Zinoviev et Staline que les secrets ont été petit à petit révélés. Mais Zinoviev lui-même était tenu par sa politique antérieure et une série de discussions internes dans l'Opposition de gauche ont précédé nos premières déclarations publiques. Cela explique le grand retard du combat public sur la question chinoise.

Maintenant la question de la presse. Vos remarques criti-

1. Lettre à H. R. Isaacs (8559) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. En russe dans le texte : bureau politique en abrégé.

ques sur mon attitude vis-à-vis de la presse bourgeoise reposent sur des malentendus. 1) Kluckhohn³ : la question n'est pas de poser des ultimatums au *New York Times* mais de paralyser la campagne de Kluckhohn pour mon expulsion du Mexique. Ce n'était pas une question journalistique, mais une question politique. Nous avons remporté dans ce combat un succès important : a) nous avons divisé les journalistes américains, opposant les représentants d'United Press et d'Associated Press à Kluckhohn. b) ce dernier a été compromis ici dans les cercles gouvernementaux. c) non seulement Kluckhohn est devenu très prudent, mais désireux de rétablir avec nous des relations diplomatiques. Nous pouvons le faire quand nous voulons. 2) Je n'ai adressé aucun ultimatum à la presse bourgeoise quand j'ai quelque chose à lui communiquer. Nos relations avec les représentants d'United Press et d'Associated Press et Havas sont des plus amicales. Mais quand un journal donné souhaite une déclaration de moi sur une question qui l'intéresse lui sur le moment, et pas moi, je demande à ce journal la garantie que ma réponse sera intégralement publiée. J'ai perdu beaucoup de temps à donner des déclarations qui ont été déformées ou pas publiées du tout. Ainsi notre attitude est-elle tout à fait raisonnable.

3. Frank L. Kluckhohn (1907-1970) était au *New York Times* depuis 1929 et couvrait pour lui l'Amérique latine. Les questions qu'il avait posées à Trotsky lors de son arrivée, puis ses fréquentations mexicaines et son comportement général pendant les sessions de la commission d'enquête inspiraient à Trotsky plus que de la méfiance.

[AU SECOURS DE PIONEER PUBLISHERS]¹

(29 novembre 1937)

Selon toutes les informations, la crise actuelle devrait provoquer dans le monde entier — et peut-être avant tout aux Etats-Unis — de profonds changements. La crise de 1929 a déjà porté un coup sévère aux idéologies traditionnelles de l'américanisme et créé la nécessité d'une orientation nouvelle.

La reprise économique de l'année dernière a, c'est vrai, quelque peu refroidi la critique théorique et sociale. Des espoirs sont nés d'une reprise de la croissance économique interrompue par la crise. Mais l'heure d'une nouvelle crise a sonné plus tôt qu'on ne pouvait s'y attendre. Partie d'un niveau inférieur à celui de la crise de 1929, elle se développe sur un rythme plus rapide. Cela démontre qu'il ne s'agit pas d'une récession accidentelle ni même d'une dépression conjoncturelle, mais d'une crise organique de l'ensemble du système capitaliste. C'est pourquoi on peut avec assurance prédire que, dans tous les domaines de l'idéologie humaine — économique, politique, philosophique, littérature, art —, va s'ouvrir une période de critique courageuse, de liquidation des vieux préjugés, de recherche de systèmes nouveaux, de création courageuse.

La pensée révolutionnaire en Amérique va commencer, avec une constance et une vigueur incomparablement supérieures, à étudier différentes doctrines sociales pour résoudre la question du destin des Etats-Unis et du système capitaliste dans son ensemble.

On peut s'attendre par ailleurs à ce que les maisons d'édition bourgeoises, qui imprimaient de temps en temps des travaux avancés dans la ferme conviction que les Etats-Unis étaient

1. Appel (T 4238-1) traduit de l'anglais avec la permission de la Houghton Library. Pioneer Publishers était une maison d'édition qui avait été fondée par la section américaine.

immunisés contre l'action des idées « destructrices », vont devenir au cours des prochaines années plus prudentes, c'est-à-dire réactionnaires et qu'elles banniront totalement la pensée théorique révolutionnaire.

Il est à cet égard impossible de placer le moindre espoir dans l'activité éditoriale du prétendu parti communiste. Il devient, avec le temps, de plus en plus hostile à la théorie. Rien d'étonnant : chaque page des classiques révolutionnaires est une accusation contre la politique actuelle de l'I.C. Le faux et l'imposture sont devenus ses méthodes de lutte dans tous les domaines. On ne peut faire confiance à quelque livre, quelque article, quelque citation que ce soit, parue dans la presse de l'I.C. Tôt ou tard, on regroupera ces travaux dans un index spécial sous le titre général « La bibliothèque du pseudo-marxisme et ses mensonges ».

En ce qui concerne le parti socialiste, on ne peut de façon générale parler de lui en relation avec les problèmes de la pensée théorique. Ce parti vit sur de vulgaires lieux communs. Ses dirigeants ont été nourris d'une aversion organique pour l'analyse scientifique. S'intéresser à la théorie révolutionnaire est, à leurs yeux, un incontestable signe de sectarisme, sinon une forme de folie.

Dans ces conditions, la nécessité d'une maison d'édition révolutionnaire, indépendante tant du Capital que de la bureaucratie soviétique, est tout à fait évidente. Pioneer Publishers, depuis le début, s'est donné comme tâche de fournir aux ouvriers avancés et à l'intelligentsia révolutionnaire une sérieuse bibliothèque de pensée révolutionnaire.

Au cours des dernières années, on a fait les premiers pas sur cette route. Et ils ont rencontré une sympathie manifeste et encourageante. Mais il reste à faire encore bien plus que ce qui a été fait. L'idée a du poids, que le centre de la pensée socialiste et révolutionnaire en philosophie va passer en Amérique dans la prochaine période. Sous les coups de la crise et des secousses sociales, va surgir une nouvelle génération de théoriciens révolutionnaires capables de dire du neuf. Il est d'autant plus nécessaire, pour cette critique sociale qui s'éveille, de créer une base stable sous la forme d'une maison d'édition qui ne soit tenue par aucune autre considération et obligation que l'objectif d'ouvrir à l'humanité une nouvelle voie de développement. Pioneer Publishers peut accomplir une grande tâche historique. Notre devoir à tous est de l'y aider.

L'UNITÉ SYNDICALE MONDIALE¹

(29 novembre 1937)

L'unification de l'organisation syndicale mondiale, dans le cas présent, l'adhésion des syndicats soviétiques à l'Internationale d'Amsterdam, pourrait apporter de grands avantages à la classe ouvrière à une seule condition, qu'il y ait vraiment des syndicats en U.R.S.S. Mais il n'y en a pas. Il y a un appareil syndical qui dépend totalement de la clique dirigeante et domine les masses travailleuses. Ainsi, pendant la dernière épuration sanglante, qui est loin d'être terminée, le conseil central des syndicats a été totalement remanié sans que les masses dites syndiquées en sachent plus que ce qui fut communiqué par la presse officielle. L'épuration de l'appareil syndical a été réalisée par le G.P.U. sous les ordres directs de Staline. L'ancien chef syndical, le vieux révolutionnaire Tomsky², a été acculé au suicide par une campagne de calomnies et de persécutions féroces. Sa place fut prise, sans la moindre consultation des syndicats, par Chvernik³, qui n'a jamais été et qui n'est pas autre chose qu'un garçon de courses au service personnel de Staline. L'appareil renouvelé s'occupe à son tour de l'épuration des usines et des bureaux en chassant et traquant quiconque est mécontent, critique ou a des revendications à faire. Ainsi les soi-disant syndicats représentent une organisation de police industrielle, une annexe du G.P.U. et nullement une organisation autonome des travailleurs.

1. Interview à *El Universal* (Mexico) (T 4239-1) dicté en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Mikhaïl P. Efreinov dit *Tomsky* (1888-1936), ouvrier imprimeur, bolchevik depuis 1904, avait été neuf ans en prison et au bagne avant 1917. Il était devenu ensuite président du conseil central pan-russe des syndicats, et, avec Rykov et Boukharine, un des dirigeants de la « droite » qui avait fait son autocritique en 1929. Menacé d'arrestation, il s'était suicidé à l'époque du procès Zinoviev.

3. Nikolai M. *Chvernik* (1888-1970), vieux-bolchevik, entré dans l'appareil du parti en 1923 et homme à tout faire avait été chargé en 1930 de mener l'opération destinée à écarter Tomsky qu'il avait remplacé.

Il ne s'agit donc pas de l'unification des masses travailleuses mais d'un accord diplomatique entre l'appareil d'Amsterdam, passablement conservateur, et l'appareil policier de Moscou.

Les chefs des Trade-Unions britanniques voudraient bien orienter la politique extérieure de leur pays vers un rapprochement avec la France, les Etats-Unis et l'U.R.S.S. La politique française, celle du Front populaire, est basée sur l'appui de Moscou. Jouhaux, le chef des syndicats français, tout en se réclamant de son indépendance syndicale, appartient en réalité au Front populaire. C'est cette conjoncture politique, nationalement et internationalement, qui a déterminé le rapprochement de la bureaucratie syndicale d'Amsterdam avec la bureaucratie pseudo-syndicale de Moscou.

Il faut encore ajouter un élément qui n'est pas sans importance. Depuis des années déjà, pratiquement depuis 1924, Staline achète, précisément par l'intermédiaire de l'appareil dit syndical, les « sympathies » des différents chefs syndicaux, à commencer par l'Angleterre. On pourrait citer des chefs syndicaux britanniques à la solde régulière de Moscou. D'autres ont bénéficié de privilèges exceptionnels, ou leurs femmes ont reçu des cadeaux en or et en platine. Cette pratique de démoralisation des chefs ouvriers fut d'ailleurs un des principaux points de ma lutte contre la clique de Staline. Quand j'ai appris ces pratiques, au printemps de 1925, j'ai protesté véhémentement. « Mais pourquoi ? », riposta Staline. « Est-ce que la bourgeoisie n'achète pas des leaders ouvriers ? — On peut acheter », répondis-je, « quelqu'un pour le corrompre, mais pas pour en faire un lutteur pour l'émancipation des opprimés ». Cette pratique a pris, depuis lors, des proportions gigantesques. Il ne faut pas oublier que l'industrie de l'or a fait de grands progrès. L'industrie de la concussion et de la corruption en a fait de plus grands encore. Beaucoup de soi-disant « amis » de l'U.R.S.S. n'ont rien à voir avec le peuple russe, ses traditions révolutionnaires, ses souffrances et ses aspirations, et ne sont que des amis intéressés de la clique dirigeante du Kremlin. Les uns sont directement payés en or. Les autres s'appuient dans leurs visées politiques personnelles sur l'aide du puissant appareil international de Moscou. Je ne doute pas que Staline, Ejov et Chvernik vont se servir de la soi-disant unification pour élargir leur emprise sur nombre de chefs à la conscience et à l'épine dorsale souples. Quelle sera la réaction de la classe ouvrière à ces pratiques ? On le verra dans les années à venir.

[LE TRAVAIL POUR LA CONFÉRENCE]¹

(30 novembre 1937)

Chers Camarades,

La question de l'Amérique latine est ici à l'ordre du jour. On a élaboré de nombreuses thèses d'une grande importance, qui peut-être pour la première fois, présenteront cette grande question dans son aspect marxiste. La thèse concernant la question indigène a été écrite par Diego Rivera et vraiment d'une main de maître². Ce n'est encore qu'un projet qui peut subir des modifications, mais ce n'est que le côté formel. Ce projet est digne de la plus grande attention de la part de tous les camarades, surtout en Europe, où l'on sait si peu de l'Amérique latine. J'espère que ce projet sera publié par la section française et la section belge et qu'on en fera aussi une traduction allemande. Les autres thèses suivront prochainement.

Quant au programme, ou plutôt au manifeste programmatique, il est en chantier. Je dois dire cependant que, dans ces dernières semaines, je fus presque totalement occupé de lettres et articles polémiques contre l'ultra-gauchisme dans nos propres rangs. Il ne s'agit pas d'un mouvement important, mais l'effroyable dégénérescence du Comintern, la misère du Front populaire et la catastrophe espagnole peuvent bien produire une nouvelle poussée d'ultra-gauchisme. C'est pourquoi il faut être vigilant.

On vous a déjà envoyé le texte russe de mon dernier article sur l'U.R.S.S. Demain, on espère vous envoyer les textes français et anglais. Pour l'allemand, il faut vous en occuper vous-mêmes. J'ai commencé cet article comme un article destiné à usage « interne », mais il a ensuite dépassé ce cadre et est devenu

1. Lettre au S.I. (8054) dictée en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Ces thèses furent publiées dans la revue *Clave*.

une étude sur la question, indépendante du prétexte initial³. Il me semble que, cette fois-ci, j'ai réussi à donner une exposition plus claire, plus précise, plus compréhensible, pour chaque ouvrier. C'est pourquoi je serais bien heureux si on pouvait donner à cet article toute la publicité possible. L'obstacle est que les camarades Burnham, Carter et Craipeau sont mentionnés dans le texte. Mais on pourrait bien remplacer leurs noms par des initiales ou dire tout simplement « certains camarades » ou « quelques camarades », etc. J'espère que vous prêterez à cette question toute l'attention nécessaire.

Aujourd'hui j'abandonne toute polémique et tout autre travail pour finir le projet de manifeste.

3. Cf. pp. 304-317. Trotsky indique ici l'histoire de cet article, un peu trop développé en effet pour un article de bulletin intérieur.

[UN ARTICLE A PUBLIER]¹

(30 novembre 1937)

Cher Camarade Cannon,

Je vous envoie ci-joint un article sur l'Etat soviétique. Bien qu'il soit écrit contre la thèse de Burnham-Carter, il a un caractère plus général. Avec Rae [Spiegel] et Joe [Hansen] nous avons consacré du temps et du travail pour lui donner une forme plus précise et plus claire. C'est la raison pour laquelle nous pensons ici qu'il faudrait le publier, non seulement dans le bulletin [intérieur] — ou pas du tout dans le bulletin — mais dans le *Socialist Appeal* ou *The New International*. La difficulté maintenant est que Burnham, Carter et Craipeau sont nommément désignés dans cet article. Mais vous pouvez éliminer les noms ou les remplacer par des initiales ou par des expressions comme « certains camarades » « quelques camarades », etc. J'espère que cet article me délivrera pour quelque temps de la nécessité de revenir sur cette question.

Je lis avec le plus grand plaisir vos lettres aux gens de la côte ouest. Excellent à tous égards.

1. Lettre à J. P. Cannon (7515), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

[LES OUVRIERS ET LA THÉORIE]¹

(30 novembre 1937)

Cher Camarade Galloy²,

Votre lettre est venue trop tard pour que je puisse me prononcer sur votre congrès, qui, actuellement, appartient déjà au passé. D'ailleurs, sur les questions qui sont à votre ordre du jour, je me suis prononcé maintes fois pendant les derniers mois dans des lettres et des articles dont quelques-uns furent directement dirigés contre le point de vue de quelques amis belges, notamment contre mon vieil ami Vereeken, que j'apprécie beaucoup, mais avec lequel je suis malheureusement plus souvent en désaccord qu'en accord.

Vous vous plaignez du manque de forces intellectuelles³. C'est naturellement un grand avantage pour une organisation révolutionnaire d'avoir une réserve d'intellectuels, mais à la seule condition qu'ils ne jouent pas un rôle dominant en tant qu'intellectuels seulement, c'est-à-dire en tant qu'individus qui ont un certain capital d'instruction. Un intellectuel ne devrait arriver à un poste dirigeant qu'après une longue et sérieuse épreuve dans les circonstances les plus diverses. Votre section possède par contre d'excellents cadres ouvriers, bien enracinés dans le sol de leur classe. C'est un avantage énorme. Les intellectuels viendront après vos premiers succès. Ils seront même trop nombreux. Il faut les trier soigneusement et c'est à ce moment-là que la grande valeur de vos cadres ouvriers se révélera pleinement.

D'un autre côté, c'est bien nécessaire que les camarades

1. Lettre en français à F. Galloy (8226) avec la permission de la Houghton Library.

2. L'ouvrier métallurgiste Florent Galloy (1904-1958) était alors membre de la direction du P.S.R. belge.

3. Le noyau de la section belge était un noyau ouvrier qui eut toujours beaucoup de difficultés à recruter des éléments intellectuels.

ouvriers, surtout les jeunes, s'occupent sérieusement de la théorie pour acquérir une éducation à la hauteur de la tâche qu'ils ont à résoudre. L'éducation doctrinale ne fut jamais le côté fort du mouvement belge. Vandervelde avec son éclectisme superficiel, Anseele, avec son empirisme cynique³, ont très défavorablement influencé l'ancienne génération. D'ailleurs la politique réformiste s'échappe toujours devant la lumière de la doctrine. C'est à la IV^e Internationale qu'incombe la tâche d'implanter solidement le marxisme dans les milieux de la classe ouvrière belge et aussi d'ailleurs du monde entier.

4. Edouard *Anseele* (1856-1938) était le patron de l'appareil du P.O.B., il fut ministre à plusieurs reprises, comme Vandervelde.

[PAS DE PRÉCIPITATION]¹

(1^{er} décembre 1937)

Cher Camarade Glass,

Merci pour vos informations sur la Chine. Je crois que nous devons éviter toute précipitation dans nos jugements et même les questions sur l'attitude de nos amis chinois, et particulièrement de Chen Duxiu². La première période de la guerre, surtout d'une guerre nationale, crée les plus grandes difficultés à un parti révolutionnaire. Même le parti bolchevique — pas dans une guerre nationale, mais dans une guerre tsariste impérialiste — a été totalement paralysé au cours des premiers mois et ses représentants qualifiés ont fait des déclarations douteuses et ambiguës. Ce n'est que peu à peu, sous la pression de l'état d'esprit des masses qui changeait, qu'il est revenu à la ligne révolutionnaire. On peut le regretter, mais c'est un fait historique. Nous ne devons pas rompre les rapports par des procédés trop précipités ou trop vifs parce que nos amis chinois seront d'autant plus sensibles qu'ils sont moins sûrs de leur attitude. S'ils font un faux pas sans rompre avec la IV^e Internationale, nous les critiquerons amicalement et patiemment.

1. Lettre à C. F. Glass (8250) avec la permission de la Houghton Library, traduite de l'anglais.

2. Frank Glass avait écrit à Trotsky le 25 novembre, de New York (1421, Houghton Library) sur la base d'informations fournies par Chen Qizhang, qui donnait des éléments sur l'affaire de la libération de Chen Duxiu et six autres dirigeants trotskystes. Chen Qizhang disait qu'il ignorait dans quelles conditions Chen Duxiu avait été libéré et qu'il ne croyait pas l'information donnée dans la presse suivant laquelle il avait manifesté son « repentir ». Comme il était très vague, Glass se demandait s'il ne dissimulait pas une capitulation qui aurait été le prix de la libération de Chen Duxiu, son vieux maître. Chen Duxiu, à sa libération, était allé s'installer à Wuchang, une des villes de Wuhan. Par ailleurs, ses premières déclarations étaient ambiguës et semblaient avoir le caractère d'une volonté de se démarquer de la section chinoise, dont Chen Duxiu pensait en effet qu'elle n'était qu'une « secte ». (Cf. Pierre Broué, « Chen Duxiu et la IV^e Internationale ». *Cahiers Léon Trotsky* n° 15, 1983).

Vous croyez que Chen Duxiu n'aurait pu être libéré sans qu'il y ait eu une sorte de capitulation de sa part. Je n'en suis pas certain. L'alliance Staline-Tchiang Kai-chek est, bien sûr un fait, mais c'est précisément ce qui inquiète Tchiang et lui fait chercher un contre poids. Ma déclaration à la presse au début des hostilités sur le devoir de toutes les organisations ouvrières de soutenir la guerre pouvait très bien servir à Tchiang Kai-chek d'un côté, à nos camarades, de l'autre, comme un pont. Tout cela n'est que supposition, mais nous ne devons pas le rejeter avant d'avoir des informations directes sur une rupture consciente réalisée par eux.

Je suis complètement d'accord avec vous quand vous écrivez que les staliniens chercheront maintenant à assassiner Chen Duxiu. C'est pourquoi je crois que le mieux serait de le faire partir à l'étranger aux États ou au Mexique. Pouvez-vous lui écrire en mon nom à ce sujet ? Le danger des staliniens est doublé par celui des Japonais. Vous pouvez lui écrire que, bien que je n'aie pas en ce moment de décision formelle, je suis certain que le secrétariat international approuve ma proposition. C'est une question de vie ou de mort pour Chen Duxiu et d'une grande importance politique pour la IV^e Internationale, pour ne pas parler de l'intérêt de l'avoir à la prochaine conférence.

Joe est en train de finir une traduction des thèses de Rivera sur la question « indienne » au Mexique et en Amérique latine. Je l'ai lue avec un immense intérêt. J'espère que les camarades lui donneront la nécessaire attention.

[UNE HISTOIRE D'AGENT DU F.B.I.]¹

(1^{er} décembre 1937)

Cher Camarade Weber,

L'histoire que vous m'avez racontée dans votre lettre du 28 novembre est un peu mystérieuse, comme toutes celles du no man's land entre police et révolutionnaires². Pour ma part, je puis proposer une hypothèse. Ce *G-man* était lié avec les staliniens avant d'entrer dans le service secret. Il est également possible qu'il ait noué des liens avec eux, après son engagement. Si ses amis staliniens savaient qu'il était *G-man*, ils pouvaient manœuvrer pour l'orienter dans une direction donnée. S'ils ignoraient qu'il était agent secret, mais connaissaient son lien avec certains trotskystes, ils ont essayé de le gagner à leurs plans. Je crois comme vous que la police est plus prudente et plus discrète sur ses plans secrets. Mais le plan stalinien de calomnies, de faux et d'extermination des « trotskystes » n'est pas un secret, mais un aspect public de leur activité. Aussi je crois que les plans de trois à six mois exposés par le *G-man* au métallos expriment directement non les plans du gouvernement, mais les aspirations et les inspirations des staliniens. Si cette hypothèse est exacte, elle limite le poids des trois à six mois annoncés, en pratique.

1. Lettre à Jack Weber (10800), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Dans la lettre qu'il avait adressée à Trotsky le 28 novembre, Jack Weber rapportait l'information qui avait été donnée par un métallos sympathisant qui avait retrouvé un vieil ami devenu « *G-man* », en d'autres termes, agent du F.B.I. : ce dernier « avait dit que, depuis le discours de guerre de Roosevelt à Chicago, les *G-men* s'étaient occupés de réunir des informations sur les marxistes et les trotskystes particulièrement, dans les deux centres de San Francisco et de New York, et qu'ils allaient tomber dans les trois mois sur les trotskystes ». Weber poursuivait : « Il a aussi ajouté qu'il y aurait une initiative pour faire expulser Trotsky du Mexique dans les six mois... que les communistes travaillaient avec le gouvernement. »

Mais je ne suis pas prêt à nier que ce poids, qui est aujourd'hui une aspiration des staliniens — tout à fait dans la ligne de la réaction bourgeoise — peut devenir réalité au moins à moitié ou au tiers, sinon dans trois ou six mois, du moins dans un an. C'est pourquoi je pense qu'il faut dénoncer publiquement ces plans, et d'urgence. A mon avis, il faut les dénoncer, non comme des plans de Washington (c'est très improbable), mais comme les plans combinés des staliniens et des éléments les plus réactionnaires de la police afin de terroriser la Maison Blanche et de lui forcer la main. Là, comme, par exemple, en Espagne, les staliniens ont partie liée avec les éléments les plus réactionnaires pour soumettre un gouvernement « trop démocratique ». Il me semble qu'on pourrait rendre compte de cette affaire à l'opinion publique sous cette forme politique.

Si vous ne pouvez révéler vos sources, la révélation peut venir de San Francisco, mais c'est une question purement technique d'importance secondaire.

Que les plans de trois à six mois soient pris très au sérieux par les staliniens est prouvé par les récents événements d'ici. *Machete*³ a publié un article m'accusant de préparer un coup d'Etat fasciste avec le général Villareal, le général Cedillo et le professeur réactionnaire Vasconcelos qui réside actuellement aux Etats-Unis⁴. Nous avons ri. Mais, quelques jours plus tard, les murs de la ville étaient couverts d'innombrables affiches révélant cette terrible conspiration.

A la célébration de l'anniversaire de la révolution, le

3. *Machete* était l'hebdomadaire du P.C. mexicain.

4. Il s'agit ici d'un amalgame à la fois classique et grossier. Antonio I. Villareal (1879-1944), élève-instituteur, s'était lié aux militants anarchistes, les frères Flores Magon et avait été le secrétaire en exil du parti « révolutionnaire » appelé parti libéral mexicain, collaborateur de *Regeneración*. Fondateur de la première centrale nationale, la C.N.T. en 1912, général en 1913, il avait rouvert la Casa del Obrero Mundial à Mexico en 1914, était devenu gouverneur du Nuevo León et avait présidé en 1917 la convention d'Aguascalientes. Il avait manifesté sa sympathie pour Trotsky et son soutien à la commission Dewey à laquelle il n'avait pu participer. Saturnino Cedillo (1880-1939), Indien, d'origine paysanne, était gouverneur et le véritable cacique de la région de San-Luis Potosí. Il avait été longtemps secrétaire à l'agriculture et le président Cárdenas l'avait éliminé en 1937. Il avait alors considérablement renforcé son armée privée, noué des liens avec les compagnies pétrolières, négocié des armes avec Rome et Berlin. On savait qu'il préparait ouvertement un coup d'Etat pour instaurer un régime fascisant. Enfin, José Vasconcelos (1881-1959), avocat, ancien président de l'Ateneo de Mexico, ancien président de l'Université nationale autonome, ancien secrétaire à l'Instruction publique, exilé aux Etats-Unis en 1929, n'avait cessé d'évoluer vers la droite et était considéré comme un agent américain.

20 novembre, Laborde⁵, l'agent stalinien bien connu, a fait, en présence de Cárdenas⁶, un discours du même style sensationnel. Des amis présents à ce meeting m'ont dit que personne n'avait applaudi cette « révélation » et que le président avait eu un sourire ironique. J'ai écrit au président en lui demandant un organisme jouissant d'une autorité incontestable devant lequel je pourrais prouver que cette accusation est une nouvelle imposture du G.P.U. destinée à me priver de l'hospitalité mexicaine. J'ai reçu du président une lettre personnelle m'assurant que son gouvernement ne doute pas de mon légalisme et que je peux continuer à jouir de l'hospitalité mexicaine avec « toute la considération » qui m'est « due ». Le président a démontré, en cette affaire comme en d'autres, que, non seulement il est profondément sincère dans ses plans généraux, mais également qu'il est un homme très courageux et très honnête.

*El Universal*⁷ a publié une déclaration de moi (envoyée au *Socialist Appeal*) et une conversation entre Diego Rivera et le général Villareal dévoilant la conspiration. Nous envoyons les coupures de presse à vos bureaux nationaux. Vous verrez ainsi que l'attaque trop brutale des staliniens est politiquement repoussée et que nous sommes en train de passer à l'offensive. Mais la situation peut changer d'une semaine et d'un jour à l'autre.

La réunion de la commission et l'annonce du verdict peuvent jouer un rôle très important dans la lutte contre le gangstérisme des staliniens en général, si cette réunion est suivie immédiatement d'une très forte campagne montrant le lien avec l'imposture du G.P.U. et éliminant une par l'autre. Jusqu'à présent, l'opinion publique mexicaine ne croit absolument pas au fantasmagorique complot Trotsky-Villareal-Cedillo. C'est une leçon très appréciable sur le sens réel des procès de Moscou.

Pour la question Milton-Stone⁸, nous avons câblé hier de reporter le voyage de deux mois. Les vacances commencent à

5. Hernán Laborde (1896-1955), cheminot, avait été porté au secrétariat général du P.C. mexicain en 1929.

6. Lazaro P. Cárdenas (1895-1870), ancien de la révolution, devenu général à moins de 30 ans, s'était heurté aux compagnies pétrolières. Indien, il souhaitait la reprise de la réforme agraire. Président en 1934, il s'engagea résolument dans la voie d'une « modernisation » qui passait par de nombreuses et importantes réformes et un développement économique que rendait possible la mainmise par l'Etat sur les organisations ouvrières et paysannes.

7. *El Universal* est l'un des plus grands quotidiens de Mexico à l'époque.

8. Il s'agit du choix d'un militant à envoyer des Etats-Unis au Mexique. Cf. pp. 280.

Mexico le 1^{er} décembre, et, pour les deux mois à venir, nous aurons un camarade mexicain, professeur ou étudiant, comme garde à la maison. Par rapport à la situation financière, très difficile, nous croyons que c'est la solution la plus sage. Dans deux mois, on pourra voir.

Sur la question russe, j'ai écrit un article plus long qui, comme les camarades l'espèrent ici, pourra aider à clarifier la question. Une traduction anglaise en a déjà été envoyée aujourd'hui par avion.

Je travaille très bien en russe avec Raia⁹. Elle fait de réels progrès et Sara ne devrait pas se désespérer de son manque de succès jusque-là.

9. Rae Spiegel.

[IL FAUT CHOISIR]¹

(2 décembre 1937)

Cher Camarade Sneevliet,

Je n'ai pas répondu directement à ta dernière lettre bien tardive concernant Reiss, car nous ne sommes pas seulement séparés par cette tragique affaire individuelle, mais aussi par la totalité des autres questions politiques importantes, je dirais même par nos conceptions entièrement différentes de l'activité révolutionnaire et de la solidarité politique.

Cette situation tout à fait malsaine a duré des années, toutes les années écoulées depuis que ton groupe s'est affilié à notre organisation internationale. De nombreux camarades, plus jeunes et mieux au fait de la ligne politique et des méthodes d'organisation de la section hollandaise², ont insisté depuis 1934 sur la nécessité de clarifier ouvertement nos profondes divergences théoriques, politiques et pratiques. Je me suis prononcé, par lettres et oralement, contre ces propositions. Non que je me sois trouvé d'accord avec ta ligne politique — ça jamais — mais je craignais que l'ouverture prématurée d'une discussion générale sans une période préparatoire d'expérience en commun ne mène à une rupture irréparable. J'étais guidé par l'idée que ton organisation a une préhistoire et une éducation tout à fait

1. Lettre à H. Sneevliet (10423), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library. La traduction en français en est délicate, car on sait que Trotsky et Sneevliet se tutoyaient et le fait que la lettre ait été dictée en anglais ne permet pas de distinguer toujours clairement quand Trotsky s'adresse personnellement à Sneevliet et quand il s'adresse aux dirigeants du R.S.A.P. ou fait allusion à eux. Une traduction allemande faite à Coyoacán indique qu'on y a systématiquement employé le « vous » faute de pouvoir consulter Trotsky.

2. De façon générale, les membres du S.I. pressaient depuis longtemps Trotsky de prendre des initiatives politiques contre la politique du R.S.A.P. Rudolf Klement et Erwin Wolf semblent avoir été particulièrement préoccupés par cette question.

différentes de toutes les autres. C'est pourquoi j'ai conseillé avec insistance à nos camarades de laisser plus de temps à ton organisation pour parvenir à une orientation et une éducation nouvelles. Evidemment, nous n'espérons pas seulement « donner des leçons » à nos camarades hollandais, mais aussi d'apprendre d'eux.

Je dois dire que les espoirs que je plaçais dans cette méthode prudente et patiente se sont révélés vains, le parti hollandais ou plutôt ses dirigeants intervinrent avec vigueur et de façon parfois extrêmement brutale dans notre vie internationale et dans celle de nos sections. Telle fut leur attitude lors de l'entrée de la section française, puis de la section belge et, plus tard, de la section américaine dans les partis socialistes de leurs pays respectifs. Telle fut leur attitude par rapport aux camarades allemands³. Le parti hollandais ou plutôt ses dirigeants n'hésitent jamais à soutenir, dans une section étrangère, une petite minorité contre la majorité⁴. Il n'hésita jamais à s'opposer ouvertement aux décisions les plus importantes de toute l'organisation internationale et, comme dans le cas de l'Espagne, à agir de façon autonome⁵. Dans le même temps, tu considérais le parti hollandais comme un sujet tabou pour toutes les autres sections⁶. Toute parole critique concernant ta politique générale et en particulier ta politique syndicale était tenue pour un crime. En d'autres termes, tu réclamais pour la section hollandaise une position tout à fait exceptionnelle. Lorsque j'ai écrit à la conférence internationale une lettre dans laquelle j'exprimais quelques remarques critiques à propos de ta ligne politique, tu as

3. Les premières difficultés s'étaient produites en Hollande avec les militants allemands émigrés en 1933. Il devait y avoir par la suite bien d'autres incidents. Selon une lettre du secrétariat des I.K.D. au S.I. en date du 11 juillet 1935, Sneevliet, lors d'une réunion du S.I. du 15 juin avait traité les dirigeants du comité à l'étranger de la section allemande de « jeunes larbins », « buses », « dilettantes » et « punaises du mouvement ouvrier ». De façon générale d'ailleurs, Sneevliet soutint contre Johre-Fischer, dirigeants de cette section après le départ de Bauer, leurs adversaires Ruth Fischer (Dubois) et Arkadi Maslow (Parabellum), ce dernier collaborant à la presse du R.S.A.P.

4. Le R.S.A.P. avait notamment soutenu Vereeken et ses partisans contre la majorité de la section belge ainsi que les adversaires de l'entrisme aux Etats-Unis.

5. On sait que Sneevliet s'était personnellement rendu en Catalogne à l'automne 1936 et avait apporté sa caution à la politique du P.O.U.M., qui participait au gouvernement catalan, contre les critiques exprimées par le S.I.

6. L'un des incidents les plus violents de la période précédente s'était produit lorsqu'une lettre adressée à Trotsky par un réfugié allemand d'Amsterdam, Karl Molle (né en 1904), dit Sommer, comportant des traductions d'articles de presse du R.S.P., ainsi que des notes sur ses effectifs et ceux du N.A.S., avait été envoyée par Ruth Fischer à Sneevliet.

pris prétexte de cette lettre pour ne pas participer à la conférence⁷. Plus tard, tu as déclaré ne pas reconnaître le secrétariat international dûment élu. Sur toutes les questions, tu agis de façon absolument indépendante de l'organisation internationale. Dans l'affaire Reiss, tu as agi hors de la connaissance et de la participation des camarades russes⁸ et je crois que cette attitude absolument incompréhensible a contribué à l'issue tragique. Je t'écris cela en toute franchise, car je considère cette lettre comme personnelle. Il s'agit là de la dernière tentative de ma part pour préserver tes relations avec la IV^e Internationale et en même temps l'avenir du parti hollandais.

Il faut que tu finisses par comprendre que, dans notre mouvement international, personne n'est disposé à tolérer plus longtemps la situation absolument anormale dans laquelle le parti hollandais se drape dans le drapeau de la IV^e Internationale et pratique en même temps une politique qui est totale contradiction avec tous ses principes et toutes ses décisions.

Le N.A.S.⁹ est définitivement devenu une pierre attachée au cou du parti, et cette pierre t'entraînera au fond. Un parti qui n'intervient pas dans les véritables organisations de masse n'est pas un parti révolutionnaire. Le N.A.S. n'existe que toléré et financièrement soutenu par le gouvernement bourgeois. Ce soutien financier dépend de votre attitude politique. Telle est la véritable raison pour laquelle le parti, malgré toutes nos deman-

7. Le texte de cette lettre se trouve dans *Œuvres*, 10, pp. 239-256. Il s'agit de la conférence dite « de Genève », de juillet 1936 qui avait décidé de proclamer le « mouvement pour la IV^e Internationale ».

8. Par « les camarades russes », Trotsky entend évidemment au premier chef son fils Léon Sedov et ses deux proches collaborateurs, Mordka Zborowski et Lola Estrine. Vereeken, qui se fit l'avocat de Sneevliet, écrira plus tard, Zborowski une fois démasqué, que l'attitude de Sneevliet s'expliquait par les soupçons qu'il nourrissait précisément sur Zborowski. Faute d'autres éléments, il faut considérer cette version comme une reconstruction *a posteriori*. On peut en outre relever qu'il est probable que des fuites s'étaient produites dans l'entourage même de Sneevliet, où quelqu'un renseignait le G.P.U. Nous avons déjà mentionné ce soupçon sans indiquer le nom de la personne qui en était l'objet. René Dazy, dans *Fusillez ces chiens enragés*, a moins de scrupules et donne ce nom en indiquant que c'était la « secrétaire de Sneevliet ». En réalité, Bep Spanjer (née en 1910) était la fille d'un premier mariage de la compagne de Sneevliet.

9. Le N.A.S. (Nationaal Arbeids-Secretariaat) était un petit syndicat « rouge », très ancien, organisant surtout des employés et fonctionnaires, dont Sneevliet avait été le dirigeant dès avant son expulsion du P.C. et dont il avait conservé la direction depuis. Or Trotsky considérait que l'organisation de « syndicats rouges » était une politique qui n'aboutissait qu'à isoler les révolutionnaires dont le devoir était au contraire de militer dans les formations syndicales réformistes de masse.

des pressantes, n'a pas élaboré de plate-forme politique. C'est également pour cette raison que le député de votre parti au parlement n'a jamais tenu un seul discours vraiment révolutionnaire qui eût pu être utilisé pour la propagande en Hollande comme à l'étranger. Votre activité a un caractère diplomatique et non révolutionnaire. Par votre position dans le N.A.S., vous êtes pieds et poings liés. Et le N.A.S. lui-même ne constitue pas un pont vers les masses, mais au contraire une muraille qui vous sépare d'elles.

Lorsque nous critiquons une politique syndicale erronée dans d'autres pays¹⁰, on nous répond : « Et votre organisation hollandaise ? » Lorsque nous avons critiqué la politique menchevique et fort néfaste de la direction du P.O.U.M., tu es intervenu pour la soutenir contre nous, et cela, sous le drapeau de la IV^e Internationale. Penses-tu qu'une organisation révolutionnaire sérieuse, quelle qu'elle soit, puisse tolérer indéfiniment une telle situation ? Nous sommes très patients, mais nous ne pouvons sacrifier les intérêts élémentaires de notre mouvement.

Pour ma part, je suis prêt à tout faire personnellement pour aider le parti hollandais à réintégrer les rangs de la IV^e Internationale. Par une lettre de Cannon, je vois qu'il est dans les mêmes dispositions que moi. Je doute que, de notre côté, quiconque souhaite ou accepte l'idée d'une rupture. Mais, en même temps, nous voulons en finir avec l'ambiguïté. Quoi qu'il en soit, je peux dire clairement en mon nom personnel : si vous n'acceptez aucune règle commune pour la collaboration et la solidarité actives, si vous renoncez à participer normalement à la conférence internationale, comme toute autre section, si vous continuez à adopter la même position totalement ambiguë : avec la IV^e Internationale en paroles, contre elle dans les faits, alors mieux vaut une rupture franche et honnête. Dans ce cas, vous resterez avec le N.A.S. et nous avec la IV^e Internationale. Nous créerons une section en Hollande et tenterons de réaliser par la lutte ouverte ce que nous n'avons pu réaliser par la collaboration patiente et la discussion entre camarades.

J'ai longtemps hésité avant de t'écrire cette lettre parce que, permets-moi de te le dire, je connais ton caractère impulsif et ta

10. C'est surtout en Belgique, et particulièrement dans le Borinage, où la bureaucratie syndicale avait procédé à pas mal d'exclusions de militants critiques, que se manifestaient, à l'époque, des tendances à constituer des « syndicats rouges » et, bien entendu, ceux qui en étaient partisans invoquaient le précédent du N.A.S. et l'autorité de Sneevliet.

propension à prendre les décisions importantes sous l'effet d'impulsions de nature personnelle. Il est possible que cette lettre, elle aussi, ait sur toi un effet contraire à l'intention avec laquelle elle a été écrite. Il est possible que tu utilises cet avertissement franc pour accélérer la rupture. Mais je n'ai pas le choix. Il est impossible, en particulier après l'expérience espagnole et l'affaire Reiss, de différer plus longtemps la discussion. L'heure de la décision définitive est arrivée. L'avenir de nos relations dépend fatalement de votre attitude à l'égard de la conférence prochaine. C'est pourquoi je t'adresse ce dernier appel à ta responsabilité révolutionnaire. Le jour où je recevrai un télégramme ou une lettre m'annonçant que ton parti participera à la conférence sur les mêmes bases que toutes les autres sections, sera un jour heureux, non seulement pour moi, mais aussi pour la IV^e Internationale et en particulier pour le parti hollandais. Si tu en décides autrement, chacun de nous saura ce qu'il a à faire.

[DES REMARQUES GRINCHEUSES]¹

(2 décembre 1937)

Cher Ami²,

Je vous remercie de votre lettre du 5 novembre. Je me suis déjà prononcé sur les documents de Craipeau et vous devez déjà être en possession de mon article³. Aujourd'hui, Van vous envoie la traduction d'un nouvel article beaucoup plus important⁴. Il serait bien de le faire publier avec les petites restrictions indiquées avec l'article.

Quelques mots sur *La Lutte ouvrière*⁵. Je me trompe peut-être en ne prêtant pas l'attention nécessaire au « climat » national, mais je trouve la confection, comme la présentation, absolument artificielles. Vous imitez les grands journaux et pas les meilleurs, comme *Le Temps* par exemple, en donnant de gros titres, en sacrifiant un tiers de la place aux artifices techniques, qui, à mes yeux, font seulement le journal moins lisible qu'il n'était auparavant. Celui qui achète *La Lutte ouvrière* ne le fait sûrement pas à cause de ses titres. Cependant vous avez tout à fait abandonné les articles de doctrine, d'éducation ou même les articles politiques de fond. Il est vrai que vous avez de nouveau promis de rétablir *Quatrième Internationale*. Je suis un peu sceptique sur la chose, étant donné le passé. Mais, même si cette fois vous tenez parole, la question de *La Lutte* reste entière. Le journal est un tout : non seulement il doit exhorter et pousser ses

1. Lettre à J. Rous (9970), dictée en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Jean Rous (cf. n. 13, p. 86) était alors le principal dirigeant de la section française, le P.O.I. Ses relations avec Trotsky, étroites en 1935-1936, s'étaient distendues à la suite de l'affaire Molinier.

3. Cf. pp. 255-267.

4. Cf. pp. 304-317.

5. *La Lutte ouvrière* était l'hebdomadaire du P.O.I.

lecteurs, mais encore les éduquer en leur donnant une base théorique et en leur ouvrant une perspective politique. Un petit hebdomadaire est bon s'il n'y a pas de blanc du tout, si les titres sont réduits au minimum, si les colonnes sont bien remplies et si le texte est deux ou trois fois rédigé pour exprimer chaque idée avec la plus grande précision et la plus grande économie de termes⁶.

Vous ne dites rien sur la composition numérique du parti, ce que je considère comme de mauvais augure. La même chose pour les jeunes. La raison est, me semble-t-il, est que vous avez presque complètement abandonné le côté doctrine, c'est-à-dire que vous avez cessé de démontrer votre supériorité théorique et politique sur toutes les autres tendances. Comment pouvez-vous alors approcher la grande masse ? Pas par les grands titres en tout cas.

Je ne sais pas si vous avez quelque système de travail pratique, si on ne dépense pas trop de forces dans le vide, au lieu de les concentrer pour un certain temps sur une certaine tâche, sur un certain quartier, sur une certaine usine même. J'ai déjà maintes fois essayé d'attirer l'attention de nos amis là-dessus. Je n'ai jamais rencontré le moindre écho. Les idées justes ne suffisent pas en elles-mêmes. Il faut qu'elles soient présentées d'une manière adéquate.

Excusez ces remarques plutôt « grincheuses », mais, étant donné la situation en France, on voudrait voir des résultats plus palpables.

6. Trotsky a donné d'autres définitions d'un « bon hebdomadaire ».

[QUE FAIRE AVEC SNEEVLIET]¹

(2 décembre 1937)

Chers Amis,

La question de Thomson² est très importante. Il faut l'aborder d'une manière très prudente et très décisive en même temps. Théodore³ a une fonction surtout administrative, c'est-à-dire qu'il doit procéder par des voies organisationnelles régulières. Il s'agit de la préparation de la conférence internationale. Théodore devrait s'adresser à Thomson avec une lettre soigneusement élaborée. La lettre devrait être écrite sur le ton le plus tranquille, même amical, faisant appel aux intérêts communs de la IV^e Internationale, etc. En même temps, la lettre devrait à mon avis énumérer soigneusement tous les conflits de la part de Thomson, tous ses manques d'attention pour l'organisation internationale et sa discipline, etc. Mieux vaut laisser tout à fait de côté le contenu politique des divergences. Il suffirait d'indiquer seulement que les divergences sont très importantes, mais que c'est, précisément pour cela qu'il faut agir dans un esprit de loyauté et de respect des statuts et des obligations communes. C'est la conférence internationale qui devra résoudre les divergences, mais c'est précisément pour cela qu'il faut préparer la conférence soigneusement et d'un commun accord, etc., etc. Le contenu essentiel de la lettre serait l'énumération chronologique de tous les actes d'indiscipline, d'hostilité ouverte envers les

1. Lettre au S.I. en français (8055) avec la permission de la Houghton Library.

2. Thomson a été brièvement, pendant cette période, le pseudonyme de Sneevliet.

3. Rappelons que Théodore désigne le secrétariat international.

différentes sections, envers la conférence précédente, envers le S.I., etc. La question espagnole devrait être traitée, non du point de vue de principe, mais seulement du point de vue de la vie normale d'une organisation internationale.

Cette lettre devrait être envoyée à toutes les sections, les invitant à soutenir, dans cette question extrêmement importante, Théodore pour sauver la liaison avec Thomson. A la fin de la lettre, il faudrait exprimer l'espoir de recevoir une réponse concernant la conférence dans un délai de deux semaines, sinon Théodore devrait interpréter l'attitude de Thomson comme la rupture définitive avec la IV^e Internationale et agir en conséquence, c'est-à-dire présenter toute la question aux sections et à la conférence prochaine.

Il ne faut pas oublier que les sections étrangères ne savent que fort peu de la vraie situation et ne se rendent pas compte que Thomson a politiquement quitté la IV^e Internationale.

Simultanément je vous envoie une lettre personnelle dont je vous joins la copie, seulement pour votre information. Quand le délai de deux semaines aura expiré, vous pourrez aussi publier ma lettre personnelle.

On m'écrit que vous avez officiellement disqualifié la section allemande. Je n'y comprends rien⁴. Je ne crois pas du tout que Théodore pouvait de sa propre initiative prendre une décision d'une telle envergure. En tout cas, il aurait fallu envoyer la documentation à toutes les sections et laisser la conférence résoudre le problème du point de vue organisationnel. Peut-être ne suis-je pas suffisamment informé. Mais il me semble parfois que Théodore se laisse entraîner, par des considérations politiques même justes, à des décisions organisationnelles précipitées.

4. A la suite de la démission de Johre et Oskar Fischer, un « secrétariat provisoire » de la section allemande mis en place autour de Jan Bur avait été reconnu, en mai, par le S.I. Mais les méthodes de travail de Bur, son orientation vers une fusion avec le groupe de Ruth Fischer et Maslow avaient provoqué un revirement d'une partie de ses alliés, qui s'étaient de nouveau tournés vers Oskar Fischer et Johre. En juillet, la scission était consommée. Cependant, tandis que Bur préparait son rapprochement avec le groupe R. Fischer-Maslow et proposait de remettre en question l'analyse de la nature de l'U. R. S. S., une bonne partie du noyau des militants en émigration, non seulement Walter Held, mais Laufer, qui avait été membre du secrétariat provisoire, avaient rejoint Johre et Fischer et le S.I., dans sa séance du 10 juillet, avait reconnu l'organisme que ces derniers dirigeaient comme la direction de la section allemande. Dans sa séance du 28 octobre cependant, sur rapport de Rudolf Klement, le S.I. décidait de ne plus reconnaître le groupe Fischer-Johre comme « la section officielle allemande ».

La fonction de Théodore est avant tout administrative et l'administrateur doit être extrêmement prudent. Il doit surtout ne pas avoir l'air d'abuser de sa fonction pour faire prévaloir sa tendance politique⁵.

5. L'allusion est ici transparente. Trotsky ne pouvait ignorer que R. Klement avait eu partie liée avec le « secrétariat provisoire » contre Johre et Fischer et qu'il poursuivait la lutte contre eux en patronnant la fondation de la revue de langue allemande *Der einzige Weg* que finançaient les Allemands du « groupe Rops », ces militants germanophones de Reichenberg qui étaient, eux, résolument hostiles à Johre et Fischer... La remarque de Trotsky porta, puisque le rapport de Rous au S.I. du 23 janvier déclare : « La nouvelle attitude du groupe allemand manifeste la volonté d'exister et de collaborer avec le P.O.I. et le S.I. En conséquence, la menace destinée à provoquer une réaction de sa part doit être retirée. Le S.I. doit le soutenir comme groupe affilié, comme " section " allemande, surtout à l'heure présente, contre Bur et Cie. »

[TCHIANG KAI-CHEK ET STALINE AU SECOURS DU JAPON ?]¹

(3 décembre 1937)

Vous avez publié dans votre numéro du 28 novembre un article de Nathaniel Pfeffer, « La Chine est-elle battue ou la guerre ne fait-elle que commencer ? ». L'auteur, qui connaît bien l'Extrême-Orient, donne une analyse excellente de la situation générale. Sa conclusion, c'est que le Japon peut remporter encore bien des victoires partielles mais qu'il ne peut pas gagner la guerre. La Chine a pour elle l'espace, le temps, les masses humaines et la nature de cette guerre : une guerre de libération nationale.

L'auteur a parfaitement raison quand il dit que, face à la guerrilla des masses chinoises, le Japon se révélera, au bout du compte, impuissant et qu'il connaîtra, pouvons-nous ajouter, une catastrophe, non seulement financière et économique, mais aussi sociale.

Il manque malheureusement à ce tableau un élément politique très important, à savoir les rapports entre le gouvernement chinois et la nation. Pour faire de cette guerre une guerre nationale — pour mobiliser et diriger l'initiative et le sacrifice de millions d'ouvriers et de paysans chinois —, il faut que le gouvernement ait confiance dans son propre peuple ou, au moins, qu'il ait moins peur de ses propres ouvriers et paysans en armes que des agresseurs japonais. Cette condition est-elle actuellement remplie ? On peut en douter.

L'auteur ne mentionne pas non plus un autre facteur important, la politique du gouvernement soviétique. Moscou a fourni des armes à l'Espagne, exigeant en échange la suppression de l'initiative et de l'indépendance des organisations de masse.

1. Lettre au *New York Times* (T 4241-1), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

Les résultats sont clairs : Franco n'a pas gagné, mais Staline-Négrin ont été battus.

Il y a tout lieu de craindre que Moscou soit en train d'appliquer la même politique en Chine. C'est pourquoi l'on doit tracer aux conclusions de votre collaborateur une limite importante : le Mikado va au-devant d'une catastrophe terrible, si Tchiang Kai-chek et Staline ne le sauvent pas.

[DÉFAITISME ET DÉFENSISME]¹

(6 décembre 1937)

Chers Camarades,

Je viens de recevoir votre « déclaration de principes » et votre déclaration sur les défaitistes dans le parti². Bien entendu, je n'ai pas encore pu étudier votre « déclaration de principes », mais j'ai lu attentivement votre déclaration à deux reprises et, dans la mesure où elle a une signification par elle-même, je veux m'exprimer tout de suite sur ce point.

Cette déclaration est consacrée au « droit » des défaitistes à rester dans le parti et y faire de la propagande défaitiste. La façon même d'aborder cette question est tout à fait abstraite, me semble-t-il, et en tout cas absolument pas opportune.

Vous vous affirmez tous les deux défensistes sur la question de l'U.R.S.S.³. Une discussion est en train de se dérouler dans le parti. La question a une importance énorme. Toute organisation qui a sur cette question une position fautive ou hésitante sera balayée par le cours des événements. Il est important pour notre parti d'avoir une position claire et distincte. Est-il normal, juste et opportun, dans ses conditions, de se consacrer à des discours juridiques formels et abstraits sur le « droit » des défaitistes de défendre leur position fautive même après que le parti soit arrivé à une conclusion sur cette question ? Une telle manière d'aborder la question fait de vous, de défenseurs *politiques* du défensisme,

1. Lettre à Burnham et Carter (7456), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Le terme de « défaitistes » désigne ici ceux des militants qui pensaient qu'en cas de guerre les révolutionnaires devaient en Union soviétique appliquer la même politique de « défaitisme révolutionnaire » que dans les pays impérialistes. Au cœur de ce débat se trouvait la question de la nature de l'U.R.S.S.

3. Burnham et Carter, tout en définissant l'U.R.S.S. comme un Etat ni ouvrier ni bourgeois, préconisaient toujours la « défense de l'U.R.S.S. ».

des défenseurs *juridiques* du défaitisme. Ainsi, indépendamment de votre volonté, vous ne faites qu'aider les défaitistes à consolider leur position manifestement fautive et vous préparez le caractère inévitable de la rupture avec eux.

« Cela signifie-t-il que vous êtes pour une rupture organisationnelle immédiate avec les défaitistes ? », me demandez-vous. Je réponds « non ». Je suis pour une rupture politique immédiate avec le défaitisme. C'est mon premier problème et c'est le principal. En même temps, je suis partisan de prendre toutes mesures nécessaires pour faciliter aux défaitistes d'aujourd'hui leur assimilation future dans le parti. Nous leur donnerons le temps qu'il faudra pour réfléchir sérieusement sur cette question. Quelques-uns, sans doute, et très vite, renonceront à leur point de vue, lequel est par essence anti-marxiste. Mais d'autres, au contraire, feront de leur erreur ultra-gauchiste une plate-forme permanente. Bien entendu, avec ceux-là, la rupture se révélera inévitable. Toute l'histoire du mouvement ouvrier mondial, à commencer par juillet 1914, démontre que défaitistes et défenseurs ne peuvent demeurer dans le même parti, si le concept de parti a, de façon générale, un sens quelconque. La tâche fondamentale de la discussion actuelle consiste à démontrer l'incompatibilité politique totale du défaitisme par rapport à l'U.R.S.S. avec l'appartenance à un parti prolétarien révolutionnaire. Seule une telle campagne énergique — une campagne marxiste, pas de juriste — contre le défaitisme, peut contraindre les meilleurs des défaitistes à réexaminer leur point de vue.

Pour défendre votre position juridique, même pas politique, vous invoquez les principes de la démocratie du parti. Autant que je puisse en juger, la discussion se déroule aujourd'hui dans le strict respect des normes de la démocratie dans le fond et la forme. Mais la démocratie présuppose avant tout une base programmatique commune sous les pieds. Il est vrai que la démocratie présuppose également une attitude d'attention et de patience de la majorité vis-à-vis de la minorité (autant qu'une attitude « patiente » de ce genre est permise par le cours même des événements et tant qu'elle est justifiée par la conduite de la minorité). Mais la démocratie du parti ne signifie pas la transformation du parti en une arène pour les exercices libres de sectaires, de gaffeurs ou d'individualistes ambitieux. La démocratie du parti ne signifie pas le droit pour la minorité de perturber le travail de la majorité. Un parti révolutionnaire n'est pas un club de discussion, mais une organisation militante. Le problème de la guerre, après celui de la révolution, est la pierre

de touche d'un parti révolutionnaire. Là, aucune équivoque n'est permise. La déclaration principielle est claire d'avance : *défensisme et défaitisme sont aussi incompatibles que l'eau et le feu*. C'est *cela* qu'il faut dire d'abord. C'est *cette* vérité qu'il faut enseigner aux membres du parti. C'est *sur cette base* qu'il faut convoquer une conférence. C'est *cette idée* qu'il faudra établir dans la résolution de la conférence. En même temps, on peut et on doit avoir la même attitude attentive vis-à-vis de tous les camarades sincères qui se trompent. Ce n'est que de cette façon que l'on pourra préserver le parti de la confusion et du chaos et, soit dit en passant, réduire au minimum le nombre de ces ultragauchistes qui, tôt ou tard, se retrouveront hors du parti, engloutis dans le néant politique (comme les œhléristes, les weisbordistes, les fieldistes⁴ et leurs semblables).

4. Trotsky fait ici allusion aux scissions « gauchistes » autour de Hugo Oehler, Albert Weisbord, B. J. Field.

[POUR UN VOYAGE DE BURNHAM A MEXICO]¹

(6 décembre 1937)

Cher Jim,

A la suite d'une conversation ici, je pense qu'il serait bon de vous demander votre avis sur les réflexions suivantes :

La discussion sur la nature de l'U.R.S.S. nous apparaît ici comme plus âpre que prévu et présageant des conséquences qui dépassent largement les problèmes en question. Si l'atmosphère était un peu allégée, la tension relâchée, l'ensemble de la discussion pourrait avoir des résultats meilleurs et des gains maximaux pour l'éducation des camarades, etc.

Que diriez-vous si Burnham venait nous rendre visite ici²? En quittant New York pour quelque temps, même pour peu de temps, il aurait une chance d'abandonner ce qui nous paraît une atmosphère tendue et, à distance, peut-être formulerait-il plus à froid son point de vue. Carter, pendant ce temps, aurait une chance de mieux prendre les choses en attendant le résultat de la visite de Burnham. Le fait de quitter l'atmosphère quelque peu fractionnelle pourrait bien avoir sur tous les deux un effet bénéfique.

Outre la valeur psychologique que pourrait avoir ce voyage, une discussion sérieuse et amicale avec nous ici pourrait de façon générale conduire à un ton plus sain. Il est certain que, loin de New York, dans les eaux pacifiques du sud, on pourrait mener la

1. Lettre à J.-P. Cannon, archives Cannon, Bibliothèque d'histoire sociale, New York, traduite de l'anglais.

2. Trotsky tenait beaucoup à conserver Burnham dont il admirait les capacités intellectuelles et désirait vivement y contribuer personnellement. Il semble que Cannon n'avait pas alors le même point de vue et qu'il n'envisagea pas un instant qu'un tel voyage de Burnham fût non seulement souhaitable mais possible.

discussion avec beaucoup moins de tension et par conséquent plus de possibilités d'analyser sereinement le problème.

Pour arranger un tel voyage, que pensez-vous de la méthode la meilleure ? Une suggestion de vous ou de Max [Shachtman] ou de quelque autre camarade serait-elle suffisante ou souhaitable ? Ou préféreriez-vous un télégramme ou une lettre d'ici ? La deuxième solution peut être prévue sur la base de mon vieil intérêt pour Burnham, du désir de renforcer amitié et rapports et, en outre, de l'occasion fournie par la question actuelle qui est d'une grande importance et ne peut être réglée au fond que par une discussion au lieu de l'échange de correspondance plus rudimentaire et moins satisfaisant, etc.

J'ai pensé qu'il est possible pendant les vacances de Noël d'effectuer un tel voyage sans qu'il interfère avec le travail, l'école ou tout ce qui peut empêcher sa venue. Mais le congrès ? Pourrait-il être revenu à temps ? Et ce voyage ici pourrait-il se faire à temps pour avoir le plus de valeur ?

Vous connaissez en tout cas la situation et les camarades et ce qui serait le mieux pour résoudre ce problème. Nous attendons votre opinion et si vous pensez qu'il est mieux qu'une invitation parte d'ici.

J'envoie une copie de cette lettre à Max [Shachtman].

[REMARQUES SUR CRONSTADT]¹

(6 décembre 1937)

Cher Camarade Wright²,

Je viens à l'instant de terminer la lecture de votre article sur Cronstadt³ avec le plus grand intérêt et le plus grand plaisir. C'est un travail excellent. Je n'ai aucune objection, rien non plus à ajouter à votre exposé et interprétation. Il y a beaucoup de fautes de frappe et particulièrement les guillemets, qui jouent un grand rôle dans l'exposé, ne sont pas toujours bien placés : mais vous ferez sûrement vous-même les corrections nécessaires.

Peut-être savez-vous que L. Sedov, à mon instigation, travaille sur le même sujet. Je ne suis pas sûr que ce soit encore nécessaire après votre article. En tout cas, je lui envoie votre article afin de lui épargner le travail parallèle.

Il me vient à l'esprit une seule remarque. En 1921, les mencheviks étaient ouvertement en faveur de la restauration du système capitaliste. Ils ont pris la défense de Cronstadt, en substance la même position que Milioukov, comme un pas vers la restauration du capitalisme. Maintenant les mencheviks sont plus ou moins en faveur du socialisme dans un seul pays, mais ils restent fidèles au drapeau de la mutinerie de Cronstadt.

1. Lettre à John G. Wright (10908), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. John G. Wright était le pseudonyme de Joseph Vanzler (1904-1956), d'origine russe, étudiant en chimie, quand il avait rejoint l'Opposition de gauche à ses débuts en 1928. C'était lui qui avait pris l'initiative de travailler sur Cronstadt, après avoir été sollicité par Jac Wasserman.

3. John G. Wright venait d'envoyer à Trotsky un article qu'il avait pris l'initiative de rédiger : « La Vérité sur Cronstadt ». Cet article devait paraître dans *New International*, n° 2, de février 1938.

LÉON TROTSKY

L'article de Victor Serge sur Cronstadt est scandaleux⁴. Je crois qu'il faut absolument, au moins dans une note de bas de page, rejeter sévèrement sa façon superficielle, purement littéraire, de traiter les questions sérieuses. Il nous faut apprendre à nos camarades que, bien que Victor Serge soit un homme courageux et un auteur brillant, ce n'est pas un théoricien ni un homme politique marxiste, mais un éclectique et un dilettante.

Encore mes félicitations pour votre excellent article.

4. Il s'agit vraisemblablement du second article paru dans *La Révolution prolétarienne* du 25 octobre 1937, « Les Ecrits et les Faits », sous le titre « Kronstadt 1921 ».

[LE CENTRALISME DÉMOCRATIQUE QUELQUES MOTS SUR LE RÉGIME DU PARTI]¹

(8 décembre 1937)

J'ai reçu, au cours des derniers mois, d'un certain nombre de camarades qui semblent être jeunes et que je ne connais pas, des lettres concernant le régime intérieur d'un parti révolutionnaire. Certaines se plaignent du « manque de démocratie » dans votre organisation, de l'autoritarisme des « chefs » et d'autres choses de ce genre². Des camarades, individuellement, m'ont demandé de leur donner « une formule claire et précise du centralisme démocratique », qui empêcherait des interprétations erronées.

Il n'est pas facile de répondre à ces lettres. Aucun de mes correspondants n'essaie seulement de démontrer clairement et concrètement, sur des exemples, en quoi réside exactement le viol de la démocratie. Par ailleurs, dans la mesure où moi, à l'extérieur, je puis en juger sur la base de votre journal et de vos bulletins, la discussion dans votre organisation a été conduite avec une liberté totale. Les bulletins contiennent surtout des textes qui émanent des dirigeants d'une toute petite minorité³. On m'a dit la même chose de vos assemblées de discussion. Les décisions ne sont pas encore prises. Elles le seront évidemment par une conférence librement élue. En quoi se sont manifestés des viols de la démocratie ? C'est difficile à comprendre. Parfois, si j'en juge par le ton des lettres, c'est-à-dire surtout par le caractère informel des griefs, il me semble que ceux qui se plaignent sont surtout mécontents du fait qu'en dépit de la démocratie existante, ils se soient révélés n'être qu'une toute

1. Lettre à la rédaction de *Socialist Appeal* (T 4245-1) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. De son arrivée à Coyoacán à sa mort, Trotsky reçut de nombreuses lettres de militants nord-américains sur le thème du « régime » à l'intérieur de la section des Etats-Unis.

3. Il ne s'agit pas de la minorité Burnham-Carter mais de la minorité gauchiste qu'animait Attilo Salemme.

petite minorité. Je sais par ma propre expérience que c'est désagréable. Mais y a-t-il là un viol quelconque de la démocratie ?

Et je ne pense pas non plus qu'il me soit possible de donner sur le centralisme démocratique une formule qui, « une fois pour toutes », éliminerait malentendus et interprétations erronées. Un parti est un organisme actif. Il se développe au cours d'une lutte contre des obstacles extérieurs et des contradictions internes. La décomposition maligne de la II^e et de la III^e Internationale, dans les sévères conditions de l'époque impérialiste, crée pour la IV^e Internationale des difficultés sans précédent dans l'Histoire. On ne peut les surmonter par une quelconque formule magique. Le régime d'un parti ne tombe pas tout cuit du ciel, mais se constitue progressivement au cours de la lutte. Une ligne politique prime sur le régime. Il faut d'abord définir correctement les problèmes stratégiques et les méthodes tactiques afin de pouvoir les résoudre. Les formes d'organisation devraient correspondre à la stratégie et à la tactique. Seule une politique juste peut garantir un régime sain dans le parti. Mais cela ne signifie pas, bien entendu, que le développement du parti ne pose pas pour autant de problèmes d'organisation. Mais cela signifie que la formule du centralisme démocratique doit finalement trouver une expression différente dans les partis des différents pays et à des étapes différentes du développement d'un seul et même parti.

La démocratie et le centralisme ne sont pas dans un rapport constant l'une vis-à-vis de l'autre. Tout dépend des circonstances concrètes, de la situation politique du pays, de la force du parti et de son expérience, du niveau général de ses membres, de l'autorité que la direction a réussi à s'assurer. Avant une conférence, quand il s'agit de formuler une ligne politique pour la prochaine période, la démocratie l'emporte toujours sur le centralisme. Quand le problème est l'action politique, le centralisme se subordonne la démocratie. La démocratie réaffirme ses droits quand le parti sent le besoin d'examiner de façon critique sa propre activité. L'équilibre entre démocratie et centralisme s'établit dans la lutte réelle, est violé à certains moments, rétabli de nouveau ensuite. La maturité de chaque membre du parti s'exprime particulièrement dans le fait qu'il n'exige pas du régime du parti plus qu'il ne peut donner. Celui qui définit son attitude à l'égard du parti à travers les tapes qu'il a personnellement reçues sur le nez est un piètre révolutionnaire. Il faut, bien entendu, lutter contre toutes les erreurs individuelles de la

direction, les injustices et le reste. Mais il faut évaluer ces « erreurs » et ces « injustices », non en elles-mêmes, mais par rapport au développement du parti à l'échelle nationale et internationale. Un jugement correct et le sens des proportions sont quelque chose de très important en politique. Celui qui a tendance à faire d'une taupinière une montagne peut faire bien du mal, à lui-même comme au parti. Le malheur de gens comme Oehler, Field, Weisbord et autres, c'est précisément qu'ils n'ont pas le sens des proportions.

Il ne manque pas en ce moment de demi-révolutionnaires, épuisés par les défaites, redoutant les difficultés, de jeunes vieillards qui ont plus de doutes et de prétention que de volonté de se battre. Au lieu d'analyser sérieusement les questions politiques dans leur essence, ces gens-là cherchent des panacées, se plaignent du « régime » à toute occasion, réclament à la direction des miracles ou essaient de dissimuler leur scepticisme intime sous les caquetages ultra-gauchistes. Je crains que nous ne puissions pas en faire des révolutionnaires, à moins qu'ils ne se prennent eux-mêmes en main. Je ne doute pas, par ailleurs, que la jeune génération ouvrière sera capable d'apprécier comme ils le méritent le programme et le contenu stratégique de la IV^e Internationale et qu'elle se ralliera à son drapeau en rangs toujours plus nombreux. Tout véritable révolutionnaire qui révèle les erreurs du régime de son parti devrait se dire d'abord : « Il nous faut recruter au parti une douzaine d'ouvriers nouveaux. » Les jeunes travailleurs rappelleront à l'ordre messieurs les sceptiques et marchands de griefs, les pessimistes. C'est seulement sur cette voie qu'un régime du parti solide et sain pourra être établi dans les sections de la IV^e Internationale.

[DEUX DÉFECTIONS EN UNE SEMAINE]¹

(9 décembre 1937)

Au cours d'une seule semaine, deux éminentes personnalités soviétiques ont rompu avec le gouvernement de Moscou. Elles l'ont publiquement accusé d'organiser des procès truqués et d'assassiner des centaines de vieux révolutionnaires, y compris d'éminents diplomates soviétiques. La première de ces deux personnalités, Aleksandr Barmine, volontaire pendant la guerre civile, était général de brigade vers la fin, et protégé de l'Etat-major. Après sa démobilisation, il fut affecté au département du commerce extérieur, puis aux affaires étrangères. Il était tout récemment encore consul soviétique en Grèce². Le second, Walter Krivitsky, a derrière lui dix-neuf ans de travail dans le parti et les soviets. Il était récemment chef de l'institut de recherches de l'industrie de guerre qui est le cerveau de la technologie militaire : toutes les inventions, les améliorations, les secrets techniques, passent par cet institut³. Barmine et Krivitsky, selon leurs propres dires, ont commencé depuis longtemps à avoir des doutes sur la justesse de la politique du gouvernement

1. Déclaration (T 4246) traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Aleksandr Graff, dit *Barmine* (1910-194 ?), engagé dans l'Armée rouge en 1919, devenu officier, élève en 1920 de l'Académie militaire, avait bifurqué vers la diplomatie. Il avait été attaché militaire à Boukhara, membre du secrétariat de Tchitchérine, consul général au Ghilan, premier secrétaire à Téhéran, agent commercial à Paris, puis Bruxelles, directeur du trust des autos et enfin, depuis 1935, premier secrétaire à Athènes. C'est le 4 décembre que la presse avait annoncé son refus de revenir à Moscou où il avait été rappelé. Il était parti pour Paris et allait prendre contact, entre autres, avec L. Sedov.

3. Samuel Ginsburg, dit *Walter*, qui allait se faire appeler Walter G. *Krivitsky* (1899-1940), né en Pologne, avait été ami d'enfance, puis camarade de « service » d'Ignace Reiss qu'il avait, disait-il, vainement tenté de mettre en garde contre les tueurs. Il exerçait des responsabilités dans le G.P.U. en Occident et venait lui aussi de refuser de rentrer. La presse avait publié l'information le concernant le 7 décembre. Il n'était ni « général » ni « responsable du G.P.U. en Europe occidentale », comme l'affirmèrent plus tard les organisateurs de la publicité pour ses mémoires.

stalinien. Tous deux avaient travaillé étroitement avec de nombreuses personnalités qui ont été déclarées espions, arrêtés, fusillés. Barmine et Krivitsky ne pouvaient croire en ces accusations parce qu'ils connaissaient parfaitement l'honnêteté et le dévouement à leur devoir de leurs anciens supérieurs et camarades de travail.

Bien des gens se sont demandés pourquoi des diplomates soviétiques, des attachés militaires ou commerciaux, revenaient l'un après l'autre et de leur plein gré, sur ordre de Moscou, se jeter dans les bras du G.P.U. Barmine et Krivitsky donnent les raisons de cette obéissance. Refuser de rentrer signifiait être assassiné, comme Ignace Reiss, important agent à l'étranger du Comintern et du G.P.U. Pourtant, après bien des hésitations, Barmine et Krivitsky ont décidé de rompre complètement avec Moscou. A la différence de Reiss, ils n'ont pas essayé de vivre *incognito*. Au contraire, tous deux en ont appelé au gouvernement français et à l'opinion publique mondiale par une déclaration publique sur leur rupture avec Moscou et leur décision de devenir des émigrés politiques. Cette courageuse initiative leur a valu une protection d'une importance vitale. L'opinion publique n'a entendu parler de Reiss qu'après qu'il eut été tué. Au contraire, Barmine et Krivitsky sont maintenant connus dans le monde entier. Le G.P.U. devra réfléchir à deux fois avant de se décider à un nouveau crime.

Il n'est pas nécessaire d'expliquer que la plus grande anxiété prévaut maintenant dans tous les organes du gouvernement soviétique à l'étranger, particulièrement dans les organismes secrets du G.P.U. L'exemple de Barmine et de Krivitsky peut être très contagieux. ●n peut à coup sûr prédire que la période qui vient verra toute une série de nouvelles ruptures avec Moscou. Ainsi se font entendre des craquements et s'ouvrent des brèches dans la muraille de Chine bâtie par Staline entre l'U.R.S.S. et le reste du monde, au moyen de chiens policiers et de gardes-frontières privilégiés. Barmine et Krivitsky étaient profondément dévoués à la cause de la révolution d'●ctobre et au peuple soviétique. Contrairement à bien des « amis » mercenaires, ils l'avaient démontré par le choix de leur vie entière. Placés devant la nécessité de faire un choix et après avoir hésité, ils ont choisi de défendre le peuple contre la clique stalinienne. L'importance de ce fait en tant que symptôme est énorme. Il confirme ce que nous disions il y a un an et demi, à savoir que l'agonie mortelle du régime stalinien a commencé avec les procès de Moscou.

[QUESTIONS DE L'ENQUÊTE]¹

(9 décembre 1937)

Chère Mademoiselle LaFollette,

Je vous prie d'excuser ce retard de quarante-huit heures. Nous avons eu quelques difficultés internes concernant les archives. Tout va bien de nouveau maintenant.

1. J'inclus une lettre de ma femme concernant les six lettres de notre fils pendant la période Copenhague.

2. Erwin Bauer², ainsi qu'il l'atteste lui-même, a fait avec nous la traversée du Danemark de Copenhague Esbjerg et passé la nuit du 2 au 3 décembre sur notre bateau. Il a quitté Esbjerg le matin du 3 décembre. Je lui ai donné ma lettre manuscrite pour Léon Sedov. Cette lettre se terminait par cette remarque : « Maman t'embrasse — elle est encore couchée — 7 heures du matin. Elle t'écrira probablement aujourd'hui. » J'ai écrit si tôt le matin pour faire passer cette lettre par l'intermédiaire d'Erwin Bauer. L'indication « maman t'écrira probablement aujourd'hui » s'est matérialisée dans la carte postale de ma femme, écrite le même jour après le départ d'Erwin Bauer et, pour cette raison, envoyée par la poste. Vous êtes en possession de cette carte postale envoyée à l'adresse de M^{me} Pfemfert.

3. J'ai été étonné d'apprendre qu'il existe des encres qui ne

1. Lettre à S. LaFollette (8564), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Eugen (et non Erwin) *Bauer* était le pseudonyme militant d'Erwin H. *Ackerknecht* (né en 1906), membre du S.I. et de la direction allemande depuis 1932, principal dirigeant des I.K.D. et membre du S.I. en 1933 et 1934, avait rompu avec Trotsky à cause de son opposition à la politique « entriste ». Il avait rejoint le S.A.P. En 1932, il était allé, lui, rencontrer Trotsky à Copenhague et avait été son intermédiaire avec Sedov. En 1936, bien qu'à l'écart du mouvement, il s'était mis à la disposition de Sedov pour lutter contre le procès de Moscou. Trotsky est toujours à la recherche des preuves démontrant que Sedov n'avait pas pu venir à Copenhague contrairement aux « aveux » de certains accusés.

changent pas chimiquement avec le temps. Avec toute mon ignorance en chimie, je tends à croire que c'est incroyable³. Mais peut-être le changement est-il un processus très lent... bien, il nous faut accepter le verdict de l'expert. Heureusement, la déposition d'Erwin Bauer, le contenu de ma note (la lettre manuscrite du 3 décembre à 7 heures du matin) et la carte postale de ma femme se corroborent l'une l'autre de telle sorte qu'aucun doute est possible.

Je viens juste de recevoir l'extrait du rapport officiel de la commission pour la presse et j'admire ce travail pour son contenu comme sa forme. Les citations du manuel de Strogovitch-Vychinsky sont magnifiques, comme les documents qui les accompagnent⁴.

Deux corrections mineures : page 22, on lit : « le Dr Anton Ciliga, communiste bulgare ». Le Dr Ciliga n'est pas un communiste bulgare, mais yougoslave⁵ et un citoyen italien.

Page 23, on lit : « Cité d'après des citations de déclarations du comité exécutif central du parti communiste d'Union soviétique. » L'organisme dirigeant du parti communiste est le comité *central*. L'organisme dirigeant du pouvoir soviétique était jusqu'à présent le comité *exécutif* central.

Je suis tout à fait optimiste quant à l'influence politique du travail de la commission. Même si la réaction immédiate de la presse devait être très « réservée », les développements ultérieurs obligeront dans la prochaine période l'opinion publique à revenir encore et encore au verdict de la commission. Les révélations d'Ignace Reiss, Aleksandr Barmine et Walter Krivitsky ne sont que le commencement.

P.-S. Dans le document pour les journaux du matin du 13 décembre, je trouve une remarquable citation du rapport du Dr Dewey, particulièrement de sa polémique courtoise contre le professeur Beard : que, s'il n'est pas possible de prouver « ce qui

3. Trotsky, qui avait le fétichisme des documents irréfutables, avait cru qu'on pouvait chimiquement déceler sans discussion un document fabriqué censé remonter à plusieurs années, mais Suzanne LaFollette l'avait détrompé.

4. Le rapport de la commission d'enquête, dans le chapitre consacré à « La Procédure du tribunal soviétique » avait abondamment cité — notamment sur la valeur accordée aux aveux — un manuel soviétique, celui du professeur M. S. Strogovitch, *Procès Criminels. Manuel pour les écoles de droit et les cours juridiques*, publié par le procureur général Vychinsky qu'il appelait « le Strogovitch-Vychinsky ».

5. Plus précisément, Ciliga était croate.

LÉON TROTSKY

est négatif », il est possible de prouver « ce qui est positif » et c'est-à-dire que le procès est une imposture ! Il faudrait introduire cette formule dans les livres de textes de logique, ou, pour mieux dire, de dialectique.

10/18

BREFS COMMENTAIRES SUR LE VERDICT¹

(13 décembre 1937)

MM. les représentants de la presse, mes chers hôtes et amis,

Vous connaissez la décision de la commission internationale au sujet des procès de Moscou. Vous me permettrez donc de me contenter de ces quelques commentaires.

Je rappellerai d'abord les conclusions finales de la commission. Elles sont brèves, deux lignes :

« 22. Nous concluons donc que le procès de Moscou sont une falsification. »

« 23. Nous déclarons donc Trotsky et Sedov non coupables. »

Deux lignes en tout ! Mais ce sont deux lignes qui pèsent lourd dans la bibliothèque de l'humanité. Si la commission s'était contentée de ces mots « Trotsky et Sedov non coupables », restait la possibilité formelle d'une erreur judiciaire. Mais la commission s'est jugée suffisamment armée pour fermer définitivement la porte à une telle interprétation. « Nous concluons — dit le verdict — que les procès de Moscou sont une falsification. » Par cette déclaration, la commission a accepté de prendre une énorme responsabilité morale et politique. Elle devait posséder des preuves non seulement convaincantes et suffisantes, mais aussi des preuves irrésistibles et définitives pour décider de conclure ainsi à la face du monde entier.

Je vous demande, MM. les journalistes, d'étudier attentivement la liste des membres de la commission, à New York et à Paris. Vous avez cette liste. Elle parle d'elle-même. Elle contient dix-sept noms. Avec la seule exception de Rosmer, représentant la France, je n'ai jamais entretenu aucune relation personnelle

1. Commentaires devant la presse de Mexico, traduits du castillan (T 4252-2), avec vérification de l'original russe (T 4252), avec la permission de la Houghton Library.

avec aucun des membres de la Commission. Vous y trouverez des scientifiques dont les noms sont mondialement connus, des dirigeants de la II^e Internationale et du mouvement ouvrier en général, d'éminents juristes et publicistes, des représentants faisant autorité de la pensée anarcho-sindicaliste. Mais parmi ces dix-sept personnes, il n'est pas un seul membre de la IV^e Internationale. Je puis même dire qu'ils sont tous, quoique à des degrés divers, mes adversaires politiques et certains d'entre eux ont manifesté publiquement leur attitude réprobatrice quant au soi-disant « trotskysme » même pendant l'enquête.

Tous les membres de la commission ont derrière eux des douzaines d'années d'activité politique, scientifique ou littéraire. Tous ont des noms sans tache. Si l'un d'entre eux avait pu être acheté, ce serait fait depuis longtemps. Mes ennemis disposent de millions pour cela et ils ne regardent pas à la dépense. En ce qui nous concerne, mon fils et moi, nous ne disposons même pas des moyens nécessaires pour couvrir les dépenses techniques nécessitées par l'enquête. Les modestes fonds dont dispose la commission ont été rassemblés grâce aux quêtes auprès des travailleurs et aux donations individuelles.

La commission a plusieurs fois invité les représentants du gouvernement soviétique, du Comintern ou de ses sections nationales aux Etats-Unis et au Mexique, les « Amis » de l'U.R.S.S. et enfin des individus étroitement liés à Moscou comme l'avocat anglais Pritt, M. Lombardo Toledano² et d'autres, à participer à ses travaux avec les mêmes droits que les autres. La commission a cherché partout un stalinien autorisé ou un sympathisant qui ne pouvait se satisfaire des manœuvres qui se déroulent dans les caves du G.P.U. ou des calomnies et insinuations écrites dans des publications irresponsables et sans honneur mais qui aurait le courage de soumettre les accusations de Moscou au test de la critique. Elle ne trouva pas une seule personne sauf l'ancien employé de l'agence de presse officielle soviétique, Tass, M. Carleton Beals³. Mais il apparut vite que

2. Denis Nowell *Pritt* (1887-1973), d'une grande famille britannique, conseiller de la Couronne, député travailliste, organisateur du contre-procès de l'incendie du Reichstag, avait assisté, « se trouvant à Moscou », au procès Zinoviev et s'était porté garant de sa régularité par des lettres à la presse puis une brochure. Vicente *Lombardo Toledano* (1893-1968), secrétaire général de la centrale ouvrière mexicaine C.T.M. était tout acquis à la cause de Staline et avait repris les calomnies contre Trotsky dès son arrivée.

3. Carleton *Beals* (1893-1979), ancien enseignant au Mexique, puis journaliste spécialisé (célèbre par une interview de Sandino) avait été ajouté à la sous-commission d'enquête au dernier moment.

Beals n'était entré à la commission que pour la faire éclater de l'intérieur. Lorsque les questions posées par Beals, et qui étaient imprégnées de l'esprit de provocation qui est celui du G.P.U, eurent reçu les réponses appropriées, Beals abandonna le champ de la bataille⁴.

La commission a travaillé plus de neuf mois sans interruption, à New York, au Mexique, à Paris, à Prague et dans d'autres capitales européennes. Elle a étudié des milliers de documents originaux, lettres, minutes, articles, livres, dépositions verbales ou écrites de nombreux témoins. Elle nous demanda, à mon fils Léon Sedov et à moi, des explications et des preuves sur la moindre question soulevée. Tout le travail fut accompli sous la direction du Dr Dewey, président et instigateur de la Commission. On ne peut pas ici ne pas attirer l'attention sur le travail de titan effectué par M^{lle} Suzanne LaFollette, secrétaire de la Commission.

Grâce à leurs activités antérieures, les membres de la commission sont familiarisés avec l'examen attentif des faits, l'analyse scientifique de la psychologie humaine. Les procès de Moscou d'une ampleur incomparable leur ont donné la possibilité de manifester toutes ces qualités. Les membres de la commission ont pu, bien sûr, se faire une claire opinion de la puissance internationale de la clique qu'ils accusent de falsification. Ils ne pouvaient pas ne pas savoir à l'avance que chacune de leurs phrases, chacun de leurs mots seraient passés au crible par des dizaines et des centaines de juristes et publicistes au service du Kremlin. Chaque mot acquiert de ce fait un poids plus grand !

La commission a publié un compte rendu sténographique des sessions de la sous-commission qui siégeait à Coyoacán. Il contient 617 pages d'une écriture serrée. Le journal new-yorkais *New Republic*, à 100 % pro-stalinien, publiait ces lignes de mon vieil adversaire Bertram Wolfe, écrivain bien connu au Mexique, au sujet de ce compte rendu : « L'auteur reconnaît que son premier mouvement le portait à croire plutôt Staline que Trotsky, mais que, après avoir lu les aveux de Moscou, de même que cette publication (le compte rendu des sessions de Coyoacán) ou, plus exactement, le discours de clôture, il a été amené à la

4. Les questions de Beals avaient notamment porté sur la question de savoir si Trotsky était ou non à l'origine d'une prétendue mission subversive confiée à Moscou au début des années vingt à Borodine au Mexique. Trotsky y vit une tentative de mettre en question son asile mexicain et le dit avec fermeté. La commission désavoua Beals qui partit alors et... alla vendre sa prose à la revue de Lombardo Toledano.

certitude invincible que Trotsky ne pouvait avoir commis les actes dont il était accusé aux procès Zinoviev-Kamenev et Radek-Piatakov. » Ces termes sont suffisamment éloquents.

Après presque 300 jours de travail, la commission a rendu son verdict. Il se trouve entre vos mains sous la forme de 23 points qui sonnent comme les coups de marteau qui scellent un cercueil. Dans ce cercueil repose la dignité personnelle et politique des dirigeants du G.P.U., à commencer par Staline.

Vous avez également reçu un bref résumé du travail de la commission en 24 pages seulement. Le verdict complet sera publié dans un livre de 80 000 mots. Il contiendra l'analyse la plus méticuleuse de tous les aveux de tous les malheureux inculpés et des déclarations du procureur général Vychinsky, premier lieutenant de Staline dans ses falsifications judiciaires. Laissez-moi vous avertir qu'il est inutile d'attendre de ces falsificateurs quelque réponse intelligible que ce soit. La seule réponse qui leur reste et qu'ils utilisent suffisamment souvent, c'est le coup de revolver ou de poignard. Avec ce genre d'argument, on peut éliminer un opposant, mais pas la voix de la conscience internationale. La décision de la commission ne peut être affectée par un revolver ou un poignard. Elle ne peut être noyée dans l'eau ou brûlée par le feu.

Faut-il expliquer que le verdict n'a pas qu'une signification individuelle ? Il ne s'agit pas seulement de moi et de mon fils. Il s'agit de la réhabilitation de centaines de gens exécutés et de la vie de centaines d'autres que l'on se prépare à fusiller. Il s'agit de quelque chose de beaucoup plus important, des principes du mouvement ouvrier et de la lutte de l'humanité pour son émancipation. Au premier chef, il s'agit d'extirper la démoralisation et la contagion que diffuse l'appareil du Comintern, en liaison étroite avec le G.P.U.

Pour évaluer la signification morale et politique du verdict, je me permets de vous lire un bref télégramme que j'ai adressé le 9 décembre à la Columbia Broadcasting Station et qui, à cette même heure où nous nous réunissons, est retransmis et diffusé par des centaines de stations radio aux Etats-Unis d'Amérique⁵.

« La commission n'a condamné personne à mort ou à des peines de prison. Pourtant, il est impossible d'imaginer condamnation plus terrible. La commission dit aux dirigeants d'un grand

5. L'original de ce télégramme est déposé à la Houghton Library avec les « papiers d'exil » (T 4257).

pays : « Vous avez organisé un coup monté pour justifier l'extermination de vos adversaires politiques. Vous avez essayé de tromper les travailleurs du monde entier. Vous n'êtes pas dignes de servir la cause que vous soutenez en paroles. » La commission qui compte parmi ses membres des représentants des diverses tendances politiques ne pouvait se donner des objectifs politiques. Pourtant, sa condamnation a une immense portée politique. Les méthodes du mensonge, de la calomnie et de la falsification qui empoisonnent la vie soviétique et tout le mouvement ouvrier mondial ont reçu un coup terrible. Que les " amis " officiels de l'U.R.S.S. et autres tartuffes pseudo-radicaux affirment que le verdict sert la réaction. C'est faux ! Jamais et nulle part la vérité n'a servi la réaction. Jamais et nulle part le progrès ne s'est nourri du mensonge. La commission a évidemment porté un coup à la bureaucratie de Moscou. Mais cette bureaucratie elle-même est actuellement le plus grand frein au progrès en Union Soviétique. En essayant de servir la vérité, la commission a servi la cause de la lutte de toute l'humanité pour son émancipation. Désormais, le travail de la commission, comme les noms de ses membres, appartiennent à l'histoire. »

L'aspect politique dépasse ici largement l'aspect individuel. Pourtant, vous me permettrez, MM. les représentants de la presse, de m'arrêter brièvement, en conclusion, sur l'aspect personnel.

Vous savez peut-être que les persécutions de Staline ont conduit une de mes filles à une mort prématurée et l'autre au suicide⁶. Leurs maris à toutes deux ont disparu sans laisser de traces⁷. Je ne sais ce qu'il est advenu de mes petits-enfants⁸. Après mes filles et mes gendres, mon jeune fils, Sergei, disparut,

6. Nina L. *Bronstein* (1903-1928), la cadette, enseignante, était morte tuberculeuse peu après son exclusion du parti. L'aînée, Zinaïda L. *Bronstein* (1901-1933), s'était suicidée après avoir été déçue de sa nationalité soviétique, à Berlin où elle suivait un traitement psychiatrique.

7. Man *Nevelson*, le mari de Nina, était devenu bolchevik en 1917, avait été commissaire de division pendant la guerre civile, puis avait été élève de l'Institut des professeurs rouges dont il était sorti avec un diplôme d'économiste. Il était un des dirigeants de l'Opposition de gauche, fut arrêté en 1928 et se trouvait au début des années trente à l'isolateur de Verkhneouralsk où il jouissait d'une grande autorité parmi les détenus. Sa trace se perdit en 1933. Platon I. *Volkov*, mari de Zinaïda, était instituteur et les dernières nouvelles se rapportant à lui remontent à 1935.

8. Au moment où ce volume est édité, en dehors du fils de Zinaïda, Siéva, qui vit au Mexique, on a retrouvé une fille de Sergei, qui vit à New York. Le bruit a circulé que la sœur de Siéva, rescapée des camps, vivrait à Moscou. On ne sait rien ni des enfants Nevelson (deux) ni de Léon, fils de Léon Sedov.

accusé par les mêmes falsificateurs d'avoir préparé l'empoisonnement massif d'ouvriers⁹. A Paris, le G.P.U. avait préparé un attentat contre mon fils aîné, Léon, attentat découvert par la police française il y a quelques semaines. Par l'intermédiaire du gouvernement norvégien, le G.P.U. nous fait enfermer, ma femme et moi, pour avoir les mains libres pour ses falsifications et ses massacres. Seul le gouvernement magnanime et accueillant du général Cárdenas nous a donné la possibilité de nous échapper et de révéler la vérité. Dans ces conditions, il n'est pas difficile de comprendre l'immense importance morale du verdict de la commission pour ma vie privée et celle de ma famille.

Ce verdict a pour nous une signification pratique immédiate. Le premier anniversaire de ma venue au Mexique approche. Nous n'avons rien reçu d'autre de la population de ce pays que gentillesse et amitié ; de la part des autorités, rien d'autre que de l'attention et notre protection. Laisant de côté les questions politiques, je ne peux pas ne pas exprimer ici ma profonde estime pour le chef de ce pays dont les paroles s'accordent avec la pensée, et les actes avec les paroles. Mon expérience m'enseigne qu'il est rare de rencontrer de tels gens dans un gouvernement. Nous avons trouvé au Mexique des amis fidèles. Leur nombre augmente. Je leur transmets aujourd'hui à tous mes remerciements les plus chaleureux. Mais nous avons également trouvé ici des amis du G.P.U. S'appuyant sur les falsifications de Moscou, ces Messieurs ont fait au cours de l'année une dizaine de tentatives pour nous faire retirer le droit d'asile qui est aujourd'hui non plus la règle, mais l'exception. Je n'ai guère répondu à ces tentatives dont l'origine n'est pas difficile à deviner. J'étais trop occupé par la lutte essentielle, la lutte contre la clique de Staline. Je pensais que démasquer le maître, c'était en même temps démasquer ses mercenaires : agents et laquais. Le plus important est fait. Le verdict est prononcé. Staline et le G.P.U. sont étiquetés à jamais comme les organisateurs du plus grand des crimes de l'histoire. Devant le verdict, pas un agent, pas un laquais ne pourra esquiver ses responsabilités. Les bavards de salon, déguisés en révolutionnaires, les participants et participantes aux fêtes de jubilé de la bureaucratie soviétique, les avocats

9. Il semble qu'au moment où Trotsky écrit ces lignes, Sergei Sedov ait été en déportation dans un camp du Nord. C'est, semble-t-il, en 1938, qu'il fut transféré à Moscou et exécuté. Ce scientifique apolitique avait eu le temps d'apprécier les camarades d'idées de son père et de manifester son propre caractère, puisqu'il refusa tout ce qui lui fut proposé, alors qu'il n'avait pas le soutien d'une conviction politique ferme.

qui ont fait leur carrière sur le dos des travailleurs — faut-il rappeler leurs noms ? — et tous les autres intrigants et charlatans qui se sont permis de jouer avec mon honneur politique et de se faire de l'argent de cette façon, tous ces Messieurs, chacun à leur tour, seront rappelés à l'ordre par l'opinion publique. Leurs grands protecteurs ne pourront leur éviter d'être l'objet du mépris général qu'ils ont si bien mérité, pas plus qu'ils ne pourront l'éviter eux-mêmes. L'heure de vérité a sonné. Personne ne pourra faire tourner à l'envers la roue de la justice. Chaque révélation nouvelle renforcera le verdict destructeur et étendra son rayon d'action. Nous pouvons répéter, avec le président de la Commission, le Dr Dewey, ce mot magnifique d'Emile Zola¹⁰ : « La vérité est en marche et rien ne l'arrêtera. » MM. les journalistes, vous pouvez participer activement à la marche triomphale de la vérité. Ne laissez pas échapper cette précieuse opportunité¹¹.

— *Si l'on admet que les procès de Moscou sont une imposture montée, comment Staline a-t-il pu décider de commettre un tel crime ?*

— Dans cette affaire, il faut distinguer deux aspects : l'aspect social et l'aspect individuel. La bureaucratie n'est pas venue d'un coup aux impostures judiciaires, mais progressivement, dans le procès de sa lutte pour le pouvoir. Le mensonge et la falsification sont l'essence même de la bureaucratie soviétique. En paroles, elle lutte pour le communisme. En fait, elle lutte pour ses revenus, ses privilèges, son pouvoir. Avec la peur et la rage d'un parvenu, elle extermine tous les opposants. Pour justifier devant le peuple cette terreur folle, elle est obligée d'attribuer à ses victimes des crimes de plus en plus monstrueux et fantastiques. Telle est la base *sociale* des crimes de Moscou.

Mais ce n'est cependant pas par hasard que Staline est devenu le chef de la bureaucratie de Moscou : ses qualités personnelles correspondent aux besoins politiques de celle-ci. Dès mars 1921, Lénine avait déjà conseillé de ne pas prendre Staline comme secrétaire général parce que, disait-il, « ce

10. Emile Zola (1840-1902), le célèbre romancier, était aux yeux de Trotsky le combattant de la liberté qui avait pris en charge le combat pour la libération de Dreyfus, injustement condamné. Trotsky souhaitait l'apparition d'un « Zola » et avait espéré convaincre Jules Romains de jouer ce rôle contre les procès de Moscou.

11. Le dialogue qui suit est la traduction d'un sténogramme en anglais. (T 4254-2), avec la permission de la Houghton Library, des questions et réponses à la conférence de presse après l'introduction prononcée par Trotsky.

cuisinier ne nous préparera que des plats épicés ». Dans son *Testament* (janvier 1924), Lénine conseillait de retirer à Staline le poste de secrétaire général, en arguant du fait que Staline était grossier, manquait de loyauté et il avait tendance à abuser de son pouvoir. Ces qualités personnelles se sont beaucoup développées chez Staline au fur et à mesure que grandissaient le pouvoir et les appétits de la bureaucratie. Ainsi, le « cuisinier » du Kremlin en vint à préparer les plus épicés de ses plats, les procès de Moscou.

On pourrait objecter qu'une imposture de cette dimension ne peut manquer d'être finalement découverte ; comment le « prudent » Staline a-t-il donc pu se décider à un acte aussi risqué ? Je réponds : a) il n'avait pas le choix ; b) il est passé progressivement de petites falsifications à de plus importantes ; c) malgré toute sa sagacité et son astuce politique, Staline est d'une intelligence limitée et il croit en la toute-puissance de la violence policière ; d) Staline ne connaît ni la langue ni la vie d'aucun pays étranger. Il confond la voix de ses agents et de ses amis appointés de toute sorte à l'étranger avec la voix de l'opinion publique internationale. C'est ainsi qu'il a été victime de son propre système.

— *Vous dites que Staline a été victime... Mais il semble que les victimes soient ailleurs.*

— Vous avez parfaitement raison. Staline a encore la possibilité d'exterminer ses adversaires et ce, non seulement en U.R.S.S., mais aussi à l'étranger. L'année dernière, les agents du G.P.U. ont commis des meurtres, en Espagne, en Suisse et en France. On peut s'attendre à de semblables actions dans d'autres pays. Comme des révélations récentes l'ont démontré, ces meurtres sont aussi des entreprises très risquées, mais Staline n'a d'autre possibilité que d'ajouter de nouvelles victimes aux anciennes. Dans ce sens, votre remarque est juste. Mais dans une perspective plus large, Staline est victime de son propre système. Ces mêmes idées qu'il combat gagnent de plus en plus de partisans. Les opposants calomniés et assassinés par Staline seront réhabilités par l'opinion publique mondiale. Pour Staline, il n'y aura pas de réhabilitation. Il ne s'agit pas de la sévérité des mesures qu'il prend, mais de leur caractère mensonger et pourri. Son système est condamné. Staline quittera la scène couvert d'infamie.

— *Quelles seront, à votre avis, les conséquences politiques possibles du verdict de la Commission ?*

— Il est bien entendu que je n'espère nullement que le son d'une trompette, bien qu'il s'agisse de celle de la vérité, fasse

immédiatement s'écrouler les murs de Jéricho. Mais dans une perspective à plus long terme, la décision de la Commission aura des conséquences politiques très importantes en ce qui concerne aussi bien le Comintern que la bureaucratie soviétique.

Le Comintern sera le premier à en souffrir. Il faut bien comprendre que l'appareil du Comintern est composé de gens du type diamétralement opposé à celui du révolutionnaire. Un véritable révolutionnaire a ses idées propres, qu'il s'est forgées et au nom desquelles il est prêt à faire des sacrifices, y compris celui de sa propre vie. Le révolutionnaire prépare l'avenir et c'est pourquoi il peut plus facilement prendre son parti de toutes les difficultés, de toutes les privations et de toutes les persécutions dans le présent. A l'opposé, les bureaucrates du Comintern sont des carriéristes achevés. Ils n'ont aucune opinion et se soumettent aux instructions des autorités qui les payent. Comme ils sont les agents du tout-puissant Kremlin, chacun d'entre eux se prend pour un petit surhomme. Tout leur est permis. Ils font peu de cas de l'honneur des autres, puisqu'ils n'en ont pas eux-mêmes. Cette organisation, complètement dégénérée et démoralisée jusqu'à la moelle, ne conserve sa position dans l'opinion publique radicale, y compris l'opinion ouvrière, que grâce à l'autorité du Kremlin qui est le prétendu « constructeur » de la société socialiste. La dénonciation du rôle de l'oligarchie du Kremlin va porter à l'autorité du Komintern un coup dont il ne se relèvera pas.

D'un autre côté, le pouvoir de Staline ne se maintient pas seulement grâce à la violence et à l'inertie bureaucratiques, mais aussi grâce à l'autorité artificielle qu'il détient en tant que « dirigeant du prolétariat mondial ». Pour conserver cette réputation auprès des travailleurs soviétiques, Staline a besoin du Comintern. La dégringolade du Comintern portera un coup sévère aux positions de l'oligarchie à l'intérieur de l'U.R.S.S.

— *A votre avis, qui pourrait remplacer Staline ?*

— D'abord je répondrai à cela négativement ; en aucun cas une *démocratie bourgeoise*. Sous nos yeux, la démocratie bourgeoise perd du terrain, même dans les pays où elle a derrière elle une longue tradition. Il ne saurait être question de sa renaissance en U.R.S.S. Si la bureaucratie de Staline est renversée *de la droite*, sa place sera prise par le fascisme le plus sauvage et le plus débridé, à côté duquel même le régime de Hitler paraîtra une institution philanthropique. Un tel renversement n'est possible qu'à la suite de longues secousses, du chaos économique, de la destruction de l'économie nationalisée et du rétablissement de la propriété privée. Si, au contraire, Staline est renversé *de la*

gauche, c'est-à-dire par la classe ouvrière, la place de la bureaucratie soviétique sera prise par la *démocratie soviétique*. L'économie nationalisée sera conservée et réformée dans l'intérêt du peuple. L'essor vers le socialisme recevra une nouvelle et puissante impulsion.

— *Laquelle de ces deux voies est la plus probable ?*

— Je préfère ne pas m'engager dans des suppositions sur ce sujet. L'issue sera tranchée par la lutte. Le verdict de la commission est désormais un élément de cette lutte. Il est difficile de surestimer son importance. Aux yeux du monde entier, ce verdict lave l'Opposition de gauche de l'U.R.S.S. des calomnies odieuses et, du coup, aide la classe ouvrière dans sa lutte contre la bureaucratie. Le verdict augmente ainsi les chances d'un soulèvement progressiste. C'est là son plus grand mérite historique.

— *D'après le rapport sténographique de la session de Coyocacán et d'après le verdict de la commission, il apparaît que les procès de Moscou révèlent une série de contradictions et d'absurdités grossières dans le cours des procès de Moscou. Si Staline lui-même, le président de la cour, Ulrich¹², le procureur Vychinsky, le chef du G.P.U., Ejov et ses adjoints se sont chargés de l'organisation des impostures judiciaires, comment ont-ils pu laisser passer des erreurs aussi grossières ?*

— Tous ces gens, à commencer par Staline, ont été corrompus par leur impunité et l'absence de tout contrôle. Dans les articles et discours de Staline lui-même, on trouve à chaque ligne non seulement des contradictions politiques, mais aussi les altérations des faits les plus grossières, sans parler des fautes de grammaire. Comme personne n'ose le critiquer, Staline a progressivement perdu l'habitude de se contrôler. C'est la même chose pour les autres bureaucrates. Ils n'apprennent pas, ils ne pensent pas, ils ne font que donner des ordres. Un régime totalitaire assure le succès apparent des ordres. Le président de la cour, le procureur, les accusés, les avocats, les témoins — tous récitent une leçon. Les journaux se soumettent à un coup de téléphone. Il n'y a ni discussion ni critique. Le peuple n'a que le droit de dire merci. Dans ces conditions, le stimulant qui permet

12. Vassili V. Ulrich (1889-1951) était devenu juge militaire dans l'Armée rouge pendant la guerre civile. Anton Antonov-Ovseyenko le qualifie dans son livre de « Gorgone », de « Misanthrope absolu » et de « crapaud en uniforme ». Il avait présidé le procès de Nikolaïev, les procès de 1935, 1936 et 1937, présida dans les premières semaines de la guerre le tribunal qui siégea dans la prison même de la Boutyrki et celui qui, beaucoup plus tard, condamna, lors de « l'affaire de Leningrad » les dirigeants du parti collaborateurs de Jdanov.

d'effectuer un travail sérieux, disparaît même quand il s'agit de fabriquer des impostures.

Il faut ajouter à cela une autre circonstance, non moins importante. La construction d'un plan d'un soi-disant complot impliquant des centaines de personnes qui ne sont pas n'importe qui mais des gens connus dans le monde entier avec leur propre passé, leur physionomie politique définie, le réseau de leurs relations personnelles — la construction d'un tel plan dans un bureau de police, sans que s'y glissent de grossières contradictions est une tâche parfaitement irréalisable. Bien entendu, si cette tâche était confiée à une douzaine de personnes du type de Shakespeare, Cervantes, Goethe, Freud¹³, celle-ci aurait été accomplie de façon beaucoup plus satisfaisante que par Staline, Vychinsky et Ejov. Mais les hommes de génie ne s'occupent pas en général d'impostures. En tout cas, il ne reste plus aujourd'hui un seul homme capable au service de Staline. Vychinsky et Ejov ne sont que de misérables nullités. Staline lui-même est une grandiose médiocrité, et le grandiose y est donné par sa situation historique et la médiocrité par sa propre personnalité. Il n'est pas surprenant que ces gens se soient avérés doublement incompetents devant un problème insoluble en lui-même.

— *Quelle est la position de l'ambassadeur Troianovsky en ce qui concerne la commission de New York ?*

— Sa position est peu enviable. Diego Rivera me disait samedi : « La carrière de Troianovsky est finie, et avec sa carrière, il a peut-être perdu aussi la tête. » Je pense que mon ami a raison. Il est vrai que Troianovsky jouit d'un grand avantage : pendant la Révolution, il se trouvait dans le camp des Blancs. Mais ce n'est pas suffisant. La tâche très importante de Troianovsky l'année dernière était d'obliger l'opinion publique américaine à croire en la justice de Staline. Mais il n'en est rien sorti. Comme toujours, Staline a besoin d'un bouc émissaire. On ne serait pas surpris si Troianovsky était invité à Moscou pour des « explications ». Du reste, vous rendriez service à Troianovsky en publiant cette réponse à votre question, car il sera alors difficile à Staline d'agir en stricte conformité avec la prédiction de Diego Rivera.

13. Trotsky désigne ici les personnes qui lui semblent le mieux incarner le génie, le poète dramatique anglais William *Shakespeare* (1564-1616), l'écrivain espagnol Miguel *Cervantes* Saavedra (1547-1616), l'écrivain allemand Johann Wolfgang *Goethe* (1749-1832) et le père de la psychanalyse, l'Autrichien Sigmund *Freud* (1856-1939).

— *Les procès de Moscou et le verdict de la commission n'entraînent-ils pas des conclusions pessimistes en ce qui concerne le socialisme ?*

— Non, je ne vois pas de raison d'être pessimiste. Il faut prendre l'histoire comme elle est. L'humanité avance comme certains pèlerins : deux pas en avant, un pas en arrière. Pendant le temps du mouvement en arrière, il semble aux sceptiques et aux pessimistes que tout est perdu. Mais c'est une erreur d'optique historique. Rien n'est perdu. L'humanité a progressé, passant du singe au Comintern. Elle passera du Comintern au vrai socialisme. Le jugement de la commission démontre une fois de plus qu'une idée juste est plus puissante que la plus puissante des polices. C'est dans cette conviction que se trouve la base inébranlable de l'optimisme révolutionnaire.

[LA PUBLICATION DES ARTICLES]¹

(14 décembre 1937)

Cher Camarade Hughes²,

Merci pour votre amicale lettre du 29 novembre et pour le compte rendu de *The Case of Leon Trotsky*. Je n'ai eu que de temps à autre l'occasion de lire dans le passé le *Forward*. Je crois que nous sommes bien d'accord sur quelques questions, en désaccord sur bien d'autres. Cela ne saurait m'empêcher d'écrire dans votre hebdomadaire.

Mon ami Sumner³ m'a envoyé la lettre que vous lui avez adressée et où vous soulevez la question des droits. Il est vrai que je publie de temps en temps dans la presse bourgeoise et que mon agent littéraire s'efforce d'obtenir un paiement correspondant : c'est la seule possibilité que j'ai pour ma subsistance. Mais les neuf dixièmes de mon temps sont consacrés à des articles, des brochures, des lettres pour les publications révolutionnaires ou pour des camarades individuellement, et les journaux révolutionnaires sont si pauvres qu'il ne saurait être question de droits.

Je vous enverrai tous les articles que j'envoie aux autres journaux ouvriers dans les différents pays. Vous pourrez utiliser tout ce qui vous intéresse. Si votre journal peut payer quelques

1. Lettre à E. Hughes (8533), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Emrys *Hughes* (1884-1969), professeur dans une école secondaire de Leeds et militant socialiste, était le gendre du pionnier du mouvement travailliste James Keir-Hardie. Il éditait depuis 1931 le périodique *Forward* qui avait pris position contre les procès et avait sollicité Trotsky pour un article.

3. Charles *Sumner* était le nom adopté dans la politique par Hilary *Sumner Boyd* (1911-1976), d'une grande famille anglo-américaine, puisque petit-fils de Charles Sumner, célèbre abolitionniste lié à Lincoln, et fils de Fred Sumner Boyd, ancien secrétaire et ami personnel de John Reed. Il avait fait ses études en Grande-Bretagne, avait été gagné par Hugo Dewar en 1934, alors qu'il étudiait à Christchurch College à Oxford. Il était depuis 1936 l'actif secrétaire du comité de défense de Trotsky. Il avait servi d'intermédiaire avec Emrys Hughes.

LÉON TROTSKY

petits droits, vous pouvez les envoyer à mon fils à Paris. Son adresse est : *Biulleten Oppositsii*, Librairie du Travail, 17 rue de Sambre-et-Meuse Paris 10-2 France. Mais ce n'est pas de ma part une condition de la publication de mes articles.

Je vous envoie aujourd'hui un article sur un entretien avec des journalistes sur le verdict de la commission d'enquête. Si vous vouliez un jour un article exclusif pour le *Forward*, indiquez-moi le sujet qui présenterait pour vos lecteurs un intérêt particulier à ce moment-là.

[COMMENT CONDUIRE UNE DISCUSSION POLITIQUE]¹

(15 décembre 1937)

Cher Camarade Burnham,

Votre lettre du 9 décembre m'a beaucoup intéressé. Naturellement, il n'est que trop facile d'être super-intelligent à une grande distance du champ de bataille et de dire à chacun des combattants qu'ils « exagèrent un tout petit peu ». Mais, dans votre controverse avec Shachtman, je suis tenté de jouer ce rôle peu attrayant.

Il est très difficile de ne pas exagérer dans un conflit d'idées. Mais il est très dangereux de schématiser l'exagération. Je ne connais quelque chose de la position de Shachtman qu'à travers votre interprétation. En règle générale, je crois qu'il n'est pas juste de commencer une discussion en menaçant de sévères conséquences d'organisation. Une discussion est une discussion. Une tentative pour se convaincre l'un l'autre. Le bilan de la discussion peut faire apparaître des vues irréconciliables et conduire à des mesures d'organisation. Mais il est tout à fait clair que la perspective de telles mesures ne peut être tenue pour un argument.

Vous citez des camarades qui disent que « la moindre déviation du bolchevisme implique une rupture avec le bolchevisme ». Une telle affirmation est absurde. Un parti vivant ne peut approcher d'une politique relativement juste que par des approximations successives, c'est-à-dire des déviations et à droite et à gauche. C'est vrai également pour chaque membre du parti individuellement. Si nous devons analyser l'histoire de notre entrée dans le parti socialiste, le travail à l'intérieur et notre rupture, nous trouverions des dizaines d'exemples illustrant cette

1. Lettre à Burnham (7457), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

idée. La vigueur du parti et l'habileté de sa direction sont attestées par sa capacité à assimiler à temps les déviations partielles et à ne pas leur permettre de mener à une rupture complète avec le marxisme.

Je suis d'accord avec vous que la pratique d'organisation ne découle qu'*en dernière analyse*, de la politique générale. En d'autres germes, qu'elle a, dans certaines limites, une importance indépendante, qu'elle peut par conséquent influencer en bien comme en mal sur la politique générale.

Mais ici commence le point où, si je vois bien la situation, je ne suis pas d'accord avec vous. Le régime du parti sera élaboré, corrigé, amélioré, pendant des années et des années, en liaison avec une politique correcte. Une position fautive sur la défense de l'U.R.S.S. peut conduire à un effondrement total du parti dans l'avenir proche. Je ne peux pas placer les deux questions sur le même plan. Actuellement, les éléments mûrs du parti doivent concentrer tous leurs efforts sur la question la plus importante et la plus aiguë : démasquer et surmonter le danger sectaire. A votre place, je me battrais à cette étape en solidarité totale avec le C[omitée] N[ational] contre les défaitistes et, à l'intérieur du C.N., je m'opposerais à des mesures d'organisation prématurées ou évitables. Cette « proportion » entre le combat politique et le combat d'organisation me semble, à moi du moins, de loin, correspondre le plus à la situation réelle aujourd'hui dans le parti.

Vous pouvez m'objecter ce que vous dites dans vos lettres, précisément que vous êtes « en train de terminer une fondation qui déterminera le caractère du bâtiment. Une légère erreur maintenant signifie un désastre plus tard ». Mais c'est précisément là le point faible de votre position. Vous rejetez, et à juste titre, l'affirmation selon laquelle « la plus petite déviation du bolchevisme implique nécessairement une rupture avec le bolchevisme ». Mais, à la page suivante, vous répétez cette affirmation, mais seulement en liaison avec la question d'organisation. Vous voulez donner d'un seul coup une fondation parfaite pour la construction du parti et cet objectif vous domine avec une telle puissance que vous êtes prêt à renoncer non seulement à une politique marxiste « parfaite », mais même à un combat en commun pour approcher d'une telle politique sur la question la plus importante de cette période historique. Votre conception manque sur ce point des nécessaires proportions internes.

Je serai heureux d'avoir un jour la possibilité de discuter personnellement avec vous de toutes ces questions. Je me

souviens très bien de la grande impression que m'avait fait à Prinkipo votre article dans *Symposium*² et avec quelle insistance j'avais interrogé Max Eastman³ à votre sujet, afin d'éclairer à mes yeux la possibilité d'une collaboration ultérieure avec vous. J'ai été très heureux d'apprendre que vous étiez venu à la IV^e Internationale avec l'American Workers Party. Je suis avec le plus grand intérêt vos écrits dans le parti et j'aimerais beaucoup vous rencontrer un jour personnellement. Ne croyez-vous pas que ce serait possible ?

2. Dans le numéro de juillet 1932 de la revue *Symposium*, qu'il dirigeait, Burnham avait publié une étude riche et intéressante de l'*Histoire de la Révolution russe* qui avait été l'occasion pour Trotsky de commencer avec lui une correspondance.

3. Max *Eastman* (1883-1969), rédacteur en chef de *Masses*, avait eu un rôle important dans la cristallisation de la gauche socialiste aux Etats-Unis pendant la guerre. Il s'était lié avec Trotsky, avait été proche de l'Opposition sans jamais militer nulle part, et avait traduit les premiers livres de Trotsky. Les deux hommes avaient maintenant d'importantes divergences politiques et quelques griefs personnels mais maintenaient des relations épisodiques.

[MANQUE DE SOIN]¹

(15 décembre 1937)

Cher Camarade,

La traduction de mon article sur le Manifeste² comporte quelques faux sens. Nous les avons corrigés ici avec la plus grande attention en collaboration avec Joe [Hansen]. Le texte a été retapé et envoyé le 17 novembre au camarade Shachtman comme à toutes les adresses dans les différents pays. Je constate maintenant avec stupeur que l'ancien texte non corrigé est publié avec une note de bas de page scandaleusement inexacte. Je connais les excuses possibles : « Nous avons tellement de tâches, etc. ». Mes chers camarades, nous aussi, nous avons des tâches. Mais nous avons suffisamment de respect pour *New International* et pour ses lecteurs pour consacrer un jour entier de notre temps à nous à une bonne correction de la traduction. Ce n'est pas le manque de temps qui est responsable de telles choses, mais le manque de soin dans l'édition. Le comité de rédaction doit comprendre quelqu'un qui soit intégralement responsable de la qualité technique de l'édition de *New International*. En tout cas, je dois savoir avec qui je dois avoir personnellement à faire avant d'envoyer aucun article nouveau à *New International*.

P.-S. Nous remarquons que le titre de l'article est correct dans le corps de la revue. Ceci semble indiquer que vous avez reçu le manuscrit corrigé à temps pour faire les corrections, même si l'ancien texte était à la composition.

P.-P.-S. Nous avons souligné en rouge celle des corrections dont nous insistons catégoriquement pour qu'elles soient publiées dans le prochain numéro de *New International*.

1. Lettre à la rédaction de *New International* (10334), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cf. pp. 229-238.

[NOUVELLES REMARQUES SUR CRONSTADT]¹

(16 décembre 1937)

Cher Camarade Wright,

S'il n'est pas trop tard, ce serait bien d'introduire dans votre articles sur Cronstadt les considérations suivantes. Quel était l'objectif réel des mutins ? La supposition selon laquelle soldats et marins pouvaient risquer une insurrection sous le mot d'ordre absolument politique de « soviets libres » est absurde en elle-même. Elle est doublement absurde compte tenu du fait que le reste de la garnison de Cronstadt était composé d'hommes arriérés et passifs qui ne pouvaient être utilisés dans la guerre civile. Ces gens ne pouvaient être entraînés dans une insurrection que par de profonds besoins et intérêts économiques. C'étaient les besoins et intérêts des pères et frères de ces marins et soldats, c'est-à-dire des paysans, marchands de produits alimentaires et de matières premières. En d'autres termes, la mutinerie était l'expression de la réaction de la petite-bourgeoisie contre les difficultés et privations imposées par la révolution prolétarienne. Personne ne peut nier le caractère de classe des deux camps. Toutes les autres questions ne peuvent avoir qu'une importance secondaire. Si les bolcheviks avaient commis des erreurs de caractère particulier ou général, cela ne change pas le fait qu'ils défendaient les acquis de la révolution prolétarienne contre la réaction bourgeoise (petite-bourgeoise). C'est pourquoi tout critique devrait être examiné du point de vue du camp dans lequel il se trouve. Celui qui ferme les yeux devant le contenu social et historique de la mutinerie de Cronstadt, celui-là est lui-même un élément de la réaction petite-bourgeoise contre la

1. Lettre à John G. Wright (10909), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

révolution prolétarienne (c'est le cas d'Alexandre Berkman, des mencheviks russes, etc.)

Un syndicat, disons d'ouvriers agricoles, peut commettre dans une grève contre des fermiers des erreurs tactiques. Nous pouvons les critiquer, mais cette critique devrait reposer sur une solidarité fondamentale avec les syndicats ouvriers et notre opposition aux exploiters des ouvriers, même si ces exploiters sont de petits fermiers. Il n'est pas du tout exclu que le commissaire Kouzmine ait commis des erreurs² ; ce n'était pas un homme sérieux du tout. Nous l'avions laissé à Cronstadt parce que nous avons besoin de tous les bons révolutionnaires et combattants au front. Vous pouvez, je pense, admettre sous une forme générale que des erreurs des autorités locales ont pu jouer un rôle. Vous pouvez à mon avis, admettre même l'affirmation de Victor Serge que la Nep (c'est-à-dire une concession limitée aux exigences bourgeoises illimitées) a été introduite trop tard³. C'était une erreur politique importante que Lénine lui-même a reconnue très nettement au printemps 1921, mais nous n'avons jamais prétendu que notre politique était infaillible. Mais, avec toutes ses erreurs partielles, notre politique a toujours été au service de la révolution prolétarienne et les mutins de Cronstadt représentaient la réaction bourgeoise. Le mot d'ordre de « soviets libres » signifiait, matériellement et pratiquement, en principe et par essence, l'abolition de la dictature prolétarienne représentée par le parti communiste.

Le devoir élémentaire d'une analyse historique scientifique ne consiste pas à prendre les mots d'ordre abstraits de différents groupes, mais à découvrir leur contenu social réel et, dans ce cas, une telle analyse ne présente aucune difficulté.

Je crois qu'un supplément de cette espèce renforcerait votre analyse et vos conclusions.

P.S. Je regrette beaucoup que mon « conflit » avec *New International* soit lié avec votre traduction de mon article⁴. Vos traductions sont en général très bonnes. Par accident, la traduc-

2. Nikolai N. Kouzmine (1883-1939), membre du parti depuis 1903, était commissaire de la forteresse. Il semble que les menaces qu'il se laissa aller à préférer au cours d'un meeting furent un facteur de la colère qui emporta les marins du *Petropavlovsk* vers l'insurrection armée.

3. C'était une idée que Victor Serge avait avancée dans son premier article de *La Révolution prolétarienne* (cf. n. 4 p. 298).

4. L'article « Quatre-vingt-dix années de Manifeste communiste » avait été traduit par John G. Wright.

tion de mon article *Manifeste* comprenait quelques erreurs importantes : ce n'est que naturel dans tout travail. Ce qui n'est pas naturel, c'est la nonchalance des éditeurs de *New International* à qui nous avons envoyé une copie sérieusement corrigée de la traduction.

LEÇON D'ESPAGNE : DERNIER AVERTISSEMENT ¹

(17 décembre 1937)

Les opérations militaires en Abyssinie, en Espagne et en Extrême-Orient sont soigneusement étudiées par tous les états-majors militaires qui préparent la future grande guerre. Les combats du prolétariat espagnol, ces éclairs avant-coureurs de la future révolution internationale, doivent être étudiés avec non moins d'attention par les états-majors révolutionnaires ; c'est à cette seule condition que les événements qui approchent ne nous prendront pas au dépourvu.

Trois conceptions, avec des forces inégales, se sont affrontées dans le camp dit républicain : le menchevisme, le bolchevisme, l'anarchisme. En ce qui concerne les partis républicains bourgeois, ils n'ont eu ni idées ni importance politique et n'ont fait que se maintenir sur le dos des réformistes et des anarchistes. En outre il ne serait nullement exagéré de dire que les chefs de l'anarcho-syndicalisme ont tout fait pour désavouer leur doctrine et réduire pratiquement leur importance à zéro. En fait, dans le camp républicain, deux doctrines se sont affrontées : le bolchevisme et le menchevisme.

Selon la conception des socialistes et des staliniens, c'est-à-dire les mencheviks de la première et de la seconde levée, la révolution espagnole ne devait résoudre que des tâches démocratiques ; c'est pourquoi il était nécessaire de faire le front unique avec la bourgeoisie « démocratique ». Toute tentative du prolétariat de sortir des cadres de la démocratie bourgeoise était, selon ce point de vue, non seulement prématurée mais funeste. Ce qui était à l'ordre du jour, d'ailleurs, ce n'était pas la révolution, mais la lutte contre Franco. Le fascisme, c'est la « réaction ». Contre

1. Article (T 4258), dont la traduction du russe en français a été revue et corrigée.

la « réaction », il faut unir toutes les forces de « progrès ». Que le fascisme soit une réaction bourgeoise et non féodale et qu'on ne puisse le combattre que par les forces et les méthodes de la révolution prolétarienne, c'est là une notion que le menchevisme, lui-même rameau de la pensée bourgeoise, ne veut ni ne peut faire sienne.

Le point de vue bolchevique, actuellement exprimé seulement par la jeune section de la IV^e Internationale, procède de la théorie de la révolution permanente, à savoir que même des tâches purement démocratiques, telles que la liquidation de la propriété foncière semi-féodale, ne peuvent être résolues sans la conquête du pouvoir par le prolétariat ; et cela, à son tour, met à l'ordre du jour la révolution socialiste. D'ailleurs, les ouvriers espagnols eux-mêmes, dès les premiers pas de la révolution, se sont assignés en pratique non seulement des tâches démocratiques, mais des tâches purement socialistes². Exiger de ne pas sortir des limites de la démocratie bourgeoise, ce n'est pas en fait défendre la révolution démocratique, c'est renoncer à la défendre³. C'est seulement par le renversement des rapports sociaux à la campagne qu'on peut faire du paysan, masse principale de la population, un rempart puissant contre le fascisme. Mais les propriétaires fonciers sont attachés par des liens indissolubles à la bourgeoisie bancaire, industrielle et commerciale et à l'intelligentsia bourgeoise qui en dépend. Le parti du prolétariat était ainsi placé devant la nécessité de choisir : ou bien avec les masses paysannes, ou bien avec la bourgeoisie libérale. Inclure dans une même coalition à la fois les paysans et la bourgeoisie libérale, cela ne pouvait avoir qu'un seul but : aider la bourgeoisie à tromper les paysans et à isoler les ouvriers. La révolution agraire ne pouvait se réaliser que *contre* la bourgeoisie, par conséquent seulement par les mesures de la dictature du prolétariat. Il n'existe aucun régime moyen intermédiaire.

Du point de vue de la théorie, ce qui frappe avant tout dans la politique espagnole de Staline, c'est un oubli complet de l'ABC du léninisme. Avec un retard de quelques dizaines

2. L'ampleur de la « révolution » de juillet, les saisies des usines, grands domaines, entreprises de toutes sortes, et leur collectivisation sont des preuves de ces affirmations.

3. Un exemple frappant de cette affirmation est fourni par le fait que le décret sur la réforme agraire du gouvernement Largo Caballero, autorisant la confiscation des terres dont les propriétaires étaient passés du côté de la rébellion, allait ouvrir la porte aux réclamations de ceux qui s'étaient seulement réfugiés en France et marqua un recul de la révolution.

d'années — et quelles années ! — l'Internationale communiste a complètement réhabilité la doctrine du menchevisme. Plus encore, elle s'est efforcée de lui donner une expression plus « conséquente » et par là même plus absurde. Dans la Russie tsariste, au début de 1905, la formule de la « révolution purement démocratique » avait en tout cas pour elle infiniment plus d'arguments qu'en 1937 en Espagne. Rien d'étonnant à ce que, dans l'Espagne contemporaine, la politique « ouvrière libérale » du menchevisme se soit changée en politique anti-ouvrière, réactionnaire, du stalinisme. Du coup, la doctrine du menchevisme, cette caricature du marxisme, s'est transformée en sa propre caricature.

La « théorie » du Front populaire

Il serait pourtant naïf de penser qu'à la base de la politique du Comintern en Espagne il y avait quelques « erreurs » théoriques. Le stalinisme n'est pas guidé par la théorie marxiste ni par quelque théorie que ce soit, mais par les intérêts empiriques de la bureaucratie soviétique. Entre eux, les cyniques de Moscou se moquent bien de la « philosophie » du Front populaire à la Dimitrov. Mais ils ont à leur disposition, pour tromper les masses, des cadres nombreux de propagandistes de cette formule sacrée, sincères ou filous, naïfs ou charlatans. Louis Fischer, avec son ignorance et sa suffisance, son état d'esprit de raisonneur provincial organiquement sourd à la révolution, est le représentant le plus répugnant de cette confrérie fort peu attrayante. « L'union des forces progressistes », le « triomphe des idées du Front populaire », l'« atteinte portée par les trotskystes à l'unité des rangs antifascistes ». Qui croirait qu'il y a quatre-vingt-dix ans que le *Manifeste communiste* a été écrit⁴ ?

Les théoriciens du Front populaire ne vont pas au fond plus loin que la première règle d'arithmétique, celle de l'*addition* : la somme des « communistes », des socialistes, des anarchistes et des libéraux est supérieure à chacun de ses termes. C'est à cela que se réduit toute leur science. Pourtant l'arithmétique ne suffit

4. Juan Andrade avait cité longuement le *Manifeste* dans le quotidien des milices du P.O.U.M. de Madrid, *El Combatiente rojo*, à seule fin de vérifier que le censeur communiste de la capitale assiégée ne laisserait pas passer des phrases extraites de l'œuvre de Marx et Engels...

pas dans cette affaire. Il faut au moins la mécanique : la loi du parallélogramme des forces se vérifie, même en politique. La résultante est, comme on sait, d'autant plus courte que les forces divergent davantage entre elles. Quand des alliés politiques tirent dans des directions opposées, la résultante est égale à zéro. Le bloc des différents groupements politiques de la classe ouvrière est absolument nécessaire pour résoudre les tâches communes. Dans certaines circonstances historiques où un tel bloc est capable d'attirer à lui les masses petites-bourgeoises opprimées dont les intérêts sont proches de ceux du prolétariat, la force commune d'un tel bloc peut se trouver beaucoup plus grande que la résultante des forces qui le constituent. Au contraire, l'alliance du prolétariat avec la bourgeoisie, dont les intérêts, à l'heure actuelle, dans les questions fondamentales, font un angle de 180° , ne peut en général que paralyser la force révolutionnaire du prolétariat.

La guerre civile, dans laquelle la force de la seule violence a peu d'action, exige de ceux qui y participent un dévouement suprême. Les ouvriers et les paysans ne sont capables d'assurer la victoire que quand ils mènent la lutte pour leur propre émancipation. Les soumettre dans ces conditions à la direction de la bourgeoisie, c'est assurer d'avance la défaite dans la guerre civile.

Ces vérités ne sont d'aucune manière le fruit d'une analyse purement théorique. Elles représentent au contraire la conclusion irréfutable de toute l'expérience historique, au moins à partir de 1848. L'histoire moderne des sociétés bourgeoises est pleine de fronts populaires de toutes sortes, c'est-à-dire de combinaisons politiques les plus diverses pour tromper les travailleurs. L'expérience espagnole n'est qu'un nouvel anneau tragique de cette chaîne de crimes et de trahisons.

L'alliance avec l'ombre de la bourgeoisie

Le fait le plus étonnant politiquement est que, dans le Front populaire espagnol, il n'y avait pas au fond de parallélogramme des forces : la place de la bourgeoisie était prise par son ombre⁵. Par l'intermédiaire des staliniens, des socialistes et des anarchis-

5. Une partie de cette « ombre » était évidemment la bourgeoisie internationale ou, plus précisément, anglaise et française.

tes, la bourgeoisie espagnole s'est subordonné le prolétariat sans même se donner la peine de participer au Front populaire : la majorité écrasante des exploités de toutes nuances politiques était passée dans le camp de Franco. Sans aucune théorie de la révolution permanente, la bourgeoisie espagnole a compris, dès le début du mouvement révolutionnaire des masses, que, quel que soit son point de départ, ce mouvement était dirigé contre la propriété privée de la terre et des moyens de production et qu'il était absolument impossible d'en venir à bout par les moyens de la démocratie.

C'est pourquoi il n'est resté dans le camp républicain que des débris insignifiants de la classe possédante, MM. Azāna, Companys et leurs semblables, avocats politiques de la bourgeoisie mais nullement la bourgeoisie elle-même. Ayant tout misé sur la dictature militaire, les classes possédantes surent en même temps utiliser leurs représentants politiques de *la veille* pour paralyser, désagréger puis étouffer le mouvement socialiste des masses sur le territoire « républicain ».

Ne représentant plus à aucun titre la bourgeoisie espagnole, les républicains de gauche représentaient bien moins encore les ouvriers et les paysans : ils ne représentaient rien en dehors d'eux-mêmes. Pourtant, grâce à leurs alliés socialistes, stalinien et anarchistes, ces fantômes politiques ont joué dans la révolution un rôle décisif. Comment ? Très simplement en tant qu'incarnation du principe de la « révolution démocratique », c'est-à-dire de l'inviolabilité de la propriété privée.

Les stalinien dans le Front populaire

Les causes de l'apparition du Front populaire et sa mécanique interne sont parfaitement claires. La tâche des chefs en retraite de la bourgeoisie consistait à arrêter la révolution des masses et à regagner la confiance perdue des exploités : « A quoi sert Franco si nous, les républicains, pouvons faire la même chose ? » Sur ce plan essentiel, les intérêts d'Azāna et de Companys coïncidaient pleinement avec ceux de Staline, pour lequel il était nécessaire de gagner la confiance des bourgeoisies anglaise et française en montrant qu'il était capable de protéger l'« ordre » contre « l'anarchie ». Azaña et Companys⁶ ser-

6. Manuel *Azaña* y Díaz (1880-1940) était le chef de la gauche bourgeoise, premier ministre en 1931, puis en 1936, président de la République, à la droite du

vaient nécessairement à Staline de couverture face aux ouvriers : lui-même, Staline, est évidemment pour le socialisme, mais il ne peut pas repousser la bourgeoisie républicaine. Staline est nécessaire à Azaña et Companys en tant que bourreau expérimenté jouissant d'une réputation de révolutionnaire. Sans lui, réduits à n'être qu'un ramassis de nullités, ils n'auraient pas ni osé attaquer les ouvriers.

Les réformistes traditionnels de la II^e Internationale, depuis longtemps affolés par le cours de la lutte de classe, reçurent un regain d'assurance du fait du soutien de Moscou. Ce soutien ne fut d'ailleurs pas accordé à tous les réformistes, mais seulement aux plus réactionnaires : [Largo] Caballero représentait la face du parti tournée vers l'aristocratie ouvrière, tandis que Negrín et Prieto avaient toujours les yeux tournés vers la bourgeoisie⁷. Negrín a vaincu [Largo] Caballero grâce à l'aide de Moscou⁸. Les socialistes de gauche et les anarchistes, prisonniers du Front populaire, se sont efforcés, il est vrai, de sauver de la démocratie ce qui pouvait en être sauvé. Mais comme ils n'ont pas osé mobiliser les masses contre les gendarmes du Front populaire, leurs efforts se sont en fin de compte réduits à de pitoyables lamentations. Les staliniens se sont ainsi trouvés alliés à l'aile la plus droitière, la plus ouvertement bourgeoise, du parti socialiste. Ils ont dirigé leurs coups à gauche, contre le P.O.U.M., les anarchistes et les socialistes « de gauche », c'est-à-dire contre les groupements centristes qui reflétaient, bien que de loin, la pression des masses révolutionnaires.

Ce fait politique, significatif en lui-même, sonne aussi la mesure de la dégénérescence du Comintern au cours des dernières années. Nous avons autrefois défini le stalinisme comme un *centrisme bureaucratique* : les événements ont donné un certain nombre de preuves de la justesse de cette affirmation, mais elle est actuellement dépassée. Les intérêts de la bureaucra-

Front populaire dont il avait fourni le programme. Luis Companys y Jover (1883-1940), avocat, défenseur des militants de la C.N.T. à Barcelone, dirigeant de la Gauche républicaine catalaniste, avait été déposé en 1934 en tant que président de la Généralité, puis réinstallé en 1936. Il avait restauré son autorité en s'appuyant avant tout sur le P.S.U.C.

7. Largo Caballero était avant tout un syndicaliste, dirigeant de l'U.G.T. depuis des décennies ; Prieto était directeur d'un grand journal d'information de Bilbao, *El Liberal*, et Negrín professeur à la Faculté de médecine de Madrid.

8. La presse communiste, à l'initiative des représentants de l'I.C., avait donné la première le signal des attaques contre Largo Caballero. C'étaient les ministres du P.C.E., en démissionnant, suivis des socialistes de droite, qui avaient obligé ce dernier à se démettre.

tie bonapartiste ne correspondent plus au caractère hybride du centrisme. Dans sa recherche d'accommodements avec la bourgeoisie, la clique stalinienne est capable de ne s'allier qu'aux éléments les plus conservateurs de l'aristocratie ouvrière dans le monde : par là, le caractère contre-révolutionnaire du stalinisme dans l'arène mondiale est définitivement établi⁹.

Les avantages contre-révolutionnaires du stalinisme

Nous arrivons là au cœur de la solution de l'énigme : comment et pourquoi le parti « communiste » espagnol, insignifiant, tant par son nombre que par le niveau de sa direction, s'est-il trouvé capable de concentrer entre ses mains tous les leviers du pouvoir, en dépit de la présence d'organisations socialistes et anarchistes incomparablement plus puissantes ? L'explication courante suivant laquelle les staliniens ont tout simplement troqué le pouvoir en échange des armes soviétiques reste superficielle. Pour prix de ses armes, Moscou a reçu l'or espagnol. Selon les lois du marché capitaliste, c'était suffisant. Comment Staline a-t-il réussi à obtenir également le pouvoir dans ce marché ? A cela, on répond d'ordinaire : en accroissant son autorité aux yeux des masses par des fournitures militaires, le gouvernement soviétique a pu exiger, comme conditions de son « aide », des mesures décisives contre les révolutionnaires et écarter ainsi de sa route des adversaires dangereux. Tout cela est indiscutable, mais ce n'est qu'un aspect de la question, le moins important d'ailleurs. En dépit de l'« autorité » acquise grâce aux fournitures soviétiques, le parti communiste espagnol est demeuré une petite minorité et il a rencontré de la part des ouvriers une haine toujours plus grande. Il ne suffisait pas, d'autre part, que Moscou posât des conditions ; encore fallait-il que Valence les acceptât. C'est là le fond du problème. Car non seulement Companys et Negrín, mais aussi [Largo] Caballero quand il était président du conseil, tous sont allés, de plus ou moins bon gré, au-devant des exigences de Moscou ? Pourquoi ? Parce que ces messieurs eux-mêmes voulaient maintenir la révolution dans le cadre bourgeois.

Ni les socialistes ni même les anarchistes ne se sont

9. Trotsky avait déjà porté cette appréciation au lendemain de la défaite sans combat du prolétariat allemand face à Hitler en 1933.

sérieusement opposés au programme stalinien. Ils avaient eux-mêmes peur de la rupture avec la bourgeoisie. Ils étaient mortellement effrayés de chaque offensive révolutionnaire des ouvriers. Grâce à ses armes et à son ultimatum contre-révolutionnaires, Staline a été, pour tous ces groupes, le sauveur. Il leur assurait en effet ce qu'ils espéraient, la victoire militaire sur Franco et, en même temps, les affranchissait de toute responsabilité pour le cours de la révolution. Ils se sont donc empressés de mettre au rencart leurs masques socialistes et anarchistes, avec l'espoir de les utiliser de nouveau, quand Moscou aurait rétabli pour eux la démocratie bourgeoise. Pour comble de commodité, ces messieurs pouvaient justifier leur trahison envers le prolétariat par la nécessité de l'entente militaire avec Staline ; de son côté, ce dernier justifiait sa politique contre-révolutionnaire par la nécessité de l'entente avec la bourgeoisie républicaine.

C'est seulement de ce point de vue plus large que devient claire pour nous l'angélique patience dont on fait preuve vis-à-vis des représentants du G.P.U. ces champions du droit et de la liberté que sont Azaña, Companys, Negrín, [Largo] Caballero, García Oliver¹⁰ et autres. S'ils n'ont pas eu le choix, comme ils l'affirmaient, ce n'est nullement parce qu'ils n'avaient pas les moyens de payer avions et tanks autrement que par des « têtes » révolutionnaires et les droits des ouvriers, c'est parce qu'il leur était impossible de réaliser leur propre programme « purement démocratique », c'est-à-dire antisocialiste, autrement que par la terreur. Quand les ouvriers et les paysans s'engagent dans la voie de leur révolution, c'est-à-dire s'emparent des usines, des grandes propriétés et chassent les anciens propriétaires, prennent localement le pouvoir, alors, la contre-révolution (bourgeoise-démocratique, stalinienne ou fasciste) n'a plus d'autre moyen d'arrêter le mouvement que par la violence sanglante, complétée par le mensonge et la tromperie. Dans cette voie, l'avantage de la clique stalinienne consistait en ce qu'elle a immédiatement entrepris d'appliquer des méthodes qui dépassaient Azaña, Companys, Negrín et leurs alliés de gauche.

10. Juan García Oliver (1901-1981), garçon de café, membre du célèbre groupe d'action *Los Solidarios* en 1921, longtemps émigré, organisateur du groupe *Nosotros* et chef de file des « anarchobolcheviks » avait été l'homme fort du comité central des milices antifascistes de Catalogne en 1936 et était devenu ministre de la justice dans le gouvernement Largo Caballero.

Staline confirme à sa manière la théorie de la révolution permanente

Ainsi, sur le territoire de l'Espagne, se sont affrontés deux programmes inconciliables. D'une part, celui de la sauvegarde à tout prix de la propriété privée contre le prolétariat et, si possible, de la sauvegarde de la démocratie contre Franco. De l'autre, le programme d'abolition de la propriété privée grâce à la conquête du pouvoir par le prolétariat. Le premier exprimait le programme du Capital par l'intermédiaire de l'aristocratie ouvrière, des sommets de la petite bourgeoisie et surtout de la bureaucratie soviétique. Le second traduisait en langage marxiste les tendances, pas pleinement conscientes, mais puissantes, du mouvement révolutionnaire des masses. Pour le malheur de la révolution, il y avait, entre la poignée de bolcheviks et le prolétariat révolutionnaire, la cloison contre-révolutionnaire du Front populaire.

La politique du Front populaire, à son tour, n'a été nullement déterminée par le chantage de Staline en tant que fournisseur d'armes. Assurément, le chantage n'a pas manqué ; mais la condition de son succès se trouvait dans les conditions internes de la révolution elle-même. Le fonds social de celle-ci avait été, au cours des six dernières années, l'offensive croissante des masses contre la propriété semi-féodale et bourgeoise. C'est précisément la nécessité de défendre cette propriété par les grands moyens qui a jeté la bourgeoisie dans les bras de Franco. Le gouvernement républicain avait promis à la bourgeoisie de défendre la propriété par des mesures « démocratiques », mais il enregistra, surtout en juillet 1936, une faillite complète. Quand la situation sur le front de la propriété devint encore plus menaçante que sur le front militaire, les démocrates de tout poil, y compris les anarchistes, s'inclinèrent devant Staline et ce dernier n'a trouvé dans son arsenal d'autres méthodes que celles de Franco.

Sans les persécutions contre les « trotskystes », les poumistes, les anarchistes révolutionnaires et les socialistes de gauche, les calomnies fangeuses, les faux documents, les tortures dans les prisons staliniennes, les assassinats dans le dos, sans tout cela, le régime bourgeois, sous le drapeau républicain, ne se serait pas maintenu deux mois. Le G.P.U. ne s'est trouvé maître de la situation que parce qu'il a défendu de façon plus conséquente que d'autres, c'est-à-dire avec plus de fourberie et de cruauté, les intérêts de la bourgeoisie contre le prolétariat.

Au cours de sa lutte contre la révolution socialiste, le « démocrate » Kerensky avait d'abord cherché un appui dans la dictature militaire de Kornilov, puis il avait tenté de rentrer à Pétrograd dans les fourgons du général Krasnov¹¹. D'autre part, les bolcheviks, pour mener jusqu'au bout la révolution démocratique, ont été contraints de renverser le gouvernement des charlatans et des bavards « démocratiques ». Ce faisant, ils ont mis fin, en passant, à toutes les tentatives de dictature militaire (ou « fasciste »).

La révolution espagnole montre une nouvelle fois qu'il est impossible de défendre la démocratie contre les masses révolutionnaires autrement que par des méthodes de réaction fasciste. Et inversement, il est impossible de mener une véritable lutte contre le fascisme autrement que par les méthodes de la révolution prolétarienne. Staline a lutté contre le « trotskysme » (la révolution prolétarienne) en détruisant la démocratie par les mesures bonapartistes et le G.P.U. Cela réfute une nouvelle fois et définitivement la vieille théorie menchevique que s'est appropriée le Comintern, théorie qui fait de la révolution socialiste deux chapitres historiques indépendants, séparés l'un de l'autre dans le temps. L'œuvre des bourreaux de Moscou confirme à sa manière la justesse de la théorie de la révolution permanente.

Le rôle des anarchistes

Les anarchistes n'ont eu aucune position indépendante dans la révolution espagnole. Ils n'ont fait qu'osciller entre menchevisme et bolchevisme. Plus exactement, les ouvriers anarchistes tendaient instinctivement à trouver une issue dans la voie bolchevique (19 juillet 1936, journées de mai 1937), alors que les chefs, au contraire, repoussaient de toutes leurs forces les masses dans le camp du Front populaire, c'est-à-dire du régime bourgeois.

Les anarchistes ont fait preuve d'une incompréhension fatale des lois de la révolution et de ses tâches, lorsqu'ils ont tenté de se limiter aux syndicats, c'est-à-dire à des organisations de temps de

11. Piotr N. *Krasnov* (1869-1947) avait dirigé la première contre-offensive d'unités régulières de l'armée contre le nouveau pouvoir bolchevique, puis organisé l'armée blanche dans la région du Don.

paix, imprégnées de routine et ignorant ce qui se passait en dehors d'eux, dans la masse, dans les partis politiques et dans l'appareil d'Etat. Si les anarchistes avaient été des révolutionnaires, ils auraient avant tout appelé à la création de soviets, réunissant tous les représentants de la ville et du village, y compris ceux des millions d'hommes les plus exploités qui n'étaient jamais entrés dans les syndicats. Dans les soviets, les ouvriers révolutionnaires auraient naturellement occupé une position dominante. Les staliniens se seraient trouvés en minorité insignifiante. Le prolétariat se serait convaincu de sa force invincible. L'appareil de l'Etat bourgeois n'aurait plus été en prise sur rien. Il n'aurait pas fallu un coup bien fort pour que cet appareil tombât en poussière. La révolution socialiste aurait reçu une impulsion puissante. Le prolétariat français n'aurait pas permis longtemps à Léon Blum de bloquer la révolution prolétarienne au-delà des Pyrénées.

La bureaucratie de Moscou n'aurait sans doute pas pu se permettre un tel luxe. Les questions les plus difficiles se seraient résolues d'elles-mêmes.

Au lieu de cela, les anarcho-syndicalistes, qui tentaient de se protéger de la « politique » dans les syndicats, se sont retrouvés, au grand étonnement de tout le monde et d'eux-mêmes, la cinquième roue du carrosse de la démocratie bourgeoise. Pas pour longtemps, car la cinquième roue ne sert à personne. Après que Garcia Oliver et Cie eurent bien aidé Staline et ses acolytes à enlever le pouvoir aux ouvriers, les anarchistes furent eux-mêmes chassés du gouvernement de Front populaire. Et ils n'ont rien trouvé de mieux que de courir derrière le carrosse du vainqueur et d'essayer de le convaincre de leur dévouement. Ils dissimulaient la frayeur du petit bourgeois devant le grand bourgeois, la frayeur du petit bureaucrate devant le grand bureaucrate sous des discours pleurnichards sur la sainteté du front unique (des victimes avec les bourreaux) et sur l'impossibilité d'admettre toute dictature, y compris la leur propre. « Nous aurions pu prendre le pouvoir en juillet 1936... Nous aurions pu prendre le pouvoir en mai 1937... » C'est ainsi que les anarchistes imploraient Negrín et Staline de reconnaître et de récompenser leur trahison de la révolution. Tableau repoussant.

Cette seule auto-justification : « Nous n'avons pas pris le pouvoir, non parce que nous n'avons pas pu, mais parce que nous n'avons pas voulu, parce que nous sommes contre toute dictature » etc. renferme une condamnation de l'anarchisme en tant

que doctrine complètement contre-révolutionnaire¹². Renoncer à la conquête du pouvoir, c'est le laisser volontairement à ceux qui l'ont, aux exploités. Le fond de toute révolution a consisté et consiste à porter au pouvoir une nouvelle classe et à lui donner ainsi toutes possibilités de réaliser son programme. Impossible de faire la guerre sans désirer la victoire. Impossible de conduire les masses à l'insurrection sans se préparer à prendre le pouvoir. Personne n'aurait pu empêcher les anarchistes, après la prise du pouvoir, d'établir le régime qui leur aurait semblé bon, en admettant évidemment qu'il fût réalisable. Mais les chefs anarchistes eux-mêmes avaient perdu la foi en lui. Ils se sont éloignés du pouvoir, non pas parce qu'ils sont contre « toute dictature » — en fait, bon gré mal gré, ils ont soutenu et ils soutiennent la dictature de Negrín-Staline —, mais parce qu'ils avaient complètement abandonné leurs principes et perdu leur courage, s'ils eurent jamais l'un et l'autre. Ils avaient peur. Ils avaient peur de tout, de « l'isolement », de « l'intervention », du « fascisme ». Ils avaient peur de Staline. Ils avaient peur de Negrín. Ils avaient peur de la France et de l'Angleterre. Mais ce dont ces phraseurs avaient peur avant tout, c'était des masses révolutionnaires.

Le refus de conquérir le pouvoir rejette inévitablement toute organisation ouvrière dans le marais du réformisme et fait d'elle le jouet de la bourgeoisie ; il ne peut en être autrement, vu la structure de classe de la société.

Se dressant contre le *but*, la prise du pouvoir, les anarchistes ne pouvaient pas, en fin de compte, ne pas se dresser contre les *moyens*, la révolution. Les chefs de la C.N.T. et de la F.A.I. ont aidé la bourgeoisie, non seulement à retenir une ombre de pouvoir en juillet 1936, mais encore à rétablir morceau par morceau ce qu'elle avait perdu d'un seul coup. En mai 1937, ils ont saboté l'insurrection des ouvriers et sauvé par là la dictature de la bourgeoisie. Ainsi, l'anarchiste qui ne voulait être qu'anti-politique, s'est trouvé, en fait, antirévolutionnaire et, dans les moments les plus critiques, contre-révolutionnaire.

Les théoriciens anarchistes qui, après le grand examen des années 1931 à 1937, répètent les vieilles sornettes réactionnaires sur Cronstadt et affirment : « Le stalinisme est le produit

12. Notons la réflexion, sur ce point, de l'ancien président Azaña dans son livre *La Velada de Benicarlo* : « Une révolution a besoin de s'emparer du commandement, de s'installer au gouvernement, de diriger selon ses vues (...) Elle ne l'a pas fait. L'ancien ordre qui pouvait être remplacé par un autre, révolutionnaire. Il n'en a rien été. Il n'en est sorti qu'impuissance et désordre. »

inévitable du marxisme et du bolchevisme », ne font que démontrer par là qu'ils sont à jamais morts pour la révolution.

Vous dites que le marxisme est vicié en soi et que le stalinisme est sa descendance légitime? Alors pourquoi donc nous, les marxistes révolutionnaires, sommes-nous dans le monde entier engagés dans une lutte mortelle contre le stalinisme? Pourquoi donc la clique stalinienne voit-elle dans le trotskysme son ennemi principal? Pourquoi tout rapprochement avec nos conceptions ou notre système d'action (Durruti, Andrés Nin, Landau¹³ et autres) force-t-il les gangsters du stalinisme à recourir à une répression sanglante? Pourquoi, d'autre part, les chefs de l'anarchisme espagnol, au moment des crimes du G.P.U. à Moscou et à Madrid, étaient-ils des ministres de [Largo] Caballero-Negrin, c'est-à-dire des serviteurs de la bourgeoisie et de Staline? Pourquoi, même maintenant, sous le prétexte de lutter contre le fascisme, les anarchistes restent-ils prisonniers volontaires de Staline-Negrin, c'est-à-dire des bourreaux de la révolution qui ont montré leur incapacité à lutter contre le fascisme?

Les avocats de l'anarchisme, qui se cachent derrière Cronstadt et Makhno, ne trompent personne. Dans l'épisode de Cronstadt et dans la lutte contre Makhno¹⁴, nous avons défendu la révolution prolétarienne contre la contre-révolution paysanne.

13. Buenaventura *Durruti* (1896-1936), fils de cheminot, membre du groupe *Los Solidarios*, avait abattu le cardinal Soldevila et commencé un exil mouvementé qui l'avait conduit jusqu'en Amérique du Sud. Revenu en 1931, il avait été déporté en 1932. En juillet 1936, avec son compagnon Francisco Ascaso, tué au combat, il avait été l'âme de la contre-offensive ouvrière et de l'assaut des casernes de Barcelone, puis avait pris la tête d'une colonne de miliciens qui était partie reconquérir et révolutionner l'Aragon. Il fut tué devant Madrid qu'il était venu défendre avec sa fameuse « colonne Durruti ». Les circonstances de sa mort n'ont jamais été éclaircies. Kurt *Landau* (cf. n. 13 p. 209), communiste autrichien, dirigeant de l'Opposition de gauche en Allemagne, avait rompu avec l'Opposition internationale en 1931 et avait adhéré au P.O.U.M. en 1936. Comme Nin, il avait été arrêté par la police « régulière », livré ensuite à une « tchéka » qui l'avait assassiné. Il est difficile de dire que ces trois hommes s'étaient « rapprochés » de Trotsky. Tout au plus peut-on dire qu'ils en étaient suffisamment proches pour que les assassins n'aient pas fait la différence.

14. Nestor *Makhno* (1889-1935), fils de paysan pauvre, avait rejoint à 17 ans un groupe anarchiste-communiste et avait été condamné à mort, puis grâcié, en 1909, pour un attentat qui avait coûté la vie à un policier. « Eduqué » en prison par l'anarchiste Archinov, il fut amnistié en mars 1917, revint en Ukraine où il organisa un syndicat d'ouvriers agricoles et présida un soviet. C'est dans la lutte contre les armées blanches qu'il constitua sa force armée de partisans (l'Armée insurgée) et le conseil militaire révolutionnaire qui étendait son autorité à un territoire libéré important. Tantôt allié et tantôt combattant les bolcheviks, il fut finalement battu par l'Armée rouge en 1920 et trouva refuge à Paris.

Les anarchistes espagnols ont défendu et défendent encore la contre-révolution bourgeoise contre la révolution prolétarienne. Aucun sophisme ne fera disparaître de l'histoire le fait que l'anarchisme et le stalinisme se sont trouvés dans la révolution espagnole du même côté de la barricade, les masses révolutionnaires et les marxistes de l'autre. Telle est la vérité qui entrera pour toujours dans la conscience du prolétariat.

Le rôle du P.O.U.M.

Il n'en va guère mieux avec le P.O.U.M. Il a certes tenté de s'appuyer sur le plan théorique sur la formule de la révolution permanente (c'est pour cela que les staliniens ont traité les poumistes de trotskystes), mais la révolution ne se contente pas de simples reconnaissances théoriques. Au lieu de mobiliser les masses contre les chefs réformistes, y compris les anarchistes, le P.O.U.M. cherchait à convaincre ces messieurs de l'avantage du socialisme sur le capitalisme¹⁵. C'est sur ce diapason qu'étaient accordés tous les articles et discours des leaders du P.O.U.M. Pour ne pas se fâcher avec les chefs anarchistes, ils n'ont pas organisé leurs propres cellules dans la C.N.T. et n'y ont de façon générale fait aucun travail¹⁶. Eludant les conflits aigus, ils n'ont mené aucun travail dans l'armée républicaine. Au lieu de cela, ils ont édifié leurs « propres syndicats » et leurs « propres milices », qui défendaient « leurs propres édifices » ou s'occupaient de « leurs propres secteurs » du front¹⁷. En isolant l'avant-garde révolutionnaire de la classe, le P.O.U.M. affaiblissait l'avant-garde et laissait les masses sans direction. Politiquement, le P.O.U.M. est resté incomparablement plus près du Front

15. *La Batalla*, organe du P.O.U.M. à Barcelone, écrivait le 3 mars 1937 : « La responsabilité des dirigeants de la C.N.T. et de la F.A.I. est énorme. Ils détiennent la clé de la situation. Plus, ce sont eux qui peuvent décider du cours de la révolution. »

16. Le P.O.U.M. avait dissous la centrale syndicale « unitaire » qu'il contrôlait, la F.O.U.S., et envoyé ses propres militants dans l'U.G.T., en expliquant que c'était parce qu'elle était dirigée par « le réformisme qui est toujours l'ennemi principal ».

17. Chaque organisation créa ses propres milices. Le P.O.U.M. pouvait, à la limite, faire engager ses militants dans des milices de syndicat, mais n'ignorait pas qu'ils y seraient placés sous le contrôle « politique » du P.S.U.C. pour les colonnes U.G.T., de la F.A.I. pour les colonnes C.N.T. Aussi entra-t-il à partir de là dans la logique qui avait entraîné les autres organisations : sur cette base, il ne pouvait pas ne pas avoir son propre « secteur du front »...

populaire, dont il couvrait l'aile gauche, que du bolchevisme. Si le P.O.U.M. est tombé, victime d'une répression sanglante et fourbe, c'est que le Front populaire ne pouvait remplir sa mission d'étouffer la révolution socialiste autrement qu'en abattant morceau par morceau son propre flanc gauche.

En dépit de ses intentions, le P.O.U.M. s'est trouvé être, en fin de compte, le principal obstacle sur la voie de la construction d'un parti révolutionnaire. C'est une très grande responsabilité qu'ont prise sur eux les partisans platoniques ou diplomatiques de la IV^e Internationale, tel le chef du parti socialiste révolutionnaire hollandais Sneevliet, qui ont démonstrativement soutenu le P.O.U.M. dans son caractère hybride, son indécision, sa tendance à écarter les questions brûlantes, en un mot son centrisme. La révolution ne s'accorde pas avec le centrisme. En passant, elle compromet les avocats et les amis du centrisme. Telle est l'une des plus importantes leçons de la révolution espagnole.

Le problème de l'armement

Les socialistes et les anarchistes qui tentent de justifier leur capitulation devant Staline par la nécessité de payer de l'abandon de toute conscience et de tout principe les armes de Moscou, mentent tout simplement et mentent bêtement. Assurément beaucoup d'entre eux auraient préféré s'en tirer sans assassinats ni falsifications. Mais chaque fin impose ses moyens. Dès avril 1931, c'est-à-dire longtemps avant l'intervention militaire de Moscou, les socialistes et les anarchistes ont fait ce qu'ils ont pu pour freiner la révolution prolétarienne. Staline leur a appris comment mener ce travail jusqu'au bout. Ils ne sont devenus les complices criminels de Staline que parce qu'ils poursuivaient les mêmes objectifs politiques.

Si les chefs anarchistes avaient un tant soit peu ressemblé à des révolutionnaires, ils auraient pu répondre dès le premier chantage de Moscou, non seulement en poursuivant l'offensive révolutionnaire, mais en divulguant devant la classe ouvrière mondiale les conditions contre-révolutionnaires posées par Staline. Ce faisant, ils auraient forcé la dictature de Moscou à choisir entre la révolution socialiste et la dictature de Franco. La bureaucratie thermidorienne craint la révolution et la hait. Mais elle craint aussi d'être étouffée par l'anneau fasciste. Elle dépend en outre des ouvriers. Tout permet de croire que Moscou aurait

été obligé de fournir les armes, et peut-être bien à un prix plus modéré.

Mais le monde entier ne se ramène pas au Moscou de Staline. En un an et demi de guerre civile, on pouvait et on devait développer l'industrie de guerre espagnole en adaptant aux besoins de la guerre toute une série d'usines civiles. Ce travail n'a pas été effectué, uniquement parce que Staline et ses alliés espagnols avaient également peur des initiatives des organisations ouvrières. Une industrie de guerre forte serait devenue un instrument puissant dans les mains des ouvriers. Les chefs du Front populaire préférèrent dépendre de Moscou.

C'est précisément dans cette question qu'apparaît d'une façon particulièrement claire le rôle perfide du Front populaire, qui imposait aux organisations ouvrières prolétariennes la responsabilité des transactions traîtres de la bourgeoisie avec Staline. Dans la mesure où les anarchistes étaient en minorité, ils ne pouvaient évidemment pas empêcher le bloc dirigeant de prendre les engagements qui lui semblaient bons devant Moscou et les maîtres de Moscou, Londres et Paris, mais ils pouvaient et devaient, sans cesser d'être les meilleurs combattants du front, se distinguer nettement des trahisons et des traîtres, expliquer la véritable situation aux masses, les mobiliser contre le gouvernement bourgeois, accroître de jour en jour leurs forces pour, en fin de compte, s'emparer du pouvoir et, avec lui, des armes de Moscou.

Mais que se serait-il passé si Moscou, en raison de l'absence du Front populaire, s'était refusé à donner des armes ? Et que se serait-il passé, répondons-nous, si l'Union soviétique n'avait pas existé du tout ? Les révolutions, jusqu'à présent, n'ont pas vaincu grâce à de puissants protecteurs étrangers qui leur fournissaient des armes. Les protecteurs étrangers se sont d'ordinaire trouvés du côté de la contre-révolution. Est-il nécessaire de rappeler les interventions française, anglaise, américaine, japonaise et autres contre les soviets ? Le prolétariat de Russie a vaincu la réaction intérieure et les interventionnistes étrangers sans soutien militaire de l'extérieur. Les révolutions sont avant tout victorieuses grâce à un programme social qui donne aux masses la possibilité de s'emparer des armes qui se trouvent sur leur territoire et de désagréger l'armée ennemie. L'Armée rouge s'est emparée des réserves militaires françaises, anglaises, américaines et a rejeté à la mer les corps expéditionnaires étrangers. L'aurait-on déjà oublié ?

Si, à la tête des ouvriers et des paysans armés, c'est-à-dire à

la tête de l'Espagne dite « républicaine », il y avait eu des révolutionnaires et non des agents poltrons de la bourgeoisie, le problème de l'armement n'aurait jamais joué un rôle de premier plan. L'armée de Franco, y compris les Rifains coloniaux et les soldats de Mussolini, n'était nullement assurée contre la contagion révolutionnaire¹⁸. Entourés de toutes parts des flammes de la révolution socialiste, les soldats fascistes se seraient réduits à une quantité insignifiante. Ce ne sont pas les armes qui manquaient à Madrid et à Barcelone, ni les « génies » militaires. Ce qui manquait, c'était le parti révolutionnaire.

Les conditions de la victoire

Les conditions de la victoire des masses dans la guerre civile contre les oppresseurs sont, au fond, très simples :

1. Les combattants de l'armée révolutionnaire doivent avoir pleine conscience qu'ils se battent pour leur complète émancipation sociale et non pour le rétablissement de l'ancienne forme (« démocratique ») d'exploitation.

2. La même chose doit être comprise des ouvriers et des paysans, aussi bien à l'arrière de l'armée révolutionnaire qu'à l'arrière de l'armée ennemie.

3. La propagande sur son propre front, sur le front de l'adversaire et à l'arrière des deux armées, doit être complètement imprégnée de l'esprit de la révolution sociale. Le mot d'ordre « D'abord la victoire, ensuite les réformes », c'est la formule de tous les oppresseurs et exploités, en commençant par les rois bibliques et à finir par Staline.

4. La politique est déterminée par les classes et couches qui participent à la lutte. Les masses révolutionnaires doivent avoir un appareil étatique qui exprime directement et immédiatement leur volonté. Un tel appareil ne peut être constitué que par les soviets des députés ouvriers, paysans et soldats.

5. L'armée révolutionnaire doit non seulement proclamer, mais réaliser immédiatement, dans les provinces conquises, les mesures les plus urgentes de la révolution sociale : expropriation et remise aux pauvres des réserves existantes de produits

18. La fragilité du moral des « volontaires » italiens était attestée par le succès de la propagande défaitiste dans leurs rangs, qui avait abouti, en mars 1937, au désastre de Guadalajara où les unités italiennes du C.T.V. s'étaient pratiquement mutinées, ce qui avait abouti à la débandade.

alimentaires, manufacturés et autres, redistribution des logements au profit des travailleurs et surtout des familles des combattants, expropriation de la terre et du matériel agricole au profit des paysans, établissement du contrôle ouvrier sur la production et du pouvoir soviétique à la place de l'ancienne bureaucratie.

6. De l'armée révolutionnaire, il faut chasser impitoyablement les ennemis de la révolution socialiste, c'est-à-dire les éléments exploités et leurs agents, même s'ils se couvrent du masque de « démocrates », de « républicains », de « socialistes » ou d' « anarchistes ».

7. A la tête de chaque division doit se trouver un commissaire d'une autorité irréprochable, comme révolutionnaire et comme combattant.

8. Dans chaque division de l'armée, il faut un noyau bien soudé des combattants les plus dévoués, recommandés par des organisations ouvrières. Les membres de ce noyau n'ont qu'un unique privilège : celui d'être les premiers au feu.

9. Le corps de commandement comprend nécessairement, dans les premiers temps, beaucoup d'éléments étrangers et peu sûrs. Leur contrôle et leur sélection doivent se faire sur la base de l'expérience militaire, des attestations fournies par les commissaires et des avis émanant des combattants du rang. En même temps, il faut commencer des efforts pour préparer des commandants qui viennent des rangs des ouvriers révolutionnaires.

10. La stratégie de la guerre civile doit combiner les règles de l'art militaire avec les tâches de la révolution sociale. Non seulement dans la propagande, mais aussi dans les opérations militaires, il est nécessaire de tenir compte de la composition sociale des différents éléments de l'armée ennemie (volontaires bourgeois, paysans mobilisés ou, comme chez Franco, esclaves coloniaux), et, lors du choix des lignes d'opération, de tenir compte strictement de la culture sociale des régions correspondantes du pays (régions industrielles, paysannes, révolutionnaires ou réactionnaires, régions de nationalités opprimées, etc.) Bref, la politique révolutionnaire domine la stratégie.

11. Le gouvernement révolutionnaire, en tant que comité exécutif des ouvriers et des paysans, doit savoir conquérir la confiance de l'armée et de la population laborieuse.

12. La politique extérieure doit avoir pour principal objet d'éveiller la conscience révolutionnaire des ouvriers, des paysans exploités et des nationalités opprimées du monde entier.

Staline a assuré les conditions de la défaite

Les conditions de la victoire sont, comme on le voit, tout à fait simples. Leur ensemble s'appelle la révolution socialiste. Aucune de ces conditions n'a existé en Espagne. La principale raison en est qu'il n'y avait pas de parti révolutionnaire. Staline a certes essayé de transporter sur le terrain de l'Espagne les procédés extérieurs du bolchevisme ; bureau politique, commissaires, cellules, G.P.U., etc. Mais il avait vidé ces formes de leur contenu socialiste. Il avait rejeté le programme bolchevique et, avec lui, les soviets en tant que forme nécessaire de l'initiative des masses. Il a mis la technique du bolchevisme au service de la propriété bourgeoise. Dans son étroitesse bureaucratique, il s'imaginait que des « commissaires » étaient capables d'assurer par eux-mêmes la victoire. Mais les commissaires de la propriété privée ne se sont trouvés capables que d'assurer la défaite.

Le prolétariat espagnol a manifesté des qualités de combativité de premier ordre. Par son poids spécifique dans l'économie du pays, par son niveau politique et culturel, il se trouvait, dès le premier jour de la révolution, non au-dessous, mais au-dessus du prolétariat russe du commencement de 1917¹⁹. Ce sont ses propres organisations qui furent les principaux obstacles sur la voie de sa victoire. La clique qui commandait, en accord avec la contre-révolution, était composée de mercenaires, de carriéristes, d'éléments déclassés et de rebuts sociaux de toutes sortes. Les représentants des autres organisations ouvrières, réformistes invertébrés, phraseurs anarchistes, centristes incapables du P.O.U.M. grognaient, hésitaient, soupiraient, manœuvraient, mais en fin de compte s'adaptaient aux staliniens. Le résultat de tout leur travail a été que le camp de la révolution sociale (ouvriers et paysans) se retrouva soumis à la bourgeoisie, plus exactement à son ombre, perdit courage, perdit son sang. Ni l'héroïsme des masses ni le courage des révolutionnaires isolés ne manquèrent. Mais les masses furent abandonnées à elles-mêmes et les révolutionnaires laissés à l'écart, sans programme, sans plan d'action. Les chefs militaires espagnols se soucièrent plus de l'écrasement de la révolution sociale que des victoires militaires. Les soldats perdirent confiance dans leurs commandants, les

19. C'est là le seul point sur lequel Trotsky soit d'accord sans réserves avec Nin pendant cette période.

masses dans le gouvernement, les paysans se tinrent à l'écart, les ouvriers se lassèrent, les défaites se succédèrent, la démoralisation grandissait. Il n'était pas difficile de prévoir tout cela dès le début de la guerre civile. Se fixant comme tâche le salut du régime capitaliste, le front populaire était voué à la défaite militaire. Mettant le bolchevisme la tête en bas, Staline a rempli avec succès le rôle de principal fossoyeur de la révolution²⁰.

L'expérience espagnole, soit dit en passant, démontre de nouveau que Staline n'a rien compris à la révolution d'Octobre ni à la guerre civile. Son lent esprit provincial est resté en retard sur la marche impétueuse des événements de 1917 à 1921. Tous les discours et articles de 1917, où il exprimait sa propre pensée, contiennent déjà sa toute dernière « doctrine » thermidorienne. Dans ce sens, le Staline de l'Espagne 1937 est le continuateur du Staline de la conférence de mars 1917²¹. Mais en 1917 il était seulement effrayé par les ouvriers révolutionnaires et, en 1937, il les a étranglés. L'opportuniste s'est fait bourreau.

« La guerre civile à l'arrière »

« Mais, pour obtenir la victoire sur les gouvernements [Largo] Caballero-Negrín, il aurait fallu la guerre civile à l'arrière des armées républicaines ! », s'écrie avec effroi le philistin démocrate. Comme si, sans cela, il n'y avait pas, au sein de l'Espagne républicaine, une guerre civile, la plus fourbe et la plus malhonnête, la guerre des propriétaires et des exploités contre les ouvriers et les paysans ! Cette guerre incessante s'est traduite par des arrestations et des assassinats de révolutionnaires, le désarmement des ouvriers, l'armement de la police bourgeoise, l'abandon au front, sans armes ni secours, de détachements ouvriers et enfin par... un retard anormal du développement de l'industrie de guerre. Chacun de ces actes constitue un coup cruel pour le front, une trahison militaire avérée, dictée par les intérêts de classe de la bourgeoisie. Cependant, le philistin « démocrate » (et il peut être stalinien, socialiste ou anarchiste) juge la guerre civile de la bourgeoisie contre le prolétariat, même à

20. Déjà en 1927, au cours d'une discussion au bureau politique, Trotsky avait traité Staline de « fossoyeur de la révolution ».

21. A la conférence bolchevique de mars 1917, Staline s'était prononcé pour une division du pouvoir entre les soviets et le gouvernement de l'appareil d'Etat tsariste, contre la ligne que Lénine allait défendre dans ses thèses d'avril.

l'arrière immédiat du front, comme une guerre naturelle et inévitable, qui a pour but d'assurer « l'unité du Front populaire ». Par contre, la guerre civile du prolétariat contre la contre-révolution républicaine, est aux yeux du même philistin une guerre criminelle, « fasciste », « trotskyste », qui détruit « l'unité des forces antifascistes ». Des dizaines de Norman Thomas, de major Attlee, d'Otto Bauer, de Zyromski, de Malraux²², et de petits trafiquants de mensonges dans le genre de Duranty et de Louis Fischer répandent cette sagesse servile à travers le monde entier. Entre-temps, le gouvernement de Front populaire se déplace de Madrid à Valence et de Valence à Barcelone.

Si, comme les faits l'attestent, la révolution socialiste est seule capable d'écraser le fascisme, d'un autre côté, l'insurrection du prolétariat n'est concevable que si la classe dominante se trouve prise dans l'étau de grandes difficultés. Pourtant les philistins démocrates invoquent précisément ces difficultés pour démontrer que l'insurrection prolétarienne est inadmissible. Si le prolétariat attendait que les philistins démocrates lui annoncent l'heure de son émancipation, il resterait éternellement esclave. Apprendre aux ouvriers à reconnaître les philistins réactionnaires sous tous leurs masques et à les mépriser, quels que soient ces masques, telle est la tâche première et la principale obligation révolutionnaire.

Le dénouement

La dictature des staliniens dans le camp républicain, par sa nature, ne sera pas de longue durée. Si les défaites provoquées par la politique du Front populaire jettent encore une fois le prolétariat espagnol dans une offensive révolutionnaire, cette fois victorieuse, la clique stalinienne sera balayée. Mais si, ce qui est malheureusement plus vraisemblable, Staline réussit à mener jusqu'au bout son travail de fossoyeur de la révolution, même dans ce cas, il n'en tirera pas de reconnaissance. La bourgeoisie

22. Sur Norman Thomas, cf. n. 6 p. 32, sur Otto Bauer, n. 11 p. 58, sur André Malraux, n. 14 p. 250. Clement Attlee (1883-1967), avocat et professeur, député en 1919, était le chef du groupe parlementaire du Labour Party à la chambre des Communes. Jean Zyromski (1890-1975) ancien animateur dans la S.F.I.O. de la tendance Bataille socialiste, était gagné à la politique du Front populaire et de plus en plus proche du P.C.

espagnole a eu besoin de lui comme bourreau, mais il ne lui est nullement utile comme protecteur et précepteur. Londres et Paris d'une part, Berlin et Rome de l'autre, sont à ses yeux beaucoup plus solides que Moscou. Il est possible que Staline veuille se retirer lui-même d'Espagne avant la catastrophe définitive. Il espérerait faire ainsi retomber la responsabilité de la défaite sur ses propres alliés. Après quoi Litvinov solliciterait de Franco le rétablissement des relations diplomatiques. C'est une chose que nous avons vue déjà plusieurs fois.

Pourtant, même la victoire complète de l'armée dite « républicaine » sur Franco ne signifierait pas le triomphe de la « démocratie ». Les ouvriers et les paysans ont porté deux fois les républicains bourgeois, ainsi que leurs agents, au pouvoir : en avril 1931 et en février 1936. Les deux fois, les héros du Front populaire ont cédé la victoire du peuple à des représentants plus réactionnaires et plus sérieux de la bourgeoisie. La troisième victoire remportée par les généraux du Front populaire signifierait leur accord inévitable avec la bourgeoisie fasciste, sur les cadavres des ouvriers et des paysans. Un tel régime ne serait qu'une autre forme de la dictature militaire, peut-être sans monarchie ni domination ouverte de l'Eglise catholique.

Enfin, il est possible que les victoires partielles des républicains soient utilisées par des intermédiaires anglo-français « désintéressés » pour réconcilier les belligérants. Il n'est pas difficile de comprendre que dans une telle variante, les derniers restes de la démocratie seraient étouffés dans les embrassades fraternelles des généraux, Miaja (communiste !) et Franco (fasciste !) ²³. Encore une fois, seuls peuvent vaincre, soit la révolution socialiste, soit le fascisme.

Il n'est d'ailleurs pas encore exclu que la tragédie, au dernier moment, se change en farce. Quand les héros du Front populaire devront abandonner leur dernière capitale avant de monter sur le bateau ou dans l'avion, ils proclameront bien une série de réformes socialistes pour laisser un bon souvenir au peuple. Mais cela ne leur servira à rien. Les ouvriers du monde entier se souviendront avec haine et mépris des partis qui ont conduit à sa perte une révolution héroïque.

23. Le général Miaja était à cette époque le héros de la défense de Madrid célébré par la presse des P. C., et membre du P. C. espagnol. Il devait accepter en 1939 de présider la Junte issue du coup d'état militaire du colonel Casado en vue de tenter une « réconciliation nationale ». Il revint d'exil en Espagne du vivant de Franco, confirmant ainsi les prédictions de Trotsky à son sujet.

L'expérience tragique de l'Espagne est un avertissement menaçant (peut-être le dernier avant des événements encore plus grandioses) adressé à tous les ouvriers du monde entier. « Les révolutions », selon les paroles de Marx, « sont les locomotives de l'Histoire », elles avancent plus vite que la pensée des partis à moitié ou au quart révolutionnaires. Celui qui s'arrête tombe sous les coups de la locomotive. D'un autre côté, et c'est le principal danger, la locomotive elle-même déraile souvent. Le problème de la révolution doit être étudié à fond, jusqu'à ses dernières conséquences concrètes. Il faut conformer la politique aux lois fondamentales de la révolution, c'est-à-dire au mouvement des classes en lutte et non aux craintes et aux préjugés superficiels des groupes petits-bourgeois qui s'intitulent « Front populaire » et un tas d'autres choses. La ligne de moindre résistance s'avère, dans la révolution, la ligne de la pire faillite. La peur de « s'isoler » de la bourgeoisie conduit à s'isoler des masses. L'adaptation aux préjugés conservateurs de l'aristocratie ouvrière signifie la trahison des ouvriers et de la révolution. L'excès de « prudence » est l'imprudence la plus funeste. Telle est la principale leçon de l'effondrement de l'organisation politique la plus honnête de l'Espagne, le P.O.U.M., parti centriste. Les groupes du bureau de Londres ne veulent ou ne savent manifestement pas tirer les conclusions nécessaires du dernier avertissement de l'Histoire. Par là même, ils se vouent eux-mêmes à leur perte.

En revanche, il existe maintenant une nouvelle génération de révolutionnaires qui s'éduquent aux leçons des défaites. Elle a vérifié dans les faits la réputation d'ignominie de la II^e Internationale. Elle a mesuré la profondeur de la chute de la III^e Internationale. Elle a appris à juger les anarchistes, non pas à leurs paroles, mais à leurs actes. Grande école, inappréciable, payée du sang de combattants innombrables. Les cadres révolutionnaires se rassemblent maintenant sous le seul drapeau de la IV^e Internationale. Elle est née sous le grondement des défaites pour mener les travailleurs à la victoire.

[SALUT AUX CAMARADES DE NORVÈGE]¹

(19 décembre 1937)

Chers Camarades,

J'ai reçu votre chaleureux télégramme du 7 novembre. Ce fut pour moi une grande compensation morale pour un autre télégramme, ou, plus précisément, un radiogramme que le grand socialiste Trygve Lie a envoyé le 1^{er} janvier 1937 à mon geôlier fasciste Jonas Lie. A bord du pétrolier, je me suis interrogé : « Ce ministre de la justice était, il y a seulement quelques années, membre de la III^e Internationale, et en ce sens mon camarade ? » Je ne peux cacher qu'en y pensant j'ai craché dans l'Atlantique.

Mais je vois maintenant qu'il existe en Norvège des camarades tout à fait différents. La nouvelle sélection de révolutionnaires a deux fois plus de valeur, car les nouveaux cadres se forment non autour d'un Etat ouvrier victorieux, mais autour d'un programme persécuté. Dans la situation mondiale actuelle, votre petit *Oktober*² est infiniment plus significatif que les grands quotidiens de la II^e ou de la III^e Internationales. Avec ou sans la permission de M. Konstad ou de son Trygve Lie, je vous souhaite le meilleur succès révolutionnaire.

1. Lettre au journal norvégien *Oktober* (7945), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. *Oktober* était le nouvel organe de la jeune section norvégienne fondée après le départ de Trotsky par quelques militants avec l'aide de Held.

[LA SITUATION FINANCIÈRE]¹

(19 décembre 1937)

Cher Ami,

La situation financière est dans une criante discordance avec les succès politiques. Imaginez que la municipalité norvégienne m'a condamné à payer 2 000 couronnes de taxes et maintenant l'association des avocats à payer 1 000 couronnes à la veuve de Puntervold². Held explique cette décision tout à fait inattendue par le fait que le vieil ivrogne Puntervold est mort en laissant sa famille dans une misère totale. Il est absolument impossible de ne pas payer cette somme en dépit du fait que je n'ai pas reçu de Puntervold la moindre aide. Mais où trouver cet argent ?

Vous me proposez d'écrire un article sur Staline. Je ne crois pas que ce serait juste d'écrire cet article maintenant, après le verdict. Mais je pourrais écrire une série de portraits des personnalités soviétiques les plus importantes : Zinoviev, Kamenev, Boukharine, Toukhatchevsky, Rakovsky, Tchitchérine, Lounatcharsky³, etc. Je donnerais des portraits psychologiques

1. Lettre à J. Frankel (4822), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. L'avocat Puntervold avait déjà fait saisir le compte bancaire des Trotsky en Norvège pour se payer des honoraires qu'il n'avait nullement mérités. Il venait de mourir laissant sa famille sans ressources.

3. Georgi V. Tchitchérine (1872-1936) avait été diplomate avant de devenir membre de la fraction menchevique en 1904. Il avait travaillé alors en émigration, ralliant les bolcheviks en 1917. Il avait été commissaire aux affaires étrangères jusqu'en 1930. Anatoli V. Lounatcharsky (1873-1933), d'abord bolchevik et partisan de Lénine avait soutenu ensuite les fractions gauchistes du parti. Cet intellectuel raffiné avait été commissaire du peuple à l'éducation de 1917 à 1929. Depuis le début des années 30, Trotsky avait travaillé à des portraits de diplomates qui constituaient le noyau du matériel qu'il proposait ici de rédiger.

et le milieu ambiant avec beaucoup d'anecdotes et de petites histoires : en un mot, un type très « humain » et très « américain » d'articles sans aucune tendance politique. J'écris en même temps à ce sujet à Walker.

Savez-vous comment se vend *The Revolution Betrayed* ? Cela ne doit pas être très bon, parce que je n'ai jamais reçu de paiement supplémentaire.

[UN PAIEMENT INOCCORTUN]¹

(19 décembre 1937)

Cher Camarade Held,

J'ai reçu hier votre lettre du 13 novembre m'annonçant qu'il fallait payer 1090 couronnes à la famille de Puntervold. Je comprends et apprécie hautement les sentiments philanthropiques des juristes norvégiens, mais ils ont choisi un bien mauvais moment. La nouvelle crise économique rend les éditeurs et les journaux américains plus réactionnaires et moins généreux. Je comprends parfaitement la nécessité de régler cette dette tout de suite. J'écris à mes amis de New York. Les droits scandinaves pour *Les Crimes de Staline* sont, je le constate, très problématiques, autrement on pourrait les faire parvenir à M^{me} Puntervold au moins comme partie du règlement.

En ce qui concerne Helge Krog², je dois répondre que pour un jeune garçon de moins de 30 ans un homme de 40 ans est vieux, mais pour moi qui approche de la soixantaine, il est jeune. Transmettez en tout cas à ce jeune vieux Helge Krog mes salutations les meilleures.

En vieille amitié

Votre vieux Vieux.

1. Lettre à Held (8521) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Le romancier Helge Krog (1889-1962), qui avait traduit *Ma Vie* en norvégien, avait protesté avec vigueur et intelligence contre l'expulsion de Trotsky. Heid avait protesté, parce que Trotsky parlait de lui comme d'un jeune homme alors qu'il approchait de la cinquantaine.

RÉPONSES A MARIANNE¹

(20 décembre 1937)

Vous m'avez posé des questions politiques très « épineuses »¹. Il est hors de doute que mes réponses à ces questions divergeront à 180° des idées de votre journal. C'est pour cette raison que je ne peux répondre qu'à la seule condition que mes réponses soient reproduites intégralement et sans modification. J'ose dire que c'est aussi dans l'intérêt de vos lecteurs : s'ils peuvent, d'une façon ou d'une autre, manifester de l'intérêt pour mes idées, cela ne leur sera possible que si elles ne sont ni coupées ni mutilées.

Ma position est celle de la IV^e Internationale, l'unique organisation révolutionnaire de notre époque. Les éléments fondamentaux de notre analyse de la situation mondiale sont les suivants.

Depuis la dernière guerre, le capitalisme est définitivement entré dans une phase de déclin et de décadence. L'humanité est plus paupérisée aujourd'hui qu'elle ne l'était en 1913. Les

1. Réponse (T 4259) à des questions écrites, dans une traduction revue et corrigée avec la permission de la Houghton Library. Les questions écrites avaient été rédigées par Jean Conty, correspondant du journal français *Marianne*, que dirigeait Jean Guéhenno et qui était le grand hebdomadaire du Front populaire. Voici le texte des questions de Conty : « Quelles sont a) les perspectives d'avenir, b) les buts immédiats de la IV^e Internationale en Europe à l'heure actuelle ? Et en particulier en U.R.S.S., en France et en Espagne ? — Quels ont été les résultats atteints au cours de ces dernières années (mouvement ouvrier en France pendant l'été 1936, action révolutionnaire en Espagne et en U.R.S.S.) ? — Même question pour la Chine. Les événements actuels peuvent-ils favoriser un mouvement révolutionnaire en Chine ? — En ce qui concerne l'U.R.S.S., l'opinion des masses peut-elle être éclairée par les conclusions de la commission d'investigation sur les procès de Moscou ? Si l'opinion critique a été éveillée à l'étranger par les réfutations des accusations dirigées contre Trotsky, le but poursuivi par Staline dans l'organisation de ces procès n'est-il pas atteint en U.R.S.S. en raison du contrôle de la presse et des moyens de propagande d'un régime totalitaire ? Dans quelle mesure la justification de Trotsky peut-elle pénétrer en U.R.S.S. ? »

progrès de la science et de la technologie dans les conditions du capitalisme décadent ne signifient qu'une augmentation du chômage « technologique », la ruine des classes moyennes et une concentration énorme de la richesse. La crise actuelle a commencé à un niveau inférieur à celui de la dernière et se développe plus vite. Le capitalisme déclinant entraîne avec lui la démocratie bourgeoise : il ne pouvait s'offrir un tel luxe que dans la période de sa montée. Il serait absurde de dire que les « traditions » ou le « caractère national » particulier de la France ou de l'Angleterre peuvent les préserver du fascisme. Le facteur fondamental de l'histoire humaine n'est ni la « tradition » ni le « caractère national », mais le développement des forces productives. Quand ce développement s'arrête, les institutions et les traditions honorées tombent en poussière. Ce fait est attesté par toute l'histoire de la civilisation humaine.

La technologie moderne a finalement dépassé le cadre de la propriété privée des moyens de production et les frontières de l'Etat national. Les forces productives de l'humanité étouffent dans ces chaînes. C'est précisément ce fait qui détermine le caractère de notre époque en tant qu'époque des bouleversements sociaux, des guerres, grandes et petites, des révolutions, et contre-révolutions. Notre planète ne trouvera pas la paix tant que les forces productives et les moyens de production ne seront pas devenus propriété sociale et organisés conformément à un plan scientifique, à l'échelle nationale d'abord, puis européenne et finalement mondiale. Une telle réorganisation est inconcevable sans l'expropriation des capitalistes, c'est-à-dire sans révolution sociale.

En Belgique, M. De Man² a promis d'amener une économie planifiée sans révolution ni insurrection. Depuis le début, nous avons caractérisé cette promesse comme du charlatanisme politique. Appréciation sévère, mais que les événements ont confirmée depuis. M. De Man est devenu un ministre quelconque du capitalisme décadent.

Le destin de M. Léon Blum³ n'est guère meilleur. Il a proposé de « reporter » l'idée de révolution sociale (les politi-

2. Henri *De Man* (1885-1953), dirigeant depuis 1911 de la « centrale d'éducation ouvrière » du P.O.B., directeur de son bureau d'études sociales en 1932, avait élaboré en 1932 un « Plan du Travail » qui avait été adopté par son parti.

3. Léon Blum avait cédé la place à la tête du gouvernement au radical Camille Chautemps.

ciens de son espèce vont toujours très lentement dans les questions les plus pressantes), et de se consacrer « dans l'intervalle » à un programme de grandes réformes sociales. J'ai écrit à l'époque que cette politique, qui suit la ligne de moindre résistance, est la plus aveugle et la plus utopique qui soit. Le capitalisme décadent ne peut plus désormais permettre de réformes sociales et c'est pour cette raison qu'il reprend d'une main ce qu'il concède de l'autre. Le gouvernement Blum a été un gouvernement réformiste de faillite, et rien de plus. En juillet 1936, un politicien socialiste, à coup sûr pas très sérieux, a écrit dans *Le Populaire* : « Tout est possible »⁴. C'était tout à fait vrai. Le gouvernement Blum, grâce à la puissante offensive des masses et au complet désarroi des capitalistes, aurait pu réaliser la nationalisation de l'économie, avec le minimum de bouleversement et de victimes. Mais, de toute évidence, c'était là une « possibilité » purement théorique, car elle aurait supposé un gouvernement homogène et courageux, pas une coalition de ratiocineurs parlementaires. Il n'est pas étonnant que cette grande chance historique ait été perdue. La politique étrangère de Blum, surtout vis-à-vis de l'Espagne, était imprégnée du même principe ; temporiser et laisser ainsi s'accumuler les problèmes. On appelait cela « la lutte pour la paix ». Le résultat a été que le gouvernement Blum a réussi à préparer une nouvelle période de crises intérieures et extérieures.

Le prétendu Front populaire ne peut faire mieux. Les radicaux, en dépit de leurs vieux vêtements et de leur maniérisme périmé, représentent l'aile gauche du capital financier et rien d'autre. Ils sont capables de toutes les réformes qui ne menacent pas la domination du Capital. En d'autres termes, ils ne sont dorénavant plus capables de réaliser aucune réforme. Les socialistes, même s'ils le voulaient, ne pourraient guère apporter plus que ce que les radicaux ont consenti à apporter. Quant aux prétendus « communistes », je trouve très difficile de trouver une expression suffisamment... parlementaire pour caractériser leur parti : il est impossible de trouver dans l'histoire un autre exemple d'un tel mélange de démagogie et de servilité. Au total, le Front populaire est un bloc de la bourgeoisie et du prolétariat. Quand deux forces tendent dans des directions opposées, la diagonale du parallélogramme des forces approche du zéro. Telle

4. Le « politicien... pas très sérieux » ici visé est Marceau Pivert dont l'article « Tout est possible » avait paru dans *Le Populaire* du 27 mai !

est exactement la formule graphique d'un gouvernement de Front populaire.

En Espagne, le gouvernement [Largo] Caballero-Negrín-Staline a réussi à étrangler la révolution socialiste : ce faisant, [Largo] Caballero-Negrín-Staline ont, non seulement foulé aux pieds la démocratie, lui substituant la honteuse dictature du G.P.U., mais aussi assuré une série d'importantes victoires de Franco. Encore une fois, permettez-moi de me référer à ce que j'écrivais en avril 1931 : « La révolution espagnole ne peut s'arrêter à l'étape démocratique ; elle se terminera soit par la dictature du prolétariat, soit par le triomphe du fascisme⁵. » J'estime que les événements n'ont pas infirmé cette prédiction.

La politique du Front populaire, en France comme en Espagne, est fondamentalement indistinguable de celle de la social-démocratie allemande qui a, de même, inlassablement bâti son « Front populaire » à elle, avec les démocrates et le Centre catholique⁶. C'est précisément cette politique de faiblesse interne et de perte de temps (avec résultat égal à zéro) qui a conduit au triomphe de Hitler.

Certainement, au cours de cette période (pourquoi fut-elle baptisée la « troisième période », personne ne le sait), les prétendus communistes ne voulaient même pas envisager d'action unie, de quelque type que ce soit, avec les autres organisations ouvrières. La doctrine de Staline disait : « Social-démocratie et fascisme sont des frères jumeaux, non des contraires. » Ils considéraient Daladier, Léon Blum et même Zyromski comme des fascistes⁷. Depuis lors, l'I.C. a complètement retourné sa position : les « fascistes » sont devenus « antifascistes ». Mais ce n'est guère mieux. L'I.C. d'hier sabotait la lutte du prolétariat en bloquant tout regroupement de ses forces. L'I.C. d'aujourd'hui sabote son combat en soumettant le prolétariat au contrôle de la bourgeoisie. Les méthodes diffèrent, le résultat est le même.

Le puissant développement des syndicats en France a reflété les aspirations confuses des masses à un changement des conditions sociales. La bureaucratie de M. Jouhaux, avec le soutien des staliniens, a dirigé tous les efforts de son appareil pour

5. Nous n'avons pu retrouver ce texte à cette période : sans doute Trotsky résume-t-il de mémoire.

6. La plupart des coalitions du temps de la République de Weimar comportaient le parti social-démocrate et le Centre catholique.

7. Trotsky choisit à dessein des hommes que le P.C. traite maintenant en amis et alliés. Edouard *Daladier* (1884-1970) était radical.

arrêter le développement naturel et inévitable de la lutte et a ainsi préparé de futures explosions. On a découvert que la soi-disant « indépendance » des syndicats n'avait servi qu'à les soumettre au contrôle des radicaux et à engager plus profondément la société dans l'impasse.

La conclusion générale est la suivante : l'Europe, plus que toute autre partie du monde, connaîtra, dans les années qui viennent, des explosions nationales et internationales. Tous les partis de l'ordre, tous les partis de la réforme, toutes les forces de la « démocratie » et du « pacifisme » semblent s'être mis d'accord pour déclencher l'anarchie et la guerre civile internationales. C'est précisément en cela que s'exprime l'impasse historique du capitalisme. Les infâmes procès de Moscou essaient de me présenter comme l'organisateur d'un « complot » visant à provoquer une guerre mondiale. En vérité, si j'avais réellement un tel objectif, je ne sais pas quelle aide je pourrais avoir ajoutée aux forces de l'impérialisme, avec la coopération directe ou indirecte de la II^e et de la III^e Internationale et de la Fédération syndicale internationale.

Toutes les trois survivent, exactement comme démocratie bourgeoise et capitalisme ont survécu. Elles sont vouées à l'effondrement. La IV^e Internationale est le parti de la révolution socialiste internationale. Sa force réside dans le fait qu'elle n'a pas d'illusion sur le cours à venir de l'histoire. Sa règle fondamentale est de dire ce qui est. Elle s'efforce aussi de prédire ce qui va arriver, non sans succès comme le prouvent les faits. La IV^e Internationale est en train d'éduquer de nouveaux cadres révolutionnaires et de les aider à faire face aux tâches de notre époque. La faillite de la II^e et de la III^e Internationale prépare les conditions d'une croissance rapide de la IV^e. Dans le cours des dix prochaines années, elle deviendra une force historique décisive.

Vous me demandez si Staline, en dépit de tout, a réalisé ses objectifs *intérieurs* par ses faux judiciaires. Je ne le pense pas. Les procès eux-mêmes étaient l'expression de contradictions intolérables. J'entre dans le détail dans mes deux derniers ouvrages, *La Révolution trahie* et *Les Crimes de Staline*. Sans aucun doute, Staline n'avait pas prévu que ces faux judiciaires porteraient précisément un coup aussi terrible à l'ensemble du système de gouvernement. Mais il n'avait pas le choix. L'échelle grandissante des « purges » démontre que le mécontentement monte en spirale même dans les rangs de la bureaucratie. Quand le nombre des victimes — fusillés, emprisonnés, déportés — atteint les

dizaines de milliers, alors il est impossible que des centaines de milliers et des millions de gens ne connaissent pas toute la vérité. Le verdict de la commission internationale de New York, qui a déclaré que les procès de Moscou étaient des impostures judiciaires, ne peut pas ne pas pénétrer en U.R.S.S., par la radio, par les journaux étrangers qui arrivent dans les salles de rédaction soviétiques, par les citoyens soviétiques à l'étranger, par les visiteurs étrangers en Union soviétique. De nouvelles révélations viendront encore renforcer le verdict de la commission. La vérité se fraiera un chemin, en dépit de tous les obstacles.

Maintenant que j'ai répondu à vos questions, permettez-moi d'en poser une : savez-vous comment le président de la Ligue des Droits de l'Homme, M. Basch⁸ et son incomparable avocat, M^e Rosenmark⁸ se sentent après le verdict de la commission ?

8. Victor *Basch* (1863-1944), intellectuel de renom — professeur d'esthétique à la Sorbonne — était depuis 1926 président de la Ligue des Droits de l'Homme, qui avait confié un rapport sur le procès Zinoviev à l'avocat Hermann dit Raymond *Rosenmark* (1885-1950) lequel, en dépit de remarques mineures, avait conclu à la consistance de l'accusation et la validité des aveux. Le verdict de la commission les mettait sérieusement en question.

[LES INTELLECTUELS ET LE MILIEU DU PARTI]¹

(21 décembre 1937)

Cher Jim,

Je vous remercie de votre lettre d'explication concernant le cas B[urnham]². Je vous envoie copie de ma dernière lettre à lui. Ce n'est pas une invitation formelle pour qu'il vienne ici, mais une expression de l'intérêt personnel que j'ai pour lui et de la considération que j'ai pour ses extraordinaires qualités intellectuelles. Je ne crois pas qu'une telle lettre puisse nuire. Dans le parti russe, nous avons des représentants de ce genre, par exemple trois professeurs d'histoire, Pokrovsky, Rojkov et Tchéraskov³. Rojkov est passé du bolchevisme au menchevisme. Tchéraskov est maintenant en France avec Kerensky. Pokrovsky est mort stalinien, mais a totalement été discrédité par les staliniens eux-mêmes après sa mort. Ils venaient au parti d'un milieu très différent, pas jeunes, et ils n'ont jamais pu s'adapter

1. Lettre à J. P. Cannon (7516), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cannon avait écrit à Trotsky ce qu'il considérait comme les explications du comportement de Burnham, qu'il tenait pour typique de la petite bourgeoisie intellectuelle. Le grave reproche qu'il faisait à Burnham est de n'avoir pas été candidat à un emploi de permanent pour le parti.

3. Mikhail N. *Pokrovsky* (1868-1932), historien, d'abord professeur de lycée, libéral, devenu membre du parti en 1906 ; ultra-gauchiste en exil, « communiste de gauche » en 1918, fut actif dans la campagne contre Trotsky et principal historien « officiel » du régime. Il fut condamné après sa mort et ses disciples emprisonnés et condamnés. Nikolai A. *Rojkov* (1868-1927) était en 1898 assistant à l'université de Moscou et devint bolchevik en 1906 ; arrêté en 1908, déporté, passa aux mencheviks en Sibérie : ministre dans le gouvernement Kerensky, il combattit octobre mais se rallia ensuite et enseigna notamment à l'Institut des professeurs rouges et à l'université de Moscou. Nous ne savons rien de Tchéraskov.

totallement au milieu du parti. Lénine a dépensé d'innombrables efforts pour les sauver dans le parti, malgré toutes les difficultés, et pour leur trouver une place et un travail adéquats. Il a réussi, au moins en ce qui concerne Pokrovsky, le plus important des trois.

Ne croyez-vous pas que B[urnham] pourrait se concentrer sur *New International* et la responsabilité de la propagande scientifique du parti, y compris la direction d'une école supérieure du parti? Il pourrait également être bon de l'introduire dans le travail international, afin de le mettre en contact plus directement avec les camarades dirigeants des différentes sections. La conférence internationale ou le nouveau secrétariat international devraient désigner une commission pour élaborer le programme de la IV^e Internationale et y inclure entre autres B[urnham] et moi. Pendant ses vacances, il pourrait venir ici, afin de préparer avec moi le premier projet pour la commission. Cela nous donnerait la possibilité d'une discussion ample et intime de tous les problèmes théoriques et pratiques du mouvement révolutionnaire. Je crois que, en combinant toutes les mesures esquissées plus haut, nous pourrions aider B[urnham] pendant le difficile processus de l'adaptation à un nouveau milieu. Tout devrait être fait pour conserver pour notre mouvement une telle force de première classe⁴.

Le coup porté au stalinisme par le verdict de la commission est terrible. Dans la prochaine période, l'avant-garde prolétarienne sera la première à en bénéficier, en dépit de toutes les réserves et objections du Dr Dewey et autres libéraux. Nos camarades américains ont accompli un travail magnifique...

Maintenant, la question de la défense des victimes de Staline, en U.R.S.S. et à l'extérieur, conserve toute sa force. Je ne connais pas la décision finale concernant le comité de défense, mais s'il devait être dissous ou transformé, il nous faudrait tout de suite un autre comité, avec une perspective à long terme. J'ai lu votre excellent mémo sur l'affaire Robinson⁵. Cette affaire

4. Trotsky sent les réticences de Cannon et insiste pour tout faire afin de conserver Burnham.

5. L'affaire Robinson était sans doute le début d'une opération visant à organiser un procès qui compromettrait des membres de la commission Dewey. Un agent du G.P.U. en résidence aux Etats-Unis s'était rendu à Moscou avec un faux passeport au nom de Robinson et y avait été arrêté. Cannon venait de rédiger là-dessus un mémorandum. Voir P. Broué « Procès d'Américains à Moscou ou procès de Moscou à New York? L'affaire Robinson-Rubens », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 3, pp. 151-200.

démontre à nouveau la nécessité d'un organisme permanent d'enquête et de défense.

Meilleures salutations à Rose⁶ et à vous.

6. Rose *Karsner* (1890-1968), née en Roumanie, était venue aux Etats-Unis en 1908 et avait rejoint aussitôt le parti socialiste. Membre du P.C. dès son apparition (C.P. puis U.C.P.), elle était devenue la compagne de Jim Cannon et son associée politique également.

[LE SORT DES ARCHIVES]¹

(21 décembre 1937)

Cher Ami,

J'ai une idée que je veux vous soumettre ainsi qu'à d'autres camarades des plus proches. Dans quelques semaines, tous les documents que nous avons présentés à la commission seront disponibles. Ils ont une valeur historique incontestable. Ils comprennent par exemple une copie de ma correspondance avec Lénine pendant la guerre civile (seule une infime partie d'entre elle a été publiée). Je crois que nous pourrions vendre toute cette documentation à un institut scientifique américain. L'avantage serait double : a) sécurité totale, argent. La vente devrait évidemment être conclue à certaines conditions. Par exemple, b) que je puisse utiliser ces documents pour mon travail sans aucune limitation, c) l'Institut ne peut les utiliser en vue de publication qu'avec mon consentement, d) certains documents devraient être gardés avec toutes les garanties nécessaires particulièrement contre les staliniens et leurs agents, etc.

Je pourrais même ajouter à ces preuves d'autres parties de mes archives concernant l'Opposition de gauche. Il serait bon d'avoir dans cet état, dans quelque institut, une collection de tous les matériaux accessibles concernant l'histoire de l'Opposition russe. Léon pourrait fournir de Paris une matière importante. Mais c'est l'aspect secondaire de la question. Le premier est la vente de mes documents actuellement en la possession de la commission. Je crois que vous devriez avoir une consultation à ce sujet avec le camarade Goldman. S'il n'y a pas de sa part d'objections inattendues, il pourrait peut-être consulter le

1. Lettre à J. Frankel (8155) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

Dr Dewey. J'envoie simultanément copie de cette lettre au camarade Goldman. Pour éviter des malentendus, je vous rappelle qu'une copie seulement de ma correspondance avec Lénine pendant la guerre civile a été vendue à l'Institut d'histoire hollandais² à la condition qu'ils ne pourraient l'utiliser sans mon autorisation. Ils l'ont payée 1 000 dollars. Cet institut est très petit et très pauvre et le paiement fixé en fonction de cela. L'institut hollandais a également une copie photostatique d'une partie des copies. J'ai le droit de faire, à partir de ces photostats, de nouvelles copies si l'institut américain voulait les avoir.

Ce serait tout à fait déraisonnable de conserver ces documents ici dans notre maison. Les placer en sécurité signifierait une dépense permanente. Il est préférable à tous les points de vue de les vendre tout de suite aux conditions indiquées plus haut.

J'attendrai avec impatience votre première communication sur cette question.

2. Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam.

[LE BILAN DE LA COMMISSION]¹

(21 décembre 1937)

Cher Camarade Goldman,

Je joins une copie de ma lettre au camarade Glenner² et je vous demande conseil pour cette très importante affaire³. Je crois qu'il est possible, de cette façon, d'assurer définitivement la conservation de documents historiques très importants, d'une part, et de m'assurer la possibilité de travailler sans être dérangé pendant deux ans.

Le résultat du travail de la commission est plus catégorique que je ne pouvais même l'espérer au début. Le coup porté aux faussaires bonapartistes est terrible et l'avant-garde de la classe ouvrière mondiale bénéficiera énormément, moralement et politiquement, du verdict de la commission. Je pense à cet égard chaque fois avec la plus chaleureuse reconnaissance à vous personnellement et à votre contribution hors de prix pour moi et pour la commission.

1. Lettre à A. Goldman, traduite de l'anglais (8291), avec la permission de la Houghton Library.

2. Jan Frankel.

3. L'affaire de la vente des archives.

[UN CHOC MORAL]¹

(22 décembre 1937)

Chère mademoiselle LaFollette,

Merci pour votre lettre si importante et si intéressante du 16 décembre. Nous avons ici aussi l'impression que l'annonce du verdict a dépassé dans son influence les espoirs les plus optimistes. L'explication principale en réside dans le fait que la commission a formulé ses conclusions sans aucune des restrictions formalistes imposées par des considérations secondaires, mais avec une totale fermeté et courage et même ce caractère impitoyable que justifient totalement les preuves comme l'importance de la question elle-même. Particulièrement le paragraphe 22 du « Résumé des conclusions », à savoir que les procès de Moscou étaient des falsifications, qui a donné au verdict son énorme valeur historique et provoque dans l'opinion publique un grand choc moral et une admiration pour le courage de la commission.

Nous avons reçu ici des Etats toutes les coupures de presse importantes et avons la même impression que vous. La couverture par la presse est la meilleure que nous pouvions espérer. Nous avons reçu hier la réponse du Dr Dewey à Troianovsky : c'est un chef-d'œuvre polémique. Toute la maison, comme celle de Diego [Rivera], a passé d'excellents moments à lire ce remarquable document.

Je crois que le Dr Dewey a tout à fait bien fait de ne pas nommer directement le couple Robinson dans sa déclaration. Il y a 90 % de chances en faveur de l'hypothèse que les Robinson sont au service du G.P.U. pour une nouvelle falsification (un bref

1. Lettre à S. LaFollette (8765), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

memorandum de Jim Cannon, là-dessus, est très convaincant), mais il reste 10 % de possibilités que les Robinson soient des espions authentiques et que le G.P.U. les ait attirés en Union soviétique. Nous, et surtout la commission, n'avons pas de raison de choisir définitivement une des hypothèses possibles en excluant les autres. « Attendre et voir » est ici une attitude plus avisée à condition que l'attente ne soit pas passive, mais très active.

La presse mexicaine a publié hier une dépêche de Moscou, citant un article des *Izvestija* qui révèle le terrible danger que constituent pour le canal de Panama de nombreux espions japonais. Il ne peut pas être question de douter que les espions japonais sont très nombreux et qu'ils s'intéressent beaucoup au canal de Panama. Mais quelle est la raison pour laquelle un des maestros du Kremlin publie précisément maintenant un article là-dessus ? Il est possible que les Robinson puissent être présentés comme un lien entre moi ou certains « trotskystes » américains et les espions japonais à Panama. Dans ma déclaration finale devant la commission de Coyoacán (page 584 de *The Case of Leon Trotsky*), j'ai déclaré : « Demain on va vous dire comment les trotskystes aux Etats-Unis préparent le sabotage des chemins de fer et l'obstruction du canal de Panama dans l'intérêt du Japon. Nous apprendrons le lendemain comment les trotskystes au Mexique préparent des mesures pour la restauration de Porfirio Díaz². » Il semble que le premier point du programme soit en cours.

La presse mexicaine a été très favorable. Seul le journal catholique très réactionnaire *La Prensa* a annoncé le verdict sous le titre « Les Amis de Trotsky le déclarent non coupable ». Mais, après ma conférence de presse avec environ quarante journalistes, *La Prensa* a publié l'article le plus amical et le plus enthousiaste sur les conclusions de la commission.

J'admire avec vous la combativité du Dr Dewey et je me réjouis beaucoup que *L'Affaire* ait ajouté cette glorieuse page au palmarès de sa vie. A côté du Dr Dewey, j'ai admiré une autre personne que vous devez me permettre de ne pas nommer. Mais je ne peux m'empêcher de vous révéler mon ambition linguisti-

2. Porfirio Díaz (1830-1915), général mexicain, président de la République de 1877 à 1880 et 1884 à 1911, protecteur des grands propriétaires : sa décision de se représenter aux élections présidentielles provoqua le soulèvement des « anti-électionnistes » ou « constitutionnalistes » de l'armée et marqua le début de la révolution mexicaine.

ŒUVRES, SEPTEMBRE-DÉCEMBRE 1937

que : je veux suggérer à un académicien de remplacer, dans les nouvelles éditions des dictionnaires la vieille expression « un travail titanesque » par une plus moderne : « un travail suzannesque ».

L'AUSTRALIE ET LA GUERRE SINO-JAPONAISE ¹

(23 décembre 1937)

Chers Camarades ²,

Vous excuserez certainement mon retard à répondre à votre lettre si intéressante et si importante. Nous avons ces derniers temps été très occupés avec la commission Dewey et d'autres questions très urgentes. Je ne peux maintenant que répondre brièvement à votre lettre.

Il est nécessaire à mon avis de faire une distinction stricte entre deux questions : a) La guerre sino-japonaise, b) vos relations avec votre gouvernement.

Une victoire japonaise servirait la réaction. Une victoire chinoise aurait un caractère progressiste. C'est pourquoi la classe ouvrière mondiale soutient par tous les moyens la Chine contre le Japon. Mais cela ne veut pas dire que vous puissiez faire confiance à votre gouvernement et lui confier la mission de soutenir la Chine en votre nom. Il est infiniment plus probable que le gouvernement australien utilisera ses forces armées contre ses propres masses laborieuses plutôt que contre le Japon. Même dans le cas d'un conflit militaire entre l'Australie et le Japon, le gouvernement australien serait heureux de régler l'affaire sur le dos de la Chine. Ce serait un crime pour un parti ouvrier que de donner un soutien politique quelconque à un gouvernement bourgeois afin d'« aider » la Chine. Mais, d'un autre côté, ce ne serait pas un crime moindre que de proclamer la neutralité d'une organisation ouvrière en face de la guerre sino-japonaise.

On peut appliquer, avec toutes les modifications nécessaires,

1. Lettre à la section australienne (7802), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Le Workers Party of Australia avait consulté Trotsky sur la position qu'il devait avoir au cas où l'Australie serait impliquée dans la guerre sino-japonaise.

le même raisonnement à la question de l'indépendance australienne. Naturellement, aucun ouvrier ou paysan australien ne désire être conquis ou soumis par le Japon. Pour un parti révolutionnaire, il serait suicidaire que de dire simplement que nous sommes « indifférents » à cette question. Mais on ne peut donner à un gouvernement bourgeois essentiellement impérialiste la tâche de défendre l'indépendance de l'Australie. La politique d'*immigration* du gouvernement australien fournit aux impérialistes japonais une sorte de justification dans l'opinion du peuple japonais³. Par sa position *générale*, le gouvernement bourgeois affaiblit le peuple australien sur les plans économique, politique et militaire. Finalement, dans l'éventualité d'une crise sociale grave, le gouvernement bourgeois serait inévitablement disposé à conclure un compromis avec les impérialistes étrangers et à sacrifier ainsi les intérêts vitaux du pays pour avoir une chance d'empêcher la révolution sociale. Toutes ces raisons sont plus que suffisantes pour justifier notre politique irréconciliable vis-à-vis de la classe dominante bourgeoise dans tous les pays capitalistes. Mais il n'y a pas la moindre raison de proclamer que nous serions indifférents à la question de l'indépendance nationale.

Je dois ajouter une considération pratique importante que j'ai déjà exprimée dans mes autres lettres au cours de la dernière période.

Comme je l'ai déjà dit, nous ne pouvons pas confier à la bourgeoisie les moyens nécessaires pour aider la Chine. Mais notre politique serait différente selon que l'Australie interviendrait dans la guerre du côté du Japon ou du côté de la Chine. Dans les deux cas, nous resterions en opposition intransigeante au gouvernement. Mais, en même temps, de même que nous boycotterions toute aide matérielle au Japon, nous accuserions au contraire le gouvernement de ne pas aider suffisamment la Chine, c'est-à-dire de trahir son allié, etc.

Je dois me borner à ces brèves remarques. En liaison avec les derniers articles et lettres que j'ai écrites là-dessus, elles peuvent, je l'espère, expliquer assez mon point de vue.

3. Les autorités australiennes avaient interdit l'immigration de populations asiatiques. L'Australie présentait encore de vastes espaces vides et le Japon était déjà dramatiquement surpeuplé.

[INTÉRÊT POUR LE CANADA]¹

(23 décembre 1937)

Cher Camarade Spector²,

Merci beaucoup de vos informations. Maintenant il est tout à fait clair pour moi que ce n'était pas bien d'écrire l'article pour *Canadian Forum*. Je n'ai pas encore reçu de réponse du camarade Robinson³. Je serais très heureux d'avoir d'autres informations de vous après votre voyage au Canada ou après le congrès. Il n'est pas nécessaire de dire que je suis très intéressé non seulement par votre appréciation de la situation canadienne, mais plus encore par votre opinion sur la situation aux Etats.

J'ai reçu une lettre du Canada que je joins. Vous pouvez juger mieux que moi s'il est nécessaire et possible d'envoyer des livres à ces gens.

1. Lettre à M. Spector (10500), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Maurice *Spector* (1898-1968) était né en Ukraine et avait émigré encore enfant au Canada. Socialiste dès 1914, il était en 1918 un des dirigeants du parti social-démocrate du Canada et partisan de l'adhésion à l'I.C. En 1921 il était membre de la direction de l'United Communist Party du Canada, qui fit de lui, en 1922, à 24 ans, le président du Workers Party of Canada. Il fut délégué à plusieurs congrès de l'I.C., se refusant jusqu'en 1928 à toute exclusion d'opposants. Convaincu en 1928, au 6^e congrès de l'I.C., de la justesse du point de vue de l'Opposition, il fonda à son retour de Moscou et après son exclusion l'Opposition de Gauche du Canada qui devint plus tard le Workers Party of Canada, signataire de la « Lettre ouverte pour la IV^e Internationale » en 1935. Il s'était fixé à New York en 1936 mais continuait à suivre les affaires canadiennes.

3. Il s'agit de toute évidence d'une erreur de plume et « Robinson » est ici pour « Robertson » (E. Birney) qui avait demandé à Trotsky un article pour *Canadian Forum* (cf. p. 432).

[UN ARTICLE SUR L'ESPAGNE]¹

(24 décembre 1937)

Cher Camarade Cannon,

Je vous envoie un long article sur l'Espagne qui essaie de couvrir les phases les plus importantes et les conclusions de la révolution espagnole. Je lui attribue quelque importance, compte tenu d'abord de l'importance de la leçon espagnole pour l'éducation de la IV^e Internationale, et, deuxièmement, du fait que Sneevliet, Vereeken, Victor Serge et quelques autres camarades propagent dans la question espagnole des vues totalement mencheviques. Le parti hollandais est profondément contaminé par l'esprit de Sneevliet. Vereeken fait le même travail dans la section belge, mais sans les sauts à gauche, les extravagances et les caprices qui caractérisent notre ami Vereeken. Nous ne pouvons sauver ces deux importantes sections sans leur démontrer qu'il existe des questions sur lesquelles nous ne pouvons faire aucune concession. Ce serait de la puérité de créer une nouvelle Internationale comme parti de la révolution mondiale et de faire des concessions au menchevisme de Sneevliet et de Vereeken sur la question la plus importante de notre temps. C'est pourquoi j'espère que les camarades américains non seulement publieront l'article, mais exprimeront dans une note de la rédaction leur rejet fondamental des conceptions de Sneevliet, Victor Serge et Vereeken.

Quant à la question de comment et où vous pouvez publier cet article, je préférerais personnellement que vous le publiiez dans deux numéros de *Socialist Appeal*, sous la même présentation que *Stalinisme ou Bolchevisme*. Vous pourriez alors utiliser

1. Lettre à J. P. Cannon (7517), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

le texte soit pour un pamphlet, soit pour une préface ou comme supplément au prochain livre de Felix Morrow², si l'auteur accepte cette proposition.

Si la publication dans *Socialist Appeal* ne vous paraît pas souhaitable, vous pouvez utiliser l'article dans *New International*, ou seulement comme pamphlet. Je vous laisse la décision définitive. Personnellement, comme je l'ai dit, je préfère la publication dans le *Socialist Appeal*.

2. Felix Morrow était en train de préparer *Revolution and Counter-Revolution in Spain*.

[POUR UN COMITÉ DE DÉFENSE PERMANENT]¹

(30 décembre 1937)

Chers Camarades,

Quand cette lettre arrivera, la conférence sera finie² et cela me permet d'espérer que vous accorderez suffisamment d'attention à cette question, je veux dire le comité international de défense des révolutionnaires contre la répression, surtout celle du G.P.U.

J'ignore si vous avez réalisé votre plan de dissoudre le comité de défense aussitôt après l'annonce du verdict. Si la composition du comité et sa situation intérieure ne permettent pas d'autre solution, il faudra organiser aussitôt un autre comité. Je crois même que l'annonce de la dissolution du comité et celle de la création du nouveau devraient être rendues publiques simultanément.

Ce serait fatal de croire que notre première grande victoire³ — maintenant renforcée par les déclarations de Barmine et de Krivitsky⁴ — signifie la fin de l'activité criminelle des staliniens, voire son affaiblissement. Théoriquement ce n'est pas exclu. Pratiquement, cela dépend du degré de décomposition de l'appareil stalinien à l'intérieur de l'U.R.S.S. Le pouvoir de cet appareil est immense. Même son agonie mortelle peut durer longtemps. Mais nous pouvons dire avec assurance qu'elle a commencé. Par ailleurs, il est presque sûr que Staline et ses proches collaborateurs sont incapables de comprendre immédia-

1. Lettre aux dirigeants de la section américaine (8100), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Il s'agit de la conférence qui allait proclamer la constitution du Socialist Workers Party (S.W.P.).

3. Le verdict de la commission d'enquête.

4. Cf. pp. 362-363.

tement la portée internationale de leur défaite : aucun de leurs agents n'ose leur dire la vérité⁵. Aussi les vieilles lignes des impostures, des enlèvements, des assassinats, etc. peuvent se poursuivre de façon automatique en dépit des dernières révélations. L'animal blessé peut porter les coups les plus terribles cinq minutes avant de s'effondrer. C'est pourquoi la meilleure façon d'utiliser notre première victoire est la création d'un appareil de défense sérieux.

Ce comité devrait à mon avis avoir différentes fonctions :

a) Une fonction politique ouverte en liaison avec le travail du premier comité et la commission d'enquête : la popularisation systématique du verdict, la dénonciation des crimes nouveaux, l'enquête par des commissions nouvelles, surtout sur les crimes en Espagne, un service de presse systématique, etc.

b) Une trésorerie permanente spéciale pour ces objectifs comme pour le soutien direct aux victimes et à leurs familles.

c) Un service secret d'enquête sur les activités du G.P.U. dans les différentes organisations ouvrières comme dans d'autres domaines — pour ainsi dire, un contre-espionnage. La proposition peut apparaître aux yeux de quelques « sceptiques » (ils se croient souvent réalistes) comme fantasmagorique, surtout eu égard à notre faiblesse générale. Mais c'est tout à fait faux. Une nécessité objective crée des possibilités nouvelles, souvent inattendues. Nous avons gagné de nouvelles sympathies dans différentes couches de la société. Il faut utiliser ces nouvelles sympathies et possibilités au moyen d'une organisation centralisée avec des objectifs concrets. Un centre spécial, sinon officiel, est nécessaire, avec des camarades sérieux et expérimentés à sa tête. Ce centre devrait avoir des agents dans toutes les organisations ouvrières avec pour objectif d'observer les manœuvres des staliniens et d'en rendre compte au centre à temps. Il faut rassembler la presse stalinienne, la classer, l'étudier du même point de vue (j'ai parlé de cela dans ma lettre ouverte que vous avez publiée).

Un exemple montre l'urgence d'un tel comité du point de vue financier. De nombreux Américains nous rendent visite ici. Beaucoup pourraient contribuer financièrement pour un comité, mais il faudrait un prospectus imprimé, avec les buts du comité,

5. Notons cette remarque de Trotsky confirmée depuis notamment à l'époque de Khrouchtchev : aucun responsable, par exemple, n'osa prévenir Staline de ce qu'il ne croyait pas, la proximité de l'attaque allemande.

une liste spéciale des souscripteurs, des timbres, etc. Il serait tout à fait possible de créer ici une commission financière travaillant sous les auspices de New York.

Pouvons-nous espérer que le nouveau comité national va immédiatement prendre cette affaire en mains, désigner des camarades responsables, etc., afin qu'au début février le nouveau comité puisse apparaître officiellement ? J'espère que c'est possible, à condition qu'on divise rigoureusement le travail. Les efforts que nous y consacrerons maintenant donneront dans la prochaine période des résultats très appréciables.

[L'ATTITUDE VIS-A-VIS DE CALVERTON]¹

(31 décembre 1937)

Chers Camarades,

Je crois qu'il nous faut déterminer notre attitude vis-à-vis de Calverton² et de son *Modern Monthly*. A l'époque où vous avez publié la lettre que je lui avais adressée³, il m'a répondu de façon très équivoque, en essence réellement hostile. Vous savez que Max Eastman lui a proposé de rayer sans bruit le nom de Carleton Beals⁴. Mais, dans une lettre dont copie vous a été adressée, Diego Rivera a protesté contre cette proposition qui en réalité avait le sens de protéger Beals et de lui épargner une condamnation publique. Après un mois d'hésitation, Calverton a accepté la proposition d'Eastman, mais, dans une lettre qu'il m'a adressée, il répète à trois reprises qu'« on » ne suspecte pas l'honnêteté de Beals, etc. A trois reprises au moins, Calverton répète que « leur » revue est totalement indépendante et qu'elle n'acceptera jamais d'ordres d'aucun groupe ou « individu ». Cette déclaration n'est pas très intelligente. Aucun d'entre nous n'a l'intention de « donner des ordres » à *Modern Monthly*. C'est Calverton qui désirait ma collaboration et je lui ai répondu que je ne pouvais collaborer avec Beals ou avec des gens qui tolèrent Beals au lieu de le condamner publiquement.

Mais toutes ces choses formelles sont sans importance. Il y a longtemps que Diego Rivera m'avait mis en garde contre

1. Lettre aux dirigeants de la section américaine (8101), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cf. n. 2 p. 178.

3. Cf. pp. 178-179.

4. La lettre de Trotsky était, rappelons-le, motivée par la présence du nom de Carleton Beals sur la liste des collaborateurs de *Modern Monthly*. Or Beals avait joué, aux yeux de Trotsky, un rôle extrêmement négatif lors de la session de Coyoacán de la sous-commission d'enquête.

Calverton comme un personnage douteux. Maintenant, avec la parution de *New International*, *Modern Monthly* se trouve dans une situation très difficile. L'essence de son programme, c'est l'ambiguïté. Il n'est pas difficile de prévoir que *Modern Monthly* va chercher, et peut-être cherche déjà, un appui chez les staliniens et demi-staliniens embarrassés et peut de cette façon devenir un obstacle pour notre rapprochement avec des éléments avancés de valeur. Sa tentative pour conserver Beals le plus longtemps possible, la forme douce de leur séparation avec lui, la lettre hypocritement hostile qui m'a été envoyée, constituent des symptômes très clairs et des avertissements. Nous n'avons pas le moindre intérêt à protéger Calverton par notre silence ou notre expectative. Au contraire, il nous faut le démasquer le plus tôt et le plus clairement possible.

Je n'ai pas encore répondu à sa dernière lettre, parce que je veux d'abord savoir ce qu'il va dire dans le *Monthly* sur toute cette affaire, et ensuite parce que je veux coordonner ma propre réponse avec votre attitude vis-à-vis du *Monthly*. Depuis le numéro sur l'Espagne, nous n'avons reçu aucun exemplaire nouveau ici. Il est possible que Calverton ait interrompu l'expédition. En tout cas, j'espère que vous serez d'accord avec la nécessité de nous démarquer publiquement et nettement de l'« indépendant » Calverton. Nous n'avons naturellement pas le moindre intérêt à repousser des gens de valeur, comme Anita Brenner⁵ par exemple, mais je ne crois pas qu'elle soit en liaison avec Calverton.

5. Cf. n. 2 p. 181. Anita Brenner collaborait depuis longtemps à *Modern Monthly*.

ANNEXES

PRINCIPAUX OUVRAGES ET ARTICLES CITÉS OU CONSULTÉS POUR CE VOLUME

- AARON, Daniel. — *Writers on the Left*. — New York, Oxford U.P. (2^e éd.) 1977. — 460 p.
- ABOSCH, Heinz. — *Trotzki-Chronik. Daten zu Leben und Werk* (Zusammengestellt von). — Munich, Carl Hanser Verlag, 1963. — 156 p.
- ALEXANDER, Robert. — *Trotskyism in Latin America*. — Stanford, Hoover I.P., 1973. — 304 p.
- ALLES, Wolfgang. — *Zur Politik und Geschichte der deutschen Trotzkisten ab 1930*. — Thèse, Université de Mannheim, 1978. — 296 p.
- ANTONOV-OVSEYENKO, Anton. — *The Time of Stalin. Portrait of a Tyranny*. — New York, Harper & Row, 1981. — 376 p.
- BROCKWAY, Archibald Fenner. — *Inside the Left. Thirty Years of platforms, press, prison and Parliament*. — London, Allen & Unwin, 1942. — 352 p.
- BROUÉ, Pierre. — *Le Parti Bolchevique, Histoire du P.C. de l'U.R.S.S.* — Paris, Minuit, 1963. — 608 p.
- *Les Procès de Moscou*. — Paris, Julliard « archives », 1962. — 302 p.
- *La Révolution espagnole 1931-1939*. — Paris, Flammarion « Questions d'histoire », 1973. — 190 p.
- « Quelques proches collaborateurs de Trotsky », *Cahiers Léon Trotsky* n° 1, 1970. — 24 p.
- « Trotsky et le Bloc des oppositions en 1932 », *Cahiers Léon Trotsky* n° 5, 1980. — 32 p.
- « Les Trotskystes en Union soviétique (1929-1938) », *Cahiers Léon Trotsky* n° 6, 1980, 60 p.
- « La mission de Wolf en Espagne », *Cahiers Léon Trotsky* n° 10, 1982, 10 p.
- « Le Mouvement trotskyste en Amérique latine », *Cahiers Léon Trotsky* n° 11, 1982, 17 p.
- « Ljova : le fiston », *Cahiers Léon Trotsky* n° 13, 1982, 30 p.
- *L'Assassinat de Trotsky*. — Bruxelles, Complexe (Mémoire du siècle), 1980 — 192 p.
- BROUÉ, Pierre et TÉMIME, Emile. — *La Révolution et la Guerre d'Espagne*. Paris, Minuit, 1961. — 542 p.
- CANNON, James Patrick. — *History of American Trotskyism. Reports of a participant*. — New York, Pioneer Publishers, 1944. — 268 p.

LÉON TROTSKY

- CAVIGNAC, Jean, « Les Trotskystes espagnols dans la tourmente »
Cahiers Léon Trotsky, n° 10, 7 p.
- CILIGA, Ante. — *Dix Ans au pays du mensonge déconcertant*. — Paris, Champ Libre, 1977. — 564 p.
- CORVISIERI, Silvio. — *Trotskij e il comunismo italiano*. — Roma, Samona e Savelli, 1969. — 360 p.
- CRAIPEAU, Yvan. — *Le Mouvement trotskyste en France*. — Paris, Syros, 1972. — 288 p.
- DE BEULE, Nadya. — *Het belgisch Trotskisme. De Geschiedenis van een groep oppositionnelle Kommunisten 1925-1940*. Jan Dhondt-Sichting (Masereelfonds), 1980. — 276 p.
- DENIS, Serge. — *Le mouvement ouvrier américain et l'action politique 1929-1938*. — 3 vol. Thèse Université de Grenoble, 1981. — 1267 p.
- DEUSCHER, Isaac. — *Trotsky*, t. 3, *Le Prophète hors la loi (L'Exil)*. — Paris, Julliard (Temps modernes) 1965. — 704 p.
- DOWSE, Robert. — *Left in the Centre. The Independent Labour Party 1893-1940*. — London, Longmans, 1966. — 232 p.
- DRECHSLER, Hanno. — *Die Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands (S.A.P.D.). Ein Beitrag zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung am Ende der Weimarer Republik*. — Meisenheim/Glan, A. Hain, 1965. — 406 p.
- DREYFUS, Michel. — *Bureau de Londres ou IV^e Internationale? Socialistes de gauche et trotskystes en Europe (1933-1940)*, Thèse 3^e cycle, Université de Nanterre, Paris-X, 1978. — 418 p.
- FATHEREE, Ben H. — *Trotskyism in Spain (1931-1937)*. — Thèse Ph. D. Ann Arbor, 1978. — 258 p.
- FRANK, Pierre. — *Histoire de la III^e Internationale*. — 2 vol. Paris, La Brèche, 1981. — 000 p.
- GUÉRIN, Daniel. — *Front populaire, révolution manquée. Témoignage militant*. — Paris, Maspero, 1970. — 316 p.
- HEIJENOORT, Jean van. — *De Prinkipo à Coyoacán. Sept ans auprès de Léon Trotsky*. — Paris, Maurice Nadeau, Lettres Nouvelles, 1978. — 240 p.
- JOUBERT, Jean-Paul. — *Révolutionnaires de la S.F.I.O. Marceau Pivert et le pivertisme*. — Paris, Presses de la F.N.S.P., 1977. — 296 p.
- KASTRITIS, Kostas. — *Istoria tou Mpolebikismou trotskysmou stèn Ellada* — s.l., s.d., Ekdoseis « Ergatikès Protoporeias ». — 160 p.
- KELLER, Fritz — *Gegen den Strom. Fraktionskämpfe in der K.P.O. Troztkisten und andere Gruppen 1919-1945*. — Wien, Europa Verlag, 1978. — 306 p.
- LAZITCH, Branko (avec la collaboration de Milorad Drachkovitch). — *Biographical Dictionary of the Comintern*. — Stanford, Hoover F.P., 1973. — 458 p.
- LEQUENNE, Michel. — « Les Demi-Aveux de Zbarowski », *Cahiers Léon Trotsky* n° 13, 1982, 19 p.
- MEDVEDEV, Roy. — *Let History Judge*. — London, Macmillan, 1972. — 566 p.

- MENDL, Herschl (Stockfisch). — *Zichrones fun a yidischen revolutzioner.* — Tel Aviv, 1959. —
- MYERS, Constance Ashton. — *The Prophet's Army. Trotskyists in America.* — Westport (Conn), Greenwood Press, 1977. — 282 p.
- PERTHUS, Max (P.P. van't Hart). — *Henk Sneevliet. Revolutionair-Socialist in Europa en Azië.* — Nimègue, Sun, 1976. — 512 p.
- POOLE, Thomas R. — « Counter-Trial » : *Leon Trotsky on the Soviet purge trial.* — Thèse Université du Massachusetts, 1974, 2 vol. Ann Arbor. — 714 p.
- PRAGER, Rodolphe (édité par) — *Les Congrès de la quatrième Internationale*, vol 1, *Naissance de la IV^e Internationale (1930-1940).* — Paris, La Brèche, 1978. — 448 p.
- PREIS, Art. — *Twenty Years of the C.I.O. — Labor's Giant Step.* — New York, Pathfinder, 1972. — 538 p.
- RABAUT, Jean. — *Tout est possible ! Les gauchistes français (1929-1944).* — Paris, Denoël-Gonthier, 1974. — 216 p.
- RETZLAW, Karl. — *Spartakus. Aufstieg und Niedergang. Erinnerungen eines Parteiarbeiters.* — Frankfurt/Main, Neue Kritik, 1971. — 500 p.
- REVOL, René. — « Procès de Moscou en Espagne », *Cahiers Léon Trotsky* n° 3, 1979, 18 p.
- ROCHE, Gérard. — « Défense et contre-enquête en France », *Cahiers Léon Trotsky* n° 3, 1979. — 47 p.
- ROGER, Michel. — *Histoire de la Fraction de gauche italienne en émigration (1925-1940)*, Thèse 3^e cycle E.H.S.S., 1981. — 421 p.
- ROSENTHAL, Gérard. — *Avocat de Trotsky.* — Paris, Laffont, 1976. — 350 p.
- SERGE, Victor. — *Vie et mort de Léon Trotsky*, vol. 2. — Paris, Maspero, 1973. — 150 p.
- SERGE, Victor et TROTSKY, Léon. — *La Lutte contre le Stalinisme*, textes de 1936-1939 présentés par Michel Dreyfus. — Paris, Maspero, 1977. — 272 p.
- SERGE, Victor. — *Mémoires d'un révolutionnaire 1901-1941.* — Paris, Seuil 1978. — 444 p.
- SINCLAIR, Louis. — *Leon Trotsky : a Bibliography.* — Stanford, Hoover I.P., 1972. — 1092 p.
- SINCLAIR, Louis. — *Leon Trotsky : a Bibliography*, abridged, amended and supplemented by L. S. — L. Sinclair, 1978. — 724 p.
- STINAS A. — *Anamnis. (Soixante ans sous le drapeau de la révolution socialiste).* 2 vol., 1977 & 1978. — 256 & 268 p.
- STOBNICER, Maurice. *Le Mouvement trotskyste allemand sous la république de Weimar.* — Université de Paris VIII. 1980 — 357 p.
- THALMANN, Clara & Paul. — *Revolution für die Freiheit. Stationen eines politischen Kampfes. Moskau/Madrid/Paris.* — Hamburg, Association Verlag 2^e ed. 1977. — 398 p.
- TICHELMAN, Fritjof. — *Henk Sneevliet, 1888-1942, een politieke biografie.* — Amsterdam, van Gennep, 1974. — 136 p.

LÉON TROTSKY

- TJADEN, Karl Hermann. — *Struktur und Funktion der « K.P.D.-Opposition », (K.P.O.). Eine Organisations soziologische Untersuchung zur « Rechts »-Opposition im Deutschen Kommunismus zur Zeit der Weimarer Republik.* — Meisenheim/Glan, A. Hain, 1964. — 692 p.
- TROTSKY, Léon. — *Le Mouvement communiste en France (1919-1939). Textes présentés et annotés par Pierre Broué.* — Paris, Ed. de Minuit, 1967. — 724 p.
- *La Révolution espagnole 1930-1940* (textes présentés et annotés par Pierre Broué). — Paris, Ed. de Minuit, 1975. — 791 p.
- *Writings (1936-1937)* (édité par Naomi Allen et George Breitman). — New York Pathfinder, 1978. — 572 p.
- *Writings. Supplement (1934-1940)* (édité par George Breitman). — New York, Pathfinder, 1979. — 982 p.
- *Leon Trotsky on China* (édité par Les Evans et Russell Block). — New York, Pathfinder, 1974. — 688 p.
- USTVEDT, Yngvar. — *Verdensrevolusjonen på Hønefoss. En Beretning om Leo Trotskij's opphold i Norge.* — Oslo, Gyldendal, Norsk Fordag, 1974. — 248 p.
- VENKATARAMANI, M. S. — « Leon Trotsky's Adventure in American Radical Politics 1935-7 », *International Review of Social. History* n° 1, 1964, Amsterdam. — 46 p.
- VEREKEN, Georges. — *La Guépéou dans le mouvement trotskyste.* — Paris, La Pensée universelle, 1975. — 380 p.
- VOGELSANGER, David. — *Der Trotskismus in der Schweiz (1930-1942)*, Université Zürich, 1979. — 190 p.
- WALD, Alan. — *James T. Farrell. The Revolutionary. Socialist Years.* — New York, New York U.P., 1978. — 190 p.
- « La Commission Dewey : quarante ans après », *Cahiers Léon Trotsky* n° 3, 1979, 18 p.
- « Revolutionary Intellectuals ; *Partisan Review* in the 1930s », *Occident* (Berkeley) 1974, 14 p.
- « Herbert Solow : Portrait of a New York intellectual » *Prospects* n° 3, 1977, 23 p.
- WEBER, Hermann. — *Die Wandlung des deutschen Kommunismus.* — Frankfurt/Main, Europäische Verlagsanstalt, 1969. — 466 & 228 p.
- ZELLER, Fred. — *Trois points, c'est tout.* — Paris, Laffont, 1976. — 316 p.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES.

Cet index renvoie aux noms de personnes citées, mais pas aux noms des historiens non contemporains de Trotsky ou aux personnages de romans ou pièces de théâtre. Les numéros en *italique* renvoient à l'appareil critique, chronologie, introduction et notes, les autres aux textes de Trotsky. Les numéros suivis d'un astérisque* renvoient aux pages où sont données des indications biographiques. Nous avons délibérément renoncé à renvoyer de façon systématique soit au nom soit au pseudonyme, renvoyant seulement à celui des deux qui est le plus connu en général ou le plus utilisé dans le volume. Enfin, nous avons renvoyé à des personnes qui ne sont pas nommées, mais identifiables (p. ex. « mon fils », on a renvoyé à L. Sedov, « ma femme », à N. I. Sedova, etc.).

- ABBIATE, Roland, 188*.
ABD-EL-KRIM, 68*.
ABERN, Martin, 36*, 136, 140, 142, 145.
ABRAMOVITCH, (Rafail A. Rein dit), 248.
ACKERKNECHT, Erwin H., voir Bauer.
ADOLPHE, voir Klement.
AGABÉKOV, Iouri, 109*, 169.
AGELOFF, Ruth, 92*.
AGELOFF, Sylvia, 92.
ALEX, voir MINC.
ALEXANDRE VI, 59.
ANDRADE RODRIGUEZ, Juan, 128, 390.
ANSELE, Edouard, 333*.
ANTONOV-OVSEENKO, Vladimir A., 193*.
APENAS, Ole, 192.
ARCHINOV, (Vladimir PANKOVSKY dit Piotr A.), 400.
ASCASO, Francisco, 400.
ATLLEE, Clement R., 408*.
AZANA y DIAZ, Manuel, 103, 392*-395, 399.
BALABANOVA, Angelica, 30*, 55.
BARBUSSE, Henri, 250*.
BARMINE, (Aleksandr Graff dit), 28, 362*, 363, 365, 435.
BARTANYI, 248.
BASCH, Victor, 420*.
BAUER Eugen (Ackerknecht dit), 341, 364*, 365.
BAUER, Otto, 58*, 408.
BEALS, Carleton, 178*, 179, 181, 218, 368*, 438, 439.
BEARD, Charles Austin, 176*, 364-365.
BEATTIE, Henry Scott, 249, 250.
BERKMAN, Alexandre, 173*, 386.
BERLINRUT, Peter (dit Granger), 131*.
BERNAUT, Elsa, voir Elsa REISS.
BERNERI, Camillo, 156.
BERNSTEIN, Eduard, 231*, 299.
BESSEDOVSKY, Grigori Z., 109*, 169.

LÉON TROTSKY

- BIRNEY, Earle, voir Robertson.
- BLUM, Léon, 36 *, 63, 68, 124, 125, 201, 231, 251, 265, 266, 398, 416-418.
- BORGIA, César, 59 *.
- BORODINE (Mikhail M. Grusenber dit), 243 *, 323, 369.
- BOUKHARINE, Nikolai I., 191 *, 241, 327, 412.
- BRANDLER, Heinrich, 85 *, 86, 301, 303.
- BRAUN, voir Wolf.
- BRENNER, Anita, 181 *, 439.
- BROCKWAY, Archibald Fenner, 308.
- BRONSTEIN, Nina L., 371 *.
- BRONSTEIN, Zinaïda L., voir Volkova.
- BROWDER, Earl, 198 *.
- BUR, Jan (Walter Nettelbeck dit), 86, 87 *, 348, 349.
- BURNHAM, James, 25, 26, 304 *-317, 320, 330, 331, 352-356, 359, 381-383, 421, 422.
- BURTON, Wilbur, 295 *, 296.
- CABALLERO, voir Largo CABALLERO.
- CALLEN, Sylvia, voir FRANKLIN.
- CALVERTON (George Goetz dit Victor Francis), 178 *, 438, 439.
- CANNON, James P., 25, 35 *, 36, 37, 41, 43, 44, 78, 87, 90, 94, 129, 140, 162, 174, 198, 200, 280, 304, 331, 343, 354, 355, 421-423, 428, 433.
- CÁRDENAS, Lázaro, 337, 338 *, 372.
- CARILLON, Yvonne, voir Sedov.
- CARTER (Joe Friedman, dit), 26, 41, 304-317, 320, 330, 331, 352-355, 359.
- CASADO López, Sigismundo, 409.
- CEDILLO, Saturnino, 337 *, 338.
- CERVANTES Saavedra, Miguel, 377 *.
- CHAUCER, Geoffrey, 321.
- CHAUTEMPS, Camille, 63 *, 231, 266, 416.
- CHEN DUXIU, 25, 71, 82 *, 241-243, 296, 334, 385.
- CHEN QIZHANG, 334.
- CHVERNIK, Nikolai M., 327 *, 328.
- CILIGA, Ante, 106 *, 365.
- CITRINE, Walter McLellan, 314 *.
- CLARK, Eleanor, 56.
- CLART, voir Rous.
- CLEMENCEAU, Georges, 227 *.
- COMPANYS y Jover, Lluys, 392, 393 *-395.
- CONTY, Jean, 415.
- CORCORAN, Pat, 28.
- CRAIN, Reva, 90.
- CRAIPEAU, Yvan, 26, 255 *-266, 315, 320, 330, 331, 345.
- DALADIER, Edouard, 418 *.
- DAN, (Fedor I. Gourvitch dit), 299 *.
- DAVTIAN, Arven A., voir Tarov.
- DEBS, Eugene, 140, 174.
- DE MAN, Henri, 416 *.
- DESPRES, Léon M., 35 *.
- DE VALERA, Eamon, 149.
- DEVLIN, Roger, 75.
- DEWAR, Hugo, 379 *.
- DEWEY, John F., 23, 28, 35, 96 *, 149, 158, 176, 225, 239, 275, 297, 304, 369, 373, 422, 425, 427, 428, 430.
- DÍAZ, Porfirio, 428 *.
- DIMITROV, Georgi, 51 *, 58, 390.
- DJOUGACHVILI, voir STALINE.
- DREYFUS, Alfred, 373.
- DUBOIS, voir Ruth Fischer.
- DUCLOS, Jacques, 247 *, 248, 286, 319.
- DUCOMET, Serge, 188 *.
- DURANTY, Walter, 218 *, 250, 408.
- DURRUTI, Buenaventura, 400 *.
- EASTMAN Forrester, Max, 383 *, 438.
- EFRON, Sergéi, 172, 188 *, 249.
- EIFFEL (Kirchhoff dit Paul), 25, 67 *, 71, 119.
- EISNER, Dorothy, 268 *.
- EJOV, Nikolai I., 51 *, 190, 328, 376, 377.
- ENGELS, Friedrich, 68 *, 154, 229, 234-238, 242, 390.
- EPE, Heinz, voir Held.
- ESSÉNINE, Sergéi, 171 *.
- ESTRINE, Lilia Ya Ginzberg, ép., 171 *, 291, 342.
- ÉTIENNE, voir Zborowski.
- FARRELL, James T., 275 *.
- FEUCHTWANGER, Lion, 250 *.
- FIELD, B. J. (Max Gould dit), 208, 209 *, 321, 354, 361.
- FINERTY John F., 149 *.

- FISCHER, Louis, 33 *, 152, 190, 390, 408.
- FISCHER, Oskar (Otto Schüssler, dit), 57, 86 *, 87, 348, 349.
- FISCHER, Ruth (Elfriede Eisler, dite), 24, 85 *, 259, 341, 348.
- FLORES MAGÓN, Enrique et Ricardo, 337.
- FORD, Henry, 120 *.
- FRANCO y BAHAMONDE, Francisco, 63 *, 100-103, 351, 388, 392, 395, 402, 404, 405, 409, 418.
- FRANK, John, voir FRANKEL.
- FRANKEL, Jan, 23, 42 *, 56, 89, 176, 200, 202, 223, 254, 270, 412, 424-426.
- FRANKLIN, Sylvia CALLEN, ép., 281.
- FREUD, Sigmund, 377 *.
- FREUND, Hans David, voir Moulin.
- FRICK, Henry CLAY, 172.
- FRIEDMAN, voir CARTER.
- FRIIS, Jakob, 195 *.
- GALLOY, Florent, 332 *.
- GARCÍA OLIVER, Juan, 395 *, 398.
- GEORGE, Mrs Robert LATHAM, 95 *.
- GINZBURG, Samuel, voir KRIVITSKY.
- GLASS, C. Frank, 140 *, 175, 200, 295, 296, 334.
- GLENN, John, voir FRANKEL.
- GLENNER, John, voir FRANKEL.
- GLOTZER, Albert M., 35 *, 90, 142, 272.
- GOETHE, Wolfgang, 377 *.
- GOLDMAN, Albert, 88 *, 107, 140, 149, 424-426.
- GOLDMAN, Emma, 173 *.
- GOMPERS, Samuel, 119.
- GORKIN, Julián (Julián García Gómez dit), 85 *.
- GOULD, Max, voir FIELD.
- GRANGER, voir BERLINRUT.
- GREEN, William, 120 *, 197, 309, 310, 314.
- GROZOVSKAIA, Lydia, 28, 187.
- GRYLEWICZ, Anton, 28, 132 *, 190, 211, 248, 320.
- GUÉHENNO, Jean, 415.
- GUIHENEUF, voir YVON.
- HANSEN, Joseph (Joe), 23, 27, 92 *, 107, 132, 145, 146, 272, 281, 295, 296, 321, 335, 384.
- HARTMANN, George W., 96 *.
- HEARST, William Randolph, 94 *, 132.
- HEIJENOORT, Jean van (Van), 23, 72, 80 *, 176, 195, 223, 345.
- HEISLER, Francis, 94 *.
- HELD (Heinz Epe, dit Walter), 146, 56 *, 80, 84, 86, 135, 138, 139, 149, 270, 277, 320, 348, 411, 412, 414.
- HENKINE, Cyrille, 172 *.
- HERRIOT, Edouard, 39 *.
- HERZ, Alfred, voir MINK.
- HESS, Rudolf, 248 *.
- HILFERDING, Rudolf, 58 *.
- HIRO HIRO (le Mikado), 48 *, 219, 267, 351.
- HITLER, Adolf, 80, 121, 126, 248, 258, 261, 267, 311, 316, 394, 418.
- HOOVER, Herbert Clark, 130 *.
- HUGHES, Emerys, 379 *.
- IAGODA, Henrikh G., 51 *.
- IAKOBOVITCH, Ignaty S., 29, 194.
- IAKOVLEVA, Varvara N., 23, 42 *, 55.
- ISAACS, Harold R., 80 *, 180, 200, 215, 241-243, 323.
- JAMES, Cyril L. R., 215 *.
- JDANOV, Andréi A., 376.
- JOE, voir HANSEN.
- JOHNSTONE, Kenneth, 321.
- JOHRE S. L. (Josef Weber dit), 46 *, 86, 87, 287, 341, 348, 349.
- JOUHAUX, Léon, 251 *, 314, 328, 418.
- KAHLO DE RIVERA, Frida, 23.
- KAMENEV LEV (B. Rosenfeld dit), 243, 247, 300, 370, 412.
- KARSNER, Rose, 423.
- KAUTSKY, Kark, 231 *.
- KEIR- HARDIE, James, 379.
- KERENSKY, Aleksandr F., 63 *, 101, 102, 285, 397, 421.
- KHROUCHCHEV, Nikita S., 436.
- KIRCHHOFF, voir EIFFEL.
- KLEMENT, Rudolf, 27, 84 *, 86, 340, 348.
- KLUCKHOHN, Frank, 324 *.
- KLUGER, Pearl, 89 *, 149, 180, 245, 279.
- KNUDSEN, Borgar, 139 *.
- KNUDSEN, Hilda, 134, 138 *, 139.

LÉON TROTSKY

- KNUDSEN, Hjørdis, 24, 56, 84 *, 106, 134, 138, 196, 288.
 KNUDSEN, Konrad, 56, 134, 135 *, 136, 138, 196, 271.
 KOLTSOV, Mikhail, 247 *, 249.
 KONDRATIEV, Vadim, 172 *, 249.
 KONSTAD, Leif Ragnvald, 135 *, 411.
 KORNILOV, Lavr G., 63 *, 101-102, 397.
 KOUSKOVA, Ekaterina D., 299 *.
 KOUZMINE, Nikolai N., 386 *.
 KRASNOV, Piotr N., 397 *.
 KREHM, William, 321 *.
 KRIVITSKY (Ginzburg dit), 28, 362 *, 363, 435.
 KROG, Helge, 414 *.
- LABORDE, Hernán, 338 *.
 LAFOLLETTE, Suzanne, 30 *, 39, 61, 80, 104, 132, 174, 176, 223, 254, 364, 365, 369, 427-430.
 LAGUARDIA, Fiorello, 197 *.
 LAKOBA, Nestor, 28.
 LANDAU, Kurt, 23, 27, 208, 209, 400.
 LANKIN, Sol, 140 *, 174.
 LARGO CABALLERO, Francisco, 27, 45, 83, 102, 231, 265, 389, 393-395, 400, 407.
 LA ROCQUE, François de, 104 *, 105.
 LASTE, voir LASTÉRADE.
 LASTÉRADE DE CHAVIGNY, Jean, 176 *.
 LAUFER, Max, 348.
 LÉNINE (Vladimir I. Oulianov dit), 34, 55, 57, 67, 78, 91, 100, 111, 112, 142, 145, 151, 152, 185, 191, 234, 263, 283, 288, 298, 312, 373, 374, 386, 407, 412, 422, 424, 425.
 LEWIS, John L. 130 *, 197.
 LIE, Jonas, 271 *, 411.
 LIE, Trygve, 74 *, 194, 195, 411.
 LIEBKNECHT, Karl, 259.
 LINCOLN, Abraham, 379.
 LISTER, Enrique, 102.
 LITVINOV (Maksim M. Wallach dit), 119, 264, 409.
 LIU JIALIANG, 296.
 LIU RENJING, 296.
 LOLA, voir ESTRINE.
 LOMBARDO TOLEDANO, Vicente, 178, 368, 369.
 LONDON, Joan, 182 *.
- LONDON, Jack Griffith (dit Jack), 183 *, 186.
 LORRE, Dick, 62.
 LOUNATCHARSKY, Anatoli V., 412 *.
 LOUZON, Robert, 263.
 LOVESTONE, Jay, 85 *, 300, 301, 303.
 LUDWIG, voir REISS.
 LUNDBERG, Ferdinand, 275 *, 276.
 LUXEMBURG, Rosa, 185, 259.
 LVOV, Georgi E., 105.
 LYONS, Eugene, 132 *, 224.
 McDONALD, John, 268 *.
 MCKNIGHT, J. P., 48.
 MAISKY (Ivan I. Liakhovetsky dit), 249 *.
 MAKHNO, Nestor, 32, 283, 297, 400 *.
 MALRAUX, André, 250 *, 408.
 MALTER, Henry, voir STONE.
 MANN, Heinrich, 250 *.
 MARING, voir SNEEVLIET.
 MARKINE, Nikolai, voir SEDOV, Léon.
 MARX, Karl, 68 *, 229, 234-238, 242, 275, 312, 390, 410.
 MATTEOTTI, Giacomo, 30.
 MASLOW, Arkadi (Isaac Tchérémski dit), 24, 85 *, 259, 341, 348.
 MAULE, Harry E., 91 *.
 MAURA Y GAMAZO, Antonio, 126 *.
 MAURÍN Julia, Joaquim, 85, 99, 128.
 MAXTON, James, 82 *.
 METT, Ida, 297.
 MIAJA Menant, José, 103 *, 409.
 MILIOUKOV, Pavel B., 105 *, 357.
 MILLER, Evgenii K., 82 *, 172, 188, 286.
 MILTON, Harry (Wolf Kupinski dit), 140 *, 148, 197, 272, 278, 280, 281, 338.
 MINC, Pinchus, 291, 293 *.
 MINK, George, 147 *, 156.
 MODIGLIANI, Giuseppe, 30 *.
 MOLINIER, Henri, 59 *, 60.
 MOLINIER, Raymond, 59, 208, 209 *, 345.
 MOLLE, Karl, voir SOMMER.
 MONATTE, Pierre, 263.
 MOONEY, Tom, 149.
 MORROW, Felix, 80 *, 434.
 MOSS, Barney, 183.
 MOULIN (Freund dit), 46, 147 *, 207.
 MRATCHKOVSKY, Sergéi V., 190 *.

- MÜNZENBERG, Willi, 247, 248 *.
 MUSSOLINI, Benito, 121, 404.
 MUSTE, Abraham, J., 85 *, 90, 131, 178, 304.
- NAVACHINE, Dimitri, 285 *.
 NEGRÍN López, Juan, 26, 45 *, 62, 64, 71, 83, 100-103, 126, 155, 231, 249, 251, 265, 351, 393-395, 398-400, 407, 418.
 NETTELBECK, Walter, voir BUR.
 NEVELSON, Man, 371 *.
 NIKOLAIEV, Leonid N., 376.
 NIKOLAIEVSKY, Boris N., 151 *, 171, 217.
 NIN Pérez, Andrés, 23, 99 *, 126, 128, 188, 193, 248, 272, 400, 406.
 NOVACK, George, 80 *, 174.
 NYGÅRDSVOLD, Johan, 194 *.
- OEHLER, Hugo (Edward Oler dit), 37 *, 159, 208, 354, 361.
 OLER, Edward, voir OEHLER.
 ORDJONIKIDZÉ, Grigori K., 142 *.
- PARABELLUM, voir MASLOW.
 PAULSEN, voir ESTRINE.
 PENG SHUTZI, 296.
 PFEFFER, Nathaniel, 350.
 PFEMFERT, Alexandre voir RAMM.
 PFEMFERT, Franz, 318 *, 364.
 PIATAKOV, Iouri G., 82 *, 196, 248, 285-286, 300, 370.
 PIVERT, Marceau, 417.
 PLEVIŤSKAIA (Nadia V. Vinikova dite la), 188 *.
 POKROVSKY, Mikhail N., 421 *, 422.
 PORETSKI, voir REISS.
 PORTELA VALLADARES, Manuel, 126.
 POSTHUMUS, Nicolaus W., 151 *.
 POZNIAKOV, Nikolai, 172, 188, 249.
 PRIETO Y TUERO, Indalecio, 126 *, 251, 393.
 PRITT, Denis Nowell, 368 *.
 PROUDHON, Pierre Joseph, 263 *.
 PUNTERVOLD, Michael, 56 *, 412, 414.
- RADEK (Karl B. Sobelsohn dit), 241 *, 248, 285, 300, 370.
 RAE, voir SPIEGEL.
 RAIA, voir SPIEGEL.
- RAKOVSKY, Khristian G., 190 *, 412.
 RAMM, Alexandra, ép. Pfemfert, 56, 57 *, 318.
 REED, John, 379.
 REIN, Marc, 248.
 REISS, Elsa (Elsa Bernaut dite), 50 *, 114, 166, 172, 189, 287.
 REISS, Ignace (Ignacy S. Poretski, dit), 23, 24, 27, 29, 39 *, 50-54, 109, 110, 151 *, 166-170, 187-191, 211, 245, 248; 251, 272, 285-287, 319, 342, 344, 362, 363.
 RIVERA, Diego, 23, 67 *, 199, 268, 281, 328, 335, 377, 427, 438.
 ROBERTSON, (Birney dit), 320 *, 432.
 ROBINSON alias RUBENS, 27, 28, 29, 422, 427.
 ROBINSON, Viola, 180 *.
 RODMAN, Selden, 65 *.
 ROJKOV, Nikolai A., 421 *.
 ROLLAND, Romain, 250 *.
 ROLLIN, voir SMIRENSKY.
 ROMAINS, Jules (Farigoule dit), 373.
 ROOSEVELT, Franklin Delano, 123 *, 130, 198, 199, 336.
 ROSENMARK, Raymond, 420 *.
 ROSENTHAL, Gérard, 39 *, 40, 223, 319.
 ROSMER (Alfred Griot, dit), 107 *, 150, 153, 367.
 ROSS, Edward A., 153 *.
 ROUDZOUTAK, Jan G., 225 *.
 ROUS, Jean, 86 *, 207, 345, 349.
 RUBENS, Adolphe A. voir ROBINSON.
 RYKOV, Aleksei I., 191 *, 327.
- SACCO, Nicola, 149, 155.
 SALEMME, Attilio, 25, 62 *, 359.
 SANDINO, Cesar, Augusto, 368.
 SCHEFLO, Olav, 73 *.
 SCHILDBACH, Gertrud, 187 *, 191.
 SCHROTER, Gertrude, 57 *.
 SCHÜSSLER, Otto, voir FISCHER Oskar.
 SCHWAB, Jim, voir WALCHER.
 SCHWARZENBERG, Pierre, 188 *, 249.
 SEDIKH, Andréi (Zwibak dit), 105 *.
 SEDOV, Lev L. (Léon, Ljova), 24, 40 *, 50, 71, 73, 82; 88, 106, 114, 134, 151, 169, 176, 182, 187, 189; 211, 217, 270, 274, 284-287, 291-294, 297-299, 318, 320, 342, 357, 362, 364, 367, 371, 372, 380, 424.

LÉON TROTSKY

- SEDOV, Sergei L., 371, 372.
 SEDOVA, Natalia I., 93, 133, 134*, 135, 296, 318.
 SELANDER, Ted, 131*.
 SENDERN, George, 175.
 SERGE (Victor L. Kibaltchich dit), 57*, 106, 173, 206, 207, 288, 297, 298, 358, 386, 433.
 SHACHTMAN, Max, 25, 43*, 45, 62, 63, 80, 90, 150, 174, 200, 281, 356, 381, 384.
 SHAKESPEARE, William, 377*.
 SHAPIRO, Max, voir STERLING.
 SIMON & SCHUSTER, 270.
 SKOBLINE, Nikolai V., 188*.
 SLOUTSKY, Abram A., 190.
 SMIRENSKY, Dimitri, 188*, 189, 284, 285.
 SNEEVLIET, Henk, 24, 27, 39, 50, 53, 84*, 85, 109, 167, 170, 206-209, 241-243, 287, 288, 340-344, 347, 348, 402, 433.
 SOLDEVILA Romero, Juan, 400.
 SOLOW, Herbert, 46*, 181, 217, 268, 287.
 SOMMER (Karl Molle dit), 341*.
 SOSNOVSKY, Lev S., 247.
 SPANJER, Bep, 342*.
 SPECTOR, Maurice, 200*, 432*.
 SPIEGEL, Rae, 23, 42*, 43, 92, 131, 145-147, 157, 272, 331, 339.
 STALINE (Iossif V. Djougachvili dit), 28, 39, 48, 51, 52, 54, 57, 60, 85, 101, 102, 106, 155, 191, 193, 224, 243, 245-252, 261, 264, 267, 298, 300-303, 310, 311, 314, 316, 323, 327, 328, 335, 350, 351, 368, 369, 377, 389-400, 402-404, 407-409, 412, 415, 418, 419, 422, 435, 436.
 STEINER, Renata, 187*, 284, 285.
 SPINASSE, Charles, 286.
 STERLING (Max Shapira dit), 92*, 107, 131, 157-159.
 STONE, Hank (Henry Malter dit), 280*, 338.
 STOUKHOV, 161.
 STØYLEN, Andreas, 270, 277-278.
 STROBEL, Erwin, 285.
 STROGOVITCH, M. S., 365.
 SUMNER, Charles, 379.
 SUMNER, Charles v. SUMNER BOYD, Hilary.
 SUMNER BOYD, Fred, 379.
 SUMNER BOYD, Hilary (dit Charles SUMNER), 379.
 SUN YAT-SEN, 242.
 TAROV A. (Davtian dit), 196.
 TA TU THAU, 158.
 TCHÉRASKOV, 421.
 TCHIANG KAI-CHEK, 25, 68*, 71, 76, 115, 120, 219-222, 249, 265, 266, 323, 335, 351, 352.
 TCHITCHÉRINE, Georgi v., 362, 412*.
 TCHISTOGANOFF, Anatole, 284*.
 THALHEIMER, August, 85*, 86.
 THEODORE, 86, 347-349.
 THOMAS, Norman, 32*, 36, 158.
 THOMAS, Wendelin, 31*, 32, 297, 408.
 THOMSON, voir SNEEVLIET.
 THOREZ, Maurice, 105.
 TIOLI, Georges, 84*, 148, 278.
 TOMSKY (Mikhail P. Efremov dit), 327*.
 TOUKHATCHEVSKY, Mikhail N., 169*, 412.
 TRANMAEL, Martin, 194*.
 TRESCA, Carlo, 155*, 156, 212, 214.
 TROIANOVSKY, Aleksandr A., 249*, 377, 427.
 TSVIETAIEVA, Marina, 172.
 ULRICH, Vassili V., 376*.
 URBAHNS, Hugo, 259*.
 VAN, voir J. van HEIJENOORT.
 VANDERVELDE, Emile, 251*, 333.
 VANZETTI, Bartolomeo, 149, 155.
 VANZLER, Joseph, voir WRIGHT.
 VARGAS, Getulio, 28.
 VASCONCELOS, José, 337*.
 VEREEKEN, Georges, 64* 86, 99, 205-210, 287, 332, 341, 342, 433.
 VILLAREAL, Antonio I. 337*, 338.
 VITTE, voir YOTOPOULOS.
 VOLKOV, Platon I., 371*.
 VOLKOV, Vsiévolod P., (dit Sieva), 371.
 VOLKOVA, Zinaïda L. Bronstein, ép, 371*.
 VYCHINSKY, Andréi E., 85*, 225, 228, 239, 240, 256, 265, 370, 376, 377.

ŒUVRES, SEPTEMBRE-DÉCEMBRE 1937

- | | |
|---|---|
| WALCHER, Jakob, 58*, 176. | WRANGEL, Piotr N., 188. |
| WALKER, Charles M., 26, 33*, 95,
111, 152, 173, 269, 413. | WRIGHT (John G., Wanzler dit), 357,
358, 385-387. |
| WALTER, voir KRIVITSKY. | WU PEIFU, 243*. |
| WANG FANXI, 296. | |
| WASSERMAN, Jac, 182*, 283, 357. | YOTOPOULOS Mitsos, 208, 209*. |
| WEBER, Jack (Louis Jacobs dit), 62*,
78, 90, 140-143, 336. | YVON M. (Guiheneuf dit), 262*. |
| WEBER, Josef, voir JOHRE. | |
| WEBER, (Sara Jacobs dite), 42*, 78,
94, 339. | ZAMORA Padilla, Francisco, 224*. |
| WEISBORD, Albert, 159*, 208, 354,
361. | ZASLAVSKY, David I., 249*. |
| WOLF, Erwin, 24, 80*, 82, 106, 132-
134, 138, 139, 147, 151, 188, 192-
197, 248, 272, 283, 340. | ZBOROWSKI, Mordka (dit Marc), 24,
285, 291, 342. |
| WOLFE, Bernard, 23, 180*. | ZINOVIEV (Grigori E. Radomylsky
dit), 85, 226*, 241, 243, 300, 323,
327, 368, 370, 412. |
| WOLFE, Bertram D., 300*, 303, 369. | ZOLA, Emile, 373*. |
| WOLL, Matthew, 309*. | ZWIBAK, Jacques, voir SEDIKH. |
| | ZYROMSKI, Jean, 408*, 418. |

INDEX DES ORGANISATIONS, PARIS, INSTITUTIONS, ETC. DES INSTANCES, CONGRÈS, RÉUNIONS, ETC.

- Académie militaire de l'U.R.S.S.**, 362.
Agence Havas, 324.
Agence Tass, 132, 368.
Algemeiner Yidisher Arbeter Bund in Litè, Poinn un Rusland, cf. Union générale des travailleurs juifs de Russie, de Lituanie et de Pologne, Bund.
American Civil Liberties Union, A.C.L.U., cf. Union américaine pour les libertés civiques.
American Committee for the Defense of Leon Trotsky, A.C.D.L.T., cf. Comité américain de défense de Léon Trotsky.
American Federation of Labor, A.F.L., cf. Fédération américaine du travail.
American Labor Party, A.L.P., cf. Parti travailliste américain.
American Workers Party, A.W.P., cf. Parti américain des travailleurs.
Amis de l'U.R.S.S., 286, 368, 371.
Anarchisme, anarcho-syndicalisme, 32, 102, 127, 173, 182, 183, 205, 207, 213, 232, 247, 248, 251, 259, 282, 297, 298, 337, 391, 392, 393, 394, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 410.
 cf. aussi. Confédération nationale du travail, C.N.T.
Arbeiter-und Soldatenräte, cf. Conseils d'ouvriers et de soldats.
Archiomarxisti Organosi, cf. Opposition de gauche internationale, sections : grecque.
Armée insurgée d'Ukraine, 400.
Armée Rouge, 57, 106, 126, 169, 362, 376, 400, 403.
Associated Press, 48, 324.
Association républicaine des anciens combattants, A.R.A.C., 247, 250.
Balgarska Rabotničeska Social-Demokratičeska Partija, cf. Parti ouvrier social-démocrate de Bulgarie.
Banque commerciale de l'Europe du nord, 285.
Bordiguisme, cf. Fraction bordiguiste.
Bund, cf. Union générale des travailleurs juifs de Russie, de Lituanie et de Pologne.
Bureau de Londres, cf. Bureau international d'unité socialiste révolutionnaire.
Bureau fédéral d'investigation, F.B.I., 336.
Bureau international d'unité socialiste révolutionnaire (nouveau nom de l'Internationale Arbeitsgemeinschaft, I.A.G.), B.I.U.S.R., Bureau de Londres, 58, 87, 177, 410.
Cadets, K.D., cf. Parti constitutionnel démocrate.
Cagoule, cf. Comité secret d'action révolutionnaire.
Casa del obrero mundial, cf. Maison de l'ouvrier mondial.
Centre catholique, Zentrum, 362.
Columbia Broadcasting Station, C.B.S., 370.
Comintern, cf. Internationales : Troisième Internationale.
Comité américain de défense de Léon Trotsky, American Committee for the Defense of Leon Trotsky, A.C.D.L.T., 31, 32, 80, 81, 83, 84,

- 96, 158, 159, 174, 175, 180, 181, 212, 379, 422, 435, 436.
— fraction trotskyste, 174, 175.
- Comité de défense des militants espagnols**, 156.
- Comité français pour la défense de Léon Trotsky**, cf. Comité pour l'enquête sur les procès de Moscou et pour la défense de la liberté d'opinion dans la révolution.
- Comité pour l'action ouvrière progressiste**, Committee for Progressive Labor Action, C.P.L.A., 85, 178.
- Comité pour l'enquête sur les procès de Moscou et pour la défense de la liberté d'opinion dans la Révolution**, 31.
- Comité secret d'action révolutionnaire**, C.S.A.R., Cagoule, 28, 57, 82, 104, 286.
- Comité socialiste international de Zimmerwald**, cf. Mouvement de Zimmerwald.
- Commissariat du peuple à la guerre**, 217.
- Commission d'enquête internationale sur les procès de Moscou**, Commission Dewey, 23, 24, 28, 31, 32, 33, 35, 46, 55, 57, 59, 61, 72, 73, 84, 87, 88, 89, 92, 95, 96, 107, 135, 149, 150, 151, 153, 154, 155, 176, 178, 214, 224, 225, 254, 268, 272, 275, 278, 297, 301, 320, 337, 338, 365, 367, 368, 369, 370, 371, 374, 375, 376, 377, 378, 380, 420, 422, 424, 426, 427, 428, 435, 436.
— sous-commission, 23, 59, 88, 95, 178, 192, 193, 224, 300, 324, 368, 369, 428, 438.
- Commission Dewey**, cf. Commission d'enquête internationale sur les procès de Moscou.
- Commission Maxton**, 82.
- Committee for Progressive Labor Action**, C.P.L.A., cf. Comité pour l'action ouvrière progressiste.
- Communist League of America**, C.L.A., cf. Opposition de gauche internationale, sections : américaine.
- Communist League of Struggle**, cf. Ligue communiste de combat.
- Communist Party of America**, C.P.A., cf. Parti communiste d'Amérique.
- Communist Party of South Africa**, C.P.S.A., cf. Parti communiste d'Afrique du Sud.
- Communist Party (Opposition)**, cf. Parti communiste d'Amérique, opposition de droite.
- Communistische Partij van Nederland**, C.P.N., cf. Parti communiste des Pays-Bas.
- Compagnie pétrolière germano-soviétique**, De.R.O.P., 447.
- Confederación de trabajadores de México**, C.T.M., cf. Confédération des travailleurs du Mexique.
- Confederación nacional del trabajo**, C.N.T., cf. Confédération nationale du travail.
- Confédération des travailleurs du Mexique**, Confederación de trabajadores de México, C.T.M., 178, 368.
- Confédération générale du patronat français**, C.G.P.F., 82.
- Confédération générale du travail (France)**, C.G.T., 29, 251, 314.
- Confédération nationale du travail (Espagne)**, Confederación nacional del trabajo, C.N.T., 99, 102, 127, 155, 206, 207, 213, 246, 393, 399.
— cf. aussi, Anarchisme, Fédération anarchiste ibérique.
- Confédération nationale du travail (Mexique)**, Confederación nacional del trabajo, C.N.T., 337.
- Congrès des syndicats d'industrie**, Congress of Industrial Organizations, C.I.O., 123, 130, 199, 309, 310.
- Congress of Industrial Organizations**, C.I.O., cf. Congrès des syndicats d'industrie.
- Conseil militaire révolutionnaire**, 227.
- Conseil suprême de l'économie nationale (U.R.S.S.)**, Vesenkha, 227.
- Conseils d'ouvriers et de soldats**, Arbeiter-und Soldatenräte, — congrès pan-allemand, 306.
- Cooperative Commonwealth Federation**, C.C.F., 322.
- Corpo truppe volontarie**, C.T.V., cf. Corps de troupes volontaires.

- Corps de troupes volontaires**, Corpo truppe volontarie, C.T.V., 404.
- Croix-de-feu**, 104.
- Croix-rouge russe**, 285.
- Défense ouvrière sans exclusive**, Non-Partisan Labor Defense, N.P.L.D., 80.
- Democratic Party**, cf. Parti démocrate (Etats-Unis).
- De.R.O.P.**, cf. Compagnie pétrolière germano-soviétique.
- Det Norske Arbeiderparti**, D.N.A., cf. Parti ouvrier norvégien.
- Editions d'état soviétiques**, Gosizdat, 250.
- Emancipation du travail (I')**, Grupa Osvobozdenija Truva, 299.
- Escolapios (los)**, 102.
- Esquerra republicana de Catalunya**, cf. Gauche républicaine de Catalogne.
- Federación anarquista ibérica**, F.A.I., cf. Fédération anarchiste ibérique.
- Federación comunista ibérica**, F.C.I., cf. Fédération communiste ibérique.
- Federación obrera de unidad sindical**, F.O.U.S., cf. Fédération ouvrière d'unité syndicale.
- Federal Bureau of Investigation**, F.B.I., cf. Bureau fédéral d'investigation.
- Fédération américaine du travail**, American Federation of Labor, A.F.L., 120, 199, 309, 310, 314. — militants trotskystes, 309.
- Fédération anarchiste ibérique**, Federación anarquista ibérica, F.A.I., 102, 399, 401. — cf. aussi, Anarchisme.
- Fédération communiste ibérique**, Federación comunista ibérica, F.C.I., 85.
- Fédération ouvrière d'unité syndicale**, Federación obrera de unidad sindical, F.O.U.S., 401.
- Fédération russe des anciens combattants**, 82.
- Fédération syndicale internationale**, F.S.I., 251, 327, 328, 419.
- Fieldistes**, cf. Ligue pour un parti ouvrier révolutionnaire.
- Fraction bordiguiste**, 25.
- Franc-maçonnerie**, 63, 285.
- G.P.U.**, Guepeou, Gosoudarstvennoï politicheskoié oupravlenié (administration politique d'état), 23, 24, 28, 39, 40, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 57, 59, 60, 61, 71, 81, 82, 84, 86, 102, 104, 105, 106, 109, 110, 114, 134, 138, 147, 148, 155, 167, 168, 169, 172, 178, 179, 187, 188, 189, 190, 191, 193, 194, 195, 196, 197, 201, 211, 222, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 278, 281, 284, 285, 286, 292, 293, 319, 327, 338, 341, 362, 363, 368, 369, 370, 372, 374, 376, 395, 396, 397, 400, 406, 418, 422, 427, 428, 435, 436.
- Gauche républicaine de Catalogne**, Esquerra republicana de Catalunya, 393.
- Geheime Staatspolizei** (Police secrète d'état), cf. Gestapo.
- Gestapo**, **Geheime Staatspolizei** (Police secrète d'état), 190, 248, 447.
- Gosizdat**, cf. Editions d'état soviétiques.
- Gosoudarstvennoï politicheskoié oupravlenié**, cf. G.P.U.
- Groupe Eiffel**, 25, 67, 68, 69, 70, 71, 119.
- Groupe « Internationale »**, 86, 348.
- Groupe Rops**, 349.
- Groupe Spartacus**, 259.
- Grupa Osvobozdenija Truva**, cf. Emancipation du travail.
- Guépéou**, cf. G.P.U.
- Guomindang**, 68, 70, 71, 76, 81, 241, 242, 243, 244, 323.
- Independent Labor League**, cf. Ligue indépendante du travail.
- Independent Labour Party**, I.L.P., cf. Parti ouvrier indépendant (Grande-Bretagne).
- Industrial Workers of the World**, I.W.W., cf. Travailleurs industriels du monde.
- Institut de recherches de l'industrie de guerre** (U.R.S.S.), 362.

Institut des professeurs rouges (U.R.S.S.), 371, 421.

Institut international d'histoire sociale, Internationaal Institut voor Soziale Geschiedenis, 151, 217, 425.
— section parisienne, 126, 284.

Institut Marx-Lénine, Instituta Marksa-Lenina, 217.

Instituta Marksa-Lenina, cf. Institut Marx-Lénine.

International Institut voor Soziale Geschiedenis, cf. Institut international d'histoire sociale.

International Ladies Garment Workers Union, I.L.G.W.U., cf. Union internationale des travailleurs de la confection féminine.

Internationales :

Deuxième Internationale, ou Internationale socialiste, ou Internationale ouvrière 1889-1923, Internationale ouvrière socialiste après 1923, 215, 230, 233, 235, 237, 239, 251, 290, 360, 368, 393, 410, 411, 419.

Troisième Internationale, ou Internationale communiste, I.C., ou Comintern, 23, 24, 31, 32, 36, 39, 50, 51, 52, 54, 55, 58, 61, 70, 73, 75, 76, 82, 84, 114, 124, 162, 167, 187, 191, 194, 215, 226, 230, 237, 238, 241, 242, 243, 245, 247, 248, 249, 250, 252, 265, 275, 285, 290, 309, 323, 326, 329, 360, 363, 368, 370, 375, 378, 390, 393, 397, 410, 411, 418, 419, 432.
— congrès, 2^e, 201.
— congrès, 4^e, 239, 240.
— congrès, 6^e, 432.
— exécutif, 241, 245, 247, 250, 252, 279.
— sections, 253.

Quatrième Internationale, (nouvelle appellation du Mouvement pour la Quatrième Internationale depuis le 3 septembre 1938), 98.

Internationale communiste, I.C., cf. Internationales : Troisième Internationale.

Internationale communiste des jeunes, 248.

Internationale Kommunisten Deutschlands, I.K.D., cf. Mouvement

pour la Quatrième Internationale, section : allemande.

Internationale ouvrière socialiste, cf. Internationales : Deuxième Internationale.

Internationale socialiste, cf. Internationales : Deuxième Internationale.

Internationale syndicale, cf. Fédération syndicale internationale.

Internationale syndicale rouge, I.S.R., Profintern, 99, 147.

Internationale Vereinigung der Kommunistischen Opposition, I. V. K. O., cf. Union internationale de l'opposition communiste.

Izquierda comunista de España, I.C.E., cf. Opposition de gauche internationale, sections : espagnole.

Jeunesses communistes :
— américaines, 35, 36, 41.
— françaises, J.C., 125.
— tchécoslovaques, 42.

Jeunesses léninistes (France), 255.

Jeunesses socialistes :
— américaines, cf. Ligue socialiste des jeunes.

Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands, K.A.P.D., cf. Parti ouvrier communiste d'Allemagne.

Kommunistische Partei Deutschlands, K.P.D., cf. Parti communiste d'Allemagne.

Kommunistische Partei Österreichs, K.P.Ö., cf. Parti communiste d'Autriche.

Kommunistische Partei Opposition, K.P.O., cf. Parti communiste d'Allemagne, opposition de droite.

Kommunistyczna Partia Polsky, K.P.P., cf. Parti communiste de Pologne.

Konstituc-Demokratičeska Partija, K.D., cf. Parti constitutionnel démocrate.

Ku-Klux-Klan, 310.

Kuomintang, cf. Guomindang.

Labour Party, cf. Parti travailliste (Grande-Bretagne).

League for a Revolutionary Workers Party, cf. Ligue pour un parti ouvrier révolutionnaire.

- Leninbund**, cf. Ligue Lénine.
- Liga comunista internacionalista**, L.C.I., cf. Mouvement pour la Quatrième Internationale, sections : mexicaine.
- Ligue communiste d'Amérique**, C.L.A., cf. Opposition de gauche internationale, sections : américaine.
- Ligue communiste de combat**, Communist League of Struggle, 159, 354.
- Ligue communiste internationale** (B.L.) ou **internationaliste**, L.C.I. (nom de l'opposition de gauche internationale *du 21 août 1933 au 31 juillet 1936*), — conférence dite « de Genève » (*29 au 31 juillet 1936*), 85, 341, 348. — secrétariat international, S.I., 341.
- Ligue communiste internationale** (B.L.) ou **internationaliste**, sections, — allemande, Internationale Kommunisten Deutschlands, I.K.D., 341. — comité à l'étranger, Ausland-Komitee, 341. — britannique, Militant Group, 321. — française, Ligue communiste internationaliste, L.C.I., 209. — groupe bolchevik-léniniste de la S.F.I.O., G.B.L. (*septembre 1934-mai 1936*), 209, 255.
- Ligue des chômeurs**, Unemployed League, — Toledo, 131.
- Ligue française des droits de l'homme**, 420.
- Ligue indépendante du travail**, Independent Labor League, 85, 86, 300.
- Ligue Lénine**, Leninbund, 259.
- Ligue pour un parti ouvrier révolutionnaire**, League for a Revolutionary Workers Party, Fieldistes, 219, 321, 322, 354.
- Ligue révolutionnaire des travailleurs**, Revolutionary Workers League, Oehleristes, 25, 37, 38, 62, 67, 71, 159, 209, 268, 282, 321, 354.
- Ligue socialiste des jeunes**, Young Peoples Socialist League, Y.P.S.L., 25, 289. — congrès : 25.
- Ligue Spartacus**, Spartakusbund, 259.
- Maison de l'ouvrier mondial**, Casa del obrero mundial, 337.
- Marxist Group**, cf. Parti ouvrier indépendant (Grande-Bretagne), Marxist Group, ou Mouvement pour la Quatrième Internationale, section : britannique.
- Milices antifascistes de Catalogne**, — comité central : 127, 395.
- Militant Group**, cf. Ligue communiste internationale, sections : britannique.
- Mouvement de Zimmerwald**, 31.
- Mouvement du quatre mai** (Chine), 81.
- Mouvement pour la Quatrième Internationale** (nouvelle appellation de la Ligue communiste internationale, *du 31 juillet 1936 au 3 septembre 1938*), 23, 26, 33, 51, 54, 71, 84, 94, 102, 110, 159, 162, 167, 169, 207, 208, 209, 215, 238, 246, 269, 276, 302, 306, 322, 333, 334, 335, 342, 343, 344, 347, 348, 360, 361, 368, 383, 402, 410, 415, 419, 422, 433. — conférence internationale (*septembre 1938*), 24, 84, 199, 201, 202, 210, 281, 342, 343, 344, 347, 348, 422. — commission de préparation, 200. — pré-conférence Amérique Latine, 199, 200, 281. — pré-conférence Amérique du Nord, 199, 200, 201. — secrétariat international, S.I., dit aussi Théodore, 24, 56, 80, 84, 85, 86, 87, 108, 109, 151, 201, 207, 208, 209, 219, 329, 335, 340, 342, 347, 348, 349, 422.
- Mouvement pour la Quatrième Internationale**, sections, 161, 207, 348. — allemande, Internationale Kommunisten Deutschlands, I.K.D., 24, 85, 86, 348, 349. — comité à l'étranger, Ausland-Komitee, 80. — fraction Bur, 86, 348, 349. — fraction Johre, 46, 86, 348, 349.

- secrétariat provisoire, 86, 87, 348, 349.
 - américaine, 24, 35, 37, 42, 62, 78, 80, 87, 92, 140, 158, 159, 164, 175, 180, 198, 199, 202, 245, 280, 352, 353, 354, 422, 433, 435, 438.
 - comité national, 38, 41, 62, 78, 86, 94, 140, 141, 143, 146, 157, 163, 272, 273, 280, 281, 382, 437.
 - congrès, 141, 143, 157, 163, 198, 354, 356, 435.
 - groupe Burnham-Carter, 359.
 - groupe Salemme, 25, 62, 359.
 - *organisation de jeunesse*, 41, 165.
 - congrès, 41, 92.
 - argentine, 28.
 - australienne, Workers Party of Australia, 430.
 - belge, Parti socialiste révolutionnaire, P.S.R., 36, 64, 108, 209, 221, 222, 329, 332, 433.
 - comité central, 27, 332.
 - congrès, 332.
 - britannique, Marxist Group, 215.
 - canadienne, 321.
 - chinoise, 25, 219, 220, 222, 249, 296, 334.
 - espagnole, 389, 396.
 - française, cf. Parti ouvrier internationaliste.
 - indochinoise, 158.
 - mexicaine, Liga comunista internacionalista, L.C.I., 67, 119.
 - norvégienne, 411.
 - russe, 37.
- N.K.V.D.**, Narodny Kommissariat Vnoutrennikh Del, 51.
- Narodny Kommissariat Vnoutrennikh Del**, cf. N.K.V.D.
- Nasjonal Samling**, cf. Rassemblement national (Norvège).
- Nationaal Arbeids Secretariaat**, N.A.S., cf. Secrétariat national du travail (Pays-Bas).
- Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei**, N.S.D.A.P., cf. Parti national-socialiste allemand des travailleurs (Parti nazi).
- Non-Partisan Labor Defense**, N.P.L.D., cf. Défense ouvrière sans exclusive.
- Nosotros**, 395.
- Oehleristes**, cf. Ligue révolutionnaire des travailleurs.
- Opposition de gauche internationale (1930-1933)**, cf. aussi Ligue communiste internationale (1933-1936), Mouvement pour la Quatrième Internationale (1936-1938), 107, 301, 302, 323, 364, 400, 424, 432.
- secrétariat international, S.I., 364.
- Opposition de gauche internationale, sections ou groupes**, cf. aussi au nom des différents partis communistes,
- allemande, 80, 87, 132, 209, 364, 400, 447.
 - américaine, Communist League of America, C.L.A., 80, 85, 88, 92, 137, 209, 321, 341.
 - belge, 341.
 - espagnole, Izquierda comunista de España, I.C.E., 99.
 - française, 176, 255, 341.
 - grecque, Archiomarxisti Organosi, 209.
- Parti américain des travailleurs**, American Workers Party, A.W.P., 85, 92, 131, 178, 304, 383.
- Parti communiste d'Afrique du Sud**, Communist Party of South-Africa, C.P.S.A., 140, 200.
- opposition de gauche, 140, 200.
- Parti communiste d'Allemagne**, Kommunistische Partei Deutschlands (Spartakusbund), Vereinigte Kommunistische Partei Deutschlands, Kommunistische Partei Deutschlands, K.P.D. 32, 58, 85, 87, 132, 177, 187, 259, 447.
- opposition de droite, Kommunistische Partei Opposition, K.P.O., 58, 85, 177.
 - opposition zinoviéviste, 85, 259.
- Parti communiste d'Amérique**, United Communist Party of America, Communist Party of America, C.P.A., 43, 80, 85, 88, 95, 112, 132, 140, 159, 163, 198, 199, 245, 300, 309, 326, 368, 423.

INDEX DES ORGANISATIONS

- opposition de droite, Communist Party (Opposition), 300.
- opposition de gauche, 35, 43, 62, 140, 357, 383.
- Parti communiste d'Autriche**, Kommunistische Partei Österreichs, K.P.Ö., 209, 400.
- Parti communiste du Canada**, United Communist Party of Canada, Communist Party of Canada, C.P.C., 200, 250, 322, 432.
 - opposition de gauche, 200, 432.
 - organisations ukrainiennes, 322.
- Parti communiste chinois**, 68, 70, 76, 80, 81, 241, 242, 296.
 - opposition de gauche, 80, 82.
- Parti communiste d'Espagne**, Partido comunista de España, P.C.E., 83, 85, 102, 103, 127, 207, 391, 392, 393, 394, 409.
 - comité central, 102.
- Parti communiste, section française de l'Internationale Communiste**, S.F.I.C., 29, 68, 125, 172, 188, 247, 250, 262, 408, 417, 418.
 - bureau politique, 286.
- Parti communiste de Géorgie**, 142.
- Parti communiste mexicain**, Partido comunista de México, P.C.M., 67, 337, 338, 368.
- Parti communiste de Norvège**, 73, 195.
- Parti communiste des Pays-Bas**, Communistische Partij van Nederland, C.P.N., 287.
- Parti communiste de Pologne**, Komunistyczna Partia Polski, K.P.P. 50.
- Parti communiste de l'Union Soviétique**, P.C.U.S., Rossijskaja Kommunističeskaja Partija (b), R.K.P. (de 1918 à 1925), Vserossijskaja Kommunističeskaja Partija, V.K.P. (après 1925), 142, 161, 297, 298, 299, 362, 376, 386, 421.
 - bureau politique, 227, 240, 323, 407.
 - comité central, 51, 53, 81, 187, 190, 191, 239, 246, 298, 365.
 - communistes de gauche, 191, 193, 421, 424.
 - congrès, 299.
 - opposition de droite, 191, 327.
 - opposition de gauche, 57, 81, 106, 190, 227, 263, 371, 376.
 - secrétariat, 51.
- Parti communiste vietnamien**, Viet Nam Cong San Dang, 158.
- Parti communiste yougoslave**, 106, 365.
- Parti communiste internationaliste**, P.C.I. (ancien groupe « la Commune »), 59, 209.
- Parti communiste unifié d'Allemagne**, Vereinigte Kommunistische Partei Deutschland, V.K.P.D., cf. Parti communiste d'Allemagne.
- Parti communiste unifié d'Amérique**, United Communist Party of America, U.C.P.A., cf. Parti communiste d'Amérique.
- Parti communiste unifié du Canada**, United Communist Party of Canada, U.C.P.C., cf. Parti communiste du Canada.
- Parti constitutionnel démocrate**, Konstituc-Demokratičeska Partija, K.D., 105, 299.
- Parti démocrate** (Etats-Unis), Democratic Party, 130.
- Parti des travailleurs des Etats-Unis**, Workers Party of the United States, W.P.U.S., section américaine de la L.C.I. puis du Mouvement pour la Quatrième Internationale, 85, 90, 157, 268.
 - comité national, 304.
- Parti des travailleurs du Canada**, Workers Party of Canada, W.P.C., 432.
- Parti libéral mexicain**, Partido liberal mexicano, 337.
- Parti national-socialiste allemand des travailleurs**, National-Sozialistische Deutsche Arbeiterpartei, N.S.D.A.P., 447.
- Parti ouvrier belge**, P.O.B., 36, 251, 333, 341, 416.
 - bureau d'études sociales, 416.
 - centrale d'éducation ouvrière, 416.
- Parti ouvrier communiste d'Allemagne**, Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands, K.A.P.D., 259, 318.
- Parti ouvrier d'unification marxiste**,

- Partido obrero de unificación marxista, P.O.U.M., 64, 82, 85, 99, 100, 101, 126, 127, 128, 159, 205, 206, 207, 208, 246, 248, 341, 343, 390, 393, 396, 400, 401, 402, 406, 410.
- Parti ouvrier indépendant** (Grande-Bretagne), Independent Labour Party, I.L.P., 82, 147, 308.
— Marxist Group, 321.
- Parti ouvrier internationaliste**, P.O.I., section française de la L.C.I. puis du Mouvement pour la Quatrième Internationale, 36, 39, 86, 106, 158, 199, 209, 255, 329, 345, 346, 349.
— congrès, 3^e, 28, 255.
- Parti ouvrier norvégien**, Det Norske Arbeiderparti, D.N.A., 73, 74, 194, 195.
- Parti ouvrier social-démocrate d'Autriche**, Sozialdemokratische Arbeiterpartei Österreichs, S.D.A.P.Ö., 58.
- Parti ouvrier social-démocrate de Bulgarie**, Balgarska Rabotničeska Social-Demokratičeska Partija, 51.
- Parti ouvrier social-démocrate de Russie**, P.O.S.D.R., Rossijskaja Social-Demokratičeskaja Rabočaja Partija,
— économistes, 299.
— fraction bolchevique, 51, 63, 68, 69, 81, 101, 102, 142, 190, 191, 203, 205, 208, 225, 226, 241, 249, 302, 327, 334, 385, 386, 397, 400, 412, 421.
— conférence (mars 1917), 407.
— fraction menchevique, 85, 151, 171, 208, 217, 225, 248, 249, 298, 299, 357, 386, 412, 421.
— fraction vperiodiste, 412.
- Parti ouvrier socialiste révolutionnaire** (Pays-Bas), Revolutionnair Socialistische Arbeiders Partij, R.S.A.P., 24, 36, 84, 85, 208, 209, 340, 341, 342, 343, 344, 402, 433.
- Parti radical et radical-socialiste**, 39, 63, 416, 417, 419.
- Parti républicain** (Etats-Unis), Republican Party, 130, 199.
- Parti social-démocrate d'Allemagne**, Sozialdemokratische Partei Deutsch-
- lands, S.P.D., 58, 127, 177, 231, 306, 418.
— gauche, 241.
- Parti social-démocrate de Pologne et de Lituanie**, Socialdemokracija Krosletswa Polskiego i Litwy, S.D.K.P.i.L., 241.
- Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne**, Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands, U.S.P.D., 31, 127, 183, 231.
— gauche, 132.
- Parti socialiste d'Amérique**, Socialist Party of America, S.P., 24, 26, 32, 35, 36, 37, 78, 85, 88, 90, 136, 137, 157, 158, 159, 160, 198, 243, 276, 304, 326, 341, 381, 423.
— Congrès, Chicago, 160.
— fédération du Minnesota, 36.
— fraction trotskyste, 25, 78, 131.
- Parti socialiste du Canada**, Socialist Party of Canada, 432.
- Parti socialiste, section française de l'Internationale ouvrière**, S.F.I.O., 36, 68, 86, 125, 341, 408, 417.
— Bataille socialiste, 408.
- Parti socialiste italien**, Partito socialista italiano, P.S.I., 31.
— aile réformiste, 31.
- Parti socialiste des travailleurs** (Etats-Unis), Socialist Workers Party, S.W.P., 25, 26, 29, 78, 435.
- Parti socialiste ouvrier d'Allemagne**, Sozialistische Arbeiterpartei (Deutschland), S.A.P., 58, 177, 340, 364.
- Parti socialiste ouvrier espagnol**, Partido socialista obrero español, P.S.O.E., 83, 126, 127, 128, 207, 391, 392, 394.
— droite, 45, 393.
— gauche, 83, 246, 393.
- Parti socialiste révolutionnaire** (Belgique), cf. Mouvement pour la Quatrième Internationale, sections : belge.
- Parti socialiste révolutionnaire** (Pays-Bas), Revolutionnair Socialistische Partij, R.S.P., 341.
- Parti socialiste révolutionnaire russe**, Partija Socialistov Revoljucionerov Rossii, S.R., 153.
— de gauche, 171.

INDEX DES ORGANISATIONS

- Parti socialiste unifié de Catalogne**, Partido socialista unificado de Cataluña, P.S.U.C., 393, 401.
- Parti travailliste** (Grande-Bretagne), Labour Party, L.P., 321, 368, 370.
— groupe parlementaire, 408.
— Militant Group, cf. Ligue communiste internationale, sections : britannique.
- Parti travailliste américain**, American Labor Party, A.L.P., 199.
- Partido comunista de España**, P.C.E., cf. Parti communiste d'Espagne.
- Partido comunista de Mexico**, P.C.M., cf. Parti communiste mexicain.
- Partido liberal mexicano**, cf. Parti libéral mexicain.
- Partido obrero de unificación marxista**, P.O.U.M., cf. Parti ouvrier d'unification marxiste.
- Partido socialista obrero español**, P.S.O.E., cf. Parti socialiste ouvrier espagnol.
- Partido socialista unificado de Catalunya**, P.S.U.C., cf. Parti socialiste unifié de Catalogne.
- Partija Socialistov Revoljucionerov Rossii**, S.R., cf. Parti socialiste révolutionnaire russe.
- Partito socialista italiano**, P.S.I., cf. Parti socialiste italien.
- Pioneer Publishers**, 182, 283, 325, 326.
- Profintern**, cf. Internationale syndicale rouge, I.S.R.
- Rassemblement national**, Nasjonal Samling (Parti nazi norvégien), 271.
- Republican Party**, cf. Parti républicain (Etats-Unis).
- Revolutionary Workers League**, R.W.L., cf. Ligue révolutionnaire des travailleurs (Etats-Unis).
- Revolutionnaire Socialistische Arbeiders Partij**, R.S.A.P., cf. Parti socialiste révolutionnaire (Pays-Bas).
- Revolutionnaire Socialistische Partij**, R.S.P., cf. Parti socialiste révolutionnaire (Pays-Bas).
- Rossijskaja Kommunističeskaja Partija (b)**, R.K.P., cf. Parti communiste de l'Union Soviétique, P.C.U.S.
- Rossijskaja Social-Demokratičeskaja Raščočka Partija**, cf. Parti ouvrier social-démocrate de Russie, P.O.S.D.R.
- Sakurakai**, 117.
- Salemmistes**, cf. Mouvement pour la Quatrième Internationale, section : américaine, groupe Salemme.
- Secours ouvrier international**, 248.
- Secrétariat national du travail**, Nationaal Arbeids Secretariaat, N.A.S., 84, 341, 342, 343.
- Socialdemokracija Krosletswa Polskiego i Litwy**, S.D.K.i.L., cf. Parti social-démocrate de Pologne et de Lituanie.
- Socialist Party of America**, S.P., cf. Parti socialiste d'Amérique.
- Socialist Party of Canada**, cf. Parti socialiste du Canada.
- Socialist Workers Party**, S.W.P., cf. Parti socialiste des travailleurs (Etats-Unis).
- Société des nations**, S.D.N., 119.
- Solidarios (Los)**, 395, 400.
- Soviet**, 63, 362, 400.
- Soviet militaire révolutionnaire** (Ukraine), 400.
- Sozialdemokratische Arbeiterpartei Österreichs**, S.D.A.P.Ö., cf. Parti ouvrier social-démocrate d'Autriche.
- Sozialdemokratische Partei Deutschlands**, S.P.D., cf. Parti social-démocrate d'Allemagne.
- Sozialistische Arbeiterpartei** (Deutschland), S.A.P., cf. Parti socialiste ouvrier d'Allemagne.
- Spartakusbund**, cf. Ligue Spartacus.
- Syndicats britanniques**, cf. Trade Union Congress (Grande-Bretagne).
- Syndicats d'Afrique du Sud**, cf. Trade Union Congress (Afrique du Sud).
- Syndicat des mineurs** (Etats-Unis), United Mine Workers, 130.
- Syndicat des travailleurs des ports** (Etats-Unis), 92.
- Syndicats soviétiques**, 327.
— comité central pan-russe, 327.

- Trade Union Congress** (Afrique du Sud), 140, 200.
- Trade Union Congress** (Grande-Bretagne), 314, 328.
- Travailleurs industriels du monde**, Industrial Workers of the World, I.W.W., 155, 199.
- Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands**, U.S.P.D., cf. Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne.
- Unemployed League**, cf. Ligue des chômeurs.
- Union américaine pour les libertés civiles**, American Civil Liberties Union, A.C.L.U., 212.
- Union communiste** (France), 176, 209.
- Union des industries métallurgiques** (France), 82.
- Union des patriotes pour le rapatriement**, 187, 188, 284.
- Unión general de trabajadores**, U.G.T., cf. Union générale des travailleurs.
- Union générale des travailleurs**, Unión general de trabajadores, U.G.T., 27, 83, 102, 393, 401.
- Union générale des travailleurs juifs de Russie**, de Lituanie et de Pologne, Allgemeiner Yidisher Arbeter Bund in Litè, Poiln un Rusland, Bund, 243, 249.
- Union internationale de l'opposition communiste**, Internationale Vereinigung der Kommunistischen Opposition, I.V.K.O., 85, 87.
- Union internationale des travailleurs de la confection féminine**, International Ladies Garment Workers Union, I.L.G.W.U., 140.
- Union militaire espagnole**, Union militar española, 103.
- Union militar española**, cf. Union militaire espagnole.
- United Communist Party of America**, U.C.P.A., cf. Parti communiste d'Amérique.
- United Communist Party of Canada**, U.C.P.C., cf. Parti communiste du Canada.
- United Mine Workers**, cf. Syndicat des mineurs (Etats-Unis).
- United Press**, 132, 324.
- Université de Moscou**, 421.
- Vereinigte Kommunistische Partei Deutschlands**, V.K.P.D., cf. Parti communiste d'Allemagne.
- Vesenkha**, cf. Conseil suprême de l'économie nationale (U.R.S.S.).
- Viet Nam Cong San Dang**, cf. Parti communiste vietnamien.
- Vserossijskaja Kommunističeskaja Partija**, V.K.P., cf. Parti communiste de l'Union Soviétique.
- Workers Party of Australia**, W.P.A., cf. Mouvement pour la Quatrième Internationale, sections : australienne.
- Workers Party of Canada**, W.P.C., cf. Parti des travailleurs du Canada.
- Workers Party of the United States**, W.P.U.S., cf. Parti des travailleurs des Etats-Unis.
- Young People's Socialist League**, Y.P.S.L., cf. Ligue socialiste des jeunes.
- Zentrum**, cf. Centre catholique.
- Zhili (groupe du)**, 243.

INDEX MATIÈRES

- Allemagne, Quatrième Internationale, 84, 347.
Amérique Latine, 329.
Anarchisme, 212, 229, 388.
Armement du prolétariat, 388.
Australie, 430.
- Belgique, Parti révolutionnaire, intellectuels, 332.
Bureaucratie, 50, 183, 255, 300, 304, 367.
- Canada, Quatrième Internationale, 321.
Capitalisme, 97, 229.
Capitalisme, Crise, 183, 198.
Centralisme démocratique, 359.
Centrisme, 84, 97, 115, 203, 340, 388, 433.
Chine/Japon, 48, 67, 75, 108, 115, 219, 350, 430.
Chine, Parti communiste/Guomindang, 241.
Chine, Provocations stalinienne, 246.
Chine, Quatrième Internationale, 219, 334.
Chine, Révolution, 215, 241, 323.
Chine, Révolution, Internationale Communiste, 241, 323.
Chine, Révolution/U.R.S.S., 241.
Contrôle ouvrier, 229.
Cronstadt, Insurrection, 31, 182, 283, 297, 357, 385.
- Défaitisme révolutionnaire, 67, 255, 352.
Dialectique, 304.
Dictature du prolétariat, 212.
Droits littéraires, 94.
- Editions, Editeurs, 33, 91, 111, 152.
Entrisme, 35, 136, 157, 340.
Espagne, Front populaire, 45, 62, 388.
Espagne, Répression stalinienne, 56, 80, 84, 97, 104, 134, 138, 147, 155, 192, 246.
Espagne, Révolution, 33, 203, 388.
Etat, 229, 304.
Etats-Unis, Parti révolutionnaire, 140, 280.
Etats-Unis, Parti révolutionnaire, Démocratie, 359.
Etats-Unis, Parti révolutionnaire, Editions, 283, 325.
Etats-Unis, Quatrième Internationale, Presse, 180.
Etats-Unis, Situation économique, 129, 325.
Etats-Unis, Structure économique, 275.
- Fascisme, 115.
Fascisme/Stalinisme, cf. Stalinisme/Fascisme.
Forces productives, 233, 304.
France, Front populaire, 415.
France, Quatrième Internationale, Presse, 345.
France, Situation sociale, 115.
Front populaire, 45, 62, 80, 97, 198, 229, 388.
- Guerre, 67, 352.
Guerre, Lutte, 75, 289.
Guerre mondiale, 115, 219, 255, 388.
- Indochine, Quatrième Internationale, 157.

LÉON TROTSKY

- Internationale Communiste, C.E.I., Plenum, 245, 246, 279.
 Internationalisme prolétarien, 229.
- Japon, 48, 115.
 Japon/Chine, cf. Chine/Japon.
- London (Jack), 183.
 Lutte anti-impérialiste, 67, 75, 219.
 cf. aussi, Révolution coloniale.
 Lutte anti-trotskyiste, 55, 56, 59, 61, 245.
 cf. aussi, Répression stalinienne.
 Lutte contre les procès de Moscou, 31, 39, 59, 61, 72, 73, 88, 90, 107, 129, 149, 153, 174, 176, 223, 254, 318, 364, 367, 421, 426, 427.
- Makhnovisme, 31.
Manifeste du Parti communiste, 229.
 Matérialisme historique, 229.
 Menchevisme, 388.
 Mexique, Provocations stalinienne, 336, 367.
- Norvège, Gouvernement, 192.
 Norvège, Quatrième Internationale, 411.
- Parti/Syndicat, 340.
 Parti révolutionnaire, Composition sociale, 162.
 Parti révolutionnaire, Construction, 352.
 Parti révolutionnaire, Démocratie, 78, 140, 157, 352, 359, 381.
 Parti révolutionnaire, Fonctionnement, 35, 78, 140, 157, 381.
 Parti révolutionnaire, Intellectuels, 140, 157, 162, 421.
 Pays-Bas, Quatrième Internationale, 340.
 Petite bourgeoisie, 229.
 Presse révolutionnaire, 345.
 Procès de Moscou, 300.
 Provocations stalinienne, 104, 178, 336, 421, 427.
- Quatrième Internationale, Construction, 157, 162, 198, 203, 280, 329, 340, 347.
- Quatrième Internationale, Presse, 274.
- Répression stalinienne, 39, 50, 56, 80, 114, 166, 171, 187, 284, 291, 319, 367.
 Répression stalinienne, Lutte, 181, 246, 415, 435.
 Révolution coloniale, 229.
 Révolution permanente, 388.
 Russie, Révolution, 212.
 Russie, Révolution, Journées de juillet, 203.
- Sectarisme, 97.
 Sécurité, 50, 61, 109, 166, 272, 280, 291, 293.
 Situation économique internationale, 115, 129, 415.
 Situation internationale, 115, 415.
 Social-patriotisme, 255.
 Socialisme, centralisation économique, 65.
 Socialisme, Homme, 65.
 Solidarité financière, 46, 56.
 Soviet, 115, 229.
Staline et l'armée rouge.
 Stalinisme, 300, 367, 388, 415.
 Stalinisme, Crise, 162, 246, 362.
 Stalinisme/Fascisme, 255.
 Syndicalisme, 304.
 Syndicat/Parti, cf. Parti/Syndicat.
- Transition, 304.
 Trotsky, Archives, 424.
 Trotsky, Conditions de travail, 42, 44, 55, 56, 78, 111, 145, 280.
 Trotsky, Conditions de vie, 73, 92, 111, 270, 277.
 Trotsky, Famille, 367.
 Trotsky/Presse, 178, 192, 295, 323, 379, 432, 438.
 Trotsky/Quatrième Internationale, Sections, 41.
 Trotsky, Situation financière, 412, 414, 424.
 Trotsky, Travaux littéraires, 95, 96, 269, 379, 412.
- Ultra-gauchisme, 35, 67, 97, 115, 321.
 U.R.S.S., Economie, 255.

INDEX DES MATIÈRES

- | | |
|---|-------------------------------------|
| U.R.S.S., Nature de l'U.R.S.S., 255,
280, 304, 352, 355. | U.R.S.S., Révolution politique, 255 |
| U.R.S.S., Nep., 225, 239. | U.R.S.S., Syndicat, 327. |
| U.R.S.S., Répression, 48.
cf. aussi, Répression stalinienne. | Unité syndicale, 327. |
| | Urbanisation/Production, 215. |

INDEX DES JOURNAUX ET PÉRIODIQUES

- Aftenposten*, 192.
Aktion (Die), 318.
Arbeiderbladet, 194, 195.
Arbeiterzeitung, 185.
- Batalla (la)*, 99, 401.
Biulleten Oppositsii, 94, 172, 211, 274, 287, 320, 380.
Bulletin mensuel d'information et de presse du Comité pour l'enquête sur les procès de Moscou, 27.
- Canadian Forum*, 321, 322, 432.
Ce soir, 189.
Challenge of Youth, 289.
Ch'in Nien, cf. *Jeunesse (la)*.
Clarté, 250.
Clave, 329.
Combatiente Rojo (El), 390.
Common Sense, 65, 112.
Commune (La), 209.
- Daily News*, 82.
Daily Worker, 222, 249.
- Einzig Weg (Der)*, 27, 349.
Evening Post, 250.
- Forward*, 379, 380.
Futuro, 178.
- Guerra di Classe*, 156.
- Humanité (L')*, 57, 59, 125, 189, 247.
- Independent (The)*, 153.
Information Bulletin, 64.
Izvestija, 243, 428.
- Jeunesse (La)*, Ch'in Nien, 81.
- Kampf (Der)*, 185.
- Liberal (El)*, 393.
Liberty, 95.
Lutte (La), 158.
Lutte Ouvrière (La) (Belgique), 108.
Lutte Ouvrière (La) (France), 345.
- Machete*, 337.
Manchester Guardian, 81, 196, 295.
Marianne, 415.
Martello (Il), 155.
Masses (The), 383.
Modern Monthly, 178, 181, 438, 439.
- Naché Slovo*, 193.
Nation (The), 33, 155, 156, 250.
New International, 43, 64, 131, 137, 145, 283, 322, 331, 357, 384, 386, 387, 422, 434, 439.
New Leader, 308.
New Republic, 33, 155, 156, 300, 369.
New York Herald Tribune, 150.
New York Times, 169, 217, 218, 324, 350.
News Chronicle, 82, 106, 196.
Novoie Russkoe Slovo, 94, 105.
- Oktober*, 411.
- Partisan Review*, 180, 181, 276.
Petit Marseillais (Le), 223.
Populaire (Le), 125, 417.
Poslednoie Novosti, 105.
Pravda, 171, 247, 248.
Prensa (La), 428.

LÉON TROTSKY

Quatrième Internationale, 48, 345.

Regeneración, 337.

Révolution Proletarienne (La), 262,
263, 297, 358, 386.

Service d'Information et de Presse, 86,
207.

Socialist Appeal, 32, 83, 114, 131, 157,
180, 249, 282, 283, 322, 331, 338,
359, 433, 434.

Socialist Call, 276.

Solidaridad Obrera, 206, 213.

Sotsialisticheski Vestnik, 299.

Sozialdemokrat (Der), 231.

Spanish News, 82.

Symposium, 383.

Temps (Le), 123, 345.

Tribune (Tulsa), 75.

Universal (El), 214, 327, 338.

Vérité (La), 209.

Vie Ouvrière (La), 107.

*Achevé d'imprimer en août 1983
sur presse CAMERON
dans les ateliers de la S.E.P.C.
à Saint-Amand-Montrond (Cher)*